

Prestations familiales **2009**



ISSN 0184-6469

Direction des statistiques, des études et de la recherche

Statistiques nationales

Caisse nationale des allocations familiales

Direction des statistiques, des études et de la recherche



Prestations familiales 2009

Statistiques nationales

Pour tous renseignements complémentaires, joindre
Catherine Boissières (01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr).

Janvier 2010

Avant-Propos

Quelques notions pour faciliter la lecture de cette brochure :

- les définitions des **prestations** et les **sigles** figurent respectivement en pages 6 et 5 ;
- des définitions de notions sous-jacentes à la politique familiale (**Cnaf**, **fonds**, régimes, **prestations Famille**, minima sociaux, aides à l'emploi, risques...) figurent au chapitre 7 de la brochure PF2008.

Les comptes de la branche Famille sont commentés « **en bref** » page 8'.

Les données **2009 tous régimes** (métropole et Dom) figurent en page 8. *Elles intègrent les dépenses de prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales mais ne relevant pas de la branche Famille.* Le tableau de la page 56 présente les dépenses de prestations et les bénéficiaires correspondants.

*Les commentaires de cette brochure portent sur les données tous régimes (métropole et Dom) en euros courants et **en euros constants estimés en « 2009 ».***

o O o

Le chapitre 1 diffuse **les données de la branche Famille agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement (Fnal), des minima sociaux (Rsa, Rmi, Rso) et des différentes aides à l'emploi...**

alors que le chapitre 6 présente les **recettes et les dépenses de la branche Famille** (hors Fnal, Rsa, Rmi, Rso et hors aides à l'emploi).

o O o

Les **prestations directes** tous fonds confondus sont étudiées :

- dans le chapitre 2 sur dix ans ;
- dans le chapitre 3.1 **depuis 1946**. Ce chapitre présente :
 - . l'évolution des dépenses de prestations **en pourcentage du Pib** ;
 - . la part des prestations versées **avec condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille.

o O o

Le chapitre 4 suit les dépenses d'assurance vieillesse des parents au foyer (**Avpf**) depuis 1973 : ces prestations indirectes correspondent à un **transfert à la Cnav**.

o O o

Le chapitre 1 analyse le **financement par l'Etat** rapporté :

- d'une part, à l'ensemble des prestations légales (directes et indirectes) et des prestations d'action sociale ;
- et d'autre part, les produits de la branche Famille agrégés remboursement des prestations légales hors Fnpf.
(Par ailleurs, les données d'action sociale sont agrégées aux prestations légales par type de prestation, les dépenses de prestations hors Fnpf intègrent les créances et les indus. Le financement par l'Etat regroupe celui de la branche Famille, du Fnal, de l'Alt et les remboursements des minima sociaux et des aides.)

Une troisième approche du financement de l'Etat est présentée au chapitre 6 : ce financement (hors Fnal, Rsa, Rmi, Rso et aides à l'emploi) est comparé aux recettes de la branche Famille.

o O o

Les données agrégées sur les **bénéficiaires tous régimes** sont présentées au chapitre 5.

- Des données plus fines relatives aux bénéficiaires des **Caf** sont diffusées dans le fascicule statistique en ligne sur le site de la Cnaf (www.cnaf.fr). *Elles servent à estimer certaines données tous régimes.*
- Les régimes spéciaux ne regroupent plus que la SnCF, Edf-Gdf, la RATP.
L'Education nationale a été rattachée aux Caf en juillet 2005, La Poste en juillet 2004, France Télécom et les fonctionnaires hors Education nationale en janvier 2005. Les données Caf sont homogènes depuis 2005.
- La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole diffuse les données concernant les **régimes agricoles**.

o O o

La **législation** relative à la politique familiale est retracée à travers :

- l'évolution de la législation relative aux **prestations depuis 1945** : au chapitre 8.1 pour la **métropole** et au chapitre 8.2 pour les **Dom**. *Le coût des mesures depuis 1997 figure à la fin du chapitre 8.1 ;*
- *l'évolution du taux de cotisation Af et de la législation relative aux **recettes** figure au chapitre 8 de la brochure PF2006.*
- des séries longues du chapitre 9 relatives aux **barèmes** (montants et plafonds de prestations), Smic, prix, Pib.

Le tableau de la page 7 (*TIPF 7902009*) présente **les montants des prestations et les plafonds de ressources en pourcentage du Smic**.

Sommaire de la brochure

Prestations Familiales 2009

Statistiques nationales

Avant-Propos : <i>une autre analyse du contenu</i>	2
Sigles	5
Définition des prestations existant au 1 ^{er} juillet 2009	6
Montants des prestations et des plafonds de ressources en pourcentage du Smic	7
<i>Figure 0.1 : 76,8 milliards d'euros de charges en 2009 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso, des aides à l'emploi et des aides exceptionnelles</i>	8
2009 en bref (extrait du Rapport de la CCSS de juin 2010)	9

Prestations directes et indirectes – Dépenses tous fonds

- 1

77 milliards d'euros de **charges pour la branche Famille, le Fnal, le Rsa, le Rmi, le Rso et les différentes aides au retour à l'emploi** versées par les organismes débiteurs des prestations familiales 11

 - 34 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fnpf...
 - Le financement par l'Etat : 37,76 milliards d'euros
 - 51,7 % des prestations sont financées par l'Etat

- 2

Progression en volume de + 3,2 % des prestations Famille directes, de + 2,4 % des aides au logement et de + 20 % des minima sociaux et des aides à l'emploi 15

Quelques rubriques clefs : Bmaf, Af, prestations jeune enfant, Cf, Ars, Asf, Aeelh, App, logement, minima sociaux, frais de tutelle, non-résidence en France, prestations Dom, remboursement de la dette sociale (Crds)

Figures 2.1 : 61,5 milliards de prestations directes, en progression en volume de + 19 % depuis 1999

Figures 2.3-2.4 : 12,1 milliards de prestations jeune enfant, en progression en volume de + 44 % depuis 1999

Figure 2.5 : 5,5 milliards de prestations Famille hors Af et hors jeune enfant, + 8,4 % en volume depuis 1999

Figure 2.2 : 16 milliards de minima sociaux et d'aides à l'emploi (+ 46 % en volume depuis 1999), 16 milliards pour le logement (+9,7 %), 13 milliards pour les allocations familiales (– 3,5 %)

- 3

Les prestations Famille depuis 1951 53

 - 1972, tournant de la politique sociale** – D'autres dates marquantes : 1978, 1985, 1991 et 2004
 - Prestations d'entretien spécifiques aux **familles de deux enfants et plus** : 47,1 % des prestations Famille
 - Naissance - Accueil des jeunes enfants : 40,2 % des prestations Famille**
 - 12,7 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées **dès le premier enfant**
 - Figure 3.4 : 26,6 % des prestations Famille sont sous condition de ressources contre 23 % en 1973*
 - 1,9 % du Pib en 2009 pour la Famille** contre 1,7 % en 1987, 2 % en 1974 et 3,7 % en 1951

- 4

Assurance vieillesse des parents au foyer prises en charge par la Cnaf : 4,4 milliards en 2009 71

Encadré relatif aux autres prestations financées mais non versées par la branche Famille : la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus, le congé de paternité...

5	La branche Famille couvre 11,7 millions d'allocataires et 13,7 millions d'enfants	85
	<i>Quelques rubriques clefs : allocataires, Fnpf, doubles comptes, prestations Famille, démographie, familles nombreuses, Af, Paje, non-indexation du plafond de ressources sur le salaire moyen, Cf, Ars, Asf, Aeeh, minima sociaux, Api, Aah, Rmi, logement</i>	
	<i>Figure 5.1: Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille</i>	
	<i>Figure 5.2 : Naissances depuis 1984</i>	
	<i>Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf)</i>	
	<i>Encadré 2 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)</i>	
	<i>T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF dans la population française de 0 à 19 ans (données Caf)</i>	
	<i>Exploitation détaillée des données Caf relatives aux bénéficiaires : Af, Paje, Aeeh, Ajpp, aides au logement, Aah</i>	

Les produits et les charges de la branche Famille (hors Fnh, Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...)

6	58,2 milliards d'euros de produits et 60,0 milliards de charges en 2009	123
	<i>Quelques rubriques clefs : financement par l'Etat, Csg, cotisations prises en charge par l'Etat, par la Cnam, cotisations, environnement économique, action sociale, Fnas, gestion, Fnga, convention d'objectifs et de gestion (Cog), droits constatés, nouvelle présentation de la branche, excédents Cnaf et apurement des déficits, Fsv, Fipe, solde cumulé.</i>	

Législation – Définitions – Barèmes

7	Quelques définitions... (cf. brochure PF 2008)	
	<i>Quelques rubriques clefs : branche Famille : risque, régimes, fonds (Fnpf, Fnas, Fnga, Fipe, Aei, Fnal), versements de prestations hors Fnpf pour le compte de l'Etat (logement : Apl, Als, Alt ; minima sociaux : Rmi, Rso ; aides à l'emploi : Cirma, Cav, primes), organismes payeurs (Caf, Ccmsa et régimes spéciaux), choix de l'allocataire, population inactive, frais de gestion, contribution Cnaf.</i>	
8.1	Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945	151
	<i>Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom</i>	178
	<i>Le coût des mesures depuis 1997</i>	179
8.2	Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945	181
10	Barèmes, Smic, chômage, prix, Pib	187
11	Liste exhaustive de l'ensemble des tableaux disponibles	216

La version Pdf de la brochure et les fichiers excel retraçant les dépenses et les bénéficiaires de prestations sont disponibles sous caf.fr Qui sommes-nous ? Données statistiques tous régimes.

L'ensemble des fichiers Excel de la brochure 2009 est disponible sur le site <ftp://userdser:dser@platineprod.csn.cnaf:6370/BrochurePF/PF2009.zip>

Après **décompression** du fichier récupéré, il est possible d'accéder aux tableaux Excel en utilisant le fichier « Asource02.xls » qui donne la liste exhaustive des tableaux disponibles (avec en colonne de gauche, le nom du fichier où se trouve le tableau).

En cas de problème (lorsque le site professionnel de l'utilisateur interdit l'accès au Certi de Nice), il est actuellement conseillé de consulter le site à son domicile et de rapatrier les données sur son lieu de travail.

Pour tous renseignements complémentaires, joindre Catherine Boissières (01 45 65 53 40, Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr).

Liste des sigles utilisés

Aah	Allocation aux adultes handicapés
Aas	<i>Aide à la scolarité (ancienne prestation)</i>
Ad(i)	Allocation différentielle
Aeeh (Aes)	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (<i>remplace l'allocation d'éducation spéciale, Aes</i>)
Aei	Aide exceptionnelle à l'investissement (action sociale)
Af	Allocations familiales
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cf. Cmg Paje)
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile (cf. Cmg Paje)
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale
Alf	Allocation logement familiale
Aline	<i>Allocation d'installation étudiante (2006, jusqu'en juin 2008)</i>
Als	Allocation logement sociale
Alt	Aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Fnal)
Alv	Allocation logement virtuelle (financement par la Cnaf de l'Apl)
Apa	Allocation personnalisée d'autonomie
Ape	<i>Allocation parentale d'éducation (cf. Clca Paje)</i>
Api	Allocation de parent isolé
Apje	<i>Allocation pour jeune enfant (cf. Paje Ab)</i>
Apl	Aide personnalisée au logement
Ars	Allocation de rentrée scolaire
Asf (Ao)	Allocation de soutien familial (<i>remplace l'allocation orphelin</i>)
Aspa	Allocation de solidarité aux personnes âgées (<i>depuis janvier 2007, à la place du minimum vieillesse</i>)
Ass	Allocation spécifique de solidarité
Asspf	Assurance vieillesse des parents au foyer
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales
Cades	Caisse d'amortissement de la dette sociale
Cav	Contrat d'avenir
Ccss	Commission des comptes de la Sécurité sociale
Cdaph	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (<i>remplace la Cotorep</i>)
Cdc	Caisse des dépôts et consignations
Cesu	Chèques emploi services universels
Cf	Complément familial
Ccmsa	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
Cirma (Rma)	Contrat d'insertion - Revenu minimum d'activité
Cnaf	Caisse nationale des allocations familiales
Cnam	Caisse nationale d'assurance maladie
Cnav	Caisse nationale d'assurance vieillesse
Csa (Cnsa)	Contribution de solidarité pour l'autonomie (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
Crds	Contribution au remboursement de la dette sociale
Cr(p)h	Complément de ressources des personnes handicapées
Csf	Congé soutien familial
Csg	Contribution sociale généralisée
Cui	Contrat unique d'insertion
Dna	Déclaration nominative annuelle
Eti	Employeurs et travailleurs indépendants
Esat	Etablissement et service d'aide par le travail (<- Cat, <i>centre d'aide par le travail</i>)
Facej	Fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse
Fapaippe	Fonds d'abondement du plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (<i>LC 2008 098</i>)
Faso	Fonds d'action sociale obligatoire (Dom)
Fastif	Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille
Fipsa (Bapsa)	Fonds de financement des prestations sociales agricoles (à la place du Bapsa)
Fipe	Fonds d'investissement pour la petite enfance
Fnal (Fnh)	Fonds national d'aide au logement (<i>fusionné avec le Fonds national de l'habitat en 2006</i>)
Fnas, Fnga	Fonds national d'action sociale, Fonds national de la gestion administrative
Fnpf	Fonds national des prestations familiales
Fsv	Fonds national de solidarité vieillesse
Grph	Garantie de ressources des personnes handicapées
Hm	Prestations hors métropole
Isu	Interlocuteur social unique (<i>cf. recettes des Eti</i>)
Lfss	Loi de financement de la Sécurité sociale
Mva	Majoration pour la vie autonome (Aah)
Paippe	Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (2007)
Pah	Prêt à l'amélioration de l'habitat
Pars	Prestation de restauration scolaire (Dom)
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Ab	Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje C(o)lca	Complément (optionnel) libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Cmg	Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant
Paje Pn	Prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant
Pch	Prestation de compensation du handicap
Pfm	Prime forfaitaire mensuelle
Rmi	Revenu minimum d'insertion
Rsa	Revenu de solidarité active
Rsta	Revenu supplémentaire temporaire d'activité (versé dans les Dom, hors Fnpf)
Rso	Revenu de solidarité (versé dans les Dom, hors Fnpf)

Définition des prestations en métropole existant au 1^{er} juillet 2009

Enfant à charge (au sens des Pf, hors Rmi) :

- jusqu'au mois précédant les 21 ans pour l'ouverture du droit au Cf et aux aides au logement ; jusqu'au mois précédant les 20 ans pour les autres prestations ;
- dans la mesure où les revenus des jeunes n'excèdent pas 55 % du Smic.

Prestations « Famille »

Af : allocations familiales, versées à partir de deux enfants à charge, avec majorations pour les enfants de plus de 14 ans (sauf pour l'aîné d'une famille de deux enfants) allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. Les majorations de plus de 11 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008.

Ars : allocation de rentrée scolaire, modulée en fonction de l'âge des enfants (6-11 ans, 11-15 ans et 15-18 ans), versée sous condition de ressources.

Cf : complément familial, versé sous condition de ressources (Cr) aux familles d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.

Asf : allocation de soutien familial, versée pour un enfant recueilli ou pour un enfant élevé par seulement un de ses parents lorsque l'enfant est orphelin, non reconnu ou abandonné par son père ou (et) sa mère (est considéré comme abandonné l'enfant dont le parent s'est soustrait ou est hors d'état de faire face à son obligation d'entretien).

Aeeh : allocation d'éducation de l'enfant handicapé, destinée à couvrir une partie des frais qu'entraîne la charge d'un enfant handicapé de moins de 20 ans. Elle peut être majorée par un complément qui varie en fonction : de la cessation d'activité (totale ou partielle) et/ou de l'embauche ou non d'une tierce personne rémunérée et/ou des frais engagés. Une majoration pour parent isolé est ouverte au bénéficiaire d'un complément attribué pour recours à une tierce personne (y compris lorsque ce recours est effectué par le parent lui-même).

Ajpp : allocation journalière de présence parentale au profit des parents qui cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé (et qui bénéficient d'un congé parental : trois cent dix jours ouvrés au sein d'une période maximale de droit de trois ans). Un complément pour frais, soumis à condition de ressources, peut être versé en fonction des dépenses engagées dans le mois. Les bénéficiaires de l'App peuvent choisir de continuer à bénéficier de cette prestation.

Paje prime à la naissance : versée sous condition de ressources au septième mois de grossesse.

Paje prime d'adoption : versée sous condition de ressources le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer.

Paje Ab : allocation de base versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer).

Paje Clca : complément de libre choix d'activité attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité). Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant.

Paje Colca : les familles susceptibles de bénéficier d'un Clca pour au moins trois enfants peuvent choisir ce complément optionnel d'un montant plus important que le Clca à taux plein, versé pendant une période maximale de douze mois.

Paje Cmg : complément libre choix du mode de garde attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

. 1^{re} composante : prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. 2^e composante : une prise en charge partielle de la rémunération versée à la personne assurant la garde. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et

de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

L'Afeama et l'Aged continuent à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. **Afeama** : aide (modulée en fonction des ressources) et prise en charge des cotisations sociales en cas d'emploi d'une assistante maternelle agréée pour la garde d'un enfant de moins de 6 ans. **Aged** : allocation de garde d'enfant à domicile (modulée en fonction des ressources).

Logement

Le montant des aides sous condition de ressources varie en fonction de la dimension de la famille, de ses revenus, du niveau du loyer ou de la mensualité de remboursement du prêt ainsi que de la localisation du logement. Un barème unique location a été mis en place en 2002.

Apl : aide personnalisée au logement, attribuée lorsque le logement répond à certaines caractéristiques : s'il s'agit d'un logement locatif, il doit avoir fait l'objet d'une convention entre l'Etat et le bailleur ; s'il s'agit d'une opération d'accession, elle doit bénéficier d'un prêt aidé, conventionné, ou d'un prêt à l'accession sociale.

AIf : allocation de logement à caractère familial, versée aux familles ayant un ou plusieurs enfants ou personnes à charge et aux jeunes couples mariés, ne pouvant ouvrir droit à l'Apl.

Als : allocation de logement à caractère social versée à toute personne disposant de faibles ressources et ne pouvant prétendre à l'une des deux autres prestations de logement.

Alt 1 : aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, d'un montant dépendant du nombre de logements et de la capacité d'accueil. **Alt 2** : aide versée aux communes ou personnes morales pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant est forfaitaire et dépend du nombre de places.

Autres prestations : minima sociaux, aides à l'emploi...

Aah : allocation destinée à assurer un revenu minimum aux personnes de 20 à 60 ans ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou compris entre 50 et 80 % et reconnues dans l'incapacité de se procurer un emploi. Peut également être versé, sans cumul possible, une majoration pour vie autonome (**Mva**) ou un complément de ressources (**Crph**) permettant d'assurer la garantie de ressources des personnes handicapées (**Grph**).

Rsa métropole (revenu de solidarité active, métropole, plus de 25 ans en juin 2009, plus de 18 ans en septembre 2010). **Rsa socle** : montant forfaitaire (= Rmi), **majoré** pour les personnes isolées (= Api). Pour les travailleurs pauvres, le **Rsa activité** est calculé en tenant compte de 62 % des revenus professionnels du foyer. Le **Rsa** se substitue au Rmi, à l'Api, au dispositif d'intéressement de ces prestations et aux expérimentations **Rsa**. Les tableaux statistiques regroupent les dépenses relatives au **Rsa**, à la **prime de solidarité active (Psa)** d'avril 2009.

Cirma (contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, 2004). **Cav** (contrat d'avenir, 2005). **Cui** (contrat unique d'insertion). **Prime de retour à l'emploi** (2006).

Transferts - Prestations financées par la Cnaf

Avpf : assurance vieillesse des parents au foyer, correspondant à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des personnes bénéficiaires de certaines prestations familiales (Cf, Apje, Ape, Paje), bénéficiaires d'un congé de soutien familial ou ayant un handicapé à charge, et non affiliées à un autre titre.

Majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus : prise en charge de 60 % du financement de cette mesure par la Cnaf en 2008, de 70 % en 2009, puis de 85 % en 2010, et de 100 % à partir de 2011.

Congé de paternité (de onze jours consécutifs au plus) destiné au père à la naissance de son enfant et indemnisé comme les indemnités journalières d'assurance maternité.

TIPF 7902009 : Montants 2009 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC

Regroupement des prestations de sans CR à avec CR	Montant 2009 après CRDS	Rapport des ressources correspondant au plafond de ressources au SMIC 2007** selon la taille de la famille					
* Prestation sans condition de ressources (CR)	en % du Smic 2009*	F 1 E, 1 revenu	F 2 E, 1 revenu	F 3 E, 1 revenu	F 1 E, 2 revenus	F 2 E, 2 revenus	F 3 E, 2 revenus
Allocation de soutien familial taux partiel, par enfant	7,5 %						
Allocation de soutien familial taux plein, par enfant	10,0 %						
Allocations familiales : pour chacun des 2 premiers enfants d'une famille de 2 enfants	5,3 %						
Allocations familiales : par enfant, au-delà du 2° enfant	13,6 %						
Majoration par enfant plus de 14 ans sauf aîné des familles de 2 enfants (mai 2008)	5,3 %						
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (sans complément, par enfant)	10,7 %	Ainsi, l'AB devient sans CR pour les familles percevant le CLCA.					
... AEEH avec le 6° complément	98,9 %						
Complément libre choix activité PAJE (CLCA), par famille ayant droit à l'AB PAJE							
Cessation d'activité (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB)	32,2 %						
Activité au plus égale à 50 % (montant pour une F. n'ayant pas droit à l'AB)	20,8 %						
50 % < activité < 80 % (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB)	12,0 %						
Majoration du CLCA par famille n'ayant pas droit à l'AB PAJE	15,3 %						
* Les différentes composantes du complément mode de garde (CMG) sont regroupées en prestation modulée en fonction des ressources							
1 ^{er} volet du complément mode de garde (CMG) : prise en charge des cotisations sans CR							
AM : assistante maternelle (cas général)	100 % du montant des cotisations	Prise en charge sans condition de ressources					
Employée à domicile, enfant de [0-3] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à	35,1 %	Prise en charge sans condition de ressources					
Employée à domicile, enfant de [3-6] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à	17,5 %	Prise en charge sans condition de ressources					
2° volet du complément mode de garde (CMG) : modulation en fonction des ressources							
Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de moins de 3 ans	Montant CMG AM par enfant						
CMG taux minimum	38,3 %	Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian	47,9 %	3,6	4,1	4,8	3,6	4,1	4,8
CMG taux maximum	57,4 %	1,6	1,9	2,2	1,6	1,9	2,2
Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de [3-6] ans							
CMG taux minimum	19,1 %	Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian	23,9 %	3,6	4,1	4,8	3,6	4,1	4,8
CMG taux maximum	28,7 %	1,6	1,9	2,2	1,6	1,9	2,2
Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de 3 ans	Montant CMG à domicile par famille						
CMG taux minimum	14,4 %	Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian	23,9 %	3,6	4,1	4,8	3,6	4,1	4,8
CMG taux maximum	38,0 %	1,6	1,9	2,2	1,6	1,9	2,2
Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de [3-6] ans	Montant CMG à domicile par famille						
CMG taux minimum	7,2 %	Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian	12,0 %	3,6	4,1	4,8	3,6	4,1	4,8
CMG taux maximum	19,0 %	1,6	1,9	2,2	1,6	1,9	2,2
* Prestations sous condition de ressources							
Prime de naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE PN) par naissance	76,5 %	2,7	3,3	3,9	3,6	4,2	4,8
Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE AB) par famille	15,3 %	2,7	3,3	3,9	3,6	4,2	4,8
Complément familial (CF) par famille de trois enfants et plus (sans cumul avec la PAJE)	13,9 % par famille	2,9			3,5		
Allocation de rentrée scolaire par enfant (ARS annuel /12, équivalent mensuel)							
Enfant de [6-10 ans]	2,0 %	1,9	2,3	2,7	1,9	2,3	2,7
Enfant de [11-14 ans]	2,1 %	1,9	2,3	2,7	1,9	2,3	2,7
Enfant de [15-18 ans]	2,2 %	1,9	2,3	2,7	1,9	2,3	2,7
* Montant du SMIC mensuel net de référence : 2009	1 163	** SMIC net 2007 en €2009			1 141		

Figure 0.1

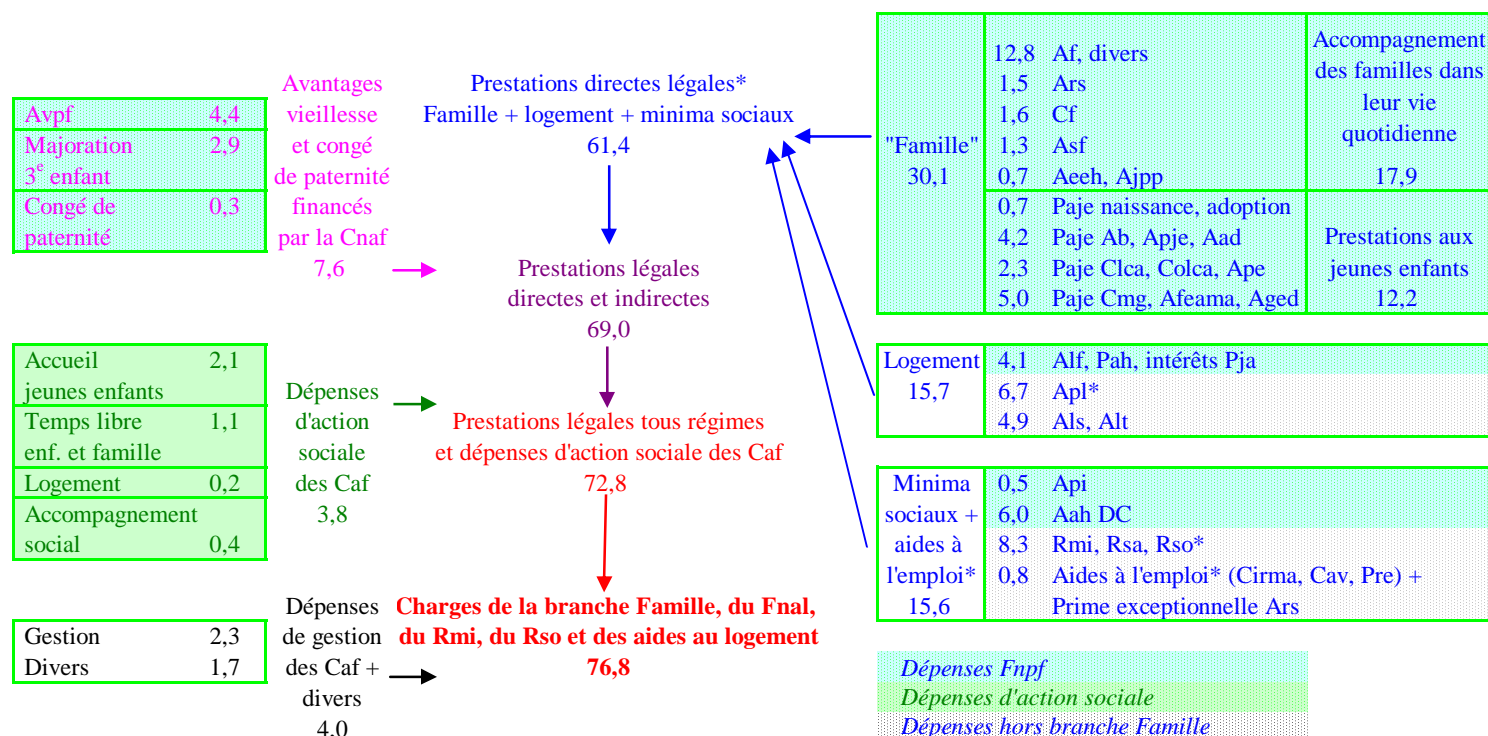
76,8 milliards d'euros de charges* en 2009 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima

Dépenses en milliards d'euros, hors créances, indus, frais de tutelle des prestations remboursées par l'Etat.

Les dépenses d'action sociale ne sont pas regroupées avec les différents types de prestations légales à la différence de la figure 1.1 du chapitre 1.

Les dépenses de prestations (72,8 milliards d'euros) représentent 94,8 % de ces charges. Il s'agit :

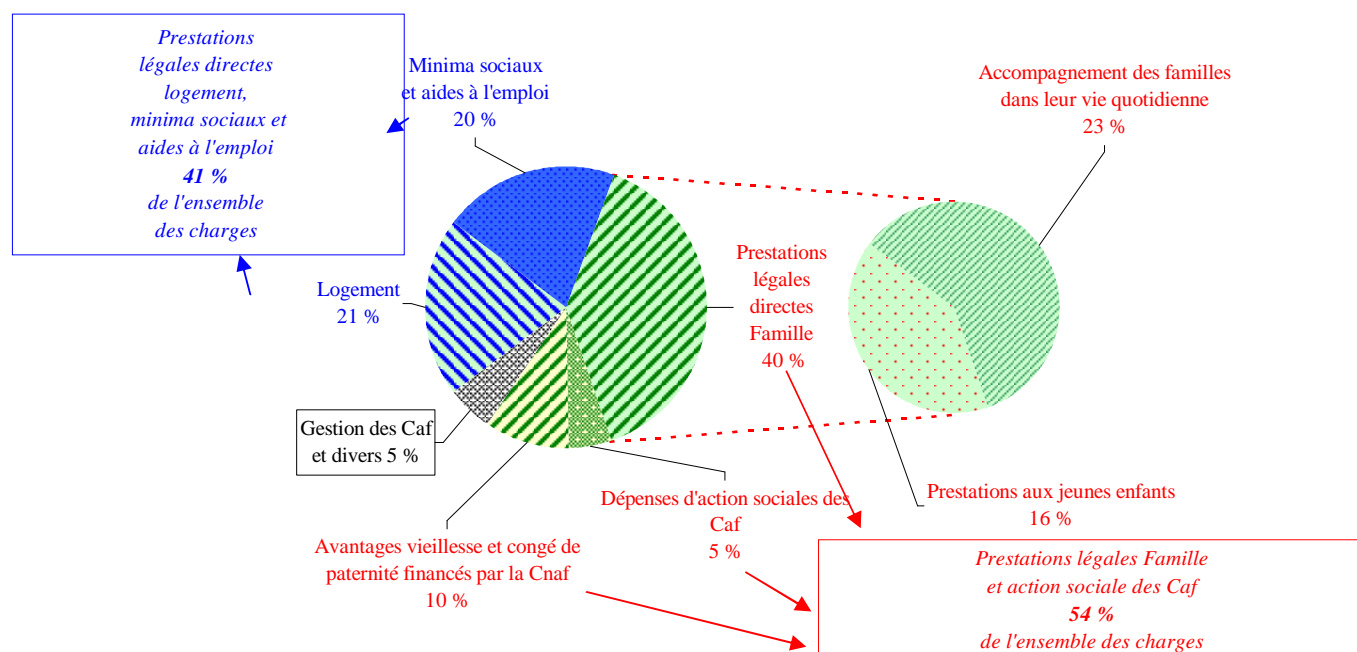
- de 61,4 milliards de prestations légales directes versés par les organismes débiteurs des prestations familiales ;
- de 7,6 milliards d'avantages vieillesse et de congé de paternité financés par la Cnaf ;
- de 3,8 milliards de dépenses d'action sociale des Caf.



Cf. page 8 pour les sigles utilisés.

* Hors créances, indus et frais de tutelle (218 millions d'euros pour les minima et aides, 71 millions pour le logement, soit un total de 289 millions).

Ventilation des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi en 2009



2009 en bref¹

La déficite de la branche Famille s'établit à – 1,8 milliard d'euros en 2009.

La progression des charges nettes s'est ralentie en 2009 (+ 0,7 % contre + 5,0 % en 2008)

Malgré une revalorisation de la Bmaf 2009 supérieure à celle de 2008 (+ 3,0% après + 1,0%), la croissance des charges nettes en 2009 a été inférieure à celle observée en 2008. Cette décélération s'explique principalement par la substitution du Rsa² à l'Api en métropole qui minore les produits et les charges nettes de la Cnaf³ (– 0,5 milliard d'euros). De plus, une régularisation positive de 0,6 milliard d'euros comptabilisée en reprise sur provisions pour prestations, au titre d'une double comptabilisation de certains rappels du complément de mode de garde, vient diminuer les charges nettes en 2009. Enfin, des changements de méthode comptable concernant le provisionnement des indus et rappels en 2008 et la comptabilisation des charges à payer de l'Aah ont réduit les charges nettes de la branche de 0,75 milliards d'euros par rapport à 2008.

Les prestations légales ont progressé de + 4,2 % en 2009, hors Api et changements de méthodes de comptabilisation des charges à payer de l'Aah, après + 3,9 % sur le même concept en 2008.

- La croissance des prestations en faveur de la petite enfance s'est ralentie en 2009 (+ 4,5 % après + 6,0 % en 2008). L'infléchissement est sensible sur les dépenses d'aides à la garde, même si les rythmes de progression demeurent très élevés (+ 11,1 %, contre + 20,2 % en 2008), compte tenu du développement de l'offre de garde des jeunes enfants.

- Les allocations en faveur des familles (allocations familiales, complément familial et allocation de soutien familial) ont crû de + 2,0 % en 2009, une fois neutralisé l'effet Api. Cette augmentation plus faible que la revalorisation des prestations s'explique principalement par la mesure d'unification des majorations des allocations familiales, qui entraîne une économie de 0,2 milliard d'euros en 2009 et par la réduction tendancielle de la taille des familles.

- Les aides en faveur du logement ont progressé moins vite en 2009 (+ 3,7 % contre + 7,6 % en 2008) en raison du contrecoup lié au report de l'actualisation des ressources du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009, ce qui a amorti mécaniquement le taux d'évolution des dépenses 2009 par rapport à 2008.

- *La progression des prestations liées au handicap est moindre. Les changements de la méthode retenue pour la valorisation et la comptabilisation des charges à payer introduisent des variations dans les séries de dépenses d'Aah, qui rendent leur lecture malaisée.* Hors charges à payer, les allocations en faveur des handicapés continuent de croître rapidement (+ 8,2 % en 2009 après + 6,3 % en 2008) en raison principalement de la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés (+ 5,0 % en 2009 en moyenne annuelle contre + 2,4 % en 2008).

Les dépenses de transferts gardent un rythme dynamique (+ 7,8 %) en raison principalement de l'augmentation de 10 points de la part de la CNAF (70 % en 2009) dans le financement des majorations de pensions pour enfants, un des avantages familiaux de retraite.

Les charges de gestion courante ont fortement augmenté (+ 9,2 %) en raison principalement du recrutement de personnels supplémentaires afin de faire face à la charge de travail liée à la mise en place du Rsa au 1^{er} juin 2009.

Les produits nets ont décliné de – 1,5 % en neutralisant l'effet de l'Aah et de l'Api, en raison de la crise économique et financière.

L'agrégat constitué des cotisations sociales, des impôts et produits affectés (plus de 85 % du montant total des produits) a reculé de – 0,3 %. La contraction de la masse salariale en 2009 (– 1,3 %) et le fort recul des prélèvements assis sur les revenus du capital sont les principaux facteurs de cette baisse. Cependant, les produits des autres secteurs (agricoles, travailleurs indépendants, fonction publique, ...), meilleurs que ceux du secteur privé, ont permis d'amortir la baisse des produits. D'autre part, l'augmentation de 0,7 milliard d'euros des provisions sur créances liée aux difficultés financières des entreprises et celle des restes à recouvrer du secteur des travailleurs indépendants ont minoré les produits nets par rapport à 2008.

¹ Cf. Rapport de la CCSS de juin 2010, pages 206-207.

² Le revenu de solidarité active (Rsa) a été instauré en France métropolitaine le 1^{er} juin 2009 entraînant au second semestre, la quasi extinction de l'allocation parent isolé (Api) à laquelle il se substitue.

³ Les dépenses liées au Rsa ne sont pas retracées dans le compte de résultat de la Cnaf. La substitution du Rsa à l'Api est neutre sur le solde, car elle porte aussi bien sur les produits que sur les charges.

Figure 1.1

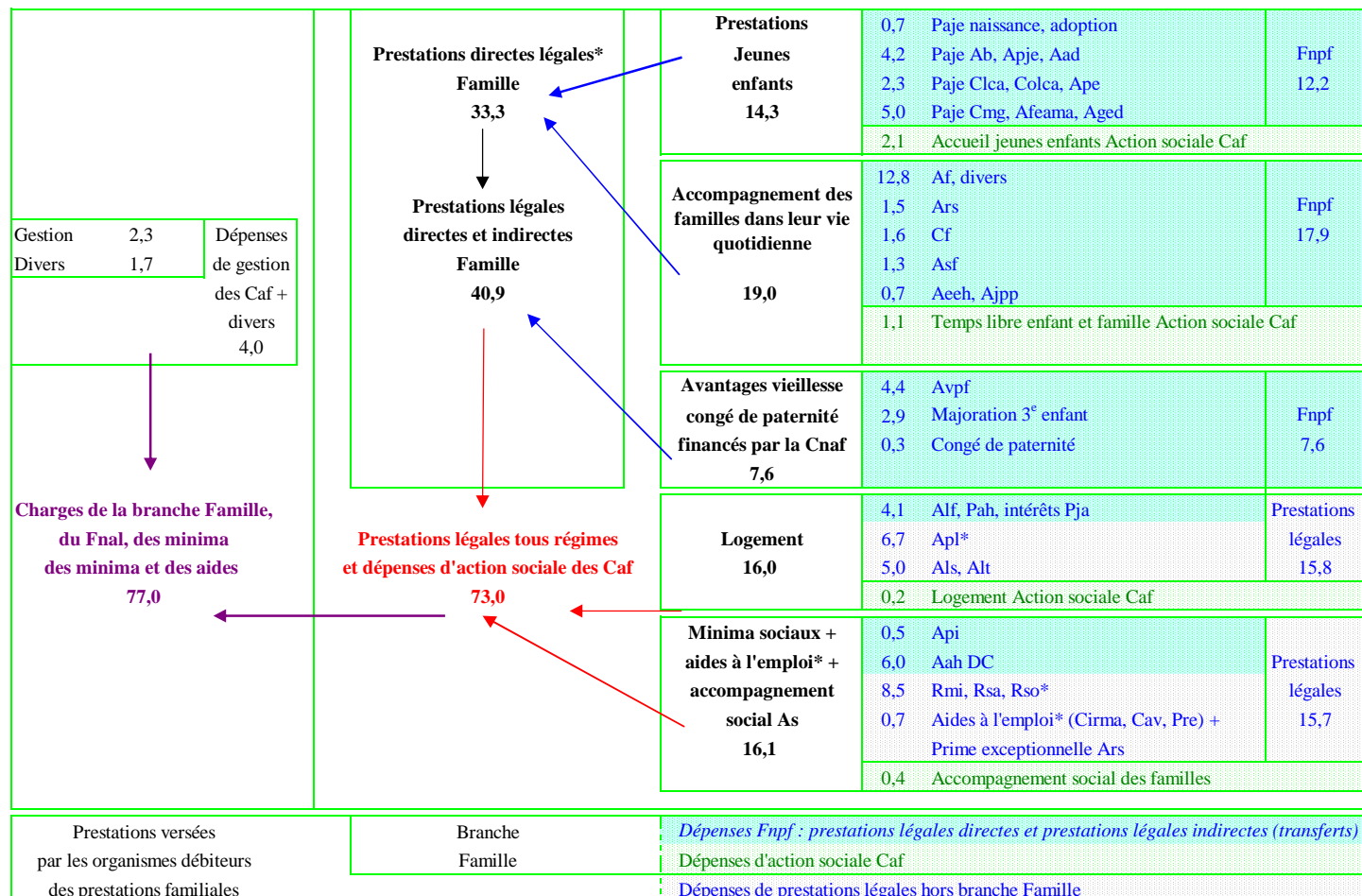
77 milliards d'euros de charges* en 2009 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux

Dépenses y compris les indus, en milliards d'euros

Cette présentation regroupe les dépenses d'action sociale et les prestations légales à la différence de la figure 0.1 (page 5) qui isole les dépenses d'action sociale. Les indus, créances... sont pris en compte (ce qui n'est pas le cas dans les autres parties de la brochure).

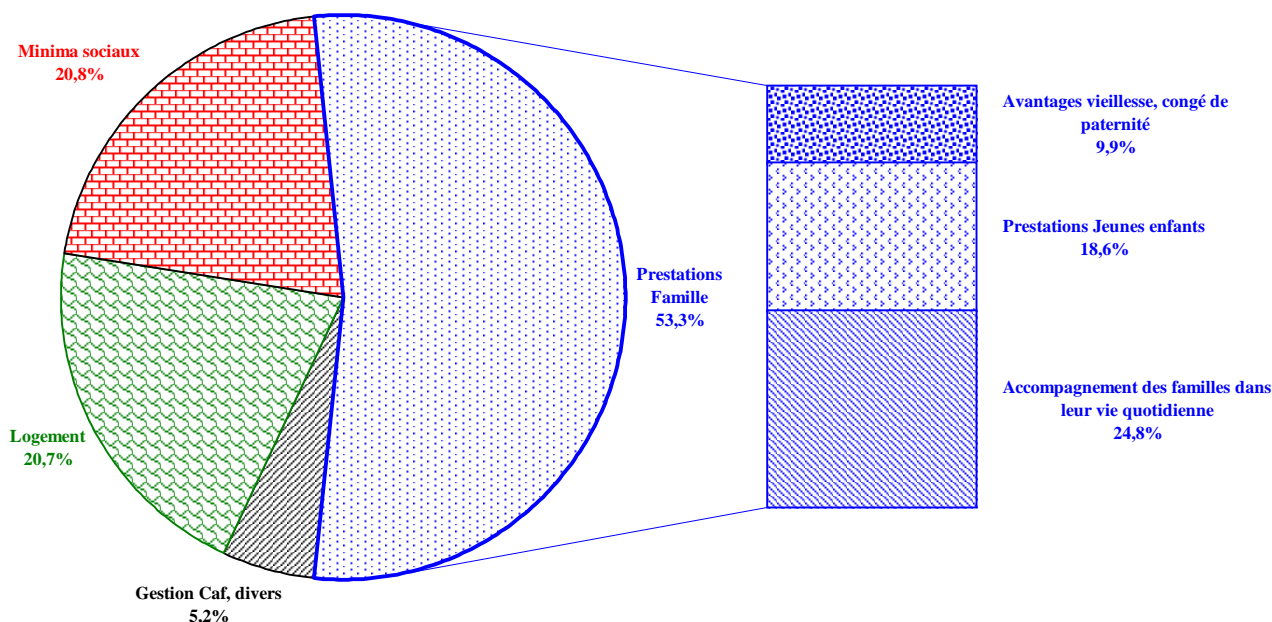
Les dépenses de prestations (72,8 milliards d'euros) représentent 95 % de ces charges. Il s'agit :

- des prestations Famille 40,9 milliards (53% du total des charges) ;
- des prestations logement 15,9 milliards (21% du total) ;
- des minima et des aides 16 milliards (21% du total).



* Y compris les créances, indus et frais de tutelle (218 millions d'euros pour les minima et aides, 71 millions pour le logement, soit un total de 289 millions). Cf. page 8 pour les sigles utilisés.

Ventilation des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi en 2009



77 milliards d'euros de charges¹ en 2009 pour la branche Famille, le Fnal, le Rsa, le Rmi, le Rso et les aides à l'emploi

Le présent chapitre présente :

- les dépenses provenant de la branche Famille²,
- celles agrégées aux dépenses du fonds national d'aide au logement³ (Fnal), du revenu de solidarité active (Rsa), du revenu minimum d'insertion (Rmi), du revenu de solidarité dans les Dom (Rso) et d'aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales,
- soit un total de 77,01 milliards d'euros de charges et de 75,18 milliards d'euros de produits⁴ (cf. figure 1.1 page 10, TIPF 112 et 121).
- Par construction, le solde de cet ensemble correspond au solde de la branche Famille (- 1,83 milliards d'euros en 2009).

73 milliards d'euros de prestations¹ légales et extra-légales (yc créances...)

A la différence de la figure 0.1, la présentation retenue dans ce chapitre (et pour la figure 1.1) intègre les dépenses d'action sociale⁵ aux différents regroupements retenus pour les prestations légales (directes et indirectes⁶) du Fnpf.

En 2009, **73,04 milliards d'euros de prestations légales et extra-légales** ont été versés par les caisses d'Allocations familiales⁷ (Caf), et par les autres organismes débiteurs des prestations familiales (*caisses de la Mutualité sociale agricole, Edf-Gdf, Sncf, Ratp...*). **Les prestations représentent 94,8 % des dépenses**, les frais de gestion 3 % (2,3 milliards), et le poste « divers » 2,2 % (1,7 milliard).

- **56 % des dépenses de prestations concernent la Famille** (40,9 milliards d'euros, figure 1.1), dont :

20 % concernent les prestations attribuées au jeune enfant (14,3 milliards) ;

25 % concernent les autres prestations Famille (hors jeune enfant, 19,0 milliards) ;

11 % sont des transferts (7,6 milliards) finançant des prestations non servies par la Cnaf :

cotisations d'assurance vieillesse pour le compte de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf, 4,4 milliards), 70 % du coût de la majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus (2,9 milliards) et congé de paternité (0,3 milliard).

- **22 % des dépenses de prestations concernent le logement** (15,9 milliards, *Alf, Als, Apl, Alt, Pah*).

- **22 % pour les minima sociaux, la prime exceptionnelle Ars et les aides au retour à l'emploi** versées en 2009 à des bénéficiaires des minima sociaux : *contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), contrat d'avenir et prime de retour à l'emploi*.

La suite du présent chapitre s'attache ;

- à la part du Fnpf dans les dépenses de prestations ;
- au financement par l'Etat de l'ensemble des dépenses et de celles de la branche Famille.

34 % des prestations légales directes ne relèvent pas du Fnpf

66 % des prestations sont financées par le Fnpf (48,4 milliards), **5 % par l'action sociale des Caf** (3,8 milliards) et plus de 29 % par le Fnal et par d'autres mécanismes de solidarité (20,8 milliards).

Le fonds national des prestations familiales (Fnpf) finance les transferts et les prestations légales directes : prestations Famille au sens strict, l'allocation de parent isolé, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation de logement familiale, les prêts à l'amélioration de l'habitat, la prestation de restauration spécifique (Dom). Il est à noter que l'Aah et l'Api qui relèvent du Fnpf sont désormais remboursées par l'Etat⁸.

Autour de ce noyau initial sont venues s'agréger, au fil du temps, d'autres prestations sociales versées **pour le compte de l'Etat** et des départements :

- **des prestations de logement, hors Fnpf** : aide personnalisée au logement⁹ (Apl), allocation

logement sociale (Als), aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), soit 11,7 milliards d'euros correspondant à 16 % des prestations ;

- **le revenu de solidarité active¹⁰**, le revenu minimum d'insertion (Rmi), le revenu de solidarité (Rso), les aides à l'emploi : 9,1 milliards d'euros, soit 13 % des prestations légales et extra-légales.

Le financement de l'Etat et des départements représente 52,3 % des prestations

Le financement global de l'Etat atteint 38,17 milliards d'euros en 2009 (cf. T1PF 123).

- On considère que l'Etat et les départements financent à 100 % les minima sociaux (*allocation aux adultes handicapés, allocation de parent isolé, revenu de solidarité active, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité, prime exceptionnelle Ars*) et les aides au retour à l'emploi actuellement versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales (*contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat d'avenir et prime de retour à l'emploi*), soit un total de 15,78 milliards (y compris les créances).

- L'Etat intervient pour 47,5 % dans le financement des dépenses 2009 de logement du Fnal¹¹ (*aide personnalisée au logement, allocation logement sociale*) et d'Alt, soit plus de 5,55 milliards.

Le financement direct des prestations par l'Etat (remboursement des minima et aides, contribution au Fnal et à l'Alt...) atteint **21,35 milliards d'euros**, soit 55,9 % du financement total de l'Etat et des départements.

- Par ailleurs, l'Etat intervient à concurrence de **16,81 milliards d'euros du côté de recettes de la Cnaf non directement affectées à des remboursements de prestations**. On distingue :

- la contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf¹² (11,98 milliards d'euros) ;

- les autres impôts et taxes affectés (4,14 milliards d'euros, cf. chapitre 6 pour l'évolution de la législation relative aux recettes de la Cnaf) ;

- les prises en charge de cotisations (0,7 milliard d'euros en 2009 contre 3,3 milliards en 2005) ;

Le financement de l'Etat et des départements représente **50,8 % des produits** (tous fonds) et **52,3 % des prestations légales et extra-légales**.

Notes

¹ A la différence des autres chapitres de la brochure, les créances, indus et frais de tutelle des prestations hors Fnpf, remboursées par l'Etat, les départements... sont pris en compte pour un montant de 289 millions d'euros (218 millions pour les minima et aides et 71 millions pour le logement). Le financement de l'Etat... est ainsi majoré au niveau des remboursements des minima mais minoré au niveau du logement. Les séries de créances ne sont disponibles qu'à partir de 2003.

² Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le Rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux comptes consolidés de la branche Famille, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. Par contre, les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf. Les tableaux du chapitre 6 de la présente brochure reprennent les deux présentations.

³ En janvier 2006, le Fnal et le fonds national de l'habitat (Fnih) ont fusionné en un seul fonds d'aide au logement.

⁴ Dans la mesure où le détail des recettes et des dépenses de chaque fonds (Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...) ne nous est pas connu, les produits sont ajustés sur les seules dépenses de prestations (y compris les créances) de chaque fonds afin d'équilibrer les comptes de cet ensemble.

Afin d'éviter les doubles comptes, la contribution de la Cnaf au Fnal n'est pas prise en compte en dépenses. Le montant de cette contribution figure en moindre recette de l'ensemble des fonds.

Par contre, la contribution du Fnal aux frais de gestion du Fnga est prise en compte (ce qui n'était pas le cas dans la brochure PF2008).

⁵ La ventilation des dépenses d'action sociale est disponible à partir de 1995.

⁶ Les prestations indirectes correspondent à des prestations financées par la CNAF mais non versées par les organismes débiteurs des prestations familiales. Il s'agit d'avantage vieillesse et du congé de paternité.

⁷ La part des Caf atteint 96,7 % des dépenses de prestations légales directes tous régimes (cf. T1PF 20200911). L'action sociale prise en compte est limitée à celle des Caf.

⁸ Depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). A compter de 2010, ces deux prestations ne relèvent plus du Fnpf.

⁹ Dont plus de la moitié est financé par le Fnpf.

¹⁰ Le Rsa, créé en juin 2009, se substitue au Rmi, à l'Api en métropole et à la prime de retour à l'emploi.

¹¹ Dépenses de logement y compris les créances, les frais de gestion et les régularisations sur exercices antérieurs.

¹² Le taux de Csg affecté à la Cnaf est de 1,1 % en janvier 2008, avec un élargissement de l'assiette en janvier 2008 (cf. T1PF 78 et chapitre 6).

T1PF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 1995 en millions d'euros

Ventilation statistique* en millions d'euros	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Structure 2009	
													Dépenses	Prestations FNPF, AS, transfert Famille
Famille	28 943	27 635	27 721	28 707	30 343	31 944	33 463	35 331	36 944	38 092	39 282	40 889		56,0 %
1. Prestations jeune enfant	5 849	8 020	8 304	8 694	9 205	9 380	10 193	11 344	12 315	12 845	13 572	14 165		19,4 %
Fnpf	5 285	7 155	7 382	7 711	7 999	8 135	8 648	9 494	10 441	10 911	11 576	12 102		16,6 %
Accueil des jeunes enfants sur fonds d'action sociale	564	865	921	982	1 205	1 245	1 545	1 850	1 874	1 934	1 996	2 063		2,8 %
2. Famille hors jeune enfant	15 754	16 000	16 044	16 102	16 366	16 713	17 198	17 711	17 983	18 381	18 646	19 143		26,2 %
Fnpf prestations légales, yc P. restauration spécifique (Dom)	15 180	15 383	15 333	15 539	15 784	16 098	16 475	16 842	17 113	17 411	17 598	18 037		24,7 %
Action sociale (hors jeune enfant, logement, solidarité)	574	617	712	563	583	614	723	870	871	970	1 048	1 105		1,5 %
3. Transferts Famille : financement P. par le Fnpf (Avpf, Fsv, congé de paternité)	7 341	3 614	3 374	3 911	4 771	5 852	6 072	6 275	6 646	6 866	7 064	7 581		10,4 %
Assurance vieillesse parent au foyer (Avpf)	6 955	3 295	3 374	3 474	3 670	3 749	3 885	3 959	4 212	4 323	4 414	4 434		6,1 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (Fsv)				437	902	1 895	1 965	2 087	2 185	2 291	2 386	2 883		3,9 %
Congé de paternité					199	207	223	230	248	252	264	264		0,4 %
4. Logement	10 998	12 357	12 489	12 889	13 539	13 569	14 186	14 081	14 408	14 502	15 542	15 922		21,8 %
Fnpf : Alf, Pd, Pah	2 351	2 697	2 817	3 038	3 224	3 262	3 469	3 493	3 611	3 669	3 949	4 098		5,6 %
Hors Fnpf : Apl, Als, Alt, Aline	8 512	9 491	9 500	9 693	10 147	10 139	10 546	10 425	10 639	10 681	11 440	11 674		16,0 %
Logement sur fonds d'action sociale	136	170	172	158	167	168	171	164	158	152	152	150		0,2 %
5. Contribution à la solidarité	7 431	9 570	9 722	9 958	10 492	11 025	11 890	12 596	13 281	13 655	13 850	16 393		22,4 %
Fnpf : Api, Aah jusqu'en 2009 inclus	3 869	4 585	4 751	4 991	5 226	5 410	5 711	6 004	6 295	6 435	6 657	6 679		9,1 %
Hors Fnpf : Rmi yc prime, Rso, Cirma Caf et Ccmsa, Cav, Pre...	3 175	4 582	4 571	4 560	4 859	5 193	5 739	6 152	6 553	6 781	6 753	9 275		12,7 %
Accompagnement social des familles sur fonds d'action sociale	386	402	401	407	407	421	440	441	434	439	440	439		0,6 %
6. Ajustement statistique (AAH ED - DC), divers					11	5	4	2	4	149	143	-169		-0,2 %
Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3)	47 372	49 562	49 932	51 554	54 385	56 543	59 544	62 010	64 637	66 397	68 816	73 035	94,8 %	100 %
Dont prestations légales directes et indirectes relevant du Fnpf	34 025	33 435	33 656	35 191	37 005	38 757	40 376	42 108	44 105	45 292	46 844	48 498		66,4 %
Dont prestations d'action sociale (CAF)	1 660	2 054	2 206	2 110	2 363	2 449	2 879	3 324	3 337	3 495	3 636	3 757		5,1 %
Dont prestations hors Fnpf, hors action sociale	11 687	14 073	14 070	14 253	15 017	15 337	16 289	16 578	17 195	17 611	18 336	20 780		28,5 %
6. Gestion et transferts liés à la gestion (CAF)	1 166	1 299	1 323	1 407	1 907	1 885	1 961	2 045	2 114	2 144	2 093	2 286	3,0 %	
7. Divers + contribution à l'Unaf... (hors contribution de la CNAF au FNAL**)	508	743	655	1 124	665	794	714	826	867	906	1 880	1 696	2,2 %	
Total des prestations versées et des charges de la branche Famille hors contrubution de la CNAF au FNAL	49 047	51 604	51 911	54 085	56 957	59 221	62 218	64 880	67 618	69 448	72 789	77 017	100 %	

* Il s'agit ici de données tous régimes (y compris les dépenses des régimes agricoles hors Fnpf).

Les dépenses de prestations légales et extra-légales, directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales sont ventilées selon les regroupements retenus dans le "Cahier des données sociales 2008" de la Cnaf.

** La contribution de la CNAF au FNAL figure en moindre recette dans ce compte "statistiquement consolidé". L'ensemble des dépenses du FNAL figure en dépenses.

TIPF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des prestations logement, des minima et des aides à l'emploi depuis 1995 en millions d'euros

Ventilation statistique en millions d'euros	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Ecart 2009-1999
													en millions €
1. Cotisations sociales	22 793,26	25 987,16	27 815,11	29 908,64	30 576,82	31 295,63	32 086,39	32 842,80	31 292,78	32 347,93	33 703,39	33 845,37	7 858,2
Cotisations sociales des actifs	19 944,60	23 913,24	24 837,48	26 471,67	27 046,47	27 713,98	28 301,25	29 321,33	30 449,73	31 383,97	32 585,93	32 832,45	8 919,2
Cotisations sociales prises en charge	2 848,66	2 073,92	2 977,63	3 436,97	3 530,35	3 581,65	3 785,14	3 521,46	843,05	963,96	1 117,46	1 012,92	-1 061,0
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités	2 660,69	1 870,85	2 777,01	3 233,20	3 307,37	3 345,58	3 513,48	3 255,15	580,92	707,42	775,00	691,50	-1 179,4
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1)	187,97	203,06	200,62	203,78	222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	256,54	342,45	321,42	118,4
2. CSG, impôts et taxes affectés	6 648,15	9 044,95	8 930,12	9 312,40	9 482,74	9 723,35	9 993,41	10 759,50	14 578,26	15 602,03	16 394,50	16 121,80	7 076,9
Contribution sociale généralisée	6 541,89	8 178,58	8 728,14	9 302,63	9 482,74	9 723,35	9 993,33	10 431,91	11 083,81	11 656,70	12 170,96	11 978,81	3 800,2
Autres impôts et taxes affectés	106,26	866,37	201,98	9,77	0,00		0,08	327,60	3 494,45	3 945,33	4 223,54	4 142,99	3 276,6
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	214,04	229,13	230,20	233,58	211,86	186,97	193,43	189,68	149,04	229,38	239,43	245,90	16,8
4. Recettes diverses	569,24	10,37	160,38	240,19	643,28	825,31	802,14	681,31	965,24	998,66	978,37	1 425,36	1 415,0
Logement	8 511,69	9 490,93	9 499,73	9 692,93	10 147,13	10 139,23	10 546,08	10 424,77	10 638,87	10 680,52	11 440,22	11 673,89	
Minima sociaux, aides à l'emploi, primes	6 312,00	9 167,97	9 321,20	9 551,04	10 085,31	10 603,43	11 450,31	12 155,23	12 847,18	13 361,80	13 550,44	15 784,48	
Divers	896,40	1 067,14	511,33	62,13	59,31	55,91	60,38	2,78	1,50	1,56	10,30	22,51	
5. Remboursement de prestations versées par la branche	15 720,09	19 726,04	19 332,26	19 306,10	20 291,75	20 798,57	22 056,78	22 582,78	23 487,55	24 043,87	25 000,96	27 480,88	7 754,8
6. Moindres recettes : financement par la CNAF du FNAL (1)	-2 827,47	-3 134,20	-3 113,38	-3 104,65	-3 220,25	-3 182,70	-3 270,93	-3 490,62	-3 745,68	-3 618,03	-3 870,16	-3 932,06	-797,9
Total (T) des remboursements de prestations et des produits de la branche Famille, hors financement par la CNAF du FNAL (1)	43 117,31	51 863,45	53 354,68	55 896,26	57 986,20	59 647,14	61 861,22	63 565,45	66 727,19	69 603,85	72 446,49	75 187,24	23 323,8
Résultat de la branche Famille	-5 929	260	1 444	1 812	1 029	426	-357	-1 314	-891	156	-342	-1 830	

TIPF 122 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des prestations logement, des minima et des aides à l'emploi depuis 1995 en % (1)

Ventilation statistique en millions d'euros	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Ecart 2009-1999
1. Cotisations sociales	52,9 %	50,1 %	52,1 %	53,5 %	52,7 %	52,5 %	51,9 %	51,7 %	46,9 %	46,5 %	46,5 %	45,0 %	-5,1
Cotisations sociales des actifs	46,3 %	46,1 %	46,6 %	47,4 %	46,6 %	46,5 %	45,7 %	46,1 %	45,6 %	45,1 %	45,0 %	43,7 %	-2,4
Cotisations sociales prises en charge	6,6 %	4,0 %	5,6 %	6,1 %	6,1 %	6,0 %	6,1 %	5,5 %	1,3 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %	-2,7
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)	15,4 %	17,4 %	16,7 %	16,7 %	16,4 %	16,3 %	16,2 %	16,9 %	21,8 %	22,4 %	22,6 %	21,4 %	4,0
Contribution sociale généralisée	15,2 %	15,8 %	16,4 %	16,6 %	16,4 %	16,3 %	16,2 %	16,4 %	16,6 %	16,7 %	16,8 %	15,9 %	0,2
Autres impôts et taxes affectés	0,2 %	1,7 %	0,4 %	0,0 %	0,0 %		0,0 %	0,5 %	5,2 %	5,7 %	5,8 %	5,5 %	3,8
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	-0,1
4. Recettes diverses	1,3 %	0,0 %	0,3 %	0,4 %	1,1 %	1,4 %	1,3 %	1,1 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,9 %	1,9
Logement	19,7 %	18,3 %	17,8 %	17,3 %	17,5 %	17,0 %	17,0 %	16,4 %	15,9 %	15,3 %	15,8 %	15,5 %	-2,8
Minima sociaux, aides à l'emploi, primes	14,6 %	17,7 %	17,5 %	17,1 %	17,4 %	17,8 %	18,5 %	19,1 %	19,3 %	19,2 %	18,7 %	21,0 %	3,3
5. Remboursement de prestations versées par la branche	36,5 %	38,0 %	36,2 %	34,5 %	35,0 %	34,9 %	35,7 %	35,5 %	35,2 %	34,5 %	34,5 %	36,5 %	-1,5
6. Moindres recettes : financement par la CNAF du FNAL (1)	-6,6 %	-6,0 %	-5,8 %	-5,6 %	-5,6 %	-5,3 %	-5,3 %	-5,5 %	-5,6 %	-5,2 %	-5,3 %	-5,2 %	0,8
Total des remboursements de prestations et des produits de la branche Famille, hors financement par la CNAF du FNAL (1)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

(1) Afin d'éviter les doubles comptes, la contribution de la CNAF au FNAL (FNH) n'est pas prise en compte en dépenses. Le montant de cette contribution figure en moindre recette de l'ensemble des fonds.

TIPF 123 : Estimation du financement par l'Etat, les départements...

Ventilation statistique en millions d'euros	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Structure 2009
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités	2 660,69	1 870,85	2 777,01	3 233,20	3 307,37	3 345,58	3 513,48	3 255,15	580,92	707,42	775,00	691,50	1,8 %
Contribution sociale généralisée	6 541,89	8 178,58	8 728,14	9 302,63	9 482,74	9 723,35	9 993,33	10 431,91	11 083,81	11 656,70	12 170,96	11 978,81	31,4 %
Autres impôts et taxes affectés	106,26	866,37	201,98	9,77	0,00		0,08	327,60	3 494,45	3 945,33	4 223,54	4 142,99	10,9 %
Ss-total 1 : financement de l'Etat hors financement direct de prestations	9 308,84	10 915,81	11 707,13	12 545,59	12 790,11	13 068,93	13 506,89	14 014,66	15 159,18	16 309,45	17 169,51	16 813,31	44,1 %
Remboursement des minima sociaux, aides à l'emploi, primes	6 312,00	9 167,97	9 321,20	9 551,04	10 085,31	10 603,43	11 450,31	12 155,23	12 847,18	13 361,80	13 550,44	15 784,48	41,4 %
Divers, majoration ARS, ASA	896,40	1 067,14	511,33	62,13	59,31	55,91	60,38	2,78	1,50	1,56	10,30	22,51	0,1 %
Financement par l'Etat du FNAL (du FNH) et de l'ALT	4 572,71	5 103,83	5 261,78	4 996,52	5 378,89	5 239,00	5 153,00	5 529,00	5 262,37	5 037,02	5 127,00	5 547,74	14,5 %
Rapport entre le financement par l'Etat du FNAL (du FNH) et le montant des prestations logement hors FNPF	53,7 %	53,8 %	55,4 %	51,5 %	51,7 %	48,9 %	48,9 %	53,0 %	49,5 %	47,2 %	44,8 %	47,5 %	
Les dépenses sont hors créances avant 2003 : le financement est statistiquement majoré jusqu'en 2002.													
Sous-total 2 : financement direct de prestations par l'Etat...	11 781,11	15 338,94	15 094,31	14 609,69	15 523,51	15 898,34	16 663,69	17 687,00	18 111,05	18 400,38	18 687,74	21 354,72	55,9 %
Financement public par l'Etat, les départements...	21 089,95	26 254,74	26 801,44	27 155,28	28 313,62	28 967,27	30 170,58	31 701,66	33 270,23	34 709,83	35 857,25	38 168,03	100,0 %
Rapport entre [le financement par l'Etat de la branche Famille, du FNAL + les remboursements des minima et des aides] et													
le montant total des prestations légales et extra-légales	44,5 %	53,0 %	53,7 %	52,7 %	52,1 %	51,2 %	50,7 %	51,1 %	51,5 %	52,3 %	52,1 %	52,3 %	
le total T des produits consolidés (TIPF 121)	48,9 %	50,6 %	50,2 %	48,6 %	48,8 %	48,6 %	48,8 %	49,9 %	49,9 %	49,9 %	49,5 %	50,8 %	

Progression des dépenses en volume en 2009 : + 3,2 % pour les prestations Famille, + 2,4 % pour le logement et + 20 % pour les minima sociaux et les aides à l'emploi

La masse des prestations directes versées en métropole et dans les Dom en 2009 (61,5 milliards d'euros) a progressé de + 3,93 milliard d'euros (constants 2009) par rapport à 2008, soit **une progression en volume de + 6,8 % en 2009** après une progression de + 0,8 % en 2008.

L'ensemble des dépenses relatives au **jeune enfant** a progressé de + 0,52 milliard (soit + 4,5 %) avec la fin de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje). La croissance des autres prestations Famille a été de + 1,9 % (+ 0,33 milliard).

Les **minima sociaux** ont progressé de + 2,6 milliards en 2009 suite à la généralisation du revenu de solidarité active en juin 2009, à la forte revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés, au versement d'une prime exceptionnelle « allocation de rentrée scolaire » (0,46 milliard).

Les dépenses de **logement** sont supérieures en 2009 de + 5 % à celles de 2002 (avec + 2,4 % en 2009 en euros constants).

Le présent chapitre est centré sur les évolutions des dix dernières années en euros constants. Les prestations directes (61,5 milliards d'euros) versées par les organismes débiteurs des prestations familiales ont progressé en volume de + 6,8 % en 2009 après + 0,8 % en 2008, + 0,7 % en 2007¹.

On distingue ici (cf. figure 2.1) :

- les prestations Famille du Fnpf hors logement et minima sociaux, 50 % des prestations ;
- les prestations de logement, 27 % ;
- les minima sociaux et les aides à l'emploi, 23 % pour l'ensemble².

Evolution en volume	2009 Md€ 2009	2009 - 2004	2009 - 1999	2009/ 1999
Famille	30,1	3,01	3,66	13,9 %
Logement	15,7	0,65	1,39	9,7 %
Minima + aides	15,7	3,51	4,97	46,2 %
Ensemble	61,5	7,17	10,02	19,5 %

Prestations Famille + 13,9 % en volume depuis 1999

Les prestations Famille (30,1 milliards d'euros) ont progressé de + 13,9 % en volume depuis 1999 (+ 3,66 milliards d'euros constants 2009) suite à la **croissance des prestations versées aux jeunes enfants** (+ 3,70 milliards).

Evolution en volume (Md€ 2009)	2009 Md€	2009 - 2004	2009 - 1999	2009/ 1999
Af	12,5	-0,10	-0,45	-3,5 %
P. jeune enfant (Pje)	12,1	2,76	3,70	44 %
Famille - Af - Pje	5,4	0,35	0,41	1,3 %
Cf	1,6	-0,07	-0,13	-7,3 %
Ars	1,5	0,01	-0,14	-9 %
Asf	1,3	0,15	0,24	23 %
Aeeh	0,7	0,14	0,31	84 %
Ajpp	0,05	0,01	0,05	
Autres	0,3	0,11	0,09	39,3 %
Ss-total Famille	30,1	3,01	3,66	13,9 %

Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs :

- l'évolution de la législation et l'impact des plans famille³ ;
- l'évolution démographique (qui est présentée dans le chapitre 5 relatif aux bénéficiaires) ;
- la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et des plafonds de ressources.

La Bmaf en euros constants : supérieure de + 1,9 % à celle de 2004 et de + 1,3 % à celle de 1999

Le montant unitaire des prestations en métropole évolue normalement en fonction de la Bmaf, à l'exception des minima sociaux, des aides à l'emploi, des prestations de logement, du

Encadré 1 : Mesures législatives 1998-2009 relatives aux Af

– **1,16 point de croissance entre 1999 et 2009 (dont – 1,35 point en 2009)**
soit – 0,5 milliard d’euros 2009 de moindres dépenses par rapport à 1999

. Les moindres dépenses entraînées par le report depuis janvier **1999** d’un an des **majorations pour âge des Af de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans** sont estimées à – 335 millions d’euros 2009 (en année pleine 2000).

. **L’âge limite de versement** des prestations familiales pour les jeunes inactifs est passé de **18 à 19 ans** en janvier 1998 (pour un coût de + 113 millions d’euros 2009) et à **20 ans** en janvier **1999** (+ 186 millions).

Le cumul des mesures de 1999-2000 représente une économie de – 36 millions d’euros 2009 en année pleine.

. Le **maintien d’un droit réduit aux Af lorsque l’aîné d’une famille de trois enfants ou plus atteint 20 ans** est instauré en **juillet 2003** : son coût représente + 0,96 point de croissance en année pleine 2005 (soit + 123 millions d’euros 2009).

. Depuis mai **2007**, en cas de résidence alternée, les parents ont le choix du partage des allocations familiales entre les parents : **le coût de la garde partagée** représente + 0,06 point (+ 7,5 millions d’euros 2009 en année pleine 2010, dont 0,02 point en 2009). *Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d’enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).*

. En mai **2008**, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par une seule **majoration pour enfant de plus de 14 ans** d’un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L’économie de la mesure est de – 267,0 millions d’euros 2009, tous régimes en année pleine 2014 (– 2,22 points, dont – 1,37 point en 2009).

. *Par ailleurs, les allocations familiales ont été mises sous conditions de ressources de mars à décembre **1998** : l’économie correspondante a été de l’ordre de – 825 millions d’euros 2009 sur dix mois.*

T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles 1998-2014 relatives aux allocations familiales (tous régimes)

	Année	Mesure TR		Coût TR en AP	1998	1999	2000	2003	2004	2005	2007	2008	2009
	pleine	AP 2014	2009										
	(AP)	M€ 2009											
Passage de la limite d'âge de 18 à 19 ans (janvier 1998)	1999	112,5	112,5	0,84	0,45	0,39							
Mise sous condition de ressources (10 mois : mars-déc. 1998, M€ 2008)	-824,621				-6,20	6,61							
Passage de la limite d'âge de 19 à 20 ans (janvier 1998)	2000	186,0	186,0	-1,11		-0,60	-0,52						
Report d'un an des majorations pour âge (janv. 1999)		-334,7	-334,7										
Sous-total : mesures 1999-2000		-36,2	-36,2										
Forfait AF (juillet 2003)	2005	122,7	122,7	0,96				0,14	0,71	0,11			
Garde partagée	2010	7,55	7,50	0,06							0,01	0,03	0,02
Economie liée à la suppression des majorations [11-13] ans ([6/2008])	2012		-211,1	-4,40								-0,29	-1,37
Dépenses supplémentaires de la majoration [14 ans ([6/2011])	2014			2,28									
Solde de l'impact de la réforme des majorations pour âge (mai 2008)	2014	-267,0	-211,1	-2,22								-0,29	-1,37
Sous-total : mesures 2003-2008		-136,7	-80,9										
Impact annuel de l'ensemble des réformes 1999-2014		-173,0	-117,1	-1,73	-5,78	6,38	-0,52	0,14	0,71	0,11	0,01	-0,26	-1,35
Impact cumulé de l'ensemble des réformes depuis 1999							-0,52	-0,38	0,33	0,44	0,44	0,19	-1,16

T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 1,2 % entre 2004 et 2009, - 0,05 % en 2009

Evolution tous régimes	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 / 1999	2009 / 2004	2004 / 1999
Dépenses € courants (1)	-5,2%	5,3%	-0,9%	1,2%	1,5%	1,7%	2,2%	2,2%	1,4%	1,5%	0,3%	1,6%	13,4%	7,1%	5,8%
Effet prix = Bmaf (2)	1,1%	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	18,9%	10,1%	8,0%
Coef. mesures nouvel. (3)	-5,8%	6,4%	-0,5%			0,1%	0,7%	0,1%		0,0%	-0,3%	-1,3%	-1,2%	-1,5%	0,3%
Déflateur (4 =2*3)	-4,7%	7,1%	0,0%	1,8%	2,1%	1,8%	2,4%	2,3%	1,8%	1,7%	0,7%	1,6%	17,5%	8,4%	8,4%
Effet volume (5 =1/4)	-0,46%	-1,70%	-0,90%	-0,59%	-0,54%	-0,15%	-0,23%	-0,14%	-0,37%	-0,23%	-0,39%	-0,05%	-3,5%	-1,2%	-2,4%

T3PF 021 : Effet volume du Cf à législation constante et hors effet plafond : - 3,9 % entre 2004 et 2009, - 0,14 % en 2009

Les effectifs de familles bénéficiaires du Cf ont régressé de - 5,2 % depuis 2004. Ils progressent de + 0,3 % en 2009.

Les dépenses hors revalorisation de la prestation unitaire régressent de - 6 % depuis 2004, de - 0,9 % en 2009.

Evolution tous régimes	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 / 1999	2009 / 2004	2004 / 1999
Dépenses Tr € courants (1)	0,8%	-0,9%	2,6%	2,0%	-0,7%	0,1%	1,2%	1,3%	0,1%	-0,7%	0,6%	2,1%	8,9%	3,5%	5,2%
Effet Bmaf (2)	1,1%	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	18,9%	10,1%	8,0%
Coef. mesures nouvel. (3)			4,0%	3,3%									7,4%		7,4%
Effet plafond, - 0,4 (4)	-0,1%	-0,5%	-0,8%	-0,9%	-0,2%	-0,3%	-0,9%	-0,6%	-0,5%	-0,4%	-0,3%	-0,7%	-5,5%	-2,6%	-3,0%
2° contrôle ressources (5)										-0,5%	0,5%				
Ressources (t-2) [07/2008 (6)											0,4%		0,4%		
Déflateur (7 =2*3*4*5*6)	0,9%	0,2%	3,7%	4,3%	1,9%	1,4%	0,8%	1,5%	1,3%	0,8%	1,6%	2,3%	21,3%	7,7%	12,6%
Effet volume Tr (1/7)	-0,14%	-1,06%	-1,07%	-2,17%	-2,61%	-1,25%	0,37%	-0,25%	-1,14%	-1,48%	-0,96%	-0,14%	-10,24%	-3,91%	-6,58%
Evol. dépenses hors Bmaf	-0,3%	-1,6%	2,0%	0,2%	-2,8%	-1,6%	-0,5%	-0,9%	-1,6%	-2,4%	-0,4%	-0,9%	-8,5%	-6,0%	-2,6%
Nbre familles Tr 31/12	937 577	931 246	959 851	943 543	921 739	915 215	909 476	898 804	878 554	859 535	865 585	865 007			
Effectifs moyens annuels	937 448	934 412	945 548	951 697	932 641	918 477	912 345	904 140	888 679	869 044	862 560	865 296			
Evol. effectifs moy. an.		-0,3%	1,2%	0,7%	-2,0%	-1,5%	-0,7%	-0,9%	-1,7%	-2,2%	-0,7%	0,3%	-7,4%	-5,2%	-2,4%

T3PF 031 : Effet volume de l'Ars à législation constante et hors effet plafond : + 2,2 % entre 2003 et 2009, - 0,4 % en 2009

Les évolutions sont calculées par rapport à 2003, l'EV 2004 posant problème.

Evolution des effectifs d'enfants bénéficiaires de l'Ars : - 3,7 % depuis 2003, - 1,7 % en 2009

Les dépenses hors revalorisation de la prestation unitaire et hors réforme régressent de - 3,0 % depuis 2003, de - 2,4 % en 2009.

Evolution tous régimes	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 / 1999	2009 / 2003	2003 / 1999
Dépenses Tr € courants (1)	1,2%	-0,9%	-1,6%	-1,3%	0,1%	-1,1%	2,4%	0,8%	0,6%	-0,6%	7,7%	0,5%	7,4%	11,7%	-3,8%
Effet Ars unitaire (2)		0,0%	0,0%		2,5%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	16,7%	11,9%	4,2%
Coef. mesures nouvel. (3)		2,0%			0,5%						2,9%		3,3%	2,9%	0,5%
Effet plafond, - 1,15 (4)	-1,0%	-1,9%	-2,3%	-2,3%	1,5%	-3,2%	-1,6%	-2,0%	-0,9%	-1,6%	0,0%	-2,0%	-13,6%	-7,8%	-6,2%
Ressources (t-1) -> (t-2) (6)											3,0%		3,0%	3,0%	
2° contrôle ressources (5)										-0,5%	0,5%				
Déflateur (7 =2*3*4*5*6)	-1,0%	0,1%	-2,3%	-2,3%	4,5%	-1,6%	0,1%	0,1%	0,9%	-0,4%	7,5%	0,9%	7,3%	9,3%	-1,8%
Effet volume Tr (1/7)	2,22%	-0,97%	0,71%	1,04%	-4,22%	0,49%	2,26%	0,65%	-0,29%	-0,21%	0,14%	-0,39%	0,05%	2,15%	-2,06%
Evol. dép. hors montant unitaire ARS, réforme 2008	1,2%	-0,9%	-1,6%	-1,3%	-2,3%	-2,7%	0,7%	-1,4%	-1,1%	-2,3%	3,6%	-2,4%	-10,9%	-3,0%	-8,2%
Ars : enfants bénéficiaires Tr		5 698 042	5 606 580	5 532 176	5 427 089	5 289 464	5 286 479	5 227 981	5 138 195	5 053 205	5 185 140	5 095 938			
Evol. effectifs enfants			-1,6%	-1,3%	-1,9%	-2,5%	-0,1%	-1,1%	-1,7%	-1,7%	2,6%	-1,7%	-10,6%	-3,7%	-7,2%

complément mode de garde de la Paje, de l'allocation de garde d'enfant à domicile, de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (hors majoration), de l'allocation aux adultes handicapés et des prestations à l'étranger. Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant. *La Bmaf n'a pas été revalorisée en 1996.*

En euros constants, la Bmaf de 2009 (389,20 euros) est supérieure de 4,83 euros 2009 à celle de 1999. Les revalorisations des dix dernières années sont les suivantes :

Evolution de la Bmaf et des prix hors tabac

Moyenne annuelle	Evol. euros courants	Prix hors tabac	Evol. euros constants
2000	0,5 %	1,6 %	- 1,1 %
2001	1,8 %	1,6 %	+ 0,2 %
2002	2,1 %	1,7 %	+ 0,4 %
2003	1,7 %	1,9 %	- 0,2 %
2004	1,7 %	1,7 %	+ 0,03 %
2005	2,2 %	1,7 %	+ 0,5 %
2006	1,8 %	1,7 %	+ 0,1 %
2007	1,7 %	1,7 %	+ 0,2 %
2008	1,0 %	2,8 %	- 1,7 %
2009	3,0 %	0,1 %	+ 2,9 %

Allocations familiales : 20,4 % des prestations, - 0,45 milliard d'euros 2009 depuis 1999

La part des allocations familiales (Af) diminue :
- de 25,2 % en 1999 à 20,4 % en 2009 dans l'ensemble des dépenses de prestations directes ;
- de 49,2 % à 41,7 % en 2009 dans l'ensemble des dépenses de prestations Famille.

L'impact des mesures législatives d'Af représente - 1,2 point de croissance sur les dépenses depuis 1999 (- 117 millions d'euros 2009, cf. encadré 1, T3PF 011), - 1,3 point en 2009.

L'effet volume, hors effet Bmaf, est de - 0,05 % en 2009, - 1,5 % entre 2004 et 2009 après + 0,3 % entre 1999 et 2004 (cf. T3PF 012). Cette évolution est due à l'impact conjugué de la diminution du nombre de familles nombreuses et de la législation qui traite différemment les enfants selon leur rang et leur âge (cf. chapitre 5).

Les Af (12,5 milliards d'euros) ont régressé de - 0,5 milliard d'euros 2009 au cours des dix dernières années. En 2009, les dépenses d'Af ont progressé de + 1,5 % en monnaie constante (+ 0,2 milliard d'euros 2009).

Prestations jeune enfant : 20 % des prestations, + 44 % en volume depuis 1999

Les dépenses correspondant aux prestations liées à la naissance et à la garde des jeunes enfants s'élèvent à 12,1 milliards d'euros. Elles représentent 19,7 % des prestations directes, 40,2 % des prestations Famille en 2009 contre 32 % en 1999 et 34 % en 2003. Leur montant a progressé en volume de + 35 % depuis 2003, de + 44 % entre 1999 et 2009 (soit + 3,7 milliards d'euros constants 2009 en dix ans).

* La création en janvier 2004 de la **prestation d'accueil du jeune enfant** génère un supplément de dépenses qui devrait atteindre + **2,44 milliards d'euros constants 2003**⁴ en année pleine 2010 par rapport à l'ancienne législation. Ce coût est estimé à + 280 millions d'euros courants en 2004, + 820 millions en 2005, + 1 450 millions en 2006, à + 1 690 millions en 2007, à + 2 100 millions en 2008 et à + 2 270 millions en 2009 (cf. fin du chapitre 9, T1PF 3112-3122).

Les anciennes prestations ont continué à être versées aux enfants nés avant le 1^{er} janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. *En 2007-2009, les dépenses négatives correspondent à des régularisations.*

En décembre 2009, six ans après la mise en place de la prestation, la montée en charge du complément mode de garde (Cmg) est terminée. Les dépenses en année pleine du Cmg ne seront disponibles qu'en 2010, les dépenses d'**aide pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) s'élèvent à 42,7 millions d'euros, celles de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** (Aged) à 6,7 millions.

* L'évolution de la structure des dépenses de prestations au jeune enfant selon les différents types de prestation met en évidence des modifications⁵ importantes de la politique familiale (cf. figure 2.3).

Progression des prestations au jeune enfant

suite à la création de la Paje en 2004

Evolution (Md€ 2009)	2003	2009	2009/2008	2009/2003	2009-2003
Entretien	4,10	4,89	2,9 %	19 %	0,79
Garde à l'extérieur	2,38	4,61	8,0 %	94 %	2,23
Garde à domicile	0,12	0,34	13 %	175 %	0,22
Arrêt de l'activité	2,33	2,26	0,0 %	-3,1 %	-0,07
P. jeune enfant	8,93	12,10	4,5 %	35 %	3,17

61,5 milliards d'euros de prestations en progression de + 19 % en volume depuis 1999

Les prestations "Famille" représentent 49 % de cet ensemble : elles ont progressé de + 14 % en dix ans

Figure 2.1 : Evolution de la structure (en %) de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1999

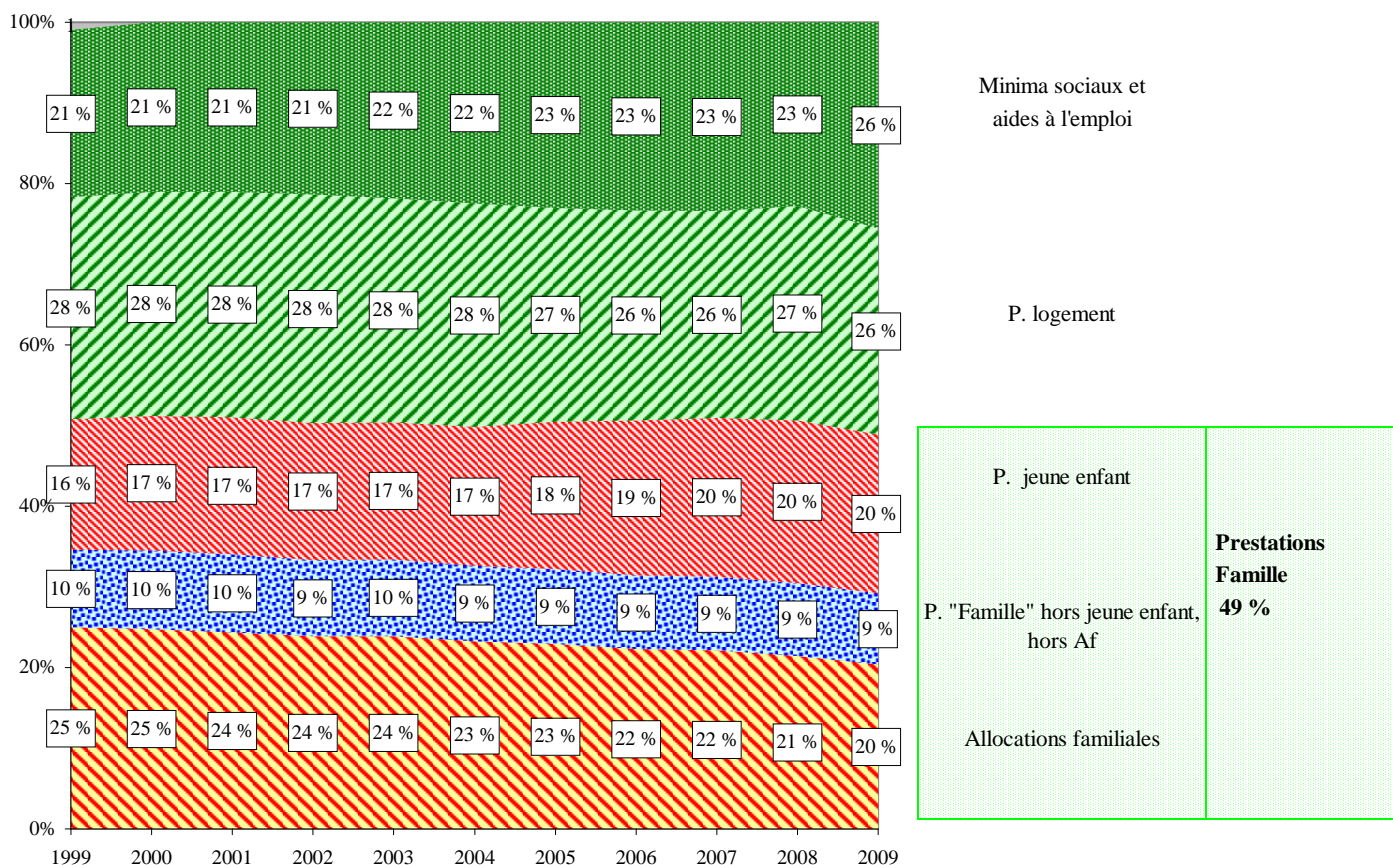
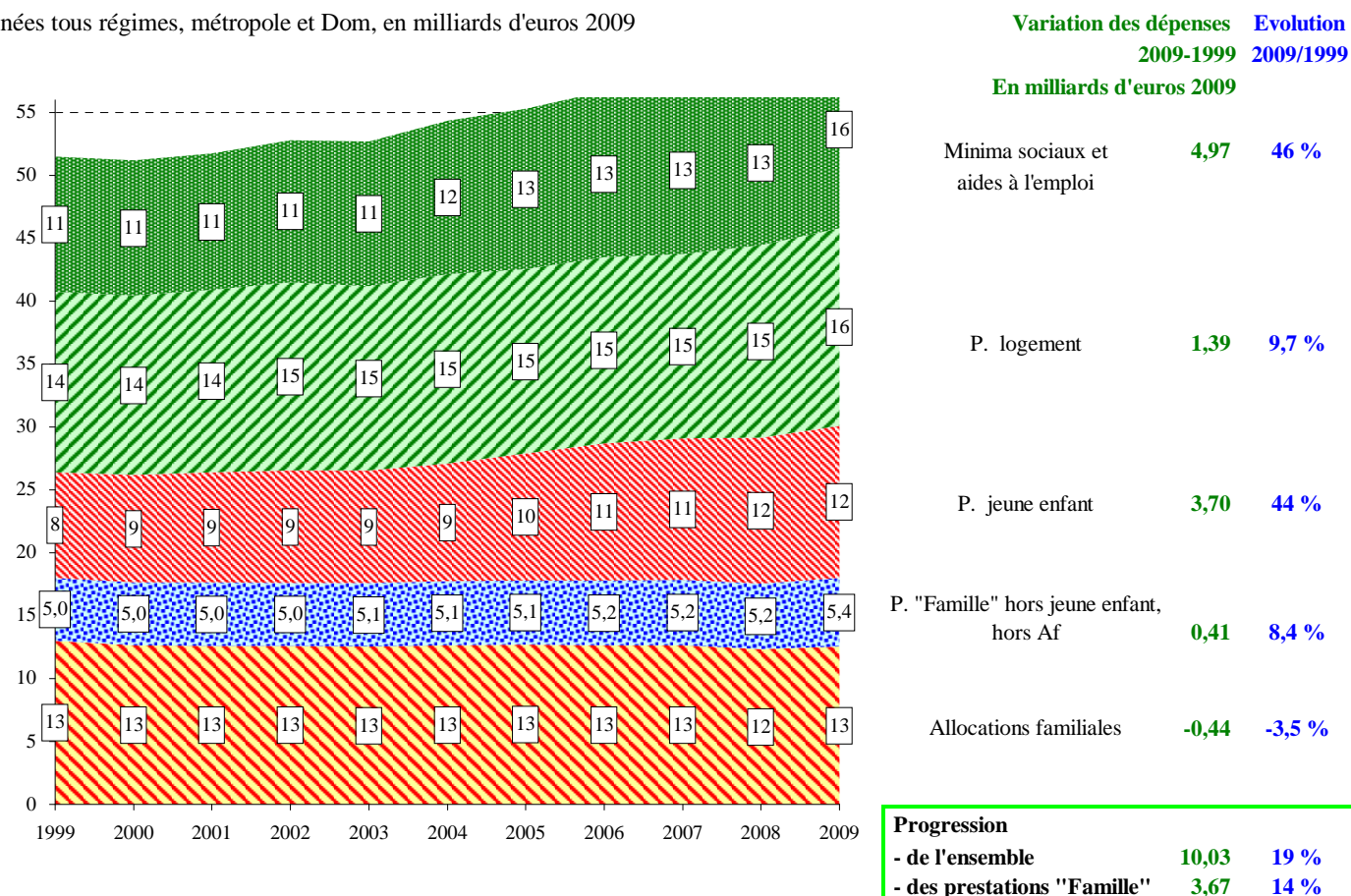


Figure 2.2 : Evolution de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 1999

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2009



. Les dépenses en vue de l'**entretien** des jeunes enfants (4,89 milliards d'euros en 2009) ont progressé en volume de + 2,9 % en 2009 et de + 19 % depuis 2003 (soit + 0,79 milliard d'euros 2009). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant a très fortement régressé, passant de 50 % en 1999 à 46 % en 2003 et à **40 % en 2009** (cf. TIPF 21312).

Cette présentation repose sur des séries de dépenses d'Ape minorées alors que celles d'Apje sont majorées de 29 % à 30 % du montant de l'Ape : en effet, l'Ape n'étant pas cumulable avec l'Apje, une partie de l'Ape unitaire correspond à une Apje destinée à l'entretien des enfants⁶. On retranche donc, des dépenses d'Ape, une Apje « virtuelle » qui aurait été perçue par la grande majorité des familles bénéficiaires de l'Ape si cette dernière prestation n'avait pas existé, et on ajoute ce montant aux dépenses Apje.

. Les dépenses correspondant aux compensations financières (sans condition de ressources) versées suite à l'**arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle** d'un (ou des) parent(s) ayant de jeunes enfants s'élèvent à 2,26 milliards d'euros en 2009. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant est passée de 27 % en 1999 à 26 % en 2003 et à **19 % en 2009**. Elles sont restées stables en volume en 2009 après une décroissance de - 4,5 % en 2008. Ce recul de ces

dépenses, amorcé en 2007 (- 0,8 %), correspond d'une part, à un repli global du nombre de bénéficiaires et d'autre part, à un moindre recours au complément libre choix d'activité à temps plein et un recours plus important au Clca à temps partiel.

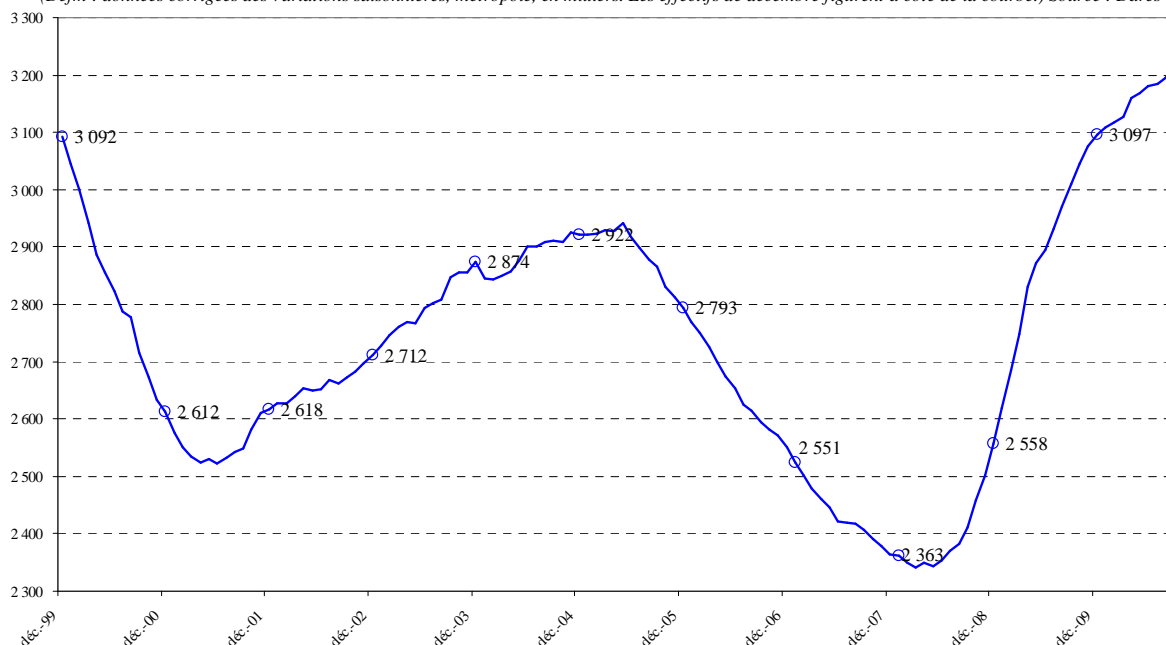
. La participation aux **frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer** (4,61 milliards d'euros en 2009) a été multipliée par 1,9 depuis 2003 (+ 2,23 milliards d'euros 2009). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant atteint **38 % en 2009** contre 21 % en 1999 et 27 % en 2003. La progression de ces dépenses est moins forte en 2009 (+ 8,0 %) qu'en 2008 (+ 10,9 %) après le ralentissement enregistré en 2007 (+ 6,5 % contre + 19 % en 2006).

. Le soutien apporté à la **garde à domicile** des jeunes enfants (0,34 milliard d'euros en 2009) représente 2,8 % de l'ensemble des dépenses jeune enfant en 2009 contre et 1,4 % en 2003 et 1,8 % en 1999. Ce type de dépenses progresse de + 19 % en 2008 et de + 13 % en 2009. Elles ont été multipliées par 2,8 depuis 2003, tout en restant inférieures de 37 % aux dépenses maximales d'Aged enregistrées en 1997.

En août 2004, l'abattement pour frais de garde pris en compte pour déterminer les ressources de l'allocataire pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje est supprimé.

Figure 2.6 : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6 (en milliers)

(Defm : données corrigées des variations saisonnières, métropole, en milliers. Les effectifs de décembre figurent à côté de la courbe.) Source : Dares



12,1 milliards de prestations jeune enfant en 2009, soit une progression en volume de + 44 % depuis 1999

Figure 2.3 : Evolution de la structure (en %) des prestations jeune enfant depuis 1999

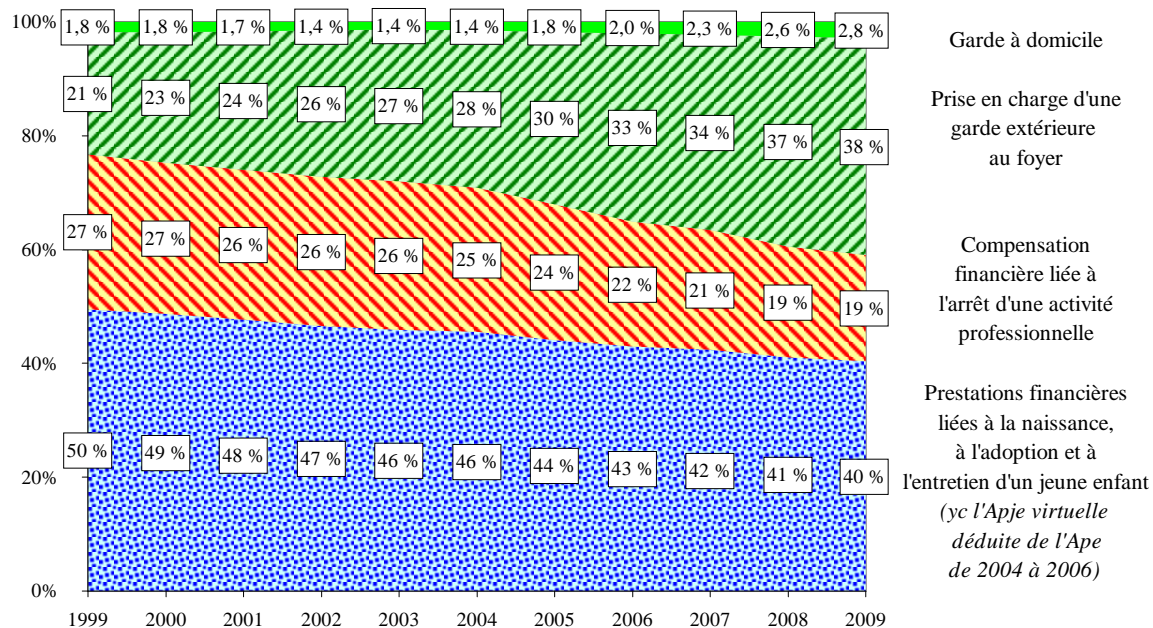
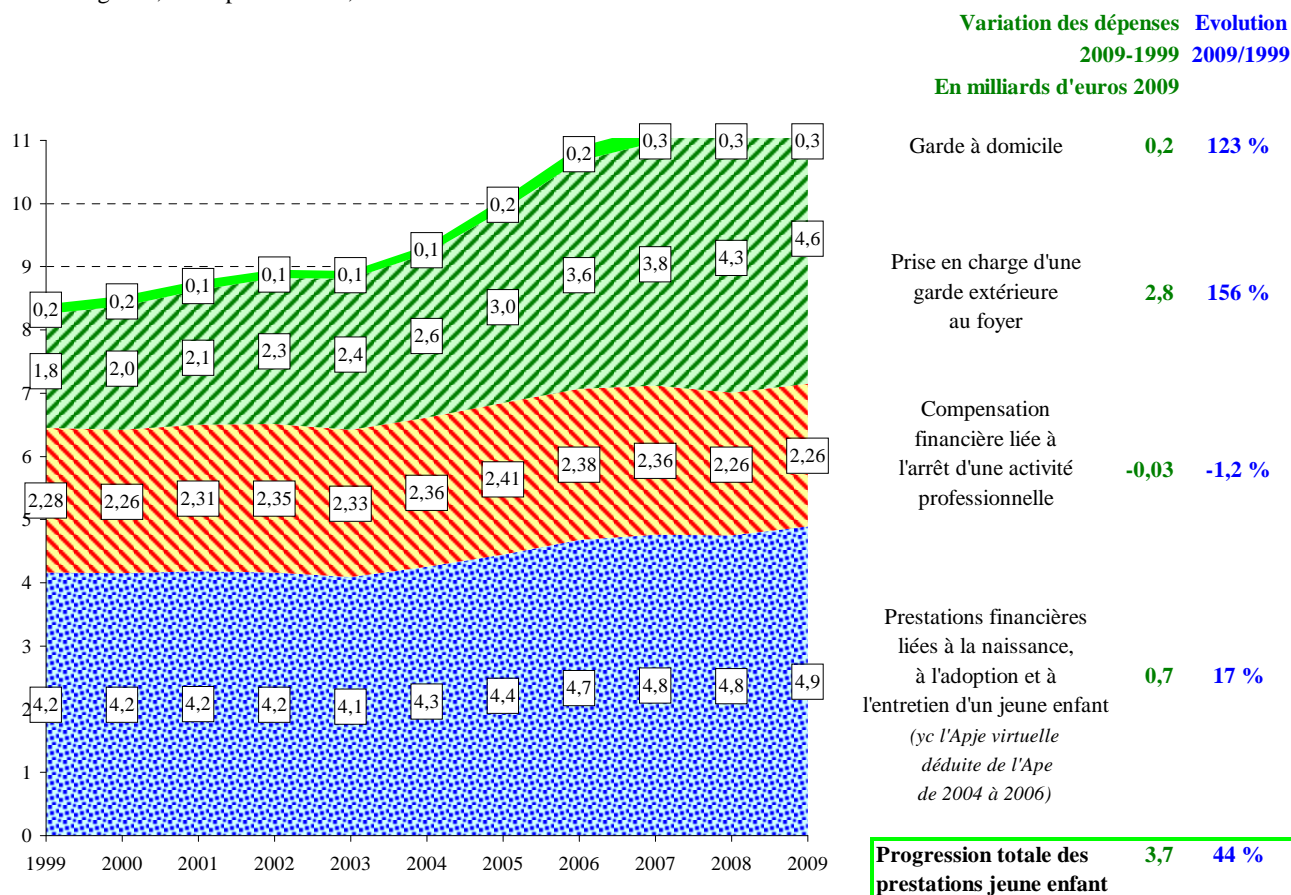


Figure 2.4 : Evolution en volume des dépenses relatives au jeune enfant depuis 1999

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2009



**Encadré 2 L'effet plafond sur dix ans :
– 6,2 % pour le Cf, – 15,7 % pour l'Ars**

L'effet plafond, qui mesure l'impact du différentiel de progression des plafonds de ressources et les ressources effectives des allocataires, est estimé à – 2,6 % pour le Cf entre 2004 et 2009 et à – 7,8 % pour l'Ars. La contribution de l'effet plafond entre 2008 et 2009 est estimée à – 0,7 % pour le Cf et à – 2,0 % pour l'Ars (cf. T3PF 021 et 031).

- Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1^{er} juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006, selon le système en vigueur depuis 1997 : ils sont restés **en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 (appliqués aux revenus 2006)**.

- Les plafonds de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007 (+ 1,5 %). Ce décalage de juillet 2008 à janvier 2009 permet aux Caf d'obtenir directement par les services des impôts le montant des revenus t-2 (revenus 2007 en janvier 2009) pour apprécier le niveau de ressources des allocataires.

- Les plafonds 2007 et 2008 sont estimés en euros constants dans les tableaux statistiques en appliquant le coefficient de prix 2007. Ainsi, entre 2007 et 2008, le plafond de l'Ars est resté stable⁷ en euros constants, ceux du Cf et de la Paje ont progressé de + 0,8 % en moyenne annuelle (cf. T1PF 7325, 7351 et 7363).

. Le **plafond** de ressources du **Cf**⁸ a progressé de – 0,1 % depuis 2004, en euros constants et en tenant compte des prix 2008 pour évaluer le plafond 2009. Le revenu mensuel net 2007 correspondant au plafond de ressources en vigueur en 2009 est de 3 196 euros pour une famille de trois enfants disposant d'un revenu, de 3 909 euros en cas de deuxième revenu (cf. T1PF 7323-25). Ces plafonds du Cf pour une famille de trois enfants se situent au niveau de **2,88 Smic** mensuels nets de 2007 **avec un revenu** et de 3,52 Smic en cas d'un deuxième revenu.

. Le revenu mensuel 2007 correspondant au plafond de ressources de l'Ars de l'exercice 2009 est plus bas⁹ que celui des autres prestations : 2 066 euros par mois avec un enfant, 3 021 euros avec trois enfants. L'évolution du plafond de l'Ars a été de – 1,1 % depuis 2004, en euros constants et en tenant compte des prix 2008 pour évaluer le plafond 2009 (cf. T1PF 7413-14). Les plafonds d'Ars se situent au niveau de **2,72 Smic** mensuels net de 2007 pour une famille de trois enfants (avec un ou deux revenus) et de **1,86 Smic** pour une famille n'ayant qu'un seul enfant à charge.

Encadré 3 : L'impact du chômage sur les prestations sous condition de ressources et sur le recours au Clca

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois progresse de + 8,2 % entre décembre 2007 et décembre 2008, de + 21 % en décembre 2009 (après trois années de régression : – 4,5 % en 2005, – 9 % en 2006 et – 7,4 % en 2007 (cf. figure 2.6, T1PF 7951). Fin 2009, le chômage (3,096 millions) se situe + 0,2 % au-dessus de celui de 1999 (soit + 4 800 demandeurs d'emploi).

L'effet plafond est calculé en prenant en compte l'évolution du salaire moyen par tête corrigée par l'évolution du chômage. Il ne tient pas compte de l'évolution de la législation relative à la prise en compte du chômage dans l'attribution des prestations sociales (cf. encadré 6 sur les aides au logement).

Le **chômage non indemnisé a fortement progressé** suite à la réforme de l'assurance chômage mise en œuvre au 1^{er} janvier 2003.

Depuis juillet 2004, deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un **abattement de ressources pour chômage**.

L'évolution du chômage peut conduire des femmes à arrêter de travailler dans un premier temps. Les difficultés financières rencontrées dans un contexte économique dégradé peuvent également les pousser à diminuer la fréquence de leur recours au Clca Paje à taux plein ou diminuer la durée de ce recours.

**Autres prestations « Famille » (hors Api) :
9 % des prestations,
+ 8,4 % depuis 1999**

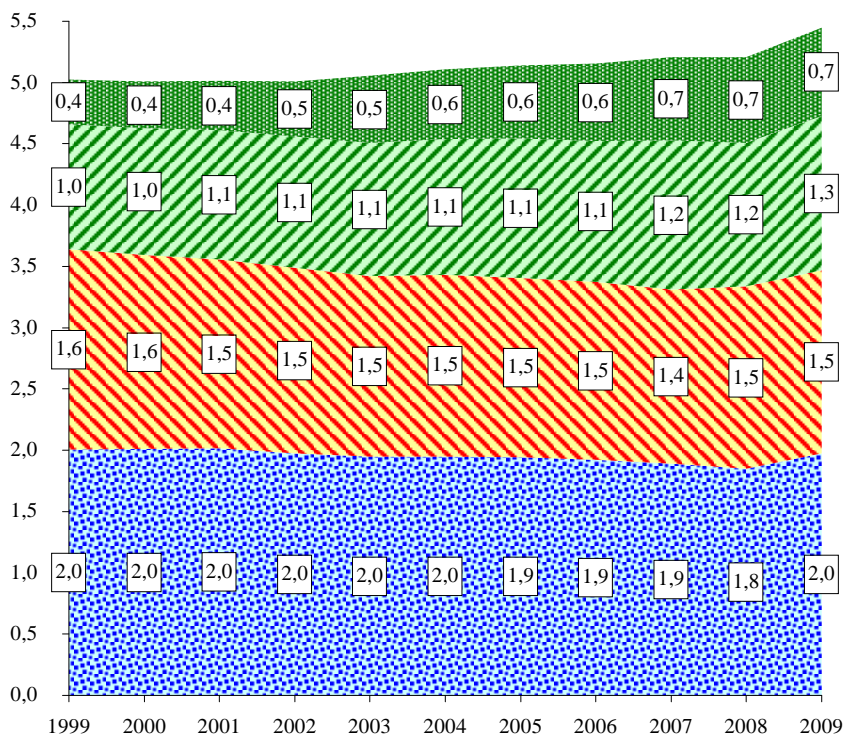
Les autres prestations « Famille » hors prestations jeune enfant et hors allocations familiales représentent 9 % des prestations, 18 % des prestations Famille (contre 19 % en 1999). Elles ont globalement progressé de + 0,42 milliard d'euros depuis 1999. Ce poste recouvre des évolutions marquées :

- avec, d'une part, une progression des prestations aux enfants handicapés (+ 84 % en volume depuis 1999, Aeeh) et aux enfants de familles monoparentales (+ 23 %, Asf), la création de l'allocation (journalière) de présence parentale (0,05 milliard) ;

- et avec, d'autre part, une régression du complément familial (– 7,3 %, Cf) et de l'allocation de rentrée scolaire (– 8,6 %, Ars).

Figure 2.5 : Les prestations "Famille hors Af et hors jeune enfant"
(5,45 milliards d'euros) ont progressé en volume de + 8,4 % depuis 1999

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2009



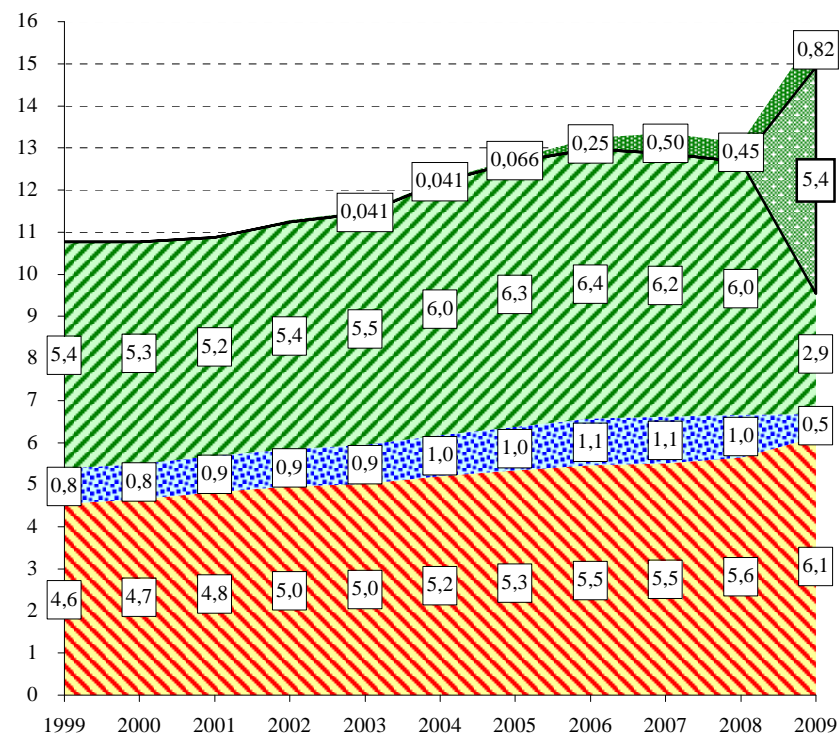
	Variation des dépenses 2009-1999 En milliards d'euros 2009	Evolution 2009/1999
--	--	------------------------

A. d'éducation spéciale + A. présence parentale	0,36	98 %
A. de soutien familial	0,24	23 %
A. de rentrée scolaire + aide à la scolarité (1)	-0,14	-9 %
Complément familial + divers	-0,04	-1,5 %

Progression des P. "Famille" hors Af et hors P. jeune enfant	0,42	8,4 %
---	-------------	--------------

Figure 2.6 : Les minima sociaux et les aides à l'emploi
(13,3 milliards d'euros en 2008) ont progressé en volume de + 23 % depuis 1999

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2009



	Variation des dépenses 2009-1999 En milliards d'euros 2009	Evolution 2009/1999
--	--	------------------------

Rso et aides à l'emploi	0,81	
Rsa		
Revenu solidarité active	5,4	
Rmi	-2,5	-47 %
Revenu minimum d'insertion		
Allocation de parent isolé	-0,29	-35 %
A. aux adultes handicapés	1,6	35 %

Progression des minima sociaux et des aides à l'emploi	5,0	22 %
---	------------	-------------

* Cf : - 0,13 milliard d'euros 2009 depuis 1999

Les dépenses de Cf (1,6 milliard d'euros) ont progressé en volume de + 2,1 % en 2009 et régressé de - 4,2 % en cinq ans (- 0,07 milliard d'euros 2009). L'effet volume atteint - 3,9 % entre 2004 et 2009, l'effet plafond - 2,6 %. Les dépenses à Bmaf constante ont régressé de - 6,0 % depuis 2004, les effectifs de - 5,2 % (cf. T3PF 021).

Le montant unitaire du Cf (162,10 euros) a progressé de + 1,3 % en euros constants depuis 1999, avec + 2,9 % en 2009 (cf. T1PF 7311-23).

Entre 1999 et 2001, les dépenses de Cf progressent de + 7,4 % (en euros constants), suite au relèvement de 20 à 21 ans de l'âge jusqu'auquel les enfants sont considérés comme à charge. Le coût de la mesure en année pleine est estimé à + 135 millions d'euros 2009 en année pleine 2001.

* Ars : - 0,14 milliard d'euros 2009 depuis 1999

Depuis août 2008, le montant de l'Ars est modulé en fonction de l'âge des enfants, soit en 2009, 282,17 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 297,70 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 308,05 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 41,12 millions d'euros 2009 tous régimes). C'est l'âge de l'enfant au 31 décembre de l'année de la rentrée scolaire qui conditionne le droit à l'Ars.

Depuis 1999, le montant unitaire de l'Ars en euros constants régresse de - 1,6 % en 2008 pour les enfants de 6 à 10 ans, progresse de + 7,4 % pour les enfants de 15 à 18 ans et de + 3,8 % pour ceux de 11 à 14 ans (cf. T1PF 7414).

Evolution du montant unitaire de l'Ars : + 2,9 % en 2009 en euros constants

Age des enfants	2008/2007	2009/2004	2009/1999
[6-10 ans]	-2,7 %	0,9 %	-1,6 %
[11-14 ans]	2,6 %	6,5 %	3,8 %
[15-18 ans]	6,2 %	10,2 %	7,4 %

Suite à cette réforme de l'Ars en 2008 et à la prise en compte des revenus 2007 et des plafonds 2009 pour l'attribution de la prestation, les dépenses d'Ars (1,5 milliard d'euros) progressent en volume de + 0,4 % en 2009 après + 4,7 % en 2008 (suite à la non-revalorisation des plafonds en 2008). Les effectifs d'enfants bénéficiaires régressent de - 2,4 % (après + 2,6 % en 2008, avec - 3,7 % depuis 2004, - 7 % entre 1999 et 2003, cf. T3PF 031). La régression des dépenses en volume sur dix ans atteint - 0,14 milliard d'euros 2009 (soit - 8,6 %).

Les dépenses d'Ars¹⁰ n'ont progressé :

- ni en 1999 (- 1,4 % en volume), alors que le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois à quelque 180 000 familles avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations familiales ;

- ni en 2002 (- 1,6 % en volume), malgré l'attribution d'une allocation différentielle pour les 47 000 personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le coût de ces deux mesures est estimé à + 38,5 millions d'euros 2007 (T1PF 3112) : + 1,99 % point de croissance en 1999 et + 0,47 % point en 2002.

* Asf : + 0,24 milliard d'euros 2009 depuis 1999

L'impact de la réforme de l'Api et de la montée en charge du Rsa sur l'Asf représente + 4,8 points de croissance en 2007 (+ 55,5 millions d'euros 2009) et - 1,8 point en 2008 (+ 34 millions d'euros 2009). + 3,7 points en 2009 (+ 78 millions d'euros 2009, cf. encadré 4, T3PF 041). En fin de montée en charge, les dépenses supplémentaires d'Asf sont estimées à + 45,5 millions d'euros 2009.

Encadré 4 : Subsidiarité Asf-Api-Rsa

Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'allocation de soutien familial.

En l'absence de dépôt de demande d'Asf, le montant de l'Api est réduit au terme du troisième mois. En l'absence d'engagement de procédure ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du cinquième mois.

En 2008, les dépenses supplémentaires d'Asf (+ 33 millions) représentent 33 % des économies d'Api (- 110 millions d'euros). En 2007, les 54 millions d'euros 2008 d'économies d'Api ont donné lieu à 54 millions de dépenses d'Asf.

A partir de juin 2009, les personnes isolées avec enfants à charge bénéficient, à l'ouverture du droit au Rsa, d'un droit automatique à l'Asf, et ce pendant quatre mois. La majoration des dépenses d'Asf devrait être de l'ordre de + 44 millions en 2009, + 33 millions en 2010 et + 12 millions en 2011.

T3PF 062 : Majoration des dépenses de l'Asf

Dépenses tous régimes	M€ 2009	Economies Api - majo. dép. Asf
2007	56	
2008 yc régul. 2007	34	-79
2009 yc impact Rsa (7 mois)	78	

T3PF 041 : Effet volume de l'Asf (à Bmaf constante, hors impact de la subsidiarité Asf) : + 4 % entre 2004 et 2009, + 0,3 % en 2009

Evolution des effectifs d'enfants bénéficiaires d'Asf (+ 11 % depuis 2004, + 4,5 % en 2009) est proche de l'évolution des dépenses déflatées de la Bmaf (respectivement + 11 % et + 4,5 %).

Evolution tous régimes	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 / 1999	2009 / 2004	2004 / 1999
Dépenses Tr € courants (1)	3,0%	3,1%	3,4%	3,0%	3,8%	3,6%	4,2%	2,7%	7,4%	-0,7%	7,1%	45%	22%	18%
Effet prix = Bmaf (2)	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	19%	10,1%	8,0%
Coef. mesures nouvel. (3)									4,8%	-1,8%	3,7%	7%	6,8%	
Déflateur (4 =2*3)	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	6,6%	-0,8%	6,8%	27%	18%	8,0%
Effet volume Tr (5 =1/4)	2,2%	2,6%	1,6%	0,9%	2,1%	1,9%	1,9%	0,9%	0,8%	0,1%	0,3%	14%	4,0%	9,4%
Evol. dépenses hors Bmaf	2,2%	2,6%	1,6%	0,9%	2,1%	1,9%	1,9%	0,9%	5,7%	-1,7%	4,0%	22%	11,1%	9,4%
Asf : enfants bénéficiaires TR (estim. 31/12)		981 655	1 006 575	1 024 914	1 052 933	1 071 731	1 085 816	1 091 135	1 147 022	1 136 592	1 187 373		10,8%	
Evol. effectifs au 31/12				1,8%	2,7%	1,8%	1,3%	0,5%	5,1%	-0,9%	4,5%			
Asf : enfants bénéficiaires tous régimes en moyenne annuelle			994 115	1 015 744	1 038 924	1 062 332	1 078 773	1 088 475	1 119 078	1 141 807	1 161 982		9,4%	
Evol. effectifs MA				2,2%	2,3%	2,3%	1,5%	0,9%	2,8%	2,0%	1,8%			

T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 29 % entre 2003 et 2008, + 6,2 % en 2008

Evolution des effectifs d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh : + 18 % depuis 2003, + 2 % en 2008 (en moyenne annuelle).

Les effectifs de décembre ne sont pas représentatifs de l'évolution des effectifs. Les séries ont été rectifiées en 2002-2005 en majorant les effectifs pour tenir compte des retours au foyer (cf. T2PF 21).

Evolution tous régimes	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009 / 1999	2009 / 2004	2004 / 1999
Dépenses € courants (1)	4,0%	5,8%	6,5%	10,7%	20,8%	5,2%	5,8%	9,1%	7,1%	6,0%	4,0%	116%	36%	58%
Effet prix = Bmaf (2)	0,7%	0,5%	1,8%	2,1%	1,7%	1,7%	2,2%	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	19%	10,1%	8,0%
Coef. mesures nouvel. (3)				3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%	2,8%	0,4%	-1,2%	-6,2%	7%	-6,2%	14%
Déflateur (4 =2*3)	0,7%	0,5%	1,8%	5,3%	14,6%	0,1%	0,3%	4,6%	2,1%	-0,2%	-3,4%	28%	3%	24%
Effet volume (5 =1/4)	3,3%	5,3%	4,6%	5,2%	5,4%	5,0%	5,5%	4,2%	4,9%	6,2%	7,7%	69%	32%	28%
Evol. dépenses hors Bmaf	3,3%	5,3%	4,6%	8,5%	18,8%	3,4%	3,5%	7,1%	5,3%	4,9%	1,0%	81%	23,7%	46,7%
Aeeh : effectif moyen annuel d'enfants (non pondérés)				139 901	144 598	151 320	156 603	161 848	167 029	168 558	176 709		17%	17%
Evol. effectifs au 31/12						4,6%	3,5%	3,3%	3,2%	0,9%	4,8%			
Aeeh : enfants bénéficiaires tous régimes en moyenne annuelle					142 250	147 959	153 962	159 225	164 438	167 793	172 633		18%	17%
Evol. effectifs MA						4,0%	4,1%	3,4%	3,3%	2,0%	2,9%			
Evolution des effectifs MA Caf pondérés par le barème d'Aeeh										199,4%	192,0%			

T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes)

Les effets volume 2004-2005 négatifs sont dus à des régularisations moins importantes en 2004-2005 qu'en 2003.

											En M€ 2009		En points	
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010		2009	AP	2009	AP
Six compléments à la place des trois anciens compléments d'Aes (1/04/02)	3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%							67,8	67,8	12,3	12,3
Majoration de l'Aeeh pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° catégorie (01/01/06)					2,8%	0,4%					19,3	19,3	3,2	3,2
Moindres dép. générées par le droit d'option entre l'Aeeh et la Pch (prest. de compensation du handicap) (01/04/08)							-1,2%	-6,2%	-0,9%		-45,2		-1,2	-8,2
Ensemble des mesures nouvelles	3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%	2,8%	0,4%	-1,2%	-6,2%	-0,9%		41,9	87,1	14,5	6,4

Les dépenses d'allocation de soutien familial (1,3 milliard d'euros) ont progressé à Bmaf constante de + 22 % depuis 1999¹¹, de + 11 % entre 2004 et 2009 avec + 4 % en 2009. Parallèlement, l'évolution des effectifs moyens annuels d'enfants bénéficiaires a été de + 9,4 % depuis 1999 (cf. T3PF 041).

Le montant de l'Asf unitaire (87,57 euros par Asf à taux partiel, 116,76 euros par enfant pour l'Asf à taux plein) a progressé de + 2,9 % en 2009 après - 1,8 % en 2008 en euros constants (+ 1,9 % depuis 2004, cf. T1PF 7622).

La part relative de l'Asf dans l'ensemble des prestations Famille a très légèrement progressé (4,0 % en 2009 contre 3,9 % en 1999). Les dépenses d'Asf représentent 2 % de l'ensemble des prestations légales depuis 1999.

*** Aeesh : + 0,31 milliard d'euros 2009 depuis 1999**

L'impact de l'évolution de la législation depuis 2001 relatives à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé¹² estimé à + 14,5 points de croissance des dépenses 2009 :

- en avril **2002**, six nouveaux compléments de l'Aesh se substituent aux trois anciens compléments (cf. T3PF 011). Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à 68 millions d'euros 2009 en année pleine (soit + **12,3 points de croissance**, cf. 1PF 3122). *Compte tenu des retards dans la montée en charge qui ont induit des régularisations très importantes, la réforme des compléments contribuerait à l'évolution des dépenses à hauteur de + 3,1 points en 2002, + 12,7 points en 2003, - 1,5 point en 2004 et - 1,9 point en 2005 ;*

- en janvier **2006**, une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aesh¹³ est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre des familles mono-parentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 19,3 millions d'euros 2009 (+ **3,2 points de croissance**). La majoration de l'Aesh est remboursée à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

- en avril **2008**, l'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch) aux enfants handicapés de moins de 20 ans permet aux familles d'opter entre le complément d'Aesh ou la Pch. Une partie des familles bénéficiant d'un complément

d'Aesh de cinquième, de sixième, voire de quatrième catégorie, devrait basculer vers la Pch (qui est à la charge de la Cnsa). L'économie de cette mesure pour la CNAF est estimée à - 50 millions d'euros 2009 en année pleine 2010 (- 45,24 millions en 2009).

La croissance en moyenne annuelle du nombre de **bénéficiaires de l'Aesh pondérés par le barème** est estimée à + 2 % en 2008 et de + 2,9 % en 2009¹⁴ alors que les effectifs moyens annuels progressent respectivement de + 2 % et de 2,9 %. Ainsi, la régression des dépenses relative au premier complément et au sixième complément est compensée par l'augmentation des dépenses relatives aux autres compléments en 2008 mais pas en 2009. La progression de l'effet volume, hors mesure nouvelle, atteint + 24 % depuis 2004 (+ 7,7 % en 2009), celle des effectifs moyens annuels + 17 %.

Les dépenses d'Aesh (0,67 milliard d'euros) ont progressé de + 4 % en volume en 2009, de + 84 % depuis 1999.

La prestation unitaire de base (124,54 euros) a été perçue seule par 55,1 % des bénéficiaires (cf. T2PF 55). En cas de cumul avec le sixième complément, la prestation mensuelle atteint 1 151,09 euros.

*** Ajpp : 50,2 millions d'euros 2009**

En janvier **2001**, l'allocation de présence parentale (App) est créée (cf. chapitre 8.1). En avril 2002, le montant de l'App est augmenté substantiellement (+ 64 %) afin d'être porté pour une interruption complète d'activité, à l'équivalent du salaire perçu par un salarié rémunéré au Smic.

En mai **2006**, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés, peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans¹⁵. En 2009, pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 41,37 euros (49,16 euros pour un parent isolé) est versée en cas de suspension totale de l'activité (cf. T1PF 7715 pour les montants correspondant au temps partiel). *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*

- En outre, depuis mai 2006, **un complément pour frais** (d'un montant de 105,82 euros en 2009), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'App au cours du même mois.*

En 2009, les dépenses relatives à l'App atteignent 50,2 millions d'euros (soit + 33 % en euros constants depuis 2004, avec - 6,6 % en 2008 et - 2,5 % en 2009). La progression des effectifs est quant à elle de + 24 % depuis 2004, avec - 6,9 % en 2008 et + 0,4 % en 2009.

Aides au logement + 9,7 % en volume depuis 1999

Le fonds national d'aide au logement (Fnal) et le fonds national de l'habitat¹⁶ (Fnh) sont fusionnés depuis le 1^{er} janvier 2006.

- L'aide personnalisée au logement (Apl) représente 43 % des dépenses en prestations directes de logement (cf. T1PF 2133) ;
- l'allocation logement sociale et l'allocation logement temporaire (Als + Alt), 31 % ;
- l'allocation logement familiale (Alf) du fonds national des prestations familiales, 26 %.

En 2009, les prestations de logement atteignent 15,7 milliards d'euros, soit 25,5 % des prestations.

Entre 1999 et 2007, les dépenses des prestations logement ont globalement progressé en volume de + 2 % : les fortes progressions de l'Als (+ 9,5 %) et d'Alf (+ 19 %) compensent la régression des dépenses d'Apl (- 9,7 % avec - 12 % pour les bénéficiaires, cf. T3PF 071).

La progression des dépenses de logement de + 4,6 % en 2008 et de 2,4 % en 2009 permet d'atteindre une progression des dépenses en volume de + 9,7 % depuis 1999. Les effectifs de bénéficiaires sont supérieurs de 31 000 à leur niveau de 1999 (+ 0,5 %).

Depuis 1999, les dépenses relatives à la **location** de logement ont progressé en volume de + 9,4 % (+ 2,5 % en 2009) alors que les dépenses destinées à l'accession ont régressé de - 19,3 % (avec + 1,4 % en 2009).

Depuis juillet 2004, **deux mois de chômage total** sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage pour l'ensemble des prestations. Le nombre d'allocataires

qui bénéficient de ce dispositif a régressé de - 37 % en quatre ans au niveau des aides au logement. Leur part parmi l'ensemble des bénéficiaires d'une prestation de logement passe de 15 % en 2004 à 9 % en 2008.

Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

Données Caf métro. + Dom	Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers	En % du nbre bénéficiaires P. logement
2004	863	Variation
2005	717	-146
2006	618	-99
2007	559	-58
2008	548	-12
2008-2004	-37 %	-315

Encadré 5 : Evolutions 2004-2008

La croissance relativement élevée des dépenses **en 2004** (+ 2,9 % en monnaie constante) doit beaucoup à la revalorisation des aides¹⁷ qui n'est intervenue qu'au printemps 2004 mais avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003, et s'est donc imputée sur les comptes 2004.

En 2005, les dépenses régressent de - 2,6 % en euros constants par rapport aux dépenses comptabilisées en 2004. Les barèmes n'ont pas été revalorisés au titre de 2004 et la revalorisation 2005 est intervenue en septembre, sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005. Les mesures d'économie décidées entre juin et août 2004 n'ont un impact en année pleine qu'en 2005.

Entre 2005 et 2007, les dépenses restent stables en monnaie constante (avec + 0,8 % en volume en 2006 et - 0,9 % en 2007) :

- la revalorisation des barèmes de janvier 2007 est sans effet rétroactif à juillet 2006 ;
- en janvier 2007, **le seuil de non-versement** des aides au logement est abaissé à 14 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004). La part des allocataires en dessous du seuil de non-versement passe de 4,9 % en décembre 2004 à 2,7 % en 2007 (cf. T2PF 3.2, chapitre 5, données Caf).

L'augmentation enregistrée **en 2008** est due à la prolongation de la prise en compte des ressources 2006 pour le calcul des aides au logement jusqu'en décembre 2008.

*** L'aide personnalisée au logement** (6,7 milliards d'euros) a régressé de - 0,33 milliard d'euros 2009 entre 1999 et 2009 (- 4,7 %), avec + 0,2 milliard en 2008 et + 0,14 milliard en 2009.

T3PF 071 : Evolution des prestations de logement depuis 1999 : + 9,3 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires

Evolution		2000 / 1999	2001 / 2000	2002 / 2001	2003 / 2002	2004 / 2003	2005 / 2004	2006 / 2005	2007 / 2006	2008 / 2007	2009 / 2008	2009 / 1999	2009 / 2003	2009 / 2005
Dépenses volume		-0,6 %	1,8 %	3,2 %	-2,2 %	2,9 %	-2,6 %	0,8 %	-0,9 %	4,6 %	2,4 %	9,3 %	7,2 %	7,0 %
Accession								-7,4 %	-9,7 %	-4,8 %	1,4 %			-19,3 %
Location, foyers								1,5 %	-0,1 %	5,3 %	2,5 %			9,4 %
ALF		2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	0,1 %	4,7 %	3,7 %	29,2 %	14,3 %	
APL		-2,0 %	-1,8 %	1,7 %	-3,4 %	1,4 %	-3,3 %	-0,6 %	-2,0 %	3,2 %	2,1 %	-4,7 %	0,8 %	
ALS		-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,8 %	3,7 %	-2,9 %	1,9 %	-0,1 %	6,5 %	1,7 %	19,0 %	11,6 %	
<i>Dont ALS étudiant</i>								3,2 %	5,9 %	3,1 %	2,5 %			15,9 %
ALT		10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	5,6 %	1,2 %	10,8 %	102,7 %	16,5 %	18,4 %
<i>Aide aux organismes</i>									-1,1 %	-6,2 %	6,4 %			-1,3 %
<i>Accueil gens du voyage</i>									51,8 %	34,0 %	24,6 %			153 %
Effectifs 31/12		0,1 %	-1,3 %	-0,5 %	-1,4 %	-0,6 %	0,3 %	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	0,2 %	3,4 %	
ALF		2,7 %	-0,1 %	-0,5 %	-1,3 %	0,6 %	1,7 %	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	10,3 %	9,6 %	
APL		-1,2 %	-1,6 %	-1,6 %	-2,6 %	-2,0 %	-0,8 %	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	-7,7 %	-0,9 %	
ALS		0,3 %	-1,5 %	0,9 %	0,0 %	0,5 %	0,7 %	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	4,7 %	5,0 %	
Effectifs MA		-0,2 %	-0,6 %	-0,9 %	-0,9 %	-1,0 %	-0,1 %	-1,1 %	-0,9 %	3,1 %	2,8 %	-2,7 %	-0,1 %	
ALF		1,9 %	1,3 %	-0,3 %	-0,9 %	-0,4 %	1,2 %	0,4 %	0,2 %	4,0 %	3,4 %	7,4 %	5,4 %	
APL		-1,2 %	-1,4 %	-1,6 %	-2,1 %	-2,3 %	-1,4 %	-2,0 %	-1,4 %	2,6 %	2,3 %	-10,4 %	-4,5 %	
ALS		0,0 %	-0,6 %	-0,3 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %	-0,8 %	-0,9 %	3,1 %	3,1 %	1,7 %	2,2 %	
Effectifs Tr (en milliers)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009			
Au 31 décembre	6 278,221	6 283,251	6 203,337	6 173,190	6 086,259	6 052,716	6 071,195	5 922,628	5 961,584	6 290,560	6 309,070			
ALF	1 220,095	1 252,712	1 251,374	1 244,506	1 228,171	1 235,591	1 257,099	1 245,162	1 261,007	1 345,740	1 350,436			
APL	2 831,209	2 796,796	2 751,707	2 707,878	2 637,122	2 584,978	2 565,283	2 482,079	2 493,152	2 613,397	2 611,660			
ALS	2 226,917	2 233,743	2 200,256	2 220,806	2 220,966	2 232,147	2 248,813	2 195,387	2 207,425	2 331,423	2 346,974			
Moyenne annuelle	6 293,578	6 280,736	6 243,294	6 188,264	6 129,725	6 069,488	6 061,956	5 996,911	5 942,106	6 126,072	6 299,815			
ALF	1 213,144	1 236,404	1 252,043	1 247,940	1 236,339	1 231,881	1 246,345	1 251,130	1 253,085	1 303,374	1 348,088			
APL	2 849,516	2 814,003	2 774,252	2 729,793	2 672,500	2 611,050	2 575,131	2 523,681	2 487,616	2 553,275	2 612,529			
ALS	2 230,919	2 230,330	2 217,000	2 210,531	2 220,886	2 226,557	2 240,480	2 222,100	2 201,406	2 269,424	2 339,199			

TIPF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)

En % (total ALF+APL+ALS)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
ALF	22,2 %	22,9 %	23,9 %	24,1 %	24,5 %	24,9 %	25,3 %	25,5 %	25,8 %	25,8 %	26,1 %
APL	49,0 %	48,2 %	46,5 %	45,8 %	45,3 %	44,6 %	44,3 %	43,7 %	43,2 %	42,7 %	42,5 %
ALS + ALT	28,9 %	28,9 %	29,6 %	30,0 %	30,3 %	30,5 %	30,4 %	30,7 %	31,0 %	31,5 %	31,4 %
Dt ALS étudiants					Nd	6,8 %	6,5 %	6,7 %	7,2 %	7,1 %	7,1 %
Dt logement temporaire	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %
Structure ALT											
Aide aux organismes							Nd	87,3 %	81,7 %	75,8 %	72,8 %
Accueil des gens du voyage							Nd	12,7 %	18,3 %	24,2 %	27,2 %

Encadré 6 : Législation et prévisions « Logement »

*** Vers un barème unique des aides au logement**

Les loyers plafonds de l'Alf et de l'Als sont alignés sur ceux de l'Apl en trois ans à compter de juillet 1999.

La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif intervient en deux étapes en janvier 2001 et 2002.

*** Différentes mesures relatives au logement**

En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ensemble des aides au logement, avec un coût en année pleine estimé à 73,2 millions d'euros.

En avril 2002, l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement est supprimée, avec effet rétroactif à juillet 2001.

En décembre 2001, un abatement double résidence est instauré pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement.

L'impact des mesures d'économie mises en place en 2004 serait de l'ordre de 161,4 millions d'euros 2003 en année pleine (89 millions en 2004) :

- le seuil de non-versement des aides est relevé de 15 euros à 24 euros entre juin 2004 et janvier 2007 ;
- l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje est supprimé en août 2004 ;
- le délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés est allongé d'un mois en août 2004.

*** Les prévisions** réalisées sur l'ensemble des aides personnelles au logement¹⁸ font apparaître un trend estimé à environ + 1,7 % de croissance annuelle en volume entre juillet 1993 et décembre 2007. Cette tendance peut refléter :

- la croissance du nombre des ménages imputable notamment à la croissance de la population (+ 0,5 % par an environ) et à des ruptures d'union plus fréquentes. Cette évolution a été, d'une part, freinée par une décohabitation juvénile plus tardive (études plus longues, accès plus difficile au marché du travail) et, d'autre part, accélérée par le gonflement de la population étudiante ;
- l'ouverture de l'éventail des revenus, qui s'est produite au cours des années 1990, s'est stabilisée à partir de 2000. Cette ouverture de l'éventail des revenus est le résultat de la faible dynamique des salaires réels des non-qualifiés, de l'accroissement du chômage, du développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée.

L'Apl est remboursée à la Cnaf. Par ailleurs, la Cnaf verse, au fonds national d'aide au logement, **l'allocation de logement familiale virtuelle** (Alv) dont le montant correspond à l'économie réalisée par le Fnpf en terme d'Alf du fait de l'existence de l'Apl (cf. *TIPF 6711 et chapitre 7*). En 2009, cette participation de la Cnaf au financement du Fnal s'élève à 3,92 milliards d'euros (*dont 51 millions au titre de l'Alt*).

* En 2009, les dépenses d'**allocation logement familiale**¹⁹ (4,1 milliards d'euros) ont dépassé leur niveau de 1999 de + 0,9 milliard d'euros 2009 (+ 29 %), avec + 0,14 milliard en 2009.

*** L'allocation logement sociale**²⁰ (4,8 milliards d'euros) se caractérise par une progression de + 0,74 milliard d'euros 2009 sur la période 1999-2009 (+ 18 %), + 0,08 milliard en 2009 (+ 1,7 %).

La généralisation de l'Als a bénéficié en particulier aux étudiants ne résidant pas chez leurs parents et déclarant ne disposer d'aucun revenu personnel : l'Als leur est attribuée au taux maximum, avec toutefois un correctif, dit du « revenu plancher ». **L'Als étudiant**²¹ représente 7,1 % des dépenses de logement : elle progresse en volume de + 2,5 % en 2009 (+ 16 % depuis 2005).

* 104,63 millions d'euros ont été versés sous forme **d'aide aux associations**²² logeant à titre transitoire des personnes défavorisées dans l'attente d'un logement autonome (Alt) : les dépenses d'Alt ont été multipliées par 2 depuis 1999 (avec +10,8 % en 2009). Les dépenses concernant l'accueil des gens du voyage ont été multipliées par 2,5 depuis 2006 (passant de 11,2 millions d'euros 2009 à 28,5 millions). Elles représentent 27 % des dépenses d'Alt (en 2009 contre 12 % en 2006), le reste étant versé sous forme d'aide à des organismes qui ont régressé de - 1,3 % depuis 2006. La Cnaf participe au financement de l'Alt qui relève du Fnal (51 millions en 2009, cf. *TIPF 671*).

* En 2007, 27 millions d'euros ont été versés au titre de **l'allocation d'installation étudiante (Aline)** à des étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois. Cette allocation, instaurée en juillet 2006, est supprimée en juillet 2008. En 2008, 7,5 millions d'euros de reliquat ont été comptabilisés.

* En avril 2008, les **prêts « jeunes avenir » (Pja)** sont créés à l'attention des jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi. Ces prêts, soumis à des conditions de ressources, sont destinés à financer les différents investissements nécessaires

lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro, remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les intérêts et la garantie du prêt (0,26 million d'euros en 2009) sont financés par le Fnpf.

* Le montant des **prêts à l'amélioration de l'habitat** (généralisés en 1955, 12,93 millions) sont inférieurs aux remboursements des prêts (13,75 millions) : le solde (- 0,82 millions) figure en moindres dépenses de prestations du Fnpf.

Minima sociaux et aides à l'emploi : + 46 % en volume depuis 1999 + 20 % en 2009

*** Api : 543,8 millions d'euros 2009**

Les dépenses d'allocation de parent isolé (Api) dans les Dom (151,4 millions d'euros) ont été multipliées par 5 depuis 1999, avec 4,9 % en 2009, en euros constants. Par ailleurs, les dépenses 2009 en métropole ne s'élèvent qu'à 392 millions d'euros, **le revenu de solidarité active majoré remplaçant l'Api en métropole**²³ à compter de juin 2009 (cf. encadré 7).

Le montant maximum de l'Api (778,40 euros pour une personne ayant un enfant) a progressé de + 2,9 % en euros constants par rapport à 2008, de + 1,93 % depuis 2004 (cf. T1PF 7622). Le barème du Rsa majoré est identique à celui de l'Api en juin 2009 (cf. T1PF 774212).

*** Aah : + 1,45 milliard d'euros 2009 depuis 2009**

AAH de base en euros courants	Reval. AAH de base	Revalorisation en %	Montant moyen annuel AAH ED	Evol. an. AAH base ED
janvier 2008	628,10	1,10%		
septembre 2008	652,60	3,90%		
2008			633,66	2,14%
avril 2009	666,96	2,20%		
septembre 2009	681,63	2,20%		
2009			665,84	5,08%
avril 2010	696,63	2,20%		
septembre 2010	711,95	2,20%		
2010		0,00%	695,46	4,45%
avril 2011	727,62	2,20%		
septembre 2011	743,63	2,20%		
2011		0,00%	726,40	4,45%
avril 2012	759,99	2,20%		
septembre 2012	776,70	2,20%		
2012		0,00%	758,71	4,45%
Evol. 2012/2007	25 %		22,3 %	

Encadré 7 : Quatre réformes de l'Api

L'impact des réformes représente - 8,6 points de croissance entre 1997 et 2008 (- 99,2 millions d'euros), - **2,5 points de croissance depuis 1999** :

- depuis avril 1997, un **forfait logement** est applicable aux nouvelles demandes d'Api lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (non prise en compte dans le calcul des revenus) ou d'un logement gratuit. Les moindres dépenses correspondant à cette mesure sont estimées en année pleine à - 65,9 millions d'euros 2008, soit - **7,5 points de croissance** (cf. T1PF 3112) ;

- de 2001 à 2007, + **9,2 points** de croissance sont générés par **l'harmonisation** du montant de l'Api **dans les Dom** par rapport à celui de la métropole (+ 1 point en 2001 et en 2002, autour de + 1,3 point par an entre 2003 et 2005 et + 1,4 point entre 2006 et 2007). Le coût de la mesure en année pleine est estimé à + 84,4 millions d'euros 2008 ;

- en janvier 2007, le **forfait logement** de l'allocation de parent isolé est aligné sur celui du Rmi, soit une économie de l'ordre de - 7,7 millions d'euros 2008, représentant - 0,7 point de croissance ;

- la **subsidiarité Asf-Api** (cf. encadré 4) génère une économie de l'ordre de - 4,9 points de croissance en 2007, - **10,1 points** en année pleine 2008 (- 110 millions d'euros 2008) ;

- mise en place du **revenu de solidarité active majoré** qui remplace l'Api en métropole à compter de juin 2009.

Les mesures d'intéressement Api

Pour les activités débutées antérieurement au 30 septembre 2006, ces mesures variaient selon la nature de l'activité (cf. T1PF 7623). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement l'Api et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :
 - . si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;
 - . si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire (de 225 euros). Une prime de retour à l'emploi (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

Le montant de l'Aah de base²⁴ (665,84 euros à taux plein, en moyenne annuelle 2009, en encaissements-décaissements, Ed) a progressé de + 5,08 % par rapport à 2008. Sa revalorisation entre 2007 et 2012 devrait atteindre 25 % en euros courants. L'Aah de base a progressé en volume de + 6 % depuis 1999 (en droits-constatés, Dc, cf. T1PF 772).

A compter de juillet 2005, le plafond de l'Aah est égal à douze fois l'Aah mensuelle : en conséquence le plafond est revalorisé comme l'Aah en janvier et en septembre 2008. Les revenus mensuels 2007 correspondant au plafond de ressources moyen annuel 2009²⁵ pour une personne seule (8 019,12 euros en moyenne annuelle) représentent 81,2 % du Smic net de 2007 (*contre 86 % du Smic de 2002 en 2003, cf. TIPF 7731-32*).

A compter de 2010, les dépenses de l'Aah et de ses compléments ne relèvent plus du Fnpf et sont suivies **en encaissements-décaissements (Ed)** et non plus en droits constatés). A partir de la brochure 2009, les tableaux statistiques présentent les données 2007-2008 de l'Aah en Ed²⁶ afin de faciliter les comparaisons annuelles (et supprimer l'impact des charges à payer comptabilisées en 2007 et en 2008 selon des méthodes différentes).

Les dépenses d'Aah de base atteignent 5,8 milliards en 2009 (en Ed). Leur progression en volume est de + 9,1 % en 2009 et de + 33 % depuis 1999.

En juillet 2005, deux nouveaux compléments²⁷ d'Aah, non cumulables, sont créés. Il s'agit de :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément créé en 1993. Les conditions d'attribution de la Mva sont quasiment les mêmes (la personne doit bénéficier d'une aide au logement) et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. Compte tenu de l'effort de revalorisation de l'Aah de base, le montant mensuel de la Mva (104,77 euros depuis janvier 2008) ne devrait pas être revalorisé d'ici avril 2013 ;

- la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 845,15 euros en moyenne annuelle 2009, en Ed) : un complément de ressources (179,31 euros, stable de juillet 2006 à avril 2013, cf. TIPF 7723) s'ajoute à l'Aah pour constituer la Grph qui devrait progresser de + 17,3 % entre 2007 et 2012 (pour atteindre 938,02 euros courants). Pour bénéficier de la Grph, la personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de + 90 millions d'euros.

Depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité.

Les dépenses relatives à la Grph atteignent 129,48 millions d'euros en 2009 (+ 4,6 % en

monnaie constante), celles concernant la Mva 172,64 millions (+ 3,8 %).

En 2009, **l'allocation aux adultes handicapés et ses compléments** (6,14 milliards d'euros) représentent 10 % des prestations directes. L'accroissement en euros constants de ces dépenses globales a été de + 0,5 milliard en 2009, de + 0,94 milliard depuis 2004 avec + 1,58 milliard en dix ans (+ 35 %).

Les dépenses d'Aah, des compléments d'Aah et d'Api sont remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). Ces deux prestations ne relèvent plus du Fnpf à partir de 2010. Les autres minima sociaux n'ont jamais relevé du Fnpf.

* **Généralisation du Rsa²⁸ en juin 2009**

Le Rsa est une prestation qui correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer. Le Rsa se substitue au Rmi, à l'Api en métropole et à la prime de retour à l'emploi.

- Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = Rsa socle). Ce montant est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = Rsa majoré)

- Pour les travailleurs pauvres, le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (Rsa activité).

* **Une prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée **en juin 2009**, aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ.

- Les dépenses correspondant à la **prime exceptionnelle Ars** s'élèvent à 461,73 milliards d'euros.

- Les dépenses relatives au **revenu de solidarité active** (Rsa) versé depuis juin 2009 (en droits constatés) s'élèvent à 5 380,92 millions d'euros.

- Celles relatives au **revenu minimum d'insertion** (Rmi) atteignent 2,86 milliards en 2009 contre 6,0 milliards d'euros en 2008.

T2PF 9.7 : Minima (hors Aah), aides à l'emploi et prime exceptionnelle Ars

En millions d'euros 2009	Ecart				Rapport		1999	2004	2008	2009
	2004 - 1999	2009 - 2004	2009 - 1999	2009 - -2008	2009 / 2004	2009 / 2008				
Rsa		5 381	5 381	5 381						5 381
Autres (hors prime Ars)	34	318	352	-120			3	38	476	356
Api	192	-356	-164	-481			707	900	1 024	544
Rmi	994	-2 714	-1 720	-3 142			4 579	5 572	6 001	2 859
Sous-total (hors Aah et prime Ars)	1 220	2 629	3 850	1 638	40 %	22 %	5 290	6 510	7 501	9 139
Prime exceptionnelle Ars		462	462	462						462
Minima (hors Aah) + autres	1 220	3 091	4 312	2 100	47 %	28 %	5 290	6 510	7 501	9 601

• 136,3 millions d'euros ont été versés en 2009 au titre de la **prime de retour à l'emploi** (créée en octobre 2006) versée à des bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'allocation spécifique de solidarité²⁹ (Ass), au quatrième mois d'une reprise d'activité égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures. Son financement est assuré par l'Etat.

• 24,8 millions d'euros ont été versés en 2009 au titre du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité** (Cirma). Créé en janvier 2004 et réformé en mars 2005, le Cirma est réservé au **secteur marchand** et est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi³⁰.

• 104,9 millions d'euros ont été versés en 2009 au titre du **contrat d'avenir** (Cav) : créé en mars 2005³², ce contrat est réservé au **secteur non marchand**.

• Par ailleurs, 70,7 millions d'euros ont été versés en 2009 dans les Dom à 12 760 bénéficiaires du **revenu de solidarité**³³ (Rso). La réforme 2004 du Rso (créé en 2001) a généré une progression des dépenses de 78 %, avec + 3,4 % seulement en 2009 en euros constants. Le montant maximal du Rso (471,05 euros) est supérieur de 3,2 % à celui du Rmi (cf. T1PF 7751).

En incluant la prime exceptionnelle Ars, l'ensemble des minima (hors Aah) et des aides à l'emploi ont progressé en euros constants de + 47 % depuis 2004 (soit + 4,31 milliards d'euros 2009) et de + 28 % en 2009 (+ 2,10 milliards). Hors prime Ars, les évolutions sont de + 40 % depuis 2004 et de + 22 % en 2009.

Autres prestations

• En 2009, les 316,92 millions d'euros de **frais de tutelle**³⁴ relevant du Fnpf se ventilent à concurrence de 80 % pour la tutelle Aah (60 % en 2006) et de 20 % pour les prestations familiales. La réforme de 2007 des tutelles (qui s'est appliquée en 2009) a prévu que le financement des tutelles pour les incapables majeurs passe à l'organisme payant la prestation la plus importante, la part de Sécurité sociale augmente donc. Les frais de tutelle Aah ont progressé en monnaie constante de + 43,8 % en 2009 (avec + 77 % pour ceux relatifs à l'Aah et - 17 % pour ceux relatifs aux prestations familiales). L'effectif global, estimé à 326 090 bénéficiaires en 2009, est en progression de + 13,9 % depuis 2004 (+ 0,3 % en 2009).

• En 2009, 6,4 millions d'euros de **prestations hors métropole** ont été versés aux **familles d'allocataires étrangers qui résident hors métropole, hors Dom**

Evolution législative relative au Rmi

Depuis 1999, une **prime exceptionnelle** a été versée en décembre aux Rmistes (152,45 euros pour une personne seule).

Depuis janvier 1999, il est possible de cumuler les majorations pour âge des Af et le Rmi.

En janvier 2002, l'alignement du montant du Rmi des Dom sur celui de la métropole a été réalisé.

Pour les activités débutées entre septembre 2001 et septembre 2006, les **mesures d'intéressement** variaient selon la nature de l'activité (cf. T1PF 7745). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le Rmi et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :

• si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, l'allocataire bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;

• si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire : 150 euros pour un isolé, 225 euros pour un couple ou un isolé avec personne(s) à charge) ; une prime de retour à l'emploi³¹ (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

et hors Cee. La masse des prestations hors métropole a régressé de – 74 % en euros constants depuis 1999. La diminution du nombre de familles bénéficiaires est très importante (7 200 en 2009, 9 600 en 2008 contre 36 000 en 1999).

• **Les accords Cee** : depuis le 1^{er} avril 1990, **tout travailleur d'un Etat de la Cee exerçant une activité** ou poursuivant des études en France ou étant en situation de chômage indemnisé ouvre droit, pour **sa famille résidant dans un autre Etat membre**, aux Af, à l'Apje longue, à la Paje (allocation de base et complément libre choix d'activité), au Cf, à l'Asf, à l'Aeeh, à l'Api et à l'Ars. *L'impact de la mesure était estimé à 100 millions en 1991, mais les sommes versées étant imputées directement aux prestations concernées et non aux accords Cee*, l'impact réel de la mesure ne peut être apprécié et est sans rapport avec les 5,2 millions d'euros comptabilisés en 2009 à ce titre.

• **L'allocation différentielle** est versée à **la famille résidant en France alors que le chef de famille travaille à l'étranger** et perçoit les prestations familiales du pays d'emploi. Elle représente 17,5 millions d'euros en 2009 et concerne 10 470 bénéficiaires. Les dépenses 2008 sont inférieures de – 8,7 % à celles de 2008 en euros constants (avec – 46 % sur dix ans).

• Par ailleurs, **une famille française résidant à l'étranger** est soumise au système des prestations familiales du pays où est exercée l'activité.

Les prestations Dom : progression de + 45,4 % en volume depuis 1999

Il est intéressant de rappeler que la structure et la dynamique des prestations dans les Dom diffère profondément de celle de la métropole.

Cette situation résulte notamment des améliorations substantielles apportées à la législation dans les Dom afin de la rapprocher de celle de la métropole, les mesures récentes portant sur les minima sociaux. La mise en place du Rsa dans les Dom est reportée à 2011 (*cf. tableau législatif à la fin du chapitre 8.1, chapitre 8.2*).

Les dépenses dans les Dom atteignent 3,0 milliards d'euros en 2009. Elles représentent 4,9 % des prestations « métropole + Dom » depuis 2002 (contre 4 % en 1999). Elles ont été multipliées par 1,45 en euros constants depuis 1999, soit + 940 millions d'euros 2009 (dont + 140 millions pour les prestations Famille). En 2009, la progression en volume des dépenses est de + 1,5 % pour la Famille, de + 8,3 % pour le logement et de + 7,2 % pour les minima et autres aides (soit + 5,2 % pour l'ensemble).

Structure des prestations 2009	Métropole	Dom
Structure dép. Jeune enfant	100 %	100 %
Entretien	40 %	74 %
Frais de garde à l'extérieur	38 %	10 %
Frais de garde à domicile	3 %	2 %
Compensation arrêt de l'activité	19 %	14 %
Structure dépenses Famille	100 %	100 %
AF + divers (1 % en métropole)	43 %	48 %
CF	5 %	3 %
ARS	5 %	7 %
ASF	4 %	15 %
AEEH + AJPP	2 %	3 %
Jeune enfant	40 %	23 %
Structure ensemble prestations	100 %	100 %
Famille	49 %	38 %
Dont prestations jeune enfant	20 %	9 %
Logement	26 %	19 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	26 %	43 %
Evolution en € constants	Métropole	Dom
Rapport 2009/2008	6,8 %	5,2 %
Famille	3,2 %	1,5 %
Dont prestations jeune enfant	4,5 %	1,9 %
Logement	2,4 %	8,3 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	19,7 %	7,2 %
Rapport 2009/1999	19,5 %	45,4 %
Famille	13,9 %	13,6 %
Dont prestations jeune enfant	44,0 %	19,8 %
Logement	9,7 %	72,7 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	46,2 %	77,1 %

• L'harmonisation du montant de l'**Api** avec celui de la métropole a été réalisée sur sept ans à compter de janvier 2001. Les dépenses d'Api (144,2 millions d'euros) ont été multipliées par 4,8 depuis 2000 en monnaie constante. Elles régressent de – 0,6 % en 2008, suite à l'application de la subsidiarité de l'Api sur l'Asf en année pleine.

• Depuis janvier 2002, le **montant du Rmi des Dom** est aligné sur celui de la métropole. Les dépenses du Rmi (745,6 millions d'euros) ont progressé de + 46 % depuis 2003 en monnaie constante (– 4,1 % en 2008).

• Créé en 2001, réformé en 2005, le **revenu de solidarité** (68,4 millions d'euros) progresse en volume de + 7,4 % en 2008.

• *La réforme des prestations dans les Dom a également entraîné la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso) qui y prenait en charge le coût du fonctionnement des cantines scolaires. Ce fonds a été remplacé, en janvier 1993, par la **prestation de restauration scolaire** (Pars, 53,18 millions d'euros en 2008), versée par les Caf, et non plus par les communes comme c'était le cas pour le Faso (*cf. T1PF 671*).*

Progression de la part des Caf dans les dépenses tous régimes

• Pour l'ensemble des prestations directes Famille (métropole et Dom), la part des versements des Caf est passée de 72 % des dépenses de prestations en 1978 à 85 % en 1991, à 90 % en 1999 et à 96 % en 2009 (cf. T1PF 2132).

L'ensemble des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat ont été rattachés au régime général en 1991, la Banque de France et le Cea en 1994. Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit :

- 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;
- 1^{er} janvier 2005 : France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale³⁵.

La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continuent à verser les prestations familiales, hors prestation logement pour l'Edf-Gdf et hors Afeama, Aged et Paje (sauf pour la Sncf qui verse la Paje à l'exception du Cmg).

En 2009, les **régimes spéciaux** (156 millions d'euros en métropole) représentent 0,5 % des prestations Famille, les caisses de la **mutualité sociale agricole** 3,5 % (1 876 millions d'euros).

Remboursement de la dette sociale

Depuis le 1^{er} janvier 1997, les prestations sont soumises à la contribution au remboursement de la dette sociale (Crds, taux de 0,5 %) : en sont exemptés l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée de base et les cotisations prises en charge au titre du complément mode de garde de la Paje, l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation spéciale, la prime de déménagement, l'allocation aux adultes handicapés, les minima sociaux, les aides à l'emploi et les prêts. Les prestations de logement sont intégrées dans l'assiette du remboursement de la dette sociale depuis le 1^{er} janvier 1996. Les sommes sont reversées par la Cnaf à l'Acosse qui les verse à la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale).

Les dépenses de prestations qui figurent dans les tableaux sont les montants avant prélèvement de la Crds. La Crds (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'Alf dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997 (y compris l'Ajpp, à l'exception des cotisations Cmg, de l'Aeeh, de l'Aah et des minima). Le montant de la Crds prélevée pour le compte de l'Etat atteint 219,13 millions d'euros en 2009 (cf. T1PF 691, page 150).

¹ Afin de faciliter les comparaisons, on calcule, à partir des dépenses estimées en euros constants 2009, soit des taux d'évolution (en %), soit des rapports. Il est peu fait référence à des taux d'évolution moyens annuels, ces derniers semblant minimiser les évolutions.

² Allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité versé dans les Dom, contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat avenir, prime de retour à l'emploi, revenu de solidarité active.

³ Les chapitres 8.1 et 8.2 précisent l'ensemble des réformes depuis 1945 en métropole et dans les Dom. Les tableaux T1PF 3112-3122 à la fin du chapitre 9 retracent le coût des mesures intervenues depuis 1997.

⁴ Cf. note 99 Dspa du 24 août 2009.

⁵ Cf. brochure PF2003, pour l'analyse de l'évolution des dépenses de prestations jeune enfant entre 1993 et 2003.

⁶ Dans la nouvelle législation, le cumul de l'allocation de base de la Paje et du Clca donne le montant de l'Ape.

⁷ Le plafond de l'Ars est resté stable entre juillet 2007 et juillet 2008. Pour les autres prestations sous CR, le plafond 2008 se situe au-dessus du plafond 2007 (moyenne entre les plafonds de juillet 2007 et de juillet 2008).

⁸ Jusqu'en 1995, le plafond du Cf et de l'Apje était révisé au 1^{er} juillet en fonction de la variation de la masse salariale figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation, pour l'année civile précédant la date de revalorisation. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

⁹ Le niveau relativement bas du plafond de ressources de l'Ars en fait une prestation destinée particulièrement aux familles nombreuses (n'ayant qu'un seul revenu). Jusqu'en 1995, le plafond de l'Ars prestation était indexé sur le Smic. Il n'a pas été revalorisé en 1996. Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix.

¹⁰ Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans.

¹¹ La croissance des dépenses avait été fortement freinée, en 1987, par la mise en place du système permettant aux Caf de recouvrer les créances alimentaires impayées, lorsqu'elles versent l'Asf à titre d'avance aux enfants dont un des parents ne remplit pas son obligation alimentaire.

¹² Par ailleurs, en octobre 1991, un troisième complément de l'Aes est créé. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne pour s'occuper d'un enfant atteint d'un handicap justifiant de soins continus de haute technicité.

¹³ L'Aes (allocation d'éducation spéciale) devient l'Aeeh.

¹⁴ Les séries « d'effectifs » moyens annuels rectifiés (pour tenir compte de l'impact de la prise en compte des retours au foyer) pondérés ne sont disponibles que depuis 2002.

¹⁵ Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an (cf. T1PF 3112).

¹⁶ Jusqu'en décembre 2005, l'aide personnalisée au logement relevait du Fnh, l'Als du Fnal. L'Alf relève du Fnpl.

¹⁷ Les barèmes logement ont été revalorisés en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 (sans effet rétroactif à juillet 2005) et en janvier 2007 (sans effet rétroactif à juillet 2006). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004.

¹⁸ Cf. note 62 Dspa du 20 avril 2009, I. Siguret.

¹⁹ A compter du 1^{er} février 1995, des mesures ont freiné la croissance de l'Apl et de l'Alf :

- l'avancement de la date de réduction ou de fin de droit à l'Apl et le report de la date du fait générateur ouvrant droit à l'Apl : cette réforme (applicable depuis 1982-1983 aux autres prestations) réduit de deux mois la durée effective de versement de l'Apl ;

- la réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'Alf ou à l'Apl.

Depuis 1996, la progression du nombre de bénéficiaires de l'Apl accession est freinée par le développement des prêts à taux zéro qui ouvrent droit à l'Alf et non à l'Apl.

Les évolutions de l'Alf et de l'Apl s'expliquent aussi par des flux importants de bénéficiaires qui entrent dans le champ de la prestation ou qui en sortent, et qui ont les uns par rapport aux autres des caractéristiques très différentes. Par exemple, les nouveaux bénéficiaires sont souvent des jeunes familles en cours de constitution mais qui paient des loyers supérieurs à la moyenne.

²⁰ Initialement destinée aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs, l'Als a progressivement été étendue dans certains cas de chômage (1986) aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1988), à ceux de l'allocation d'insertion (1990), puis finalement à toutes les personnes exclues du bénéfice de l'Alf ou de celui de l'Apl. La généralisation sous seule condition de ressources a été réalisée en trois étapes : l'Île-de-France en 1991, les agglomérations de plus de 100 000 habitants en 1992, l'ensemble de la population en 1993.

²¹ Incluse dans les dépenses d'Als.

²² L'Alt a été créée en avril 1993.

²³ Les effets pérennes de la réforme de l'assurance chômage expliquent vraisemblablement en grande partie la hausse des dépenses d'Api (+ 21 % entre 2003 et 2006 en volume) qu'a dû nourrir en outre le dynamisme de la fécondité.

²⁴ Le montant de l'AAH devrait progresser de + 25 % entre janvier 2007 et septembre 2012 (cf. T1PF 7721).

²⁵ Il est à noter qu'à partir de 2008, les tableaux statistiques présentent les plafonds de l'ensemble des prestations sous Cr estimés en monnaie constante à partir des prix (t-1) et non (t) afin de retracer une « progression » du plafond résultant de la prise en compte des revenus 2006 jusqu'à la fin de l'année 2008 et ensuite du décalage de deux ans des revenus (en 2009, revenus 2007, prix 2008 pour estimer le plafond en monnaie constante).

²⁶ Plus précisément, les dépenses Caf en Ed et celles de la Cmsa en Dc. Suite à cette rupture de séries, un effet volume en Ed ne peut être calculé qu'à partir de 2010, les séries mensuelles en ED étant affectées jusqu'en avril 2008 inclus par les Cap comptabilisées par la Cnaf et

les Caf en décembre 2007. Pour les séries Aah 2007-2008 en Dc, cf. PF2007 et PF2008.

²⁷ Créé en janvier 1993, le complément d'Aah était versé aux bénéficiaires de l'Aah à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse ou invalidité ou d'une rente accident du travail, ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). (Il est à noter que les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au Fnfp.)

²⁸ 22,39 millions d'euros ont été versés en 2008 dans le cadre de l'expérimentation du Rsa dans trente-quatre départements.

²⁹ Depuis 1984, l'allocation spécifique de solidarité est versée après la fin des droits au chômage.

³⁰ En janvier 2004, le **Cirma** ouvre droit à un contrat de travail à temps partiel à durée déterminée, assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi. Il garde son droit ouvert au Rmi. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion. En mars 2005, le Cirma est réformé. Le Cirma est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au **secteur marchand** (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat, par le département ou son délégataire, selon l'allocation activée) reste égale au Rmi de base.

³¹ Cette prime de 1 000 euros est comptabilisée à part.

³² En mars 2005, le **Cav** est créé. Il est destiné aux mêmes bénéficiaires que le Cirma, mais ne peut être conclu que dans le **secteur non marchand**. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

³³ Sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi.

³⁴ On distingue quatre grands types de tutelle, pour lesquels le type d'indemnisation perçue par le tuteur varie (et dont la combinaison conduit à des cas mixtes) :

- . tutelles sociales familiales ;
- . tutelles individuelles uniquement Aah ;
- . tutelles civiles ou curatelles renforcées, relatives à l'ensemble des prestations (Fnfp, Aah, Rmi, Apl ou Als hors tiers payant) ; c'est le seul cas où les Caf n'interviennent pas du tout, l'indemnisation étant versée par l'Etat ;

TIPF 20200911 : Prestations 2009 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations	Métropole		DOM		Ensemble		Part CAF %
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	16 759,34	16 022,81	876,89	860,44	17 636,23	16 883,24	95,7 %
Allocations familiales (AF)	11 985,04	11 439,93	549,73	537,83	12 534,77	11 977,76	95,6 %
Complément familial (CF)	1 591,49	1 511,64	37,82	37,63	1 629,31	1 549,26	95,1 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 411,99	1 347,16	82,67	81,61	1 494,66	1 428,77	95,6 %
Allocation de soutien familial (ASF)	1 080,79	1 060,55	176,01	173,10	1 256,80	1 233,65	98,2 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	640,36	615,36	30,11	29,77	670,47	645,13	96,2 %
AEEH de base	270,03	258,58	11,25	11,04	281,27	269,62	95,9 %
AEEH complément + majoration API	370,33	356,78	18,87	18,73	389,19	375,51	96,5 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	49,68	48,17	0,54	0,50	50,22	48,68	96,9 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	11 843,12	11 434,67	259,06	259,18	12 102,18	11 693,86	96,6 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	11 791,72	11 385,43	259,14	259,14	12 050,86	11 644,57	96,6 %
PAJE naissance adoption	629,98	610,83	24,45	24,45	654,43	635,28	97,1 %
PAJE naissance	625,65	606,68	24,42	24,42	650,07	631,10	97,1 %
PAJE adoption	4,34	4,14	0,03	0,03	4,37	4,17	95,6 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	4 066,48	3 929,58	167,17	167,17	4 233,65	4 096,75	96,8 %
PAJE de base naissance	4 050,80	3 914,68	167,01	167,01	4 217,82	4 081,69	96,8 %
PAJE de base adoption	15,67	14,90	0,16	0,16	15,83	15,06	95,1 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 221,65	2 140,62	36,41	36,41	2 258,06	2 177,03	96,4 %
PAJE CLCA rang 1	163,91	158,61	1,52	1,52	165,43	160,13	96,8 %
Taux plein	123,48	119,49	1,27	1,27	124,75	120,75	96,8 %
Taux partiel	40,43	39,12	0,26	0,26	40,68	39,37	96,8 %
PAJE CLCA rang 2	1 206,09	1 162,17	19,21	19,21	1 225,30	1 181,37	96,4 %
Taux plein	826,42	797,45	16,19	16,19	842,61	813,64	96,6 %
Taux partiel	379,67	364,72	3,02	3,02	382,69	367,74	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	832,27	801,32	15,12	15,12	847,39	816,44	96,3 %
Taux plein	686,20	661,77	13,88	13,88	700,08	675,65	96,5 %
Taux partiel	146,08	139,55	1,24	1,24	147,31	140,78	95,6 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	17,71	17,09	0,57	0,57	18,28	17,65	96,6 %
PAJE CLCA adoption	1,66	1,44	0,00	0,002	1,66	1,44	86,6 %
Taux plein	0,93	0,80	0,00	0,0011	0,93	0,80	86,7 %
Taux partiel	0,74	0,64	0,00	0,0004	0,74	0,64	86,4 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	4 873,61	4 704,41	31,11	31,11	4 904,72	4 735,52	96,6 %
PAJE CMG assistantes maternelles	4 542,53	4 378,57	26,78	26,78	4 569,31	4 405,36	96,4 %
Cotisations prises en charge	2 490,42	2 404,46	15,31	15,31	2 505,74	2 419,78	96,6 %
Rémunérations prises en charge	2 046,36	1 968,51	10,74	10,74	2 057,10	1 979,25	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	5,75	5,60	0,73	0,73	6,48	6,33	97,7 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	244,10	240,81	3,51	3,51	247,61	244,32	98,7 %
Cotisations prises en charge	125,72	124,45	1,49	1,49	127,21	125,94	99,0 %
Rémunérations prises en charge	88,09	86,78	1,89	1,89	89,99	88,67	98,5 %
Recours à une association ou une entreprise	30,29	29,59	0,12	0,12	30,41	29,712	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	86,98	85,03	0,81	0,81	87,79	85,84	97,8 %
Cotisations prises en charge	40,20	39,50	0,41	0,41	40,61	39,90	98,3 %
Rémunérations prises en charge	28,57	27,83	0,40	0,40	28,96	28,23	97,5 %
Recours à une association ou une entreprise			0,01	0,01			
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1,93	1,93	-0,12	0,006	1,81	1,93	106,5 %
APJE courte	0,34	0,34	0,03	0,002	0,37	0,34	90,7 %
APJE longue	1,59	1,59	-0,15	0,004	1,44	1,59	110,6 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,15	0,15	-0,03	0,005	0,12	0,15	121,4 %
APE aux familles de 2 enfants	0,02	0,02	-0,04	0,001	-0,02	0,02	-129,7 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	0,13	0,12	0,01	0,003	0,14	0,13	90,8 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	6,65	6,51	0,01	0,007	6,66	6,52	98,0 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	42,64	40,64	0,02	0,019	42,66	40,66	95,3 %
AFEAMA de base	26,97	25,74	0,01	0,009	26,97	25,75	95,4 %
Majoration d'AFEAMA	15,68	14,90	0,01	0,010	15,69	14,91	95,1 %
Allocation d'adoption	0,02	0,02	0,04	0,002	0,06	0,02	30,9 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	342,08	321,72	3,95	3,95	346,03	325,68	94,1 %
Prestations hors métropole	6,40	4,33			6,40	4,33	67,6 %
Accords CEE	5,21	4,65			5,21	4,65	89,4 %
Allocation différentielle	17,50	17,51			17,50	17,51	100,0 %
Frais de tutelle	312,97	295,23	3,95	3,95	316,92	299,18	94,4 %
Sous-total Famille	28 944,54	27 779,20	1 139,90	1 123,58	30 084,44	28 902,78	96,1 %
Logement (hors créances, indus)	15 119,04	14 585,93	582,28	582,28	15 701,32	15 168,21	96,6 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 667,02	3 553,64	427,59	427,59	4 094,62	3 981,24	97,2 %
Accession	542,85	508,87	37,09	37,09	579,94	545,96	94,1 %
Location	3 124,17	3 044,78	390,50	390,50	3 514,68	3 435,28	97,7 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6 675,27	6 449,61	-0,13	-0,13	6 675,14	6 449,48	96,6 %
Accession	322,85	301,10			322,85	301,10	93,3 %
Location	5 723,87	5 583,89	-0,13	-0,13	5 723,74	5 583,76	97,6 %
Foyer	628,56	564,61			628,56	564,61	
Allocation logement sociale (ALS)	4 666,33	4 474,45	153,71	153,71	4 820,04	4 628,16	96,0 %
Accession	82,99	77,61	10,49	10,49	93,47	88,10	94,3 %
Location	4 583,35	4 396,84	143,22	143,22	4 726,57	4 540,06	96,1 %
Prime de déménagement familiale	4,05	3,99	0,10	0,10	4,15	4,09	98,6 %
Prime de déménagement APL	3,30	3,27			3,30	3,27	99,1 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	103,62	101,53	1,01	1,01	104,63	102,54	98,0 %
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-0,82	-0,82			-0,82	-0,82	
Intérêts des prêts jeunes avenir	0,26	0,26			0,26	0,26	

TIPF 20200911 : Prestations 2009 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)

Prestations	Métropole		DOM		Ensemble		Part CAF %
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	14 462,31	14 129,41	1 274,27	1 274,21	15 736,58	15 403,62	97,9 %
Allocation de parent isolé (API) (DOM ED)	392,37	389,72	151,43	151,37	543,80	541,08	99,5 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	380,50	378,02	149,74	149,68	530,24	527,70	
Prime forfaitaire d'intéressement API	11,87	11,76	1,69	1,69	13,55	13,45	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) en ED	5 903,96	5 730,38	231,46	231,46	6 135,42	5 961,84	97,2 %
AAH de base	5 607,35	5 441,27	225,95	225,95	5 833,30	5 667,22	97,2 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	169,03	164,62	3,61	3,61	172,64	168,23	97,4 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	127,58	124,48	1,90	1,90	129,48	126,39	97,6 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)	5 330,42	5 243,99	50,51	50,51	5 380,93	5 294,49	98,4 %
Dont Etat	1 740,76	1 707,61	50,51	50,51	1 791,27	1 758,12	
Dont département	3 589,66	3 536,37			3 589,66	3 536,37	
RSA hors prime	4 203,96	4 141,33			4 203,96	4 141,33	
RSA non majoré	3 524,61	3 464,68			3 524,61	3 464,68	
RSA socle (départements)	2 995,44	2 944,51			2 995,44	2 944,51	
RSA activité (Etat)	509,42	500,76			509,42	500,76	
RSA au titre des contrats aidés (Etat)	19,74	19,41			19,74	19,41	
RSA majoré	679,35	676,65			679,35	676,65	
RSA socle majoré (départements)	594,22	591,86			594,22	591,86	
RSA socle activité majoré (Etat)	85,13	84,79			85,13	84,79	
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)	834,58	810,77	50,51	50,51	885,09	861,28	
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)	291,88	291,88			291,88	291,88	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	2 127,73	2 080,19	731,14	731,14	2 858,87	2 811,33	98,3 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	707,83	685,14	109,74	109,74	817,57	794,87	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	24,59	24,59	0,19	0,19	24,78	24,78	
Contrat d'avenir (CAV)	104,84	104,84	0,05	0,05	104,89	104,89	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	123,38	119,11	12,91	12,91	136,29	132,02	
Prime exceptionnelle ARS (Etat)	435,88	417,45	25,85	25,85	461,73	443,30	
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)	19,14	19,14			19,14	19,14	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)			70,74	70,74	70,74	70,74	100,0 %
Prestations légales directes	58 525,89	56 494,53	2 996,46	2 980,07	61 522,34	59 474,60	96,7 %
Transferts, P. ou cotisations financées mais non servies par la CNAF					7 581,15	7 407,81	Cf. T1PF 421
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF), yc solde des régularisations					4 433,57	4 332,19	97,7 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					2 882,79	2 816,87	97,7 %
Congé de paternité + divers					264,80	258,75	97,7 %
Ensemble					69 103,50	66 882,41	96,8 %
dont prestations FNPF					48 443,01	52 111,90	
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	6 719,19	6 493,49	-0,13	-0,13	6 719,06	6 493,36	96,6 %
APL versée + prime de déménagement	6 678,57	6 452,88	-0,13	-0,13	6 678,44	6 452,75	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	40,61	40,61			40,61	40,61	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 798,76	4 604,79	155,93	155,93	4 954,70	4 760,72	96,1 %
Allocation logement sociale (ALS)	4 695,14	4 503,26	154,92	154,92	4 850,07	4 658,18	
ALS versée	4 666,33	4 474,45	153,71	153,71	4 820,04	4 628,16	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	28,81	28,81	1,22	1,22	30,03	30,03	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	103,62	101,53	1,01	1,01	104,63	102,54	
ALT1 + ALT2 versées	103,62	101,53	1,01	1,01	104,63	102,54	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	0,14	0,14			0,14	0,14	100,0 %
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,14	0,14			0,14	0,14	
Revenu solidarité active : RSA + créances, indus	5 344,49	5 258,05		50,51	5 344,49	5 308,56	99,3 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)	5 330,42	5 243,99		50,51	5 330,42	5 294,49	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	14,07	14,07			14,07	14,07	
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	2 299,06	2 251,52	751,00	751,00	3 050,06	3 002,52	98,4 %
RMI y compris prime	2 127,73	2 080,19	731,14	731,14	2 858,87	2 811,33	
Frais de tutelle	-0,20	-0,20			-0,20	-0,20	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	171,53	171,53	19,85	19,85	191,38	191,38	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	26,36	26,36	0,19	0,19	26,54	26,54	100,0 %
CIRMA versé	24,59	24,59	0,19	0,19	24,78	24,78	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,76	1,76			1,76	1,76	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	106,97	106,97	0,05	0,05	107,02	107,02	100,0 %
CAV versé	104,84	104,84	0,05	0,05	104,89	104,89	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	2,13	2,13	0,00	0,00	2,13	2,13	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	131,22	126,96	13,28	13,28	144,50	140,24	97,0 %
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	123,38	119,11	12,91	12,91	136,29	132,02	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	7,85	7,85	0,37	0,37	8,22	8,22	
Revenu de solidarité : RSO + créances, indus			71,38	71,38	71,38	71,38	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)			70,74	70,74	70,74	70,74	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances			0,64	0,64	0,64	0,64	
Prestations hors FNPF yc créances, frais de tutelle...	19 426,19	18 868,28	991,70	1 042,20	20 417,88	19 910,48	
Total indus, créances, frais de tutelle (FNH, FNAL, RMI...)	266,70	267,99	22,08	22,08	288,78	288,78	
Dont logement	69,56	69,56	1,22	1,22	70,78	70,78	
Dt minima sociaux, yc P. Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon	197,14	198,43	20,86	20,86	218,00	218,00	
Prestation de restauration spécifique (PARS)					55,19	55,19	
Prestations légales directes yc créances, indus, PARS					61 866,31	59 818,57	
Prestations légales yc créances, indus, PARS et transferts					69 447,46	67 226,38	

TIPF 20200912 : Prestations métropole 2009 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Régimes agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	16 022,81	120,99	615,55	16 759,34	95,6 %
Allocations familiales (AF)	11 439,93	97,80	447,31	11 985,04	95,5 %
Complément familial (CF)	1 511,64	8,84	71,01	1 591,49	95,0 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 347,16	5,51	59,32	1 411,99	95,4 %
Allocation de soutien familial (ASF)	1 060,55	3,68	16,56	1 080,79	98,1 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	615,36	4,87	20,13	640,36	96,1 %
AEEH de base	258,58	2,20	9,25	270,03	95,8 %
AEEH complément + majoration API	356,78	2,67	10,88	370,33	96,3 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	48,17	0,29	1,21	49,68	97,0 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	11 434,67	31,90	376,54	11 843,12	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	11 385,43	31,90	374,39	11 791,72	96,6 %
PAJE naissance adoption	610,83	2,79	16,37	629,98	97,0 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 929,58	19,01	117,90	4 066,48	96,6 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 140,62	10,11	70,93	2 221,65	96,4 %
PAJE CLCA rang 1	158,61	1,03	4,28	163,91	96,8 %
Taux plein	119,49	0,68	3,31	123,48	96,8 %
Taux partiel	39,12	0,34	0,97	40,43	96,8 %
PAJE CLCA rang 2	1 162,17	6,26	37,66	1 206,09	96,4 %
Taux plein	797,45	3,01	25,96	826,42	96,5 %
Taux partiel	364,72	3,25	11,70	379,67	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	801,32	2,75	28,21	832,27	96,3 %
Taux plein	661,77	1,85	22,57	686,20	96,4 %
Taux partiel	139,55	0,90	5,63	146,08	95,5 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	17,09	0,04	0,59	17,71	96,5 %
PAJE CLCA adoption	1,44	0,03	0,20	1,66	86,6 %
Taux plein	0,80	0,02	0,10	0,93	86,7 %
Taux partiel	0,64	0,01	0,09	0,74	86,4 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	4 704,41		169,20	4 873,61	96,5 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	2 568,41		87,93	2 656,34	96,7 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	2 083,11		79,91	2 163,02	96,3 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	52,89		1,36	54,25	97,5 %
PAJE CMG assistantes maternelles	4 378,57		163,96	4 542,53	96,4 %
Cotisations prises en charge	2 404,46		85,96	2 490,42	96,5 %
Rémunérations prises en charge	1 968,51		77,85	2 046,36	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	5,60		0,15	5,75	97,4 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	240,81		3,29	244,10	98,7 %
Cotisations prises en charge	124,45		1,27	125,72	99,0 %
Rémunérations prises en charge	86,78		1,32	88,09	
Recours à une association ou une entreprise	29,59		0,698	30,29	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	85,03		1,955	86,98	97,8 %
Cotisations prises en charge	39,50		0,702	40,20	98,3 %
Rémunérations prises en charge + aides	27,83		0,736	28,57	97,4 %
Recours à une association ou une entreprise	17,69		0,517	18,21	
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1,93	0,00	0,0039	1,93	99,6 %
APJE courte	0,34	0,01		0,34	98,3 %
APJE longue	1,59	0,00	0,0039	1,59	99,8 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,15	0,00	0,01	0,15	94,7 %
APE aux familles de 2 enfants	0,02	0,00		0,02	101,7 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	0,12	0,00	0,01	0,13	93,7 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	6,51		0,13	6,65	98,0 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	40,64		2,00	42,64	95,3 %
AFEAMA de base	25,74		1,23	26,97	95,4 %
Majoration d'AFEAMA	14,90		0,78	15,68	95,1 %
Allocation d'adoption	0,02	0,00	0,002	0,02	87,3 %
Sous-total 4 : Autres prestations famille	321,72	0,07	20,29	342,08	94,0 %
Prestations hors métropole	4,33	0,01	2,06	6,40	67,6 %
Accords CEE	4,65	0,05	0,504	5,21	89,4 %
Allocation différentielle	17,51	-0,01		17,50	100,0 %
Frais de tutelle	295,23	0,02	17,72	312,97	94,3 %
Sous-total Famille	27 779,20	152,96	1 012,38	28 944,54	96,0 %
Logement (hors créances, indus)	14 585,93	2,75	530,36	15 119,04	96,5 %
Allocation logement familiale (ALF)	3 553,64	2,74	110,64	3 667,02	96,9 %
Accession	508,87	0,88	33,10	542,85	93,7 %
Location	3 044,78	1,86	77,54	3 124,17	97,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6 449,61		225,66	6 675,27	96,6 %
Accession	301,10		21,75	322,85	93,3 %
Location	5 583,89		139,97	5 723,87	97,6 %
Foyer	564,61		63,94	628,56	89,8 %
Allocation logement sociale (ALS)	4 474,45		191,88	4 666,33	95,9 %
Accession	77,61		5,37	82,99	93,5 %
Location	4 396,84		186,51	4 583,35	95,9 %
Prime de déménagement familiale	3,99	0,01	0,047	4,05	98,6 %
Prime de déménagement APL	3,27		0,0309	3,30	99,1 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	101,53		2,09	103,62	98,0 %
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	-0,82			-0,82	
Intérêts des prêts jeunes avenir	0,26			0,26	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)					

TIPF 20200912 : Prestations métropole 2009 en droits constatés selon le régime en euros

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Régimes agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle RMI)	14 129,41	0,00	332,90	14 462,31	97,7 %
Allocation de parent isolé (API)	389,72	0,00	2,65	392,37	99,3 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	377,95	0,00	2,54	380,50	
Prime forfaitaire d'intéressement API	11,76		0,11	11,87	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) <u>en ED</u>	5 730,38		173,58	5 903,96	97,1 %
AAH de base	5 441,27		166,08	5 607,35	97,0 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	164,62		4,41	169,03	97,4 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	124,48		3,10	127,58	97,6 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)	5 243,99		86,44	5 330,42	98,4 %
Dont Etat	1 707,61		33,15	1 740,76	
Dont département	3 536,37		53,29	3 589,66	
RSA non majoré	3 464,68		59,92 e	3 524,61 e	
RSA socle (départements)	2 944,51		50,93 e	2 995,44 e	
RSA activité (Etat)	500,76		8,66 e	509,42 e	
RSA au titre des contrats aidés (Etat)	19,41		0,34 e	19,74 e	
RSA majoré	676,65		2,70 e	679,35	
RSA socle majoré (départements)	591,86		2,36 e	594,22 e	
RSA socle activité majoré (Etat)	84,79		0,34 e	85,13 e	
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)	810,77		23,81	834,58	
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)	291,88			291,88	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	2 080,19		47,54	2 127,73	97,8 %
RMI Etat prime de décembre			4,98	4,98	
RMI département	2 080,19		42,55	2 122,74	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	685,14		22,70	707,83	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	24,59			24,59	
Contrat d'avenir (CAV)	104,84			104,84	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	119,11		4,27	123,38	
Prime exceptionnelle ARS (Etat)	417,45		18,43	435,88	
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)	19,14			19,14	
Prestations légales directes (A) hors créances, indus	56 494,53	155,71	1 875,64	58 525,89	96,5 %
Fonds national d'aide au logement : APL + créances, indus	6 493,49		225,70	6 719,19	
APL versée + prime de déménagement	6 452,88		225,70	6 678,57	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	40,61			40,61	
Fonds national d'aide au logement : ALS + ALT + créances, indus	4 604,79		193,97	4 798,76	
Allocation logement sociale (ALS)	4 503,26		191,88	4 695,14	
ALS versée	4 474,45		191,88	4 666,33	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	28,81			28,81	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	101,53		2,09	103,62	
ALT1 + ALT2 versées	101,53		2,09	103,62	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,00			0,00	
Allocation d'installation de l'étudiant : ALINE + créance, indus	0,14			0,14	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,14			0,14	
Revenu solidarité active : RSA + créances, indus	5 258,05		86,44	5 344,49	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)	5 243,99		86,44	5 330,42	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	14,07			14,07	
Revenu minimum d'insertion : RMI + créances, indus, tutelle	2 251,52		47,54	2 299,06	
RMI y compris prime	2 080,19		47,54	2 127,73	
Frais de tutelle	-0,20			-0,20	
Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon					
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	171,53			171,53	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité : CIRMA + créances, indus	26,36			26,36	
CIRMA versé	24,59			24,59	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,76			1,76	
Contrat d'avenir : CAV + créances, indus	106,97			106,97	
CAV versé	104,84			104,84	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	2,13			2,13	
Prime de retour à l'emploi : PRE + créances	126,96		4,27	131,22	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	119,11		4,27	123,38	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	7,85			7,85	
Revenu de solidarité active : RSA + créances, indus	20,43			20,43	
Revenu de solidarité active (RSA)	19,14			19,14	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	1,29			1,29	
Total indus, créances, frais de tutelle (FNAL, RMI...)	267,99			267,99	
Prestations légales directes yc créances, indus	56 761,24	155,71	1 875,64	58 792,59	

TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	54	263	897	2 004	2 162	7 680	12 231	14 948,26	15 125,2	15 083,61	15 285,97	15 526,24	15 830,98	16 198,61	16 558,60	16 815,51	17 109,48	17 293,98	17 636,23
Allocations familiales (AF)	54	263	897	2 002	2 140	4 888	9 782	10 906,63	11 057,0	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84	12 299,93	12 342,29	12 534,77
Complément familial (CF)						2 259	1 355	1 589,20	1 496,8	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91	1 585,41	1 595,43	1 629,31
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						165	309	1 313,54	1 391,7	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83	1 381,10	1 487,14	1 494,66
Aide à la scolarité (AAS)								125,47	-0,4	0,03									
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					19	293	589	745,01	869,4	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44	1 181,31	1 173,20	1 256,80
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				3	3	75	197	268,41	310,7	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88	608,10	644,42	670,47
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)											5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60	53,63	51,49	50,22
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant							3 910	5 279,14	7 155,5	7 382,35	7 711,23	7 999,41	8 134,79	8 647,77	9 494,24	10 440,59	10 911,35	11 575,82	12 102,18
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)							3 221	3 394,88	3 544,7	3 593,88	3 678,09	3 722,39	3 730,47	3 940,62	4 187,01	4 486,09	4 624,82	4 751,23	4 889,99
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer								861,60	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 394,51	2 866,55	3 461,54	3 741,40	4 265,94	4 611,98
Dont frais de garde à domicile							39	142,85	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	124,59	172,50	208,29	246,72	301,87	342,06
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)							650	879,81	1 945,4	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	2 188,04	2 268,17	2 284,66	2 298,41	2 256,78	2 258,15
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)														1 809,26	5 228,88	8 817,74	10 592,78	11 420,20	12 050,86
PAJE naissance adoption														585,72	590,88	619,76	619,98	638,27	654,43
PAJE de base naissance adoption (AB)														754,43	2 138,71	3 445,74	4 003,05	4 112,29	4 233,65
PAJE complément (optionnel) libre choix activité														290,30	1 169,64	1 975,14	2 299,18	2 256,45	2 258,06
<i>Taux plein</i>														242,84	932,60	1 536,76	1 760,01	1 707,10	1 686,64
<i>Taux partiel</i>														47,46	237,04	438,38	539,17	549,35	571,42
PAJE CLCA rang 1														59,43	136,04	149,66	148,77	153,43	165,43
Taux plein														47,07	102,29	112,53	113,00	116,03	124,75
Taux partiel														12,36	33,75	37,13	35,77	37,40	40,68
PAJE CLCA rang 2														139,69	623,06	1 096,96	1 269,57	1 232,62	1 225,30
Taux plein														113,76	475,37	806,05	906,03	862,91	842,61
Taux partiel														25,92	147,69	290,92	363,54	369,72	382,69
PAJE CLCA rang 3 et plus														90,84	409,25	726,27	862,16	850,95	847,39
Taux plein														81,79	354,16	616,48	722,98	709,42	700,08
Taux partiel														9,05	55,09	109,79	139,17	141,53	147,31
PAJE COLCA rang 3 et plus																0,83	17,04	17,76	18,28
PAJE CLCA adoption														0,34	1,28	1,42	1,65	1,69	1,66
Taux plein														0,22	0,78	0,87	0,96	0,99	0,93
Taux partiel														0,13	0,51	0,55	0,69	0,70	0,74
PAJE complément mode de garde (CMG)														178,81	1 329,64	2 777,11	3 670,57	4 413,20	4 904,72
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>														81,62	727,20	1 474,04	1 975,98	2 437,76	2 673,55
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>														97,16	601,57	1 299,58	1 684,12	1 953,28	2 176,05
<i>PAJE CMG via association, entreprise</i>														0,04	0,87	3,49	10,48	22,16	55,11
PAJE CMG assistantes maternelles														169,65	1 255,08	2 623,20	3 455,11	4 128,35	4 569,31
Cotisations prises en charge														77,08	682,02	1 383,21	1 856,60	2 281,24	2 505,74
Rémunérations prises en charge														92,53	572,20	1 236,51	1 598,76	1 843,21	2 057,10
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]														9,15	74,44	153,56	198,89	234,56	247,61
Cotisations prises en charge														4,53	45,12	90,63	111,33	130,86	127,21
Rémunérations prises en charge														4,62	29,32	62,93	76,83	85,45	89,99
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]														0,01	0,12	0,34	16,57	50,28	87,79
Cotisations prises en charge														0,01	0,07	0,19	8,05	25,66	40,61
Rémunérations prises en charge														0,01	0,05	0,15	8,53	24,62	28,96
Allocation pour jeune enfant (APJE)							2 960	3 027,79	2 705,6	2 749,65	2 802,56	2 819,43	2 815,62	1 782,86	986,00	287,92	2,08	0,51	1,81
Allocation parentale d'éducation (APE)							910	1 245,52	2 780,9	2 799,69	2 904,96	2 996,10	3 033,62	2 712,15	1 569,06	442,10	-1,11	0,46	0,12
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							39	142,85	130,5	134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39	31,26	17,03	6,66
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								861,60	1 534,9	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34	286,29	137,58	42,66
Allocation d'adoption (AAD)								1,37	3,6	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10	0,05	0,04	0,06
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	59	282	568	822	865	730	1	5,65											
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	9	25	39	42	109	156	180,80	211,5	202,37	206,02	210,75	220,16	231,33	233,70	246,46	251,95	250,76	346,03
Prestations hors métropole		5	14	37	39	77	47	29,42	21,0	23,33	17,16	14,72	12,66	10,20	9,69	7,87	6,50	5,88	6,40
Accords CEE						6	3				3,41	2,69	3,64	4,17	4,21	4,43	4,70	5,47	5,21
Allocation différentielle						4	25	26,22	27,4	17,90	17,87	19,86	21,50	22,45	18,63	18,31	19,14	19,17	17,50
Frais de tutelle			0,4	2	3	22	80	125,16	163,1	161,14	167,58	173,48	182,37	194,50	201,17	215,84	221,61	220,25	316,92
Sous-total Famille	113	554	1 491	2 866	3 068	8 519	16 299	20 413,8	22 492,2	22 668,33	23 203,21	23 736,41	24 185,92	25 077,70	26 286,54	27 502,56	28 272,78	29 120,56	30 084,44

TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Logement (hors créances, indus)		0,4	84	415	436	1 949	7 519	10 862,2	12 187,9	12 317,05	12 731,23	13 371,26	13 331,17	13 939,15	13 818,73	14 174,51	14 270,11	15 320,90	15 701,32
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82	406	427	1 120	1 866	2 347,1	2 697,8	2 815,18	3 038,95	3 224,93	3 263,63	3 469,88	3 491,69	3 612,03	3 668,44	3 947,54	4 094,62
Accession													Nd	609,04	580,71	579,21	553,14	539,29	579,94
Location													Nd	2 860,85	2 910,98	3 032,82	3 115,30	3 408,25	3 514,68
Aide personnalisée au logement (APL)						203	4 203	5 440,9	5 967,0	5 938,91	5 920,69	6 125,58	6 032,17	6 221,31	6 120,29	6 190,03	6 154,81	6 531,45	6 675,14
Accession													Nd	496,31	429,85	362,92	351,99	322,85	322,85
Location													Nd	5 088,31	5 206,50	5 225,07	5 575,82	5 723,74	5 723,74
Allocation logement sociale (ALS)						522	1 433	3 047,2	3 475,0	3 506,26	3 712,76	3 947,99	3 951,77	4 167,08	4 118,12	4 266,36	4 325,68	4 735,12	4 820,04
Accession													Nd	90,80	85,81	86,18	87,32	90,44	93,47
Location													Nd	4 076,28	4 032,31	4 180,18	4 238,36	4 644,68	4 726,57
Prime de déménagement familiale		0,0	2	9	9	29	5	3,40	4,1	3,82	3,65	3,36	3,23	3,32	3,50	3,55	3,70	3,96	4,15
Prime de déménagement du FNH						14	5	3,96	3,8	3,81	3,39	3,03	2,75	2,64	2,61	2,83	2,84	2,99	3,30
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)								19,67	45,0	50,76	56,09	70,53	82,37	79,02	84,81	84,69	90,74	94,37	104,63
Prêts amélioration de l'habitat (solde PAH)			0,2	0,3	0,3	5	-1		-5,0	-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82
Intérêts des prêts jeunes avenir																		0,13	0,26
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																19,25	27,03	7,50	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						971	4 553	7 044,19	9 167,3	9 321,26	9 551,05	10 085,31	10 468,80	11 321,69	12 004,17	12 671,74	12 988,51	13 134,20	15 736,58
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS						971	4 553	7 044,19	9 167,3	9 321,26	9 551,05	10 085,31	10 468,80	11 321,69	12 004,17	12 671,74	12 988,51	13 134,20	15 274,85
Allocation de parent isolé (API)						167	626	732,34	707,4	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26	1 024,34	543,80
API hors prime forfaitaire d'intéressement																	1 053,08	995,61	530,24
Prime forfaitaire d'intéressement API																	22,40	28,73	13,55
Al. aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH, en EC depuis 2007)						804	2 391	3 136,64	3 877,7	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 359,44	5 632,71	6 135,42
AAH de base						804	2 391	3 033,13	3 731,1	3 873,01	4 073,49	4 257,83	4 397,72	4 621,87	4 821,80	4 952,51	5 082,10	5 342,77	5 833,30
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								103,51	146,6	155,25	164,05	172,64	179,35	189,79	192,50	149,08	156,35	166,19	172,64
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)															17,56	128,86	120,99	123,74	129,48
Revenu solidarité active (RSA versé y compris prime)																			5 380,93
RSA hors prime																			4 203,96
RSA non majoré																			3 524,61
RSA socle (départements)																			2 995,44
RSA activité (Etat)																			509,42
RSA au titre des contrats aidés (Etat)																			19,74
RSA majoré																			679,35
RSA socle majoré (départements)																			594,22
RSA socle activité majoré (Etat)																			85,13
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																			885,09
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																			291,88
Revenu minimum d'insertion (RMI versé y compris prime)							1 528	3 175,21	4 578,7	4 567,40	4 556,68	4 826,12	5 020,94	5 572,41	5 937,99	6 136,05	6 071,08	6 000,92	2 858,87
RMI Etat prime de décembre														275,79	289,17	283,56	279,97	364,26	45,27
RMI département														5 296,62	5 648,82	5 852,48	5 791,11	5 636,66	2 813,60
Allocations RMI																5 188,32	5 608,93	5 379,03	2 688,60
Prime forfaitaire d'intéressement																0,00	181,75	257,15	124,57
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)							8		3,4	3,25	3,19	32,94	37,62	37,90	62,60	241,09	482,74	476,24	817,57
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)														1,12	7,97	26,96	42,38	37,37	24,78
Contrat d'avenir (CAV)															4,55	87,15	143,80	123,52	104,89
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																71,25	234,08	224,57	136,29
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																			461,73
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																	0,54	22,39	19,14
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)												31,74	37,55	36,75	50,08	55,73	61,94	68,39	70,74
Prestations légales directes	113	555	1 575	3 281	3 504	11 439	28 371	38 320,24	43 847,4	44 306,64	45 485,49	47 192,98	47 985,89	50 338,55	52 109,44	54 348,80	55 531,41	57 575,66	61 522,34
dont prestations FNPf (hors API, AAH sur toute la période)	113	555	1 575	3 281	3 504	9 730	18 178	22 764,36	25 189,2	25 485,65	26 241,51	26 960,54	27 448,04	28 546,81	29 779,44	31 113,92	31 941,78	33 070,03	34 182,64
dont prestations hors FNPf + API + AAH						1 709	10 193	15 555,88	18 658,2	18 820,99	19 243,98	20 232,44	20 537,86	21 791,74	22 330,00	23 234,88	23 589,62	24 505,64	27 339,70

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2009	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	2 616	4 284	4 835	8 330	12 529	12 807	19 106	16 573	18 280	17 763,4	17 437,0	17 398,3	17 370,3	17 381,7	17 492,4	17 575,6	17 550,0	17 600,1	17 305,7	17 636,2
Allocations familiales (AF)	2 616	4 284	4 835	8 330	12 513	12 677	12 159	13 254	13 338	12 985,7	12 663,4	12 618,1	12 594,8	12 568,8	12 633,0	12 685,7	12 651,3	12 652,6	12 350,7	12 534,8
Complément familial (CF)							5 621	1 836	1 943	1 757,8	1 774,4	1 782,3	1 739,2	1 708,7	1 700,4	1 692,9	1 666,7	1 630,9	1 596,5	1 629,3
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							410	419	1 606	1 634,5	1 583,1	1 538,0	1 513,8	1 469,5	1 479,7	1 465,9	1 450,5	1 420,7	1 488,1	1 494,7
Aide à la scolarité (AAS)									153	-0,4	0,0									
Allocation de soutien familial (AO-ASF)						112	730	798	911	1 021,1	1 036,2	1 055,3	1 068,9	1 089,2	1 109,9	1 136,6	1 147,5	1 215,2	1 174,0	1 256,8
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)					16	17	186	267	328	364,8	379,9	398,3	433,6	514,0	531,7	552,7	592,7	625,5	644,9	670,5
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)												6,3	20,0			31,4	41,7	55,2	51,5	50,2
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant								5 298	6 456	8 403,6	8 534,2	8 776,8	8 949,5	8 931,6	9 338,5	10 077,4	10 896,7	11 224,2	11 583,7	12 102,2
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)								4 364	4 152	4 163,0	4 154,6	4 186,4	4 164,5	4 095,9	4 255,4	4 444,2	4 682,1	4 757,4	4 754,5	4 890,0
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer									1 054	1 802,6	1 959,4	2 130,0	2 310,3	2 380,5	2 585,8	3 042,6	3 612,8	3 848,7	4 268,8	4 612,0
Dont frais de garde à domicile								53	175	153,3	155,6	146,8	129,2	124,4	134,5	183,1	217,4	253,8	302,1	342,1
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)								880	1 076	2 284,7	2 264,6	2 313,7	2 345,5	2 330,8	2 362,8	2 407,5	2 384,5	2 364,3	2 258,3	2 258,2
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)															1 953,8	5 550,0	9 202,9	10 896,5	11 427,9	12 050,9
PAJE naissance adoption															632,5	627,2	646,8	637,8	638,7	654,4
PAJE naissance															630,4	623,6	641,2	633,1	634,0	650,1
PAJE adoption															2,1	3,5	5,6	4,6	4,7	4,4
PAJE de base naissance adoption (AB)															814,7	2 270,1	3 596,3	4 117,8	4 115,1	4 233,6
PAJE de base naissance															811,7	2 260,5	3 580,7	4 100,2	4 098,3	4 217,8
PAJE de base adoption															2,9	9,5	15,5	17,7	16,8	15,8
PAJE complément (optionnel) libre choix activité															313,5	1 241,5	2 061,4	2 365,1	2 258,0	2 258,1
Taux plein															262,2	989,9	1 603,9	1 810,5	1 708,3	1 686,6
Taux partiel															51,2	251,6	457,5	554,6	549,7	571,4
PAJE CLCA rang 1															64,2	144,4	156,2	153,0	153,5	165,4
Taux plein															50,8	108,6	117,4	116,2	116,1	124,7
Taux partiel															13,3	35,8	38,8	36,8	37,4	40,7
PAJE CLCA rang 2															150,8	661,3	1 144,9	1 306,0	1 233,5	1 225,3
Taux plein															122,8	504,6	841,3	932,0	863,5	842,6
Taux partiel															28,0	156,8	303,6	374,0	370,0	382,7
PAJE CLCA rang 3 et plus															98,1	434,4	758,0	886,9	851,5	847,4
Taux plein															88,3	375,9	643,4	743,7	709,9	700,1
Taux partiel															9,8	58,5	114,6	143,2	141,6	147,3
PAJE COLCA rang 3 et plus																	0,9	17,5	17,8	18,3
PAJE CLCA adoption															0,4	1,4	1,5	1,7	1,7	1,7
Taux plein															0,2	0,8	0,9	1,0	1,0	0,9
Taux partiel															0,1	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7
PAJE complément mode de garde (CMG)															193,1	1 411,3	2 898,4	3 775,8	4 416,2	4 904,7
PAJE CMG cotisations prises en charge															88,1	771,9	1 538,4	2 032,6	2 439,4	2 673,6
PAJE CMG rémunérations prises en charge															104,9	638,5	1 356,4	1 732,4	1 954,6	2 176,1
PAJE CMG assistantes maternelles															183,2	1 332,2	2 737,8	3 554,2	4 131,2	4 569,3
Cotisations prises en charge															83,2	723,9	1 443,6	1 909,8	2 282,8	2 505,7
Rémunérations prises en charge															99,9	607,3	1 290,5	1 644,6	1 844,5	2 057,1
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]															9,9	79,0	160,3	204,6	234,7	247,6
Cotisations prises en charge															4,9	47,9	94,6	114,5	130,9	127,2
Rémunérations prises en charge															5,0	31,1	65,7	79,0	85,5	90,0
Recours association, entreprise															0,0	0,0	0,0	11,0	18,3	30,4
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]															0,0	0,1	0,4	17,0	50,3	87,8
Cotisations prises en charge															0,0	0,1	0,2	8,3	25,7	40,6
Rémunérations prises en charge															0,0	0,1	0,2	8,8	24,6	29,0
Allocation pour jeune enfant (APJE)								4 011	3 703	3 177,6	3 178,7	3 189,8	3 154,3	3 091,4	1 925,3	1 046,6	300,5	2,1	0,5	1,8
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996								1 109	1 061	932,6	943,6	926,6	900,7	882,1	68,9	0,7	0,3	-0,1	0,1	0,4
APJE longue avec CR								2 902	2 642	2 245,0	2 235,1	2 263,3	2 253,6	2 209,3	1 856,3	1 045,9	300,2	2,3	0,4	1,4

TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants

En millions d'euros 2009	1946	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allocation parentale d'éducation (APE)								1 233	1 523	3 266,0	3 236,5	3 306,4	3 351,9	3 330,8	2 928,8	1 665,4	461,4	-1,1	0,5	0,1
APE aux familles de 2 enfants									494	2 047,0	2 008,0	2 042,5	2 071,3	2 052,9	1 813,7	1 001,5	277,6	-1,0	-0,1	0,0
APE aux familles de 3 enfants et plus								1 233	1 029	1 219,0	1 228,5	1 263,9	1 280,6	1 277,9	1 115,1	663,9	183,8	-0,1	0,6	0,1
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)								53	175	153,3	155,6	146,8	129,2	124,4	124,6	104,0	56,8	32,2	17,0	6,7
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								1 054	1 802,6	1 959,4	1 959,4	2 130,0	2 310,3	2 380,5	2 402,6	1 710,4	875,0	294,5	137,7	42,7
Allocation d'adoption (AAD)									2	4,2	4,0	3,8	3,8	4,5	3,5	0,9	0,1	0,1	0,0	0,1
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	2 842	4 582	4 900	5 276	5 141	5 121	1 816	2	7											
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0	150	84	235	245	247	271	212	221	248,4	233,9	234,5	235,8	241,7	249,8	248,1	257,2	259,2	250,9	346,0
Prestations hors métropole		81	84	133	233	228	193	64	36	24,7	27,0	19,5	16,5	13,9	11,0	10,3	8,2	6,7	5,9	6,4
Accords CEE							16	4				3,9	3,0	4,0	4,5	4,5	4,6	4,8	5,5	5,2
Allocation différentielle							9	34	32	32,2	20,7	20,3	22,2	23,6	24,2	19,8	19,1	19,7	19,2	17,5
Frais de tutelle				4	12	18	54	109	153	191,6	186,3	190,7	194,1	200,2	210,0	213,5	225,3	228,0	220,4	316,9
Sous-total Famille	5 458	9 016	9 819	13 841	17 915	18 174	21 193	22 084	24 964	26 415,5	26 205,1	26 409,6	26 555,5	26 555,0	27 080,7	27 901,1	28 703,9	29 083,5	29 140,3	30 084,4
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	2 842	4 731	4 984	5 511	5 402	5 497	9 034	3 533	5 171	5 026,2	5 007,6	5 014,6	5 011,2	5 054,6	5 109,3	5 138,0	5 155,9	5 206,6	5 206,0	5 447,5
Logement (hors créances, indus)		7	17	781	2 592	2 580	4 849	10 188	13 283	14 313,8	14 238,8	14 490,5	14 959,3	14 637,0	15 052,5	14 667,5	14 793,7	14 679,3	15 331,3	15 701,3
ALF + APL + ALS (hors prime)		7	16	761	2 537	2 527	4 589	10 164	13 250	14 257,4	14 173,2	14 423,6	14 877,9	14 545,2	14 965,2	14 573,4	14 683,0	14 554,6	15 224,4	15 589,8
Accession															Nd	1 234,3	1 143,1	1 032,2	982,4	996,3
Location, foyers															Nd	13 339,2	13 539,9	13 522,5	14 242,1	14 593,5
Allocation logement familiale (ALF)		7	16	761	2 537	2 527	2 787	2 528	2 870	3 168,4	3 254,4	3 458,9	3 607,9	3 583,3	3 747,0	3 706,2	3 769,8	3 773,6	3 950,2	4 094,6
Accession															657,7	616,4	604,5	569,0	539,7	579,9
Location															3 089,3	3 089,8	3 165,3	3 204,6	3 410,6	3 514,7
Aide personnalisée au logement (APL)							504	5 695	6 654	7 007,8	6 865,5	6 738,9	6 853,1	6 623,0	6 718,2	6 496,2	6 460,4	6 331,3	6 535,9	6 675,1
Accession															Nd	526,8	448,6	373,3	352,2	322,9
Location															Nd	5 400,8	5 433,9	5 374,9	5 579,6	5 723,7
Allocation logement sociale (ALS)							1 298	1 941	3 726	4 081,2	4 053,3	4 225,8	4 416,9	4 338,9	4 499,9	4 371,1	4 452,7	4 449,7	4 738,3	4 820,0
Accession															98,1	91,1	89,8	89,8	90,5	93,5
Location															4 401,9	4 280,0	4 362,8	4 359,9	4 647,8	4 726,6
Prime de déménagement familiale		0,05	1	18	53	51	72	6	4	4,9	4,4	4,2	3,8	3,5	3,6	3,7	3,7	3,8	4,0	4,1
Prime de déménagement du FNH							35	6	5	4,5	4,4	3,9	3,4	3,0	2,8	2,8	3,0	2,9	3,0	3,3
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)									24	52,9	58,7	63,8	78,9	90,4	85,3	90,0	88,4	93,3	94,4	104,6
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			2	2	2	2	13	-1		-5,9	-1,9	-4,9	-4,6	-5,2	-4,4	-2,4	-4,4	-3,2	-2,2	-0,8
Intérêts des prêts jeunes avenir																			0,1	0,3
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																	20,1	27,8	7,5	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)							2 415	6 170	8 614	10 766,3	10 775,6	10 870,9	11 283,1	11 494,3	12 226,0	12 741,5	13 225,3	13 360,9	13 143,1	15 736,6
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS							2 415	6 170	8 614	10 766,3	10 775,6	10 870,9	11 283,1	11 494,3	12 226,0	12 741,5	13 225,3	13 360,9	13 143,1	15 274,9
Allocation de parent isolé (API)							415	848	896	830,8	835,1	857,8	890,3	914,8	971,6	1 031,4	1 110,6	1 106,1	1 025,0	543,8
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)							2 000	3 240	3 836	4 554,1	4 656,8	4 823,1	4 956,7	5 025,4	5 196,0	5 340,9	5 458,9	5 513,1	5 636,6	6 135,4
AAH de base							2 000	3 240	3 709	4 381,9	4 477,3	4 636,4	4 763,5	4 828,5	4 991,0	5 118,0	5 168,8	5 227,8	5 346,4	5 833,3
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH									127	172,2	179,5	186,7	193,1	196,9	205,0	204,3	155,6	160,8	166,3	172,6
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																18,6	134,5	124,5	123,8	129,5
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																				5 380,9
RSA hors prime																				4 204,0
RSA non majoré																				3 524,6
RSA majoré																				679,4
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																				885,1
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																				291,9
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)								2 071	3 883	5 377,4	5 280,0	5 186,4	5 399,3	5 512,8	6 017,5	6 302,7	6 404,1	6 245,2	6 005,0	2 858,9
RMI Etat prime de décembre															297,8	306,9	296,0	288,0	364,5	45,3
RMI département															5 719,7	5 995,8	6 108,1	5 957,2	5 640,5	2 813,6
Allocations RMI																		5 769,8	5 382,7	2 688,6
Prime forfaitaire d'intéressement																		187,0	257,3	124,6
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)								11		4,0	3,8	3,6	36,9	41,3	40,9	66,4	251,6	496,6	476,6	817,6
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															1,2	8,5	28,1	43,6	37,4	24,8
Contrat d'avenir (CAV)																4,8	91,0	147,9	123,6	104,9
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																	74,4	240,8	224,7	136,3
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																				461,7
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)													35,5	41,2	39,7	53,2	58,2	63,7	68,4	70,7
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																				
Prestations légales directes	5 458	9 022	9 836	14 622	20 507	20 754	28 457	38 442	46 862	51 495,6	51 219,5	51 771,0	52 798,0	52 686,3	54 359,2	55 310,0	56 722,9	57 123,7	57 614,7	61 522,3

TIPF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	Tx moy. an. 2009/1999
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	0,6 %	-0,2 %	0,3 %	9,0 %	1,5 %	-0,3 %	-4,8 %	3,7 %	-4,7 %	3,4 %	-1,8 %	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,6 %	0,5 %	-0,1 %	0,3 %	-1,7 %	1,9 %	-0,1 %
Allocations familiales (AF)	-0,1 %	-0,4 %	0,0 %	1,6 %	0,2 %	-0,7 %	-1,7 %	0,3 %	-5,8 %	4,8 %	-2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,2 %	0,5 %	0,4 %	-0,3 %	0,0 %	-2,4 %	1,5 %	-0,35 %
Complément familial (CF)	1,6 %	0,5 %	1,4 %	3,0 %	1,4 %	-0,5 %	-6,6 %	-2,0 %	0,2 %	-1,4 %	0,9 %	0,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,5 %	-0,4 %	-1,6 %	-2,1 %	-2,1 %	2,1 %	-0,8 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	15,7 %	-0,5 %	0,5 %	281,4 %	1,9 %	-1,2 %	-34,7 %	57,0 %	0,6 %	-1,4 %	-3,1 %	-2,8 %	-1,6 %	-2,9 %	0,7 %	-0,9 %	-1,0 %	-2,1 %	4,7 %	0,4 %	-0,9 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	1,4 %	0,2 %	0,3 %	2,8 %	5,9 %	4,5 %	3,4 %	2,9 %	2,8 %	2,5 %	1,5 %	1,8 %	1,3 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	1,0 %	5,9 %	-3,4 %	7,1 %	2,1 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	3,8 %	3,2 %	4,7 %	7,2 %	3,4 %	2,8 %	1,2 %	3,0 %	3,0 %	3,5 %	4,1 %	4,8 %	8,9 %	18,5 %	3,5 %	4,0 %	7,2 %	5,5 %	3,1 %	4,0 %	6,3 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													217,6 %	57,0 %	20,2 %	10,6 %	-0,9 %	33,5 %	-6,6 %	-2,5 %	
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant	-0,1 %	0,9 %	2,8 %	4,3 %	2,9 %	9,6 %	15,8 %	9,0 %	5,7 %	-2,4 %	1,6 %	2,8 %	2,0 %	-0,2 %	4,6 %	7,9 %	8,1 %	3,0 %	3,2 %	4,5 %	3,7 %
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)	0,1 %	-0,7 %	-1,2 %	-0,3 %	-1,1 %	-1,7 %	-0,5 %	0,0 %	1,1 %	-0,3 %	-0,2 %	0,8 %	-0,5 %	-1,6 %	3,9 %	4,4 %	5,4 %	1,6 %	-0,1 %	2,9 %	1,6 %
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	8,6 %	17,7 %	18,7 %	6,5 %	10,9 %	8,0 %	9,8 %
Dont frais de garde à domicile	6,5 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	8,1 %	36,1 %	18,7 %	16,7 %	19,0 %	13,2 %	8,4 %
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	38,3 %	54,2 %	31,1 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	1,4 %	1,9 %	-1,0 %	-0,8 %	-4,5 %	0,0 %	-0,1 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	184,1 %	65,8 %	18,4 %	4,9 %	5,5 %
PAJE naissance adoption																	-0,8 %	3,1 %	-1,4 %	0,1 %	2,5 %
PAJE de base naissance adoption (AB)																	178,6 %	58,4 %	14,5 %	-0,1 %	2,9 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	296,0 %	66,0 %	14,7 %	-4,5 %	0,0 %
PAJE complément mode de garde (CMG)																	630,9 %	105,4 %	30,3 %	17,0 %	11,1 %
PAJE CMG assistantes maternelles																	627,2 %	105,5 %	29,8 %	16,2 %	10,6 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																	699,6 %	102,9 %	27,7 %	14,7 %	5,5 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																	1 004,0 %	182,3 %			
Allocation pour jeune enfant (APIJE)	0,3 %	-0,4 %	-0,9 %	0,0 %	-1,3 %	-5,3 %	-7,6 %	-6,7 %	0,0 %	-0,5 %	0,0 %	0,4 %	-1,1 %	-2,0 %	-37,7 %	-45,6 %	-71,3 %				
Allocation parentale d'éducation (APE)	-1,5 %	-3,7 %	-5,6 %	-4,2 %	1,5 %	39,7 %	55,2 %	31,4 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	-12,1 %	-43,1 %	-72,3 %				
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	21,2 %	2,6 %	7,8 %	44,1 %	17,0 %	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	0,2 %	-16,6 %	-45,4 %	-43,4 %	-47,0 %	-61,0 %	-26,9 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée			230,5 %	72,2 %	30,4 %	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	0,9 %	-28,8 %	-48,8 %	-66,3 %	-53,3 %	-69,0 %	-31,2 %
Allocation d'adoption (AAD)							121,7 %	9,4 %	-4,2 %	7,7 %	-4,5 %	-5,4 %	-0,2 %	19,2 %	-22,9 %	-72,7 %	-89,5 %	-48,9 %	-30,6 %	62,0 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	-37,4 %	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %																
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,1 %	-2,4 %	3,3 %	0,2 %	-0,8 %	4,4 %	3,1 %	9,5 %	-4,1 %	3,8 %	-5,8 %	0,2 %	0,6 %	2,5 %	3,3 %	-0,7 %	3,7 %	0,8 %	-3,2 %	37,9 %	3,4 %
Frais de tutelle	9,8 %	5,2 %	6,1 %	6,1 %	9,5 %	8,3 %	6,3 %	12,0 %	-2,6 %	8,0 %	-2,8 %	2,4 %	1,8 %	3,2 %	4,9 %	1,7 %	5,5 %	1,2 %	-3,3 %	43,8 %	5,2 %
Sous-total Famille	0,4 %	0,0 %	0,9 %	7,7 %	1,8 %	2,1 %	0,6 %	5,3 %	-1,5 %	1,5 %	-0,8 %	0,8 %	0,6 %	0,0 %	2,0 %	3,0 %	2,9 %	1,3 %	0,2 %	3,2 %	1,3 %
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	3,1 %	0,4 %	1,4 %	35,4 %	5,2 %	0,9 %	-12,6 %	13,7 %	-2,1 %	-0,1 %	-0,4 %	0,1 %	-0,1 %	0,9 %	1,1 %	0,6 %	0,3 %	1,0 %	0,0 %	4,6 %	0,8 %
Logement (hors créances, indus)	4,1 %	3,3 %	6,8 %	8,5 %	5,8 %	2,9 %	0,4 %	2,2 %	2,5 %	2,5 %	-0,5 %	1,8 %	3,2 %	-2,2 %	2,8 %	-2,6 %	0,9 %	-0,8 %	4,4 %	2,4 %	0,9 %
ALF + APL + ALS (hors prime)	4,2 %	3,5 %	6,8 %	8,5 %	5,7 %	2,8 %	0,3 %	2,2 %	2,5 %	2,4 %	-0,6 %	1,8 %	3,2 %	-2,2 %	2,9 %	-2,6 %	0,8 %	-0,9 %	4,6 %	2,4 %	0,9 %
Accession																	Nd	-7,4 %	-9,7 %	-4,8 %	1,4 %
Location, foyers																	Nd	1,5 %	-0,1 %	5,3 %	2,5 %
Allocation logement familiale (ALF)	-1,4 %	1,1 %	1,6 %	4,4 %	4,1 %	1,7 %	-0,4 %	2,7 %	3,6 %	4,2 %	2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	0,1 %	4,7 %	3,7 %	2,6 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6,3 %	3,7 %	3,2 %	2,5 %	3,4 %	3,0 %	0,2 %	2,3 %	1,9 %	0,9 %	-2,0 %	-1,8 %	1,7 %	-3,4 %	1,4 %	-3,3 %	-0,6 %	-2,0 %	3,2 %	2,1 %	-0,5 %
Allocation logement sociale (ALS)	5,7 %	5,8 %	23,5 %	27,4 %	11,7 %	3,3 %	1,0 %	1,7 %	2,7 %	3,9 %	-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,8 %	3,7 %	-2,9 %	1,9 %	-0,1 %	6,5 %	1,7 %	1,7 %
Accession																	-7,1 %	-1,2 %	-0,1 %	0,8 %	3,3 %
Location																	-2,8 %	1,9 %	-0,1 %	6,6 %	1,7 %
Prime de déménagement familiale	13,4 %	-12,5 %	-9,3 %	-28,2 %	-6,6 %	21,9 %	5,1 %	1,7 %	3,1 %	5,9 %	-9,0 %	-5,9 %	-9,6 %	-5,7 %	1,1 %	3,8 %	-0,4 %	2,9 %	3,9 %	4,7 %	-1,6 %
Prime de déménagement du FNH	-16,5 %	-25,0 %	-6,3 %	-10,3 %	14,6 %	4,8 %	10,4 %	-8,4 %	-2,3 %	-5,8 %	-2,3 %	-12,3 %	-12,3 %	-10,9 %	-5,6 %	-2,8 %	6,6 %	-0,9 %	2,4 %	10,3 %	-3,1 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)						126,7 %	54,5 %	18,7 %	9,3 %	9,7 %	10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	5,6 %	1,2 %	10,8 %	7,1 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	16,3 %	5,3 %	5,6 %	7,8 %	10,2 %	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	1,9 %	6,4 %	4,2 %	3,8 %	1,0 %	-1,6 %	19,7 %	3,9 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS	16,3 %	5,3 %	5,6 %	7,8 %	10,2 %	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	1,9 %	6,4 %	4,2 %	3,8 %	1,0 %	-1,6 %	16,2 %	3,6 %
Allocation de parent isolé (API)	0,9 %	-1,1 %	0,6 %	4,3 %	2,8 %	-0,9 %	-6,1 %	0,1 %	-1,8 %	0,6 %	0,5 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	-7,3 %	-46,9 %	-4,1 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement																					
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	5,3 %	5,5 %	3,4 %	3,8 %	4,9 %	2,3 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	1,0 %	2,2 %	8,9 %	3,0 %
AAH de base	2,7 %	1,7 %	2,5 %	2,8 %	4,9 %	1,8 %	5,4 %	3,3 %	3,7 %	4,7 %	2,2 %	3,6 %	2,7 %	1,4 %	3,4 %	2,5 %	1,0 %	1,1 %	2,3 %	9,1 %	2,9 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH							9,7 %	6,1 %	6,8 %	9,5 %	4,2 %	4,0 %	3,4 %	2,0 %	4,1 %	-0,3 %	-23,8 %	3,4 %	3,4 %	3,8 %	0,0 %
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																	621,7 %	-7,5 %	-0,5 %	4,6 %	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																					
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	59,8 %	14,0 %	11,8 %	15,5 %	18,3 %	7,8 %	5,3 %	7,6 %	11,4 %	9,7 %	-1,8 %	-1,8 %	4,1 %	2,1 %	9,2 %	4,7 %	1,6 %	-2,5 %	-3,8 %	-52,4 %	-6,1 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	-30,1 %	-								416,6 %	-6,9 %	-3,6 %	916,2 %	12,1 %	-0,9 %	62,3 %	278,7 %	97,3 %	-4,0 %	71,6 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																598,1 %	232,7 %	54,9 %	-14,2 %	-33,7 %	
Contrat d'avenir (CAV)																	-	62,6 %	-16,4 %	-15,1 %	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																		223,8 %	-6,7 %	-39,4 %	
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																					
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)														16,1 %	-3,8 %	34,0 %	9,4 %	9,5 %	7,4 %	3,4 %	
Prestations légales directes	3,6 %	1,7 %	3,3 %	8,0 %	4,4 %	3,0 %	1,2 %	4,4 %	1,2 %	2,8 %	-0,5 %	1,1 %	2,0 %	-0,2 %	3,2 %	1,7 %	2,6 %	0,7 %	0,9 %	6,8 %	1,8 %
dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période)	0,2 %	0,1 %	1,0 %	7,4 %	2,0 %	2,1 %	0,5 %	5,0 %	-1,0 %	1,7 %	-0,4 %	1,4 %	1,0 %	-0,1 %	2,3 %	2,7 %	1,2 %	1,2 %	0,7 %	3,3 %	1,5 %
dont prestations hors FNPF, + API + AAH	10,4 %	4,7 %	7,2 %	8,9 %	8,0 %	4,4 %	2,2 %	3,5 %	4,4 %	4,3 %	-0,7 %	0,7 %	3,3 %	-0,4 %	4,4 %	0,7 %	2,3 %	0,1 %	1,1 %	11,5 %	2,2 %

TIPF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946

Structure en % du total des dépenses	1946	1960	1970	1973	1980	1990	1995	1999	2000	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Ecart 2009 - 1999	Structure prestations Jeune enfant				
																		1999	2003	2009	2009 - 2003	2003 - 1999
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	48 %	60 %	70 %	69 %	90 %	75 %	73 %	67,2 %	66,5 %	65,5 %	64,6 %	63,0 %	61,1 %	60,5 %	59,4 %	58,6 %	-8,6					
Allocations familiales (AF)	48 %	60 %	70 %	67 %	57 %	60 %	53 %	49,2 %	48,3 %	47,3 %	46,6 %	45,5 %	44,1 %	43,5 %	42,4 %	41,7 %	-7,5					
Forfait AF											0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3					
Complément familial (CF)					27 %	8 %	8 %	6,7 %	6,8 %	6,4 %	6,3 %	6,1 %	5,8 %	5,6 %	5,5 %	5,4 %	-1,2					
Allocation de rentrée scolaire (ARS)					2 %	2 %	6 %	6,2 %	6,0 %	5,5 %	5,5 %	5,3 %	5,1 %	4,9 %	5,1 %	5,0 %	-1,2					
Aide à la scolarité (AAS)							1 %															
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				2 %	3 %	4 %	4 %	3,9 %	4,0 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,0 %	4,2 %	4,0 %	4,2 %	0,3					
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			0,1 %	0,2 %	1 %	1 %	1 %	1,4 %	1,4 %	1,9 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	0,8					
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2					
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						24 %	26 %	31,8 %	32,6 %	33,6 %	34,5 %	36,1 %	38,0 %	38,6 %	39,8 %	40,2 %	8,4	100 %	100 %	100 %		
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)						20 %	17 %	15,8 %	15,9 %	15,4 %	15,7 %	15,9 %	16,3 %	16,4 %	16,3 %	16,3 %	0,5	50 %	46 %	40 %	-3,7	-5,5
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer							4 %	6,8 %	7,5 %	9,0 %	9,5 %	10,9 %	12,6 %	13,2 %	14,6 %	15,3 %	8,5	21 %	27 %	38 %	5,2	11,5
Dont frais de garde à domicile						0 %	1 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	0,6	1,8 %	1,4 %	2,8 %	-0,4	1,4
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)						4 %	4 %	8,6 %	8,6 %	8,8 %	8,7 %	8,6 %	8,3 %	8,1 %	7,7 %	7,5 %	-1,1	27 %	26 %	19 %	-1,1	-7,4
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)											7,2 %	19,9 %	32,1 %	37,5 %	39,2 %	40,1 %				100 %		
PAJE naissance adoption											2,3 %	2,2 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %				5 %		
PAJE naissance											2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %				5 %		
PAJE de base naissance adoption (AB)											3,0 %	8,1 %	12,5 %	14,2 %	14,1 %	14,1 %				35 %		
PAJE de base naissance											3,0 %	8,1 %	12,5 %	14,1 %	14,1 %	14,0 %				35 %		
PAJE complément (optionnel) libre choix activité											1,2 %	4,4 %	7,2 %	8,1 %	7,7 %	7,5 %				19 %		
PAJE CLCA rang 1											0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %				1 %		
Taux plein											0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %				1 %		
PAJE CLCA rang 2											0,6 %	2,4 %	4,0 %	4,5 %	4,2 %	4,1 %				10 %		
Taux plein											0,5 %	1,8 %	2,9 %	3,2 %	3,0 %	2,8 %				7 %		
PAJE CLCA rang 3 et plus											0,4 %	1,6 %	2,6 %	3,0 %	2,9 %	2,8 %				7 %		
PAJE COLCA rang 3 et plus													0,003 %	0,060 %	0,061 %	0,061 %				0 %		
PAJE CLCA adoption											0,001 %	0,005 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %				0 %		
PAJE complément mode de garde (CMG)											0,7 %	5,1 %	10,1 %	13,0 %	15,2 %	16,3 %				41 %		
PAJE CMG cotisations prises en charge											0,3 %	2,8 %	5,4 %	7,0 %	8,4 %	8,9 %				22 %		
PAJE CMG rémunérations prises en charge											0,4 %	2,3 %	4,7 %	6,0 %	6,7 %	7,2 %				18 %		
PAJE CMG assistantes maternelles											0,7 %	4,8 %	9,5 %	12,2 %	14,2 %	15,2 %				38 %		
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]											0,04 %	0,3 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %				2 %		
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]											0,00004 %	0,0005 %	0,001 %	0,059 %	0,173 %	0,292 %				1 %		
Allocation pour jeune enfant (APJE)						18 %	15 %	12,0 %	12,1 %	11,6 %	7,1 %	3,8 %	1,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %		38 %	35 %	0 %		
Allocation parentale d'éducation (APE)						6 %	6 %	12,4 %	12,4 %	12,5 %	10,8 %	6,0 %	1,6 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %		39 %	37 %	0 %		
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)						0 %	1 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %		2 %	1 %	0 %		
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								4 %	6,8 %	7,5 %	9,0 %	8,9 %	6,1 %	3,0 %	1,0 %	0,5 %		21 %	27 %	0 %		
Allocation d'adoption (AAD)								0 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,003 %	0,0003 %	0,0002 %	0,0001 %	0,0002 %		0 %	0 %	0 %		
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	52 %	38 %	29 %	30 %	9 %	0 %	0 %															
Salaire unique - frais de garde, majorations	47 %	33 %	23 %	23 %	1 %																	
Allocations prénatales	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %																	
Allocations postnatales	3 %	2 %	2 %	3 %	4 %																	
Congé de naissance	0 %	0 %	0 %	1 %	1 %																	
Prime de protection de la maternité					0 %	0 %	0 %										0,0					
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0 %	2 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,2 %	-0,1					
Prestations hors métropole		1 %	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	-0,1					
Accords CEE					0 %	0 %				0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,0					
Allocation différentielle					0 %	0 %	0 %	0,1 %	0,08 %	0,09 %	0,09 %	0,07 %	0,07 %	0,07 %	0,07 %	0,06 %	-0,1					
Frais de tutelle		0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	1 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	1,1 %	0,1					
Sous-total Famille	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %						
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant				33 %	43 %	16 %	21 %	19,0 %	19,1 %	19,0 %	18,9 %	18,4 %	18,0 %	17,9 %	17,9 %	18,1 %						

TIPF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1972	1973	1975	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	53,7	261,1	892,5	1 968,1	2 260,7	2 560,5	3 204,6	7 533,6	12 477,5	11 867,2	14 282,2	14 454,8	14 400,7	14 579,2	14 789,6	15 071,9	15 417,6	15 746,2	15 986,3	16 268,9	16 426,2	16 759,3
Allocations familiales (AF)	53,7	261,1	892,5	1 965,5	2 215,2	2 496,4	3 014,1	4 791,6	8 210,1	9 563,4	10 485,1	10 613,7	10 506,8	10 623,9	10 769,9	10 948,3	11 188,8	11 424,7	11 586,1	11 766,0	11 793,9	11 985,0
Complément familial (CF)								2 239,3	3 419,4	1 281,8	1 495,8	1 463,6	1 501,8	1 531,6	1 520,9	1 521,9	1 537,9	1 557,4	1 559,8	1 549,2	1 558,2	1 591,5
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							94,8	157,2	230,4	295,6	1 253,3	1 322,0	1 298,7	1 280,2	1 282,1	1 266,8	1 295,0	1 304,0	1 312,0	1 304,4	1 404,9	1 412,0
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					42,8	57,9	85,5	273,6	470,9	536,8	675,7	757,1	778,0	801,9	826,5	856,7	887,7	921,2	944,6	1 013,4	1 002,7	1 080,8
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				2,6	2,6	6,3	10,2	71,8	146,7	189,6	259,5	298,4	315,4	336,1	372,6	450,2	473,8	500,0	544,6	582,8	615,5	640,4
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)															5,4	17,7	28,3	34,4	38,9	53,1	51,0	49,7
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant									205,7	3 909,8	5 277,1	6 971,4	7 194,1	7 517,0	7 806,5	7 939,0	8 438,2	9 272,8	10 201,5	10 663,6	11 321,8	11 843,1
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 751,2	5 092,1	8 604,6	10 345,3	11 166,0	11 791,7
PAJE naissance adoption																	563,2	567,7	595,8	595,6	613,7	630,0
PAJE de base naissance adoption (AB)																	724,2	2 051,9	3 306,6	3 841,6	3 947,7	4 066,5
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	285,7	1 150,7	1 941,9	2 259,9	2 218,2	2 221,7
PAJE CLCA rang 1																	58,9	134,7	148,2	147,3	151,9	163,9
PAJE CLCA rang 2																	137,5	613,6	1 079,5	1 249,2	1 212,9	1 206,1
PAJE CLCA rang 3 et plus																	89,0	401,1	712,0	845,3	834,5	832,3
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,8	16,5	17,2	17,7
PAJE CLCA adoption																				1,4	1,7	1,7
PAJE complément mode de garde (CMG)																	178,0	1 321,8	2 760,3	3 648,2	4 386,4	4 873,6
PAJE CMG assistantes maternelles																	169,0	1 248,2	2 608,5	3 435,6	4 105,1	4 542,5
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																	9,0	73,4	151,5	196,2	231,5	244,1
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																	0,0	0,1	0,3	16,4	49,8	87,0
Allocation pour jeune enfant (APJE)								204,4	2 960,5	3 027,8	2 564,7	2 605,8	2 655,0	2 673,6	2 669,2	1 679,6	929,9	270,8	2,0	0,7	1,9	
Allocation parentale d'éducation (APE)								1,2	910,2	1 245,5	2 742,8	2 761,0	2 865,1	2 956,1	2 992,4	2 673,9	1 546,1	435,3	-1,1	0,5	0,2	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									39,2	142,7	129,9	134,1	128,7	115,3	113,1	115,1	97,8	54,3	31,2	17,0	6,6	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée										859,7	1 530,5	1 689,7	1 864,9	2 058,2	2 160,3	2 215,3	1 606,1	836,4	286,1	137,5	42,6	
Allocation d'adoption (AAD)											1,4	3,5	3,4	3,3	3,4	4,1	3,1	0,9	0,1	0,0	0,0	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	58,8	281,8	568,4	822,3	933,1	1 118,4	1 280,3	729,6	666,7													
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,0	9,2	25,3	39,2	41,9	50,8	74,5	108,8	174,1	156,1	180,8	211,5	202,4	206,0	210,8	220,2	231,3	233,7	246,5	252,0	250,8	342,1
Frais de tutelle			0,4	2,0	2,7	4,9	7,9	21,6	31,1	80,5	125,2	163,1	161,1	167,6	173,5	182,4	194,5	201,2	215,8	221,6	220,2	313,0
Sous-total Famille	112,5	552,1	1 486,2	2 829,6	3 235,7	3 729,7	4 559,4	8 372,0	13 523,9	15 933,2	19 740,1	21 637,7	21 797,2	22 302,3	22 806,8	23 231,1	24 087,2	25 252,7	26 434,3	27 184,5	27 998,8	28 944,5
Logement (hors créances, indus)		0,4	84,1	414,4	474,3	583,4	996,6	1 944,3	5 156,6	7 449,5	10 684,3	11 900,8	12 000,2	12 379,2	12 978,7	12 911,0	13 478,8	13 345,0	13 684,5	13 764,0	14 783,5	15 119,0
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	82,0	405,8	465,9	567,7	759,2	1 115,3	1 830,8	1 806,9	2 207,3	2 477,7	2 574,0	2 773,4	2 930,5	2 947,4	3 125,7	3 139,7	3 249,3	3 292,9	3 553,3	3 667,0
Aide personnalisée au logement (APL)								202,8	2 054,7	4 202,7	5 440,9	5 967,2	5 939,0	5 920,8	6 125,7	6 032,3	6 221,3	6 120,3	6 190,0	6 154,8	6 531,6	6 675,3
Allocation logement sociale (ALS)							215,6	521,7	1 136,1	1 421,9	3 009,2	3 408,3	3 430,9	3 626,7	3 850,3	3 848,6	4 051,6	3 997,4	4 140,5	4 196,5	4 593,0	4 666,3
Prime de déménagement familiale		0,0	1,9	8,5	8,4	15,5	19,4	29,1	44,7	4,7	3,4	4,1	3,8	3,6	3,3	3,2	3,2	3,5	3,5	3,6	3,9	4,0
Prime de déménagement du FNH								14,0	48,6	4,7	4,0	3,8	3,8	3,4	3,0	2,7	2,6	2,6	2,8	2,8	3,0	3,3
Aide aux associations (ALT)										19,5			50,3	55,6	69,9	81,4	78,4	83,9	83,7	89,9	93,5	103,6
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)			0,2					5,0	3,7	-1,1		-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-4,2	-3,1	-2,2	-0,8
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			18,9	26,5	7,3	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)						8,2	23,3	916,7	2 164,9	4 120,2	6 559,0	8 554,7	8 681,7	8 817,9	9 200,7	9 547,6	10 323,8	10 920,3	11 515,6	11 789,2	11 946,7	14 462,3
Allocation de parent isolé (API)								156,9	423,5	572,6	690,3	681,5	696,2	718,8	751,3	777,4	828,3	877,6	944,5	934,1	880,1	392,4
API hors prime forfaitaire d'intéressement																				913,3	853,3	380,5
Prime forfaitaire d'intéressement API																				21,1	26,7	11,9
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						8,2	23,3	759,8	1 731,7	2 282,8	3 008,7	3 725,9	3 871,0	4 076,6	4 262,8	4 404,2	4 631,2	4 843,5	5 035,0	5 155,5	5 428,4	5 904,0
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																						5 330,4
RSA hors prime																						4 204,0
RSA non majoré																						3 524,6
RSA majoré																						679,4
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																						834,6
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																						291,9
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)										1 260,9	2 859,9	4 143,8	4 111,3	4 019,4	4 185,4	4 366,0	4 863,2	5 188,0	5 368,1	5 314,7	5 255,3	2 127,7
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)									9,8	4,0		3,4	3,2		1,2	0,1	1,2	11,2	168,0	384,8	382,9	707,8
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		1,1	7,0	23,3	37,2	24,6
Contrat d'avenir (CAV)																		0,0	4,3	77,5	131,3	104,8
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																			67,2	215,7	206,4	123,4
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																						435,9
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																				0,5	22,4	19,1
Prestations légales directes (A)	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,3	5 579,4	11 233,1	20 845,4	27 502,9	36 983,3	42 093,2	42 479,1	43 499,4	44 986,2	45 689,6	47 889,7	49 518,1	51 634,4	52 737,6	54 728,9	58 525,9

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 300,59	5 965,79	10 113,3	12 886,4	13 362,6	13 353,7	13 586,7	13 863,2	14 182,8	14 613,2	15 527,0	16 004,9	16 316,90	16 522,47	16 883,24
Allocations familiales (AF)	2 852,93	3 779,06	8 035,6	9 311,7	9 678,4	9 608,7	9 762,1	9 955,4	10 157,5	10 459,1	11 163,9	11 520,1	11 711,08	11 772,32	11 977,76
Complément familial (CF)	1 133,61	1 749,20	1 117,1	1 372,2	1 326,2	1 361,4	1 396,1	1 393,6	1 400,7	1 426,6	1 489,1	1 507,6	1 499,87	1 512,64	1 549,26
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	97,57	128,82	264,0	1 166,1	1 261,9	1 246,2	1 233,8	1 240,6	1 232,2	1 269,5	1 308,3	1 320,0	1 314,08	1 418,08	1 428,77
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	168,15	249,10	532,2	692,3	820,2	844,2	876,4	908,2	944,4	979,6	1 038,9	1 076,5	1 158,16	1 151,78	1 233,65
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	48,33	59,61	164,3	232,0	276,2	293,1	312,9	349,0	421,3	445,9	489,7	542,5	581,72	617,85	645,13
AEEH de base										185,7	204,2	218,4	234,81	249,46	269,62
AEEH complément										260,2	285,5	324,1	346,92	368,39	375,51
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)							5,2	16,5	26,6	32,5	37,0	38,3	52,00	49,80	48,68
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant			3 392,6	4 834,8	6 643,3	6 855,8	7 171,3	7 460,9	7 597,8	8 147,5	9 098,0	10 059,0	10 522,11	11 175,76	11 693,86
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)										1 747,2	5 044,5	8 505,5	10 215,80	11 026,10	11 644,57
PAJE naissance adoption										566,1	571,7	600,1	600,65	618,82	635,28
PAJE de base naissance adoption (AB)										728,6	2 064,3	3 325,9	3 866,13	3 975,15	4 096,75
PAJE complément (optionnel) libre choix activité										279,2	1 124,0	1 898,3	2 211,66	2 172,97	2 177,03
<i>Taux plein</i>										233,7	896,4	1 476,8	1 678,07	1 646,05	1 628,50
<i>Taux partiel</i>										45,5	227,6	420,7	517,11	526,92	548,53
PAJE CLCA rang 1										57,5	131,3	144,7	143,58	148,23	160,13
Taux plein										45,6	98,9	108,9	109,11	112,13	120,75
Taux partiel										11,9	32,5	35,8	34,48	36,10	39,37
PAJE CLCA rang 2										134,4	598,7	1 054,7	1 221,46	1 187,14	1 181,37
Taux plein										109,5	456,8	775,1	872,44	832,20	813,64
Taux partiel										24,9	141,9	279,6	349,01	354,95	367,74
PAJE CLCA rang 3 et plus										87,1	393,0	697,0	828,77	818,97	816,44
Taux plein										78,5	340,2	592,1	695,72	683,70	675,65
Taux partiel										8,7	52,8	104,9	133,04	135,27	140,78
PAJE COLCA rang 3 et plus												0,8	16,47	17,20	17,65
PAJE CLCA adoption										0,3	1,0	1,1	1,38	1,43	1,44
Taux plein										0,2	0,6	0,7	0,80	0,83	0,80
Taux partiel										0,1	0,4	0,4	0,58	0,60	0,64
PAJE complément mode de garde (CMG)										173,3	1 284,4	2 681,3	3 537,37	4 259,16	4 735,52
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>										79,3	705,2	1 425,6	1 907,39	2 357,24	2 585,62
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>										94,0	578,4	1 252,2	1 619,77	1 880,29	2 096,15
<i>PAJE CMG via association, entreprise</i>										0,0	0,9	3,5	10,21	21,63	53,75
PAJE CMG assistantes maternelles										164,3	1 210,7	2 529,2	3 324,86	3 978,38	4 405,36
Cotisations prises en charge										74,8	660,4	1 335,7	1 789,35	2 202,42	2 419,78
Rémunérations prises en charge										89,4	549,4	1 190,1	1 535,78	1 772,09	1 979,25
Recours association, entreprise										0,0	0,9	3,5	-0,28	3,86	6,33
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]										9,1	73,6	151,8	196,25	231,54	244,32
Cotisations prises en charge										4,5	44,7	89,7	110,11	129,58	125,94
Rémunérations prises en charge										4,6	28,9	62,0	75,65	84,19	88,67
Recours association, entreprise										0,0	0,0	0,0	10,49	17,77	29,71
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]										0,0	0,1	0,3	16,26	49,24	85,84
Cotisations prises en charge										0,0	0,1	0,2	7,92	25,24	39,90
Allocation pour jeune enfant (APJE)			2 577,9	2 735,5	2 495,9	2 542,4	2 598,9	2 623,7	2 622,1	1 661,7	939,4	277,0	2,07	0,76	1,93
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996			715,9	786,8	730,4	755,6	753,8	745,3	745,1	42,8	0,4	0,0	0,04	0,09	0,34
APJE longue avec CR			1 862,0	1 948,8	1 765,5	1 786,8	1 845,1	1 878,4	1 876,9	1 618,9	939,0	277,0	2,03	0,68	1,59

TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allocation parentale d'éducation (APE)			780,4	1 125,8	2 532,2	2 546,8	2 642,0	2 733,0	2 775,1	2 483,2	1 471,9	421,2	0,45	0,50	0,15
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			34,3	140,9	129,1	132,6	127,2	113,6	111,6	113,8	96,6	53,4	30,72	16,71	6,52
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée				831,8	1 483,2	1 631,3	1 800,6	1 987,8	2 085,7	2 139,1	1 544,9	801,7	273,02	131,66	40,66
Allocation d'adoption (AAD)				0,8	2,9	2,7	2,6	2,7	3,4	2,6	0,7	0,1	0,05	0,03	0,02
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,89	579,61	1,2	5,5											
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,15	101,07	145,6	171,5	202,7	190,1	195,4	200,1	209,5	219,4	224,3	238,1	243,69	243,05	325,68
Frais de tutelle	14,03	21,34	77,4	120,7	158,2	154,5	161,4	166,5	175,9	186,3	194,9	210,5	215,98	214,98	299,18
Sous-total Famille	4 909,62	6 646,47	13 652,7	17 898,1	20 208,7	20 399,7	20 953,4	21 524,2	21 990,1	22 980,0	24 849,3	26 302,0	27 082,70	27 941,28	28 902,78
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	2 056,69	2 867,41	2 224,5	3 751,6	3 887,0	3 935,1	4 020,0	4 107,9	4 234,8	4 373,4	4 587,4	4 722,9	4 849,51	4 993,19	5 231,16
Logement (hors créances, indus)	1 075,07	1 691,27	6 968,9	10 245,0	11 630,6	11 763,5	12 159,3	12 793,7	12 778,5	13 386,1	13 304,6	13 644,5	13 744,39	14 776,87	15 168,21
Allocation logement familiale (ALF)	710,56	956,31	1 705,3	2 208,4	2 598,7	2 706,6	2 924,7	3 107,8	3 146,3	3 353,2	3 377,6	3 498,1	3 556,31	3 831,61	3 981,24
Aide personnalisée au logement (APL)	2,90	189,65	3 996,3	5 196,4	5 727,8	5 704,1	5 683,7	5 888,7	5 799,9	5 994,6	5 901,7	5 969,9	5 935,14	6 304,71	6 449,48
Allocation logement sociale (ALS)	310,23	455,98	1 250,5	2 813,3	3 257,0	3 297,2	3 493,8	3 726,0	3 750,2	3 959,1	3 938,3	4 072,8	4 133,63	4 535,74	4 628,16
Prime de déménagement familiale	19,36	24,54	3,5	3,4	4,0	3,7	3,5	3,3	3,1	3,2	3,5	3,0	3,64	3,89	4,09
Prime de déménagement du FNH	0,61	13,72	4,7	4,0	3,8	3,8	3,4	3,0	2,7	2,6	2,6	2,8	2,81	2,96	3,27
Aide aux associations (ALT)				19,7	44,3	49,7	54,5	69,1	81,0	77,4	83,2	82,9	88,96	92,49	102,54
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,13	5,03	-0,9		-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-4,2	-3,14	-2,16	-0,82
Intérêts des prêts jeunes avenir														0,13	0,26
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)												19,2	27,03	7,50	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	489,97	897,77	4 347,8	6 804,9	8 919,5	9 074,9	9 306,1	9 837,9	10 228,1	11 074,1	11 747,9	12 404,0	12 719,44	12 859,36	15 403,62
Allocation de parent isolé (API)	79,12	162,36	617,3	724,3	702,6	716,3	748,9	790,5	827,6	893,6	965,5	1 054,1	1 069,78	1 018,88	541,08
API hors prime forfaitaire d'intéressement															527,70
Prime forfaitaire d'intéressement API															13,45
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	410,85	735,41	2 235,2	2 977,8	3 729,2	3 881,2	4 088,7	4 281,4	4 429,6	4 662,5	4 880,1	5 076,5	5 203,81	5 470,39	5 961,84
AAH de base	410,85	735,41	2 235,2	2 877,8	3 586,9	3 730,6	3 929,3	4 113,6	4 255,0	4 477,6	4 675,3	4 805,4	4 933,35	5 187,93	5 667,22
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH				100,0	142,3	150,6	159,3	167,9	174,6	184,9	187,3	145,4	152,36	161,60	168,23
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)											17,5	125,8	118,10	120,86	126,39
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)															5 294,49
RSA hors prime															4 141,33
RSA non majoré															3 464,68
RSA majoré															676,65
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)															861,28
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)															291,88
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)			1 487,9	3 102,8	4 484,8	4 474,5	4 465,7	4 733,2	4 933,3	5 480,6	5 839,7	6 033,0	5 969,71	5 901,72	2 811,33
RMI Etat prime de décembre										270,9	284,2	278,3	274,97	357,70	40,29
RMI département										5 209,7	5 555,5	5 754,7	5 694,75	5 544,01	2 771,04
Allocations RMI												5 022,8	5 515,03	5 289,80	2 647,60
Prime forfaitaire d'intéressement												0,0	179,29	253,73	123,02
RMI Prime département												0,2	0,43	0,48	0,42
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)			7,5		2,8	2,9	2,9	32,8	37,6	37,4	62,6	240,3	476,14	468,37	794,87
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)										0,6	8,0	27,0	42,38	37,37	24,78
Contrat d'avenir (CAV)											4,5	87,1	143,80	123,52	104,89
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)												70,5	227,48	216,70	132,02
Prime exceptionnelle ARS (Etat)															443,30
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)													0,54	22,39	19,14
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)								31,7	37,6	36,7	50,1	55,7	61,94	68,39	70,74
Prestations légales directes (A)	6 474,66	9 235,51	24 969,5	34 948,0	40 758,8	41 238,1	42 418,8	44 155,8	44 996,7	47 440,1	49 901,8	52 350,5	53 546,53	55 577,50	59 474,60

TIPF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants

En millions d'euros	1978	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	4 194,6	5 819,3	6 833,8	8 136,1	9 077,0	9 990,3	9 766,2	12 238,9	11 939,3	12 588,9	12 132,3	12 709,7	12 689,6	12 898,4	13 150,3	13 445,775	13 850,75	14 734,79	15 193,60	15 476,37	15 672,19	16 022,81
Allocations familiales (AF)	2 775,3	3 683,2	4 361,7	5 300,2	5 979,2	6 467,5	7 827,5	8 902,3	8 960,2	9 123,5	8 696,8	9 246,8	9 173,5	9 312,0	9 490,3	9 680,26	9 963,68	10 652,33	10 997,80	11 177,20	11 237,60	11 439,93
Complément familial (CF)	1 130,9	1 729,1	1 997,7	2 307,6	2 477,0	2 811,6	1 047,0	1 281,5	1 272,6	1 273,4	1 294,0	1 294,0	1 329,1	1 362,8	1 359,9	1 366,31	1 390,36	1 451,99	1 470,95	1 463,66	1 475,69	1 511,64
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	90,6	121,0	135,7	147,9	168,5	189,5	251,4	1 107,5	736,9	1 181,6	1 200,5	1 193,8	1 177,6	1 164,7	1 170,5	1 160,57	1 195,59	1 232,64	1 243,47	1 237,35	1 336,94	1 347,16
Aide à la scolarité (AAS)								99,4	102,1	105,1	0,6	0,0										
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	152,0	229,3	271,7	305,4	356,0	405,2	482,8	624,9	637,2	664,2	688,6	710,9	729,1	754,4	779,2	808,96	841,38	891,80	923,99	990,25	983,43	1 060,55
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	45,9	56,7	67,1	75,0	96,3	116,5	157,5	223,3	230,4	241,1	251,7	264,3	280,3	299,4	334,1	403,38	427,74	469,40	519,57	556,44	589,27	615,36
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														5,2	16,3	26,30	32,00	36,63	37,82	51,46	49,26	48,17
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						164,6	3 392,6	4 832,8	5 620,2	6 167,2	6 597,2	6 464,0	6 672,5	6 982,0	7 267,9	7 402,07	7 941,20	8 876,89	9 821,26	10 274,33	10 921,39	11 434,67
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	1 689,16	4 907,72	8 292,40	9 968,35	10 771,89	11 385,43
PAJE naissance adoption																	543,60	548,51	576,11	576,27	594,20	610,83
PAJE de base naissance adoption (AB)																	698,37	1 977,53	3 186,75	3 704,68	3 810,54	3 929,58
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	274,66	1 105,10	1 865,03	2 172,41	2 134,76	2 140,62
PAJE CLCA rang 1																	56,88	130,00	143,20	142,08	146,73	158,61
PAJE CLCA rang 2																	132,18	589,22	1 037,24	1 201,08	1 167,45	1 162,17
PAJE CLCA rang 3 et plus																	85,34	384,86		802,55	801,32	
PAJE COLCA rang 3 et plus																			0,78	15,96	16,60	17,09
PAJE CLCA adoption																	0,26	1,02	1,12	1,38	1,42	1,44
PAJE complément mode de garde (CMG)																	172,53	1 276,58	2 664,51	3 515,00	4 232,38	4 704,41
PAJE CMG assistantes maternelles																	163,59	1 203,86	2 514,51	3 305,31	3 955,13	4 378,57
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																	8,93	72,61	149,67	193,60	228,49	240,81
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																	0,01	0,11	0,33	16,08	48,76	85,03
Allocation pour jeune enfant (APJE)						163,7	2 577,9	2 735,5	2 467,8	2 321,6	2 346,1	2 358,7	2 402,4	2 455,3	2 477,9	2 475,60	1 560,87	883,12	260,90	2,04	0,76	1,93
Allocation parentale d'éducation (APE)						0,9	780,4	1 125,8	1 791,0	2 347,9	2 472,1	2 495,1	2 509,2	2 603,2	2 693,0	2 733,87	2 445,65	1 449,28	414,79	0,45	0,49	0,15
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							34,3	140,7	269,2	331,6	248,7	128,5	132,1	126,9	113,4	111,33	113,46	96,39	53,32	30,63	16,69	6,51
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								829,9	1 090,5	1 164,4	1 527,7	1 478,8	1 626,1	1 794,1	1 981,0	2 077,95	2 129,50	1 539,65	799,78	272,82	131,54	40,64
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	515,7	579,2	769,3	798,1	719,9	542,7																
Sous-total 4 : Autres prestations famille	93,1	101,1	137,8	158,5	175,3	162,4	145,6	171,5	179,7	196,5	192,6	202,7	190,1	195,4	200,1	209,48	219,37	224,33	238,09	243,69	243,05	321,72
Frais de tutelle	14,0	21,3	25,5	32,2	37,2	30,6	77,4	120,7	130,5	147,2	145,0	158,2	154,5	161,4	166,5	175,92	186,35	194,91	210,50	215,98	214,98	295,23
Sous-total Famille	4 803,5	6 499,5	7 740,9	9 092,7	9 972,1	10 860,0	13 304,4	17 243,2	17 739,2	18 952,6	18 922,0	19 376,4	19 552,3	20 075,9	20 618,3	21 057,32	22 011,31	23 836,01	25 252,95	25 994,39	26 836,63	27 779,20
Logement (hors créances, indus)	1 072,0	1 686,4	2 198,0	3 269,6	3 785,0	4 682,3	6 902,0	10 071,1	10 317,6	10 632,4	11 007,5	11 343,6	11 446,7	11 807,3	12 401,2	12 358,33	12 925,73	12 830,89	13 154,51	13 238,76	14 239,42	14 585,93
Allocation logement familiale (ALF)	707,5	951,4	1 133,8	1 616,4	1 667,2	1 630,7	1 649,0	2 072,5	2 111,6	2 170,1	2 273,2	2 378,5	2 465,4	2 659,2	2 813,5	2 830,11	3 009,05	3 025,61	3 135,32	3 181,28	3 437,32	3 553,64
Aide personnalisée au logement (APL)	2,9	189,6	373,7	676,9	1 072,6	1 939,6	3 996,3	5 196,4	5 310,9	5 497,0	5 641,6	5 728,0	5 704,3	5 683,8	5 888,8	5 800,06	5 994,61	5 901,72	5 969,94	5 935,14	6 304,85	6 449,61
Allocation logement sociale (ALS)	310,2	456,0	570,5	841,1	924,5	984,5	1 239,9	2 775,3	2 860,0	2 926,5	3 049,1	3 190,3	3 221,9	3 407,7	3 628,3	3 647,02	3 843,65	3 817,64	3 946,95	4 004,49	4 393,61	4 474,45
Prime de déménagement familiale	19,4	24,5	30,2	33,7	34,9	40,2	3,5	3,4	3,5	3,6	3,8	4,0	3,7	3,5	3,2	3,09	3,17	3,40	2,89	3,57	3,80	3,99
Prime de déménagement du FNH	0,6	13,7	19,1	26,8	33,4	47,6	4,7	4,0	4,4	4,1	4,1	3,8	3,8	3,4	3,0	2,74	2,61	2,58	2,79	2,81	2,96	3,27
Aide aux associations (ALT)							19,5	30,6	36,8	40,6	43,9	49,3	54,0	68,5	80,05	76,73	82,25	81,92	88,07	91,59	101,53	
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,1	5,0	6,6	5,2	0,8	3,7	-0,9		-3,5	-5,8	-4,9	-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82
Intérêts des prêts jeunes avenir																					0,13	0,26
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			18,91	26,53	7,33	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	472,0	843,8	1 137,6	1 502,5	1 730,9	2 008,5	3 917,5	6 320,8	6 746,3	7 184,1	7 753,7	8 306,9	8 435,6	8 573,1	8 953,2	9 306,91	10 076,49	10 664,37	11 248,02	11 520,08	11 671,90	14 129,41
Allocation de parent isolé (API)	78,7	152,4	209,3	240,7	302,3	417,1	566,7	683,4	662,8	674,5	668,2	676,8	690,4	714,2	745,9	771,89	822,46	871,70	934,65	928,63	874,64	389,72
API hors prime forfaitaire d'intéressement																			907,67	848,14	378,02	
Prime forfaitaire d'intéressement API																			20,96	26,53	11,76	
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 849,9	3 069,3	3 220,9	3 386,0	3 577,4	3 723,9	3 927,7	4 113,8	4 256,64	4 482,07	4 691,69	4 881,14	4 999,91	5 266,11	5 730,38
AAH de base	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 751,2	2 960,0	3 103,4	3 259,4	3 437,3	3 575,8	3 771,0	3 948,7	4 085,02	4 300,37	4 490,40	4 614,86	4 734,77	4 988,77	5 441,27
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								98,6	109,2	117,5	126,7	140,0	148,1	156,7	165,0	171,61	181,70	183,80	142,12	148,91	158,14	164,62
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																		17,49	124,15	116,22	119,19	124,48
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																						5 243,99
RSA hors prime																						4 141,33
RSA non majoré																						3 464,68
RSA majoré																						676,65
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																						810,77
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																						291,88
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 220,5	2 787,5	3 014,2	3 288,7	3 698,9	4 049,9	4 018,4	3 928,4	4 092,5	4 278,31	4 771,36	5 089,73	5 265,01	5 213,35	5 156,12	2 080,19
RMI Etat prime de décembre																	233,56	246,16	241,98	239,22	313,40	
RMI département																	4 537,79	4 843,57	5 023,04	4 974,13	4 842,73	2 080,19
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)			50,8	23,5	15,4	9,3	3,8				0,6	2,8	2,8	2,9	1,1	0,07	0,60	11,24	167,22	378,20	375,03	685,14
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																	0,57	6,95	23,32	37,23	34,91	24,59
Contrat d'avenir (CAV)																		4,29	77,47	131,29	119,23	104,84
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																			66,43	209,14	198,50	119,11
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																						417,45
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																				0,54	22,39	19,14
Prestations légales directes (A)	6 347,5	9																				

TIPF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants

NB : Les estimations disponibles entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF ou DOM 1946-1973.

En millions d'euros	1978	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	106,0	146,5	266,9	364,2	395,9	454,2	580,1	637,9	666,1	612,0	651,6	644,4	670,4	682,9	706,8	736,7	759,0	781,0	812,4	829,16	840,54	867,73	876,89
Allocations familiales (AF)	77,6	95,9	165,7	218,3	241,3	294,6	372,1	408,3	421,5	415,6	425,2	421,4	443,3	447,4	462,3	487,9	499,2	509,8	527,0	535,74	533,88	548,39	549,73
Complément familial (CF)	2,7	20,1	46,5	73,6	79,0	82,6	88,0	91,1	93,4	34,9	32,7	33,3	33,2	33,2	34,3	33,7	34,4	36,7	37,5	37,06	36,21	37,21	37,82
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	7,0	7,8	10,2	13,3	14,1	14,3	55,2	59,8	60,3	41,3	67,1	70,1	69,7	70,7	71,0	71,0	71,7	75,3	77,1	77,85	76,73	82,21	82,67
Aide à la scolarité (AAS)								11,9	12,7	12,9	13,1	0,4	-0,3	0,1									
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	16,2	19,8	38,9	51,8	54,1	55,6	57,1	58,4	69,4	97,5	102,7	107,6	112,3	118,3	125,3	129,0	135,4	140,1	149,6	154,80	167,90	170,47	176,01
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,4	2,9	5,6	7,2	7,3	7,2	7,7	8,3	8,9	9,8	10,7	11,6	12,2	13,2	13,8	15,0	17,9	18,5	20,7	23,25	25,28	28,92	30,11
AEEH de base																		8,0	8,4	8,71	9,29	10,77	11,25
AEEH complément																		10,6	12,3	14,53	15,99	18,15	18,87
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)															0,1	0,2	0,3	0,6	0,4	0,46	0,53	0,53	0,54
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						0,3	0,6	0,9	2,0	138,9	174,2	180,7	184,1	188,2	194,2	192,9	195,8	209,6	221,4	239,13	247,77	254,06	259,06
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		58,1	136,8	213,11	247,45	254,21	259,14
PAJE naissance adoption																		22,5	23,2	23,92	24,38	24,62	24,45
PAJE de base naissance adoption (AB)																		30,2	86,8	139,12	161,44	164,60	167,17
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		4,6	19,0	33,26	39,25	38,21	36,41
PAJE CLCA rang 1																		0,6	1,3	1,48	1,51	1,50	1,52
PAJE CLCA rang 2																		2,2	9,5	17,44	20,38	19,69	19,21
PAJE CLCA rang 3 et plus																		1,8	8,1	14,31	16,86	16,43	15,12
PAJE COLCA rang 3 et plus																				0,03	0,51	0,59	0,57
PAJE CLCA adoption																			0,0	0,01	0,00	0,00	0,00
PAJE complément mode de garde (CMG)																		0,8	7,9	16,81	22,37	26,78	31,11
PAJE CMG assistantes maternelles																		0,7	6,9	14,73	19,54	23,25	26,78
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																		0,1	1,0	2,08	2,65	3,06	3,51
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																		0,0	0,0	0,18	0,48	0,81	0,81
Allocation pour jeune enfant (APJE)										132,1	140,9	139,5	141,0	143,8	147,5	145,8	146,5	103,3	56,1	17,11	0,03	-0,23	-0,12
Allocation parentale d'éducation (APE)										2,9	28,3	35,3	38,1	38,7	39,8	40,0	41,3	38,2	23,0	6,84	-0,07	-0,03	-0,03
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									0,2	1,0	1,5	1,2	0,6	0,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,12	0,09	0,02	0,01
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée						0,3	0,6	0,9	1,9	2,8	3,6	4,7	4,4	5,3	6,5	6,8	7,8	9,6	5,4	1,93	0,20	0,12	0,02
Allocation d'adoption (AAD)										0,01	0,01	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,0	0,1	0,0	0,02	0,01	0,01	0,04
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	0,2	0,5	0,5	1,3	2,6	3,8	2,5	1,6	5,6	5,7	0,8	0,1											
Sous-total Famille	106,1	147,0	267,4	365,5	398,4	458,3	583,2	640,4	673,8	756,7	826,6	825,3	854,5	871,2	900,9	929,6	954,8	990,5	1 033,8	1 068,29	1 088,31	1 121,80	1 139,90
dont sous-total 5 Famille - AF - P, jeune enfant	28,5	51,1	101,7	147,1	157,1	163,4	210,5	231,1	250,2	202,1	227,2	223,1	227,1	235,5	244,5	248,8	259,8	271,2	285,4	293,42	306,66	319,34	331,11
Logement (hors créances, indus)	3,0	4,9	25,3	69,7	90,6	113,1	134,4	158,4	177,9	198,1	242,4	258,0	287,1	316,8	352,1	392,6	420,2	460,4	473,7	489,97	506,13	537,44	582,28
Allocation logement familiale (ALF)	3,0	4,9	21,6	59,0	76,0	91,6	108,0	125,0	139,8	154,4	189,2	199,9	220,2	241,2	265,5	294,4	316,2	344,2	352,0	362,75	375,53	394,29	427,59
Allocation logement sociale (ALS)			3,7	10,7	14,6	21,5	26,4	33,4	38,0	43,4	52,8	57,8	66,7	75,3	86,1	97,6	103,2	115,4	120,7	125,82	129,14	142,13	153,71
Prime de déménagement familiale										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,06	0,07	0,09	0,10
Aide aux associations (ALT)									0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,7	0,9	1,01	0,89	0,89	1,01
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			0,33	0,50	0,17		
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	18,4	63,9	138,7	433,0	456,4	438,9	440,2	473,0	485,2	483,3	495,1	536,2	612,6	639,5	733,1	884,6	921,2	997,9	1 083,8	1 156,11	1 199,36	1 187,49	1 274,27
Allocation de parent isolé (API)	0,5	9,9	36,6	53,1	53,0	47,5	45,1	43,3	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,8	71,4	94,1	119,63	141,15	144,28	151,43
API hors prime forfaitaire d'intéressement	0,5	9,9	36,6	53,1	53,0	47,5	45,1	43,3	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,8	71,4	94,1	119,63	139,82	142,27	149,74
Prime forfaitaire d'intéressement API																					1,33	2,01	1,69
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	17,5	44,1	97,9	108,7	112,8	113,7	117,5	120,9	127,9	135,5	137,6	141,3	151,8	157,3	161,0	167,7	172,9	180,4	188,4	195,40	203,91	204,28	231,46
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																							50,51
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																							50,51
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				267,4	290,4	277,6	277,6	308,9	315,3	316,8	329,8	368,3	434,9	456,1	537,3	640,7	655,0	709,3	750,0	767,98	756,37	745,60	731,14
RMI versé hors prime																		37,3	38,0	36,29	35,75	44,31	40,29
RMI prime																		671,9	712,0	731,68	720,62	701,29	690,85
Allocations RMI																					709,77	681,59	675,98
Prime forfaitaire d'intéressement																					10,85	19,70	14,87
RMI Prime département																							
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)			4,3	3,8	0,2								0,0	0,0	0,0	31,7	37,6	36,8	51,4	73,11	97,94	93,34	109,74
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		0,0	1,0	3,64	5,15	2,45	0,19
Contrat d'avenir (CAV)																			0,3	9,68	12,51	4,29	0,05
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																				4,06	18,35	18,21	12,91
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																							25,85
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																31,7	37,6	36,7	50,1	55,73	61,94	68,39	70,74
Prestations légales directes (A)	127,6	215,7	431,4	868,2	945,5	1 010,3	1 157,9	1 271,9	1 336,9	1 438,0	1 564,1	1 619,5	1 754,2	1 827,6	1 986,1	2 206,8	2 296,3	2 448,8	2 591,4	2 714,38	2 793,81	2 846,73	2 996,46

TIPF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants

En millions d'euros 2009	1978	1980	1985	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	331,6	364,5	420,3	493,5	519,8	582,8	731,2	793,0	814,5	734,5	773,8	760,6	787,4	789,5	804,4	824,1	833,4	843,4	862,3	865,38	864,64	868,32	876,89
Allocations familiales (AF)	242,8	238,6	260,9	295,8	316,8	378,0	469,0	507,6	515,4	498,8	505,0	497,4	520,6	517,2	526,1	545,8	548,1	550,5	559,3	559,14	549,19	548,77	549,73
Complément familial (CF)	8,6	50,1	73,2	99,7	103,8	105,9	110,9	113,3	114,2	41,9	38,8	39,3	38,9	38,3	39,0	37,7	37,8	39,7	39,9	38,68	37,25	37,23	37,82
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	21,9	19,3	16,1	18,0	18,5	18,3	69,6	74,4	73,7	49,6	79,7	82,7	81,9	81,8	80,8	79,4	78,7	81,3	81,9	81,25	78,93	82,27	82,67
Aide à la scolarité (AAS)								14,8	15,5	15,5	15,6	0,5	-0,3	0,1									
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	50,6	49,3	61,2	70,2	71,1	71,4	71,9	72,7	84,8	117,0	122,0	127,1	131,9	136,8	142,6	144,3	148,7	151,3	158,8	161,56	172,72	170,59	176,01
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	7,6	7,2	8,9	9,8	9,6	9,2	9,7	10,3	10,9	11,7	12,7	13,7	14,4	15,3	15,7	16,7	19,7						
AEEH de base																		8,6	8,9	9,09	9,56	10,78	11,25
AEEH complément																		11,4	13,1	15,17	16,45	18,16	18,87
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)															0,1	0,2	0,4	0,6	0,4	0,48	0,55	0,53	0,54
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant						0,4	0,8	1,2	2,5	166,7	206,9	213,3	216,2	217,6	221,0	215,8	214,9	226,3	235,0	249,58	254,88	254,24	259,06
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																		62,7	145,2	222,41	254,54	254,38	259,14
PAJE naissance adoption																		24,3	24,6	24,96	25,08	24,64	24,45
PAJE de base naissance adoption (AB)																		32,6	92,1	145,20	166,07	164,71	167,17
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																		4,9	20,1	34,71	40,37	38,24	36,41
PAJE CLCA rang 1																		0,6	1,4	1,54	1,55	1,50	1,52
PAJE CLCA rang 2																		2,4	10,1	18,20	20,96	19,70	19,21
PAJE CLCA rang 3 et plus																		1,9	8,6	14,93	17,34	16,44	15,12
PAJE COLCA rang 3 et plus																				0,03	0,52	0,60	0,57
PAJE CLCA adoption																			0,0	0,009	0,002	0,004	0,002
PAJE complément mode de garde (CMG)																		0,9	8,3	17,54	23,01	26,80	31,11
PAJE CMG cotisations prises en charge																		0,4	4,7	9,71	12,96	15,14	17,22
PAJE CMG rémunérations prises en charge																		0,5	3,6	7,82	10,01	11,51	13,03
PAJE CMG via association, entreprise																			0,0	0,013	0,042	0,145	0,861
PAJE CMG assistantes maternelles																		0,7	7,3	15,37	20,10	23,26	26,78
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																		0,1	1,1	2,17	2,73	3,06	3,51
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																		0,0	0,0		0,184	0,477	0,815
Allocation pour jeune enfant (APJE)										158,6	167,3	164,6	165,6	166,3	167,9	163,1	160,8	111,5	59,5	17,86	0,04	-0,23	-0,12
Allocation parentale d'éducation (APE)										3,5	33,6	41,7	44,8	44,7	45,4	44,8	45,3	41,3	24,4	7,14		-0,07	-0,03
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									0,2	1,2	1,8	1,4	0,7	0,5	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,13	0,09	0,02	0,01
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée						0,4	0,8	1,2	2,3	3,4	4,2	5,6	5,1	6,1	7,4	7,6	8,5	10,3	5,7	2,01	0,20	0,12	0,02
Allocation d'adoption (AAD)										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,02	0,01	0,01	0,04
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	0,5	1,1	0,7	1,7	3,4	4,9	3,2	1,9	6,9	6,8	1,0	0,1											
Sous-total Famille	332,0	365,6	421,0	495,2	523,1	588,0	735,1	796,1	823,9	908,1	981,6	974,0	1 003,6	1 007,1	1 025,4	1 040,0	1 048,3	1 069,7	1 097,3	1 114,95	1 119,52	1 122,56	1 139,90
dont sous-total 5 Famille - AF - P, jeune enfant	89,2	127,1	160,1	199,4	206,3	209,7	265,3	287,3	306,0	242,6	269,8	263,3	266,8	272,3	278,3	278,3	285,2	292,9	302,9	306,23	315,45	319,56	331,11
Logement (hors créances, indus)	9,5	12,1	39,8	94,4	119,0	145,1	169,4	196,9	217,6	237,8	287,8	304,5	337,1	366,3	400,7	439,2	461,4	497,1	502,8	511,38	520,65	537,81	582,28
Allocation logement familiale (ALF)	9,5	12,1	34,1	80,0	99,8	117,5	136,1	155,4	171,0	185,3	224,7	236,0	258,6	278,8	302,2	329,3	347,2	371,7	373,7	378,60	386,30	394,56	427,59
Allocation logement sociale (ALS)			5,8	14,5	19,2	27,6	33,2	41,5	46,4	52,0	62,7	68,3	78,3	87,1	98,0	109,2	113,3	124,7	128,1	131,31	132,84	142,22	153,71
Prime de déménagement familiale										0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,07	0,07	0,09	0,10
Aide aux associations (ALT)									0,2	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,5	0,7	1,0	0,7	1,0	1,05	0,91	0,89	1,01
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																				0,35	0,51	0,17	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	57,7	158,9	218,4	586,8	599,2	563,1	554,9	588,0	593,4	580,0	588,0	632,9	719,5	739,3	834,5	989,7	1 011,5	1 077,6	1 150,4	1 206,62	1 233,75	1 188,30	1 274,27
Allocation de parent isolé (API)	1,4	24,7	57,6	72,0	69,6	61,0	56,8	53,8	51,4	37,3	33,0	31,4	30,4	30,2	39,6	49,8	61,2	77,1	99,9	124,85	145,20	144,37	151,43
API hors prime forfaitaire d'intéressement	1,4	24,7	57,6	72,0	69,6	61,0	56,8	53,8	51,4	37,3	33,0	31,4	30,4	30,2	39,6	49,8	61,2	77,1	99,9	124,85	143,83	142,37	149,74
Prime forfaitaire d'intéressement API																				1,37	2,01	1,69	
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	54,9	109,6	154,1	147,3	148,1	145,9	148,2	150,3	156,4	162,6	163,4	166,8	178,3	181,8	183,2	187,6	189,9	194,8	199,9	203,94	209,75	204,42	231,46
AAH de base	54,9	109,6	154,1	147,3	148,1	145,9	148,2	150,3	154,7	160,6	161,2	164,4	175,7	178,9	180,2	184,4	186,6	191,4	196,2	198,84	204,27	199,29	225,95
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH									1,7	2,0	2,2	2,4	2,6	2,9	3,0	3,2	3,3	3,5	3,7	3,40	3,55	3,47	3,61
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																			0,0	1,70	1,93	1,66	1,90
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																							50,51
Prime exceptionnelle 2 ^e trimestre 2009 RSA (Etat)																							50,51
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				362,3	381,3	356,2	349,9	383,9	385,5	380,2	391,6	434,7	510,8	527,3	611,6	716,8	719,1	765,9	796,1	801,52	778,05	746,10	731,14
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)			6,72	5,20	0,20									0,01	0,03	0,03	35,51	41,23	39,72	54,51	76,30	100,75	93,40
Supplément de revenu familial (SURF)			6,72	5,20	0,20																		
Allocation spécifique d'attente (ASA)													0,01	0,03	0,03	0,01							
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		0,0	1,1	3,80	5,30	2,45	0,19
Contrat d'avenir (CAV)																			0,3	10,10	12,86	4,29	0,05
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																			4,24	18,87	18,22	12,91	
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																							25,85
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																35,5	41,2	39,7	53,2	58,16	63,71	68,44	70,74
Prestations légales directes (A)	399,3	536,6	679,3	1 176,4	1 241,4	1 296,3	1 459,4	1 581,0	1 634,9	1 725,9	1 857,5	1 911,5	2 060,2	2 112,7	2 260,6	2 468,9	2 521,2	2 644,4	2 750,5	2 832,94	2 873,92	2 848,66	2 996,46

TIPF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants

Evolution en euros constants (%)	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	Tx moy. an. 2009/1999
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	5,3 %	12,1 %	25,5 %	8,5 %	2,7 %	-9,8 %	5,3 %	-1,7 %	3,5 %	0,3 %	1,9 %	2,4 %	1,1 %	1,2 %	2,2 %	0,4 %	-0,1 %	0,4 %	1,0 %	1,1 %
Allocations familiales (AF)	7,1 %	19,3 %	24,1 %	8,2 %	1,5 %	-3,2 %	1,2 %	-1,5 %	4,7 %	-0,7 %	1,7 %	3,7 %	0,4 %	0,4 %	1,6 %	0,0 %	-1,8 %	-0,1 %	0,2 %	0,5 %
Complément familial (CF)	4,1 %	2,1 %	4,7 %	2,1 %	0,8 %	-63,3 %	-7,4 %	1,2 %	-0,9 %	-1,5 %	1,8 %	-3,5 %	0,4 %	4,9 %	0,5 %	-3,0 %	-3,7 %	0,0 %	1,6 %	-0,3 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2,6 %	-0,8 %	280,1 %	6,9 %	-0,9 %	-32,8 %	60,9 %	3,7 %	-1,0 %	-0,1 %	-1,2 %	-1,7 %	-0,9 %	3,3 %	0,7 %	-0,8 %	-2,9 %	4,2 %	0,5 %	0,1 %
Aide à la scolarité (AAS)																				
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	1,2 %	0,4 %	0,8 %	1,0 %	16,7 %	37,9 %	4,3 %	4,2 %	3,8 %	3,7 %	4,3 %	1,2 %	3,0 %	1,7 %	5,0 %	1,7 %	6,9 %	-1,2 %	3,2 %	2,9 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	-1,1 %	-4,7 %	5,9 %	5,7 %	6,2 %	7,0 %	8,2 %	8,0 %	5,2 %	6,4 %	2,7 %	6,4 %	17,8 %	1,6 %	9,8 %	10,3 %	7,2 %	11,3 %	4,1 %	7,7 %
AEEH de base															3,2 %	2,3 %	5,1 %	12,8 %	4,3 %	
AEEH complément															14,9 %	15,8 %	8,4 %	10,4 %	3,9 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)																				
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant							24,1 %	3,1 %	1,4 %	0,6 %	1,6 %	137,2 %	47,9 %	64,1 %	-32,4 %	17,2 %	15,2 %	-2,4 %	1,4 %	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)												-2,3 %	-0,4 %	5,3 %	3,9 %	6,2 %	2,1 %	-0,3 %	1,9 %	1,8 %
PAJE naissance adoption																53,2 %	14,4 %	-0,1 %	1,9 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																1,4 %	0,5 %	-1,8 %	-0,8 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																57,6 %	14,4 %	-0,8 %	1,5 %	
PAJE CLCA rang 1																72,5 %	16,3 %	-5,3 %	-4,8 %	
PAJE CLCA rang 2																9,2 %	0,4 %	-3,3 %	1,6 %	
PAJE CLCA rang 3 et plus																80,6 %	15,2 %	-6,0 %	-2,5 %	
PAJE COLCA rang 3 et plus																73,2 %	16,1 %	-5,2 %	-8,0 %	
PAJE CLCA adoption																				
PAJE complément mode de garde (CMG)																85,3 %	-79,9 %	128,3 %	-62,3 %	
PAJE CMG cotisations prises en charge																110,1 %	31,2 %	16,4 %	16,1 %	
PAJE CMG rémunérations prises en charge																104,7 %	33,5 %	16,8 %	13,7 %	
PAJE CMG via association, entreprise																117,0 %	28,1 %	15,0 %	13,3 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																212,3 %	234,8 %	245,3 %	492,7 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																111,3 %	30,8 %	15,7 %	15,1 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																102,4 %	25,8 %	12,2 %	14,8 %	
Allocation pour jeune enfant (APIJE)							5,5 %	-1,6 %	0,6 %	0,4 %	1,0 %	-2,8 %	-1,4 %	-30,6 %	-46,6 %	-70,0 %	-99,8 %	-749,9 %	-47,4 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)								24,2 %	7,5 %	-0,2 %	1,5 %	-1,2 %	1,1 %	-8,9 %	-40,9 %	-70,8 %				
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							40,7 %	-20,4 %	-50,4 %	-24,8 %	-40,6 %	-21,7 %	8,8 %	18,6 %	-40,8 %	-31,2 %	-26,8 %	-74,9 %	-68,0 %	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée			95,5 %	46,6 %	97,6 %	47,9 %	24,6 %	31,2 %	-7,6 %	18,1 %	22,3 %	2,9 %	11,7 %	21,0 %	-45,0 %	-64,6 %	-89,9 %	-41,0 %	-84,0 %	-42,8 %
Allocation d'adoption (AAD)							-28,9 %	166,5 %	36,6 %	2,4 %	-32,7 %	18,0 %	6,1 %	304,5 %	-92,6 %	177,4 %	-76,7 %	7,1 %	570,3 %	
Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures	93,5 %	45,5 %	-34,8 %	-38,9 %	255,6 %	-0,9 %	-85,8 %	-85,4 %												
Sous-total Famille	5,6 %	12,4 %	25,0 %	8,3 %	3,5 %	10,2 %	8,1 %	-0,8 %	3,0 %	0,3 %	1,8 %	1,4 %	0,8 %	2,0 %	2,6 %	1,6 %	0,4 %	0,3 %	1,5 %	1,3 %
dont sous-total 5 Famille - AF - P, jeune enfant	3,5 %	1,6 %	26,5 %	8,3 %	6,5 %	-20,7 %	11,2 %	-2,4 %	1,3 %	2,1 %	2,2 %	0,0 %	2,5 %	2,7 %	3,4 %	1,1 %	3,0 %	1,3 %	3,6 %	2,2 %
Logement (hors créances, indus)	26,0 %	21,9 %	16,7 %	16,3 %	10,5 %	9,3 %	21,1 %	5,8 %	10,7 %	8,6 %	9,4 %	9,6 %	5,1 %	7,8 %	1,1 %	1,7 %	1,8 %	3,3 %	8,3 %	5,6 %
Allocation logement familiale (ALF)	24,8 %	17,7 %	15,8 %	14,2 %	10,0 %	8,4 %	21,2 %	5,0 %	9,6 %	7,8 %	8,4 %	9,0 %	5,4 %	7,1 %	0,5 %	1,3 %	2,0 %	2,1 %	8,4 %	5,2 %
Accession																-7,2 %	-9,3 %	-7,4 %	-1,7 %	
Location																2,6 %	3,6 %	3,3 %	9,4 %	
Allocation logement sociale (ALS)	32,9 %	43,5 %	20,5 %	24,8 %	11,9 %	12,1 %	20,5 %	8,8 %	14,8 %	11,2 %	12,5 %	11,5 %	3,7 %	10,0 %	2,8 %	2,5 %	1,2 %	7,1 %	8,1 %	7,0 %
Accession																3,6 %	1,3 %	2,6 %	2,7 %	
Location																2,4 %	1,2 %	7,4 %	8,5 %	
Prime de déménagement familiale							22,5 %	10,3 %	40,5 %	-13,0 %	33,9 %	-39,2 %	74,0 %	41,9 %	-36,3 %	22,7 %	8,8 %	25,0 %	11,2 %	
Aide aux associations (ALT)						98,0 %	2,6 %	-17,2 %	40,2 %	11,7 %	7,1 %	20,8 %	57,3 %	-31,7 %	43,2 %	4,2 %	-13,0 %	-2,2 %	13,3 %	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																				
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)	2,1 %	-6,0 %	-1,5 %	6,0 %	0,9 %	-2,3 %	1,4 %	7,6 %	13,7 %	2,8 %	12,9 %	18,6 %	2,2 %	6,5 %	6,8 %	4,9 %	2,2 %	-3,7 %	7,2 %	5,9 %
Allocation de parent isolé (API)	-3,3 %	-12,4 %	-6,8 %	-5,3 %	-4,4 %	-27,6 %	-11,4 %	-4,7 %	-3,5 %	-0,5 %	31,2 %	25,5 %	23,0 %	25,9 %	29,6 %	25,0 %	16,3 %	-0,6 %	4,9 %	17,4 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement																	15,2 %	-1,0 %	5,2 %	17,3 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	4,1 %	4,0 %	0,5 %	2,1 %	6,9 %	1,9 %	0,8 %	2,4 %	1,2 %	2,6 %	2,6 %	2,0 %	2,8 %	-2,5 %	13,2 %	2,6 %
AAH de base	0,6 %	-1,5 %	1,5 %	1,4 %	3,0 %	3,8 %	0,4 %	2,0 %	6,9 %	1,8 %	0,7 %	2,3 %	1,2 %	2,6 %	2,5 %	1,3 %	2,7 %	-2,4 %	13,4 %	2,5 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH						17,2 %	9,6 %	10,6 %	11,0 %	8,0 %	4,2 %	6,9 %	2,5 %	6,6 %	6,5 %	-8,2 %	4,5 %	-2,4 %	4,1 %	
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																				
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																				
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5,2 %	-6,6 %	-1,8 %	9,7 %	0,4 %	-1,4 %	3,0 %	11,0 %	17,5 %	3,2 %	16,0 %	17,2 %	0,3 %	6,5 %	3,9 %	0,7 %	-2,9 %	-4,1 %	-2,0 %	3,7 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	-96,2 %									127,4 %	17,6 %	-	16,1 %	-3,7 %	37,2 %	40,0 %	32,0 %	-7,3 %	17,5 %	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																251,6 %	39,5 %	-53,7 %	-92,4 %	
Contrat d'avenir (CAV)																-	27,3 %	-66,6 %	-98,9 %	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																	345,6 %	-3,5 %	-29,1 %	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)													16,1 %	-3,8 %	34,0 %	9,4 %	9,5 %	7,4 %	3,4 %	
Prestations légales directes (A)	5,5 %	4,4 %	12,6 %	8,3 %	3,4 %	5,6 %	7,6 %	2,9 %	7,8 %	2,5 %	7,0 %	9,2 %	2,1 %	4,9 %	4,0 %	3,0 %	1,4 %	-0,9 %	5,2 %	3,8 %

Les prestations « Famille¹ » depuis 1951

1,99 % du Pib en 2009

26,6 % versés sous condition de ressources

*Les prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales représentent **3,62 % du Pib en 2009 contre 3,69 % en 1951** : à l'époque, il ne s'agissait que de prestations directes en direction des familles. En 2009, la « Famille » ne représente plus que **1,99 % du Pib** (y compris 0,40 % versés sous forme de transferts ou de prestations indirectes). L'ensemble des prestations de logement représente 0,82 % du Pib, les minima sociaux et les aides à l'emploi, 0,83 %.*

*Jusqu'en 1971, l'accent a été mis sur les allocations familiales, dont les dépenses ont été multipliées par 2,6 en vingt ans. **L'année 1972** apparaît comme un tournant de la politique sociale. A partir de cette date, les **prestations « Famille » et la politique sociale se diversifient**. Par ailleurs, devant le coût des mesures et dans un contexte de chômage structurel, on assiste au développement des prestations **sous condition de ressources**. **A partir de 1998**, les prestations relatives à la **garde des enfants** sont progressivement **modulées en fonction des revenus** des familles.*

*Les prestations « Famille » versées sous condition de ressources représentent **26,6 % des prestations « Famille » en 2009 contre 23 % en 1973**. Par ailleurs, en 2009, **16,5 % des dépenses « Famille »** correspondent à des prestations liées à la garde des jeunes enfants dont les montants sont modulés en fonction des ressources de la famille.*

L'évolution des dépenses de prestations est étudiée sur la période 1951-2009, en euros constants 2009². Il est utile tout d'abord, de mettre l'accent sur la mise sous condition de ressources des prestations en 1972 et sur la succession des différents plans « Famille ».

1972, tournant de la politique sociale

L'exercice 1972 est identifié comme un tournant dans la politique familiale de la France avec :

- les premières prestations « Famille » sous condition de ressources (*à partir de juillet*) ;
- la création du premier minimum social (*l'allocation aux adultes handicapés, en janvier*) ;
- le début du financement par la Cnaf des prestations indirectes (*qui sont des transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv*), avec la mise en place des cotisations d'assurance vieillesse des parents au foyer (*à partir de juillet*).

Par ailleurs, dès 1971, la première prestation pour familles monoparentales (*l'allocation orphelin*) a été créée.

La période a été scindée en deux, en retenant 1971 comme frontière entre deux époques : une première de 20 ans (1951-1971) et une seconde de 37 ans (1971-2009).

Evolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2009

L'évolution de la législation « Famille » entre 1951 et 2009 est caractérisée (*cf. encadré 1*) :

- par une **mise sous condition de ressources** à partir de 1972 d'une partie des prestations, puis par leur modulation progressive depuis 1998 ;
- par le développement de prestations d'entretien **attribuées par enfant et dès le premier enfant** ;
- par différents « plans Famille ». Les anciennes prestations (allocations de salaire unique et de frais de garde, allocations prénatales et postnatales, congé de naissance) ont été remplacées par diverses prestations dont les conditions d'attribution ont varié sur la période. **L'enveloppe financière correspondant aux prestations issues de ces « plans Famille » a été multipliée par 2,5** en euros constants 2009, passant de 4,9 milliards d'euros en 1951 à 12,1 milliards en 2009 (*cf. T1PF 0.522009*).

En 2009, les prestations issues des plans « Famille » se composent :

- d'une part, du **complément familial** (1,6 milliard), prestation d'entretien aux familles de trois enfants et plus, sous condition de ressources ;
- et d'autre part, de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (12,1 milliards, Paje), créée en janvier 2004 et dont la montée en charge se termine (*cf. encadré 2*).

Encadré 1 : Les plans « Famille » : de la création du complément familial en 1978 aux prestations « Naissance-Jeune enfant » de 1985 à 1991... jusqu'à la Paje en 2004

• **En juillet 1972 :**

- les **allocations de salaire unique et de mère au foyer** (dont les montants ne seront plus revalorisés) ont été **mises sous condition de ressources** ;
 - une majoration de ces prestations (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins **quatre enfants** ou un enfant de moins de 3 ans ;
 - l'**allocation pour frais de garde** est créée ; elle est attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la **femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité**.

• **En 1978**, ces prestations ont été remplacées par le **complément familial**, accordé sous condition de ressources aux familles de **trois enfants** et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans.

• Les **allocations postnatales** sont majorées pour naissances multiples en 1979 et pour la troisième naissance en 1980. Cette dernière majoration est diminuée de moitié en 1983, supprimée en 1985.

• **En janvier 1985**, l'**allocation au jeune enfant** se substitue au complément familial et aux allocations pré- et postnatales. L'allocation pour jeune enfant est sous condition de ressources pour les enfants de plus de trois mois jusqu'en décembre 1996, pour l'ensemble des enfants bénéficiaires depuis janvier 1996.

• Le **complément familial** (Cf) est maintenu pour les familles de trois enfants et plus. En janvier 1987, le complément familial de « maintenance » (lorsque la famille passe de trois à deux enfants) est supprimé. En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial (et aux aides au logement...).

Dès 1978, un **abattement sur les ressources** est prévu pour **les ménages à deux revenus ou les personnes isolées** bénéficiaires du Cf. Cet abattement est appliqué aux bénéficiaires de l'Apje et de l'Aad qui sont soumis aux mêmes plafonds. Il est à noter qu'un tel abattement n'existe pas pour le plafond de l'Ars. Cet abattement, correspondant à 46 % du Smic en 1978, est doublé en 1984 ; il progresse jusqu'en 1995 pour atteindre 82 % du Smic. En 2002, il n'est plus que de 72 % du Smic. Loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu, cet abattement se situait, toutefois, dans le cadre d'un **objectif de neutralité par rapport à la double activité au sein du couple**.

• **En 1985**, l'**allocation parentale d'éducation** (Ape) est versée à la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de **moins de 3 ans**, portant à **trois ou plus le nombre d'enfants**. Une allocation à mi-taux peut

être versée. Son montant est revalorisé en 1986 et en 1987. Le champ de l'Ape est étendu :

- en 1987, avec le desserrement de la condition d'activité (*deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois, au lieu des trente mois antérieurement en vigueur*), l'allongement de la durée de perception jusqu'aux 3 ans de l'enfant (*contre vingt-quatre mois maximum de perception lors de la création de l'Ape*), suppression du cumul possible de l'Ape avec l'Apje ;

- en 1994-1995 avec l'ouverture du droit dès le **deuxième enfant** (*sous réserve de deux ans d'activité au cours des cinq ans précédant la naissance*), l'extension au temps partiel (*versement jusqu'aux 6 ans de l'enfant en cas de naissances multiples*).

• **En 1991** entre en vigueur l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) : il s'agit d'une prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé.

• Créée en 1992, la **majoration d'Afeama** a été ensuite fortement revalorisée en 1995. Elle correspond à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle ; son montant varie selon l'âge de l'enfant (moins de 3 ans, de 3 ans à moins de **6 ans**). Depuis janvier 2001, son montant est modulé en fonction des ressources de la famille (*cf. TIPF 793*).

• Mise en place, **en 1987**, de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Elle peut être cumulée avec l'Ape à mi-taux. L'Aged est d'un montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) dans la limite d'un certain plafond.

- L'Aged est dé plafonnée en 1995, et une allocation à mi-taux est créée pour les enfants de **3 à 6 ans** et pour les bénéficiaires de l'Ape à taux partiel.

- Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations n'est plus que de 75 % ou même de 50 % selon les ressources de la famille, le recours à une Ape à taux réduit ou pour un enfant âgé de 3 à moins de 6 ans. Ces prises en charge sont par ailleurs plafonnées (*cf. TIPF 793, TIPF 7511*).

• En janvier 2002, un **congé de paternité** est créé.

• **En janvier 2004**, la **prestation d'accueil du jeune enfant** est créée (*cf. encadré 2*).

Encadré 2 : Création de la Paje en janvier 2004 (cf. barème : TIPF 7351-61-71)

* La **prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) est appelée à remplacer cinq prestations existantes (*allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption*). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1^{er} janvier 2004, la Paje comprend :

- une **prime à la naissance ou à l'adoption** versée sous condition de ressources (*avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Ape*), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

- une **allocation de base** (Ab) versée pendant trois ans à compter de la naissance (*ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption*), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

- un **complément libre choix d'activité** (Clca) attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de trois ans (*six ans en cas de naissances multiples*). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

- il peut être attribué **dès le premier enfant mais pour seulement six mois** à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

- la condition d'activité antérieure est resserrée par rapport à l'Ape. Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour

l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

- le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

- un **complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de six ans par une assistante maternelle ou une employée de maison. Ce complément comporte deux composantes :

- une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

- une prise en charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

* Créé en juillet 2006, le **complément optionnel de libre choix d'activité** (Colca) permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court que le Clca (jusqu'à ce que l'enfant ait un an), mieux rémunéré.

* En mai 2008, augmentation du montant (plafond) du Cmg pour les familles les plus modestes.

L'ensemble des dépenses de prestations directes et indirectes a été **multiplié par 7,0** entre 1951 et 2009, passant de 9,8 milliards d'euros 2008 à 69,1 milliards (soit + 59,3 milliards, cf. figure 3.1, TIPF 0.52200.). 45 % de cet accroissement (soit + 26,5 milliards) sont intervenus entre 1991 et 2009 : + 9,2 milliards pour les minima sociaux et les aides à l'emploi, + 5,2 milliards pour les prestations logement, + 8,0 milliards pour les prestations directes « Famille » et + 4,1 milliards de transferts au titre des prestations indirectes « Famille ». Globalement, **20 % de l'accroissement entre 1991 et 2009 concernent la « Famille »**.

54,5 % des prestations directes et indirectes concernent la « Famille »

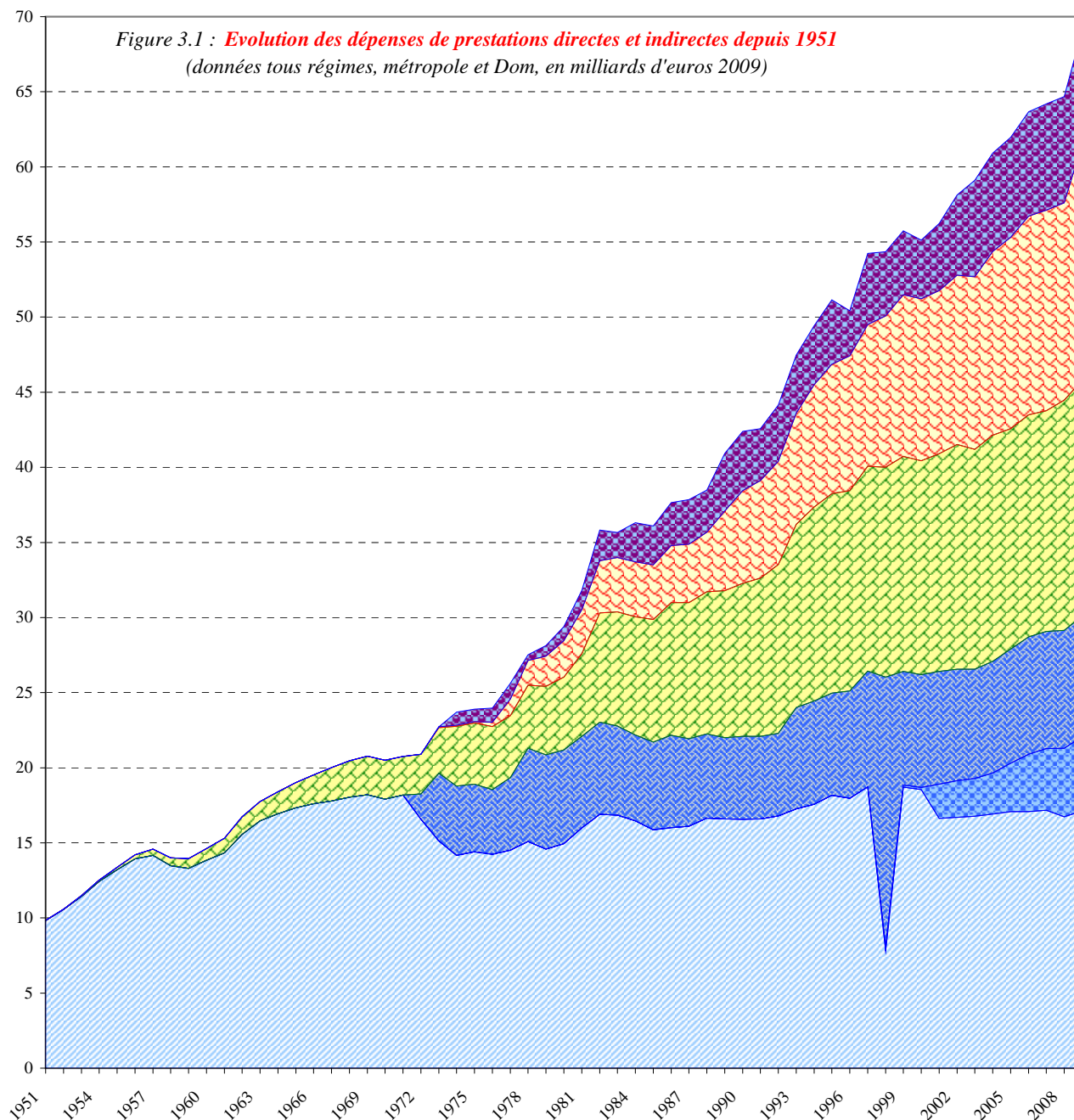
* Les prestations de **logement** (15,7 milliards d'euros en 2009) représentent 23 % des prestations directes et indirectes et 26 % de l'accroissement de ces prestations depuis 1951. *L'allocation logement familiale a été créée en 1948, l'allocation logement sociale en 1972, l'aide personnalisée au logement (Apl) en 1978. Dès 1985, l'Apl qui concerne des*

logements conventionnés est devenue prépondérante. Par ailleurs, l'allocation de logement sociale a pratiquement doublé depuis 1990, suite à son extension progressive à toutes les personnes exclues jusqu'alors des aides au logement. La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif s'est achevée en 2002.

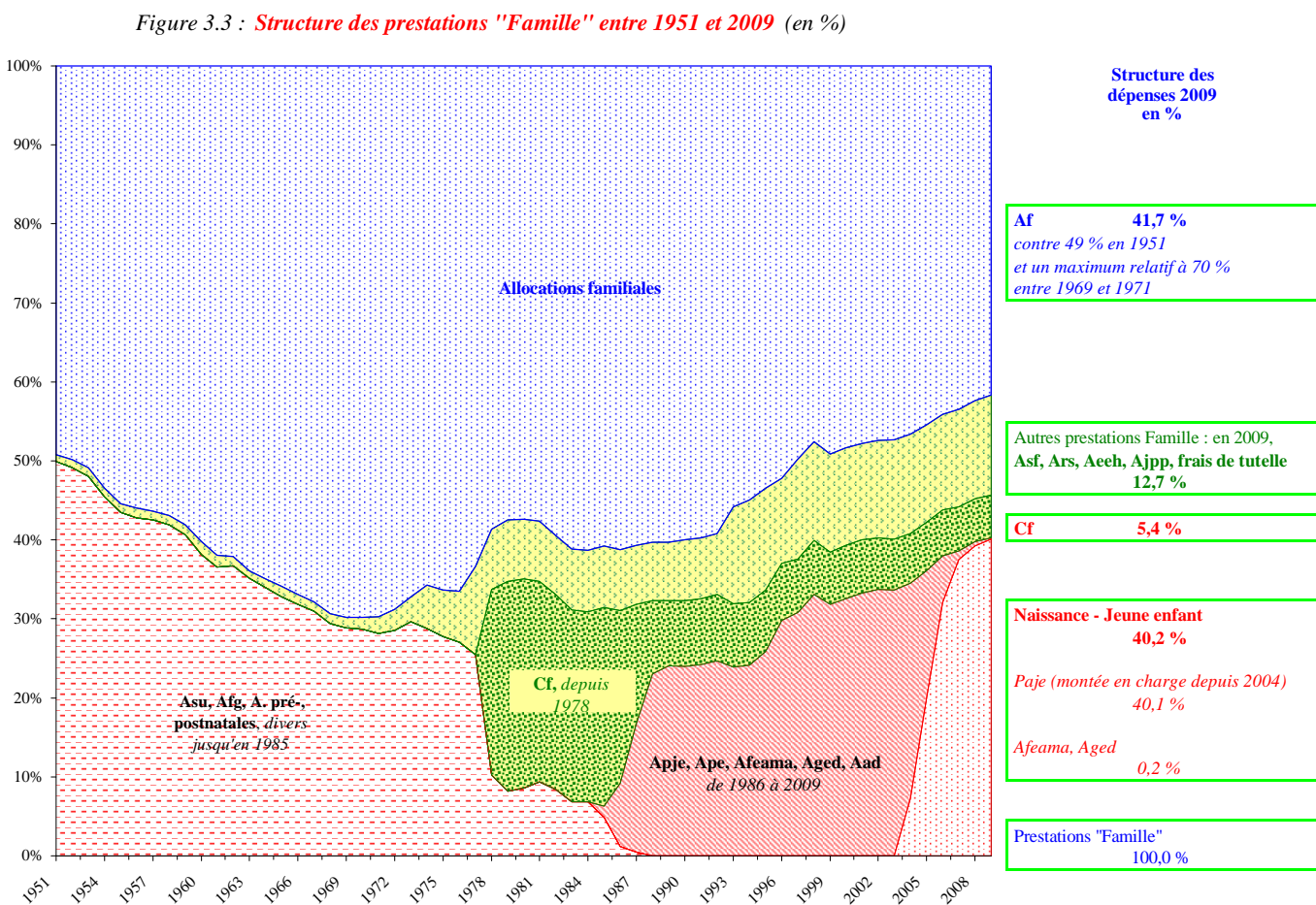
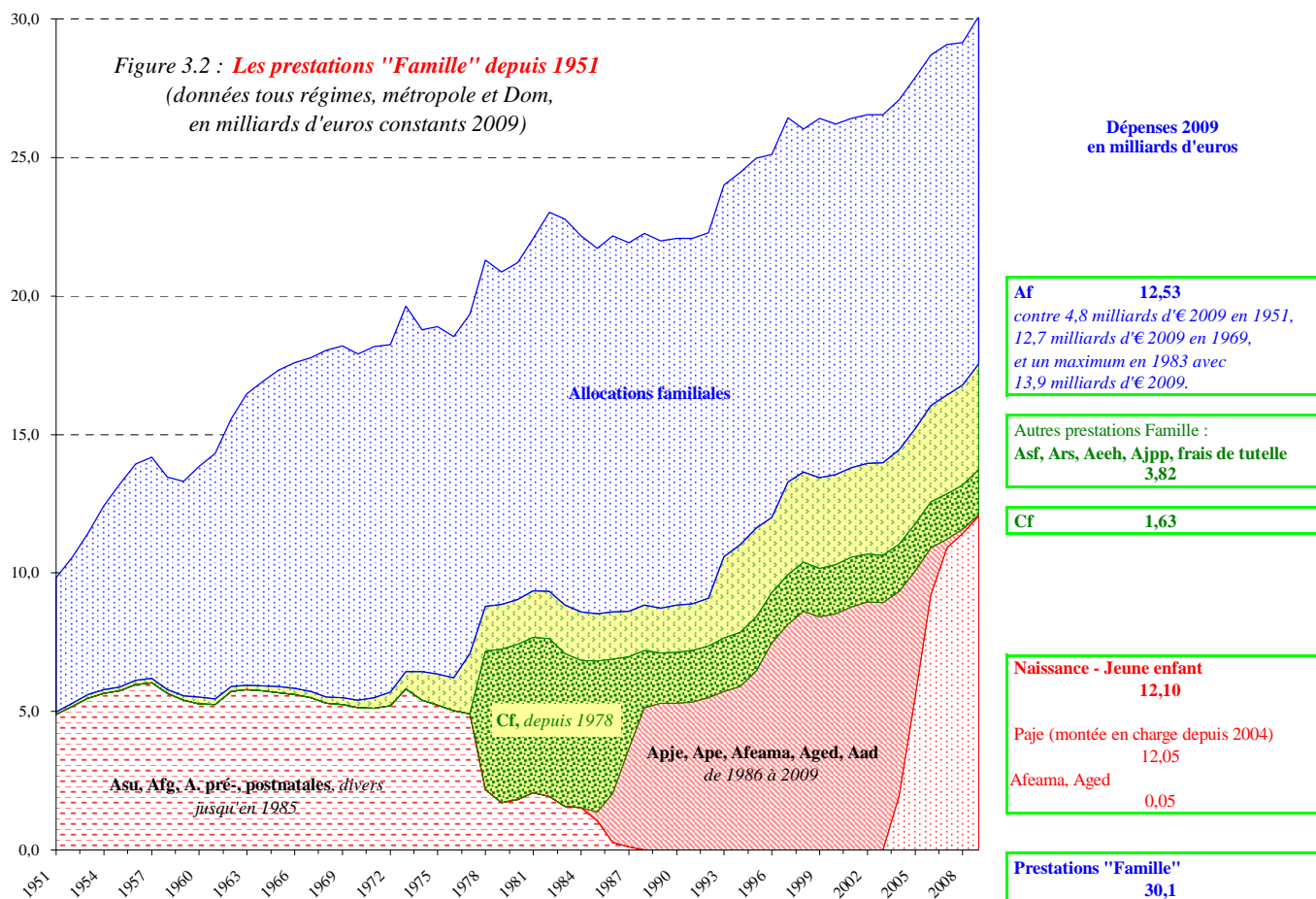
* Les prestations visant à assurer à leurs bénéficiaires un **revenu minimal ou une aide favorisant le retour à l'emploi** (15,7 milliards d'euros en 2009) représentent 22,8 % des prestations en 2009 et 27 % de l'accroissement de celles-ci depuis 1951. *Les minima actuellement versés par les Caf sont : l'allocation aux handicapés adultes (créée en 1972), l'allocation de parent isolé (en 1976), le revenu minimum d'insertion (en 1988), le revenu de solidarité dans les Dom (en 2001), le revenu de solidarité active (créé en 2009). Des aides visant à favoriser le retour à l'emploi des allocataires de minima sociaux³ peuvent également être versées par la branche Famille : le contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma, créé en 2004), le contrat d'avenir (en 2005) et la prime de retour à l'emploi (en 2006).*

TIPF 0.522009 : Evolution des dépenses de prestations légales entre 1951 et 2009 - Bénéficiaires des prestations en 2009

Dépenses tous régimes, métropole et Dom Milliards d'euros 2009	Dépenses				Evolution des dépenses								Structure des dépenses						Effectifs de bénéficiaires 2009	Rapport au nombre de bénéficiaires du Fnfp (a)						
	1951	1971	1991	2009	Ecart			Rapport					1951		1971		2009									
					2009- 1951	2009-1951 en % de	1971 - 1951	1991 - 1971	2009 - 1991	2009/ 1951	1971 / 1951	1991 / 1971	2009 / 1991	Total	P. Famille	Total	P. Famille	Total			P. Famille					
Total des prestations directes versées	9,83	20,76	39,11	61,522	51,7		10,9	18,4	22,4	6,3	2,1	1,9	1,6	100,0 %		100,0 %		100,0 %		Allocataires 11 701 600	Fnpf (a) 6 740 700					
Total des prestations directes ou financées par transferts	9,83	20,76	41,75	69,103	59,3		10,9	21,0	27,4	7,0	2,1	2,0	1,7	99,8 %		87,6 %		54,5 %								
Dont prestations directes ou indirectes Famille	9,81	18,18	24,72	37,665	27,9	Famille	8,4	6,5	12,9	3,1	1,9	1,4	1,5													
Famille	9,81	18,18	22,09	30,084	20,3		100 %	8,4	3,9	8,0	3,1	1,9	1,2	1,4	99,8 %	100 %	87,6 %	100 %	43,5 %	100 %						
Sous-total "Entretien : familles de 2 enfants et plus"	4,83	12,68	15,05	14,164			46,0 %	7,9	2,4	-0,9	2,9	2,6	1,2	0,9	49,2 %	49,2 %	61,1 %	69,7 %	20,5 %	47,1 %						
Allocations familiales (AF)	4,83	12,68	13,20	12,535	7,7		38,0 %	7,9	0,5	-0,7	2,6	2,6	1,0	0,9			61,1 %	69,7 %	18,1 %	41,7 %	4 897 800	73 %				
Complément familial (CF)			1,85	1,629	1,6		8,0 %		1,8	-0,2				0,9					2,4 %	5,4 %	865 000	13 %				
Sous-total "Entretien dès le premier enfant"	0,08	0,38	1,70	3,818	3,7		18,4 %	0,3	1,3	2,1	Ns	4,8	4,5	2,2	0,8 %	0,8 %	1,8 %	2,1 %	5,5 %	12,7 %						
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			0,42	1,495	1,5		7,4 %		0,4	1,1				3,6					2,2 %	5,0 %	3 030 000	45 %				
Allocation soutien familial (ASF)		0,11	0,80	1,257	1,3		6,2 %	0,1	0,7	0,5			7,3	1,6			0,5 %	0,6 %	1,8 %	4,2 %	749 700	11 %				
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)		0,02	0,28	0,670	0,7		3,3 %	0,0	0,3	0,4			13,8	2,4			0,1 %	0,1 %	1,0 %	2,2 %	167 200	2,5 %				
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)				0,050					0,05										0,1 %	0,2 %	4 500	0,1 %				
Autres dépenses (Frais tutelle, AD, HM, CEE)	0,08	0,25	0,21	0,346											0,8 %	0,8 %	1,2 %	1,4 %	0,5 %	1,2 %						
Sous-total "Naissance - Jeune enfant"			5,34	12,103	7,2		35,5 %	0,2	0,2	6,8	2,5	1,0	1,0	2,3					17,5 %	40,2 %						
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)				12,051		Pour l'ensemble des prestations Naissance - Jeune enfant (hors complément familial) comparé aux prestations créées avant 1978													17,4 %	40,1 %	2 348 700	35 %				
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)				0,654																			55 400			
PAJE de base naissance adoption (AB)				4,234																				1 931 800		
PAJE complément (optionnel) libre choix activité				2,258																				576 000		
PAJE complément mode de garde (CMG)				4,905																				809 300		
Allocation pour jeune enfant (APJE)			4	0,002																		0,0 %	0,0 %	237 600	4 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)			1,19																							
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			0,05	0,007																		0,0 %	0,0 %	2 100	0,03 %	
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			0,11	0,043																		0,1 %	0,1 %	10 900	0,2 %	
Sous-total "Prestations créées avant 1978 et n'existant plus"	4,90	5,12	0,00																							
A. salaire unique, A. frais de garde, A. pré-, postnatales...																										
Logement	0,02	2,58	10,53	15,701	15,7		2,6	7,9	5,2			4,1	1,5	0,2 %		12,4 %		22,7 %			6 309 100	54 %				
Allocation logement familiale (ALF), prime de déménagement	0,02	2,58	2,56	4,099	4,1									0,2 %		12,4 %		5,9 %			1 350 400	/ allocataires				
Aide personnalisée au logement (APL), prime de déménagement			5,91	6,678	6,7													9,7 %			2 611 700					
Allocation logement sociale (ALS)			2,05	4,820	4,8													7,0 %			2 347 000					
Aide aux associations de logement temporaire, PAH, ALINE		0,002	0,003	0,104	0,1													0,2 %								
Minima sociaux et aides à l'emploi			6,50	15,737	15,7			6,5	9,2				2,4					22,8 %								
Allocation de parent isolé (API)			0,84	0,544	0,5													0,8 %			29 800	0,3 %				
Allocation adultes handicapés (AAH, complément)			3,30	6,136	6,1													8,9 %			883 300	8 %				
Revenu solidarité active (RSA, yc prime)				5,381																	1 725 900	15 %				
Revenu minimum d'insertion (RMI, yc prime)			2,36	2,859	2,9													4,1 %			139 400	1,2 %				
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)				0,818	0,8													1,2 %			Cf. détail	/ allocataires				
Transferts (prestations ou cotisations financées par la CNAF)			2,63	7,581	7,6			2,6	4,9				2,9					11,0 %								
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)			2,40	4,434														6,4 %			1 585 300					
Contribution au fonds de solidarité vieillesse				2,883														4,2 %								
Congé paternité				0,265														0,4 %								



En millions d'euros 2009	Dépenses 2009	Accroissement des dépenses			
		1971-1951 20 ans	1991-1971 20 ans	2009-1991 18 ans	2009-1951 58 ans
Famille : transferts, prestations indirectes <i>En % / total (T)</i>	7,6 11 %		3,5 6 %	4,1 7 %	7,6 13 %
Minima sociaux et aides à l'emploi <i>En % / total (T)</i>	15,7 23 %		6,5 11 %	9,2 16 %	15,7 27 %
Logement <i>En % / total (T)</i>	15,7 23 %	2,6 4 %	7,9 13 %	5,2 9 %	15,7 26 %
Famille : prestations sous condition de ressources (Cr) <i>En % / total (T)</i>	8,0 12 %		5,5 9 %	2,5 4 %	8,0 14 %
Famille : prest. modulées en fonction des ressources (Paje Cmg, Aged, Afeama) <i>En % / total (T)</i>	5,0 7 %			5,0 8 %	5,0 8 %
Famille : P. non soumises à Cr, non modulées <i>En % / total (T)</i>	17,1 25 %	8,4 14 %	-1,6 -3 %	0,5 1 %	7,3 12 %
Ss-total 1 : P. directes <i>En % / total (T)</i>	61,5 89 %	10,9 18 %	18,4 31 %	22,4 38 %	51,7 87 %
Ss-tot. 2 : Famille P. directes <i>En % / total (T)</i>	30,1 44 %	8,4 14 %	3,9 7 %	8,0 13 %	20,3 34 %
P. directes + indirectes (T) <i>En % / total (T)</i>	69,1 100 %	10,9 18 %	21,8 37 %	26,5 45 %	59,3 100 %
Ss-tot. 3 : Famille P. directes et indirectes <i>En % / total (T)</i>	37,7 55 %	8,4 14 %	7,4 12 %	12,1 20 %	27,8 47 %



* Les dépenses de prestations « **Famille** » directes et indirectes (37,7 milliards d'euros) représentent 55 % de l'ensemble des prestations. Les prestations directes (30,1 milliards) représentent 80 % des prestations « Famille », les prestations indirectes (transferts, 7,6 milliards) 20 %. La progression globale des prestations « Famille » a été de 27,8 milliards d'euros 2009 depuis 1951. 30 % de cette progression a eu lieu avant 1971, 26 % entre 1971 et 1991, les 44 % restant ont eu lieu au cours des dix-huit dernières années (+ 12,1 milliards). 21 % de l'accroissement concernent les prestations sous conditions de ressources (Cr), 13 % celles dont le montant est modulé en fonction des revenus.

Prestations Famille directes et indirectes depuis 1951

En milliards d'euros 2009	Dépenses 2009	Accroissement des dépenses			
		1971-1951	1991-1971	2009-1991	2009-1951
Prestations indirectes	7,6		3,5	4,1	7,6
Prestations directes	30,1	8,4	3,9	8,0	20,3
P. sous Cr	8,0		5,5	2,5	8,0
P. modulées	5,0			5,0	5,0
Autres P. Famille	17,1	8,4	-1,6	0,5	7,3
Ensemble Famille	37,7	8,4	7,4	12,1	27,8
En %	Structure	Accroissement en % du total Famille			
Prestations indirectes	20 %			15 %	27 %
Prestations directes	80 %	30 %	14 %	29 %	73 %
P. sous Cr	21 %		20 %	9 %	29 %
P. modulées	13 %			18 %	18 %
Autres P. Famille	45 %	30 %	-6 %	2 %	26 %
Ensemble Famille	100 %	30 %	26 %	44 %	100 %

Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 47,1 % des prestations « Famille »

Les Af et le Cf sont les prestations d'entretien aux familles de deux enfants et plus (14,2 milliards d'euros, cf. T1PF 0.522009).

* Les **allocations familiales** (Af) : **12,5 milliards** d'euros bénéficient à **4 897 800 familles** de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans (ou bénéficiant du forfait AF⁴), soit 73 % des familles bénéficiaires du Fnpf. La part des Af dans l'ensemble des prestations « Famille » est passée de 49 % des prestations « Famille » en 1951 à 41,7 % en 2009 (après un maximum à 70 % en 1969-1971).

En euros constants 2008, les dépenses d'Af :

- ont été **multipliées par 2,6 entre 1951 et 1971** (soit + 7,7 milliards d'euros 2009) ;
- sont globalement restées stables entre 1971 et 2009 malgré un impact démographique négatif (sorties des classes d'âges à forts effectifs, diminution des familles nombreuses) compensé par l'allongement de la scolarité et les mesures législatives relatives à la

notion d'enfant à charge (cf. figure 3.7, page 67). En 2009, les économies de la réforme des majorations pour âge sont de l'ordre de – 211 millions d'euros.

Encadré 3 : Mesures relatives aux Af

Les diverses mesures prises depuis 1998 relatives aux Af auraient globalement généré près de + 53 millions d'euros 2008 de dépenses :

- les **majorations** pour âge des Af sont versées à partir de onze ans, et à partir de seize ans de janvier 1999 jusqu'à la réforme de mai 2008 ;

- la **limite d'âge** pour les enfants à charge est passée de dix-huit à dix-neuf ans en 1998, de dix-neuf ans à vingt ans en 1999 ;

- un **forfait Af** versé aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de vingt ans a été mis en place en juillet 1997.

- depuis mai 2007, en cas de **résidence alternée**, les parents ont la possibilité d'opter pour le partage des Af, le montant des Af correspondant à la configuration familiale (avec 1 pour un enfant à temps plein et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).

- en mai 2008, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par **une seule majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008 (cf. encadré 1 du chapitre 2).

En 1998, les Af ont régressé de plus de 802 millions d'euros 2007 suite à leur **mise sous condition de ressources** pendant dix mois de mars à décembre⁵.

La progression des Af représente à elle seule 38 % de l'accroissement des prestations « Famille », entre 1951 et 2009, celle des prestations modifiées par les plans « Famille » représentant 35 % de cet accroissement (cf. T1PF 0.522009, figures 3.2-3.3).

Depuis 1971, la décroissance de la part des Af dans les prestations « Famille » apparaît comme l'inversion du courant qui a prévalu entre 1951 et 1971 : la **concentration** de l'accroissement des dépenses de prestations « Famille » en faveur des Af fait place depuis 1971 à la **diversification des objectifs de la politique familiale**. Il s'agit alors de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle par le libre choix entre les différents modes de garde, entre la poursuite ou l'arrêt d'une

activité professionnelle ; de soutenir les familles monoparentales, les enfants handicapés et l'éducation des enfants... Par ailleurs, **le soutien à la natalité** demeure à travers le barème des allocations familiales favorable aux familles nombreuses, le complément familial et les prestations d'entretien en faveur des jeunes enfants.

* Le **complément familial** (Cf. cf. encadré 1), créé en 1978 et versé sous condition de ressources : **5,4 %** des prestations « Famille », **1,6 milliard** d'euros bénéficiant à **865 000 familles** de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de vingt et un ans⁶.

Naissance - Accueil des jeunes enfants : 40,2 % des prestations « Famille »

Les prestations « Naissance - Accueil des jeunes enfants » (**12,1 milliards** d'euros, cf. encadrés 1 et 2, T1PF 0.522009, figures 3.2 et 3.3) représentent 40,2 % des prestations « Famille ». On peut distinguer trois types de préoccupations : la garde des enfants, la compensation de la perte de revenus liée à l'arrêt d'activité professionnelle d'un (des) parent(s), l'entretien des jeunes enfants. Les créations de trois prestations (l'Ape, l'Aged et l'Afeama, respectivement en 1985, en 1987 et en 1991) et leur remplacement en janvier 2004 par trois composantes de la Paje reflètent l'accent mis à nouveau sur **l'éducation et la garde des jeunes enfants**, avec également des préoccupations relevant de **politiques d'emploi**.

55 400 familles ont bénéficié de la prime Paje de naissance ou d'adoption au titre du mois de décembre 2009 (654 millions d'euros), 1 931 800 de l'allocation de base (4,23 milliards), 576 900 familles ont opté pour le complément de libre choix d'activité ou pour le Colca d'une durée plus courte (2,26 milliards) et 809 300 familles pour le complément mode de garde (4,90 milliards). La natalité reste élevée : 824 000 naissances en moyenne annuelle sur les trois dernières années.

12,7 % des prestations « Famille » correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant

Les prestations d'entretien attribuées dès le premier enfant sont des aides spécifiques aux enfants handicapés et aux familles monoparentales, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire. Elles atteignent 3,7 milliards d'euros en 2009 (cf. T1PF 0.522009) et représentent 12,7 % des prestations « Famille ».

* La prise en compte du handicap des enfants dans la politique familiale a débuté en 1964, avec un tournant important en 1975 (cf. encadré 4). La part

des dépenses correspondantes est passée de 0,1 % des prestations « Famille » en 1971 à 1 % en 1977 et à **2,2 % en 2009**. Les dépenses d'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** atteignent **670 millions d'euros pour 167 200 familles** bénéficiaires en décembre 2009.

Encadré 4 : L'handicap des enfants

- **Janvier 1964** : les enfants placés en établissement bénéficient de l'allocation d'**éducation spécialisée**.

- Février 1972 : création de l'allocation aux **mineurs handicapés** (lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la prestation précédente) ; la prestation est sous condition de ressources jusqu'en juillet 1973.

- Octobre 1975 : les deux prestations précédentes sont remplacées par l'allocation d'éducation spéciale (Aes) d'un montant plus avantageux et assortie de **deux compléments**.

- Février 1983 : augmentation de 50 % du montant du deuxième complément de l'Aes.

- Octobre 1991 : création d'un **troisième** complément de l'Aes pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer.

- Janvier 2001 : création de l'allocation de **présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au maximum une année par enfant et pour une même cause.

- Avril 2002 : majoration substantielle de l'App et création de **six** nouveaux compléments de l'Aes à la place des anciens. Ces compléments restent acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.

- Janvier 2006 : l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** remplace l'Aes. Une **majoration** de l'Aeeh est versée aux **parents isolés**, par enfant percevant un complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou recrutement d'une tierce personne.

- Mai 2006 : le parent bénéficiaire de l'**allocation journalière de présence parentale** peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.

- Avril 2008 : les familles d'enfants handicapés de moins de vingt ans peuvent opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, **prestation de compensation du handicap**, en fonction de la situation la plus favorable.

* L'**allocation (journalière) de présence parentale** (50 millions d'euros) a bénéficié à 4 500 familles.

Encadré 5 : Les familles monoparentales

- **En 1971, l'allocation orphelin** est créée en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. Elle est attribuée sous condition de ressources jusqu'en avril 1973.

- Extension de l'Ao aux enfants manifestement **abandonnés** depuis six mois, en **1975** ; depuis deux mois, en 1982. En 1978, le montant de l'Ao partielle est majoré de 50 %.

- En 1985, l'**allocation de soutien familial** (Asf) se substitue à l'Ao. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est alors confiée aux organismes débiteurs de l'Asf. *Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations verse une allocation **différentielle** sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'Asf⁷. Il est à noter que l'Asf est supprimée en cas de (re)mariage, de concubinage ou de Pacs.*

- En juin 2009, le Rsa majoré remplace l'Api en métropole.

- Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux, y compris à l'Asf. Cette mesure minore de – 77 millions d'euros en année pleine les prestations perçues par les familles (+ 33 millions d'Asf et – 110 millions d'Api). Depuis juin 2009, les bénéficiaires du Rsa sont soumis à la même obligation.

* Les dépenses d'**allocation de soutien familial** sont passées de 0,6 % des prestations « Famille » en 1971, à 1,6 % en 1973, à 3,2 % en 1978⁸ et à **4,2 %** en 2009 : soit **1,26 milliard** d'euros de dépenses et **749 700 familles** bénéficiaires (cf. encadré 5).

* Jusqu'en juin 2009, l'**allocation de parent isolé** (Api, créée en 1976) garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'Api est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans. Du fait de la spécificité de cette prestation différentielle et suite à son remboursement par l'Etat depuis 1999, l'Api est regroupée avec les **minima sociaux**. **1,02 milliard** d'euros a été versé en 2008 à **200 400 bénéficiaires** de l'Api. La part de l'Api dans l'ensemble des prestations a progressé jusqu'à 2,3 % en 1986-1989 avant de décroître pour se situer aux alentours de 1,7 % depuis 1997. La part des prestations (Asf et Api) versées aux **familles monoparentales** représente **3,8 %** de l'ensemble des prestations

en 2008. En décembre 2009, 29 800 familles ont perçu l'Api dans les Dom.

Le barème de la majorité des prestations et des minima prend en compte l'isolement de l'allocataire dans le calcul du montant de la prestation.

Encadré 6 : La rentrée scolaire

. L'**allocation de rentrée scolaire** (Ars), créée en **1974**, est versée sous condition de ressources. *(Aucune majoration du plafond pour double activité n'a été introduite. Cf. TIPF 793).*

. En **1990**, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de seize à dix-huit ans.

. En **1999**, le droit à l'Ars a été ouvert aux familles avec un seul enfant qui ne perçoivent pas d'autres prestations des organismes débiteurs des prestations familiales.

. Depuis **2002**, une allocation **différentielle** est versée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond.

. Le **montant unitaire de l'Ars** en euros constants a été **multiplié par 3,6** entre 1992 et 2007.

. En août **2008**, l'Ars est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses, soit un coût de + 40 millions d'euros.

. En juin **2009**, une prime exceptionnelle de 150 euros est versée aux familles ayant bénéficié de l'Ars au titre de la rentrée scolaire 2008.

* **5 096 000 enfants** (3 030 000 familles) ont bénéficié de l'Ars en 2009, soit 45 % des familles bénéficiaires du Fnpf. Les dépenses d'Ars (1,5 milliard d'euros) atteignent **5,0 %** des prestations « Famille » contre 1,9 % en 1992.

26,9 % des prestations « Famille » sont sous condition de ressources

* Les prestations de garde sont **modulées en fonction des ressources** depuis 1998 pour l'**Aged** (créée en 1995, cf. TIPF 7511), depuis 2001 pour la **majoration d'Afeama** (créée en 1992, cf. TIPF 753) et dès leur création en 2004 pour les **Cmg de la Paje** (cf. TIPF 7361). D'une part, les cotisations prises en charge et le taux minimum du Cmg ne sont pas soumis à condition de ressources. D'autre part, les plafonds de ressources sont élevés comparés à ceux des autres prestations familiales : ils se situent en 2009 au niveau de 3,6 Smic pour percevoir le montant médian du Cmg contre 1,9 Smic pour l'Ars, dans le cas de familles n'ayant qu'un seul enfant (cf. TIPF 7902009, page 7).

Figure 3.4 : 27 % des prestations directes Famille sont soumises à condition de ressources (Cr) en 2009 contre 23 % en 1973

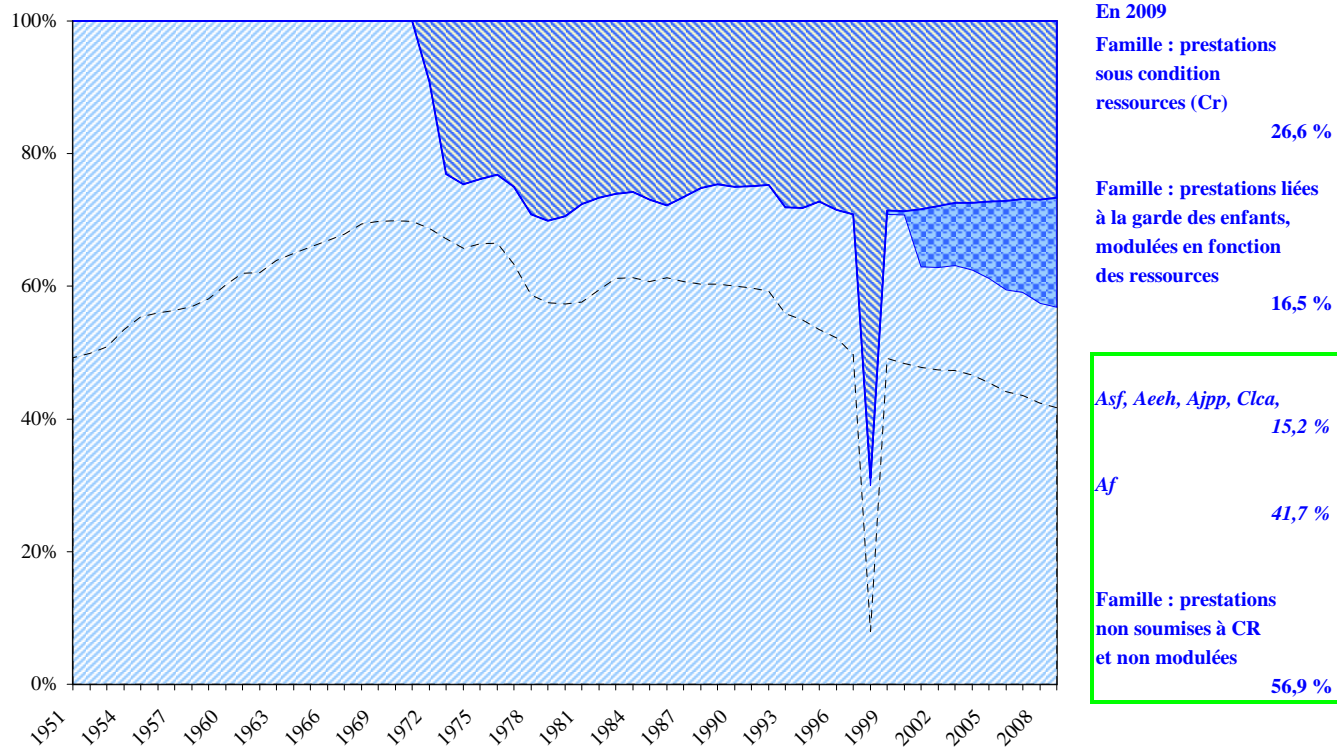
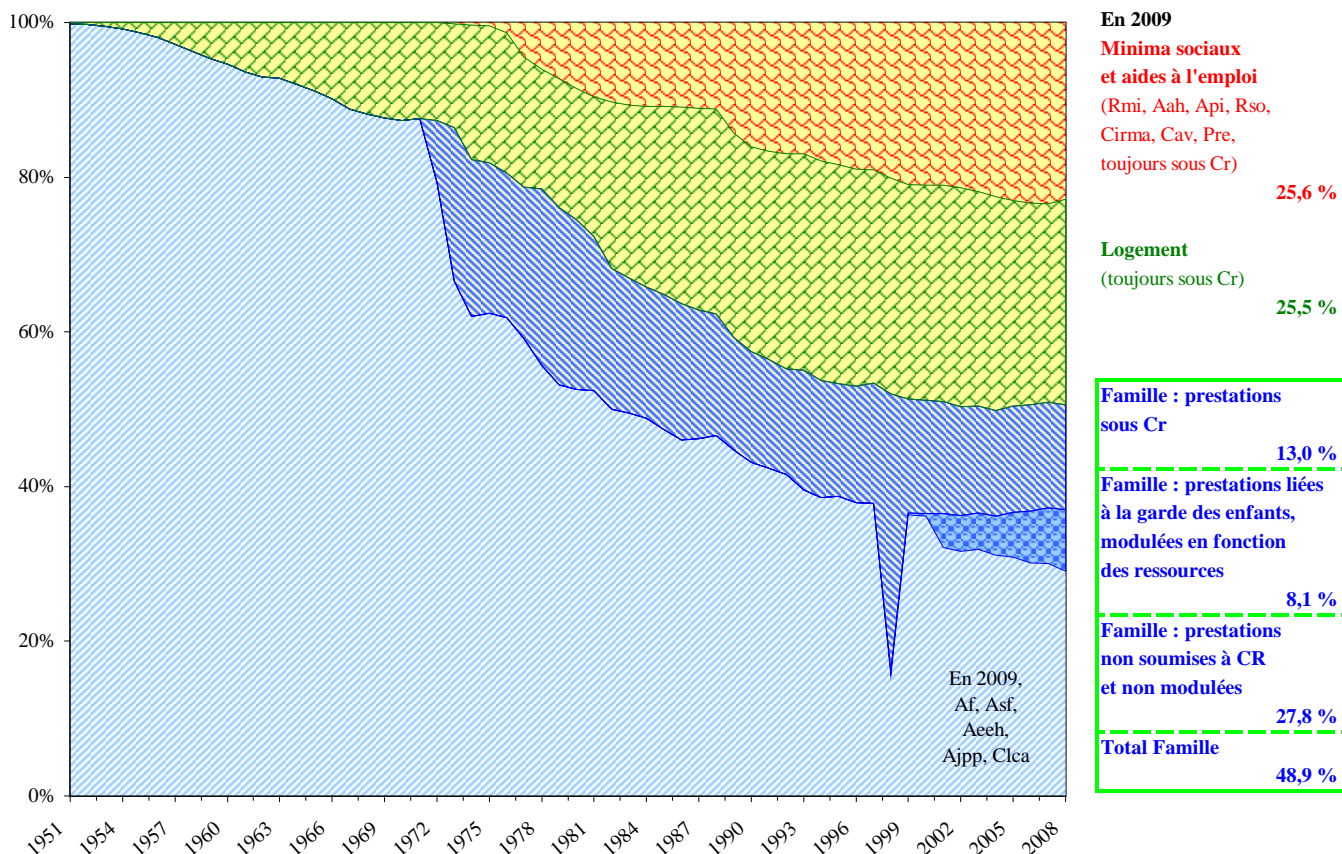


Figure 3.5 : La part des prestations directes Famille sans Cr dans l'ensemble des prestations a régressé de 87 % en 1971 à 67 % en 1973, 53 % en 1981, 27,8 % en 2009, suite à la décroissance des prestations Famille dans l'ensemble



En 1998, les prestations sans Cr enregistrent un creux correspondant à la mise sous Cr des Af pendant dix mois.

16 % des dépenses de prestations « Famille » en 2009 correspondent à des prestations dont le montant est **modulé en fonction des ressources** de la famille. La mise en place de la modulation dans le calcul des prestations de garde est apparue en 1998.

Dépenses TR M€2009	Ventilation des prestations Famille				Rapport 2009/1999
	1973	1999	2001	2009	
P. sans CR	77 %	71 %	63 %	56,9 %	-8,5 %
P. modulées		0,6 %	9 %	16,5 %	3 132 %
Ss-total	77 %	71 %	72 %	73,4 %	17,0 %
P. avec CR	23 %	29 %	28 %	26,6 %	6,1 %
P. Famille	100 %	100 %	100 %	100 %	13,9 %

* La part des prestations « Famille » **attribuées strictement sans condition de ressources** dans l'ensemble des prestations « Famille » a régressé en trois temps (cf. figure 3.4 et T1PF 21631) :

- passant de 100 % en 1971 à 77 % en 1973, les allocations de salaire unique, de frais de garde et leur

majoration ayant été mises sous condition de ressources à partir de juillet 1972, (cf. encadré 1) ;

- si on exclut l'exercice 1998, le taux moyen des prestations « Famille » sans condition de ressources est resté **relativement stable de 1973 jusqu'en 2000, date de modulation de l'Afeama**. En moyenne, ce taux a été de 73,3 % des prestations « Famille » sur 27 ans ;

- ce taux régresse à nouveau, passant de 63 % en 2001 à 59 % en 2007, 57,4 % en 2008, **56,9 %** en 2009 (Af, Asf, Aeéh, Ajpp, Paje Clca). *L'encadré 7 situe le degré d'imprécision de cette estimation à 9 points en 2003.* Les prestations « Famille » sans conditions de ressources ont régressé de **-8,5 %** en volume depuis 1999.

En 1998, avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre, le montant des prestations sans condition de ressources chute à 29,9 % des prestations « Famille ».

Encadré 7 : Conditions de ressources...

3.1 - Parmi les prestations « Famille » (hors Api qui figure avec les minima sociaux), on peut considérer que seuls **l'Ars et le Cf sont soumis à des conditions de ressources sélectives** (alors que les autres conditions de ressources n'excluent que 10 % à 15 % des bénéficiaires potentiels). Le tableau 79020060 page 4 situe les différents niveaux de plafonds de ressources par rapport au Smic :

- le bénéfice de l'Ars est supprimé à une famille d'un enfant percevant **1,9 Smic** ;
 - une famille de trois enfants avec un seul revenu bénéficie du Cf si ses revenus sont inférieurs à **2,9 Smic** ;
 - l'allocation de base de la Paje se situe déjà à un niveau sensiblement supérieur : 4 Smic pour une famille d'un enfant avec deux revenus.

3.2 - Les prestations de garde sont considérées comme modulées selon les revenus pour la totalité des sommes versées.

- En fait, les cotisations sont versées sans aucune référence aux revenus de la famille. Seule la composante versée à la famille diffère selon les ressources.

- Avant la mise en place du Cmg de la Paje, les dépenses d'Afeama étaient ventilées entre prestations sans Cr (Afeama de base) et prestations modulées (majoration d'Afeama). Le changement de méthodologie minore la part des prestations sans Cr de 5,1 % en 2003 (et majore celle des prestations modulées).

- Les dépenses d'Aged (modulée depuis 1998) n'incluent pas de cotisations sociales.

3.3 Le montant du Clca de la Paje est équivalent à celui de l'Ape pour les familles dont les ressources dépassent le plafond d'attribution de l'Ab Paje. Les allocataires dont les ressources sont inférieures au plafond perçoivent l'Ab Paje et le montant cumulé des deux prestations (Ab + Clca) correspond bien à celui de l'Ape (non cumulable avec l'Apje).

Cette spécificité du Clca a conduit à une estimation statistique des dépenses d'Apje virtuelle sous Cr :

- en 2003, on considère que 80 % des familles bénéficiaires de l'Ape auraient pu bénéficier de l'Apje (20 % d'entre elles sont exclues par la condition de ressources de l'Apje) ;

*- on estime que **30 % des sommes versées au titre de l'Ape auraient de toute façon été versées au titre de l'Apje si l'Ape n'avait pas existé.***

Les dépenses d'Ape sans Cr sont minorées de ces dépenses d'Apje virtuelle.

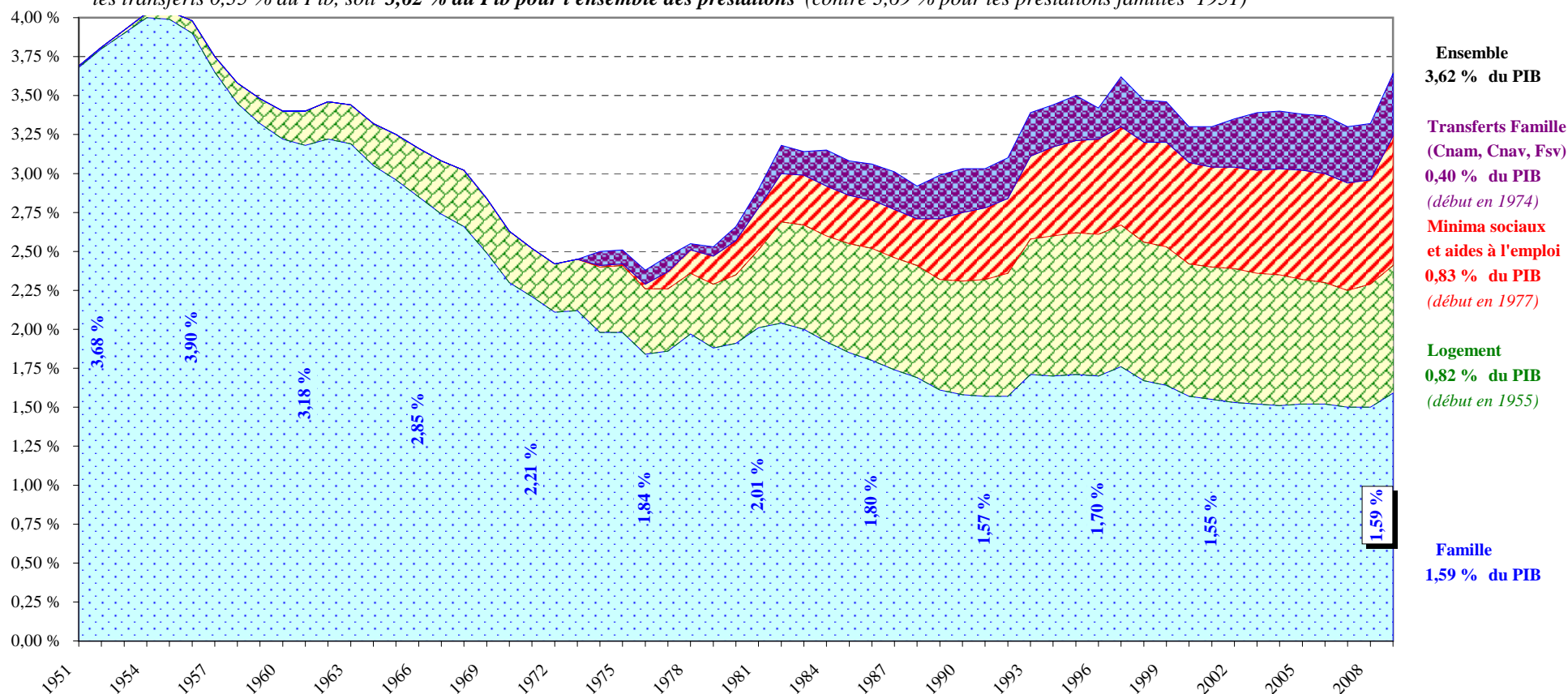
L'impact du changement de législation sur les séries statistiques de dépenses de prestations avec et sans Cr minore la part des prestations sans Cr de l'ordre de 3,8 points en 2003.

3.4 - Pour conclure, la part des prestations sans Cr est de 8,9 points inférieure à celle présentée dans la brochure PF2003 : parallèlement, les prestations modulées sont majorées de 5,1 points (du fait de l'impact de l'Afeama de base, cf. point 2), les prestations sous Cr sont majorées de 3,8 points (suite au calcul de l'Apje virtuelle, cf. point 3).

Ventilation P. Famille selon la méthodologie

2003	A : nouvelle	B : ancienne	A - B
Sans Cr	63,2 %	72,0 %	-8,9
Modulées	9,4 %	4,3 %	5,1
Avec Cr	27,4 %	23,6 %	3,8

Figure 3.6 : **Les prestations directes Famille représentent 1,59 % du Pib en 2009**, le logement 0,82 %, les minima et les aides à l'emploi 0,83 %, les transferts 0,35 % du Pib, soit **3,62 % du Pib pour l'ensemble des prestations** (contre 3,69 % pour les prestations familles 1951)



TIPF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951

<i>TIPF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951</i>																			Ecart (points) 2009-1999	Moyenne 10 ans [2000-2009]
Tous régimes, métropole et Dom	1951	1960	1970	1980	1988	1990	1997	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	1999	2009]
Famille	3,68 %	3,22 %	2,30 %	1,91 %	1,69 %	1,58 %	1,76 %	1,64 %	1,57 %	1,55 %	1,53 %	1,52 %	1,51 %	1,52 %	1,52 %	1,50 %	1,50 %	1,59 %	-0,05	1,53 %
Logement	0,01 %	0,18 %	0,33 %	0,44 %	0,72 %	0,73 %	0,91 %	0,89 %	0,85 %	0,85 %	0,86 %	0,84 %	0,84 %	0,80 %	0,78 %	0,75 %	0,79 %	0,82 %	-0,07	0,82 %
Minima sociaux et aides à l'emploi				0,22 %	0,30 %	0,44 %	0,63 %	0,67 %	0,65 %	0,64 %	0,65 %	0,66 %	0,68 %	0,70 %	0,70 %	0,69 %	0,67 %	0,83 %	0,16	0,69 %
Prestations directes	3,69 %	3,40 %	2,63 %	2,57 %	2,71 %	2,75 %	3,30 %	3,20 %	3,07 %	3,04 %	3,04 %	3,02 %	3,03 %	3,02 %	3,00 %	2,94 %	2,96 %	3,24 %	0,04	3,04 %
Transferts (Cnam, Cnav, Fsv)				0,09 %	0,21 %	0,28 %	0,32 %	0,26 %	0,23 %	0,26 %	0,31 %	0,37 %	0,37 %	0,36 %	0,37 %	0,36 %	0,36 %	0,40 %	0,14	0,34 %
Prestations directes et transferts	3,69 %	3,40 %	2,64 %	2,65 %	2,92 %	3,03 %	3,60 %	3,47 %	3,31 %	3,30 %	3,36 %	3,38 %	3,40 %	3,38 %	3,38 %	3,29 %	3,32 %	3,62 %	0,15	3,37 %
Dont "Famille" P. directes et indirectes	3,68 %	3,22 %	2,30 %	2,00 %	1,90 %	1,86 %	2,08 %	1,90 %	1,80 %	1,81 %	1,84 %	1,89 %	1,88 %	1,88 %	1,89 %	1,86 %	1,86 %	1,99 %	0,09	1,87 %

L'ensemble des prestations qui ne sont pas strictement soumises à condition de ressources ont globalement plus progressé que l'ensemble des prestations « Famille » (+ 17 % contre + 13,9 %). En conséquence, leur part est passée de 71 % en 1999 à 73,4 % en 2009.

* Les prestations « Famille » strictement **sous condition de ressources** n'ont progressé que de + 6,1 % entre 1999 et 2009. La forte progression des prestations de garde a entraîné une diminution relative de la part des prestations sous condition de ressources : 26,6 % en 2009 (Cf, Ars, Paje : prime, allocation de base) contre 29 % en 1999 (cf. figure 3.4, encadré 3, TIPF 21631).

Par ailleurs, la part des prestations « Famille » sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations « Famille-Logement-Minima sociaux » a régressé de 67 % en 1973 à 29 % en 2008, du fait de la régression de la part des prestations « Famille » dans l'ensemble des prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (cf. figure 3.5, TIPF 21632).

1,99 % du Pib pour la « Famille » en 2009 contre 3,7 % en 1951

Le rapport au Pib des prestations « **Famille** » **directes** décroît de – 1,94 point entre 1951 et 1987, de – 0,24 point de 1987 à 2008, pour atteindre son minimum en 2007-2008 (1,5 % du Pib contre 3,7 % en 1951). Le taux 2009 (1,59 %) est légèrement supérieur.

Dépenses directes Famille en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points	
1951	3,68 %		
1965	2,96 %	-0,72 14 ans	En 36 ans
1969	2,49 %	-0,47 4 ans	
1974	1,98 %	-0,51 5 ans	
1987	1,74 %	-0,24 13 ans	1987-1951
			-1,94
1992	1,57 %	-0,17 5 ans	En 22 ans
1997	1,76 %	0,19 5 ans	
2003	1,52 %	-0,24 6 ans	
2008	1,50 %	-0,02 5 ans	
2009	1,59 %	0,09 1 an	
			2009-1987
			-0,15

Par ailleurs, 0,4 % du Pib en 2009 concerne des prestations légales « **Famille** » **indirectes**, financées mais non versées par la Cnaf (droits à l'assurance vieillesse⁹, congé paternité). Apparues dans les comptes de la Cnaf depuis 1974¹⁰, ce sont des transferts au bénéfice de la Cnav, de la Cnam ou du fonds de solidarité vieillesse (Fsv). Ainsi, l'ensemble des prestations légales « **Famille** » **directes et indirectes** représente 1,99 point de Pib en 2009.

Le rapport entre les prestations de **logement** et le Pib atteint son maximum à 0,9 % entre 1994 et 1999 avant de décroître pour atteindre 0,79 % en 2008, soit un niveau un peu supérieur à celui de 1987 (0,72 %). Le taux 2009 se situe à 0,82 %.

Dépenses d'aides au logement en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points	
1951	0,01 %		
1973	0,33 %	0,32 22 ans	En 36 ans
1982	0,65 %	0,32 9 ans	
1987	0,72 %	0,07 5 ans	
			1987-1951
			0,71
1997	0,91 %	0,19 10 ans	En 22 ans
2008	0,79 %	-0,12 11 ans	
2009	0,82 %	0,03 1 an	
			2009-1987
			0,10

Créées en 1974 dans un contexte économique dégradé, les dépenses relatives aux **minima sociaux** et aux **aides à l'emploi** progressent rapidement. Leur part représente 0,18 % en 1979, 0,31 % en 1982, 0,39 % en 1989, 0,53 % en 1993, 0,61 % en 1996, 0,70 % en 2005, 0,67 % en 2008. La crise économique et la mise en œuvre du Rsa en juin 2009 les portent à 0,83 % du Pib en 2009 (cf. TIPF 2164).

L'ensemble des prestations directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales se situe à 3,62 % du Pib en 2009 contre 3,69 % en 1951 (cf TIPF 2192, figure 3.6).

Notes

¹ Les prestations « Famille » du Fnpf excluent l'Alf, l'Aah et l'Api. L'Aeoh fait partie du bloc « Famille ».

² Les séries 1946-1972 tous régimes, métropole et Dom ont été estimées. La période 1946-1951 est considérée comme une période de montée en charge de la politique familiale.

³ Le supplément de revenu familial (Surf) a été en vigueur de janvier 1981 à août 1990. L'allocation spécifique d'attente (Asa) a été versée par les organismes débiteurs des prestations familiales de juin 1998 à décembre 2001.

⁴ Depuis le 1^{er} juillet 2003, un forfait mensuel de 70 euros est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans. Le coût de la mesure est estimé à 121 millions d'euros 2008 en année pleine (2005).

⁵ Parallèlement au retour à l'universalité des Af en janvier 1999, le quotient familial est minoré de 33 %.

⁶ Dans les Dom, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans).

⁷ Par ailleurs, des familles sont défavorisées par un montant de la pension alimentaire fixé à un niveau inférieur au montant de l'Asf.

⁸ Avec la suppression de toute condition d'activité professionnelle.

⁹ Dans ce cas, il s'agit de prestations différées.

¹⁰ Avec ouverture du droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer au titre de la validité 1972.

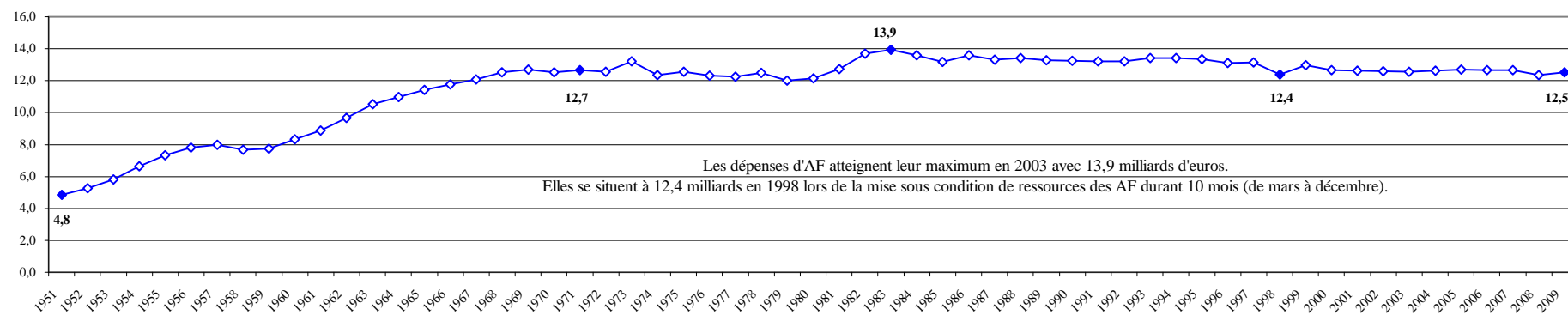
TIPF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants

En millions d'euros	1951	1960	1970	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Prestations sans condition de ressources (CR)	710,44	1 491,11	2 866,05	6 008,78	10 083,03	12 231,82	14 858,53	15 928,88	16 035,47	14 607,62	14 925,89	15 279,29	15 673,08	16 084,44	16 359,89	16 693,33	16 718,95	17 116,45
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	349,82	897,41	2 001,88	4 887,52	8 375,85	9 781,76	10 906,63	11 057,02	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84	12 299,93	12 342,29	12 534,77
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				293,46	509,79	588,60	745,01	869,41	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44	1 181,31	1 173,20	1 256,80
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			2,59	74,70	152,30	196,84	268,41	310,65	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88	608,10	644,42	670,47
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60	53,63	51,49	50,22
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													290,30	1 169,64	1 975,14	2 256,45	2 258,06	
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle"					0,87	649,60	879,81	1 945,40	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	1 897,74	1 098,53	309,52	-0,77	0,33	0,09
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996					203,62	818,46	867,77											
AGED sans CR jusqu'en 1997]						39,18	142,85											
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]							861,60	1 534,86	1 694,95									
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	290,01	486,82	649,28															
Allocations prénatales	36,28	45,62	92,84	227,76	193,92													
Allocations postnatales	26,79	29,58	67,53	370,91	404,45													
Congé de naissance	1,49	6,38	12,74	45,43	67,99													
Prime de protection de la maternité				0,15	0,15	1,28	5,65											
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	6,05	25,30	39,18	108,85	174,10	156,11	180,80	211,54	202,37	206,02	210,75	220,16	231,33	233,70	246,46	251,95	250,76	346,03
Prestations modulées en fonction des ressources								130,51	134,60	2 000,38	2 180,51	2 281,44	2 519,10	3 039,06	3 669,84	3 988,12	4 567,81	4 954,04
PAJE complément mode de garde (CMG)													178,81	1 329,64	2 777,11	3 670,57	4 413,20	4 904,72
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998								130,51	134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39	31,26	17,03	6,66
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001										1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34	286,29	137,58	42,66
Prestations sous condition de ressources (CR)				2 510,23	3 708,27	4 066,84	5 555,32	6 432,83	6 498,26	6 595,21	6 630,01	6 625,19	6 885,53	7 163,05	7 472,83	7 591,34	7 833,80	8 013,95
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																		
Complément familial (CF)				2 259,45	3 465,93	1 355,37	1 589,20	1 496,77	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91	1 585,41	1 595,43	1 629,31
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				164,95	240,56	308,87	1 313,54	1 391,72	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83	1 381,10	1 487,14	1 494,66
Aide à la scolarité (AAS)							125,47	-0,38	0,03									
PAJE naissance adoption													585,72	590,88	619,76	619,98	638,27	654,43
PAJE de base naissance adoption (AB)													754,43	2 138,71	3 445,74	4 003,05	4 112,29	4 233,65
Allocation d'adoption (AAD)							1,37	3,57	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10	0,05	0,04	0,06
APJE courte sous CR depuis janvier 1996								794,06	816,23	814,09	805,05	803,44	63,82	0,62	0,24	-0,12	0,10	0,37
APJE longue avec CR					0,82	2 142,01	2 160,02	1 911,56	1 933,42	1 988,47	2 014,38	2 012,18	1 719,04	985,38	287,68	2,20	0,41	1,44
Estim. APJE virtuelle "idem AB APE sous CR" (1)					0,35	260,59	365,72	835,53	840,76	872,20	899,58	910,74	814,40	470,52	132,58	-0,34	0,13	0,04
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				85,83	0,61													
Sous-total Famille	710,44	1 491,11	2 866,05	8 519,00	13 791,30	16 298,67	20 413,85	22 492,22	22 668,33	23 203,21	23 736,41	24 185,92	25 077,70	26 286,54	27 502,56	28 272,78	29 120,56	30 084,44
Logement (hors créances, indus)	1,22	84,11	414,68	1 949,21	5 181,89	7 519,17	10 862,20	12 187,90	12 317,05	12 731,23	13 371,26	13 331,17	13 939,15	13 818,73	14 174,51	14 270,11	15 320,90	15 701,32
Allocation logement familiale (ALF)	1,18	81,98	405,82	1 120,20	1 852,41	1 865,91	2 347,11	2 697,85	2 815,18	3 038,95	3 224,93	3 263,63	3 469,88	3 491,69	3 612,03	3 668,44	3 947,54	4 094,62
Aide personnalisée au logement (APL)				202,76	2 054,71	4 202,71	5 440,91	5 967,01	5 938,91	5 920,69	6 125,58	6 032,17	6 221,31	6 120,29	6 190,03	6 154,81	6 531,45	6 675,14
Allocation logement sociale (ALS)				521,68	1 139,71	1 432,56	3 047,15	3 475,03	3 506,26	3 712,76	3 947,99	3 951,77	4 167,08	4 118,12	4 266,36	4 325,68	4 735,12	4 820,04
Prime de déménagement familiale	0,04	1,91	8,54	29,12	44,67	4,73	3,40	4,13	3,82	3,65	3,36	3,23	3,32	3,50	3,55	3,70	3,96	4,15
Prime de déménagement du FNH				14,03	48,63	4,73	3,96	3,84	3,81	3,39	3,03	2,75	2,64	2,61	2,83	2,84	2,99	3,30
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)							19,67	45,05	50,76	56,09	70,53	82,37	79,02	84,81	84,69	90,74	94,37	104,63
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)																		
Intérêts des prêts jeunes avenir		0,22	0,32	5,03	3,66	-1,07		-5,00	-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																	0,13	0,26
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)															19,25	27,03	7,50	
Allocation de parent isolé (API)				970,64	2 303,66	4 553,27	7 044,19	9 167,28	9 321,26	9 551,05	10 085,31	10 468,80	11 321,69	12 004,17	12 671,74	12 988,51	13 134,20	15 736,58
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)				166,78	460,09	625,70	732,34	707,40	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26	1 024,34	543,80
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)				803,86	1 829,54	2 391,47	3 136,64	3 877,73	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 359,44	5 632,71	6 135,42
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)																		5 380,93
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)						1 528,30	3 175,21	4 578,71	4 567,40	4 556,68	4 826,12	5 020,94	5 572,41	5 937,99	6 136,05	6 071,08	6 000,92	2 858,87
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															62,60	482,74	476,24	817,57
Contrat d'avenir (CAV)															7,97	42,38	37,37	24,78
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)															4,55	87,15	143,80	104,89
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																71,25	234,08	136,29
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																	0,54	19,14
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																	22,39	
											31,74	37,55	36,75	50,08	55,73	61,94	68,39	70,74
Prestations légales directes	711,66	1 575,22	3 280,72	11 438,86	21 276,85	28 371,11	38 320,24	43 847,40	44 306,64	45 485,49	47 192,98	47 985,89	50 338,55	52 109,44	54 348,80	55 531,41	57 575,66	61 522,34
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)				381,27	1 644,32	2 910,56	3 498,86	3 614,41	3 373,54	3 911,38	4 771,28	5 851,58	6 072,36	6 275,46	6 645,73	6 866,01	7 063,97	7 581,15
Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV)	711,66	1 575,22	3 280,72	11 820,13	22 921,17	31 281,67	41 819,10	47 461,82	47 680,19	49 396,88	51 964,26	53 837,47	56 410,91	58 384,90	60 994,53	62 397,42	64 639,64	69 103,50
Prestations d'action sociale des CAF	19,87	52,90	130,54	565,59	971,56	1 274,63	1 649,59	2 169,21	2 241,08	2 560,65	2 675,70	3 126,48	3 572,39	3 337,08	3 337,08	3 337,08	3 337,08	3 337,08
Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts	731,52	1 628,12	3 411,26	12 385,72	23 892,72	32 556,30	43 468,69	49 528,80	49 849,39	51 637,96	54 524,91	56 513,17	59 537,39	61 957,29	64 331,60	65 734,49	67 976,72	72 440,57

TIPF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM

	1951	1960	1970	1980	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Prestations sans condition de ressources (CR)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	70,5 %	73,1 %	75,0 %	72,8 %	70,8 %	70,7 %	63,0 %	62,9 %	63,2 %	62,5 %	61,2 %	59,5 %	59,0 %	57,4 %	56,9 %
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	49,2 %	60,2 %	69,8 %	57,4 %	60,7 %	60,0 %	53,4 %	49,2 %	48,3 %	47,8 %	47,4 %	47,3 %	46,6 %	45,5 %	44,1 %	43,5 %	42,4 %	41,7 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				3,4 %	3,7 %	3,6 %	3,6 %	3,9 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,0 %	4,2 %	4,0 %	4,2 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			0,1 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %	1,4 %	1,5 %	1,6 %	1,9 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										0,02 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													1,2 %	4,4 %	7,2 %	8,1 %	7,7 %	7,5 %
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle"					0,0 %		4,3 %	8,6 %	8,6 %	8,8 %	8,8 %	8,8 %	7,6 %	4,2 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996					1,5 %		4,3 %											
AGED sans CR jusqu'en 1997]							0,2 %											
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]								4,2 %	6,8 %	7,5 %								
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	40,8 %	32,6 %	22,7 %															
Allocations prénatales	5,1 %	3,1 %	3,2 %	2,7 %	1,4 %													
Allocations postnatales	3,8 %	2,0 %	2,4 %	4,4 %	2,9 %													
Congé de naissance	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %													
Prime de protection de la maternité				0,002 %	0,001 %	0,008 %	0,028 %											
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	0,9 %	1,7 %	1,4 %	1,3 %	1,3 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,2 %
Prestations modulées en fonction des ressources								0,6 %	0,6 %	8,6 %	9,2 %	9,4 %	10,0 %	11,6 %	13,3 %	14,1 %	15,7 %	16,5 %
PAJE complément mode de garde (CMG)													0,7 %	5,1 %	10,1 %	13,0 %	15,2 %	16,3 %
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998								0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001										8,1 %	8,7 %	9,0 %	8,9 %	6,1 %	3,0 %	1,0 %	0,5 %	0,1 %
Prestations sous condition de ressources (CR)				29,5 %	26,9 %	25,0 %	27,2 %	28,6 %	28,7 %	28,4 %	27,9 %	27,4 %	27,5 %	27,2 %	27,2 %	26,9 %	26,9 %	26,6 %
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																		
Complément familial (CF)				26,5 %	25,1 %	8,3 %	7,8 %	6,7 %	6,8 %	6,7 %	6,5 %	6,4 %	6,3 %	6,1 %	5,8 %	5,6 %	5,5 %	5,4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				1,9 %	1,7 %	1,9 %	6,4 %	6,2 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,5 %	5,5 %	5,3 %	5,1 %	4,9 %	5,1 %	5,0 %
Aide à la scolarité (AAS)							0,6 %	0,0 %	0,0 %									
PAJE naissance adoption													2,3 %	2,2 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
PAJE de base naissance adoption (AB)													3,0 %	8,1 %	12,5 %	14,2 %	14,1 %	14,1 %
Allocation d'adoption (AAD)							0,01 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %	0,01 %	0,003 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE courte sous CR depuis janvier 1996								3,5 %	3,6 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %	0,3 %	0,002 %	0,001 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE longue avec CR					0,006 %	13,1 %	10,6 %	8,5 %	8,5 %	8,6 %	8,5 %	8,3 %	6,9 %	3,7 %	1,0 %	0,008 %	0,001 %	0,005 %
Estimation APJE virtuelle "idem AB APE sous CR"					0,003 %	1,6 %	1,8 %	3,7 %	3,7 %	3,8 %	3,8 %	3,8 %	3,2 %	1,8 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				1,0 %	0,004 %													
Sous-total Famille (sans API)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Figure 3.7 : Les dépenses d'allocations familiales sont globalement stables entre 1971 et 2009 (données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros constants 2009)



TIPF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

En millions d'euros 2009	1951	1960	1970	1972	1973	1975	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Rapport 2009 / 1999
Prestations sans condition de ressources (CR)	9 819	13 841	17 915	16 579	15 117	14 400	14 948	15 994	16 898	16 842	15 876	16 574	18 171	18 707	18 537	16 626	16 699	16 776	16 925	17 072	17 074,52	17 171,98	16 730,29	17 116,45	-8,5 %
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	4 835	8 330	12 513	12 550	13 202	12 543	12 159	12 724	13 694	13 939	13 188	13 254	13 338	12 986	12 663	12 618	12 595	12 569	12 633	12 686	12 651,35	12 652,61	12 350,67	12 534,77	
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				247	319	366	730	778	795	808	803	798	911	1 021	1 036	1 055	1 069	1 089	1 110	1 137	1 147,47	1 215,18	1 174,00	1 256,80	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			16	14	33	42	186	198	201	228	240	267	328	365	380	398	434	514	532	553	592,69	625,54	644,86	670,47	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)																6	20	31	38	42	41,33	55,17	51,52	50,22	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																			313	1 241	2 061,41	2 365,10	2 257,98	2 258,06	
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle"											1	880	1 076	2 285	2 265	2 314	2 346	2 331	2 049	1 166	323,04	-0,79	0,33	0,09	
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996											321	1 109	1 061												
AGED sans CR jusqu'en 1997]												53	175												
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]													1 054	1 803	1 959										
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	4 008	4 519	4 058	2 341																					
Allocations prénatales	501	423	580	585	613	522	567	600	592	539	305														
Allocations postnatales	370	275	422	521	564	503	923	1 251	1 169	883	637														
Congé de naissance	21	59	80	86	122	119	113	119	115	112	107														
Prime de protection de la maternité							0	1	0	0	0	2	7												
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	84	235	245	234	264	305	271	322	331	334	274	212	221	248	234	234	236	242	250	248	257,23	259,18	250,94	346,03	
Prestations modulées en fonction des ressources																									
PAJE complément mode de garde (CMG)														153	156	2 277	2 439	2 505	2 720	3 226	3 830,14	4 102,47	4 570,91	4 954,04	3 132 %
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998														153	156	147	129	124	125	104	56,77	32,15	17,04	6,66	
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001																2 130	2 310	2 380	2 403	1 710	874,96	294,50	137,68	42,66	
Prestations sans CR ou modulées en fonction des ressources	9 819	13 841	17 915	16 579	15 117	14 400	14 948	15 994	16 898	16 842	15 876	16 574	18 171	18 861	18 693	18 903	19 138	19 281	19 645	20 298	20 905	21 274	21 301,20	22 070,49	17,0 %
Prestations sous condition de ressources (CR)				1 672	4 522	4 501	6 245	6 091	6 130	5 940	5 839	5 511	6 794	7 555	7 512	7 507	7 417	7 274	7 435	7 603	7 799,26	7 809,01	7 839,11	8 013,95	6,1 %
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																									
Complément familial (CF)							5 621	5 594	5 693	5 523	5 457	1 836	1 943	1 758	1 774	1 782	1 739	1 709	1 700	1 693	1 666,66	1 630,87	1 596,51	1 629,31	
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						406	410	395	383	390	379	419	1 606	1 634	1 583	1 538	1 514	1 470	1 480	1 466	1 450,54	1 420,70	1 488,15	1 494,66	
Aide à la scolarité (AAS)														153	0	0									
PAJE naissance adoption																			632	627	646,83	637,75	638,71	654,43	
PAJE de base naissance adoption (AB)																			815	2 270	3 596,25	4 117,84	4 115,07	4 233,65	
Allocation d'adoption (AAD)													2	4	4	4	4	5	3	1	0,10	0,05	0,04	0,06	
APJE courte sous CR depuis janvier 1996														933	944	927	901	882	69	1	0,25	-0,12	0,10	0,37	
APJE longue avec CR											1	2 902	2 642	2 245	2 235	2 263	2 254	2 209	1 856	1 046	300,25	2,26	0,41	1,44	
Estim. APJE virtuelle "idem AB APE sous CR"											1	353	447	981	972	993	1 006	1 000	879	499	138,37	-0,35	0,13	0,04	
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				1 672	4 522	4 095	214	103	54	27	1														
Sous-total Famille	9 819	13 841	17 915	18 251	19 639	18 902	21 193	22 085	23 028	22 783	21 715	22 084	24 964	26 415	26 205	26 410	26 556	26 555	27 081	27 901	28 703,93	29 083,46	29 140,31	30 084,44	13,9 %
Logement (hors créances, indus)	17	781	2 592	2 647	3 036	4 078	4 849	5 505	7 277	7 594	8 159	10 188	13 283	14 314	14 239	14 491	14 959	14 637	15 052	14 667	14 793,68	14 679,29	15 331,29	15 701,32	9,7 %
Allocation logement familiale (ALF)	16	761	2 537	2 599	2 955	3 106	2 787	2 886	3 663	3 412	2 917	2 528	2 870	3 168	3 254	3 459	3 608	3 583	3 747	3 706	3 769,81	3 773,63	3 950,22	4 094,62	
Aide personnalisée au logement (APL)							504	880	1 419	2 041	3 235	5 695	6 654	7 008	6 866	6 739	6 853	6 623	6 718	6 496	6 460,42	6 331,29	6 535,88	6 675,14	
Allocation logement sociale (ALS)				Nd	Nd	882	1 298	1 431	1 885	1 895	1 795	1 941	3 726	4 081	4 053	4 226	4 417	4 339	4 500	4 371	4 452,72	4 449,71	4 738,33	4 820,04	
Prime de déménagement familiale	1	18	53	47	81	79	72	76	76	71	70	6	4	5	4	4	4	4	4	4	3,70	3,81	3,96	4,15	
Prime de déménagement du FNH							35	43	54	61	77	6	5	5	4	4	3	3	3	3	2,95	2,92	2,99	3,30	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)													24	53	59	64	79	90	85	90	88,38	93,34	94,44	104,63	
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)		2	2	2			13	14	10	1	6	-1			-6	-2	-5	-5	-4	-2	-4,40	-3,23	-2,16	-0,82	
Intérêts des prêts jeunes avenir																							0,13	0,26	
Minima d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																					20,09	27,81	7,50		
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors créances, indus, tutelle)					43	97	2 415	2 929	3 468	3 627	3 627	6 170	8 614	10 766	10 776	10 871	11 283	11 494	12 226	12 741	13 225,26	13 360,94	13 143,11	15 736,58	46,2 %
Allocation de parent isolé (API)							415	504	517	592	724	848	896	831	835	858	890	915	972	1 031	1 110,64	1 106,09	1 025,03	543,80	
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)					43	97	2 000	2 291	2 887	2 996	2 881	3 240	3 836	4 554	4 657	4 823	4 957	5 025	5 196	5 341	5 458,92	5 513,11	5 636,53	6 135,42	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																									
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)												2 071	3 883	5 377	5 280	5 186	5 399	5 513	6 017	6 303	6 404,08	6 245,16	6 004,99	2 858,87	
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)									134	64	39	22	11		4	4	37	41	41	66	251,63	496,58	476,56	817,57	
Prestations légales directes	9 836	14 622	20 507	20 898	22 718	23 077	28 457	30 519	33 774	34 003	33 501	38 442	46 862	51 496	51 220	51 771	52 798	52 686	54 359	55 310	56 722,87	57 123,69	57 614,72	61 522,34	19,5 %
dont prestations FNPF	9 836	14 622	20 507	20 898	22 675	22 097	24 205	25 235	26 947	26 378	24 768	24 631	27 839	29 583	29 462	29 868	30 163	30 137	30 827	31 609	32 473,04	32 857,67	33 092,46	34 182,64	
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)						817	949	1 283	2 053	1 659	2 589	3 944	4 279	4 245	3 900	4 452	5 338	6 425	6 557	6 661	6 936,03	7 062,88	7 068,77	7 581,15	
Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV)	9 836	14 622	20 507	20 898	22 718	23 894	29 406	31 802	35 827	35 662	36 090	42 386	51 141	55 740	55 119	56 223	58 136	59 111	60 917	61 971	63 658,89	64 186,57	64 683,48	69 103,50	
Prestations d'action sociale des CAF	275	491	816	952	961	1 161	1 407	1 668	1 504	1 485	1 530	1 727	2 017	2 428	2 508	2 551	2 865	2 938	3 376	3 792	3 482,85	3 432,76	3 339,34	3 337,08	
Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts	10 110	15 113	21 323 </																						

TIPF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants

En millions d'euros 2009	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Famille	9 819	13 841	17 915	18 174	19 639	21 193	22 084	24 964	26 415	26 205	26 410	26 556	26 555	27 081	27 901	28 704	29 083	29 140	30 084
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	9 819	13 841	17 915	18 174	15 117	14 948	16 574	18 171	18 707	18 537	16 626	16 699	16 776	16 925	17 072	17 075	17 172	16 730	17 116
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources (PAJE CMG, AGED, AFEAMA)									153	156	2 277	2 439	2 505	2 720	3 226	3 830	4 102	4 571	4 954
3. Famille : prestations sous CR (1)					4 522	6 245	5 511	6 794	7 555	7 512	7 507	7 417	7 274	7 435	7 603	7 799	7 809	7 839	8 014
4. Logement	17	781	2 592	2 580	3 036	4 849	10 188	13 283	14 314	14 239	14 491	14 959	14 637	15 052	14 667	14 794	14 679	15 331	15 701
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi					43	2 415	6 170	8 614	10 766	10 776	10 871	11 283	11 494	12 226	12 741	13 225	13 361	13 143	15 737
Total prestations directes	9 836	14 622	20 507	20 754	22 718	28 457	38 442	46 862	51 496	51 220	51 771	52 798	52 686	54 359	55 310	56 723	57 124	57 615	61 522

TIPF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes Famille	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne [2001-2009] 9 ans
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	100 %	100 %	77 %	71 %	75 %	73 %	71 %	71 %	63 %	63 %	63 %	62 %	61 %	59,5 %	59,0 %	57,4 %	56,9 %	60,6 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									1 %	1 %	9 %	9 %	9 %	10 %	12 %	13,3 %	14,1 %	15,7 %	16,5 %	12,0 %
3. Famille : prestations sous CR (1)					23 %	29 %	25 %	27 %	29 %	29 %	28 %	28 %	27 %	27 %	27 %	27,2 %	26,9 %	26,9 %	26,6 %	27,3 %
Total Famille (sans API)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources					23 %	29 %	25 %	27 %	29 %	29 %	37 %	37 %	37 %	38 %	39 %	40,5 %	41,0 %	42,6 %	43,1 %	39,4 %

TIPF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)

En % des prestations directes	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
3. Famille : prestations sous CR (1)					20 %	22 %	14 %	14 %	14,7 %	14,7 %	14,5 %	14,0 %	13,8 %	13,7 %	13,7 %	13,7 %	13,7 %	13,6 %	13,0 %
4. Logement	0 %	5 %	13 %	12 %	13 %	17 %	27 %	28 %	27,8 %	27,8 %	28,0 %	28,3 %	27,8 %	27,7 %	26,5 %	26,1 %	25,7 %	26,6 %	25,5 %
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi					0 %	8 %	16 %	18 %	20,9 %	21,0 %	21,0 %	21,4 %	21,8 %	22,5 %	23,0 %	23,3 %	23,4 %	22,8 %	25,6 %
Prestations directes sous CR	0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	63,4 %	63,5 %	63,5 %	63,8 %	63,4 %	63,9 %	63,3 %	63,1 %	62,8 %	63,0 %	64,1 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									0,3 %	0,3 %	4,4 %	4,6 %	4,8 %	5,0 %	5,8 %	6,8 %	7,2 %	7,9 %	8,1 %
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	95 %	87 %	88 %	67 %	53 %	43 %	39 %	36,3 %	36,2 %	32,1 %	31,6 %	31,8 %	31,1 %	30,9 %	30,1 %	30,1 %	29,0 %	27,8 %
Total prestations directes	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources	0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	63,7 %	63,8 %	67,9 %	68,4 %	68,2 %	68,9 %	69,1 %	69,9 %	69,9 %	71,0 %	72,2 %

TIPF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)

Données tous régimes, métropole et DOM en % du PIB	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Différence en points		
																				2009 - 1970	2009 - 1999	2009 - 2008
Famille	3,7 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,58 %	-0,7	-0,1	0,083
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	3,7 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	1,6 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,90 %	-1,4	-0,3	0,04
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									0,01 %	0,01 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,26 %	0,3	0,3	0,03
3. Famille : prestations sous CR (1)					0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,42 %	0,4	-0,1	0,018
4. Logement	0,01 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,82 %	0,5	-0,1	0,04
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi					0,005 %	0,22 %	0,44 %	0,59 %	0,67 %	0,65 %	0,64 %	0,65 %	0,66 %	0,68 %	0,70 %	0,70 %	0,69 %	0,67 %	0,83 %	0,8	0,2	0,15
Prestations légales directes tous fonds	3,7 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,6 %	2,7 %	3,2 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	3,0 %	3,23 %	0,6	0,0	0,271
dont prestations FNPF	3,7 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,2 %	1,8 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,79 %	-0,8	0,0	0,095
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)						0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,40 %	0,40	0,1	0,03
P. légales directes et transferts (CNAM, CNAV, FSV)	3,69 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,4 %	2,7 %	3,0 %	3,5 %	3,5 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,3 %	3,3 %	3,62 %	1,0	0,15	0,306
Dont prestation Famille yc transferts	3,68 %	3,22 %	2,30 %	2,21 %	2,12 %	2,00 %	1,86 %	2,00 %	1,91 %	1,81 %	1,81 %	1,84 %	1,88 %	1,88 %	1,89 %	1,89 %	1,85 %	1,86 %	1,97 %	-0,3	0,07	0,118

(1) Prestations Famille sous CR : CF, PAJE prime, PAJE AB, APJE longue, APJE courte depuis janvier 1996, APJE virtuelle, ARS, A. d'adoption, aide à la scolarité, A. salaire unique-frais de garde-majoration, AF de mars à décembre 1998 (10 mois).

L'estimation de l'APJE virtuelle correspond à une "AB APJE sous CR" déduite de l'APE. Pour assurer une meilleure comparaison des législations avant et après la PAJE, on déduit de l'APE (non cumulable avec l'APJE) la part de l'APJE (sous CR)

qu'auraient pu percevoir les bénéficiaires de l'APE dont les ressources se situaient en-dessous des plafonds de l'APJE.

T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946

	1950	1955	1960	1971	1972	1973	1980	1985	1990	1995	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP	1,7 %	2,2 %	1,9 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,7 %	1,7 %	1,2 %	1,3 %	1,1 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
Allocations familiales (AF)	1,7 %	2,2 %	1,9 %	1,5 %	1,4 %	1,4 %	1,1 %	1,1 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %
Complément familial (CF)							0,5 %	0,5 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							0,04 %	0,03 %	0,03 %		0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Aide à la scolarité (AAS)										0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %									
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				0,0 %	0,0 %	0,03 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,004 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,04 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														0,000 %	0,001 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %
Sous-total 2 : Prestations jeune enfant							0,0 %	0,4 %	0,4 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	0,1 %	0,3 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
PAJE naissance adoption																		0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %
PAJE de base naissance adoption (AB)																	0,05 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	0,02 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
PAJE complément mode de garde (CMG)																	0,01 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)																	0,1 %	0,1 %	0,02 %			
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996																						
APJE longue avec CR							0,0 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,016 %			
Allocation parentale d'éducation (APE)							0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,024 %			
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,003 %	0,002 %	0,001 %	0,000 %
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)									0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,046 %	0,015 %	0,007 %	0,002 %
Sous-total 3 : ASU-AFG, P. naissance antérieures	1,8 %	1,7 %	1,2 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Salaire unique - frais de garde, majorations	1,5 %	1,5 %	1,1 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %														
Allocations prénatales	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %														
Allocations postnatales	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %														
Congé de naissance	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,0 %														
Prime de protection de la maternité							-	-	0,0001 %	0,0005 %	-											
Sous-total 4 : Autres prestations famille	0,06 %	0,04 %	0,05 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %
Frais de tutelle			0,001 %	0,002 %	0,002 %	0,003 %	0,005 %	0,00 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %
Sous-total Famille	3,6 %	4,0 %	3,2 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	1,9 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,6 %
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	1,9 %	1,8 %	1,3 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,7 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Logement (hors créances, indus)	0,003 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
Allocation logement familiale (ALF)	0,003 %	0,0 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)							0,05 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %
Allocation logement sociale (ALS)							0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)										0,002 %	0,003 %	0,003 %	0,004 %	0,004 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %
Intérêts des prêts jeunes avenir																					0,000 %	0,000 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil. - déc)																			0,001 %	0,001 %	0,000 %	
Minima sociaux - Aides à l'emploi (hors divers)						0,005 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %
Allocation de parent isolé (API)							0,04 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						0,005 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																						0,3 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)									0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,1 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)							0,002 %	0,001 %	0,001 %	0,0001 %	0,0003 %	0,0002 %	0,000 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,004 %	0,013 %	0,025 %	0,023 %	0,042 %
Supplément de revenu familial (SURF)							0,002 %	0,001 %														
Allocation spécifique d'attente (ASA)											0,0001 %	0,0003 %	0,0002 %	0,0002 %	0,0001 %	0,0000 %	0,0000 %					
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																		0,000 %	0,001 %	0,002 %	0,002 %	0,001 %
Contrat d'avenir (CAV)																		0,000 %	0,005 %	0,008 %	0,006 %	0,005 %
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																			0,004 %	0,012 %	0,012 %	0,007 %
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																						0,024 %
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)															0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %	0,004 %	0,004 %
Prestations légales directes	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,5 %	2,4 %	2,4 %	2,6 %	2,9 %	2,7 %	3,2 %	3,2 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	2,9 %	3,0 %	3,2 %
dont prestations FNPF	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,5 %	2,4 %	2,4 %	2,2 %	2,1 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %
dont RMI, RSO, FNH, FNAL, ASA, ALT						0,0 %	0,4 %	0,7 %	1,0 %	1,3 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %

Cotisations vieillesse prises en charge par la CNAF : 4,4 milliards d'euros

4,4 milliards d'euros en 2009, soit 8,3 % des dépenses de la Cnaf et 6,1 % des prestations (légalles et extra-légalles, directes et indirectes), **correspondent à des cotisations prises en charge par la Cnaf permettant une affiliation à l'assurance vieillesse d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf).** Elles sont assimilables à des prestations différées. Sur les dix dernières années, la moyenne annuelle des transferts comptabilisés dépasse 4,2 milliards d'euros constants 2009.

Entre 1982 et 2002, les dépenses d'Avpf sont attribuées annuellement à plus de 1 600 000 bénéficiaires. **Entre 1999 et 2004, les effectifs ont régressé de - 3,5 %** (passant de 1 636 000 à 1 578 600 équivalents temps plein, cf. T1PF 431). L'estimation 2009 se situe à 1 554 200 bénéficiaires.

La Cnaf assure aux bénéficiaires de certaines prestations ou à ceux qui ont la charge d'un handicapé le financement de trimestres de cotisations d'assurance vieillesse. Sous certaines conditions (cf. encadrés 5 et 6), l'assurance vieillesse des parents au foyer permet de valider comme des périodes d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 % ou d'un enfant gravement malade.

Sur le plan financier, il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnav, correspondant à des **prestations indirectes, différées dans le temps.**

Par ailleurs, deux années d'affiliation à l'assurance vieillesse sont attribuées aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ de cotisations vieillesse sur la base du Smic (six années financées implicitement par la Cnav, vingt années prises en charge par la Cnaf¹). A ceci s'ajoute la majoration de 10 % du montant des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus.

Le point sur l'assurance vieillesse des parents au foyer peut être fait en étudiant successivement : les versements par exercice de validité, la forte progression de la cotisation unitaire, l'estimation du nombre de cotisations annuelles.

Encadré 1 : 14,2 % des dépenses de la Cnaf correspondent au financement de prestations non versées par la branche Famille. Leur progression atteint + 7,2 % en volume en 2009.

. La prise en charge progressive par la CNAF de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** est de 15 % en 2001 (437 millions d'euros), de 30 % en 2002 (902 millions), de 60 % en 2003-2008, de 70 % en 2009 (2 883 millions), puis de 85 % en 2010 et de 100 % à partir de 2011. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse (Fsv).

. Depuis janvier 2002, la Cnaf finance un **congé de paternité** permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. En 2009, le financement du congé de paternité s'élève à 263,9 millions d'euros (- 0,2 % en volume).

. De 1979 jusqu'à la mise en place de la couverture maladie universelle en janvier 2000, la Cnaf a contribué au financement de **l'assurance personnelle maladie** d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales.

TIPF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf relatives aux différentes validités

	Estimation comptabilisée par validité, après intégration des régularisations (millions €) (a)	Effectifs équivalent temps plein (Etp) tous régimes correspondant aux dépenses comptabilisées yc régularisations (milliers) (b = a / f)	Evolution des effectifs Etp estimés	Remontées à la CNAF jusqu'en 2009 (millions €) (c)	Effectifs Etp correspondant aux remontées Cnaf (milliers) (d = c / f)	Reste à justifier -> 2009) = estimations yc régul. - remontées Cnaf		Cotisation unitaire annuelle (euros)	Cotisation moyenne résultant du calcul des dépenses prévisionnelles (euros) (f) (5)
						Rapport [(remontées Dna / (estimation+ régularisation)] (c / a)	[(estimation + régul.) - (remontées Dna)] (millions €) (e = c - a)		
Estimation de la validité 1995	2 805,06	1 566,87	non retenu	2 895,38	1 617,3	103,2 %	-90,32	1 797,51	1 790,24
Effectif estimé pour la validité 1995 définitive		1 624,50	retenu						
Estimation reliquat exercices antérieurs à 1995	1 036,00	(1)	pour le taux	705,46			331,19		
Sous-total (1)	3 841,72		1996/1995	3 600,84			240,87		
Estimation de la validité 1996	3 033,89	1 648,37	1,5 %	3 083,09	1 675,1	101,6 %	-49,21	1 869,29	1 840,53
Estimation de la validité 1997	3 117,73	1 686,73	2,3 %	3 087,54	1 670,4	99,0 %	30,20	1 916,28	1 848,39
Estimation de la validité 1998	3 242,44	1 694,03	0,4 %	3 164,98	1 653,6	97,6 %	77,46	1 993,12	1 914,04
Estimation de la validité 1999	3 295,49	1 654,46	-2,3 %	3 258,69	1 636,0	98,9 %	36,80	2 033,06	1 991,88
Estimation de la validité 2000	3 373,54	1 672,84	1,1 %	3 374,05	1 673,1	100,0 %	-0,51	2 058,37	2 016,65
Estimation de la validité 2001 (2)	3 474,01	1 671,96	-0,1 %	3 456,30	1 663,4	99,5 %	17,71	2 124,06	2 077,81
Estimation de la validité 2002	3 670,20	1 697,94	1,6 %	3 501,76	1 620,0	95,4 %	168,44	2 211,63	2 161,55
Estimation de la validité 2003	3 749,30	1 695,83	-0,1 %	3 504,42	1 585,1	93,5 %	244,88	2 264,68	2 210,89
Estimation de la validité 2004 (3)	3 680,69	1 576,90	-7,0 %	3 684,58	1 578,6	100,1 %	-3,90	2 391,34	2 334,13
Estimation de la validité 2005	3 941,05	1 591,54	0,9 %	3 941,84	1 591,9	100,0 %	-0,79	2 538,74	2 476,25
Estimation de la validité 2006	4 206,13	1 586,90	-0,3 %	4 125,67	1 556,5	98,1 %	80,46	2 711,43	2 650,53
Estimation de la validité 2007	4 291,12	1 571,93	-0,9 %	4 095,02	1 500,1	95,4 %	196,10	2 792,46	2 729,84
Estimation de la validité 2008	4 381,73	1 572,70	0,0 %	3 908,50	1 402,9	89,2 %	473,22	2 849,87	2 786,11
Estimation de la validité 2009	4 466,50	1 554,22	-1,2 %				sans 2009	2 941,04	2 873,79
Ensemble des paiements à la Cnav n'ayant pas donné lieu à remontée de Dna (yc 243 millions antérieurs à 1996)							1 511,75	Ventilation des restes à justifier	100 %
Restes à recouvrer 2008							473,22		31 %
Cumul des restes à recouvrer 2002-2007 (3) (4)							685,19		45 %
Cumul des restes à recouvrer 1996-2001 (3) (4)							112,46		7 %
Reliquat exercices antérieurs à 1996 (1)							240,87		16 %

(1) La sous-estimation des dépenses correspondant à l'exercice 1995 (- 90,32 millions) est plus que compensée par la surestimation de l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs : 331,19 millions d'euros fin 2005.

(2) Pour 2001, compte tenu de la forte augmentation du Smic au 1^{er} juillet 2000 (+ 3,19 %), les dépenses correspondant à la validité 2001 avaient initialement été estimées sur la base d'effectifs constants.

(3) Selon les principes arrêtés en 1997 dans le rapport Chadelat, on considère qu'un délai de quatre ans correspond au temps de remontée intégrale des ouvertures de droits effectives (cf. TIPF 41102).

(4) Cf. tableaux ci-dessous pour le montant des estimations y compris les régularisations 2005 et 2007.

(5) La cotisation moyenne annuelle (cf. TIPF 4321) est calculée à partir des données des Caf, en divisant les dépenses estimées par l'effectif total. Les dépenses sont estimées en multipliant :

- les bénéficiaires du Cf, de la Paje Ab, de l'Apje, de l'Aes, de l'Aah et de l'Ape à taux plein (TIPF 4321) par la cotisation à taux plein (100 %, cf. TIPF 431) ;
- les bénéficiaires de la Paje Clca et de l'Ape travaillant à mi-temps par la cotisation à 50 % ;
- les bénéficiaires de l'Ape travaillant entre 50 % et 80 % du temps plein par la cotisation à 20 %.

La cotisation annuelle pondérée 2005 résultant de l'estimation 2005 des dépenses (3 917,3 millions d'euros) s'élevait initialement à 2 486 euros. Suite aux nouvelles estimations, cette cotisation pondérée 2005 a été revue à la baisse : 2 476 euros, soit 97,5 % de la cotisation à taux plein (2 539 euros).

TIPF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF

Dépenses AVPF statistiques et comptables	
Dépenses statistiques initiales au titre de l'exercice 2007	4 322,53
Régularisation exercice 2005 -> dépenses diverses statistiques 2007	18,28
Régularisation exercice 2004 -> moindres dépenses diverses statistiques 2007	-204,31
Solde statistique cumulé créditeur -> moindres dépenses statistiques 2007 (annulation régularisations 2005)	-41,58
Dépenses AVPF comptables 2007 (repris par la CCSS, yc régularisations)	4 094,91

TIPF 4102 : Validités 2004-2009 : acomptes + régularisations

Validité Millions d'euros	Acomptes Cnaf = estimation initiale (A)	Régularisation par exercice			Total régularisations	Acomptes Cnaf + régularisations (B)
		2007	2008	2009		
2004	3 885,00	-204,31			-204,31	3 680,69
2005	3 917,30	18,28	5,48		23,76	3 941,05
2006	4 212,30		-8,40	2,24	-6,17	4 206,13
2007	4 322,53		-28,47	-2,94	-31,41	4 291,12
2008	4 413,96			-32,23	-32,23	4 381,73
2009	4 466,50					4 466,50
Régularisations comptabilisées			-31,39	-32,94		
Acomptes comptabilisés			4 413,96	4 466,50		
Dépenses AVPF comptables de l'exercice (yc régularisations, = définition CCSS)			4 382,56	4 433,57		

Montants AVPF TIPF 6711 (chapitre 6 Recettes et dépenses CNAF)	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Hors régularisations	3 885,00	3 917,30	4 212,30	4 322,53	4 413,96	4 466,50
Régularisations prises en compte		41,58				-32,94
Y compris régularisations		3 958,87				4 433,57

Versements par exercice de validité

L'interprétation des dépenses relatives à l'assurance vieillesse des parents au foyer (cf. TIPF 411) pose problème du fait des délais importants constatés dans la remontée des créances². L'essentiel des remontées est quand même connu au bout de quatre ans. L'encadré 2 précise le circuit suivi par les déclarations nominatives annuelles (Dna) établies pour chaque bénéficiaire de l'Avpf.

Encadré 2 : Les circuits Cnaf - Cnav

Les Caf émettent, à compter de février 2008, les Dna (déclarations nominatives annuelles) concernant les bénéficiaires d'Avpf au titre de l'année précédente 2007 (validité initiale) et pour les années antérieures (validités complémentaires).

Ces Dna font l'objet d'un transfert automatique à la Cnavts pour affectation des droits sur le compte individuel des bénéficiaires.

Les bordereaux récapitulatifs de créances correspondant à ces déclarations sont émis par les Caf, les Cmsa et les régimes spéciaux en même temps que les Dna et transmis aux Cram à des fins de contrôle de la cohérence entre le montant des cotisations figurant sur les bordereaux de créances émis par les Caf et les Cmsa et le montant des cotisations figurant sur l'état comptable transmis par le centre informatique de la Cnav (Dsinds) après traitement des Dna.

Ils sont ensuite **centralisés à la Cnavts pour remontée des créances Dna vers la Cnaf** à titre de justificatifs des dépenses de l'ensemble des régimes (Caf, Cmsa et régimes spéciaux).

. Pour qu'il y ait affiliation au titre de certaines prestations (Ape, App, Clca - Paje) pour l'année N (2007 par exemple) ; les revenus (année N ; 2007) d'activité professionnelle du bénéficiaire ne doivent pas être supérieurs à un certain plafond (déterminé par décret) ; or les revenus de l'année N (2007) ne sont pas connus des Caf en février de l'année N + 1 (2008), mois au cours duquel les Dna doivent théoriquement être établies. Les premières rentrées de déclarations de ressources de l'année N ont eu lieu au moment de la récupération auprès de la Dgfp (Direction générale des finances publiques) des ressources, à l'automne N + 1. Elles donnent lieu à émission de Dna complémentaires en février N + 2.

. Cependant, l'estimation des dépenses d'Avpf pour l'exercice 2007, basée début 2008 sur des estimations de bénéficiaires, peut être sensiblement modifiée jusqu'en 2010.

. L'émission des Dna de 2008 au tout début de 2009, a permis à la Cnav de présenter une facture de 1,883 millions d'euros relative à la validité 2008 avant la clôture des comptes 2008.

Encadré 3 : Impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique

Les deux études, menées par la Cnav pour le Conseil d'orientation des retraites (Cor), ont pour objet d'évaluer l'impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique (cf. Cnaf, Agence d'information n° 920 du 27 mai 2008).

- La première étude, relative aux effets de l'Avpf sur les montants de pensions du régime général, montre que, sans cette mesure, **une diminution de 3,6 % du montant moyen de pension** serait observée, et de **9 % pour les femmes**, si l'on considère l'ensemble des **nouveaux retraités de l'année 2005** (cohorte choisie).

En l'absence de cet avantage, les femmes concernées auraient une pension inférieure d'un quart au montant réellement versé, soit une perte annuelle de 1 430 euros. L'impact est moindre pour les hommes en raison de carrières généralement plus complètes et mieux rémunérées.

- La seconde étude vise à chiffrer le coût global du dispositif pour le régime général sur la base du stock de retraités au 31 décembre 2004 et à l'horizon 2015. Sur la base de la méthode d'évaluation retenue, **le montant des pensions de droit propre versé par le régime général pour l'année 2004 au titre de l'Avpf peut être estimé à 1 milliard d'euros**, soit 1,7 % de la masse globale des pensions de droit propre.

Lorsque les femmes de la génération 1950 auront liquidé leur retraite au régime général, le montant annuel de pension lié à l'Avpf pour le stock des femmes retraitées aura plus que doublé par rapport au montant estimé pour 2004 (à nombre moyen de trimestres Avpf par génération inchangé).

Le nombre moyen de trimestres augmentant au fil des générations, l'estimation d'un doublement du montant annuel de pension lié à l'Avpf à l'horizon 215 est donc une estimation *a minima*.

Les régularisations 2007-2009 relatives aux exercices 2004-2008 sont retracées aux tableaux TIPF 4101-02. Les régularisations sont imputées aux exercices concernés, l'estimation du reste à justifier par exercice correspond à l'écart entre les dépenses (estimations initiales + régularisations ultérieures) et les remontées Dna à la Cnav. (Le tableau TIPF 411 et les commentaires de ce chapitre ne font pas état des régularisations comptabilisées en 2005, ayant donné lieu à annulation en 2007.)

TIPF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros

Cf. encadré 4 pour le mode de lecture de TIPF 411.

Année de		Versements de la Cnaf à la Cnav correspondant aux dépenses des exercices											Remontées	Acomptes	Régulari-	Reste à	Comptabilité	Dépenses
Exigibilité	Validité	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	1975-2009	CNAF	sations	justifier	Cnaf yc régul.	en millions
Données tous régimes, en millions d'euros (hors exploitants agricoles jusqu'en 1983)													Cnav	(estimation	(solde	hors	1975-2009	d'euros 2009
														initiale)	par	remontées Dna		
															exercice)	(encadré 3)		
1973-1974	1972-1973	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,003	0,02	0,02	0,010	0,020	163,98				163,916	749,60
1975	1974	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,004	0,02	0,02	0,011	0,017	175,73				175,653	718,72
1976	1975	0,02	0,01	0,02	0,01	0,02	0,02	0,01	0,02	0,03	0,01	0,02	230,94				230,852	861,02
1977	1976	0,03	0,01	0,03	0,01	0,02	0,04	0,01	0,03	0,04	0,01	0,02	284,24				284,128	969,60
1978	1977	0,03	0,02	0,03	0,01	0,03	0,03	0,01	0,04	0,05	0,03	0,03	313,92				313,770	981,86
1979	1978	0,05	0,02	0,05	0,02	0,04	0,06	0,01	0,05	0,06	0,04	0,04	364,17				363,966	1 027,76
1980	1979	0,07	0,02	0,06	0,02	0,05	0,07	0,02	0,07	0,09	0,05	0,07	501,06				500,776	1 245,81
1981	1980	0,07	0,03	0,05	0,03	0,06	0,05	0,02	0,06	0,11	0,07	0,08	753,84				753,495	1 653,00
1982	1981	0,05	0,03	0,06	0,03	0,06	0,06	0,02	0,05	0,14	0,06	0,07	963,18				962,843	1 889,05
1983	1982	0,09	0,02	0,05	0,02	0,05	0,07	0,02	0,05	0,11	0,09	0,08	1 182,29				1 181,949	2 115,39
1984	1983	0,12	0,85	0,06	0,03	0,06	0,05	0,03	0,14	0,15	0,36	0,10	1 340,77				1 339,983	2 232,78
1985	1984	0,16	0,03	0,05	0,04	0,06	0,13	0,04	0,07	0,15	0,23	0,08	1 560,27				1 559,701	2 455,79
1986	1985	0,15	0,01	0,04	0,03	0,05	0,14	0,04	0,08	0,17	0,27	0,14	1 701,90				1 701,192	2 609,21
1987	1986	0,34	0,02	0,75	0,04	0,09	0,17	0,03	0,13	0,17	0,47	0,15	1 921,54				1 920,594	2 855,92
1992 : Régularisations 1972-1986													228,67				228,674	340,04
1988	1987	1,51	0,08	0,30	0,06	0,10	0,22	0,04	0,30	0,99	1,04	0,55	2 062,60				2 059,678	2 982,52
1989	1988	7,65	1,16	0,34	0,05	0,17	0,19	1,21	0,27	0,71	0,66	0,51	2 179,87				2 176,502	3 041,91
1990	1989	11,50	0,03	2,86	0,04	0,15	0,13	0,04	0,31	0,65	0,61	0,49	2 382,16				2 380,054	3 224,94
1991	1990	15,26	4,22	0,26	0,01	0,04	0,11	0,00	0,46	1,08	1,09	0,77	2 433,74				2 430,331	3 190,95
1992	1991	49,80	62,97	0,59	-0,01	0,18	0,12	-0,01	0,38	0,92	0,91	0,61	2 652,38				2 649,579	3 399,75
1993	1992	23,22	16,40	3,13	0,02	0,09	6,78	0,01	0,86	1,32	1,03	0,92	2 641,17				2 637,030	3 323,85
1994	1993	489,41	32,61	3,42	0,53	0,16	6,23	0,05	0,23	0,61	1,24	0,37	2 855,62				2 853,117	3 546,72
1995	1994	2 514,13	3,46	17,14	0,76	0,54	9,31	-0,11	0,12	0,57	1,06	0,31	2 923,25				2 921,299	3 572,49
1996	1995		2,66	2,99	6,19	3,32	3,40	0,02	0,85	0,90	1,41	0,78	2 895,38				2 891,419	3 470,17
Compte 1996	1996												2 515,41	2 515,41				
Compte 1997	1996												243,36	518,48				
Estimation totale 1996			27,33	70,84	57,83	12,46	5,54	0,17	0,83	4,66	1,84	0,65	3 083,09	3 033,89		-49,21	3 033,89	3 641,16
Compte 1997	1997		292,97	154,95	84,19	0,67	4,76	0,60	26,46	23,37	1,66	0,54	3 087,54	3 117,73		30,20	3 117,73	3 702,44
Compte 1998	1998		698,88	198,81	166,02	2,66	6,36	0,25	38,35	31,16	1,63	0,46	3 164,98	3 242,44		77,46	3 242,44	3 827,06
Compte 1999	1999		2 105,20	911,66	182,66	20,17	30,64	0,29	5,34	1,52	0,86	0,33	3 258,69	3 295,49		36,80	3 295,49	3 870,32
Compte 2000	2000			2 532,12	754,90	25,27	28,16	0,54	24,60	6,43	1,60	0,44	3 374,05	3 373,54		-0,51	3 373,54	3 899,90
Compte 2001	2001				2 511,35	592,88	234,42	17,95	85,98	11,26	1,60	0,85	3 456,30	3 474,01		17,71	3 474,01	3 954,07
Compte 2002	2002					2 847,42	557,49	0,65	92,39	2,76	0,23	0,82	3 501,76	3 670,20		168,44	3 670,20	4 106,10
Compte 2003	2003						2 810,87	364,78	318,83	7,57	1,13	1,24	3 504,42	3 749,30		244,88	3 749,30	4 116,56
Compte 2004	2004							2 947,61	708,98	23,69	2,00	2,30	3 684,58	3 885,00	-204,31	-3,90	3 680,69	3 974,67
Compte 2005	2005								3 246,69	688,14	5,54	1,47	3 941,84	3 917,30	23,76	-0,79	3 941,05	4 183,12
Compte 2006	2006									4 086,10	37,84	1,73	4 125,67	4 212,30	-6,17	80,46	4 206,13	4 389,87
Compte 2007	2007										3 922,75	172,27	4 095,02	4 322,53	-31,41	196,10	4 291,12	4 414,16
Compte 2008	2008										1 883,68	2 024,83	3 908,50	4 413,96	-32,23	473,22	4 381,73	4 384,70
Compte 2009	2009													4 466,50		Sans 2009	4 466,50	4 466,50
Remontées Dna CNAF selon l'exercice de justification		3 113,69	3 249,07	3 900,66	3 764,91	3 506,86	3 705,66	3 334,36	4 553,06	4 895,72	5 873,13	2 214,15	80 899,14	52 174,20		1 270,87	66 224,97	109 389,47
Avance à la Cnav 1995		3 841,72	-123,61	-31,02	-7,64	-4,74	-26,50	-1,25	-3,78	-7,75	-9,07	-5,32	-3 613,14			228,58	228,58	228,58
Encaissement Cnav 1995		6 955,49														1 499,45	66 453,54	109 618,05
																Ajustement stat. / TIPF 4100		
Dt Régime général		2 870,61	3 064,51	3 689,57	3 627,24	3 324,99	3 481,23	3 215,25	4 332,52	4 723,78	5 706,17	2 073,76	93,7 %	Ventilation	97,2 %	Ventilation	Soit un montant moyen an.	
Régimes spéciaux		140,25	79,33	82,78	43,13	59,80	105,57	25,27	51,41	33,42	26,21	15,75	0,7 %	2009	0,4 %	2008	sur 38 ans de	2 884,69
Salariés + Exploit. agricoles		97,41	105,21	128,21	94,54	122,08	118,87	93,83	169,12	138,52	140,75	124,63	5,6 %	par régime	2,4 %	par régime	sur 10 ans de	4 188,96

. **Les dépenses comptabilisées en 1995**, année de transition, couvrent 3 114 millions d'euros correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 millions pour l'estimation de la validité 1995 (dans le cadre du passage à une comptabilisation en droits constatés, Dc) et 1 036 millions pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 millions (cf. T1PF 411). Fin 2009, les remontées de la Cnav dépassent de 90,3 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1995 alors que les reliquats sur exercices antérieurs à 1995 s'élèvent à 331,2 millions.

. Pour la validité 1996, un total de 3 034 millions d'euros a été comptabilisé : 2 515 millions d'euros dans les comptes 1996, majorés de 518 millions d'euros en 1997 (suite aux informations disponibles début 1998 relatives à l'Ape). Fin 2009, les remontées de la Cnav dépassent de 49,2 millions d'euros ces dépenses comptabilisées pour 1996.

. L'estimation de la validité 1997³ (3 118 millions d'euros) est supérieure de 30,2 millions d'euros aux remontées (sur douze ans).

. L'estimation de la validité 1998 (3 242 millions d'euros) est supérieure aux remontées (sur onze ans) de 77,5 millions d'euros.

. Après dix années de remontées, le solde relatif à l'estimation de la validité 1999 (3 295 millions d'euros) atteint + 37 millions d'euros.

. Les remontées sur neuf ans relatives à la validité 2000 (3 374 millions) sont légèrement inférieures à l'estimation (– 0,5 millions d'euros).

. L'estimation de la validité 2001 (3 474 millions) est supérieure de + 18,6 millions d'euros aux remontées sur huit ans.

. Les remontées sur sept ans relatives à la validité 2002 sont inférieures de 169 millions d'euros aux dépenses comptabilisées (3 670 millions).

. Les remontées sur six ans représentent 93,5 % de l'estimation de la validité 2003 (3 749 millions), avec un reliquat de + 245 millions d'euros.

. **La validité 2004** a été minorée de – 204 millions d'euros en 2007 (3 681 millions avec 3 885 millions initialement prévus). Les remontées sur cinq ans sont inférieures de – 3,9 million d'euros à cette estimation.

. **La validité 2005** a été majorée de + 18 millions en 2007 et de 5 millions en 2008 (3 941 millions). Après quatre ans, les remontées sont supérieures de 0,79 million à dépenses comptabilisées.

. **La validité 2006**, estimée à 4 212 millions d'euros, a été minorée de 8 millions en 2008 et majorée de 2 millions en 2009. Les remontées sur trois ans représentent 98 % de cette estimation, soit un reliquat de 80,46 millions d'euros.

. **La validité 2007** est estimée à 4 294 millions d'euros (4 322,5 millions comptabilisés en 2007, minorés de 28 millions en 2008 et de 2 millions en 2009). Les remontées de créances intervenues sur deux ans représentent 95,4 % de cette estimation (soit un reliquat de 196,10 millions).

. **4 381,73 millions d'euros** ont été comptabilisés au titre de la **validité 2008** (4 413,96 d'acomptes minorés de 32 millions en 2009). Suite à l'émission très précoce des Dna 2008, 1 883,7 millions d'euros de remontées ont pu être enregistrées dès l'exercice comptable 2008. Fin 2009, le reliquat s'élève à 505,5 millions. Les remontées représentent 85,5 % des dépenses comptabilisées.

. **4 466,5 millions d'euros** ont été comptabilisés au titre de la **validité 2009**.

Sans tenir compte de la dernière validité comptabilisée, l'écart entre les dépenses enregistrées et les remontées des bordereaux récapitulatifs relatifs aux Dna s'élève à **1 511,75 millions d'euros fin 2009** (soit une progression de 289 millions comparée à la situation à la fin de l'année 2008, T1PF 4100).

En 2007, 83,5 % des remontées Dna correspondent à la validité en cours (cf. T1PF 41102).

Les données relatives aux remontées de créances ne permettent pas de suivre les évolutions des effectifs de bénéficiaires du fait de la forte progression de la cotisation unitaire.

Forte progression de la cotisation unitaire

Depuis la validité 1972⁴, la cotisation unitaire a progressé en moyenne annuelle de + 4,6 % en euros constants (de + 7,6 % en euros courants), ce qui correspond à la combinaison des taux de croissance moyens annuels de :

- 2,87 % pour le Smic en euros constants ;
- 1,8 % pour le taux de cotisation vieillesse.

Pour la validité 2009, la cotisation annuelle s'élève à 2 941,04 euros maximum par bénéficiaire (+ 3,2 % en euros courants par rapport à 2008, cf. T1PF 451).

• En 2009, on estime que **36 % des bénéficiaires** Etp de l'Avpf sont **affiliés au titre du complément familial, 54 % au titre de l'allocation de base (Ab) de la Paje, 9 % au titre du complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje, et 1 % au titre d'une prestation liée au handicap** (cf. T1PF 421).

• Depuis 2004, les estimations des dépenses se différencient des estimations antérieures. Les bénéficiaires du Clca Paje qui bénéficient de l'affiliation à l'Avpf sont pour la plupart dénombrés dans les bénéficiaires de l'Ab Paje car on examine d'abord le droit au titre de l'allocation de base (Ab) Paje et que la majorité des bénéficiaires de du Clca perçoit l'Ab Paje.

Encadré 4 : Mode de lecture des tableaux T1PF 411 – 421 – 441 – 410001– 4101-2-3

* Les versements de la Cnaf à la Cnav relatifs aux différents exercices de paiement sont ventilés en fonction des années de validité dans le tableau financier **T1PF 411**.

Une colonne de ce tableau indique le **cumul des « remontées Cnaf de 1975 à 2009 » au titre des différentes années de validité**. A titre d'exemple, les versements cumulés pour l'exercice d'exigibilité 1995 (validité 1994) s'élèvent à 2,923 milliards d'euros et se répartissent de la façon suivante (lecture en ligne du tableau) : 2 514 millions d'euros en 1995, 268 millions d'euros en 1996, 129 millions d'euros entre 1997 et 2001 et 12,6 millions d'euros de 2002 à 2009 (dont 9 millions en 2004, 1 million en 2008 et 0,3 million en 2009).

Jusqu'en 1994, les sommes comptabilisées par exercice correspondent au total des colonnes du tableau T1PF 411 (soit par exemple, 2 833,12 millions d'euros en 1994). Selon le principe de comptabilisation en encaissement/décaissement, la Cnaf a donc porté dans sa comptabilité le paiement des cotisations Avpf en fonction de la périodicité et de la fréquence des envois de bordereaux de créances adressés par la Cnavts.

La procédure de comptabilisation en **droits constatés**, applicable normalement à compter de l'exercice 1996, a été anticipée d'une année pour permettre de comptabiliser sur l'exercice 1995 non seulement l'année de validité 1994, mais également l'année 1995. Concrètement, la Cnaf a payé deux exercices d'Avpf (1994 et 1995) en une seule année (1995), soit 6 955 millions d'euros (plus de 3 113 millions d'euros de remontées Dna en 1995, 2 805,06 millions au titre de l'estimation de la validité 1995 et 1 036,65 millions pour le reliquat sur exercices antérieurs). Cette opération a toutefois été neutralisée, quant à son impact sur le solde de la Cnaf, grâce à l'opportunité de reprise de la dette cumulée du régime général vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

Les **dépenses prévisionnelles initiales** d'Avpf figurent dans la colonne « Acomptes Cnaf » du tableau T1PF 411.

L'avant-dernière colonne prend en compte les **dépenses prévisionnelles rectifiées**, c'est-à-dire y compris le solde des régularisations ultérieures relatives à la validité (les régularisations de 2005, annulées en 2007, ne sont pas retracées).

L'écart entre les dépenses comptabilisées et les dépenses ayant donné lieu à remontée des bordereaux de créances constitue le **reste à justifier** (sommes dépensées n'ayant pas encore donné lieu à l'envoi par la Cnav de bordereaux de créances à la Cnaf).

* Les effectifs de bénéficiaires qui ont été estimés pour servir de base aux **prévisions Dser** sont ventilés par prestation dans le tableau **T1PF 421** depuis 2003 selon une nouvelle méthodologie. On distingue la prévision initiale et les prévisions ultérieures pour une même validité. Les prévisions sont comparées aux remontées Dna.

Ce tableau retrace également les montants comptables par exercice de validité (dépenses initiales et régularisations) et le reste à justifier. Ces montants comptables peuvent être comparés aux estimations Dser.

* A titre d'exemple, pour la validité 2005, on a 3 917,3 millions d'euros d'estimation initiale comptabilisée par la Cnaf en 2005. Suite aux régularisations 2007 et 2008 (respectivement + 18 millions et + 5 millions), la dépense comptable rectifiée pour la validité 2005 s'élève à 3 941,1 millions.

Le reste à recouvrer pour cette validité 2005 est négatif (– 0,79 million d'euros), les remontées dépassant les sommes comptabilisées.

* Les **cotisations moyennes pondérées** retenues dans la brochure PF2009 (tableaux T1PF 421-4100) sont celles correspondant aux dépenses de la dernière estimation disponible pour la validité considérée (note 51bis Dser du 2 mars 2010 pour les exercices 2007-2009) divisées par les effectifs totaux correspondant.

Le tableau T1PF 441 présente par exercice de validité :

- les différentes cotisations unitaires selon la prestation d'affiliation ;
- la **cotisation unitaire pondérée** par les effectifs correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires de l'Avpf. Depuis 1999, la cotisation unitaire pondérée n'est inférieure que de 2 % à 3 % à la cotisation maximale (cf. T1PF 421-441).

Plus de 1 554 000 bénéficiaires Etp « équivalent temps plein »

Le nombre de cotisations ayant donné lieu à remontées de créances Avpf est estimé à partir du rapport :

- entre les dépenses correspondant à ces remontées de créances à la Cnaf et
- la cotisation unitaire annuelle correspondant à la validité concernée⁵. Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte. **Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue** (cf. T1PF 441-451).

Ces estimations sont inférieures aux effectifs de personnes affiliées, ces dernières pouvant l'être pour l'année entière ou pour quelques mois seulement. Toutefois, elles permettent de meilleures comparaisons annuelles. **Le nombre de cotisations annuelles complètes Etp (calculé en fonction de la cotisation unitaire pondérée)** ayant donné lieu à remontée de créances à la Cnaf est évalué par année de validité à :

- 1997 : 1 670 400 remontées sur douze exercices ;
 - 1998 : 1 653 600 remontées sur onze exercices ;
 - 1999 : 1 636 000 remontées sur dix exercices ;
 - 2000 : 1 673 100 remontées sur neuf exercices ;
 - 2001 : 1 663 400 remontées sur huit exercices ;
 - 2002 : 1 620 000 remontées sur sept exercices ;
 - 2003 : 1 585 100 remontées sur six exercices ;
 - 2004 : 1 578 600 remontées sur cinq exercices ;
 - 2005 : 1 591 900 remontées sur quatre ans ;
 - 2006 : 1 556 500 remontées sur trois ans ;
 - 2007 : 1 500 100 remontées sur deux ans ;
 - 2008 : 1 402 900 remontées sans retard ;
- (cf. tableau 431, première colonne).

Conformément à l'évolution de la législation, le nombre de cotisations annuelles estimées a fortement progressé :

- de 1973 à 1980, il était d'environ 1,1 million : la mise en place du complément familial au 1^{er} janvier 1978 n'a pas eu d'impact très net sur le nombre de bénéficiaires ;
- en janvier 1980, pour les familles n'ayant pas d'enfant de moins de 3 ans, pouvaient être affiliées

à l'assurance vieillesse les mères de famille ayant trois enfants à charge (au lieu de quatre enfants auparavant).

Les modifications législatives intervenues en juillet 1994 sont précisées dans l'encadré 6. A partir de la validité 2001, les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale (App) peuvent être affiliés à l'Avpf (dans les mêmes conditions de cotisation que pour l'Ape à taux plein).

De 1982 à 2002, le dénombrement des cotisations annuelles ayant donné lieu à remontées de Dna dépasse 1,6 million, avec un maximum en 1989 (à 1 710 300 tous régimes). Entre 1999 et 2004, les effectifs Etp régressent de - 3,5 %.

Depuis la validité 2004, les effectifs correspondant aux estimations comptabilisées sont inférieurs à 1,6 million, avec un minimum en 2009 (1 554 200 tous régimes, T1PF 431). Depuis janvier 2009, l'actualisation des ressources à partir des déclarations fiscales s'est traduite par une progression significative du nombre de foyers bénéficiant de la majoration double activité pour le calcul des prestations directes et va se traduire par une baisse du nombre d'individus affiliés à l'Avpf.

Notes

¹ Les services de la Cnav ont réalisé des études portant sur la durée d'assurance des mères de familles nombreuses et sur l'impact des périodes de cotisations à l'Avpf (cf. Lettre Caf n°41 de janvier 1994). Pour la génération de 1933, l'apport des cotisations Avpf est en moyenne de près de cinq ans par bénéficiaire. Ces cotisations Avpf représentent 5,2 % du total des pensions. Il est à noter que les femmes nées en 1933 avaient 39 ans lors de l'instauration de l'Avpf en 1972 et n'ont donc pas bénéficié du plein effet de cette mesure. L'apport des cotisations Avpf doit être très supérieur à 5 % pour les générations suivantes sur l'ensemble de leur carrière.

² L'établissement des droits à l'Avpf qui était soumis à une prescription trentenaire a été ramené à une prescription quinquennale par la loi du 17 juin 2008. Il faut cependant noter que la quasi-totalité des droits est connue au bout de quatre ans.

³ Compte tenu de 518 millions comptabilisés au titre de 1996, les dépenses de l'exercice 1997 s'élèvent à 3 636 millions d'euros.

⁴ Premiers paiements effectifs effectués en 1975.

⁵ Les cotisations pondérées retenues sont celles correspondant aux dernières estimations effectuées. Selon la méthodologie retenue en avril 2009 pour estimer la validité 2008 à partir des effectifs 2008. Il est à noter que l'estimation Dser est de 4 383,6 millions d'euros, soit 30,4 millions de moins que la dépense comptabilisée au titre de 2008 (4 414,0 millions d'euros). L'estimation de mars 2010 minore de - 5,9 millions la prévision 2008 (4 377,6 millions).

Encadré 5 : Méthode d'estimation des dépenses en « droits constatés »

* En début d'année 1998, la Cnaf a élaboré une méthodologie d'estimation des droits constatés permettant de fixer le montant prévisionnel des dépenses.

Cette méthode a consisté à partir de la validité 1995 considérée comme complète en 1998 à :

- déterminer le poids en masse financière de chaque prestation d'affiliation (Apje, Cf, Aes, Aah, Ape à taux plein, Ape à taux partiels, App) ;
- calculer ensuite l'effectif théorique en équivalent temps plein pour chaque prestation en divisant la masse financière par la cotisation annuelle correspondante ;
- appliquer à l'effectif ainsi reconstitué les taux d'évolution annuelle (1996/1995 et 1997/1996) des effectifs connus pour les prestations en cause.

A l'effectif théorique 1997 obtenu, on a appliqué le montant de la cotisation annuelle en vigueur pour déterminer au final la masse financière.

Cette méthodologie, acceptée par la Cnavts, a permis d'estimer à 3 033,89 millions d'euros la validité 1996 (2 515,41 + 518,48) et à 3 117,73 millions d'euros la validité 1997. Compte tenu du rattrapage de 518,48 millions d'euros établi au titre de 1996 et comptabilisé en 1997, cet exercice a donc enregistré une dépense totale de 3 636,21 millions d'euros (3 117,73 + 518,48).

* Pour les validités 1998 à 2001, l'estimation des masses financières a été basée sur les effectifs théoriques reconstitués auxquels ont été appliqués respectivement les taux d'évolution des effectifs (1998/1997, 1999/1998, 2000/1999 et 2001/2000).

* Pour les validités 2002 et suivantes, l'estimation est fondée sur une extrapolation réalisée à partir des données 2001, en se fondant sur le taux de croissance des bénéficiaires des prestations génératrices du droit à l'Avpf pour les années 2002 à 2005.

Encadré 6 : Rappel réglementaire

* Instituée par la loi du 3 janvier 1972, l'assurance vieillesse du parent au foyer est destinée à garantir à la personne qui reste au foyer pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants une continuité dans la constitution de ses droits à la retraite. A l'origine, l'affiliation **en métropole** ne concernait que les mères de famille inactives qui percevaient l'allocation de salaire unique ou de mère au foyer majorée et qui avaient à charge soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants ou plus. Le champ d'application de cette prestation a été élargi :

- aux femmes assumant la charge d'un enfant ou d'un adulte handicapé (*juin 1975*), puis à celles percevant le complément familial (*juillet 1977*) ;
- aux hommes, dans les mêmes conditions, à compter de juillet 1979 ;

• aux bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant après la naissance et de l'allocation parentale d'éducation, mais uniquement pour la métropole (*loi famille de 1985*) ;

• de l'allocation parentale d'éducation à taux partiel (*loi du 25 juillet 1994*) ;

• de l'allocation de présence parentale (*App, loi du 23 décembre 2000*) ;

• de la prestation d'accueil du jeune enfant (*Paje, loi du 18 décembre 2003*) ;

• de l'allocation journalière de présence parentale (*Ajpp*) et du complément optionnel de libre choix d'activité Paje (*Colca, loi du 19 décembre 2005*) ;

• du congé de soutien familial (*loi du 21 décembre 2006*). Les cotisations sont remboursées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

* Par ailleurs, **dans les Dom**, l'Avpf n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'Apje, de l'Ape, de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*).

Encadré 7 : Conditions d'affiliation

• Les isolés bénéficiaires de certaines prestations (Cf, Ape, App, Ajpp, Ab et Clca Paje) ainsi que les bénéficiaires de l'allocation de base de la Paje ouvrent droit à l'affiliation à l'Avpf sous réserve que leurs ressources n'excèdent pas le **plafond de l'allocation de rentrée scolaire**.

• Pour les couples bénéficiaires du Cf, de l'Ape, de l'App, de l'Ajpp ou du Clca de la Paje, leurs ressources ne doivent pas excéder le **plafond du complément familial**.

• Une condition supplémentaire existe pour les couples : la personne à affilier ne doit pas exercer d'activité professionnelle ou avoir une activité lui procurant un revenu inférieur à douze fois la Bmaf (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Pour l'Ape (à compter du 1^{er} juillet 1994), l'App (à compter du 1^{er} janvier 2001), le Clca (à compter du 1^{er} janvier 2004) et l'Ajpp (à compter du 1^{er} mai 2006), il n'est plus fait référence aux douze fois la Bmaf : les revenus professionnels de la personne à affilier doivent être inférieurs ou égaux à 63 % du plafond mensuel de la SS.

• Ouvre également droit à cette affiliation à l'Avpf, sous réserve de ressources n'excédant pas le **plafond du complément familial**, la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre membre du couple non affilié à un autre titre :

- ayant la charge d'un enfant handicapé non admis en internat dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou assumant au foyer familial la charge d'un handicapé adulte (le maintien au foyer doit être reconnu par la Cdaph) dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou bénéficiant d'un congé de soutien familial.

Figure 4.0 : **Entre 1990 et 2002, les effectifs de bénéficiaires de l'Avpf sont relativement stables.**

Données tous régimes. Evolution en indice base 100 en 1996.

Les effectifs correspondant aux Dna déjà payées pour l'exigibilité 2001 sont identiques à ceux de 1990.

Les effectifs Etp correspondant aux remontées 2005 se situent 5 % en dessous du niveau de 1996.

Les dépenses comptabilisées pour 2009 sont de 6 % inférieures aux effectifs Etp de 1996.

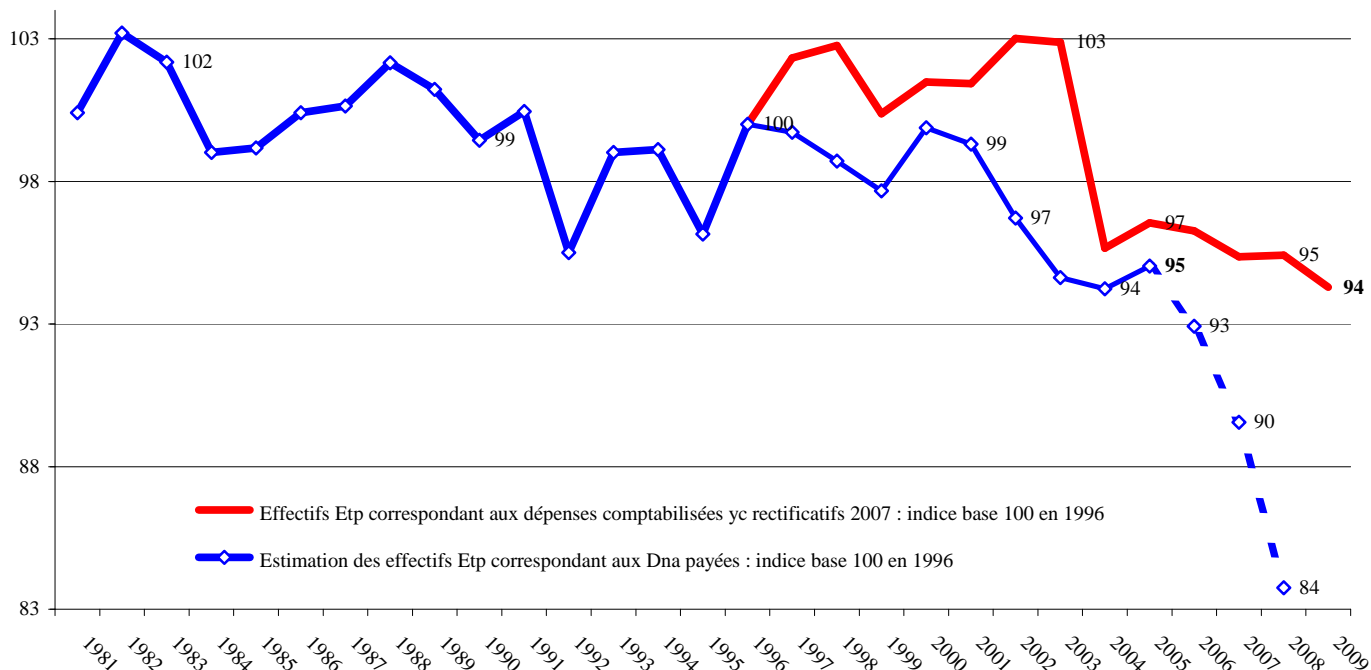
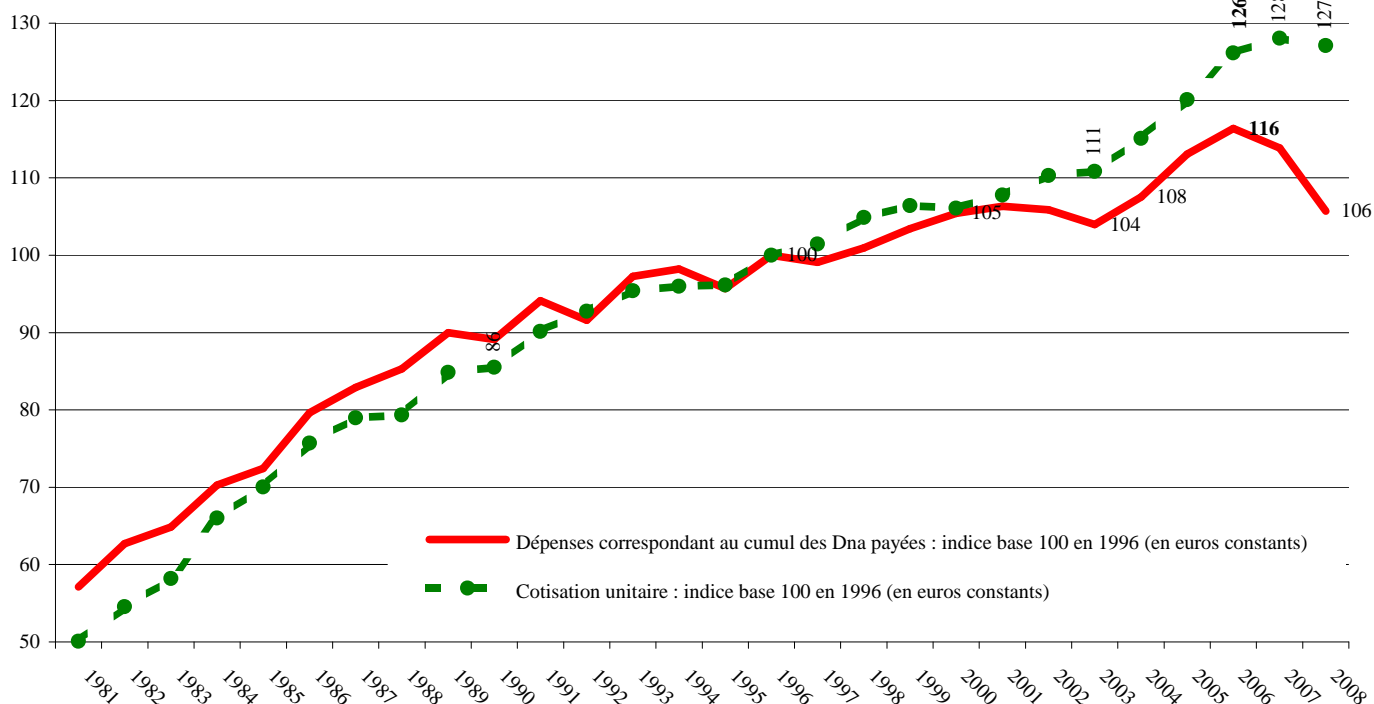


Figure 4.1 : **Les dépenses correspondant au cumul des Dna payées au titre de 2006 sont supérieures en volume de 16 % à celles payées au titre de 1996 (en euros constants).**

La cotisation unitaire a progressé de 26 % entre 1996 et 2006 (en euros constants).

Données tous régimes - Evolution en indice base 100 en 1996.



TIPF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996

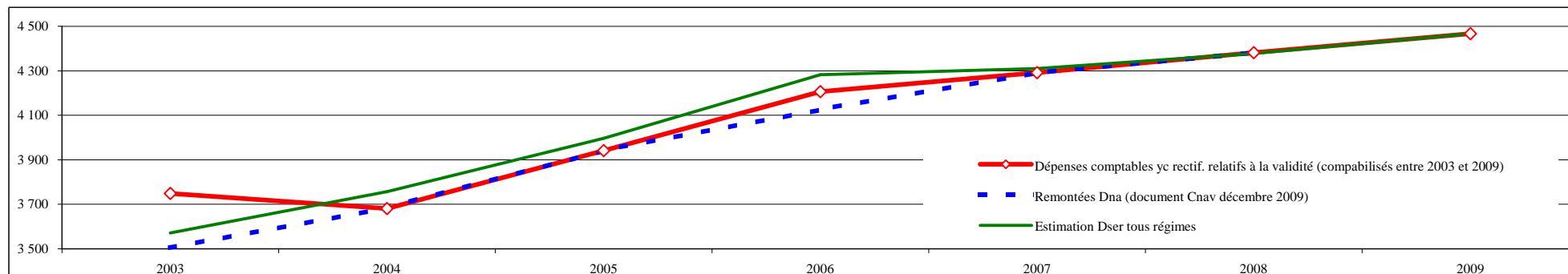
Année de		Remontées des Dna exprimées en % de T (dépenses comptabilisées par exercice)													Reste à justifier hors remontées Dna (en % de T) après		Remontées sur les quatre premières années	Remontées postérieures aux quatre premières années de paiements
Exigibilité	Validité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Cumul 1975-2009				
Estimation totale 1996		18,0 %	4,7 %	0,9 %	2,3 %	1,9 %	0,4 %	0,2 %	0,01 %	0,03 %	0,15 %	0,06 %	0,02 %	101,6 %	Remontées > T	13 ans	97 %	5,1 % de la 5 ^e à la 13 ^e année
Compte 1997	1997	62,2 %	17,9 %	9,4 %	5,0 %	2,7 %	0,02 %	0,2 %	0,02 %	0,85 %	0,75 %	0,05 %	0,02 %	99,0 %	1,0 %	12 ans	94 %	4,5 % de la 5 ^e à la 12 ^e année
Compte 1998	1998		62,3 %	21,6 %	6,1 %	5,1 %	0,1 %	0,2 %	0,01 %	1,18 %	0,96 %	0,05 %	0,01 %	97,6 %	2,4 %	11 ans	95 %	2,5 % de la 5 ^e à la 11 ^e année
Compte 1999	1999			63,9 %	27,7 %	5,5 %	0,6 %	0,9 %	0,01 %	0,16 %	0,05 %	0,03 %	0,01 %	98,9 %	1,1 %	10 ans	98 %	1,2 % de la 5 ^e à la 10 ^e année
Compte 2000	2000				75,1 %	22,4 %	0,7 %	0,8 %	0,02 %	0,73 %	0,19 %	0,05 %	0,01 %	100,02 %	0,0 %	9 ans	99 %	1,0 % de la 5 ^e à la 9 ^e année
Compte 2001	2001					72,3 %	17,1 %	6,7 %	0,5 %	2,5 %	0,3 %	0,05 %	0,02 %	99,5 %	0,5 %	8 ans	97 %	2,8 % de la 5 ^e à la 8 ^e année
Compte 2002	2002						77,6 %	15,2 %	0,02 %	2,5 %	0,1 %	0,01 %	0,02 %	95,4 %	4,6 %	7 ans	95 %	0,1 % de la 5 ^e à la 7 ^e année
Compte 2003	2003							75,0 %	9,7 %	8,5 %	0,2 %	0,03 %	0,03 %	93,5 %	6,5 %	6 ans	93 %	0,1 % de la 5 ^e à la 6 ^e année
Compte 2004									80,1 %	19,3 %	0,6 %	0,1 %	0,06 %	100,11 %	-0,1 %	5 ans	100,04 %	0,1 % la 5 ^e année
Compte 2005										82,4 %	17,5 %	0,1 %	0,04 %	100,02 %	0,0 %	4 ans	100,02 %	
Compte 2006											97,2 %	0,9 %	0,04 %	98,1 %	1,9 %	3 ans		
Compte 2007												91,4 %	4,0 %	95,4 %	4,6 %	2 ans		
Compte 2008												42,7 %	45,9 %	88,5 %	11,5 %	"1 an"		

TIPF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)

Exercice	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
t-1											32,1 %	
t	73,7 %	67,1 %	64,8 %	64,9 %	66,7 %	81,2 %	75,9 %	88,4 %	71,3 %	83,5 %	66,8 %	91,4 %
t + 1 = 1 an de retard	20,7 %	18,5 %	21,5 %	23,4 %	20,1 %	16,9 %	15,0 %	10,9 %	15,6 %	14,1 %	0,6 %	7,8 %
t + 2 = 2 ans de retard	4,4 %	0,0 %	9,0 %	5,1 %	4,9 %	0,7 %	6,3 %	0,02 %	7,0 %	0,5 %	0,1 %	0,1 %
> 2 ans de retard	1,3 %	9,7 %	3,8 %	6,6 %	8,4 %	1,2 %	2,8 %	0,6 %	6,1 %	2,0 %	0,4 %	0,7 %
Total	100,0 %	95,3 %	99,2 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2009

	Estim. fév. 2005	73 Dser 27 juin 2005	35 Dspa 4 avril 2007	41 Dspa 2 avril 2008	59 Dspa 10 avril 2009						51bis Dser 2 mars 2010 (cloture des comptes 2009)			Evolution						Structure 2009
	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2007	2008	2009	2004/ 2003	2005/ 2004	2006/ 2005	2007/ 2006	2008/ 2007	2009/ 2008	
Effectifs Caf (en milliers)																				
Cf	567,3	589,8	580,2	554,3	593,5	585,9	587,2	565,0	563,6	554,9	564,1	555,4	550,3	-1 %	0 %	-4 %	0 %	-2 %	-1 %	36,6 %
Aah	1,9	1,8	1,9	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9	1 %	0 %	-12 %	-10 %	2 %	4 %	1,2 %
Aeeh	13,1	13,5	14,3	13,9	12,8	13,2	13,6	13,3	12,6	13,5	12,7	13,5	14,1	4 %	3 %	-3 %	-4 %	6 %	5 %	
App taux plein	1,4	1,6	1,1	0,0	1,2	1,4	1,6	0,8	0,0		0,0			17 %	11 %	-48 %				
App taux réduit (50 %)	0,2	0,1	0,0		0,1	0,1	0,1	0,0			0,0			-14 %	9 %	-30 %				
App taux réduit (20 %)	0,2	0,1	0,1		0,1	0,1	0,1	0,1	0,0		0,0			-4 %	20 %	-41 %				53,5 %
Ajpp			0,6	0,5							1,8	1,7	1,6							
Apje	571,8	278,1	67,0		547,2	412,5	225,6	52,4	0,0		0,002			-25 %	-45 %	-77 %				
Ape taux plein	289,8	162,4	35,3	0,1	301,9	242,6	126,0	37,7	0,2	0,089	0,166	0,1	0,0	-20 %	-48 %	-70 %				
Ape taux réduit (50 %)	22,2	12,8	4,2	0,0	22,4	20,6	13,9	4,4	0,0	0,001	0,010	0,0	0,0	-8 %	-33 %	-68 %				8,7 %
Ape taux réduit (20 %)	31,0	18,9	6,5	0,0	30,8	29,6	20,3	6,4	0,0	0,005	0,013	0,0	0,0	-4 %	-31 %	-68 %				
Paje allocation de base		340,7	631,1	786,3		175,0	461,2	723,6	798,3	812,6	800,7	807,5	803,9			57 %	11 %	1 %	0 %	
Paje Clca taux plein		75,0	141,5	118,3		25,5	60,6	84,6	86,9	83,8	89,1	85,9	82,2			40 %	5 %	-4 %	-4 %	
Paje Clca taux réduit (50 %)			17,2	18,2		1,2	7,8	13,4	15,7	15,0	16,0	15,4	14,6			72 %	19 %	-4 %	-5 %	100,0 %
Paje Clca taux réduit (20 %)			28,8	33,8		1,9	13,2	24,5	30,4	32,1	31,0	32,7	33,8			87 %	26 %	6 %	3 %	
Total des effectifs Caf	1 499,0	1 494,9	1 529,8	1 527,2	1 512,1	1 511,8	1 533,3	1 528,9	1 511,1	1 515,4	1 517,4	1 514,0	1 502,4	0,0 %	1,4 %	-0,3 %	-0,8 %	-0,2 %	-0,8 %	
Total des effectifs tous régimes			1 591,8	1 587,4	1 615,5	1 609,8	1 614,1	1 615,2	1 571,1	1 572,6	1 577,4	1 571,2	1 554,2	-0,4 %	0,3 %	0,1 %	-2,3 %	-0,4 %	-1,1 %	
Cotisation unitaire annuelle taux plein (en euros) (CM)	2 384,0	2 523,0	2 711,4	2 792,5	2 264,7	2 391,3	2 538,7	2 711,4	2 792,5	2 849,9	2 792,5	2 849,9	2 941,0	6 %	6 %	7 %	3,0 %	2,1 %	3,2 %	Rapport 2009/2003
Cotisation unitaire annuelle moyenne (en euros) (CE)		2 486,5	2 642,2	2 726,3	2 210,9	2 334,1	2 476,2	2 650,5	2 729,8	2 784,3	2 732,1	2 786,1	2 873,8	6 %	6 %	7 %	3,1 %	2,0 %	3,1 %	
Rapport CE/CM			97,4 %	97,6 %	97,6 %	97,6 %	97,5 %	97,8 %	97,8 %	97,7 %	97,8 %	97,8 %	97,7 %							
Estimation Dser des dépenses (en millions d'euros)																				
Caf					3 343,0	3 528,7	3 796,8	4 053,8	4 129,6	4 224,0	4 145,6	4 218,1	4 317,5	5,6 %	7,6 %	6,8 %	2,3 %	1,7 %	2,4 %	29 %
Autres régimes	-1,5	200,0	164,0	164,0	228,7	228,7	200,0	228,7	164,0	159,6	164,0	159,6	149,0							25 %
Tous régimes (dépenses Caf + 228,7) (A)	3 716,2	3 917,0	4 205,9	4 327,6	3 571,7	3 757,4	3 996,8	4 282,5	4 293,6	4 383,6	4 309,6	4 377,6	4 466,5	5,2 %	6,4 %	7,1 %	0,6 %	1,6 %	2,0 %	
Variation de l'estimation [t - (acompte initial)]						41,2	79,8	76,6			-18,1	-5,9								
Part Caf	93,8 %	94,9 %	96,1 %	96,2 %	93,6 %	93,9 %	95,0 %	94,7 %	96,2 %	96,4 %	96,2 %	96,4 %	96,7 %							
Dépenses initialement comptabilisées pour la validité = acomptes Cnaf (B)					3 749,3	3 885,0	3 917,3	4 212,3	4 322,5	4 414,0	4 322,5	4 414,0	4 466,5	3,6 %	0,8 %	7,5 %	2,6 %	2,1 %	1,2 %	
Régularisations postérieures aux estimations initiales (hors régul. 2005 annulées en 2007)						-204,3	23,8	-6,2	-28,5		-31,4	-32,2								
Date de comptabilisation des régularisations (cf. TIPF 410)						2007	2007-08	2007-06	2008		2008-09	2009								
Dépenses comptables TR yc rectific. relatifs à la validité (hors régul. ne se rapportant pas à la validité) (C)					3 749,3	3 680,7	3 941,1	4 206,1	4 294,1	4 414,0	4 291,1	4 381,7	4 466,5	-1,8 %	7,1 %	6,7 %	2,0 %	2,1 %	1,9 %	
Remontées Dna TR (document Cnav 2/2010 tous régimes) (R)					3 504,4	3 684,6	3 941,8	4 125,7			4 095,0	3 908,5		5,1 %	7,0 %	4,7 %	-0,7 %	-4,6 %		
Ecart (dépenses comptabilisées yc régularisations) - (remontées Dna - document Cnav 2/2010) (C-R)					244,9	-3,9	-0,8	80,5			196,1	473,2								



TIPF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973

Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte pour l'estimation des effectifs Etp.
Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue

Année d'exigibilité	Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2009 (a)	Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A)	Rapport a/A	Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj 2010 pour 2003-2009) (en euros) (F)	Evolution des effectifs	
					Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux remontées Dna à la Cnaf au 31 décembre 2009 (a)	Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux dépenses comptabilisées par la Cnaf yc régularisations (A)
1975	1 039,8	1 039,3				
1976	1 110,2	1 109,8				
1980	1 129,0	1 128,4				
1981	1 516,8	1 516,1				
1982	1 681,9	1 681,4				
1983	1 728,7	1 728,2				
1984	1 711,7	1 710,7				
1985	1 658,6	1 658,0				
1986	1 661,2	1 660,5				
1987	1 682,0	1 681,2				
1988	1 685,9	1 683,5				
1989	1 711,2	1 708,6				
1990	1 695,6	1 694,1				
1991	1 665,7	1 663,4				
1992	1 682,6	1 680,9				
1993	1 599,8	1 597,3				
1994	1 658,6	1 657,2				
1995	1 660,4	1 659,3				
1996	1 610,8	1 608,6	100,1 %	1 790,24		
Validité 1996	1 675,1	1 648,4	101,6 %	1 840,53		
1997	1 670,4	1 686,7	99,0 %	1 848,39	-0,3 %	2,3 %
1998	1 653,6	1 694,0	97,6 %	1 914,04	-1,0 %	0,4 %
1999	1 636,0	1 654,5	98,9 %	1 991,88	-1,1 %	-2,3 %
2000	1 673,1	1 672,8	100,0 %	2 016,65	2,3 %	1,1 %
2001	1 663,4	1 672,0	99,5 %	2 077,81	-0,6 %	-0,1 %
2002	1 620,0	1 697,9	95,4 %	2 161,55	-2,6 %	1,6 %
2003	1 585,1	1 695,8	93,5 %	2 210,89	-2,2 %	-0,1 %
2004	1 578,6	1 576,9	100,1 %	2 334,13	-0,4 %	-7,0 %
2005	1 591,9	1 591,5	100,0 %	2 476,25	0,8 %	0,9 %
2006	1 556,5	1 586,1	98,1 %	2 650,53		-0,3 %
2007	1 500,1	1 573,0	95,4 %	2 729,84		-0,8 %
2008	1 402,9	1 584,3	88,5 %	2 786,11		0,7 %
2009		1 554,2		2 873,79		-1,9 %
				Rapport 2009/2004	-3,5 %	-4,7 %

TIPF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros :

montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine

Prestation concernée	Toutes prestations hors Ape, App, Clca (M)	Clca, Ape et App à taux plein	Ape, App et Clca avec une activité réduite		Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (mise à jour 04/2009 pour 2003-2008) (m)	Rapport au montant maximum (m/M)
			Inférieure ou égale à 50 %	Comprise entre 50 % et 80 %		
Validité						
1994	1 760,61	1 760,61	880,31	352,12		
1995	1 797,51	1 797,51	898,76	359,50	1 790,24	99,6 %
1996	1 869,29	1 869,29	934,65	373,86	1 840,53	98,5 %
1997	1 916,28	1 916,28	958,14	383,26	1 848,39	96,5 %
1998	1 993,12	1 993,12	996,56	398,62	1 914,04	96,0 %
1999	2 033,06	2 033,06	1 016,53	406,61	1 991,88	98,0 %
2000	2 058,37	2 058,37	1 029,18	411,67	2 016,65	98,0 %
2001	2 124,06	2 124,06	1 062,03	424,81	2 077,81	97,8 %
2002	2 211,63	2 211,63	1 105,81	442,33	2 161,55	97,7 %
2003	2 264,68	2 264,68	1 132,34	452,94	2 210,89	97,6 %
2004	2 391,34	2 391,34	1 195,67	478,27	2 334,13	97,6 %
2005	2 538,74	2 538,74	1 269,37	507,75	2 476,25	97,5 %
2006	2 711,43	2 711,43	1 355,71	542,29	2 650,53	97,8 %
2007	2 792,46	2 792,46	1 396,23	558,49	2 729,84	97,8 %
2008	2 849,87	2 849,87	1 424,93	569,97	2 786,11	97,8 %
2009	2 941,04	2 941,04	1 470,52	588,21	2 873,79	97,7 %

TIPF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros

Année de validité t si exigibilité t + 1	Taux (%) de cotisation moyen t - 1	Smic en euros juillet t - 2	Cotisation annuelle unitaire		Evolution en %	
			Etp en euros		Euros courants	Euros constants
			Courants (1)	Constants 2009		
1972 "F.93"	8,75 %	0,59	106,82	555,93		
1973	8,75 %	0,66	119,30	545,59	11,7 %	-1,9 %
1974	10,25 %	0,79	169,01	691,53	41,7 %	26,7 %
1975	10,25 %	0,98	208,01	775,83	23,1 %	12,2 %
1976 moyenne	10,85 %	1,15	259,75	886,41	24,9 %	14,3 %
1977	11,15 %	1,31	303,35	949,25	16,8 %	7,1 %
1978	11,15 %	1,46	338,70	956,43	11,7 %	0,8 %
1979	12,90 %	1,65	443,81	1 104,09	31,0 %	15,4 %
1980	12,90 %	1,85	496,99	1 090,28	12,0 %	-1,3 %
1981	12,90 %	2,13	572,66	1 123,53	15,2 %	3,0 %
1982	12,90 %	2,55	683,92	1 224,05	19,4 %	8,9 %
1983	12,90 %	2,99	783,29	1 305,18	14,5 %	6,6 %
1984	13,90 %	3,34	940,70	1 481,16	20,1 %	13,5 %
1985	13,90 %	3,63	1 024,50	1 571,34	8,9 %	6,1 %
1986 moyenne	14,19 %	3,97	1 142,39	1 698,74	11,5 %	8,1 %
1987 moyenne	14,70 %	4,10	1 223,45	1 771,61	7,1 %	4,3 %
1988	14,80 %	4,24	1 273,87	1 780,37	4,1 %	0,5 %
1989	15,80 %	4,38	1 404,88	1 903,59	10,3 %	6,9 %
1990	15,80 %	4,56	1 461,05	1 918,32	4,0 %	0,8 %
1991 moyenne	16,30 %	4,77	1 576,33	2 022,63	7,9 %	5,4 %
1992	16,35 %	4,98	1 650,92	2 080,91	4,7 %	2,9 %
1993	16,35 %	5,19	1 721,69	2 140,24	4,3 %	2,9 %
1994 "en euros 1995"	16,35 %	5,31	1 760,61	2 153,07	2,3 %	0,6 %
1995 "en euros 1996"	16,35 %	5,42	1 797,51	2 157,31	2,1 %	0,2 %
1996 "en euros 1996"	16,35 %	5,64	1 869,29	2 243,46	4,0 %	4,0 %
1997	16,35 %	5,78	1 916,28	2 275,67	2,5 %	1,4 %
1998	16,35 %	6,01	1 993,12	2 352,48	4,0 %	3,4 %
1999	16,35 %	6,13	2 033,06	2 387,68	2,0 %	1,5 %
2000	16,35 %	6,21	2 058,37	2 379,52	1,2 %	-0,3 %
2001	16,35 %	6,41	2 124,06	2 417,58	3,2 %	1,6 %
2002	16,35 %	6,67	2 211,63	2 474,30	4,1 %	2,3 %
2003	16,35 %	6,83	2 264,68	2 486,51	2,4 %	0,5 %
2004 (2)	16,40 %	7,19	2 391,34	2 582,34	5,6 %	3,9 %
2005	16,45 %	7,61	2 538,74	2 694,67	6,2 %	4,4 %
2006	16,65 %	8,03	2 711,43	2 829,87	6,8 %	5,0 %
2007	16,65 %	8,27	2 792,46	2 872,53	3,0 %	1,5 %
2008	16,65 %	8,44	2 849,87	2 851,80	2,1 %	-0,7 %
2009	16,65 %	8,71	2 941,04	2 941,04	3,2 %	3,1 %
2009/1972 en moyenne annuelle sur 37 ans dont euros constants	1,75 %	7,56 % 2,87 %	9,37 %	4,61 %		

(1) Les dépenses correspondant à une année d'exigibilité (t) se calculent à partir des bénéficiaires en t - 1, année de validité, et de la cotisation unitaire basée sur le taux de cotisation en t - 1 et le Smic en juillet t - 2. Soit, d'après le décret du 26 janvier 1973, à compter du 1^{er} juillet 1972 :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 173,33 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois. La diminution du temps de travail en 1982 n'a d'effet qu'à partir des exigibilités 1984 (validité 1983). Le décret 82-1140 du 29 décembre 1982 fait référence à la nouvelle durée légale de travail :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) * 169 heures * Smic horaire (juillet t - 2) * 12 mois.

Les cotisations à taux partiel sont présentées dans le tableau TIPF 431.

(2) 16,35 % du 1^{er} janvier au 30 juin, 16,45 % ensuite.

TIPF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros

Exigibilité	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Cumul des remontées Caf Cnav
1972									53				
1973									119				
1974									169				
1975													
1976										190			
1977													
1978													
1979										169	38		
1980													
1981										745			
1982													
1983											569		
1984											2 349		
1985													
1986									2 750		1 877		
1987	1 122 771	1 336 663	32 099	1 020 751	8 980	33 738	32 705	6 422	156 792	1 141	4 759		
1988	1 260 370	1 245 744	35 512	878 082	16 242	39 599	32 273	8 812	117 467	769 221	599 104	443 020	
1989	1 638 792	1 121 199	46 076	11 581 435	19 784	32 548	40 976	9 248	141 038	579 849	445 034	344 864	
1990	1 643 627	1 329 754	25 321 877	508 739	24 714	35 064	74 390	8 159	422 336	530 792	490 656	352 193	
1991	1 776 909	1 514 263	412 065 506	1 264 172	26 929	58 413	70 695	7 095	331 432	989 054	868 836	664 097	
1992	3 834 460	1 633 413	107 371 404	12 743 341	35 080	63 974	90 389	11 693	484 620	838 822	735 527	542 208	
1993	15 288 683	105 826 508	213 227 059	1 082 304	505 366	121 990	48 926	7 460	163 383	1 268 884	941 296	752 808	
1994	137 286 039	378 432 481	14 213 753	107 459 363	751 153	212 377	42 843	8 804	140 973	557 406	542 162	317 944	
1995													
1996	656 589 772	1 263 532 359	14 796 553	-2 690 396	5 569 628	1 322 406	60 070	27 263	339 007	506 843	501 977	270 452	
1996	3 387 431 992	848 262 659	165 085 272	449 471 897	57 329 552	11 245 439	94 868	7 788	570 165	879 050	917 956	675 534	
1997	11 683 399 740	3 495 762 565	1 902 776 815	980 952 708	83 940 415	-553 424	61 831	7 505	26 104 976	4 476 304	754 160	560 893	18 178 244 488
1998		12 203 938 330	4 438 114 610	1 255 342 243	165 071 570	493 468	477 818	11 294	37 813 815	23 086 576	761 722	469 759	18 125 581 205
1999			12 808 858 825	5 814 851 428	181 763 723	16 704 946	21 809 062	8 131	2 904 588	30 878 537	746 589	393 754	18 878 919 583
2000				15 567 998 152	751 736 372	15 309 899	18 102 658	-252 574	19 120 313	1 047 706	408 907	246 933	16 373 718 366
2001					2 380 435 991	564 190 749	222 774 443	17 009 898	80 912 100	5 156 787	619 683	257 583	3 271 357 234
2002						2 715 681 693	532 727 787	-283 370	85 867 348	9 371 260	738 881	361 825	3 344 465 424
2003							2 684 687 882	353 006 635	301 822 485	45 236	-371 817	367 646	3 339 558 067
2004								2 845 640 804	663 886 074	3 028 365	259 276	562 307	3 513 376 826
2005									3 111 219 953	17 506 579	898 526	1 878 329	3 131 503 387
2006										682 258 095	3 218 323	1 227 940	686 704 358
2007										3 940 005 758	34 794 053	692 293	3 975 492 104
2008											3 787 216 078	164 244 556	3 951 460 634
2009											1 870 074 928	1 898 136 471	3 768 211 399
Caf	15 891 273 155	18 303 935 938	20 101 945 361	24 202 464 219	3 627 235 499	3 324 992 879	3 481 229 616	3 215 251 067	4 332 521 956	4 723 783 369	5 706 171 449	2 073 763 409	
Tous régimes	19 748 750 833	19 748 750 833	21 312 482 450	25 586 669 758	3 764 905 778	3 506 864 185	3 705 660 487	3 334 358 912	4 553 058 759	4 895 720 283	5 873 132 164	2 214 150 142	
	80,5 %	92,7 %	94,3 %	94,6 %	96,3 %	94,8 %	93,9 %	96,4 %	95,2 %	96,5 %	97,2 %	93,7 %	

11,7 millions de foyers bénéficiaires de prestations de la branche Famille

Données tous régimes métropole et Dom

En 2009, la branche Famille couvre 11 711 000 allocataires et 13 724 000 enfants. L'effectif de familles bénéficiaires du Fnpf (6 741 000 avec 13 322 000 enfants) représente 58 % des allocataires¹ et 97 % des enfants correspondants.

L'évolution de la législation² (relative en particulier aux prestations de logement, aux minima sociaux, aux aides à l'emploi et aux allocations pour jeune enfant) modifie, au cours du temps, le champ couvert par la branche Famille. Les allocataires sans enfant (4 794 000) et ceux avec un seul enfant (2 111 000) représentent respectivement 41 % et 18 % des allocataires, les familles de deux enfants et plus (4 797 000) ne représentant plus que 41 % des allocataires.

La tendance à la réduction de la taille moyenne des familles fait que le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus relevant du Fnpf passe de 246,9 en 1999 à 240,3 en 2009.

La part des Caf atteint 96 % de l'effectif global des allocataires.

11,7 millions d'allocataires

Au 31 décembre 2009, le nombre total d'allocataires (y compris les hors métropole) atteint 11 711 000. 96 % des allocataires sont gérés par les Caf.

Fnpf : 6,7 millions de familles 58 % des allocataires¹

Au 31 décembre 2009, l'effectif des familles (résidant sur le territoire métropolitain ou dans les Dom) bénéficiant d'une prestation relevant du fonds national des prestations familiales (Fnpf) est estimé à 6 741 000. Cet effectif a progressé de + 3,0 % entre 2004 et 2006 (+ 387 000), principalement du fait de la **progression des familles d'un enfant** relevant du Fnpf : + 278 000 familles (cf. T1PF 501). Pendant la même période, le nombre d'enfants bénéficiaires du Fnpf (13 321 000) a progressé de + 2,6 % (+ 337 000).

L'effectif ci-dessus :

- ne comprend pas les familles des travailleurs étrangers résidant hors de France, bénéficiant de prestations servies à l'étranger : 7 200 ;
- inclut à l'inverse les bénéficiaires de l'allocation différentielle : 9 300.

Hors Fnpf : 4,9 millions d'allocataires 42 % des allocataires

Les allocataires ne bénéficiant pas de prestations du Fnpf perçoivent au moins une des prestations suivantes :

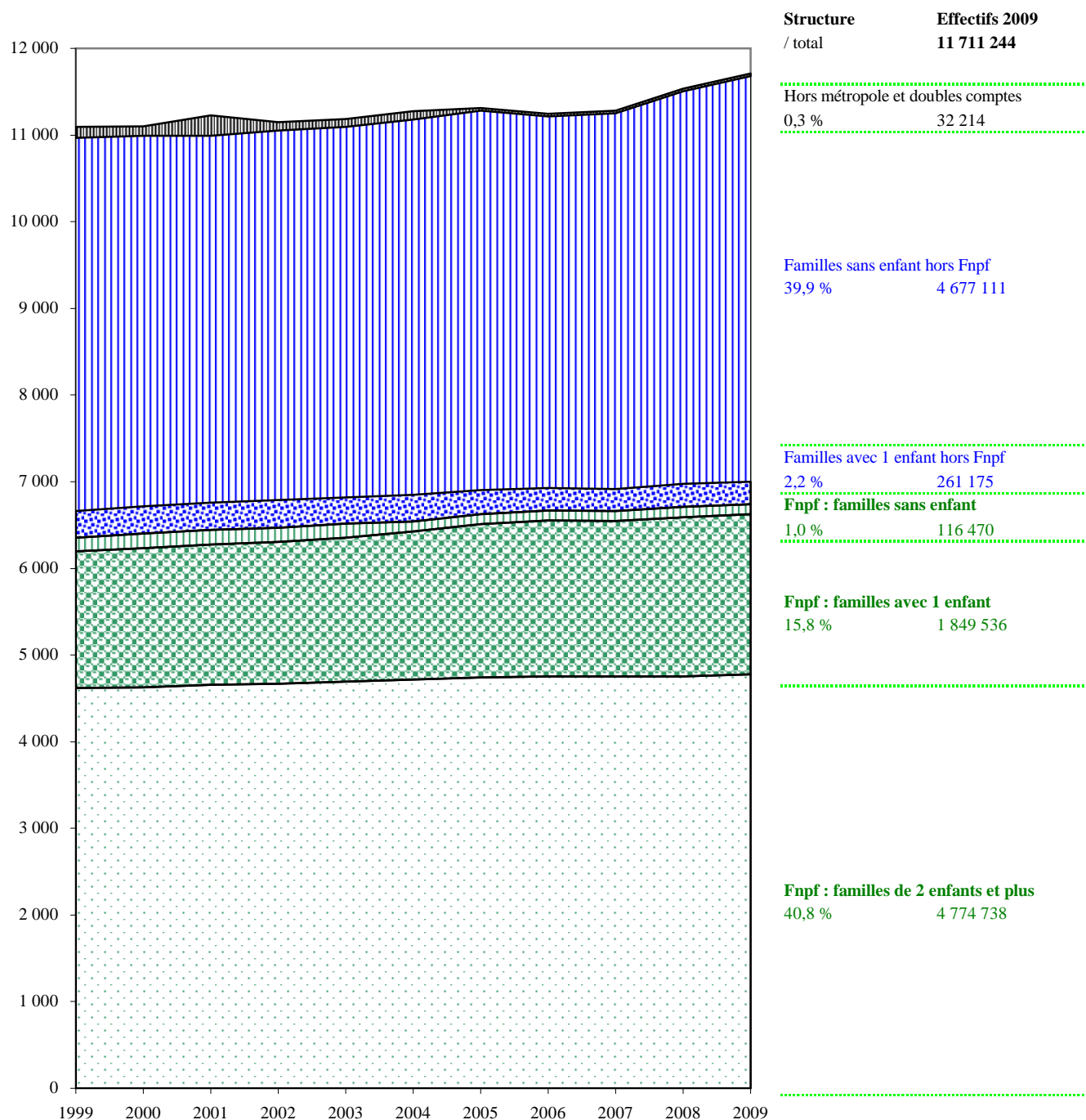
- prestations servies au titre du fonds national d'aide au logement (allocation logement sociale, aide personnalisée au logement....) ;
- minima sociaux ne relevant pas du Fnpf et aides à l'emploi : revenu de solidarité active (Rsa), revenu minimum d'insertion (Rmi), contrat d'avenir (Cav), contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma), prime de retour à l'emploi (Pre), revenu de solidarité (Rso).

L'effectif des allocataires ne relevant pas du Fnpf (4 738 000 tous régimes, métropole et Dom) représente 42 % des allocataires, parmi lesquels :

- 4 677 000 allocataires sans enfant à charge (40 % de l'ensemble des allocataires) ;
- 261 000 familles d'un enfant (2,2 %).

La progression des effectifs de l'ensemble des fonds entre 1999 et 2009 (+ 616 000) est due pour 60 % à l'évolution du nombre de familles sans enfant ne relevant pas du Fnpf (+ 371 000). (Le transfert aux Caf de la gestion de la majorité des régimes spéciaux a entraîné une diminution de - 92 000 des « doubles comptes »).

Figure 5.1 : **Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille**
depuis 1999 (tous régimes, métropole et Dom, en milliers)



TIPF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliers	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Structure 2009	Rapport 2009/1999	Accrois- sement 09-99
Fnpf : familles de 2 enfants et plus	4 622	4 628	4 654	4 669	4 695	4 716	4 738	4 752	4 752	4 756	4 775	41 %	3,3 %	153
Fnpf : familles de 1 enfant	1 572	1 605	1 624	1 637	1 659	1 707	1 770	1 802	1 793	1 835	1 850	16 %	17,7 %	278
Fnpf : familles sans enfant	160	172	166	164	166	119	114	113	114	119	116	1,0 %	-27,1 %	-43
Hors Fnpf : familles de 1 enfant	311	311	317	319	300	305	278	261	257	267	261	2,2 %	-15,9 %	-49
Hors Fnpf : familles sans enfant	4 306	4 275	4 232	4 260	4 273	4 333	4 379	4 284	4 334	4 528	4 677	40 %	8,6 %	371
Autres : HM, doubles comptes	125	113	231	100	92	94	34	34	33	33	32	0,3 %		-93
Nombre d'allocataires	11 095	11 103	11 224	11 150	11 184	11 274	11 313	11 246	11 284	11 537	11 711	100 %	5,5 %	616
Dont allocataires sans enfant	4 466	4 447	4 398	4 424	4 438	4 452	4 493	4 398	4 449	4 647	4 794	40 %		328
Dont familles de 1 enfant	1 882	1 915	1 941	1 956	1 959	2 013	2 049	2 063	2 050	2 102	2 111	18 %		228
Dont allocataires hors Fnpf	4 616	4 586	4 549	4 579	4 572	4 638	4 657	4 545	4 591	4 794	4 938	42 %	7,0 %	322
Dont Fnpf sans doubles comptes, HM	6 354	6 404	6 444	6 471	6 519	6 542	6 622	6 667	6 659	6 710	6 741	58 %	6,1 %	387
Part du Fnpf / ensemble des allocataires	57,3 %	57,7 %	57,4 %	58,0 %	58,3 %	58,0 %	58,5 %	59,3 %	59,0 %	58,2 %	57,6 %			0,3
Nombre d'enfants (yc doubles comptes)	13 516	13 516	13 564	13 586	13 607	13 691	13 636	13 666	13 637	13 688	13 724	100 %	1,5 %	208
Dont enfants Fnpf sans doubles comptes, HM	12 984	12 997	13 052	13 067	13 124	13 196	13 290	13 337	13 233	13 258	13 321	97,1 %	2,6 %	337
Dont enfants des familles 2 enfants et plus	11 413	11 392	11 428	11 430	11 458	11 489	11 525	11 540	11 440	11 423	11 471	83,6 %	0,5 %	59
Part du Fnpf / ensemble E bénéficiaires (yc DC)	96,1 %	96,2 %	96,2 %	96,2 %	96,4 %	96,4 %	97,5 %	97,6 %	97,0 %	96,9 %	97,1 %			1,0
Nombre moyen d'enfants pour 100 familles de 2 enfants et plus	246,9	246,2	245,6	244,8	244,2	243,6	243,2	242,9	240,7	240,2	240,3		-2,7 %	

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

**Des doubles comptes :
15 510 familles relevant du Fnpf en 2009**

Historiquement, les doubles comptes correspondent à des allocataires des régimes spéciaux qui perçoivent certaines prestations des Caf. Il s'agit de la Paje, de l'Afeama, de l'Aged, des prestations de logement et de l'Aah (cf. TIPF 510200910). Ces effectifs sont inclus dans tous les tableaux des fascicules relatifs aux données des Caf : en effet, ces doubles comptes n'apparaissent réellement que lorsque les données Caf sont agrégées aux données des régimes spéciaux. En conséquence, **dans cette brochure, les chiffres Caf sont minorés des doubles comptes pour l'estimation des familles tous régimes (Fnpf et ensemble des fonds).**

Par contre, lors du dénombrement des allocataires tous régimes, l'effectif des Caf n'est pas minoré afin de tenir compte de la charge de gestion qui pèse sur les deux régimes.

En 2005, les régimes spéciaux sont rattachés aux Caf à l'exception de la Snaf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp, ce qui explique la forte diminution des doubles comptes qui sont passés de 77 700 allocataires en 2004 à 20 900 en 2005. **En 2008**, les doubles comptes du seul Fnpf ne concernent plus que 15 510 familles et 50 860 enfants. (Le nombre d'enfants allocataires « tous régimes » incluait 188 000 enfants correspondant aux doubles comptes en 2004.)

Bénéficiaires des prestations « Famille »

Sur les 6 712 730 familles bénéficiaires du Fnpf (cf. TIPF 53012009) :

- 73 % perçoivent les allocations familiales (4 897 811) ;
- 45 %, l'allocation de rentrée scolaire (3 029 959) ;
- 29 %, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje Ab, 1 931 771) ;
- 13 %, le complément familial (865 007) ;
- 12,0 % ; une prestation de garde :
10,9 %, le complément mode de garde par une assistante maternelle de la Paje (Cmg, 721 529) ou l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, 10 925) ;
1,1 %, le Cmg à domicile de la Paje (72 225) ou l'allocation de garde d'enfant à domicile (2 117).
- 11,1 %, l'allocation de soutien familial (749 723) ;
- 8,5 %, le complément (optionnel) de libre choix d'activité (Clca et Colca) de la Paje (575 962, dont 2 294 bénéficiaires du Colca) ;
- 3 %, l'allocation de parent isolé (200 408) ;
- 2,4 %, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (159 675, cf. T2PF 51).

Ensemble des bénéficiaires, y compris les allocataires hors « risque Famille »

En 2009, 55,9 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation, 22,1 % bénéficient de deux prestations, 10,7 % de trois, 7,9 % de quatre prestations, 3,4 % cinq prestations ou plus (cf. encadré 1 page suivante). La part des bénéficiaires d'une seule prestation a régressé de - 6,4 points entre 2004 et 2009, celles des bénéficiaires de quatre prestations et de cinq et plus ont progressé de 4,9 et de 2,6 points.

Encadré 1 : *Bénéficiaires selon les cumuls de prestations depuis 2004 (données Caf, métropole + Dom)*

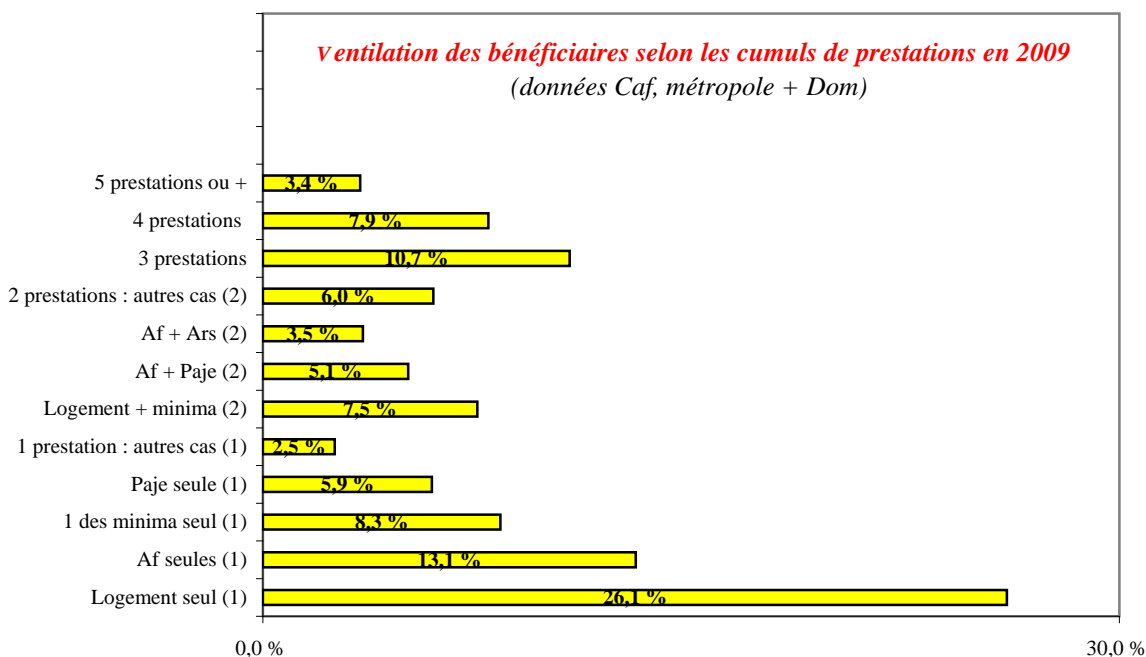
55,9 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation en décembre 2009 contre 62,3 % en 2004 (soit - 6,4 points).

Les parts des bénéficiaires de 2 prestations (22,1 % en 2009) et de trois prestations (10,7 %) sont relativement stables entre 2004 et 2008.

Celles des bénéficiaires de quatre prestations (7,9 %) et de cinq prestations (3,4 %) ont progressé respectivement de + 4,9 et + 2,6 points.

Données Caf, métropole + Dom	2004	2008	2009	Effectifs 2009	Evolution (en points) de la structure 2009-2004
Bénéficiaires d'une prestation (avec ou sans Ars)	62,3 %	62,4 %	55,9 %	6 262 934	-6,4
Logement (Als, ou Apl ou ALF)	29,9 %	29,4 %	26,1 %	2 920 869	-3,8
Af	15,8 %	16,7 %	13,1 %	1 463 864	-2,8
Minima sociaux (Rsa, Api en 2009, Rmi, Aah), aides à l'emploi	7,9 %	7,4 %	8,3 %	932 354	0,4
Prestation d'accueil du jeune enfant (Afeama)	5,5 %	6,0 %	5,9 %	663 557	0,4
Ars seule	1,9 %	1,8 %	1,7 %	190 708	-0,2
Asf	0,8 %	0,8 %	0,4 %	47 875	-0,4
Aeeh (Api jusqu'en 2008) ou autres	0,4 %	0,3 %	0,4 %	43 707	0,0
Bénéficiaires de deux prestations (avec ou sans Ars)	22,3 %	23,4 %	22,1 %	2 474 695	-0,2
Logement + minima sociaux (Rsa, Rmi ou Aah)	6,6 %	6,3 %	7,5 %	842 180	0,9
Af + Paje (Afeama)	4,5 %	6,3 %	5,1 %	570 442	0,6
Logement + Paje	1,2 %	1,4 %	1,3 %	141 570	0,0
Af + Cf	2,7 %	2,7 %	0,8 %	94 171	-1,9
Asf avec Af ou Logement	1,3 %	1,3 %	0,4 %	41 581	-1,0
Af + Logement	3,4 %	3,4 %	0,2 %	27 398	-3,2
Autres	2,5 %	2,1 %	6,8 %	757 353	4,2
Af + Ars			3,5 %	392 697	
Logement + Ars			1,7 %	190 297	
Ars + Asf			0,3 %	34 944	
Paje + Rsa			0,3 %	29 662	
Ars + Rsa			0,2 %	19 745	
Af + Aeeh			0,2 %	24 908	
Asf + Paje			0,1 %	9 264	
Autres cas			0,5 %	55 836	
Bénéficiaires de trois prestations (avec ou sans Ars)	10,7 %	9,1 %	10,7 %	1 204 344	0,1
Af + Logement + Pje	4,2 %	3,4 %	1,3 %	143 982	-2,9
Af + Logement + Cf	3,2 %	2,9 %	0,1 %	6 473	-3,2
Logement + Asf + Rsa (Rmi)	cf. autres	0,3 %	0,2 %	27 666	
Autres	3,2 %	2,5 %	9,2 %	1 026 223	
Af + Ars + Cf			1,8 %	201 745	
Af + Ars + Paje			1,1 %	128 201	
Af + Logement + Asf	cf. autres	0,6 %	0,5 %	58 285	
Af + Logement + Rsa (Rmi)	0,9 %	0,4 %	0,7 %	76 652	
Af + Ars + Paje			0,3 %	29 354	
Logement + Paje + Rsa			0,5 %	54 873	
Logement + Ars + Aah			0,2 %	18 410	
Autres cas			4,1 %	458 703	
Bénéficiaires de quatre prestations (avec ou sans Ars)	3,0 %	3,0 %	7,9 %	885 184	4,9
Bénéficiaires de cinq prestations et plus (avec ou sans Ars)	0,8 %	1,0 %	3,4 %	381 934	2,6
Ensemble des bénéficiaires	99,1 %	99,0 %		11 209 091	
Dt non-bénéficiaires d'une prestation à caractère familial	44,4 %	43,0 %		4 695 403	

*ventilation des bénéficiaires selon les cumuls de prestations en 2009
(données Caf, métropole + Dom)*



TIPF 53012009 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2009

Nombre de bénéficiaires en milliers	CAF métropole	SNCF + CNEG + RATP (1)	Régimes agricoles	Total métropole	DOM TR (2)	Total métropole + DOM	Dont CAF métro. + DOM	Dont CAF DOM	Part des CAF	Nombre de	
										familles FNPF 6 740,744	allocataires yc Hm 11 701,607
2009										Rapport / au nombre de	
Accueil Jeune enfant										familles FNPF	allocataires yc Hm
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	2 187,930	14,614	67,252	2 269,796	78,915	2 348,711	2 266,845	78,915	96,5 %	34,8 %	
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)	51,638	0,257	1,417	53,312	2,127	55,439	53,765	2,127	97,0 %	0,8 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)	1 795,342	8,565	52,993	1 856,900	74,871	1 931,771	1 870,213	74,871	96,8 %	28,7 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	547,686	2,963	17,517	568,166	7,796	575,962	555,482	7,796	96,4 %	8,5 %	
CLCA taux plein	318,237	1,722 e	9,975	329,934	6,145	336,079	324,382	6,145	96,5 %	5,0 %	
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)	227,278	1,241 e	7,482	236,001	1,588	237,589	228,866	1,588	96,3 %	3,5 %	
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)	2,171		0,060	2,231	0,063	2,294	2,234				
PAJE CMG ensemble	764,682		28,340	793,022	4,326	809,254	769,008	4,326	95,0 %	12,0 %	
PAJE CMG complément assistante maternelle	691,084		27,308	718,392	3,137	721,529	694,221	3,137	96,2 %	10,7 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à 3 ans	548,060		20,453	568,513	3,009	571,522	551,069	3,009	96,4 %	8,5 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à 6 ans	250,803		6,855	257,658	0,310	257,968	251,113	0,310	97,3 %	3,8 %	
PAJE CMG complément garde à domicile	64,389		6,855	71,244	0,981	72,225	65,370	0,981	90,5 %	1,1 %	
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans	37,840		1,242	39,082	0,646	39,728	38,486	0,646	96,9 %	0,6 %	
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)	26,549		0,549	27,098	0,335	27,433	26,884	0,335	98,0 %		
PAJE CMG complément structure	14,571		0,693	15,264	0,236	15,500	14,807	0,236	95,5 %	0,23 %	
Allocation pour jeune enfant (APJE)			0,010	0,010		0,010				0,0 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)		0,002		0,002		0,002				0,0 %	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	2,112		0,003	2,115	0,002	2,117	2,114	0,002	99,9 %	0,0 %	
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)	10,854		0,068	10,922	0,003	10,925	10,857	0,003	99,4 %	0,2 %	
Allocation d'adoption											
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS				Nd		Nd					
Allocations familiales (AF, yc forfait seul)	4 412,710	43,691	165,684	4 622,085	275,726	4 897,811	4 682,468	269,758	95,6 %	72,7 %	
Complément familial (CF)	788,612	6,372	36,134	831,118	33,889	865,007	822,327	33,715	95,1 %	12,8 %	
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 731,711	11,414	115,568	2 858,693	171,266	3 029,959	2 900,787	169,076	95,7 %	44,9 %	
Allocation de soutien familial (ASF)	638,919	2,719	9,454	651,092	98,631	749,723	735,916	96,997	98,2 %	11,1 %	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH, familles)	154,016	1,648	5,196	160,860	6,372	167,232	160,316	6,300	95,9 %	2,5 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	4,374	0,057	0,076	4,507	0,022	4,529	4,396	0,022	97,1 %	0,1 %	
Prestations hors métropole + CEE	4,847	0,045	2,303	7,195		7,195	4,847		67,4 %	0,1 %	
Allocation différentielle	9,316			9,316		9,316	9,316		100,0 %	0,1 %	
Allocataires sous tutelles	322,312			322,312	3,778	326,090	326,090	3,778	100,0 %		
Logement	5 870,490	1,704	249,010	6 121,204	187,866	6 309,070	6 058,356	187,866	96,0 %		53,9 %
Allocation logement familiale (ALF)	1 189,235	1,704	41,726	1 232,665	117,771	1 350,436	1 307,006	117,771	96,8 %		11,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	2 516,425		95,235	2 611,660		2 611,660	2 516,425		96,4 %		22,3 %
Allocation logement sociale (ALS)	2 164,830		112,049	2 276,879	70,095	2 346,974	2 234,925	70,095	95,2 %		20,1 %
Minima sociaux et contrats aidés				Nd		Nd					
Allocation de parent isolé (API)	0,192	0,001		0,193	29,583	29,776	29,763	29,571	100,0 %	0,4 %	0,3 %
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	822,134		32,022	854,156	29,182	883,338	851,316	29,182	96,4 %		7,5 %
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)	129,743		3,540	133,283	2,886	136,169	132,629	2,886	97,4 %		1,2 %
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)	55,714		1,146	56,860	0,709	57,569	56,423	0,709	98,0 %		0,49 %
Revenu minimum d'insertion (RMI)	2,405		0,062	2,467	136,927	139,394	139,332	136,927	100,0 %		1,2 %
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)	1 697,357		28,570	1 725,927		1 725,927	1 697,357		98,3 %		14,7 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	7,274		0,119	7,393	0,025	7,418	7,299	0,025	98,4 %		0,06 %
Contrat d'avenir (CAV)	45,608		1,349	46,957	5,592	52,549	51,200	5,592	97,4 %		0,45 %
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006	7,659		0,500	8,159	8,909	17,068	16,568	8,909	97,1 %		0,15 %
Revenu de solidarité active expérimental (RSA)	2,792			2,792		2,792	2,792		100,0 %		0,02 %
Revenu de solidarité (RSO DOM)					12,764	12,764	12,764	12,764	100,0 %		0,11 %

(1) L'IEG-GDF, la SNCF et la RATP versent les prestations familiales, à l'exception de la PAJE (sauf pour les agents de la SNCF à l'exception du CMG), de l'AGED, de l'AFEAMA, des prestations de logement (sauf pour l'ALF versée aux agents de la RATP et de la SNCF).

(2) Chiffres CAF majorés pour les AF, le CF, l'ARS, l'ASF, l'AES, l'APP, l'APJE, l'APE, l'allocation d'adoption, l'ALF et l'API pour tenir compte des dépenses des collectivités locales DOM.

26,1 % des allocataires ne perçoivent qu'une prestation de logement ;
 13,1 % les Af seules ;
 8,3 % un des minima ou une aide à l'emploi seul ;
 5,9 % la prestation d'accueil du jeune enfant seule ;
 7,5 % une prestation de logement et un des minima
 ...

- 53,9 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement (6 309 070, soit un effectif supérieur de 29 % à celui des familles bénéficiaires des Af, cf. *TIPF 53012009*) ;
- 14,7 % des allocataires perçoivent le revenu de solidarité active (1 725 927) ;
- 7,5 % ouvrent droit à l'allocation aux adultes handicapés (883 338) ;
- 0,4 % au contrat d'avenir (52 549) ;
- 0,1 % au revenu de solidarité dans les Dom (12 764) ;
- 0,06 % au contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (7 418).

Naissances et démographie

Les évolutions du nombre de bénéficiaires des différentes prestations sont fonction de trois types de facteurs : des facteurs démographiques, des facteurs économiques³ et de la réglementation⁴. Le chapitre 2 analyse l'évolution des dépenses en volume, à législation constante, hors impact des plafonds et relie cette évolution à celle des bénéficiaires. Le présent chapitre est axé sur les caractéristiques démographiques des bénéficiaires.

Parmi les facteurs démographiques, on distingue :

- d'une part, l'influence de la natalité sur les prestations liées à la présence de jeunes enfants ;
- d'autre part, l'évolution plus générale du nombre d'enfants à charge et de la structure des familles.

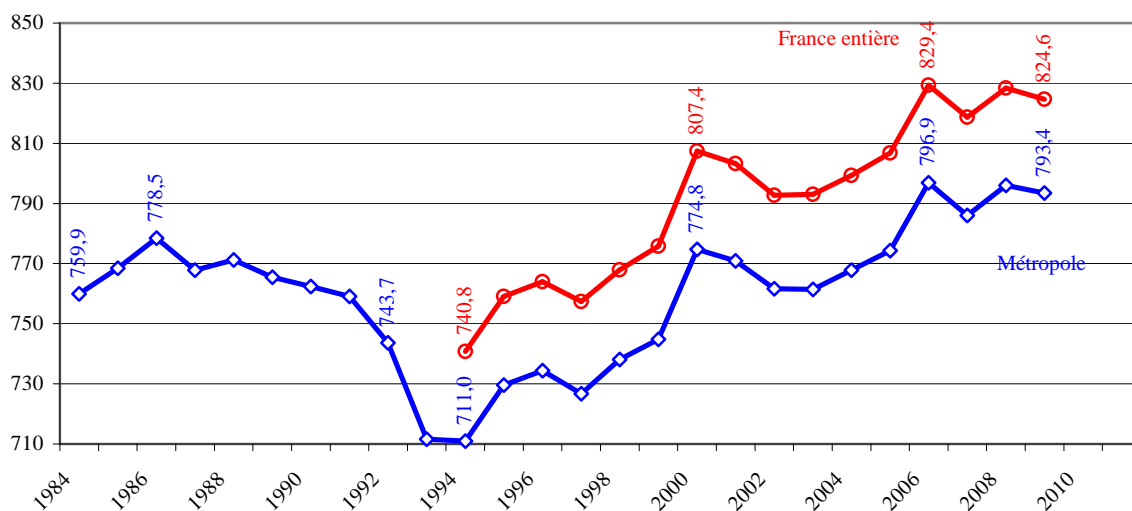
- L'évolution du nombre des **naissances** influe particulièrement sur le nombre de bénéficiaires des prestations liées à l'entretien et à la garde des jeunes enfants. La natalité progresse après avoir atteint en 1994 son niveau le plus faible des cinquante dernières années (cf. *figure 5.2*).

Le nombre de naissances atteint **824 641** en 2009 (*métropole + Dom*), soit - 0,6 % par rapport à 2006⁵, niveau le plus élevé depuis 1981 et + 6,3 % par rapport à 1999.

Naissances métropole + DOM	Effectifs	Rapport / 2006	Rapport / 1999
1999	775 796	-6,5 %	
2004	799 361	-3,6 %	3,0 %
2005	806 822	-2,7 %	4,0 %
2006	829 352	0,0 %	6,9 %
2007	818 705	-1,3 %	5,5 %
2008	828 404	-0,1 %	6,8 %
2009	824 641	-0,6 %	6,3 %

- L'indicateur conjoncturel de fécondité⁶ (Icf, *métropole + Dom*) atteint 199,0 enfants pour 100 femmes en 2009 (*avec 200,5 en 2008 et un minimum à 165,5 en 1993*). **La fécondité augmente pour les femmes de plus de trente ans**, suite à un report dans les temps des naissances. Par ailleurs, la plus forte fécondité des femmes amorcée en 2003 compense la baisse du nombre de femmes de vingt à quarante ans.

Figure 5.2 : **Naissances vivantes** (en milliers)



Source : Bilan démographique janvier 2009

Encadré 2 : *Effectifs de naissances* selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf, métropole + Dom)*

	Effectifs						Structure par rang de l'enfant selon l'âge de la mère						Variation structure 2009-2004
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
Ensemble des naissances selon le rang de l'enfant au sens des prestations familiales*													
1 ^{er} enfant	295 439	295 131	302 147	302 147	300 381	300 143	41,5 %	41,0 %	40,9 %	40,9 %	41,0 %	41,3 %	-0,2
2 ^e enfant	257 301	262 161	267 492	267 492	264 561	261 589	36,1 %	36,4 %	36,2 %	36,2 %	36,1 %	36,0 %	-0,1
3 ^e enfant	108 531	110 997	115 515	115 515	113 785	111 745	15,2 %	15,4 %	15,6 %	15,6 %	15,5 %	15,4 %	0,1
Rang 4 ou +	50 824	51 524	53 554	53 554	53 197	53 037	7,1 %	7,2 %	7,2 %	7,2 %	7,3 %	7,3 %	0,2
Total	712 095	719 813	738 708	738 708	731 924	726 514	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Ensemble des naissances selon l'âge de la mère													
< 20 ans	16 289	16 060	15 848	15 848	15 243	14 694	2,3 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,0 %	
20-24 ans	106 336	104 723	106 631	106 631	103 836	101 952	14,9 %	14,5 %	14,4 %	14,4 %	14,2 %	14,0 %	
25-29 ans	220 809	223 231	232 806	232 806	233 798	232 325	31,0 %	31,0 %	31,5 %	31,5 %	31,9 %	32,0 %	
30-34 ans	232 763	233 658	233 393	233 393	224 300	222 777	32,7 %	32,5 %	31,6 %	31,6 %	30,6 %	30,7 %	
35-39 ans	108 541	112 983	119 864	119 864	123 511	123 564	15,2 %	15,7 %	16,2 %	16,2 %	16,9 %	17,0 %	
> 40 ans	27 357	29 158	30 166	30 166	31 236	31 202	3,8 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,3 %	4,3 %	
Total	712 095	719 813	738 708	738 708	731 924	726 514	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de moins de 20 ans													
1 ^{er} enfant	14 387	14 139	13 928	13 928	13 433	12 846	88,3 %	88,0 %	87,9 %	87,9 %	88,1 %	87,4 %	-0,9
2 ^e enfant	1 694	1 730	1 745	1 745	1 651	1 673	10,4 %	10,8 %	11,0 %	11,0 %	10,8 %	11,4 %	1,0
3 ^e enfant	181	170	152	152	142	158	1,1 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	1,1 %	0,0
Rang 4 ou +	27	21	23	23	17	17	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	-0,1
Total	16 289	16 060	15 848	15 848	15 243	14 694	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 20 à 24 ans													
1 ^{er} enfant	72 492	70 956	72 038	72 038	70 275	69 345	68,2 %	67,8 %	67,6 %	67,6 %	67,7 %	68,0 %	-0,2
2 ^e enfant	26 861	26 730	27 387	27 387	26 520	25 635	25,3 %	25,5 %	25,7 %	25,7 %	25,5 %	25,1 %	-0,1
3 ^e enfant	5 711	5 723	5 934	5 934	5 792	5 682	5,4 %	5,5 %	5,6 %	5,6 %	5,6 %	5,6 %	0,2
Rang 4 ou +	1 272	1 314	1 272	1 272	1 249	1 290	1,2 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %	0,1
Total	106 336	104 723	106 631	106 631	103 836	101 952	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 25 à 29 ans													
1 ^{er} enfant	114 904	116 025	119 989	119 989	120 133	120 102	52,0 %	52,0 %	51,5 %	51,5 %	51,4 %	51,7 %	-0,3
2 ^e enfant	76 622	77 430	80 324	80 324	80 564	79 489	34,7 %	34,7 %	34,5 %	34,5 %	34,5 %	34,2 %	-0,5
3 ^e enfant	22 262	22 687	24 733	24 733	25 075	24 691	10,1 %	10,2 %	10,6 %	10,6 %	10,7 %	10,6 %	0,5
Rang 4 ou +	7 021	7 089	7 760	7 760	8 026	8 043	3,2 %	3,2 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,5 %	0,3
Total	220 809	223 231	232 806	232 806	233 798	232 325	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 30 à 34 ans													
1 ^{er} enfant	67 980	67 232	67 563	67 563	66 444	67 304	29,2 %	28,8 %	28,9 %	28,9 %	29,6 %	30,2 %	1,0
2 ^e enfant	104 546	105 666	104 273	104 273	99 263	98 050	44,9 %	45,2 %	44,7 %	44,7 %	44,3 %	44,0 %	-0,9
3 ^e enfant	43 332	43 628	43 980	43 980	41 621	40 494	18,6 %	18,7 %	18,8 %	18,8 %	18,6 %	18,2 %	-0,4
Rang 4 ou +	16 905	17 132	17 577	17 577	16 972	16 929	7,3 %	7,3 %	7,5 %	7,5 %	7,6 %	7,6 %	0,3
Total	232 763	233 658	233 393	233 393	224 300	222 777							
Mère de 35 à 39 ans													
1 ^{er} enfant	20 469	21 116	22 773	22 773	24 009	24 402	18,9 %	18,7 %	19,0 %	19,0 %	19,4 %	19,7 %	0,9
2 ^e enfant	39 486	41 850	44 628	44 628	47 072	47 181	36,4 %	37,0 %	37,2 %	37,2 %	38,1 %	38,2 %	1,8
3 ^e enfant	30 063	31 400	32 941	32 941	33 105	32 715	27,7 %	27,8 %	27,5 %	27,5 %	26,8 %	26,5 %	-1,2
Rang 4 ou +	18 523	18 617	19 522	19 522	19 325	19 266	17,1 %	16,5 %	16,3 %	16,3 %	15,6 %	15,6 %	-1,5
Total	108 541	112 983	119 864	119 864	123 511	123 564	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de plus de 40 ans													
1 ^{er} enfant	5 207	5 663	5 856	5 856	6 087	6 144	19,0 %	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,5 %	19,7 %	0,7
2 ^e enfant	8 092	8 755	9 135	9 135	9 491	9 561	29,6 %	30,0 %	30,3 %	30,3 %	30,4 %	30,6 %	1,1
3 ^e enfant	6 982	7 389	7 775	7 775	8 050	8 005	25,5 %	25,3 %	25,8 %	25,8 %	25,8 %	25,7 %	0,1
Rang 4 ou +	7 076	7 351	7 400	7 400	7 608	7 492	25,9 %	25,2 %	24,5 %	24,5 %	24,4 %	24,0 %	-1,9
Total	27 357	29 158	30 166	30 166	31 236	31 202	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

Naissances métropole + Dom (source Insee)					
	799 361	806 822	829 352	818 705	828 404
Part des naissances Caf en % du total des naissances en France					
	89,1 %	89,2 %	89,1 %	90,2 %	88,4 %
					88,1 %

Ventilation des naissances 2009 selon l'âge de la mère et le rang de l'enfant

Age de la mère	Taille de la famille				Total	Stucture : variation entre 2008 et 2009				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 et plus		1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 et plus	
Moins de 20 ans	1,8 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %	2,0 %	-0,1	0,0	0,0	0,00	-0,06
20 à 24 ans	9,5 %	3,5 %	0,8 %	0,2 %	14,0 %	-0,1	-0,1	0,0	0,01	-0,15
25 à 29 ans	16,5 %	10,9 %	3,4 %	1,1 %	32,0 %	0,1	-0,1	0,0	0,01	0,04
30 à 34 ans	9,3 %	13,5 %	5,6 %	2,3 %	30,7 %	0,2	-0,1	-0,1	0,01	0,02
35 à 39 ans	3,4 %	6,5 %	4,5 %	2,7 %	17,0 %	0,1	0,1	0,0	0,01	0,13
40 ans et plus, âge non connu	0,8 %	1,3 %	1,1 %	1,0 %	4,3 %	0,0	0,0	0,0	-0,01	0,03
Total	41,3 %	36,0 %	15,4 %	7,3 %	100,0 %	0,3	-0,1	-0,2	0,03	

* Il s'agit d'enfants à charge au sens des prestations familiales et ayant donné droit à prestations.

Le rang de l'enfant et le nombre d'enfants nés de la mère peuvent être différents.

Source : CNAF fichier FILEAS

Indicateur conjoncturel de fécondité (Icf) et âge moyen des mères

Métropole + Dom	Icf	Nombre de naissances pour 100 femmes					Age moyen des mères
		15-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40 ans et +	
1999	180,8	3,1	12,9	11,1	4,8	0,5	29,3
2006	199,7	3,3	13,1	12,7	6,0	0,7	29,7
2007 (p)	197,7	3,2	12,8	12,7	6,1	0,7	29,8
2008 (p)	200,5	3,3	12,9	13,0	6,2	0,7	29,8
2009 (p)	199,0	3,2	12,7	13,0	6,2	0,7	29,9

Source : Insee première, N° 1276 - Janvier 2010 - Bilan démographique 2009

Lecture : en 2009, 100 femmes âgées de 30 à 34 ans ont eu en moyenne 13 enfants.

Dix ans plus tôt, 100 femmes du même âge avaient donné naissance à 11,1 enfants.

La descendance finale de 100 femmes de la génération née en 1957 est estimée à 213,6 enfants⁷ : à 35 ans, ces dernières avaient une descendance de 195 enfants (en 1992) contre 168 enfants (en 2007) pour les femmes nées en 1972.

- Parmi les modifications de la législation ayant eu un impact sur la population couverte, on note l'âge limite de versement des prestations familiales pour les jeunes inactifs qui est passé :

- de dix-sept à dix-huit ans en juillet 1990 ;
- de dix-huit à dix-neuf ans en janvier 1998 ;
- de dix-neuf à vingt ans en janvier 1999 ;
- de vingt à vingt et un ans en janvier 2000, mais seulement pour le droit au complément familial et aux aides au logement.

Part des familles monoparentales avec enfants dans l'ensemble des familles avec enfants

Données Caf, métropole + Dom	Métropole	Dom	Métropole + Dom
1999	21,5 %	42,9 %	22,4 %
2004	24,1 %	47,3 %	25,1 %
2005	24,2 %	47,8 %	25,3 %
2006	24,4 %	48,7 %	25,5 %
2007	24,6 %	49,2 %	25,8 %
2008	24,7 %	49,2 %	25,9 %
2009	25,2 %	49,7 %	26,3 %
Ecart en points			
2009-1999	3,7	6,8	3,9
2009-2004	1,1	2,4	1,1

Structure 2008-2009 des familles avec enfants selon la situation familiale

(y compris les femmes enceintes, Caf métropole + Dom)

	2008	2009
Mariés	51,7 %	50,5 %
Concubins	22,5 %	23,2 %
Célibataires femmes	11,9 %	12,3 %
Séparées	6,5 %	6,3 %
Divorcées	4,5 %	4,6 %
Veuves	1,2 %	1,1 %
Hommes seuls	1,8 %	1,9 %
Total	100,0 %	100,0 %

- Les couples mariés ne représentent que 50,5 % des familles avec enfants (données Caf⁸). L'évolution du nombre des divorces et des séparations de couples non mariés est à mettre en parallèle avec la progression des prestations liées à la **monoparentalité**. La part des isolés avec enfants dans l'ensemble des familles ayant des enfants à charge (26,3 %) a progressé de 3,9 points depuis 1999.

Depuis 2001, la progression des isolés dans les Dom est à relier à l'alignement progressif du barème Api des Dom sur celui de la métropole. La part des isolés dans les Dom atteint 49,2 %.

- La **diminution du nombre de familles nombreuses** a une influence négative sur l'évolution du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et du complément familial. L'**allongement de la scolarité** joue en sens inverse.

Part des familles de 3 et 4 enfants et plus

dans l'ensemble des familles de 2 enfants et plus

Données tous régimes	Part dans l'ensemble		Part dans les Dom	
	3 E	4 E et +	3 E	4 E et +
1999	25,6 %	8,6 %	26,8 %	14,6 %
2004	24,7 %	7,8 %	25,6 %	13,7 %
2007	24,4 %	7,5 %	25,0 %	13,1 %
2008	24,4 %	7,5 %	24,7 %	13,0 %
2009	24,3 %	7,5 %	24,7 %	12,9 %
Ecart en points				
2009-1999	-1,2	-1,2	-2,2	-1,7
2004-1999	-0,8	-0,8	-1,2	-0,9
2009-2004	-0,4	-0,3	-1,0	-0,8

Source : Cnaf Fileas, Ccmsa, Edf-Gdf, Ratp, SnCF

L'évolution des familles et des enfants bénéficiaires permet, en particulier, de préciser un phénomène démographique contemporain : la régression du nombre des familles nombreuses. La part des familles de trois enfants et plus dans l'ensemble des familles de deux enfants et plus (31,8 % en 2009, données tous régimes, cf. T1PF 51311 et tableau ci-dessus) a régressé de - 2,2 points depuis 1999.

De fait, le nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du Fnpf (4 775 000) progresse plus vite que le nombre d'enfants à charge de ces familles (11 471 400) : respectivement + 3,3 % contre + 0,5 % entre 1999 et 2009 (cf. T1PF 501).

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus a régressé de - 2,7 % entre 1999 et 2008 : il est passé de 246,9 enfants en 1999 à 240,3 enfants en 2009.

Les allocations familiales

La décroissance en volume des dépenses d'Af est due à la combinaison de la diminution du nombre de familles nombreuses, de l'évolution des effectifs d'enfants les plus âgés. En effet, le barème des Af est favorable :

- aux enfants de rang trois et plus (*les enfants de rang un ne perçoivent pas d'Af en métropole, les aînés des familles de deux enfants à charge n'ouvrent pas droit aux majorations pour âge, le montant d'Af versé pour les enfants de rang trois et plus est de 28 % supérieur à celui des Af versées aux enfants de rang deux, cf. T1PF 7222*) ;

- aux enfants bénéficiaires des majorations de plus de seize ans et des majorations de onze à quinze ans (*attribuées à des enfants nés avant mai 1997*⁹).

T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF (CAF, estimation tous régimes)

Estimation tous régimes, métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2009 - 2006
CAF hors forfait AF, hors AF de 1 E DOM	10 964 001	10 978 454	10 991 241	11 037 452	0,1 %	0,1 %	0,4 %	73 451
Autres régimes	568 728	550 723	526 409	521 819	-3,2 %	-4,4 %	-0,9 %	-46 909
Régimes agricoles	446 331	435 628	414 273	407 458	-2,4 %	-4,9 %	-1,6 %	-38 873
Régimes spéciaux	117 552	107 356	101 478	100 959	-8,7 %	-5,5 %	-0,5 %	-16 593
Tous régimes, hors forfait AF CAF et F 1 E DOM	11 532 729	11 529 177	11 517 650	11 559 271	0,0 %	-0,1 %	0,4 %	26 542
CAF F de 1 E DOM	101 702	104 325	110 446	107 589	2,6 %	5,9 %	-2,6 %	5 887
CAF forfait AF	120 505	114 452	107 901	106 169	-5,0 %	-5,7 %	-1,6 %	-14 336
Tous régimes, yc forfait AF et F 1 E DOM	11 754 936	11 747 954	11 735 997	11 773 029	-0,1 %	-0,1 %	0,3 %	18 093
Dont CAF yc forfait AF et F 1 E DOM	11 186 208	11 197 231	11 209 588	11 251 210	0,1 %	0,1 %	0,4 %	65 002
Part des CAF	95,2 %	95,3 %	95,5 %	95,6 %				

T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes)

Données métropole + DOM	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2008/2007	2008/2005	2008-2005
Familles bénéficiaires du forfait AF										
CAF	58 098	115 038	121 329	118 423	112 485	105 887	104 186			
Tous régimes	65 319	128 167	127 638	124 430	117 971	110 859	108 977	-6,0 %	-13 %	-16 780
Dont familles bénéficiaires du forfait sans AF										
CAF	875	2 626	2 995	2 944	2 949	2 879	2 796			
Tous régimes	984	2 926	3 151	3 093	3 093	3 014	2 925	-2,5 %	-4,3 %	-137
Enfants bénéficiaires du forfait AF										
CAF	58 902	116 933	123 415	120 505	114 452	107 901	106 169			
Tous régimes	66 223	130 278	129 833	126 618	120 034	112 967	111 052	-5,9 %	-13 %	-16 865

T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF créé en mai 2007 (CAF, estimation tous régimes)

Données métropole + DOM	2007	Ventilation des bénéficiaires selon le type de dossier*			2008	Ventilation des bénéficiaires selon le type de dossier*			2009	Ventilation des bénéficiaires selon le type de dossier*		
		1. Perception de toutes les PF + la moitié des AF	2. Uniquement la moitié des AF	Dossier mixte (1 et 2)		1. Perception de toutes les PF + la moitié des AF	2. Uniquement la moitié des AF	Dossier mixte (1 et 2)		1. Perception de toutes les PF + la moitié des AF	2. Uniquement la moitié des AF	Dossier mixte (1 et 2)
Familles bénéficiaires du partage des AF	Structure	32,0 %	30,3 %	37,7 %	Structure	31,9 %	29,8 %	38,3 %	Structure	31,3 %	29,9 %	38,8 %
CAF	16 128	5 157	4 892	6 079	27 656	8 835	8 240	10 581	37 694	11 810	11 254	14 630
Tous régimes	16 937	5 369	5 093	6 329	28 981	9 258	8 635	11 088	39 499	12 376	11 793	15 331
Enfants bénéficiaires du partage des AF												
CAF (chiffre CAF rectifié en 2007)									73 349			
Tous régimes									76 862			
Part des familles ayant demandé le partage des AF dans l'ensemble des bénéficiaires des AF	0,3 %				0,6 %				0,8 %			

Source : CNAF fichier FILEAS

Dans ce tableau ne sont comptés que les allocataires dont les enfants sont en résidence alternée avec partage des AF.

Le dossier principal correspond au dossier du parent qui bénéficie de toutes les prestations légales ainsi que les AF partagées.

Le dossier AF seules correspond au dossier de l'autre parent qui ne bénéficie que des AF partagées.

Le dossier mixte correspond à des familles recomposées avec enfants originaires de plusieurs fratries.

(*) En cas de rupture d'une cellule familiale, la résidence des enfants de moins de 18 ans peut être en alternance au domicile de chacun des parents.

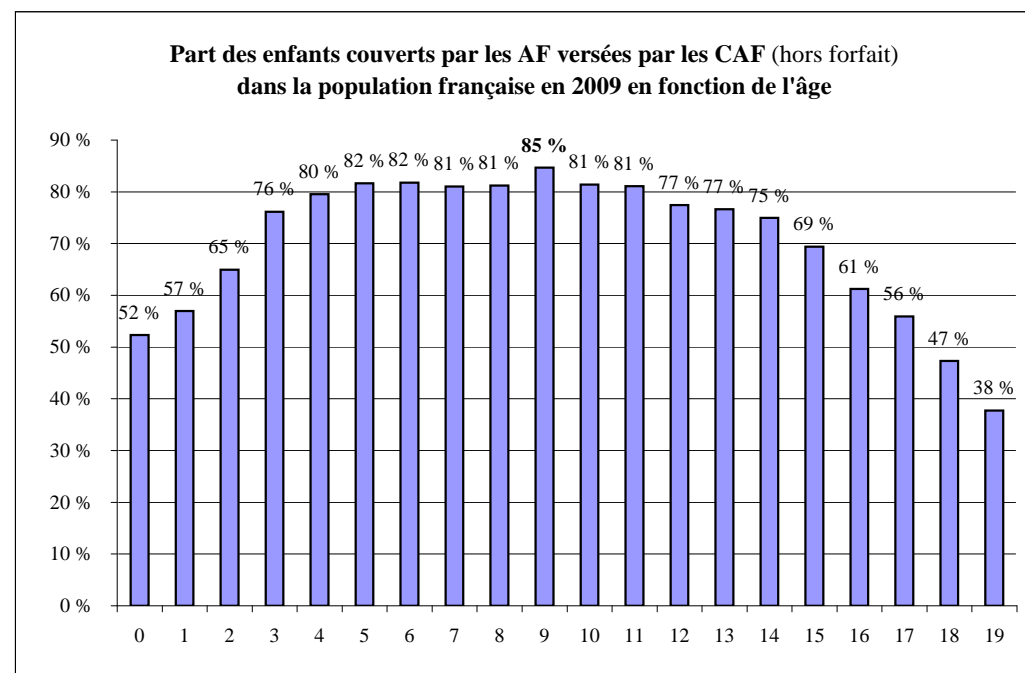
De ce fait, les enfants sont comptabilisés dans deux dossiers (ex-conjoints). L'estimation du nombre de ces enfants se fait en divisant la totalité des enfants en résidence alternée par 2, bien que nous n'ayons pas connaissance des enfants dont l'un des parents n'est pas issu du régime général (Msa, Ratp, Snecf, EDF...)

T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF)

Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2009/2008	2009 - 2006	Ventilation E(F 2E+) selon leur rang		
							2006	2009	2009-2006
1 ^{er} E des F de 2 E et plus "sans AF"	4 514 446	4 524 083	4 533 054	4 555 367	0,5 %	40 921	41,18 %	41,27 %	0,10
Enfants de rang 2 et plus	6 449 555	6 454 371	6 458 187	6 482 085	0,4 %	32 530	58,82 %	58,73 %	
2 ^e E (F 2 E et +)	4 514 446	4 524 083	4 533 054	4 555 367	0,5 %	40 921	41,18 %	41,27 %	0,10
3 ^e E (F 3 E et +)	1 444 057	1 443 923	1 443 536	1 446 351	0,2 %	2 294	13,17 %	13,10 %	-0,07
4 ^e E et suivants	491 052	486 365	481 597	480 367	-0,3 %	-10 685	4,48 %	4,35 %	-0,13
Enfants des familles de 2 enfants et plus	10 964 001	10 978 454	10 991 241	11 037 452	0,4 %	73 451	100 %	100 %	
Partage des AF : cas mixtes		1 314	2 767	3 262					
Famille d'un enfant DOM	101 702	104 325	110 446	107 589	-2,6 %	5 887			
Total E des F bénéficiaires des AF, hors forfait AF	11 065 690	11 084 093	11 104 454	11 148 303	0,4 %	82 613			

T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge (1)

Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM (extraction fichier FILEAS)	Tx déc. 2006 <i>Bilan Démo. janvier 2007 ajusté / BD08 janvier 2009</i>	Tx déc. 2007 <i>Bilan Démo. janvier 2008 ajusté / BD08 janvier 2009</i>	Tx déc. 2008 <i>Bilan Démo. janvier 2009</i>	Tx déc. 2009 <i>Bilan Démo. janvier 2010</i>
Age				
19	41,4 %	38,8 %	38,2 %	37,8 %
18	51,6 %	50,4 %	47,3 %	47,3 %
17	60,1 %	59,6 %	59,2 %	55,9 %
16	66,2 %	66,7 %	65,2 %	61,2 %
15	70,0 %	70,2 %	68,2 %	69,4 %
14	71,4 %	69,8 %	71,2 %	75,0 %
13	73,9 %	71,2 %	74,2 %	76,7 %
12	76,2 %	77,7 %	75,2 %	77,5 %
11	80,9 %	79,8 %	78,6 %	81,1 %
10	81,1 %	81,4 %	81,1 %	81,4 %
9	81,7 %	82,0 %	83,6 %	84,7 %
8	84,9 %	83,6 %	85,8 %	81,2 %
7	85,2 %	88,4 %	85,7 %	81,1 %
6	83,7 %	86,8 %	85,1 %	81,8 %
5	80,1 %	79,8 %	83,4 %	81,6 %
4	74,4 %	75,8 %	77,2 %	79,6 %
3	68,7 %	69,8 %	71,9 %	76,1 %
2	59,8 %	61,1 %	63,7 %	64,9 %
1	53,7 %	54,8 %	54,9 %	57,0 %
Année de naissance	51,9 %	51,8 %	52,1 %	52,3 %
Total yc F1 E DOM, hors forfait AF	69,6 %	69,7 %	69,8 %	70,0 %



T2PF 152 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes (1)

Données métropole + DOM	2006	2007	2008	2009
Enfants CAF, yc familles 1 E DOM, hors forfait AF	11 065 703	11 082 779	11 101 687	11 145 041
Part des enfants CAF / population [0-19 ans]	69,6 %	69,7 %	69,7 %	69,9 %
Enfants tous régimes, yc F 1 E DOM, hors forfait AF	11 634 431	11 633 502	11 628 096	11 666 860
Part enfants tous régimes / population [0-19 ans]	73,2 %	73,1 %	73,0 %	73,1 %
Population française de [0-19 ans] (1)	15 902 060	15 904 402	15 937 223	15 951 939

(1) Source INSEE bilan démographique au 1^{er} janvier 2007-2008-2009 (pour les 31 décembre 2006-2007-2008).

. **Suite à la réforme des majorations¹⁰, les effectifs d'enfants bénéficiaires des majorations pour âge vont régresser jusqu'en juin 2011.** *Un enfant né en mai 1997 a eu 11 ans après la réforme des majorations d'Af. Il n'ouvre pas droit à l'ancienne majoration de 11 ans. Il ne bénéficiera de la majoration unique (égale à l'ancienne majoration de 16 ans) qu'en juin 2011 (à 14 ans et un mois) et ce, jusqu'au mois précédant ses 20 ans.*

- L'effectif Caf des enfants bénéficiaires de majoration de onze à quinze ans (1 359 330 enfants dans les Caf) régresse de - 13,6 % en 2008 et de - 24,6 % en 2009 (cf. T2PF 17).

- L'effectif des enfants bénéficiaires de majoration de plus de seize ans (828 853 enfants dans les Caf) n'est pas encore affecté par la réforme : il régresse de - 1,4 % en 2009 (après - 1,8 % en 2008).

. **L'effectif d'enfants des familles de 2 enfants et plus tous régimes progresse de + 26 542 entre 2006 et 2009**, avec + 73 451 pour les effectifs des Caf et - 46 909 pour les autres régimes dont la part dans la population française diminue (cf. T2PF 11).

Par ailleurs, la progression selon le rang de l'enfant de l'effectif Caf se décompose de la façon suivante : + 40 921 enfants de rang un et + **32 530 enfants de rang deux et plus qui ouvrent réellement droit aux AF** (avec + 40 921 enfants de rang deux, + 2 294 enfants de rang 3, - 10 685 enfants de rang 4 et plus, cf. T2PF 14).

. La part des enfants couverts par les Af (*hors forfait Af, tous régimes*) est de l'ordre de **70 % de la population française de moins de 20 ans** (cf. T2PF 151). Du fait des spécificités de la législation relative aux Af, la population couverte par les Caf n'est que de 52 % des enfants de l'année de leur naissance, 38 % des enfants de 19 ans. Le taux maximum est de 85 % pour les enfants de 9 ans (cf. T2PF 151).

. Le nombre de bénéficiaires du **forfait Af** est estimé à 109 000 familles¹¹ et à 111 100 enfants en décembre 2009 (cf. T2PF 12, *tous régimes*). Parmi eux, près de 3 000 familles ne bénéficiaient plus des Af. 2,2 % des familles bénéficiaires des Af perçoivent le forfait Af ; 0,1 % de ces familles perçoivent le forfait sans les Af (cf. T2PF 16).

. Depuis mai 2007, les familles peuvent demander le partage¹² des Af et des majorations pour âge pour les enfants en **résidence alternée** suite à un divorce ou à une séparation : en décembre 2009, 0,8 % des bénéficiaires des Af ont choisi de demander le

partage des Af (39 500 familles pour 76 862 enfants, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 13).

. Par ailleurs, il est rappelé que, **dans les Dom**, les enfants des familles d'un enfant (107 580 au 31 décembre 2009, cf. T2PF 18) ouvrent droit aux Af (22,88 euros par mois) et à des majorations (cf. T1PF 7761) : ils représentent 1 % de l'ensemble des enfants bénéficiaires des Af dans les Caf.

Les prestations jeune enfant

Les prestations dédiées à la petite enfance sont dynamiques du fait de la mise en place de la Paje. Les prestations que remplace la Paje ont vu leurs effectifs de bénéficiaires décroître au fur et à mesure de la montée en charge de la Paje. L'effectif de bénéficiaires d'une composante de la Paje s'élève à **2 348 711 familles** au 31 décembre 2009.

* 1 931 771 familles reçoivent **l'allocation de base de la Paje** et 55 439 ont bénéficié de la **prime de naissance et d'adoption de la Paje**¹³ au titre du mois de décembre.

. L'évolution des effectifs de bénéficiaires de la prime de naissance (- 2,6 % en 2007, - 0,8 % en 2008, + 1,6 % en 2009) est à mettre en parallèle avec l'évolution des naissances¹⁴ correspondant au septième mois de grossesse (- 1,3 % en 2007, + 0,7 % en 2008 et + 0,4 % en 2009).

. Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de base est stable en 2007 et en 2009 (respectivement + 0,4 % et - 0,3 % avec + 2,1 % en 2008). Ces évolutions peuvent être rapprochées de l'évolution des naissances cumulées sur trois ans (+ 1,4 % en 2007, + 0,9 % en 2008 et + 0,3 % en 2009).

* *La montée en charge du complément mode de garde ne sera achevée qu'en fin d'année 2010.* En décembre 2009, 91 % des bénéficiaires du **complément mode de garde Paje**¹⁵ (Cmg, 809 254) ont recours à un assistant maternel¹⁶ (Am, 721 529). 72 225 allocataires ont recours à la garde à domicile, 15 000 ont eu recours au Cmg structure.

. La part des bénéficiaires du **Cmg assistants maternels** ayant les ressources les plus modestes (17,0 %) progresse de 3,6 points entre 2004 et 2009 dans l'ensemble des bénéficiaires du Cmg Am. La part de familles de 1 enfant (49 %) régresse de - 4,0 points alors que celle des couples de 3 enfants et plus (9,8 %) progresse de + 1,1 point (cf. T2PF 231, *données CAF*).

T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille

Caf, métropole + Dom	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009-2008	2009-2006
Ventilation des familles	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
Familles sans enfant	43,5 %	43,0 %	42,7 %	42,3 %	42,4 %	42,2 %	-0,2	-0,4
Monoparents			8,2 %	8,4 %	7,9 %	8,3 %	0,3	0,1
Couples			34,5 %	34,0 %	34,5 %	34,0 %	-0,5	-0,5
Famille d'un enfant	34,5 %	34,8 %	34,8 %	34,9 %	34,9 %	35,1 %	0,1	0,3
Monoparents			4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,4 %	0,2	0,1
Couples			30,5 %	30,6 %	30,7 %	30,6 %	-0,1	0,1
Familles de 2 enfants et plus	22,0 %	22,2 %	22,6 %	22,7 %	22,7 %	22,7 %	0,0	0,1
Monoparents			3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	0,0	0,0
Couples			19,2 %	19,3 %	19,3 %	19,3 %	0,0	0,1
Familles de 2 enfants	14,9 %	15,1 %	13,1 %	13,3 %	12,8 %	13,1 %	0,3	0,0
Familles de 3 enfants et plus	7,2 %	7,2 %	6,1 %	6,1 %	6,5 %	6,2 %	-0,3	0,1
Effectifs CAF	52 850	52 289	54 611	53 202	52 861	53 767	906	-844
Familles sans enfant	22 992	22 475	23 305	22 529	22 411	22 712	301	-593
Monoparents			4 478	4 446	4 197	4 439	242	-39
Couples			18 827	18 083	18 214	18 273	59	-554
Famille d'un enfant	18 207	18 180	18 982	18 576	18 453	18 846	393	-136
Monoparents			2 330	2 309	2 226	2 373	147	43
Couples			16 652	16 267	16 227	16 473	246	-179
Familles de 2 enfants et plus	11 651	11 634	12 324	12 097	11 997	12 209	212	-115
Monoparents			1 862	1 808	1 791	1 843	52	-19
Couples			10 462	10 289	10 206	10 366	160	-96
Familles de 2 enfants	7 867	7 888	7 143	7 058	6 791	7 054	263	-89
Familles de 3 enfants et plus	3 784	3 746	3 319	3 231	3 415	3 312	-103	-7

T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille

Caf, métropole + Dom	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009-2008
Ventilation des familles	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100,0 %	
Familles sans enfant	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %	0,05 %	0,04 %	-0,01
Monoparents			0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,00
Couples			0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,03 %	0,00
Famille d'un enfant	43,4 %	43,0 %	41,7 %	41,5 %	41,7 %	41,7 %	0,05
Monoparents			8,3 %	8,2 %	7,9 %	8,0 %	0,06
Couples			33,5 %	33,3 %	33,7 %	33,7 %	-0,01
Familles de 2 enfants et plus	56,5 %	56,9 %	58,2 %	58,4 %	58,3 %	58,2 %	-0,04
Monoparents			7,7 %	7,8 %	7,8 %	8,0 %	0,20
Couples			50,5 %	50,6 %	50,5 %	50,3 %	-0,24
Familles de 2 enfants	34,6 %	35,1 %	31,1 %	31,1 %	31,1 %	31,0 %	-0,08
Familles de 3 enfants et plus	22,0 %	21,8 %	19,4 %	19,5 %	19,4 %	19,3 %	-0,16
Effectifs CAF	665 671	1 232 064	1 824 851	1 833 882	1 874 784	1 870 213	-4 571
Familles sans enfant	838	824	1 034	889	868	749	-119
Monoparents			221	201	211	178	-33
Couples			813	688	657	571	-86
Famille d'un enfant	288 587	529 876	761 626	761 274	781 390	780 428	-962
Monoparents			151 119	149 861	148 696	149 435	739
Couples			610 507	611 413	632 694	630 993	-1 701
Familles de 2 enfants et plus	376 246	701 364	1 062 191	1 071 719	1 092 526	1 089 036	-3 490
Monoparents			140 970	143 374	145 396	148 724	3 328
Couples			921 221	928 345	947 130	940 312	-6 818
Familles de 2 enfants	230 023	432 664	567 726	569 941	583 014	580 010	-3 004
Familles de 3 enfants et plus	146 223	268 700	353 495	358 404	364 116	360 302	-3 814

T2PF 231 : CMG assistants maternels : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille

Caf, métropole + Dom En % selon le niveau de ressources	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008	2009- 2006
En dessous du plafond 1 (bas)	10,7 %	11,6 %	13,4 %	14,7 %	16,6 %	17,0 %	0,4	3,6
Familles d'un enfant	5,9 %	6,5 %	6,9 %	7,1 %	8,3 %	8,4 %	0,1	1,5
Monoparents			3,0 %	3,3 %	3,7 %	4,0 %	0,3	1,0
Couples			3,9 %	3,8 %	4,6 %	4,4 %	-0,2	0,5
Familles de 2 enfants et plus	4,8 %	5,1 %	6,5 %	7,6 %	8,3 %	8,6 %	0,3	2,1
Monoparents			1,5 %	1,7 %	2,0 %	2,3 %	0,3	0,9
Couples			5,1 %	5,8 %	6,3 %	6,3 %	0,0	1,2
Familles de 2 enfants	3,5 %	3,7 %	3,6 %	4,1 %	4,3 %	4,3 %	-0,1	0,7
Familles de 3 enfants et plus	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,8 %	2,0 %	2,0 %	0,1	0,5
Entre les deux plafonds	69,6 %	68,6 %	67,3 %	67,0 %	67,2 %	66,5 %	-0,7	-0,8
Familles d'un enfant	37,1 %	37,2 %	35,4 %	34,2 %	33,1 %	31,9 %	-1,2	-3,5
Monoparents			0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,1	0,1
Couples			34,8 %	33,5 %	32,5 %	31,2 %	-1,3	-3,6
Familles de 2 enfants et plus	32,6 %	31,4 %	31,9 %	32,9 %	34,0 %	34,6 %	0,6	2,7
Monoparents			0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,0	0,0
Couples			31,7 %	32,6 %	33,8 %	34,3 %	0,5	2,6
Familles de 2 enfants	27,4 %	25,8 %	25,9 %	26,6 %	27,5 %	27,9 %	0,4	1,9
Familles de 3 enfants et plus	5,2 %	5,6 %	5,8 %	6,0 %	6,3 %	6,4 %	0,1	0,7
Au-dessus du plafond 2 (haut)	19,7 %	19,7 %	19,2 %	18,3 %	16,2 %	16,5 %	0,2	-2,8
Familles d'un enfant	11,3 %	11,2 %	10,6 %	10,0 %	8,6 %	8,6 %	0,0	-2,0
Monoparents			0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0	0,0
Couples			10,5 %	9,9 %	8,5 %	8,5 %	0,0	-2,0
Familles de 2 enfants et plus	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,3 %	7,6 %	7,8 %	0,2	-0,8
Monoparents			0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0	0,0
Couples			8,6 %	8,3 %	7,6 %	7,8 %	0,2	-0,8
Familles de 2 enfants	7,2 %	7,1 %	7,1 %	6,9 %	6,3 %	6,4 %	0,2	-0,7
Familles de 3 enfants et plus	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,3 %	1,4 %	0,0	-0,1
Total des familles	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
Familles d'un enfant	54,2 %	54,9 %	52,9 %	51,3 %	50,0 %	49,0 %	-1,1	-4,0
Monoparents			3,7 %	4,1 %	4,5 %	4,9 %	0,4	1,1
Couples			49,2 %	47,2 %	45,6 %	44,1 %	-1,5	-5,1
Familles de 2 enfants et plus	45,8 %	45,1 %	47,1 %	48,7 %	50,0 %	51,0 %	1,1	4,0
Monoparents			1,8 %	2,1 %	2,3 %	2,7 %	0,3	0,9
Couples			45,3 %	46,7 %	47,6 %	48,4 %	0,7	3,0
Familles de 2 enfants	38,0 %	36,6 %	36,6 %	37,5 %	38,1 %	38,5 %	0,5	2,0
Familles de 3 enfants et plus	7,8 %	8,5 %	8,7 %	9,1 %	9,6 %	9,8 %	0,2	1,1
Nbre moyen d'enfants bénéficiaires / 100 familles		119,0	117,3	116,5	115,9	115,6	-0,3	

Effectifs selon le niveau de ressources

En dessous du plafond 1 (bas)	10 732	32 977	62 135	83 144	106 153	118 287	12 134
Entre les deux plafonds	69 815	194 449	311 166	379 227	428 923	461 714	32 791
Au-dessus du plafond 2 (haut)	19 720	55 965	88 818	103 333	103 566	114 220	10 654
Total des familles	100 267	283 391	462 119	565 704	638 642	694 221	55 579

T2PF 232 : CMG assistants maternels : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille

Caf, métropole + Dom En % selon l'âge des enfants	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008
Enfants de 0 à 3 ans]	87,3 %	87,3 %	87,8 %	77,9 %	72,4 %	68,7 %	-3,7
Familles d'un enfant	43,9 %	46,1 %	45,0 %	39,6 %	36,4 %	34,3 %	-2,1
Monoparents			3,2 %	2,9 %	2,7 %	2,6 %	-0,1
Couples			41,9 %	36,7 %	33,8 %	31,7 %	-2,1
Familles de 2 enfants et plus	43,4 %	41,3 %	42,8 %	38,3 %	35,9 %	34,4 %	-1,5
Monoparents			1,6 %	1,5 %	1,4 %	1,4 %	0,0
Couples			41,2 %	36,8 %	34,5 %	33,0 %	-1,5
Familles de 2 enfants	36,1 %	33,5 %	33,2 %	29,6 %	27,6 %	26,4 %	-1,2
Familles de 3 enfants et plus	7,3 %	7,7 %	8,0 %	7,2 %	6,9 %	6,6 %	-0,3
Enfants de 3 à 6 ans]	12,7 %	12,7 %	12,2 %	22,1 %	27,6 %	31,3 %	3,7
Familles d'un enfant	0,1 %	0,1 %	0,1 %	4,5 %	6,7 %	8,1 %	1,3
Monoparents			0,0 %	0,7 %	1,2 %	1,6 %	0,4
Couples			0,1 %	3,8 %	5,5 %	6,4 %	0,9
Familles de 2 enfants et plus	12,6 %	12,6 %	12,1 %	17,7 %	20,9 %	23,2 %	2,3
Monoparents			0,3 %	0,7 %	1,1 %	1,4 %	0,3
Couples			11,8 %	16,9 %	19,8 %	21,8 %	2,0
Familles de 2 enfants	10,4 %	10,7 %	10,0 %	14,1 %	16,2 %	17,7 %	1,5
Familles de 3 enfants et plus	2,2 %	1,9 %	1,7 %	2,8 %	3,6 %	4,1 %	0,5
Total des enfants	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Familles d'un enfant	44,0 %	46,2 %	45,1 %	44,0 %	43,2 %	42,4 %	-0,8
Monoparents			3,2 %	3,5 %	3,9 %	4,2 %	0,3
Couples			42,0 %	40,5 %	39,3 %	38,2 %	-1,2
Familles de 2 enfants et plus	56,0 %	53,8 %	54,9 %	56,0 %	56,8 %	57,6 %	0,8
Monoparents			1,9 %	2,2 %	2,5 %	2,8 %	0,3
Couples			53,0 %	53,8 %	54,3 %	54,8 %	0,5
Familles de 2 enfants	46,5 %	44,2 %	43,3 %	43,7 %	43,9 %	44,1 %	0,3
Familles de 3 enfants et plus	9,5 %	9,6 %	18,0 %	21,3 %	10,4 %	10,7 %	0,2

Effectifs selon l'âge des enfants

Enfants de 0 à 3 ans]	107 888	294 597	475 869	513 034	535 379	551 069	15 690
Enfants de 3 à 6 ans]	15 728	42 673	66 044	145 869	204 603	251 113	46 510
Total des enfants	123 616	337 270	541 913	658 903	739 982	802 182	62 200

T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG "structure")

Caf, métropole + Dom	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008
CMG à domicile (hors doubles comptes)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	35 %	34 %	31 %	29 %	28 %	27 %	-1,5
Monoparents			2 %	2 %	3 %	3 %	0,4
Couples			29 %	27 %	25 %	24 %	-1,9
Familles de 2 enfants et plus	65 %	66 %	69 %	71 %	72 %	73 %	1,5
Monoparents			2 %	2 %	3 %	4 %	0,7
Couples			67 %	68 %	69 %	70 %	0,8
Familles de 2 enfants	40 %	41 %	42 %	43 %	44 %	44 %	0,4
Familles de 3 enfants et plus	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	26 %	0,4

T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans

Caf, métropole + Dom Selon le niveau de ressources	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008
En dessous du plafond 1 (bas)	2,7 %	3,1 %	3,9 %	24,0 %	6,0 %	6,3 %	0,3
Familles d'un enfant	0,9 %	1,2 %	1,5 %	1,7 %	2,4 %	2,5 %	0,1
Familles de 2 enfants	1,0 %	1,1 %	0,9 %	1,0 %	1,3 %	1,4 %	0,1
Familles de 3 enfants et plus	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,1 %	0,0
Entre les deux plafonds	18,6 %	19,5 %	20,3 %	21,4 %	24,0 %	24,3 %	0,3
Familles d'un enfant	5,5 %	5,5 %	5,6 %	6,1 %	7,1 %	7,1 %	0,0
Familles de 2 enfants	7,5 %	8,1 %	8,0 %	8,6 %	9,8 %	10,0 %	0,3
Familles de 3 enfants et plus	5,6 %	5,9 %	6,1 %	6,1 %	6,5 %	6,6 %	0,1
Au-dessus du plafond 2 (haut)	78,7 %	77,5 %	75,8 %	74,0 %	70,1 %	69,4 %	-0,6
Familles d'un enfant	28,3 %	27,1 %	24,1 %	23,6 %	22,8 %	22,8 %	0,0
Familles de 2 enfants	31,6 %	32,2 %	33,0 %	32,6 %	30,8 %	30,3 %	-0,5
Familles de 3 enfants et plus	18,8 %	18,1 %	18,4 %	17,5 %	16,2 %	16,0 %	-0,1
Total des familles	100 %	100 %	100 %	119 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	34,7 %	33,8 %	31,2 %	31,4 %	32,3 %	32,4 %	0,1
Familles de 2 enfants	40,2 %	41,4 %	41,9 %	42,2 %	41,9 %	41,8 %	-0,1
Familles de 3 enfants et plus	25,1 %	24,7 %	25,2 %	24,6 %	23,8 %	23,7 %	-0,1

T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans

Caf, métropole + Dom Selon le niveau de ressources	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008
En dessous du plafond 1 (bas)		5,6 %	3,0 %	7,5 %	9,5 %	9,7 %	0,2
Familles d'un enfant		5,6 %	1,8 %	1,7 %	2,4 %	2,6 %	0,8
Familles de 2 enfants			0,6 %	1,8 %	2,5 %	2,2 %	-0,3
Familles de 3 enfants et plus				1,7 %	2,0 %	1,9 %	-0,2
Entre les deux plafonds	29,4 %	27,8 %	31,3 %	24,4 %	27,0 %	26,9 %	0,0
Familles d'un enfant	17,6 %	15,3 %	12,0 %	4,7 %	4,9 %	4,9 %	0,0
Familles de 2 enfants	11,8 %	5,6 %	9,6 %	10,9 %	12,5 %	12,3 %	-0,2
Familles de 3 enfants et plus		6,9 %	7,2 %	7,4 %	8,1 %	7,9 %	-0,2
Au-dessus du plafond 2 (haut)	70,6 %	66,7 %	65,7 %	68,1 %	63,5 %	63,4 %	-0,2
Familles d'un enfant	35,3 %	25,0 %	28,9 %	14,6 %	12,2 %	10,9 %	-1,3
Familles de 2 enfants	17,6 %	22,2 %	22,3 %	32,8 %	31,9 %	32,5 %	0,6
Familles de 3 enfants et plus	17,6 %	19,4 %	12,7 %	19,9 %	18,8 %	19,3 %	0,4
Total des familles	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	52,9 %	45,8 %	42,8 %	20,6 %	19,5 %	18,4 %	-1,2
Familles de 2 enfants	29,4 %	27,8 %	32,5 %	45,6 %	46,9 %	47,0 %	0,1
Familles de 3 enfants et plus	17,6 %	26,4 %	19,9 %	29,0 %	28,9 %	29,0 %	0,1

T2PF 242 : CMG "structure"

Caf, métropole + Dom	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2008
CMG association ou entreprise	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	23 %	32 %	30 %	31 %	29 %	30 %	1
Monoparents			4 %	5 %	5 %	6 %	1
Couples			26 %	26 %	23 %	24 %	0
Familles de 2 enfants et plus	77 %	68 %	70 %	69 %	71 %	70 %	-1
Monoparents			4 %	5 %	6 %	7 %	1
Couples			66 %	64 %	65 %	64 %	-2
Familles de 2 enfants	36 %	41 %	44 %	44 %	45 %	44 %	0
Familles de 3 enfants et plus	41 %	27 %	22 %	20 %	21 %	19 %	-2
CMG association ou entreprise	44	372	1 328	4 052	8 239	14 807	6 568
Familles d'un enfant	10	119	404	1 268	2 380	4 404	2 024
Monoparents			56	215	445	877	432
Couples			348	1 053	1 935	3 527	1 592
Familles de 2 enfants et plus	34	253	924	2 784	5 859	10 403	4 544
Monoparents			50	197	463	969	506
Couples			874	2 587	5 396	9 434	4 038
Familles de 2 enfants	16	154	586	1 775	3 686	6 584	2 898
Familles de 3 enfants et plus	18	99	288	812	1 710	2 850	1 140

T2PF 251 : CLCA et COLCA : ventilation des effectifs CAF de familles selon le taux d'activité

Caf, métropole + Dom Montant fonction du niveau d'activité	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2006
Cessation d'activité	69,6 %	65,5 %	63,3 %	61,2 %	60,0 %	58,4 %	-4,9
Familles d'un enfant	11,2 %	5,5 %	4,3 %	3,8 %	3,9 %	3,8 %	-0,4
Monoparents			0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,0
Couples			3,9 %	3,5 %	3,6 %	3,5 %	-0,4
Familles de 2 enfants et plus	58,5 %	60,0 %	59,0 %	57,4 %	56,1 %	54,6 %	-4,5
Monoparents			4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,6 %	0,1
Couples			54,5 %	52,8 %	51,6 %	49,9 %	-4,6
Familles de 2 enfants	33,8 %	34,0 %	30,0 %	28,6 %	27,6 %	26,6 %	-3,5
Familles de 3 enfants et plus	24,7 %	26,1 %	24,4 %	24,2 %	23,9 %	23,3 %	-1,1
Activité au plus égale à 50 %	20,0 %	23,3 %	25,3 %	27,3 %	28,9 %	30,8 %	5,5
Familles d'un enfant	4,5 %	2,7 %	1,8 %	2,0 %	2,1 %	2,3 %	0,5
Couples			1,8 %	1,9 %	2,0 %	2,2 %	0,4
Familles de 2 enfants et plus	15,5 %	20,6 %	23,4 %	25,3 %	26,8 %	28,5 %	5,1
Monoparents			0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	0,2
Couples			22,6 %	24,4 %	25,8 %	27,5 %	4,9
Familles de 2 enfants	12,2 %	16,2 %	17,6 %	19,0 %	20,0 %	21,3 %	3,6
Familles de 3 enfants et plus	3,3 %	4,4 %	5,0 %	5,4 %	5,7 %	6,2 %	1,2
Activité comprise entre 50 % et 80 %	9,5 %	9,9 %	9,9 %	9,7 %	9,4 %	9,0 %	-0,8
Familles d'un enfant	1,9 %	0,9 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,0
Couples			0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,0
Familles de 2 enfants et plus	7,6 %	9,1 %	9,3 %	9,2 %	8,9 %	8,5 %	-0,8
Couples			9,0 %	8,8 %	8,5 %	8,1 %	-0,8
Familles de 2 enfants	5,3 %	6,1 %	5,9 %	5,7 %	5,4 %	5,2 %	-0,7
Familles de 3 enfants et plus	2,4 %	3,0 %	3,1 %	3,1 %	3,1 %	3,0 %	-0,1
CLCA couples	0,7 %	1,0 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	-0,1
CLCA avec intéressement	0,1 %		0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,0
COLCA		0,3 %	0,1 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3
Total des familles	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	17,6 %	9,0 %	6,6 %	6,3 %	6,6 %	6,7 %	0,0
Familles de 2 enfants et plus	82,4 %	91,0 %	93,4 %	93,7 %	93,4 %	93,3 %	0,0
Monoparents			5,8 %	5,9 %	5,9 %	6,1 %	0,3
Couples 2 E (hors F. monoparent.)	51,8 %	56,8 %	54,5 %	54,1 %	53,9 %	53,8 %	-0,6
Couples 3 E + (hors F. monoparent.)	30,6 %	34,1 %	33,1 %	33,6 %	33,6 %	33,4 %	0,2

T2PF 252 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CLCA et du COLCA - Estimation tous régimes

Caf, métropole + Dom Selon le niveau de ressources	2004 Caf	2005 Caf	2006 Caf	2007 Caf	2008 Caf	2009 Caf	2009- 2006	2004 Tr	2005 Tr	2006 Tr	2007 Tr	2008 Tr	2009 Tr
Cessation d'activité	124 615	256 819	371 655	355 178	341 767	324 382	-47 273	129 732	272 861	386 359	369 251	354 227	336 079
Familles d'un enfant	19 950	21 392	24 994	22 155	22 089	21 353	-3 641	20 769	22 728	25 983	23 033	22 894	22 123
Familles de 2 enfants et plus	104 665	235 427	346 661	333 023	319 678	303 029	-43 632	108 963	250 133	360 376	346 218	331 333	313 956
Monoparents			26 644	26 285	25 793	25 642	-1 002			27 698	27 326	26 733	26 567
Couples			320 017	306 738	293 885	277 387	-42 630			332 678	318 892	304 599	287 389
Familles de 2 enfants	60 537	133 218	176 462	166 048	157 466	147 721	-28 741	63 023	141 539	183 443	172 627	163 207	153 048
Familles de 3 enfants et plus	44 128	102 209	143 555	140 690	136 419	129 666	-13 889	45 940	108 593	149 234	146 264	141 392	134 342
Activité au plus égale à 50 %	35 815	91 426	148 421	158 408	164 685	171 176	22 755	37 305	96 674	154 957	164 867	170 840	177 701
Familles d'un enfant	8 038	10 477	10 742	11 503	12 057	12 666	1 924	8 372	11 078	11 215	11 972	12 508	13 149
Familles de 2 enfants et plus	27 777	80 949	137 679	146 905	152 628	158 510	20 831	28 932	85 596	143 742	152 895	158 332	164 552
Monoparents			5 045	5 424	5 619	5 893	848			5 267	5 645	5 829	6 118
Couples			132 634	141 481	147 009	152 617	19 983			138 475	147 250	152 503	158 435
Familles de 2 enfants	21 825	63 561	103 511	110 224	114 248	118 168	14 657	22 733	67 210	108 070	114 718	118 518	122 673
Familles de 3 enfants et plus	5 952	17 388	29 123	31 257	32 761	34 449	5 326	6 200	18 386	30 406	32 531	33 985	35 762
Activité comprise entre 50 % et 80 %	17 074	39 010	57 870	56 280	53 639	50 150	-7 720	17 784	41 249	60 419	58 575	55 644	52 062
Familles d'un enfant	3 392	3 498	3 094	3 099	3 163	2 918	-176	3 533	3 699	3 230	3 225	3 281	3 029
Familles de 2 enfants et plus	13 682	35 512	54 776	53 181	50 476	47 232	-7 544	14 251	37 551	57 188	55 349	52 362	49 032
Monoparents			2 043	2 065	1 934	2 007	-36			2 133	2 149	2 006	2 084
Couples			52 733	51 116	48 542	45 225	-7 508			55 055	53 200	50 356	46 949
Familles de 2 enfants	9 444	23 832	34 552	32 963	30 971	28 777	-5 775	9 837	25 200	36 074	34 307	32 128	29 874
Familles de 3 enfants et plus	4 238	11 680	18 181	18 153	17 571	16 448	-1 733	4 414	12 351	18 982	18 893	18 228	17 075
CLCA couples	1 288	3 836	6 168	5 934	5 570	5 276	-892	1 342	4 056	6 440	6 176	5 778	5 477
Familles de 2 enfants et plus	1 208	3 720	6 064	5 823	5 425	5 151	-913						
Familles de 3 enfants et plus	433	1 369	2 242	2 215	2 141	2 024	-218						
CLCA avec intéressement	130		2 468	2 563	2 213	2 263	-205	135		2 577	2 668	2 296	2 349
Familles de 2 enfants	93		1 501	1 539	1 316	1 318	-183						
Familles de 3 enfants et plus	37		720	786	689	731	11						
COLCA		1 179	676	2 301	2 102	2 233	1 557	Nd	Nd	701	2 373	2 160	2 294
Monoparents			47	219	186	240	193						
Couples			629	2 082	1 916	1 993	1 364						
Total des familles	178 922	392 270	587 258	580 664	569 976	555 480	-31 778	186 298	414 841	611 452	603 909	590 944	575 962
Familles d'un enfant	31 460	35 483	38 934	36 868	37 454	37 062	-1 872	32 675	37 505	40 428	38 230	38 683	38 301
Familles de 2 enfants et plus	147 462	356 787	548 324	543 796	532 522	518 418	-29 906	153 623	377 336	571 024	565 679	552 261	537 661
Monoparents			34 026	34 231	33 740	33 996	-30			35 098	35 121	34 569	34 768
Couples			514 298	509 565	498 782	484 422	-29 876			526 208	519 342	507 458	492 773
Couples 2 E (hors F. monoparent.)	92 674	222 962	319 848	314 382	307 285	299 111	-20 737	95 592	233 949	327 587	321 652	313 853	305 594
Couples 3 E + (hors F. monoparent.)	54 788	133 825	194 450	195 183	191 497	185 311	-9 139	56 554	139 330	198 622	197 689	193 605	187 179

* Parmi les bénéficiaires ayant des enfants de **moins de trois ans**, la part des bénéficiaires du **Cmg à domicile** ayant le plus haut niveau de ressources atteint 69 %, les familles situées entre les deux plafonds représentent 24 % des bénéficiaires. 32 % des familles n'ont qu'un enfant, 42 % en ont deux et 24 % sont des familles de trois enfants et plus (cf. T2PF 2411, données CAF).

Parmi les bénéficiaires ayant des **enfants de trois à six ans**, la part des bénéficiaires du Cmg à domicile ayant le plus haut niveau de ressources atteint 64 %, les familles situées entre les deux plafonds représentent 27 % des bénéficiaires. 18 % des familles n'ont qu'un enfant, 47 % en ont deux et 29 % sont des familles de trois enfants et plus (cf. T2PF 2412, données CAF).

Le nombre de bénéficiaires du **Cmg « structure »** (15 500 tous régimes) a été multiplié par 3,7 entre 2007 et 2009 en raison du développement des entreprises ou des associations employant des assistantes maternelles ou des employés de maison (cf. T2PF 2412, données CAF).

* Une compensation partielle de la perte de revenus causée par l'arrêt (partiel ou total) d'une activité professionnelle a été attribuée sans condition de ressources à 575 962 bénéficiaires du **complément libre choix d'activité** (Clca) Paje en décembre 2009. (La montée en charge du Clca est terminée depuis janvier 2008).

A la différence de l'Ape, le Clca est étendu aux **familles d'un enfant** (pendant une période maximale de six mois) : elles représentent 6,7 % des bénéficiaires du Clca (38 301 familles, cf. T2PF 251-52, estimation tous régimes). Les couples avec trois enfants ou plus (187 179, tous régimes, hors familles monoparentales) représentent 33,4 % des bénéficiaires du Clca.

T2PF 251 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape

Tous régimes métropole + Dom	Effectifs	Evolution	Ecart / (t-1)
2003	562 639		
2004	595 305	5,8 %	32 666
2005	606 666	1,9 %	11 361
2006	611 841	0,9 %	5 176
2007	604 122	-1,3 %	-7 719
2008	591 077	-2,2 %	-13 045
2009	575 964	-2,6 %	-15 113
Rapport 2009/2003		2,4 %	13 325

Les effectifs du Clca en 2006 sont supérieurs de 8,7 % (49 800) au nombre de bénéficiaires de l'Ape en 2003¹⁷. Toutefois, ces effectifs régressent de -1,2 % en 2007, de -2,1 % en 2008 et de -2,5 % en 2009. En 2009, les effectifs de

bénéficiaires du Clca se situent 2,4 % au-dessus de ceux de l'Ape. On constate un **recours accru au Clca à taux partiel** (qui se traduit le plus souvent par un cumul avec le Cmg). La part des familles bénéficiaires avec une activité au plus égale à 50 % (30,8 %) progresse de +5,5 points par rapport à 2006 alors que les cas de cessation totale d'activité (58,4 %) sont en régression de -4,9 points.

Le **complément optionnel de libre choix d'activité** de la Paje (Colca) a créé en juillet 2006, pour permettre aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré¹⁸. En décembre 2009, 2 294 familles ont bénéficié du Colca (avec +6,2 % en 2009 après -9 % en 2008 (données tous régimes)).

Complément familial (Cf)

L'effectif des bénéficiaires du Cf (865 007 en 2009) a régressé de -4,9 % depuis 2003 : avec -2,2 % en 2007, +0,7 % en 2008 et -0,1 % en 2009. La régression des effectifs de bénéficiaires du Cf retrace le déclin du nombre de **familles nombreuses**. En 2009, les familles de quatre enfants et plus représentent 20,4 % des bénéficiaires du Cf (contre 22,2 % en 2000), celles de trois enfants 70,8 % (cf. T2PF 32 Caf).

Dans les Dom¹⁹, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans). Les familles d'un et deux enfants représentent 8,8 % des effectifs tous régimes (69,5 % des effectifs du Cf dans les Dom).

En 2009, 28,9 % des bénéficiaires sont des couples ayant bénéficié de la **majoration du plafond de ressources du Cf pour double revenu** (au sens des Pf). La part des familles **monoparentales (23,8 %)** a progressé de +1,4 point depuis 2005 (cf. T2PF 31 Caf).

En janvier 2000, l'âge auquel les enfants sont considérés comme à charge pour le Cf a été relevé à **vingt et un ans**. Suite à cette mesure, les effectifs 2001 sont supérieurs de +1,4 % à ceux de 1999.

Allocation de rentrée scolaire (Ars)

L'Ars a bénéficié à 3 029 959 familles et 5 095 938 enfants²⁰ en 2009. En cinq ans, l'effectif des familles a régressé de -2,2 % (-1,5 % en 2009),

celui des enfants de **- 3,6 %** (avec - 1,7 % en 2009). En 2008, les effectifs d'enfants progressent de + 2,6 % suite au report de la prise en compte des revenus et à la campagne d'information qui a accompagné la réforme de l'Ars (modulation du montant de l'Ars).

Depuis août **2002**, une **Ars différentielle** est attribuée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. En 2009, **1,5 % des enfants bénéficiaires** de l'Ars perçoivent l'Ars différentielle (73 969 enfants, 40 237 familles, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 43).

La part des enfants des familles bénéficiaires de l'Ars ayant **deux enfants (35,8 %)** reste stable entre 2005 et 2009 alors que celle des enfants des familles de **trois enfants et plus (47,9 %)** régresse de - 0,4 point et que celle des enfants des familles n'ayant qu'un enfant²¹ (16,3 %) progresse de + 0,5 point. Dans le même temps, le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Ars régresse de 169,7 enfants en 2005 à 168 enfants en 2009 (*estimation tous régimes*, cf. T2PF 42).

Allocation de soutien familial (Asf)

L'effectif de familles bénéficiaires de l'Asf a progressé de **+ 3,9 % en 2007**, suite à la mise en place de la subsidiarité Asf-Api²², a régressé en 2008 de - 1 %, progressé de **+ 4,3 % en 2009**, suite à la mise en place du Rsa (qui se substitue à l'Api en métropole). Les progressions enregistrées en 2007 et en 2009 sont essentiellement à l'obligation pour les bénéficiaires de l'Api et du Rsa de faire valoir leur droit aux créances d'aliments. En l'absence de pension alimentaire, les bénéficiaires doivent faire une demande d'Asf qui pourra leur être versée pendant quatre mois (*le montant de l'Api et du Rsa étant minoré d'autant*). Il est à noter que la perception d'une pension entraîne la suppression de l'Asf pour les enfants concernés.

Le nombre de familles bénéficiaires de l'Asf²³ (749 723) se situe à + 9,4 % au-dessus de son niveau de 2004 (soit + 64 633 familles, tous régimes). En 2009, 51 947 familles ont bénéficié de l'Asf dans le cadre du délai de quatre mois suite à une demande de Rsa.

Les cas des bénéficiaires de l'Asf partielle avec **parent hors d'état de payer une pension alimentaire** (428 660 enfants, *estimation tous régimes*) ont progressé de + 2,6 points, passant de 33,5 % des familles en 2005 à **36,1 % en 2009** (cf. T2PF 510-511). Cette évolution est sans doute liée à l'évolution du chômage et de son indemnisation sur la période.

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Asf progresse de 156,1 en 2005 à 158,4 en 2009 (cf. T2PF 510, *données Caf*).

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh)

La série rectifiée des enfants bénéficiaires de l'Aeeh²⁴ (176 709 enfants tous régimes) retient une progression de **+ 2,9 %** des effectifs moyens annuels 2009 et de **+ 13 % depuis 2005** (cf. T2PF 611).

Entre 1999 et 2009, l'**impact des mesures nouvelles** est estimé à + 7 points de croissance avec - 1,2 point en 2008 et - 6,2 point en 2009 (cf. chapitre 2, T3PF 051). En effet, à **compter d'avril 2008**, une partie des bénéficiaires des compléments d'Aeeh de sixième, de cinquième, voire de quatrième catégorie peuvent opter pour la **prestation de compensation du handicap** (Pch).

. En avril 2002, six nouveaux compléments de l'allocation d'éducation spéciale se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant ;

*. En janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. Une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**²⁵, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.*

Jusqu'en 2007, on enregistrait une progression des effectifs de bénéficiaires avec complément et le **glissement d'un complément vers un autre d'un montant plus élevé** (cf. T2PF 631). Cette tendance s'est inversée en 2008, suite à l'ouverture du droit à la Pch. Seule la part des bénéficiaires du deuxième complément progresse (+ 0,4 point en 2008, + 0,9 point en 2007 à 18,6 %). La part des bénéficiaires du premier complément (3,6 %) continue à régresser (- 0,3 point en 2009 avec - 1,4 point depuis 2005). 19,4 % bénéficient d'un complément de troisième, quatrième ou cinquième catégorie (- 0,6 point en 2009). Très peu de familles (2,6 %) bénéficient du complément de sixième catégorie (- 0,7 point depuis 2005, cf. T2PF 62).

25,9 % des familles bénéficiaires sont des **familles monoparentales** (contre 24,1 % en 2005, cf. T2PF 611). 8,1 % des enfants bénéficient de la majoration accordée aux personnes isolées (13 724 enfants, *données Caf en progression de + 8,3 %, T2PF 631*).

T2PF 611 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh, de la majoration pour les parents isolés (séries rectifiées, données CAF, estimation tous régimes)
* Séries rectifiées à partir de 2002 (1)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Rapport 2009/2005
Familles Caf	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	cf. BE004	121 877	125 838	132 727	143 092	147 335	151 347	153 043	160 316	12 %
Evolution du nombre de familles (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus)							3,2 %	5,5 %	7,8 %	3,0 %	2,7 %	1,1 %	4,8 %	
Nombre d'enfants Caf						126 320	131 291	138 487	149 353	154 747	159 266	161 482	169 401	13 %
Evolution du nombre d'enfants (yc impact transfert des régimes spéciaux jusqu'en 2004 inclus)							3,9 %	5,5 %	7,8 %	3,6 %	2,9 %	1,4 %	4,9 %	
Nombre d'enfants Caf en moyenne annuelle (déc t/déc t-1)								134 889	143 920	152 050	157 007	160 374	165 442	15 %
Evolution du nombre d'enfants CAF en MA (déc t/déc t-1)									6,7 %	5,6 %	3,3 %	2,1 %	3,2 %	
Evolution des effectifs d'enfants pondérés par le barème en BMAF constante											3,5 %	0,5 %	3,3 %	
Evolution en MA des effectifs d'enfants CAF pondérés par le barème en BMAF constante												2,0 %	1,9 %	
Effet barème hors évolution des effectifs (évol. effectifs pondérés en MA)/(évol. effectifs en MA)												-0,1 %	-1,2 %	
Familles tous régimes (Tr)						134 921	138 629	145 048	150 080	154 096	158 709	159 749	167 232	11 %
Evolution des familles						1,7 %	2,7 %	4,6 %	3,5 %	2,7 %	3,0 %	0,7 %	4,7 %	
Variation annuelle du nombre familles : série rectifiée							4 697	6 722	5 283	5 245	5 181	1 529	8 152	
Enfants Tr (estimation)						139 901	144 598	151 320	156 603	161 848	167 029	168 558	176 709	13 %
Evolution des enfants						0,8 %	3,4 %	4,6 %	3,5 %	3,3 %	3,2 %	0,9 %	4,8 %	
Enfants Tr (estimation) en MA (déc t/déc t-1)								147 959	153 962	159 225	164 438	167 793	172 633	12 %
Evolution du nombre d'enfants TR en MA (déc t/déc t-1)									4,1 %	3,4 %	3,3 %	2,0 %	2,9 %	
Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les parents isolés : données Caf										10 211	11 915	12 674	13 724	Ecart
Enfants bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les bénéficiaires de l'Api : estimation tous régimes										10 680	12 496	13 229	14 316	2009-2005
Nbre moyen E / F (source BE) = TR (hypothèse)	104,2	107,5	105,4	105,3	104,6	103,6	104,3	104,3	104,4	105,0	105,2	105,5	105,7	1,3
Evolution									0,0 %	0,6 %	0,2 %	0,3 %	0,1 %	
Effectifs Caf familles monoparentales								28 761	31 692	37 287	37 967	38 991	41 517	
Part des familles monoparentales								23,8 %	24,1 %	25,3 %	24,8 %	25,5 %	25,9 %	1,8
Part des enfants des familles monoparentales									0,3	1,2	-0,5	0,7	0,4	

(1) Avant 2002, l'Aes lors d'un retour au foyer était payée une fois dans l'année. Après 2002, l'Aes a été mensualisée. Depuis 2006, l'intégralité des bénéficiaires ayant bénéficié de l'Aeeh retour au foyer au cours de l'année est intégrée aux statistiques. Ce changement de méthodologie majeure mécaniquement l'effectif 2006. La série 2002-2005 a été rectifiée en majorant les effectifs d'Aes de 11/12 des effectifs de bénéficiaires de l'Aes retour au foyer. En décembre 2007, l'effectif Fileas retient les retours au foyer du mois de décembre (contre le 3^e trimestre en décembre 2006). Par ailleurs, la saisonnalité des dépenses est forte : le mois d'octobre représente 10,1 % des dépenses annuelles (1/12 = 8,3 %). En 2007, on ajoute à la série des effectifs rectifiés Caf 6 200 enfants et 5 878 familles. La part des enfants bénéficiant de l'Aeeh à l'occasion d'un retour au foyer (et n'étant pas mensualisés) passe de 8,4 % en 2005 à 0,7 % en 2007 (cf. T2PF 54).

T2PF 612 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer NB : les effectifs de ce tableau sont inclus dans T2PF51.

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Familles Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 071	12 491	13 034	12 566	12 584	1 105	1 070	1 032
Enfants Caf	Nd	Nd	Nd	Nd	Nd	14 646	12 994	13 578	13 070	13 054	1 145	1 109	1 078
Estimation du nombre de familles Tr	-106 345	-109 312	-110 644	-113 617	-118 568	15 577	13 761	14 244	13 180	13 161	1 159	1 117	1 077
Estimation du nombre d'enfants Tr	-110 764	-117 559	-116 587	-119 689	-123 994	16 213	14 315	14 838	13 708	13 653	1 201	1 158	1 125

T2PF 62 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément depuis 1997

														Variation en points	
Données Caf, métropole + Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009-2005	2009-2008
Aeeh sans complément	57,4 %	57,3 %	54,9 %	53,5 %	52,5 %	53,4 %	55,0 %	55,6 %	54,8 %	54,9 %	54,4 %	54,6 %	55,1 %	0,3	0,4
Aeeh avec complément															
Complément 1 ^{re} catégorie						2,4 %	4,8 %	5,2 %	5,0 %	4,5 %	4,3 %	3,9 %	3,6 %	-1,4	-0,3
Complément 2 ^e catégorie						5,3 %	12,9 %	15,8 %	16,9 %	17,3 %	18,2 %	18,6 %	19,3 %	2,4	0,7
Complément de 3 ^e à 5 ^e catégorie						8,6 %	17,3 %	19,1 %	20,0 %	20,1 %	20,1 %	20,0 %	19,4 %	-0,6	-0,6
Complément 3 ^e catégorie						4,2 %	8,6 %	9,6 %	9,9 %	9,8 %	10,1 %	10,2 %	10,1 %	0,2	-0,1
Complément 4 ^e catégorie						3,9 %	7,7 %	8,3 %	8,9 %	9,0 %	8,7 %	8,6 %	8,1 %	-0,7	-0,4
Complément 5 ^e catégorie						0,5 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	-0,06	-0,06
Complément 6 ^e catégorie						2,1 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	2,8 %	2,6 %	-0,72	-0,28
Compléments ancienne législation	42,6 %	42,7 %	45,1 %	46,5 %	47,5 %	28,1 %	6,7 %	1,0 %	0,06 %	0,02 %	0,001 %			-0,06	0,00

T2PF 631 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires de l'AAEH selon le type de complément perçu, avec ou sans majoration de parent isolé depuis 2006

Effectifs d'enfants Données Caf, métropole + Dom	Effectifs 2006			Effectifs 2007 rectifiés			2008 effectifs CAF			2009 effectifs CAF			Rapport 2009 / 2006
	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total	
Aeeh sans complément	84 893		84 893	86 577		86 577	88 248		88 248	93 313		93 313	9,9 %
Aeeh avec complément	59 643	10 211	69 854	60 774	11 915	72 689	60 560	12 674	73 234	62 364	13 724	76 088	8,9 %
Complément 1 ^{re} catégorie	7 024		7 024	6 781		6 781	6 342		6 342	6 176		6 176	-12,1 %
Complément 2 ^e catégorie	22 416	4 392	26 808	23 822	5 143	28 966	24 499	5 533	30 032	26 489	6 252	32 741	22,1 %
Complément 3 ^e catégorie	12 738	2 408	15 146	13 220	2 879	16 099	13 336	3 117	16 453	13 713	3 371	17 084	12,8 %
Complément 4 ^e catégorie	11 786	2 218	14 004	11 292	2 538	13 829	11 153	2 668	13 821	10 958	2 800	13 758	-1,8 %
Complément 5 ^e catégorie	1 606	337	1 943	1 609	418	2 027	1 577	418	1 995	1 588	407	1 995	2,7 %
Complément 6 ^e catégorie	4 048	856	4 904	4 050	936	4 986	3 653	938	4 591	3 440	894	4 334	-11,6 %
Total	144 536	10 211	154 747	147 351	11 915	159 266	148 808	12 674	161 482	155 677	13 724	169 401	9,5 %
Evolution annuelle du total				1,9 %	16,7 %	2,9 %	1,0 %	6,4 %	1,4 %	4,6 %	8,3 %	4,9 %	
Bénéficiaires majo. parent isolé. : part, évolution		6,6 %			7,5 %	16,7 %		7,8 %	6,4 %		8,1 %	8,3 %	34,4 %
Sous-total complément 3 et plus	30 178	5 819	35 997	30 169	6 772	36 941	29 719	7 141	36 860	29 699	7 472	37 171	3,3 %

Effectifs Données Caf, métropole + Dom	Variation des effectifs d'enfants entre 2006 et 2007 (données au 31/12)			Variation des effectifs d'enfants entre 2007 et 2008 (données au 31/12)			Variation des effectifs d'enfants entre 2008 et 2009 (données au 31/12)			Variation des effectifs d'enfants entre 2006 et 2009 (données au 31/12)		
	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total Caf	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total Caf	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total Caf	Sans majo. parent isolé	Avec majo. parent isolé	Total Caf
Aeeh sans complément	1 684		1 684	1 671		1 671	5 065		5 065	8 420		8 420
Aeeh avec complément	1 131	1 704	2 835	-214	759	545	1 804	1 050	2 854	2 721	3 513	6 234
Complément 1 ^{re} catégorie	-243		-243	-439		-439	-166		-166	-848		-848
Complément 2 ^e catégorie	1 406	751	2 158	677	390	1 066	1 990	719	2 709	4 073	1 860	5 933
Complément 3 ^e catégorie	482	471	953	116	238	354	377	254	631	975	963	1 938
Complément 4 ^e catégorie	-494	320	-175	-139	130	-8	-195	132	-63	-828	582	-246
Complément 5 ^e catégorie	3	81	84	-32	0	-32	11	-11	0	-18	70	52
Complément 6 ^e catégorie	2	80	82	-397	2	-395	-213	-44	-257	-608	38	-570
Total	2 815	1 704	4 519	1 457	759	2 216	6 869	1 050	7 919	11 141	3 513	14 654
Sous-total complément 3 et plus	-9	953	944	-450	369	-81	-20	331	311	-479	1 653	1 174

T2PF 633 : Estimation de l'évolution des dépenses à partir des effectifs pondérés par le barème d'Aeeh

Evolution dépenses en moyenne annuelle en euros constants (Caf, métropole + Dom)	Evol. dépenses en MA 2008/2007 estimées en barème 2007			Evol. dépenses en MA 2009/2008 estimées en barème 2007		
	API	API	Total	API	API	Total
Aeeh sans complément	2,0 %		2,0 %	3,9 %		3,9 %
Aeeh avec complément	0,0 %	10,1 %	2,0 %	0,3 %	5,5 %	1,4 %
Complément 1 ^{re} catégorie	-4,9 %		-4,9 %	-4,6 %		-4,6 %
Complément 2 ^e catégorie	4,5 %	12,0 %	5,9 %	5,5 %	10,4 %	6,5 %
Complément 3 ^e catégorie	2,3 %	13,4 %	4,4 %	1,9 %	8,2 %	3,2 %
Complément 4 ^e catégorie	-2,7 %	9,5 %	-0,1 %	-1,5 %	5,0 %	0,0 %
Complément 5 ^e catégorie	-0,9 %	10,7 %	1,9 %	-0,6 %	-1,3 %	-0,8 %
Complément 6 ^e catégorie	-4,9 %	4,6 %	-2,7 %	-7,9 %	-2,3 %	-6,5 %
Total	0,5 %	10,1 %	2,0 %	1,2 %	5,5 %	1,9 %
Sous-total complément 3 et plus	-1,6 %	9,3 %	0,8 %	-1,8 %	3,6 %	-0,6 %

L'effet volume 2008 est estimé à 2 % selon cette méthode.
L'effet volume 2009 est estimé à 1,9 % selon cette méthode.

Toutefois, les effectifs de décembre ne sont pas représentatifs de l'évolution des effectifs.
De ce fait, il n'y a pas convergence entre les estimations et les dépenses comptables.

T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001

Données métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Rapport 2009/2004
Effectifs Ajpp-App Caf	1 688	2 314	3 158	3 404	3 941	4 421	4 666	4 428	4 396	
Effectifs Ajpp-App tous régimes	1 753	2 504	3 396	3 654	4 094	4 589	4 849	4 513	4 529	24 %
Evolution effectifs tous régimes		42,8 %	35,6 %	7,6 %	12,0 %	12,1 %	5,7 %	-6,9 %	0,4 %	

En mai 2006, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'allocation de présence parentale (App). Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés pourra prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. En 2007, **pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,77 euros (47,25 euros pour un parent isolé) est versée. Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp. L'Ajpp est fractionnable en demi-journées. Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.**

Depuis mai 2006, **un complément pour frais** (101,72 euros en 2007), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*

T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous condition de ressources) depuis 2006

Données Caf, métropole + Dom	2006	2007	2008	2009	2009/2006
Effectifs Caf du complément pour frais Ajpp	945	1 259	1 290	1 293	37 %
Estimation des effectifs tous régimes du complément pour frais Ajpp	981	1 308	1 315	1 332	36 %

T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp (App) et du complément selon la taille de la famille depuis 2001

Données Caf, métropole + Dom	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009-2005
Bénéficiaires de l'Ajpp + App selon la taille de la famille										
1 enfant	41,7 %	41,9 %	41,9 %	39,0 %	38,7 %	37,4 %	37,0 %	36,5 %	35,3 %	-3,4
2 enfants	0,0 %	37,6 %	38,4 %	39,0 %	40,5 %	41,0 %	41,3 %	41,0 %	42,0 %	1,4
3 enfants et plus	19,2 %	20,6 %	19,7 %	22,0 %	20,8 %	21,6 %	21,6 %	22,4 %	22,7 %	2,0
3 enfants	15,3 %	16,0 %	14,7 %	16,5 %	15,4 %	16,7 %	16,7 %	16,3 %	17,1 %	1,7
4 enfants et plus	3,9 %	4,5 %	5,0 %	5,6 %	5,3 %	5,0 %	5,0 %	6,1 %	5,7 %	0,3
Total	61 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp + App selon la taille de la famille										2009-2006
1 enfant						31,7 %	30,7 %	31,6 %	29,5 %	-2,2
2 enfants						41,2 %	43,7 %	42,2 %	39,7 %	-1,5
3 enfants et plus						27,1 %	25,6 %	26,3 %	30,8 %	3,7
3 enfants						19,8 %	19,1 %	18,0 %	22,7 %	2,9
4 enfants et plus						7,3 %	6,5 %	8,3 %	8,1 %	0,8
Total						100 %	100 %	100 %	100 %	
Proportion femmes bénéficiaires / total Ajpp-App					95 %	93 %	93 %	88 %	87 %	-6,0
Part des bénéficiaires de l'Ajpp + App bénéficiant du complément pour frais (1)						21 %	27 %	29 %	29 %	8,0
Part des bénéficiaires de l'Ajpp-App qui perçoivent l'Aeeh					49 %	47 %	49 %	44 %	42 %	-4,9
Part des bénéficiaires de l'Aeeh qui perçoivent l'Ajpp-App					1,3 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %	1,2 %	-0,2

(1) Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005

Données Caf, métropole + Dom	2005	2006	2007	2008	2009	2009-2008	2009-2006
Ventilation des familles bénéficiaires de l'Ajpp-App selon l'âge des enfants (avec double compte)							
Sans enfant < 6 ans	21,0 %	22,2 %	22,3 %	24,1 %	23,6 %	-0,5	1,4
Avec enfant(s) < 6 ans	79,0 %	77,8 %	77,7 %	75,9 %	76,4 %	0,5	-1,4
Dont familles avec E < 3 ans	51,6 %	51,3 %	48,5 %	47,5 %	48,1 %	0,6	-3,2
Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans]	39,4 %	39,2 %	41,5 %	39,9 %	40,8 %	0,9	1,5
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
Ventilation des familles bénéficiaires du complément pour frais selon l'âge des enfants (avec double compte)							
Sans enfant < 6 ans		27,8 %	29,8 %	29,8 %	25,8 %	-4,1	-2,1
Avec enfant(s) < 6 ans		72,2 %	70,2 %	70,2 %	74,2 %	4,1	2,1
Dont familles avec E < 3 ans		45,2 %	43,6 %	43,0 %	43,8 %	0,8	-1,4
Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans]		40,4 %	40,2 %	39,7 %	44,5 %	4,8	4,0
Total		100 %	100 %	100 %	100 %		

La part des enfants handicapés de **plus de onze ans (55,4 % en 2007) progresse de 3,2 points entre 2005 et 2007**. Elle atteint 61 % des enfants handicapés des familles monoparentales contre 53,5 % pour les couples : ceci s'explique en partie par les séparations des couples s'accompagnant d'un âge plus élevé des parents et des enfants (cf. T2PF 64).

Allocation journalière de présence parentale (Ajpp ou App)

En décembre 2009, 4 529 familles perçoivent l'Ajpp ou l'App, créée en janvier 2001 et modifiée en mai 2006 (cf. note du tableau T2PF 7711, chapitre 9). Les bénéficiaires de l'Ajpp cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé. Les effectifs de bénéficiaires régressent en 2008 (– 6,9 %) après un ralentissement de la croissance en 2007 (+ 5,7 % en 2007 contre + 12 % en 2006). Ils sont stables en 2009.

87 % des bénéficiaires de l'Ajpp sont des femmes, soit 6 points de moins qu'en 2006.

1,2 % des bénéficiaires de l'Aeoh perçoivent l'Ajpp. 42 % des bénéficiaires de l'Ajpp perçoivent également l'Aeoh (cf. T2PF 7121, Caf).

Les familles de deux enfants représentent 42 % des bénéficiaires, les familles de un enfant 35 %, celles de trois enfants et plus 23 % (cf. T2PF 7121, Caf).

24 % des familles n'ont pas d'enfant de moins de six ans (+ 1,4 point depuis 2006, cf. T2PF 7122). **48 % des familles ont un enfant de moins de trois ans.**

En décembre 2009, 1 332 familles perçoivent le **complément pour frais de l'Ajpp** ou l'App (+ 36 % par rapport à 2006, tous régimes, cf. T2PF 7112).

29 % des familles percevant l'Ajpp²⁶ sont également bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp créé sous condition de ressources en mai 2006 (cf. note T2PF 7111, chapitre 9, T2PF 7121).

Les bénéficiaires du complément pour frais sont sans doute plus âgés que les bénéficiaires de l'Ajpp-App car ils ont plus d'enfants et moins de jeunes enfants : 30 % des bénéficiaires ont trois enfants et plus, 26 % n'ont pas d'enfant de moins de six ans (cf. T2PF 7121-22, Caf).

Aides au logement : progression de + 0,5 % des effectifs depuis 1999

Les effectifs de bénéficiaires des aides au logement (6 309 070) sont supérieurs de + 0,5 % à leur niveau de 1999, grâce à une progression de + 5,5 % entre 2007 et 2008, soit + 4,2 % depuis 2004 faisant suite à une diminution de – 3,6 % entre 1999 et 2004.

* En janvier 2009, la participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008). Les effectifs sont stables en 2009 (+ 0,3 %).

* La forte augmentation enregistrée en 2008 est due à la prolongation jusqu'en décembre 2008 de la prise en compte des ressources 2006 pour le calcul du montant des aides.

* La revalorisation des barèmes en janvier 2007²⁷ s'est accompagnée de la modification du **seuil de non-versement** (14 euros au lieu de 24 euros). L'effectif d'allocataires exclus du bénéfice d'une aide au logement passe de 294 230 en 2004 à 155 950 en 2008 (– 47 %).

* L'alignement du **forfait logement** de l'Api sur celui du Rmi en janvier 2007 représente – 0,7 point de croissance des dépenses.

* La régression des effectifs enregistrée en 2006 (– 2,5 %) résulte en particulier de l'absence de revalorisation des barèmes en 2006.

* Depuis janvier 2004, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage** (cf. chapitre 2). L'effectif des bénéficiaires de ce dispositif a régressé de – 37 % entre 2004 et 2008. Il représente 9,1 % des bénéficiaires en 2008.

Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

Données Caf métro. + Dom	Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers		En % du nbre bénéficiaires P. logement
2004	863	Variation	14,9 %
2005	717	-146	12,4 %
2006	618	-99	10,9 %
2007	559	-58	9,8 %
2008	548	-12	9,1 %
2009	694	146	12,2 %
2009-2004	-20 %	-169	

T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004

							Variation ou évolution		Structure
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009/2004	2009/2008	2009
Bénéficiaires d'aides au logement (TR)	6 052 716	6 071 195	5 922 628	5 961 584	6 290 560	6 309 070	256 354	18 510	100 %
<i>Evolution</i>	-0,6 %	0,3 %	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	4,2 %	0,3 %	
Allocation logement familiale (ALF)	1 235 591	1 257 099	1 245 162	1 261 007	1 345 740	1 350 436	114 845	4 696	21,4 %
<i>Evolution</i>	0,6 %	1,7 %	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	9,3 %	0,3 %	
Aide personnalisée au logement (APL)	2 584 978	2 565 283	2 482 079	2 493 152	2 613 397	2 611 660	26 682	-1 737	41,4 %
<i>Evolution</i>	-2,0 %	-0,8 %	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	1,0 %	-0,1 %	
Allocation logement sociale (ALS)	2 232 147	2 248 813	2 195 387	2 207 425	2 331 423	2 346 974	114 827	15 551	37,2 %
<i>Evolution</i>	0,5 %	0,7 %	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	5,1 %	0,7 %	
Etudiant TR (ALS + APL + ALF, estimation)	741 961	739 086	724 318	712 904	710 605	728 689	-13 272	18 084	11,5 %
<i>Evolution</i>	1,2 %	-0,4 %	-2,0 %	-1,6 %	-0,3 %	2,5 %	-1,8 %	2,5 %	
% d'étudiants / bénéficiaires d'une P. logement (CAF, estim. TR)	12,3 %	12,2 %	12,2 %	12,0 %	11,3 %	11,5 %			
Bénéficiaires Location TR (estimation)	5 392 889	5 458 199	5 364 239	5 415 652	5 697 147	5 745 962	353 073	48 815	91,1 %
<i>Evolution</i>	0,7 %	1,2 %	-1,7 %	1,0 %	5,2 %	0,9 %	6,5 %	0,9 %	100 %
ALF location (estimation TR)	914 242	942 988	943 363	953 948	1 004 524	1 022 406	108 163	17 882	17,8 %
<i>Evolution</i>	2,2 %	3,1 %	0,0 %	1,1 %	5,3 %	1,8 %	11,8 %	1,8 %	
APL location (estimation TR)	2 311 589	2 329 354	2 284 898	2 316 518	2 431 825	2 446 740	135 151	14 915	42,6 %
<i>Evolution</i>	-0,1 %	0,8 %	-1,9 %	1,4 %	5,0 %	0,6 %	5,8 %	0,6 %	
ALS location (estimation TR)	2 167 058	2 185 856	2 135 977	2 145 186	2 260 798	2 276 817	109 758	16 019	39,6 %
<i>Evolution</i>	0,8 %	0,9 %	-2,3 %	0,4 %	5,4 %	0,7 %	5,1 %	0,7 %	
Bénéficiaires Location : structure CAF selon l'âge									
Moins de 25 ans	21,4 %	21,1 %	21,1 %	20,8 %	20,7 %	20,8 %			
De 25 à 29 ans	11,6 %	11,7 %	11,6 %	11,5 %	12,0 %	11,9 %	-2,5	-0,2	
De 30 à 39 ans	22,8 %	22,3 %	21,8 %	21,3 %	20,9 %	20,6 %			
De 40 à 49 ans	17,7 %	18,1 %	18,4 %	18,6 %	18,6 %	18,8 %			
50 ans et plus	26,5 %	26,8 %	27,1 %	27,8 %	27,9 %	27,9 %	2,5	0,2	
Dont 60 ans et plus	15,2 %	15,1 %	15,2 %	15,7 %	15,8 %	15,8 %			
Bénéficiaires Accession TR (estimation)	659 827	612 996	558 389	545 932	593 413	563 108	-96 719	-30 305	8,9 %
<i>Evolution</i>	-9,4 %	-7,1 %	-8,9 %	-2,2 %	8,7 %	-5,1 %	-14,7 %	-5,1 %	100 %
ALF accession (estimation TR)	321 349	314 111	301 799	307 059	341 216	328 030	6 681	-13 186	58,3 %
<i>Evolution</i>	-3,8 %	-2,3 %	-3,9 %	1,7 %	11,1 %	-3,9 %	2,1 %	-3,9 %	
APL accession (estimation TR)	273 389	235 929	197 181	176 634	181 572	164 920	-108 469	-16 652	29,3 %
<i>Evolution</i>	-15,6 %	-13,7 %	-16,4 %	-10,4 %	2,8 %	-9,2 %	-39,7 %	-9,2 %	
ALS accession (estimation TR)	65 089	62 957	59 410	62 239	70 625	70 157	5 069	-468	12,5 %
<i>Evolution</i>	-7,6 %	-3,3 %	-5,6 %	4,8 %	13,5 %	-0,7 %	7,8 %	-0,7 %	
Bénéficiaires Accession : structure CAF selon l'âge									
Moins de 29 ans	8,7 %	8,8 %	9,1 %	9,3 %	10,0 %	10,1 %			
De 30 à 39 ans	43 %	43 %	43 %	43 %	43 %	42 %	0,4	-0,4	
De 40 à 49 ans	32 %	32 %	32 %	33 %	33 %	33 %			
50 ans et plus	15 %	15 %	15 %	15 %	14 %	14 %	-0,4	0,4	
Bénéficiaires selon la structure familiale (CAF)									
ALF Isolés sans personne à charge	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,0	0,0	
Isolés avec personne(s) à charge	43,3 %	46,1 %	44,0 %	46,5 %	45,2 %	45,2 %	1,9	0,0	
Couples sans personne à charge	2,6 %	2,4 %	2,6 %	2,3 %	2,4 %	2,3 %	-0,2	-0,1	
Couples avec personne(s) à charge	53,8 %	51,1 %	52,9 %	50,8 %	52,1 %	52,1 %	-1,7	0,0	
APL Isolés sans personne à charge	41,1 %	42,0 %	42,0 %	42,8 %	43,1 %	43,8 %	2,7	0,7	
Isolés avec personne(s) à charge	22,2 %	23,7 %	23,7 %	23,8 %	23,2 %	23,6 %	1,4	0,3	
Couples sans personne à charge	6,6 %	6,6 %	6,6 %	6,6 %	7,0 %	7,0 %	0,4	-0,1	
Couples avec personne(s) à charge	30,1 %	27,8 %	27,8 %	26,8 %	26,6 %	25,7 %	-4,5	-1,0	
ALS Isolés					89,2 %	89,2 %		0,0	
Moins de 29 ans					37,2 %	37,6 %		0,4	
60 ans et plus					21,9 %	21,6 %		-0,3	
Impayé de loyer TR : estimation (ALF + APL + ALS)	45 268	48 469	49 320	48 751	56 309	66 173	Effectif sous-estimé		
<i>Evolution</i>		7,3 %	1,8 %	-1,0 %	15,7 %	17,7 %	47,3 %		
Part ALF	53,0 %	53,0 %	52,9 %	53,2 %	51,1 %	50,5 %	-2,5	-0,6	
Part ALS	40,8 %	40,7 %	40,6 %	39,9 %	42,2 %	43,3 %	2,5	1,1	
Impayé de loyer ALF TR : estimation	23 814	25 503	25 895	25 731	28 533	33 170	9 356	4 637	
<i>Evolution du nombre d'impayés de loyer ALF CAF</i>		7,3 %	1,6 %	-0,4 %	11,1 %	16,4 %	40,3 %		
Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALF	1,9 %	2,0 %	2,1 %	2,0 %	2,1 %	2,5 %	0,5	0,3	
ALF Isolés sans personne à charge	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,0	0,0	
Isolés avec personne(s) à charge	50,3 %	52,9 %	54,8 %	55,9 %	54,6 %	54,9 %	4,6	0,2	
Couples sans personne à charge	1,3 %	1,3 %	1,1 %	1,0 %	1,2 %	1,2 %	-0,1	0,1	
Couples avec personne(s) à charge	48,1 %	45,6 %	43,8 %	42,9 %	44,0 %	43,7 %	-4,4	-0,3	
Impayé de loyer APL TR : estimation	2 774	3 021	3 175	3 356	3 757	4 064	Champ des CAF incomplet.		
Impayé de loyer ALS TR : estimation	18 680	19 945	20 250	19 664	24 019	28 939	10 259	4 920	
<i>Evolution du nombre d'impayés de loyer ALS CAF</i>		7,0 %	1,6 %	-2,7 %	22,5 %	20,8 %	56,5 %		
Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALS	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,2 %			
Isolés sans personne à charge	88,5 %	88,4 %	88,1 %	88,0 %	88,4 %	88,6 %	0,1	0,2	
Couple sans personne à charge	11,5 %	11,6 %	11,9 %	12,0 %	11,6 %	11,4 %	-0,1	-0,2	
Personnes couvertes par une aide au logement (estimation TR)	13 322 132	13 268 347	12 886 453	12 892 410	13 593 950	13 534 461	2009-2004	-59 489	
<i>Variation [A - (A-1)]</i>		-53 785	-381 894	5 956	701 540	-59 489	212 329		
<i>Evolution</i>		-0,4 %	-2,9 %	0,0 %	5,4 %	-0,4 %	1,6 %		
Nbre personnes couvertes pour 100 bénéficiaires d'une P. logement	220,1	218,5	217,6	216,3	216,1	214,5	-2,5 %		
Allocataires + conjoints en % de la population couverte	59,4 %	59,5 %	59,5 %	59,6 %	60,0 %	60,2 %	0,8		
Enfants à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble	40,3 %	40,2 %	40,3 %	40,1 %	39,7 %	39,5 %	-0,8		
Personnes à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,1		
% personnes ne bénéficiant que d'une P. logement / tot. logement (CAF)	50,3 %	49,9 %	49,4 %	50,1 %	50,6 %	48,2 %	-2,1		
Proportion de bénéficiaires d'une P. logement et d'au moins un minimum social / total bénéficiaires logement					19,4 %	21,0 %			
Allocataires ayant un montant < au seuil de versement (estim. TR)	Seuil = 24 €	Seuil = 24 €	Seuil = 24 €	Seuil = 15 €	Seuil = 15 €	Seuil = 15 €			
<i>Variation [A - (A-1)]</i>	294 234	273 843	280 564	159 813	155 942	146 289	-50,3 %	-9 652	
Bénéficiaires en dessous du seuil de versement / total (estim. TR = CAF)	4,9 %	4,5 %	4,7 %	2,7 %	2,5 %	2,3 %	-147 944		

L'allocation de logement familiale (Alf) est réservée aux familles n'entrant pas dans le champ de l'Apl, qui ont à charge des enfants (nés ou à naître) *ou des ascendants ou parents infirmes, ou qui forment un ménage marié depuis moins de cinq ans, le mariage ayant eu lieu avant les quarante ans de chacun des conjoints*. L'Alf concentre des allocataires d'âge intermédiaire.

La part des familles bénéficiaires de l'Alf dans l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement est passée de 25 % en 1990 à 19 % en 1995. Depuis, avec les relèvements successifs des loyers plafonds en Alf et l'introduction du prêt à taux zéro (*qui ouvre droit à l'Alf accession mais pas à l'Apl*), la part de l'Alf dans les bénéficiaires des aides au logement s'est redressée légèrement (20 % des aides en 2000, 21,4 % en 2009, cf. *TIPF 53110*). L'effectif des bénéficiaires (1 350 436) progresse de + 9,3 % depuis 2004 (+ 0,3 % en 2009). 45,6 % des bénéficiaires sont des isolés avec personne(s) à charge, 52 % des couples avec personne(s) à charge.

Le nombre de familles bénéficiaires de **l'aide personnalisée au logement** (Apl, 2 611 660) a progressé de + 1,0 % entre 2004 et 2009 avec - 0,1 % en 2009). L'Apl est versée à 41,4 % des bénéficiaires d'une prestation logement. L'Apl bénéficie potentiellement à toute personne habitant un logement conventionné. 43,8 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge, 23,6 % des isolés avec personne(s) à charge, 25,7 % des couples avec personne(s) à charge.

L'allocation de logement sociale (Als) bénéficie le plus souvent à des isolés (89 %), âgés de moins de vingt-cinq ans (38 %) ou de plus de soixante ans (26 %). Les bénéficiaires de l'Als (2 346 974) représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide au logement. Ils ont augmenté de + 5,1 % depuis 2004 (avec + 5,6 % en 2008 et + 0,7 % en 2009).

Les effectifs en secteur **locatif** (91 % de l'ensemble) ont progressé de + 0,9 % en 2009, de + 6,5 % depuis 2004 (+ 352 995 bénéficiaires). La progression est plus forte pour les bénéficiaires de l'Alf : + 11,8 % contre + 5,8 % pour l'Apl et + 5,1 % pour l'Als. 42 % des bénéficiaires en locatif relèvent de l'Apl, 40 % de l'Als, 18 % de l'Alf.

Les effectifs de bénéficiaires en **accession** représentent 8,9 % des bénéficiaires d'une aide au logement. L'Apl représente plus de 58 % des bénéficiaires en accession ; la régression des effectifs d'Apl atteint - 39,7 % depuis 2004, - 9,2 en 2009.

Globalement, les effectifs en accession ont régressé de - 5,1 % en 2009, de - 14,6 % en cinq ans (soit - 96 642 bénéficiaires).

Les effectifs des **étudiants** bénéficiant d'une aide au logement (728 698) représentent 11,6 % des bénéficiaires. Ils ont régressé de - 1,8 % depuis 2004 (avec - 0,3 % en 2008 et + 2,5 % en 2009).

La population couverte par ces aides serait de l'ordre de 13 534 628 personnes, en progression de + 1,6 % depuis 2004 (avec - 0,4 % en 2009 et + 5,4 % en 2008, cf. *T2PF 9.11*). L'effectif moyen est de 214,5 personnes couvertes pour 100 bénéficiaires (avec - 2,5 % en cinq ans).

La population des bénéficiaires vieillit. La part des effectifs âgés de plus de quarante ans progresse de + 2,5 points au niveau des bénéficiaires location (à 46,7 %). Elle régresse très légèrement (- 0,4 point) parmi les bénéficiaires en accession (à 47,5 %).

Les impayés de loyers²⁸ ont progressé de + 47 % depuis 2001 avec + 16 % en 2008, + 18 % en 2009. Ils concernent 1,2 % des bénéficiaires de l'Als et 2,5 % de ceux de l'Alf. Les isolés avec personne(s) à charge représentent 55 % des impayés de loyer Alf.

48 % des bénéficiaires d'une aide au logement ne perçoivent pas d'autre prestation. 21 % perçoivent également au moins un minimum social. 2,3 % des bénéficiaires se situent en dessous du seuil de versement (146 289, estimation tous régimes).

Minima sociaux

Allocation de parent isolé Dom (Api)

L'impact de l'harmonisation de l'Api dans les **Dom** représente + 9,2 points de croissance entre 2001 et 2007 (*dont + 1,5 point en 2007*). Dans ce contexte et malgré la mise en place de la subsidiarité de l'Api à l'Asf, les effectifs moyens annuels de bénéficiaires ont progressé de 104 % dans les Dom entre 2000 et 2007. Les bénéficiaires de l'Api dans les Dom ont continué à progresser : + 0,5 % en 2008, + 4,1 % en 2009.

Le Rsa se substitue à l'Api en métropole en juin 2009. En conséquence, le nombre de bénéficiaires de l'Api passe de 200 408 en 2008 à 29 584 en 2009.

T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge (données Caf, métropole + Dom)

Données Caf métropole et Dom	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Méto.	Dom
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
De 20 à 29 ans	20,3 %	19,6 %	18,7 %	17,9 %	17,1 %	16,5 %	15,8 %	15,5 %	15,2 %	15,1 %	14,9 %	14,5 %	14,3 %	14,4 %	14,0 %
De 30 à 39 ans	27,1 %	26,9 %	26,7 %	26,4 %	25,9 %	25,3 %	24,7 %	24,0 %	23,2 %	22,4 %	21,8 %	20,8 %	20,2 %	20,2 %	19,3 %
De 40 à 59 ans	45,4 %	46,5 %	47,8 %	49,3 %	50,9 %	52,4 %	53,8 %	55,0 %	56,8 %	57,5 %	58,1 %	58,5 %	59,2 %	59,1 %	61,4 %
De 40 à 49 ans	26,0 %	26,3 %	26,8 %	27,2 %	27,5 %	27,8 %	28,1 %	28,4 %	28,7 %	28,9 %	29,0 %	28,9 %	28,9 %	28,9 %	29,4 %
De 50 à 59 ans	19,5 %	20,2 %	21,0 %	22,1 %	23,4 %	24,6 %	25,6 %	26,6 %	28,1 %	28,6 %	29,1 %	29,6 %	30,3 %	30,2 %	32,0 %
De 60 ans et plus	7,1 %	7,1 %	6,8 %	6,4 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,6 %	4,8 %	5,0 %	5,2 %	6,2 %	6,3 %	6,4 %	5,3 %

T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah (données Caf, métropole + Dom)

Total AAH									100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
AAH sans enfant									84,5 %	84,7 %	84,8 %	84,9 %	84,8 %	84,8 %	83,6 %
AAH avec enfant(s)									15,5 %	15,3 %	15,2 %	15,1 %	15,2 %	15,2 %	16,4 %
Isolés				74,1 %	74,2 %	74,5 %	74,8 %	75,0 %	75,1 %	75,5 %	75,8 %	75,7 %	75,9 %	75,7 %	82,0 %
Isolés sans enfant									70,0 %	70,4 %	70,6 %	70,5 %	70,5 %	70,3 %	74,3 %
Isolés avec enfant(s)									5,1 %	5,1 %	5,2 %	5,3 %	5,4 %	5,3 %	7,7 %
Couples				25,9 %	25,8 %	25,5 %	25,2 %	25,0 %	24,9 %	24,5 %	24,2 %	24,3 %	24,1 %	24,3 %	18,0 %
Couples sans enfant									14,5 %	14,3 %	14,2 %	14,4 %	14,3 %	14,5 %	9,4 %
Couples avec enfant(s)									10,4 %	10,1 %	10,0 %	9,9 %	9,8 %	9,9 %	8,6 %
Dont couples percevant deux Aah				2,1 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	1,1 %

T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf, métropole + Dom)

De 50 % à 79 %	27,1 %	27,9 %	28,6 %	29,1 %	29,7 %	30,5 %	30,7 %	31,1 %	31,6 %	33,2 %	32,9 %	43,1 %
80 % et plus	72,9 %	72,1 %	71,4 %	70,9 %	70,3 %	69,5 %	69,3 %	68,9 %	68,4 %	66,8 %	67,1 %	56,9 %

T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf, métropole + Dom)

Aah à taux plein	61,4 %	62,1 %	62,3 %	62,6 %	63,2 %	63,1 %	63,3 %	63,8 %	65,8 %	65,6 %	65,5 %	64,7 %	64,6 %	64,0 %	81,7 %
Handicapés travaillant en milieu protégé	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,0 %	Nd						
Centre d'aide par le travail (Cat)	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	Nd						
Autre milieu protégé	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	Nd						
Handicapés ne travaillant pas en Cat	60,7 %	61,3 %	61,4 %	61,7 %	62,3 %	62,2 %	62,3 %	62,8 %	Nd						
Aah à taux réduit	38,6 %	37,9 %	37,7 %	37,4 %	36,8 %	36,9 %	36,7 %	36,2 %	34,2 %	34,4 %	34,5 %	35,3 %	35,4 %	36,0 %	18,3 %
Dépassement du plafond de ressources	24,0 %	23,4 %	24,3 %	24,1 %	23,7 %	23,9 %	23,8 %	23,1 %	Nd						
Centre d'aide par le travail (Cat)	10,9 %	10,8 %	10,7 %	10,7 %	10,6 %	10,5 %	10,5 %	10,4 %	Nd						
Autre milieu protégé	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	Nd						
Handicapés ne travaillant pas en Cat	12,8 %	12,3 %	13,2 %	13,1 %	12,8 %	13,1 %	13,1 %	12,4 %	Nd						
Cumul avec avantage vieillesse, invalidité	10,2 %	10,3 %	9,4 %	9,3 %	9,2 %	9,1 %	9,1 %	9,2 %	Nd						
Hospitalisation	2,8 %	2,7 %	2,5 %	2,4 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	Nd						
Héberge maison spécial., incarcération, autres	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,7 %	1,8 %	Nd						

T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (Grph, données Caf, métropole + Dom)

Ensemble complément ou Grph	18,6 %	19,2 %	20,3 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	21,5 %	22,0 %	21,9 %	22,1 %	22,2 %	22,6 %	12,3 %
Ancien complément (Afh)	18,6 %	19,2 %	20,3 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	1,8 %	1,0 %	0,6 %	0,4 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %
Majoration pour la vie autonome (Mva)									16,3 %	14,7 %	14,8 %	15,2 %	15,4 %	15,6 %	9,8 %
Garantie de ressources pour handicapés (Grph)									3,3 %	6,3 %	6,4 %	6,5 %	6,6 %	6,8 %	2,4 %

T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf, métropole + Dom)

Travaillant en milieu protégé	11,9 %	11,8 %	11,8 %	11,7 %	11,7 %	11,7 %	11,4 %	11,7 %	11,4 %	11,1 %	11,4 %	4,1 %
Travaillant en milieu ordinaire ou ne travaillant pas	88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,3 %	88,3 %	88,6 %	88,3 %	88,6 %	88,9 %	88,6 %	95,9 %

Allocation aux adultes handicapés (Aah)

En janvier 2009, la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de l'Aah pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 % est supprimée (elle ne l'est pas pour le Crph). Le montant moyen mensuel de l'Aah de base est de 664,18 euros en 2009.

* Les bénéficiaires de **l'allocation aux adultes handicapés de base** (883 338 au 31 décembre 2009) ont progressé de + 4,1 % en 2009, de + 12,4 % depuis 2004.

Bénéficiaires Aah Données métro. + Dom	2009 Estim. Tr	2009-2008 Variation Estim. Tr	2009 %	2009 - 2005
Début de dossier	228 173	-5 644	26 %	
Plus de 10 ans	17 492	-16 000	2 %	-4,3
[5 ans [10 ans	29 553	-19 545	3 %	-3,7
Moins de 5 ans	181 127	29 901	21 %	2,7
Renouvellement	655 164	35 657	74 %	
Plus de 10 ans	43 038	14 802	5 %	2,0
[5 ans [10 ans	159 569	-6 370	18 %	-1,4
Moins de 5 ans	452 558	27 225	51 %	4,7
Total (yc maintiens)	883 338	35 815	100 %	
Moins de 5 ans	642 297	-38 065	73 %	1,0
[5 ans à [10 ans	180 511	48 504	20 %	1,0
Plus de 10 ans	60 530	25 375	7 %	-2,0

Source : Cnaf fichier Fileas

Pour 73 % des bénéficiaires de l'Aah, l'avis de la Cdaph²⁹ date de moins de cinq ans. 74 % des dossiers ont déjà fait l'objet d'un renouvellement.

59 % de la population des bénéficiaires de l'Aah ont entre quarante ans et cinquante-neuf ans contre 45 % en 1997, 55 % en 2004 ;

76 % sont des isolés ;

15 % ont des enfants à charge ;

2,3 % vivent dans des couples percevant deux Aah ;

66,8 % des bénéficiaires ont un taux de handicap égal ou supérieur à 80 % (contre 68,4 % en 2008, 70,3 % en 2004 et 72,9 % en 2000).

64,6 % perçoivent l'Aah à taux plein (contre 65,5 % en 2007 et 63 % en 2001).

22,2 % des bénéficiaires de l'Aah perçoivent un complément (contre 21,0 % en 2004 et 20,3 % en 1999).

* En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mav), qui remplace peu à peu l'ancien complément (Afh³⁰),

dont le montant mensuel est de 104,77 euros depuis janvier 2008. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier d'une aide au logement, et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. 136 169 allocataires ont bénéficié de la Mva en 2009 ;

- le montant du complément de ressources (179,31 euros mensuel depuis janvier 2006) s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 843,48 euros). La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros. 57 569 allocataires ont bénéficié du Crph en 2009 ;

- depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité. En décembre 2009, 1 223 allocataires bénéficient de cette mesure³¹ (contre 1 667 en 2008, données Caf).

L'effectif de bénéficiaires d'un complément (193 738) a progressé de + 3,5 % en 2009 et de + 19,3 % depuis 2004.

Les bénéficiaires du Rmi avant 2009

L'évolution du **revenu minimum d'insertion** (Rmi, 1 142 521 en décembre 2008) est corrélée avec celle du chômage, avec un certain retard.

La progression du nombre de bénéficiaires du Rmi a été de + 2,9 % entre 1998 et 2008 (*avec - 4,2 % en 2000, - 2,1 % en 2001*). La reprise de la hausse en 2002 (+ 1,6 %) s'accroît en 2003 (+ 4,9 %), essentiellement du fait de la détérioration du marché du travail. En 2004, la progression atteint + 8,2 % suite à l'effet conjugué du chômage qui se maintient à un niveau élevé après la hausse importante de 2003 et des effets différés de la réforme de l'assurance chômage : une partie des chômeurs (ceux dont l'ancienneté sur le marché du travail ne leur permet pas de prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité spécifique et qui sont isolés ou dont le conjoint n'a pas ou peu de ressources) basculent dans le Rmi. En 2005, la progression³² se poursuit à un rythme moindre (+ 4,1 %) malgré la baisse du chômage.

En 2006, pour la troisième fois depuis sa création en 1988, les effectifs de bénéficiaires de Rmi régressent (- 0,8 %). Le taux de chômage régresse à 9,1 % en moyenne sur l'année 2006. La décrue du chômage de longue durée se poursuit (- 12,9 % en

un an). Cette amélioration a plus profité à la population entre vingt-cinq et quarante-neuf ans avec une baisse de – 1,2 % des allocataires.

En 2007, la diminution du nombre de bénéficiaires a été de – 8,6 % en métropole et de – 6,6 % dans les Dom. Le taux de chômage continue de régresser pour atteindre 8,3 % de la population active en moyenne sur l'année 2007, soit le niveau le plus bas depuis 1983.

Les régressions enregistrées en 2007 (– 8,3 %) et en 2008 (– 2,5 %) sont à relier au rôle joué par les nouveaux **dispositifs d'aide au retour à l'emploi**. Les effectifs de 2008 se situent au niveau de ceux de 2003 ;

58 % des bénéficiaires du Rmi sont des personnes seules, 26 % des familles monoparentales (cf. T2PF 9.5, données Caf).

Le Rsa remplace en juin 2009 le Rmi et l'Api en métropole

Au 31 décembre 2009, 1 725 927 allocataires ont bénéficié du Rsa, 139 394 du Rmi, 29 776 de l'Api (données tous régimes, métropole + Dom)

Population couverte par les minima sociaux versés par les Caf

2 324 745 personnes³³ relevant des **Caf** ont bénéficié en 2009 d'au moins un des minima sociaux, soit une progression de **+ 8,0 % depuis 2004**, soit 172 670 en métropole et dans les Dom (dont + 98 328 pour l'Aah.

En tenant compte des personnes à charge, la **population couverte par les minima sociaux versés par les Caf** atteint 4 321 522 personnes. Globalement, le nombre de bénéficiaires a progressé de **+ 6,0 % depuis 2004** (avec – 9,8 % en 2007, + 3,9 % en 2008 et + **8,5 % en 2009**).

T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima depuis 2002 (Rsa, Rmi, Api, Aah , données Caf)

Données Caf hors double compte	Rsa socle	Rmi	Api	Aah	Bénéficiaires d'au moins un minimum	Evolution	Nbre moyen de personnes couvertes par 100 bénéficiaires minimum	Evolution	Nombre de personnes couvertes	Evolution
Métropole + Dom										
2002		1 068 923	179 726	716 784	1 954 518		191		3 726 468	
2003		1 120 844	187 637	732 839	2 029 492	3,8 %	189	-0,6 %	3 844 495	3,2 %
2004		1 215 585	195 441	752 988	2 152 075	6,0 %	189	0,0 %	4 075 611	6,0 %
2005		1 266 429	204 873	768 414	2 232 500	3,7 %	190	0,2 %	4 235 130	3,9 %
2006		1 255 549	216 278	772 296	2 237 717	0,2 %	190	0,1 %	4 250 207	0,4 %
2007		1 151 180	204 304	781 972	2 075 151	-7,3 %	185	-2,8 %	3 832 363	-9,8 %
2008		1 120 527	199 500	817 851	2 134 611	2,9 %	187	1,0 %	3 982 134	3,9 %
2009	1 292 896	139 332	29 763	851 316	2 324 745	8,9 %	186	-0,4 %	4 321 522	8,5 %
Variation 2009 - 2004	50 965	yc doubles comptes		98 328	172 670	8,0 %		-1,8 %	245 911	6,0 %
Dont métropole										
2002		929 268	162 885	692 304	1 779 698		187		3 332 949	
2003		975 272	168 824	707 615	1 846 705	3,8 %	186	-0,8 %	3 431 427	3,0 %
2004		1 061 005	174 472	726 967	1 957 096	6,0 %	186	-0,1 %	3 633 239	5,9 %
2005		1 111 374	181 060	741 665	2 028 284	3,6 %	186	0,1 %	3 770 589	3,8 %
2006		1 101 372	189 876	745 136	2 030 931	0,1 %	186	0,1 %	3 779 825	0,2 %
2007		1 007 117	176 032	754 605	1 883 118	-7,3 %	181	-2,8 %	3 405 163	-9,9 %
2008		983 807	171 074	789 377	1 941 435	3,1 %	183	1,1 %	3 549 145	4,2 %
2009	1 292 896	2 405	192	822 134	2 116 615	9,0 %	184	0,5 %	3 888 380	9,6 %
Dont Dom										
2002		139 655	16 841	24 480	174 820		225		393 519	
2003		145 572	18 813	25 224	182 787	4,6 %	226	0,4 %	413 068	5,0 %
2004		154 580	20 969	26 021	194 979	6,7 %	227	0,4 %	442 372	7,1 %
2005		155 055	23 813	26 749	204 216	4,7 %	227	0,3 %	464 541	5,0 %
2006		154 177	26 402	27 160	206 786	1,3 %	227	0,0 %	470 382	1,3 %
2007		144 063	28 272	27 367	192 033	-7,1 %	222	-2,2 %	427 200	-9,2 %
2008		136 720	28 426	28 474	193 176	0,6 %	224	0,8 %	432 989	1,4 %
2009		136 927	29 571	29 182	208 130	7,7 %	208	-7,2 %	433 142	0,04 %
Caf	Total RSA	Rmi	Api	Aah						
	1 697 357									
Effectifs tous régimes (métropole + Dom)										
2009	1 725 927	139 394	29 776	883 338						

Autres minima et aides à l'emploi

Par ailleurs, au 31 décembre 2009, on dénombre :

. 71 418 bénéficiaires du **contrat d'insertion revenu minimum d'activité** (Cirma) créé en 2004 (contre 7 763 en 2006, 14 063 en 2007) ;

. 52 549 bénéficiaires du **contrat d'avenir**. Créé en 2005, le Cav, similaire au Cirma est strictement réservé au secteur non marchand ;

. En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place (cf. chapitre 8.1) : 17 068 **primes** mensuelles d'intéressement ou primes de retour à l'emploi ont été versées en décembre 2009 ;

. 12 764 bénéficiaires du **revenu de solidarité** (Rso) mis en place en 2001 dans les Dom.

95,7 % des familles bénéficiaires du Fnpf en métropole relèvent des Caf

La répartition des familles relevant du Fnpf entre les différents régimes qui assurent le service des prestations **en métropole** est en 2009 la suivante :

- régime général 95,7 % (contre 77,5 % en 1980 en incluant le régime minier, intégré depuis 1997 au régime général) ;
- régimes spéciaux 0,8 % (contre 13,8 % en 1980) ;
- régimes agricoles 3,5 % (contre 8,6 % en 1980).

Par ailleurs, les bénéficiaires des **Dom** représentent 4,6 % des familles du Fnpf (cf. TIPF 523211).

Entre 1997 et 2004, la progression de la part du régime général dans l'ensemble des bénéficiaires des allocations familiales avoisine 0,4 point par an (métropole et Dom). Fin 2005, l'ensemble des bénéficiaires des régimes spéciaux³ a été rattaché aux Caf, à l'exception de la Sncf, de la Ratp et d'Edf-Gdf. Les Caf versent aux allocataires des régimes spéciaux la Paje (sauf pour les agents relevant de la Sncf à l'exception du Cmg), l'Aged, l'Afeama, l'Alf (sauf pour les agents relevant de la Sncf et de la Ratp), l'Aah, l'Apl et l'Als.

La part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires tous régimes se situe à des niveaux sensiblement différents selon la prestation considérée (95,6 % pour les allocations familiales, TIPF 53131).

Le nombre moyen d'enfants des familles de deux enfants et plus varie selon le régime (cf. TIPF 523251) :

- 231 pour 100 familles de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ;
- 240 pour les régimes agricoles ;
- 260 pour les Caf des Dom ;
- 240 pour les Caf en métropole ;
- 240,3 pour l'ensemble (métropole et Dom).

Notes

¹ Y compris 0,3 % : « hors métropole et doubles comptes » (T1PF 501).

² Cf. chapitres 8.1 et 8.2 sur l'évolution de la législation.

³ Evolution du chômage et de son mode d'indemnisation, évolution des revenus, développement d'emploi précaires...

⁴ Mise sous condition de ressources, indexation des plafonds sur les prix depuis 1997, réformes législatives...

⁵ Source : site Insee, rubrique taux de fécondité, 12/11/2010. « Avec 821 000 bébés nés en 2009, le nombre de naissances baisse légèrement (- 7 500 par rapport à 2008) mais reste supérieur à la moyenne des dix dernières années. Un quart de cette baisse, soit environ 2 000 naissances, s'explique mécaniquement par le fait que 2008 était une année bissextile. Un cinquième de cette baisse est due à la diminution de la population féminine de 15 à 50 ans entre 2008 et 2009. Si les effectifs à ces âges étaient restés les mêmes qu'en 2008, il y aurait eu 1 500 naissances supplémentaires. Enfin, la baisse des taux de fécondité des femmes de moins de 30 ans explique le reste de la diminution du nombre des naissances. La fécondité des femmes de plus de 30 ans continue, quant à elle, d'augmenter. »

⁶ Avec le prolongement de la durée des études et la volonté d'insertion dans la vie active, les femmes ont reporté la naissance de leur premier enfant. Dans un premier temps, cela a pour effet de faire baisser l'icf. Dans un second temps, lorsque le décalage est stabilisé, l'icf remonte. Les naissances, plus nombreuses que par le passé, issues de femmes plus âgées, se cumulent alors avec les naissances issues des nouvelles générations. Finalement, les femmes ont presque autant d'enfants que celles des générations précédentes, mais les naissances sont simplement décalées dans le temps.

⁷ Source : Insee, bilan démographique 2007.

⁸ Source des données Caf présentées dans l'ensemble des tableaux figurant dans le texte et les encadrés de ce chapitre : Cnaf Dser F. Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2009 ». Ces données Caf sont disponibles sous www.cnaf.fr, Qui sommes-nous ? Données annuelles, Fascicules prestations légales.

⁹ Depuis mai 2008, il faut opérer une distinction entre les majorations d'Af attribuées aux enfants nés avant ou après le 1^{er} mai 1997.

. Un enfant né en avril 1997 a eu 11 ans en avril 2008. Il ouvre droit à l'ancienne majoration de 11 ans à partir du mois de mai 2008 jusqu'au mois de ses 16 ans compris en mai 2013 (mois qui suit son anniversaire), puis à la majoration de 16 ans du mois suivant ses 16 ans jusqu'au mois précédant ses 20 ans.

. La montée en charge des **économies** générées par la réforme s'effectuera sur 36 mois, **entre juin 2008 et mai 2011**. La montée en charge des **dépenses** générées par la réforme s'effectuera sur 24 mois, **entre juin 2011 et mai 2013 inclus** (date à laquelle l'enfant né en mai 1997 aura 16 ans : en l'absence de réforme, il aurait bénéficié d'une dernière mensualité de majoration de 11 à 15 ans inclus).

¹⁰ Les premiers bénéficiaires de la majoration de plus de quatorze ans instaurée en mai 2008 seront, en juin 2011, des enfants nés en mai 1997. Les statistiques au 31 décembre 2013 retraceront l'effectif « total » de bénéficiaires des majorations de plus de 14 ans.

Les dépenses en année pleine seront celles de 2014.

¹¹ Créée en juillet 2003, l'allocation forfaitaire est versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. La montée en charge de cette mesure s'est achevée en juillet 2004.

¹² La décision de résidence alternée est majoritairement formulée suite à une demande en commun accord des parents (8 cas sur 10). Environ 11 % des familles confrontées à un divorce ou une séparation reçoivent une telle décision du juge aux affaires familiales (cf. Cnaf, Agence d'information, n°995 d'octobre 2009).

¹³ Le taux d'exclusion pour la prime ou l'Ab Paje est estimé à 10 % contre 20 % pour l'Apje (cf. les hypothèses de prévisions d'août 2005 Cnaf Dser R. Mahieu).

Il n'y a plus de bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant (Apje) depuis décembre 2006 (1 363 000 en 2003).

¹⁴ Cf. chapitre 2 pour le calcul d'un effet volume, hors effet plafond, hors impact du report de la prise en compte des ressources.

¹⁵ Le tableau T1PF 5351 de la brochure PF2004 indique une méthodologie statistique (appliquée à 2004) assurant un meilleur raccord entre des effectifs trimestriels (Afeama, Aged) et mensuels (Cmg). Le passage à un rythme mensuel pour le Cmg fait que l'on va sous-estimer le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au Cmg au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge.

Selon l'estimation initiale, la réforme des prestations jeune enfant devait entraîner, à terme, un accroissement de + 30 % des effectifs de bénéficiaires de Cmg par rapport aux effectifs Afeama et Aged.

¹⁶ En 2007, l'enquête de la Drees recensait plus de 406 000 assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s en France métropolitaine, offrant une capacité d'accueil de 1 088 000 places (y compris les assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s par des services d'accueil familial). Tous n'exercent pas. Le nombre de places disponibles auprès des assistant(e)s maternel(le)s employé(e)s par des particuliers employeurs peut être évalué à 744 000. Au deuxième trimestre 2007, il y avait 277 000 assistant(e)s employé(e)s par des particuliers employeurs.

Le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s en exercice a été multiplié par quatre entre 1990 et 2007. Cette hausse est, en grande partie, le résultat de la mise en place de l'Afeama puis de la Paje.

¹⁷ A terme, la réforme du Clca devrait entraîner le bénéfice du Clca étendu à 100 000 familles d'un enfant et une baisse de – 50 000 des effectifs de bénéficiaires du Clca attribué aux familles de deux enfants.

¹⁸ Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible. Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

¹⁹ Par ailleurs, en janvier 1996, l'allocation pour jeune enfant est instaurée dans les Dom, y entraînant une réduction des effectifs de bénéficiaires du complément familial de 64 % au 31 décembre 1996.

²⁰ Estimation à partir des données Caf relatives aux enfants bénéficiaires de l'Ars (T1PF 52 411).

²¹ En 1999, le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois aux familles (180 000) avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations.

²² Cf. encadré 4 du chapitre 2.

²³ 1 187 373 enfants bénéficiaires de l'Asf, + 10,8 % par rapport à 2004 (estimation tous régimes à partir des données Caf, cf. T2PF 64).

²⁴ Cf. note 1 T2PF 51 : nécessité de rectifier la série (évolutions de + 12,6 % en 2006 et de – 1,1 % en 2007).

²⁵ Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes.

²⁶ Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois. Cependant ce pourcentage donne un ordre de grandeur de l'impact relatif du complément.

²⁷ Les revalorisations des aides au logement interviennent désormais en janvier. Cf. chapitre 2 pour plus de détails.

²⁸ L'estimation (66 173 Tr) est minorée, l'ensemble des impayés en Apl n'étant pas géré par les Caf.

²⁹ Les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph) remplacent les Cotorep (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel) depuis la réforme de juillet 2005.

³⁰ L'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés (à un taux d'au moins 80 % et bénéficiaires d'une aide au logement) a été créée en janvier 1993.

³¹ Fileas BE180, colonne Caah sans Aah.

³² Source des données Caf : Cnaf Dser Françoise Mathieu, Rmi au 31 décembre 2005, page 127. La situation difficile du marché du travail entre 2002 et 2004 a progressivement entraîné une augmentation du nombre de chômeurs non indemnisés. Par ailleurs, la réforme de l'assurance chômage a accru la part de chômeurs susceptibles de demander le Rmi.

³³ Source Cnaf Dser F. Mathieu, J. Clément, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2009 », page 26.

TIPF 51111 : Nombre d'allocataires_bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur

RG : BE005 [Familles du FNPF (hors AAH seule)] + (familles allocataires avec enfants) - (hors métropole qui sont pris en compte dans TIPF 51102).

Effectifs en milliers	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Structure 2009
Tous régimes métropole																				
Sans enfant	2 736	3 208	3 642	3 917	4 083	4 198	4 239	4 353	4 338	4 313	4 261	4 284	4 295	4 303	4 338	4 242	4 289	4 486	4 629,630	41,2 %
1 enfant	1 438	1 459	1 495	1 531	1 556	1 554	1 565	1 591	1 773	1 804	1 826	1 838	1 837	1 887	1 919	1 930	1 914	1 963	1 971,044	17,6 %
2 enfants	2 956	2 941	2 953	2 957	2 975	2 992	2 985	2 771	3 009	3 025	3 053	3 080	3 109	3 136	3 123	3 139	3 143	3 149	3 167,300	28,2 %
3 enfants	1 204	1 198	1 197	1 188	1 187	1 181	1 166	1 109	1 166	1 159	1 157	1 151	1 144	1 144	1 126	1 126	1 125	1 125	1 125,362	10,0 %
4 enfants et plus	440	437	432	422	414	404	392	375	384	374	368	360	354	350	344	341	339	337	336,965	3,0 %
Ensemble	8 773	9 243	9 719	10 015	10 216	10 328	10 347	10 199	10 671	10 676	10 665	10 713	10 739	10 820	10 850	10 778	10 809	11 059	11 230,301	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 599	4 576	4 582	4 567	4 577	4 577	4 543	4 255	4 560	4 558	4 579	4 590	4 607	4 630	4 593	4 606	4 606	4 610	4 629,627	41,2 %
Hors métropole (HM)	105	99	84	74	67	63	59	51	36	29	150	20	18	15	13	13	10	10	9,637	
Ensemble y compris HM	8 878	9 341	9 803	10 090	10 282	10 391	10 406	10 250	10 706	10 704	10 815	10 734	10 757	10 836	10 863	10 790	10 819	11 069	11 239,938	
dont CAF métropole (y compris des allocataires des régimes spéciaux doubles comptes) : cf TIPF 51121																				
Sans enfant	2 510	2 974	3 397	3 664	3 824	3 941	3 985	4 100	4 093	4 077	4 034	4 068	4 071	4 073	4 117	4 027	4 079	4 276	4 421,806	41,2 %
1 enfant	1 309	1 338	1 380	1 418	1 449	1 455	1 472	1 502	1 683	1 711	1 731	1 741	1 737	1 797	1 850	1 862	1 847	1 897	1 906,468	17,7 %
2 enfants	2 401	2 404	2 420	2 448	2 488	2 529	2 557	2 400	2 611	2 634	2 669	2 703	2 742	2 797	2 968	2 985	2 994	3 005	3 024,093	28,1 %
3 enfants	996	997	997	997	1 004	1 009	1 008	965	1 018	1 016	1 017	1 014	1 013	1 020	1 063	1 064	1 066	1 068	1 069,670	10,0 %
4 enfants et plus	387	386	382	375	370	363	355	341	350	342	337	331	326	323	327	324	323	322	322,495	3,0 %
Ensemble	7 602	8 098	8 576	8 902	9 136	9 296	9 376	9 308	9 755	9 779	9 789	9 857	9 889	10 011	10 324	10 263	10 309	10 568	10 744,532	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 783	3 787	3 799	3 820	3 862	3 900	3 919	3 706	3 979	3 992	4 023	4 048	4 081	4 141	4 358	4 374	4 383	4 394	4 416,258	41,1 %
DOM tous régimes																				
Sans enfant	73	79	84	95	100	108	115	122	127	133	137	140	144	149	155	156	160	161	163,951	34,8 %
1 enfant	96	98	101	104	107	109	113	109	110	112	115	118	122	126	130	132	136	139	139,667	29,6 %
2 enfants	66	69	73	75	78	81	84	83	89	90	93	95	97	99	102	103	105	106	104,835	22,2 %
3 enfants	35	36	37	38	38	39	39	39	41	41	41	41	42	42	42	42	42	42	41,392	8,8 %
4 enfants et plus	15	15	14	14	14	14	14	14	22	22	23	23	23	22	22	22	22	22	21,461	4,6 %
Ensemble	285	296	309	326	338	352	366	367	389	398	409	416	427	439	451	455	465	469	471,306	100,0 %
dont 2 enfants et plus	116	119	124	127	131	134	138	136	152	153	157	158	161	164	166	167	169	169	167,688	35,6 %
dont CAF DOM																				
Sans enfant	73	79	84	95	100	108	115	122	127	131	135	138	143	149	155	156	160	161	163,810	35,3 %
1 enfant	83	86	89	93	96	99	103	99	108	110	114	117	120	124	128	131	133	135	136,645	29,4 %
2 enfants	64	67	70	74	76	80	83	81	88	89	92	94	96	98	100	102	103	103	102,596	22,1 %
3 enfants	34	34	36	37	38	38	39	39	40	40	41	41	41	41	42	42	41	41	40,508	8,7 %
4 enfants et plus	24	23	23	23	22	22	21	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	21	21,000	4,5 %
Ensemble	277	289	302	321	332	347	361	363	384	393	404	412	422	435	447	452	459	461	464,559	100,0 %
dont 2 enfants et plus	121	125	129	133	136	140	143	142	149	151	155	157	159	162	164	165	166	165	164,104	35,3 %
Tous régimes métro. + DOM																				
Sans enfant	2 809	3 287	3 727	4 012	4 183	4 306	4 354	4 475	4 466	4 447	4 398	4 424	4 438	4 452	4 493	4 398	4 449	4 647	4 793,581	41,0 %
1 enfant	1 534	1 557	1 596	1 635	1 663	1 663	1 678	1 700	1 882	1 915	1 941	1 956	1 959	2 013	2 049	2 063	2 050	2 102	2 110,711	18,0 %
2 enfants	3 022	3 010	3 026	3 032	3 053	3 073	3 069	2 854	3 099	3 116	3 146	3 174	3 206	3 236	3 225	3 242	3 247	3 254	3 272,135	28,0 %
3 enfants	1 238	1 234	1 234	1 225	1 226	1 220	1 206	1 148	1 207	1 200	1 198	1 192	1 186	1 186	1 168	1 168	1 167	1 166	1 166,754	10,0 %
4 enfants et plus	455	451	447	436	428	418	406	390	406	396	391	383	377	372	367	363	361	359	358,426	3,1 %
Ensemble	9 058	9 539	10 028	10 341	10 553	10 680	10 713	10 566	11 060	11 074	11 074	11 129	11 165	11 259	11 301	11 233	11 274	11 528	11 701,607	100,0 %
dont 2 enfants et plus	4 716	4 696	4 706	4 694	4 708	4 710	4 681	4 392	4 712	4 712	4 735	4 749	4 769	4 794	4 759	4 773	4 775	4 779	4 797,315	41,0 %
Hors métropole (HM)	105	99	84	74	67	63	59	51	36	29	150	20	18	15	13	13	10	10	9,637	
Ensemble y compris HM	9 163	9 637	10 112	10 416	10 621	10 743	10 772	10 618	11 095	11 103	11 224	11 150	11 184	11 274	11 313	11 246	11 284	11 537	11 711,244	
dont CAF métropole et DOM																				
Sans enfant	2 583	3 052	3 481	3 759	3 924	4 050	4 100	4 222	4 220	4 209	4 170	4 206	4 215	4 222	4 272	4 183	4 239	4 437	4 585,616	40,9 %
1 enfant	1 391	1 423	1 468	1 511	1 545	1 554	1 575	1 600	1 790	1 821	1 845	1 858	1 857	1 921	1 978	1 993	1 981	2 032	2 043,113	47,2 %
2 enfants	2 465	2 471	2 491	2 521	2 565	2 608	2 640	2 481	2 698	2 723	2 760	2 797	2 837	2 896	3 069	3 087	3 097	3 107	3 126,689	27,9 %
3 enfants	1 029	1 031	1 033	1 033	1 042	1 047	1 046	1 004	1 058	1 056	1 058	1 054	1 054	1 061	1 104	1 106	1 107	1 109	1 110,178	9,9 %
4 enfants et plus	410	409	405	398	392	384	376	363	372	363	360	353	348	345	349	346	345	343	343,495	3,1 %
Ensemble	7 879	8 387	8 878	9 223	9 468	9 643	9 737	9 671	10 139	10 173	10 193	10 269	10 311	10 446	10 771	10 716	10 768	11 029	11 209,091	100,0 %
dont 2 enfants et plus	3 905	3 911	3 929	3 953	3 998	4 040	4 062	3 848	4 129	4 143	4 178	4 205	4 239	4 302	4 522	4 540	4 549	4 559	4 580,362	40,9 %

**TIPF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM
selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Effectifs en milliers	1989	1990	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Tous régimes métropole															
Sans enfant	195	199	154,4	155,4	153,4	164,9	159,3	157,4	158,3	113,3	108,0	107,3	108,2	113,0	109,949
1 enfant	1 138	1 149	1 257,7	1 279,2	1 462,4	1 492,5	1 508,4	1 518,7	1 537,1	1 581,8	1 640,9	1 669,7	1 658,5	1 696,5	1 709,930
2 enfants	2 915	2 907	2 925,9	2 690,9	2 952,8	2 969,9	2 998,9	3 027,4	3 057,6	3 083,4	3 109,5	3 125,0	3 129,6	3 135,1	3 154,154
3 enfants	1 155	1 160	1 136,7	1 074,5	1 140,2	1 135,4	1 134,3	1 127,4	1 125,7	1 123,1	1 120,2	1 120,4	1 119,4	1 118,9	1 120,064
4 enfants et plus	430	432	383,4	367,1	376,8	368,3	362,9	355,2	350,6	345,3	342,3	339,3	336,8	334,5	334,950
Ensemble	5 833	5 848	5 858,0	5 567,0	6 085,5	6 131,0	6 163,8	6 186,0	6 229,3	6 246,9	6 320,9	6 361,7	6 352,6	6 398,1	6 429,047
dont 2 enfants et plus	4 500	4 500	4 445,9	4 132,5	4 469,7	4 473,6	4 496,1	4 509,9	4 533,9	4 551,8	4 572,1	4 584,7	4 585,8	4 588,5	4 609,168
dont 3 enfants et plus	1 585	1 592	1 520,1	1 441,6	1 517,0	1 503,7	1 497,2	1 482,6	1 476,3	1 468,4	1 462,5	1 459,7	1 456,2	1 453,4	1 455,014
dont CAF métropole FNPF															
Sans enfant	171	174	141,2	142,6	141,3	152,1	147,3	147,1	143,9	101,5	102,3	101,7	102,7	107,6	104,556
1 enfant	1 017	1 036	1 173,8	1 198,8	1 381,2	1 408,1	1 429,8	1 439,5	1 438,3	1 499,8	1 574,2	1 604,2	1 594,5	1 634,2	1 649,213
2 enfants	2 325	2 331	2 498,3	2 319,2	2 554,1	2 578,8	2 614,3	2 650,4	2 690,7	2 744,5	2 954,5	2 971,7	2 981,0	2 990,9	3 010,947
3 enfants	938	946	977,9	930,7	992,6	992,0	994,8	992,0	993,1	999,2	1 057,2	1 058,9	1 060,2	1 062,2	1 064,372
4 enfants et plus	373	376	346,1	333,0	342,8	336,0	331,9	326,1	321,4	318,4	324,7	322,6	321,1	319,5	320,480
Pour	4 824	4 863	5 137,3	4 924,3	5 412,1	5 467,0	5 518,1	5 555,1	5 587,4	5 663,4	6 012,9	6 059,0	6 059,5	6 114,3	6 149,568
dont 2 enfants et plus	3 636	3 653	3 822,3	3 582,9	3 889,6	3 906,8	3 941,0	3 968,5	4 005,2	4 062,1	4 336,5	4 353,2	4 362,3	4 372,6	4 395,799
DOM tous régimes															
<i>Coef. (TR yc CL)/CAF</i>	1,036	1,040	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0112	1,0256	1,0221
Sans enfant	2	2	6,4	6,5	6,3	6,8	6,8	6,9	7,3	6,0	6,0	6,0	5,9	6,0	6,521
1 enfant	79	83	105,4	100,7	109,5	112,3	115,7	118,5	121,6	125,5	129,4	132,1	134,9	138,5	139,606
2 enfants	61	63	84,3	82,6	89,1	90,8	93,2	95,0	96,9	99,4	101,6	102,9	102,8	104,3	103,422
3 enfants	34	34	39,5	39,3	40,8	41,2	41,6	41,6	41,7	42,0	42,1	42,3	41,5	41,3	40,856
4 enfants et plus	26	26	21,8	22,6	22,2	22,2	22,7	22,6	22,4	22,5	22,3	22,0	21,8	21,8	21,292
Ensemble	202	209	257,3	251,8	268,0	273,4	280,0	284,6	289,9	295,3	301,4	305,2	306,8	311,8	311,697
dont 2 enfants et plus	121	123	145,6	144,5	152,2	154,3	157,5	159,2	161,0	163,9	166,0	167,2	166,0	167,4	165,570
dont CAF DOM															
Sans enfant	2	2	6,2	6,4	6,2	6,7	6,7	6,8	7,2	5,9	6,0	5,9	5,9	5,8	6,380
1 enfant	76	80	103,2	99,0	107,5	110,2	113,7	116,5	119,8	123,7	127,7	130,6	133,4	135,0	136,584
2 enfants	59	61	82,6	81,1	87,6	89,2	91,6	93,4	95,5	98,0	100,3	101,7	101,6	101,7	101,183
3 enfants	33	33	38,6	38,6	40,1	40,4	40,9	40,9	41,1	41,4	41,6	41,8	41,0	40,3	39,972
4 enfants et plus	26	25	21,4	22,2	21,8	21,8	22,3	22,3	22,1	22,1	22,0	21,8	21,5	21,3	20,831
Ensemble	195	201	252,0	247,4	263,2	268,3	275,2	279,9	285,7	291,2	297,6	301,9	303,4	304,0	304,950
dont 2 enfants et plus	117	119	142,6	142,0	149,5	151,4	154,7	156,6	158,6	161,6	163,9	165,3	164,2	163,2	161,986
Ts régimes métro. + DOM															
Sans enfant	197	201	160,7	161,9	159,7	171,8	166,2	164,3	165,7	119,3	114,0	113,2	114,1	119,0	116,470
1 enfant	1 217	1 233	1 363,0	1 379,9	1 571,9	1 604,7	1 624,1	1 637,2	1 658,7	1 707,3	1 770,2	1 801,8	1 793,4	1 835,0	1 849,536
2 enfants	2 976	2 971	3 010,2	2 773,5	3 041,9	3 060,8	3 092,1	3 122,4	3 154,5	3 182,8	3 211,1	3 227,9	3 232,4	3 239,4	3 257,576
3 enfants	1 189	1 194	1 176,2	1 113,8	1 181,0	1 176,6	1 175,9	1 169,0	1 167,4	1 165,1	1 162,3	1 162,7	1 160,8	1 160,2	1 160,920
4 enfants et plus	456	458	405,2	389,7	399,0	390,5	385,6	377,8	373,0	367,8	364,6	361,3	358,6	356,3	356,242
Ensemble	6 035	6 057	6 115,4	5 818,8	6 353,5	6 404,4	6 443,8	6 470,6	6 519,3	6 542,2	6 622,3	6 667,0	6 659,4	6 709,9	6 740,744
dont 2 enfants et plus	4 621	4 623	4 591,6	4 277,0	4 621,9	4 627,9	4 653,6	4 669,2	4 694,8	4 715,6	4 738,1	4 751,9	4 751,8	4 755,9	4 774,738
dont 3 enfants et plus	1 645	1 652	1 581,4	1 503,5	1 580,0	1 567,1	1 561,5	1 546,8	1 540,4	1 532,9	1 527,0	1 524,0	1 519,4	1 516,5	1 517,162
dont CAF métropole et DOM															
Sans enfant	173	176	147,4	149,0	147,5	158,8	154,1	153,9	151,1	107,4	108,2	107,6	108,6	113,4	110,936
1 enfant	1 093	1 116	1 277,0	1 297,8	1 488,7	1 518,2	1 543,5	1 556,0	1 558,1	1 623,5	1 701,9	1 734,8	1 727,9	1 769,2	1 785,797
2 enfants	2 384	2 392	2 580,8	2 400,3	2 641,7	2 667,9	2 705,9	2 743,8	2 786,2	2 842,5	3 054,9	3 073,4	3 082,7	3 092,5	3 112,130
3 enfants	971	979	1 016,6	969,3	1 032,7	1 032,4	1 035,6	1 032,9	1 034,1	1 040,7	1 098,8	1 100,7	1 101,2	1 102,5	1 104,344
4 enfants et plus	399	401	367,5	355,3	364,6	357,9	354,2	348,4	343,5	340,6	346,8	344,4	342,6	340,8	341,311
Ensemble	5 019	5 064	5 389,3	5 171,7	5 787,1	5 735,3	5 793,3	5 835,0	5 873,1	5 954,7	6 310,5	6 360,9	6 362,9	6 418,4	6 454,518
dont 2 enfants et plus	3 753	3 772	3 964,9	3 724,9	4 039,0	4 058,2	4 095,8	4 125,1	4 163,8	4 223,7	4 500,4	4 518,5	4 526,5	4 535,8	4 557,785

T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPf selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule)

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution métropole en %	Evolution en % hors R. spéciaux	Dont familles 0 ou 1 enfant	Evolution familles 0 ou 1 enfant	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Rapport FNPf / tous fonds (T1PF 51102)
1968	3 317	137	917	792,0	5 163,0								
1970	3 469	121	937	741,0	5 268,0	0,6 %	0,7 %						
1975	3 815	84	1 065	611,0	5 575,0	2,2 %	1,7 %	1 280	8,8 %				
1980	4 368	52	788	493,0	5 701,0	-1,3 %	0,4 %	1 313	-5,5 %				
1985	4 761	36	715	378,0	5 890,0	2,8 %	3,3 %	1 406	11,3 %				
1990	4 863	22	648	315,0	5 847,9	0,3 %	0,6 %	1 348	1,1 %	208,8	6 056,7	0,4 %	
1995	5 090,657	13	546	264,0	5 913,584	0,2 %	0,7 %	1 436	0,9 %	240,760	6 154,344	0,3 %	57,9 %
1997	5 137,312		474	246,6	5 858,006	-0,4 %	0,4 %	1 412	0,8 %	257,346	6 115,352	-0,2 %	56,8 %
1998	4 924,309		413	229,6	5 567,002	-5,0 %	-4,3 %	1 435	1,6 %	251,791	5 818,793	-4,8 %	54,8 %
1999	5 412,071		437	236,7	6 085,492	9,3 %	9,6 %	1 616	12,6 %	268,016	6 353,507	9,2 %	57,3 %
2000	5 467,012		425	239,2	6 131,037	0,7 %	1,0 %	1 657	2,6 %	273,358	6 404,395	0,8 %	57,6 %
2001	5 518,114		414	231,8	6 163,801	0,5 %	0,8 %	1 668	0,6 %	280,046	6 443,846	0,6 %	57,4 %
2002	5 555,104		399	231,6	6 185,973	0,4 %	0,6 %	1 676	0,5 %	284,620	6 470,592	0,4 %	57,9 %
2003	5 587,400		384	257,6	6 229,325	0,7 %	1,0 %	1 695	1,2 %	289,930	6 519,255	0,8 %	58,2 %
2004	5 663,447		335	248,9	6 246,898	0,3 %	1,2 %	1 695	0,0 %	295,338	6 542,236	0,4 %	58,0 %
2005	6 012,928		60	245,0	6 317,602	1,1 %	5,8 %	1 746	3,0 %	301,381	6 618,983	1,2 %	58,5 %
2006	6 059,043		59	239,8	6 358,090	0,6 %	0,7 %	1 773	1,6 %	305,250	6 663,340	0,7 %	59,3 %
2007	6 059,525		55	238,3	6 352,577	-0,1 %	0,0 %	1 767	-0,4 %	306,813	6 659,391	-0,1 %	59,0 %
2008	6 114,328		52	231,6	6 398,069	0,7 %	0,8 %	1 810	2,4 %	311,811	6 709,881	0,8 %	58,2 %
2009	6 149,568		52	227,3	6 429,047	0,5 %	0,5 %	1 820	0,6 %	311,697	6 740,744	0,5 %	58,5 %
Structure 2009	95,7 %		0,8 %	3,5 %	100,0 %					4,6 %	100,0 %		
Structure 1980	76,6 %	0,9 %	13,8 %		100,0 %								
Evol. moyen. 2009/1999	1,3 %		-19,1 %		0,6 %			1,2 %		1,5 %	0,6 %		
Rapport 2009/1999	13,6 %		-88,1 %		5,6 %			12,6 %		16,3 %	6,1 %		
Rapport 2009/2004	8,6 %		-84,4 %		2,9 %			7,4 %		5,5 %	3,0 %		

T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPf selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution en % hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	2 806	80	724	528	4 138					
1975	2 990	57	791	457	4 295	0,4 %	0,6 %			
1980	3 354	39	608	387	4 388	0,0 %	1,8 %			
1985	3 537	28	594	325	4 484	0,4 %	0,5 %			
1990	3 653	19	557	271	4 500	0,0 %	0,2 %	123	4 623	0,1 %
1995	3 763,007	11	482	222	4 477,533	-0,1 %	0,5 %	139,440	4 616,973	0,0 %
1997	3 822,255		415	209	4 445,947	-0,7 %	0,3 %	145,621	4 591,568	-0,6 %
1998	3 582,894		359	191	4 132,488	-7,1 %	-6,4 %	144,504	4 276,991	-6,9 %
1999	3 889,569		381	199	4 469,744	8,2 %	8,3 %	152,167	4 621,911	8,1 %
2000	3 906,819		371	196	4 473,627	0,1 %	0,4 %	154,252	4 627,879	0,1 %
2001	3 941,031		363	192	4 496,086	0,5 %	0,7 %	157,468	4 653,554	0,6 %
2002	3 968,511		352	189	4 509,925	0,3 %	0,6 %	159,242	4 669,167	0,3 %
2003	4 005,243		338	189	4 533,869	0,5 %	0,9 %	160,974	4 694,844	0,5 %
2004	4 062,130		302	188	4 551,712	0,4 %	1,3 %	163,877	4 715,589	0,4 %
2005	4 336,486		51	185	4 572,064	0,4 %	6,4 %	165,999	4 738,063	0,5 %
2006	4 353,161		51	181	4 584,715	0,3 %	0,3 %	167,188	4 751,903	0,3 %
2007	4 362,316		46	177	4 585,800	0,02 %	0,1 %	166,019	4 751,819	0,00 %
2008	4 372,578		44	172	4 588,493	0,06 %	0,1 %	167,379	4 755,872	0,09 %
2009	4 395,799		44	170	4 609,168	0,45 %	0,5 %	165,570	4 774,738	0,40 %
Structure 2009	95,4 %		0,9 %	3,7 %	100,0 %					
Structure 1980	76,4 %	0,9 %	13,9 %		100,0 %					
Evol. moyen. 2009/1999	1,2 %		-19,5 %		0,3 %			0,8 %	0,3 %	
Rapport 2009/1999	13,0 %		-88,5 %		3,1 %			8,8 %	3,3 %	
Rapport 2009/2004	8,2 %		-85,5 %		1,3 %			1,0 %	1,3 %	

TIPF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM
1968	8 323	344	2 275	2 017	12 959				
1970	8 619	300	2 299	1 859	13 077	0,1 %			
1975	8 983	199	2 397	1 477	13 056	-0,4 %			
1980	9 626	122	1 690	1 150	12 588	-1,2 %			
1985	9 972	85	1 513	876	12 446	0,4 %			
1990	10 253	55	1 380	718	12 406	0,2 %	429	12 835,0	0,2 %
1995	10 458,7	34,0	1 180,3	597,6	12 270,7	-0,6 %	474,3	12 744,9	-0,5 %
1996	10 499,6	14,0	1 122,2	576,4	12 212,2	-0,5 %	481,5	12 693,7	-0,4 %
1997	10 531,9		1 021,2	558,5	12 111,6	-0,8 %	492,6	12 604,2	-0,7 %
1998	9 796,7		888,9	517,4	11 203,1	-7,5 %	482,5	11 685,5	-7,3 %
1999	11 004,6		935,7	531,5	12 471,8	11,3 %	512,6	12 984,4	11,1 %
2000	11 040,4		909,0	527,1	12 476,4	0,0 %	520,2	12 996,7	0,1 %
2001	11 119,6		887,4	512,6	12 519,5	0,3 %	532,4	13 051,9	0,4 %
2002	11 163,6		857,9	506,6	12 528,1	0,1 %	538,9	13 067,0	0,1 %
2003	11 222,2		823,4	532,8	12 578,4	0,4 %	545,3	13 123,8	0,4 %
2004	11 392,9		726,9	520,7	12 640,5	0,5 %	555,8	13 196,3	0,6 %
2005	12 087,0		128,8	510,8	12 726,6	0,7 %	563,8	13 290,4	0,7 %
2006	12 143,9		125,5	498,9	12 768,3	0,3 %	568,7	13 336,9	0,3 %
2007	12 063,0		115,0	492,0	12 670,1	-0,8 %	563,3	13 233,4	-0,8 %
2008	12 113,9		109,0	469,1	12 692,0	0,2 %	566,0	13 258,0	0,2 %
2009	12 182,0		108,4	460,7	12 751,1	0,5 %	569,9	13 321,0	0,5 %
Structure 2009	95,5 %		0,9 %	3,6 %	100,0 %		4,3 %	100 %	
Structure 1980	76,5 %	1,0 %	13,4 %		100,0 %				
Evol. moyen. 2009/1999	1,0 %		-19,4 %		0,2 %		1,1 %	0,3 %	
Rapport 2009/1999	10,7 %		-88,4 %		2,2 %		11,2 %	2,6 %	
Rapport 2009/2004	6,9 %		-85,1 %		0,9 %		2,5 %	0,9 %	

TIPF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM
1971	8 035	246	2 088	1 592	11 961				
1975	8 225	172	2 147	1 323	11 867	-1,1 %			
1976	8 164	157	2 103	1 261	11 685	-1,5 %			
1977	8 152	144	2 074	1 196	11 566	-1,0 %			
1978	8 200	131	1 967	1 126	11 424	-1,2 %			
1979	8 550	119	1 723	1 096	11 488	0,6 %			
1980	8 699	109	1 532	1 047	11 387	-0,9 %			
1981	8 800	101	1 499	969	11 369	-0,2 %			
1982	8 859	95	1 472	933	11 359	-0,1 %			
1983	8 862	88	1 445	888	11 283	-0,7 %			
1984	8 885	85	1 426	855	11 251	-0,3 %			
1985	8 933	78	1 412	832	11 255	0,0 %			
1986	8 977	73	1 395	800	11 245	-0,1 %			
1987	9 060	68	1 370	776	11 274	0,3 %			
1988	9 130	62	1 348	746	11 286	0,1 %			
1989	9 165	57	1 324	700	11 246	-0,4 %	346	11 592	
1990	9 217	52	1 302	685	11 256	0,1 %	346	11 602	0,1 %
1991	9 324,8	47,0	1 263,0	655,0	11 289,8	0,3 %	352,3	11 642,1	0,3 %
1992	9 308,3	43,0	1 228,0	630,0	11 209,3	-0,7 %	356,4	11 565,8	-0,7 %
1993	9 287,6	39,0	1 240,2	607,0	11 173,8	-0,3 %	364,4	11 538,2	-0,2 %
1994	9 296,3	35,0	1 182,4	584,0	11 097,7	-0,7 %	370,2	11 467,9	-0,6 %
1995	9 294,0	32,0	1 126,2	561,6	11 013,9	-0,8 %	376,1	11 389,9	-0,7 %
1996	9 343,2	13,0	1 070,8	542,2	10 969,2	-0,4 %	380,5	11 349,7	-0,4 %
1997	9 358,0		971,0	524,9	10 853,9	-1,1 %	387,2	11 241,2	-1,0 %
1998	8 597,9		843,0	483,0	9 923,9	-8,6 %	381,7	10 305,6	-8,3 %
1999	9 623,4		888,0	498,0	11 009,4	10,9 %	403,1	11 412,5	10,7 %
2000	9 632,3		862,3	489,3	10 984,0	-0,2 %	408,0	11 391,9	-0,2 %
2001	9 689,8		843,5	477,8	11 011,2	0,2 %	416,7	11 427,8	0,3 %
2002	9 724,2		815,9	469,3	11 009,4	0,0 %	420,4	11 429,8	0,0 %
2003	9 784,0		782,2	467,8	11 034,1	0,2 %	423,7	11 457,8	0,2 %
2004	9 893,1		698,8	466,4	11 058,2	0,2 %	430,4	11 488,6	0,3 %
2005	10 512,8		120,7	457,1	11 090,6	0,3 %	434,5	11 525,0	0,3 %
2006	10 539,7		117,6	446,3	11 103,6	0,1 %	436,6	11 540,2	0,13 %
2007	10 468,5		107,4	435,6	11 011,5	-0,8 %	428,4	11 439,9	-0,87 %
2008	10 479,7		101,5	414,3	10 995,5	-0,146 %	427,5	11 423,0	-0,15 %
2009	10 532,8		101,0	407,5	11 041,2	0,416 %	430,3	11 471,4	0,42 %
Structure 2009	95,4 %		0,9 %	3,7 %	100,0 %		3,8 %	100 %	
Structure 1980	76,4 %	1,0 %	13,5 %		100,0 %				
Evol. moyen. 2009/1999	0,9 %		-19,5 %		0,0 %		0,7 %	0,1 %	
Rapport 2009/1999	9,4 %		-88,6 %		0,3 %		6,7 %	0,5 %	
Rapport 2009/2004	6,5 %		-85,6 %		-0,2 %		0,0 %	-0,1 %	

TIPF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme

Familles en milliers	CAF métropole	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	286,4	288,4	301,5	289,1				
1972	283,9	285,6	299,8	286,5	-0,9 %			
1973	281,5	282,9	295,9	283,8	-1,0 %			
1974	278,3	279,3	292,6	280,4	-1,2 %			
1975	275,1	271,4	289,5	276,3	-1,5 %			
1976	272,2	266,9	285,3	272,9	-1,2 %			
1977	268,9	262,5	280,8	269,2	-1,4 %			
1978	265,0	255,1	276,0	264,6	-1,7 %			
1979	261,5	255,3	273,3	261,9	-1,0 %			
1980	259,4	252,0	270,5	259,5	-0,9 %			
1981	257,7	247,0	264,8	256,9	-1,0 %			
1982	256,3	244,1	262,1	255,3	-0,6 %			
1983	254,7	241,2	258,1	253,4	-0,7 %			
1984	253,4	239,3	256,8	251,9	-0,6 %			
1985	252,6	237,7	256,0	251,0	-0,3 %			
1986	252,0	235,6	254,8	250,1	-0,4 %			
1987	252,0	234,6	254,4	250,1	0,0 %			
1988	251,9	234,0	253,7	249,9	-0,1 %			
1989	252,1	233,9	252,7	249,9	0,0 %	286,4	250,9	
1990	252,3	233,8	252,8	250,1	0,1 %	280,7	251,0	0,0 %
1991	252,9	233,9	252,9	250,7	0,2 %	279,4	251,5	0,2 %
1992	252,0	233,9	253,0	250,0	-0,3 %	276,6	250,7	-0,3 %
1993	250,4	234,0	254,0	248,8	-0,5 %	274,0	249,5	-0,5 %
1994	249,0	234,2	253,9	247,7	-0,4 %	272,0	248,4	-0,4 %
1995	247,0	233,9	253,0	246,0	-0,7 %	269,7	246,7	-0,7 %
1996	245,7	234,0	252,4	244,9	-0,4 %	267,6	245,6	-0,4 %
1997	244,8	233,9	251,6	244,1	-0,3 %	265,9	244,8	-0,3 %
1998	240,0	235,0	253,1	240,1	-1,6 %	264,2	241,0	-1,6 %
1999	247,4	232,9	250,4	246,3	2,6 %	264,9	246,9	2,5 %
2000	246,6	232,7	249,4	245,5	-0,3 %	264,5	246,2	-0,3 %
2001	245,9	232,5	248,6	244,9	-0,3 %	264,6	245,6	-0,2 %
2002	245,0	231,7	247,9	244,1	-0,3 %	264,0	244,8	-0,3 %
2003	244,3	231,4	248,2	243,5	-0,2 %	263,2	244,2	-0,2 %
2004	243,5	231,5	248,5	243,0	-0,2 %	262,6	243,6	-0,2 %
SnCF, EdG-GdF, Ratp								
2005	242,4	237,214	247,5	242,6	-0,2 %	261,7	243,2	-0,2 %
2006	242,1	232,6	246,6	242,19	-0,2 %	261,1	242,9	-0,2 %
2007	240,0	231,6	245,9	240,12	-0,9 %	258,1	240,7	-0,9 %
2008	239,7	231,4	240,8	239,63	-0,2 %	255,4	240,2	-0,2 %
2009	239,6	231,1	240,1	239,55	0,0 %	259,9	240,3	0,0 %
Rapport 2009/1971	-16,3 %	-17,7 %	-17,9 %	-16,1 %				
1980/1971	-9,4 %							
1990/1980	-2,7 %							
2000/1990	-2,3 %							
2009/1999	-3,2 %	-0,8 %	-4,1 %	-2,7 %		-1,9 %	-2,7 %	

TIPF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus

En %	CAF métropole	Régimes spéciaux	Régimes agricoles	Total métropole	DOM	Total métropole et DOM
1997/1996	-0,4 %	0,0 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,6 %	-0,3 %
1998/1997	-2,0 %	0,4 %	0,6 %	-1,6 %	-0,7 %	-1,6 %
1999/1998	3,1 %	-0,9 %	-1,1 %	2,6 %	0,3 %	2,5 %
2000/1999	-0,3 %	-0,1 %	-0,4 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2001/2000	-0,3 %	-0,1 %	-0,3 %	-0,3 %	0,0 %	-0,2 %
2002/2001	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2003/2002	-0,3 %	-0,2 %	0,6 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2004/2003	-0,3 %	0,1 %	0,1 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
SnCF, EdG-GdF, Ratp						
2005/2004	-0,5 %	2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2006/2005	-0,1 %	-2,0 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2007/2006	-0,9 %	-0,4 %	-0,3 %	-0,9 %	-1,2 %	-0,9 %
2008/2007	-0,1 %	-0,1 %	-2,1 %	-0,2 %	-1,0 %	-0,2 %
2009/2008	0,0 %	-0,1 %	-0,3 %	0,0 %	1,7 %	0,0 %

TIPF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil Jeune enfant																	Nd	2 317,908	Nd	Nd
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)															785,740	1 487,019	2 101,707	2 198,846	2 296,442	2 348,711
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)															56,778	56,280	56,440	54,998	54,553	55,439
PAJE de base naissance adoption (AB)															689,629	1 332,121	1 890,098	1 897,754	1 936,823	1 931,771
PAJE complément (optionnel) libre choix activité															186,298	414,841	611,452	603,909	590,944	575,962
CLCA taux plein															129,732	272,861	386,359	369,251	354,227	336,079
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)															56,566	141,980	224,417	232,357	234,557	237,589
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																	0,701	2,373	2,160	2,294
PAJE CMG ensemble															111,811	317,387	530,694	638,195	729,361	809,254
PAJE CMG complément assistante maternelle															104,282	295,970	494,258	587,804	663,344	721,529
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans															112,209	307,655	488,089	531,898	554,872	571,522
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans															16,315	44,325	85,963	149,105	209,812	257,968
PAJE CMG complément garde à domicile															7,483	21,038	35,084	46,244	57,565	72,225
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans															7,466	20,965	34,378	37,127	38,839	39,728
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans															0,018	0,073	0,706	9,117	18,726	27,433
PAJE CMG complément structure															0,046	0,378	1,352	4,147	8,452	15,500
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 786	1 780	1 754	1 735	1 687	1 572	1 469	1 410	1 417	1 408	1 420	1 413	1 396	1 363	702,590	321,795	0,021	0,009	0,007	0,010
dont APJE courte	503	500	475	472	475	485	421	418	425	428	428	417	412	403						
APJE longue	1 375	1 371	1 364	1 346	1 292	1 167	1 132	1 072	1 073	1 063	1 076	1 080	1 068	1 041	702,590	321,795	0,021	0,009	0,007	0,010
Allocation parentale d'éducation (APE)	180	174	162	154	175	303	450	533	542	539	543	556	561	563	409,007	191,825	0,389	0,213	0,133	0,002
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	13	12	15	21	25	47	67	83	74	66	62	58	54	53	46,412	35,214	23,495	15,077	7,781	2,117
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)		110	163	223	273	326	384	437	487	521	566	598	613	629	566,736	391,363	226,720	108,561	47,681	10,925
Allocation d'adoption						1,1	2,1	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,831	0,039	0,025	0,013	0,008	
Famille : autres prestations																				
Allocations familiales (AF)	4 755	4 751	4 735	4 745	4 705	4 710	4 688	4 664	4 318	4 698	4 709	4 736	4 756	4 782	4 813,003	4 838,573	4 853,538	4 864,951	4 877,343	4 897,811
Complément familial (CF)	1 006	1 021	1 037	1 051	1 040	1 036	953	937	938	931	960	944	922	915	909,476	898,804	878,554	859,535	865,585	865,007
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 842	2 853	2 828	2 958	3 046	3 059	3 061	3 106	3 098	3 219	3 185	3 198	3 147	3 091	3 099,608	3 074,926	3 021,930	2 975,853	3 077,593	3 029,959
Aide à la scolarité						721	748	722	776											
Allocation de soutien familial (ASF)	536	540	540	549	560	571	582	593	606	627	630	644	655	673	685,090	695,481	698,661	726,043	718,506	749,723
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	95	98	98	100	101	102	104	106	109	111	114	119	121	126	131,991	137,999	153,848	152,344	159,749	167,232
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)												1,8	2,5	3,4	3,654	4,094	4,589	4,849	4,513	4,529
Prestations hors métropole	116	105	100	85	76	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,420	12,835	13,059	10,999	9,637	7,195
Allocation différentielle	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934	10,124	10,473	9,316
Allocataires sous tutelles										nd	222	236	258	270	286,285	299,036	303,026	314,885	324,977	326,090
Logement	4 585	4 715	5 127	5 534	5 823	6 023	6 158	6 164	6 309	6 278	6 283	6 203	6 173	6 086	6 052,716	6 071,195	5 922,628	5 961,584	6 290,560	6 309,070
Allocation logement familiale (ALF)	1 159	1 123	1 109	1 115	1 137	1 159	1 158	1 175	1 206	1 220	1 253	1 251	1 245	1 228	1 235,591	1 257,099	1 245,162	1 261,007	1 345,740	1 350,436
Aide personnalisée au logement (APL)	2 381	2 512	2 556	2 629	2 729	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,978	2 565,283	2 482,079	2 493,152	2 613,397	2 611,660
Allocation logement sociale (ALS)	1 045	1 077	1 458	1 787	1 956	2 069	2 145	2 155	2 235	2 227	2 234	2 200	2 221	2 221	2 232,147	2 248,813	2 195,387	2 207,425	2 331,423	2 346,974
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																	69,482	66,744		
Minima sociaux et contrats aidés																				
Allocation de parent isolé (API)	157	157	160	164	169	164	163	164	163	168	170	177	181	189	196,707	206,240	217,493	205,412	200,387	29,776
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	539	553	569	583	598	614	631	648	668	694	713	735	751	766	786,099	800,959	803,806	812,991	848,806	883,338
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)				68	98	106	112	117	125	137	144	149	153	157	162,350	143,029	125,255	124,692	132,139	136,169
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)															26,174	49,547	51,992	55,039	57,569	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	510	583	671	793	908	946	1 010	1 068	1 112	1 145	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238,460	1 289,564	1 278,788	1 172,337	1 142,521	139,394
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																				
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															0,982	4,667	11,041	14,063	11,940	7,418
Supplément de revenu familial (SURF)																				
Allocation spécifique d'attente (ASA)										1,2	0,8	0,6								
Contrat d'avenir (CAV)																				
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																11,329	61,596	75,709	64,989	52,549
Revenu de solidarité active (RSA)																				
Revenu de solidarité (RSO DOM)												4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991	12,033	12,708	12,764

TIPF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allocation logement familiale (ALF)	25,3 %	23,8 %	21,6 %	20,2 %	19,5 %	19,2 %	18,8 %	19,1 %	19,1 %	19,4 %	19,9 %	20,2 %	20,2 %	20,2 %	20,4 %	20,7 %	21,0 %	21,2 %	21,4 %	21,4 %
Aide personnalisée au logement (APL)	51,9 %	53,3 %	49,9 %	47,5 %	46,9 %	46,4 %	46,4 %	46,1 %	45,5 %	45,1 %	44,5 %	44,4 %	43,9 %	43,3 %	42,7 %	42,3 %	41,9 %	41,8 %	41,5 %	41,4 %
Allocation logement sociale (ALS)	22,8 %	22,8 %	28,4 %	32,3 %	33,6 %	34,4 %	34,8 %	35,0 %	35,4 %	35,5 %	35,6 %	35,5 %	36,0 %	36,5 %	36,9 %	37,0 %	37,1 %	37,0 %	37,1 %	37,2 %

TIPF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM

Evolution en %	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	Raqqort 2009/1999	Raqqort 2009/2004	Raqqort 2004/1999
Accueil Jeune enfant																							
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	41,3 %	4,6 %	4,4 %	2,3 %			
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																	0,3 %	-2,6 %	-0,8 %	1,6 %			
PAJE de base naissance adoption (AB)																	41,9 %	0,4 %	2,1 %	-0,3 %			
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	47,4 %	-1,2 %	-2,1 %	-2,5 %			
CLCA taux plein																	41,6 %	-4,4 %	-4,1 %	-5,1 %			
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																	58,1 %	3,5 %	0,9 %	1,3 %			
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		-9,0 %	6,2 %				
PAJE CMG ensemble																183,9 %	67,2 %	20,3 %	14,3 %	11,0 %			
PAJE CMG complément assistante maternelle																	67,0 %	18,9 %	12,9 %	8,8 %			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																	58,6 %	9,0 %	4,3 %	3,0 %			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																	93,9 %	73,5 %	40,7 %	23,0 %			
PAJE CMG complément garde à domicile																	66,8 %	31,8 %	24,5 %	25,5 %			
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																	64,0 %	8,0 %	4,6 %	2,3 %			
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																	866,8 %	1 191,4 %	105,4 %	46,5 %			
PAJE CMG complément "structure"																	257,4 %	206,7 %	103,8 %	83,4 %			
Allocation pour jeune enfant (APIE)	0,7 %	-0,4 %	-1,4 %	-1,1 %	-2,8 %	-6,8 %	-6,5 %	-4,0 %	0,5 %	-0,6 %	0,8 %	-0,4 %	-1,2 %	-2,4 %	-48,4 %	-54,2 %							
dont APIE courte	0,3 %	-0,7 %	-5,0 %	-0,7 %	0,7 %	2,1 %	-13,2 %	-0,7 %	1,6 %	0,7 %	0,1 %	-2,6 %	-1,3 %	-2,2 %									
APIE longue	0,6 %	-0,3 %	-0,5 %	-1,4 %	-3,9 %	-9,7 %	-3,0 %	-5,3 %	0,1 %	-1,0 %	1,2 %	0,3 %	-1,1 %	-2,6 %	-32,5 %	-54,2 %							
Allocation parentale d'éducation (APE)	-3,2 %	-3,3 %	-6,9 %	-5,1 %	13,9 %	73,0 %	48,5 %	18,4 %	1,8 %	-0,6 %	0,8 %	2,3 %	1,0 %	0,2 %	-27,3 %	-53,1 %							
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	18,2 %	-7,7 %	25,0 %	38,0 %	20,8 %	87,8 %	42,5 %	23,4 %	-10,8 %	-10,7 %	-5,2 %	-7,4 %	-6,3 %	-2,0 %	-12,5 %	-24,1 %	-33,3 %	-35,8 %	-48,4 %	-72,8 %			
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			48,3 %	36,5 %	22,7 %	19,4 %	17,8 %	13,7 %	11,3 %	7,0 %	8,6 %	5,7 %	2,4 %	2,7 %	-9,9 %	-30,9 %	-42,1 %	-52,1 %	-56,1 %	-77,1 %			
Allocation d'adoption							85,0 %	-18,4 %	-2,9 %	-0,1 %	-6,1 %	1,0 %	1,3 %	16,4 %	-54,2 %	-95,3 %	-35,9 %	-48,1 %	-38,5 %	-100,0 %			
Famille : autres prestations																							
Allocations familiales (AF)	0,1 %	-0,1 %	-0,3 %	0,2 %	-0,8 %	0,1 %	-0,5 %	-0,5 %	-7,4 %	8,8 %	0,2 %	0,6 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	4,2 %	1,8 %	2,4 %
Complément familial (CF)	1,6 %	1,4 %	1,6 %	1,4 %	-1,0 %	-0,4 %	-8,0 %	-1,6 %	0,0 %	-0,7 %	3,1 %	-1,7 %	-2,3 %	-0,7 %	-0,6 %	-1,2 %	-2,3 %	-2,2 %	0,7 %	-0,1 %	-7,1 %	-4,9 %	-2,3 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	9,2 %	0,4 %	-0,9 %	4,6 %	3,0 %	0,4 %	0,1 %	1,5 %	-0,3 %	3,9 %	-1,0 %	0,4 %	-1,6 %	-1,8 %	0,3 %	-0,8 %	-1,7 %	-1,5 %	3,4 %	-1,5 %	-5,9 %	-2,2 %	-3,7 %
Aide à la scolarité							3,8 %	-3,5 %	7,5 %														
Allocation de soutien familial (ASF)	1,7 %	0,7 %	0,0 %	1,7 %	1,8 %	2,1 %	1,9 %	1,9 %	2,1 %	3,5 %	0,6 %	2,1 %	1,8 %	2,7 %	1,8 %	1,5 %	0,5 %	3,9 %	-1,0 %	4,3 %	19,7 %	9,4 %	9,3 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,0 %	3,0 %	1,0 %	1,2 %	1,2 %	0,8 %	2,3 %	2,3 %	2,8 %	1,2 %	2,7 %	4,4 %	1,7 %	4,5 %	4,7 %	4,6 %	11,5 %	-1,0 %	4,9 %	4,7 %	51,1 %	26,7 %	19,3 %
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													42,8 %	35,6 %	7,6 %	12,0 %	12,1 %	5,7 %	-6,9 %	0,4 %			
Prestations hors métropole	-4,1 %	-9,5 %	-4,8 %	-15,1 %	-10,5 %	-10,7 %	-6,9 %	-7,0 %	-12,6 %	-30,7 %	-20,9 %	-4,8 %	-23,5 %	-9,8 %	-16,5 %	-16,8 %	1,7 %	-15,8 %	-12,4 %	-25,3 %			
Allocation différentielle	12,5 %	5,6 %	-5,3 %	-20,0 %	-16,7 %	-15,8 %	24,8 %	28,5 %	-15,2 %	23,9 %	-33,5 %	1,7 %	-0,1 %	-3,4 %	1,8 %	-9,0 %	-3,6 %	1,9 %	3,4 %	-11,0 %			
Allocataires sous tutelles													6,3 %	9,3 %	4,7 %	6,2 %	4,5 %	1,3 %	3,9 %	3,2 %	0,3 %		13,9 %
Logement	3,2 %	2,9 %	8,7 %	7,9 %	5,2 %	3,4 %	2,2 %	0,1 %	2,3 %	-0,5 %	0,1 %	-1,3 %	-0,5 %	-1,4 %	-0,6 %	0,3 %	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	0,5 %	4,2 %	-3,6 %
Allocation logement familiale (ALF)	-3,4 %	-3,1 %	-1,2 %	0,6 %	2,0 %	1,9 %	0,0 %	1,5 %	2,6 %	1,2 %	2,7 %	-0,1 %	-0,5 %	-1,3 %	0,6 %	1,7 %	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	10,7 %	9,3 %	1,3 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6,6 %	5,5 %	1,8 %	2,8 %	3,8 %	2,4 %	2,1 %	-0,4 %	0,8 %	-1,3 %	-1,2 %	-1,6 %	-1,6 %	-2,6 %	-2,0 %	-0,8 %	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	-7,8 %	1,0 %	-8,7 %
Allocation logement sociale (ALS)	3,6 %	3,1 %	35,4 %	22,5 %	9,5 %	5,8 %	3,7 %	0,5 %	3,7 %	-0,4 %	0,3 %	-1,5 %	0,9 %	0,0 %	0,5 %	0,7 %	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	5,4 %	5,1 %	0,2 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																							
Minima sociaux et contrats aidés																							
Allocation de parent isolé (API)	0,4 %	0,3 %	1,6 %	2,7 %	3,1 %	-3,1 %	-0,7 %	0,7 %	-0,3 %	3,1 %	1,2 %	3,8 %	2,5 %	4,4 %	4,0 %	4,8 %	5,5 %	-5,6 %	-2,4 %	-85,1 %	-82,3 %	-84,9 %	16,8 %
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	2,8 %	2,6 %	2,9 %	2,4 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,8 %	3,1 %	3,8 %	2,6 %	3,1 %	2,2 %	2,0 %	2,6 %	1,9 %	0,4 %	1,1 %	4,4 %	4,1 %	27,2 %	12,4 %	13,2 %
Compléments MVA, AFH, GRPH					44,0 %	7,8 %	6,1 %	4,2 %	6,9 %	9,8 %	4,5 %	4,0 %	2,3 %	2,5 %	3,7 %	4,2 %	3,3 %	1,1 %	5,9 %	3,5 %		19,3 %	
Revenu minimum d'insertion (RMI)							6,8 %	5,7 %	4,2 %	2,9 %	-4,2 %	-2,1 %	1,6 %	4,9 %	8,2 %	4,1 %	-0,8 %	-8,3 %	-2,5 %	-87,8 %	-87,8 %		8,2 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																375,3 %	136,6 %	27,4 %	-15,1 %	-37,9 %			
Contrat d'avenir (CAV)																	443,7 %	22,9 %	-14,2 %	-19,1 %			
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																							
Revenu de solidarité active (RSA)																							
Revenu de solidarité (RSO DOM)													76,5 %	3,7 %	7,6 %	9,2 %	10,3 %	9,5 %	5,6 %	0,4 %			

TIPF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978

Nombre de bénéficiaires en milliers	1978	1979	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil Jeune enfant																				
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)															755,99	1 430,54	2 022,95	2 119,83	2 216,82	2 269,80
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)															52,59	54,16	54,22	52,95	52,47	53,31
PAJE de base naissance adoption (AB)															662,35	1 278,52	1 814,87	1 822,43	1 860,88	1 856,90
PAJE complément (optionnel) libre choix activité															183,71	408,82	602,44	595,08	582,47	568,17
CLCA taux plein															127,45	267,66	378,73	361,97	347,34	329,93
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)															56,26	141,17	223,05	230,88	233,02	236,00
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																	0,68	2,30	2,10	2,23
PAJE CMG ensemble															111,32	315,70	528,00	634,97	725,62	804,90
PAJE CMG complément assistante maternelle															103,87	294,58	492,04	585,23	660,44	718,39
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans															111,78	306,22	485,82	529,33	552,06	568,51
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans															16,30	44,29	85,92	148,96	209,56	257,66
PAJE CMG complément garde à domicile															7,41	20,74	34,62	45,60	56,77	71,24
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans															7,39	20,67	33,91	36,59	38,25	39,08
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans															0,02	0,07	0,71	9,01	18,52	27,10
PAJE CMG complément structure															0,05	0,38	1,35	4,14	8,41	15,26
Allocation pour jeune enfant (APJE)				443	1 786	1 572	1 399	1 340	1 346	1 337	1 348	1 341	1 324	1 292	662,63	303,51	0,02	0,01	0,01	0,01
dont APJE courte				441	503	485	405	401	408	410	410	400	395	386						
APJE longue				2	1 375	1 167	1 073	1 016	1 016	1 006	1 019	1 021	1 009	983	662,63	303,51	0,02	0,01	0,01	0,01
Allocation parentale d'éducation (APE)				3	180	303	448	528	536	533	537	549	555	556	403,78	189,34	0,39	0,21	0,13	0,00
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)					13	47	67	82	73	65	62	57	54	53	46,18	35,12	23,40	15,03	7,77	2,12
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)						326	384	436	486	520	564	596	611	627	565,09	390,42	226,37	108,49	47,65	10,92
Allocation d'adoption						1,1	2,0	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,83	0,04	0,02	0,01	0,01	
Famille : autres prestations																				
Allocations familiales (AF)	4 318	4 387	4 388	4 484	4 500	4 473	4 472	4 441	4 103	4 466	4 471	4 493	4 507	4 528	4 547,18	4 568,57	4 581,24	4 589,43	4 596,54	4 622,09
Complément familial (CF)	2 766	2 841	2 805	2 569	899	938	918	903	903	897	925	909	887	880	873,48	863,03	844,33	826,16	831,69	831,12
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2 302	2 366	2 279	2 527	2 700	2 912	2 913	2 950	2 937	3 055	3 018	3 026	2 980	2 922	2 927,10	2 900,24	2 849,52	2 804,76	2 903,93	2 858,69
Aide à la scolarité						682	698	705												
Allocation de soutien familial (ASF)	345	380	383	441	463	506	514	522	533	551	553	563	571	586	597,10	604,25	605,66	628,32	621,06	651,09
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	67	73	69	85	91	99	101	103	105	107	109	114	116	121	127,07	132,74	148,54	146,66	153,37	160,86
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)												1,7	2,5	3,4	3,62	4,06	4,56	4,82	4,49	4,51
Salaire unique - frais de garde, majorations	1 179	853	679	nd																
Allocations prénatales	2 157	2 193	2 276	nd																
Allocations postnatales	2 070	2 065	2 104	nd																
Congé de naissance	366	359	346	nd																
Prime de protection de la maternité																				
Prestations hors métropole	284	281	269	188	116	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15,42	12,83	13,06	11,00	9,64	7,20
Allocation différentielle		2	4	9	18	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,32	10,30	9,93	10,12	10,47	9,32
Allocataires sous tutelles										nd	222	236	256	268	284,57	296,56	299,96	311,56	321,36	322,31
Logement	2 840	2 998	3 068	4 126	4 527	5 927	6 052	6 058	6 183	6 144	6 140	6 052	6 016	5 923	5 886,30	5 899,20	5 750,74	5 786,97	6 107,96	6 121,20
Allocation logement familiale (ALF)	2 014	2 006	1 874	1 619	1 110	1 091	1 084	1 094	1 119	1 129	1 156	1 150	1 140	1 120	1 126,90	1 145,69	1 134,40	1 148,80	1 230,37	1 232,67
Aide personnalisée au logement (APL)	9	94	255	1 427	2 381	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 584,98	2 565,28	2 482,08	2 493,15	2 613,40	2 611,66
Allocation logement sociale (ALS)	817	898	939	1 080	1 036	2 041	2 113	2 120	2 196	2 184	2 187	2 151	2 169	2 166	2 174,42	2 188,23	2 134,26	2 145,02	2 264,20	2 276,88
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																	68,24	65,56		
Ménages sociaux et contrats aidés																				
Allocation de parent isolé (API)	40	52	61	110	131	148	149	151	150	155	157	161	164	170	175,65	182,33	191,06	177,12	171,96	0,19
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	243	300	356	457	519	594	609	627	647	671	689	711	727	741	760,08	774,21	776,65	785,62	820,33	854,16
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)						104	111	115	123	135	141	147	150	154	159,58	140,25	122,60	122,00	129,27	133,28
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26,03	48,85	51,25	54,29	56,86
Revenu minimum d'insertion (RMI)					422	841	904	956	993	1 018	965	938	951	999	1 083,88	1 134,51	1 124,61	1 028,27	1 005,80	2,47
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																				1 725,93
Dt RSA avec majoration isolement																				
Dt RSA sans majoration isolement																				
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)															0,94	4,18	10,14	13,04	11,85	7,39
Supplément de revenu familial (SURF)				29																
Allocation spécifique d'attente (ASA)										1,21	0,76	0,59								
Contrat d'avenir (CAV)																10,30	52,33	62,58	56,16	46,96
Contrat d'avenir (CAV)																				
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi, 1 000 €)																		185,79	167,92	8,16
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																		2,53	14,66	2,79

TIPF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil Jeune enfant															2163,618	2 140,665	2 205,023	2 254,946	2 240,484		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																756,070	1 435,114	2 026,899	2 125,535	2 215,765	2 266,845
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																52,850	54,406	54,611	53,202	52,861	53,765
PAJE de base naissance adoption (AB)																665,671	1 285,663	1 824,851	1 833,882	1 874,784	1 870,213
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																178,922	398,287	587,258	580,664	569,976	555,482
CLCA taux plein																124,615	262,023	371,655	355,178	341,767	324,382
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																54,307	136,264	214,927	223,185	226,107	228,866
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,676	2,301	2,102	2,234
PAJE CMG ensemble																107,508	305,908	497,293	615,293	703,485	774,398
PAJE CMG complément assistante maternelle																100,267	284,786	462,119	565,704	638,642	694,221
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																107,888	296,029	475,869	513,034	535,379	551,069
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																15,728	42,705	66,044	145,869	204,603	251,113
PAJE CMG complément garde à domicile																7,197	20,749	33,846	45,537	56,604	65,370
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7,180	20,677	33,680	36,650	38,306	38,486
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans																0,017	0,072	0,166	8,887	18,298	26,884
PAJE CMG complément structure																0,044	0,373	1,328	4,052	8,239	14,807
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 331	1 285	1 295	1 293	1 315	1 313	1 298	1 267	658,428	310,146				
dont APJE courte	440	444	446	427	424	427	439	383	384	391	394	399	387	382	373						
APJE longue	1 190	1 203	1 213	1 221	1 209	1 168	1 058	1 024	974	977	974	993	1 003	994	969	658,428	310,146				
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	410	485	493	491	494	506	512	513	373,227	182,755	0,316	0,194	0,129	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	11	14	21	25	47	66	82	73	65	61	56	53	51	45,645	34,745	23,104	14,866	7,780	2,114
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			106	159	219	268	321	379	422	469	502	546	574	591	606	547,157	378,807	220,423	105,502	47,638	10,857
Allocation d'adoption							1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	0,632	0,035	0,022	0,012	0,008	
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS															4 906	4 984,249	5 275,768	5 287,331	5 300,213		
Allocations familiales (AF)	3 829	3 852	3 879	3 895	3 919	3 957	3 995	4 008	4 036	3 765	4 115	4 139	4 179	4 210	4 254	4 319,977	4 599,404	4 619,216	4 638,726	4 658,612	4 682,468
Complément familial (CF)	810	825	844	865	886	901	902	827	819	826	823	856	846	829	824	827,143	847,687	830,302	813,807	820,893	822,327
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 209	2 428	2 454	2 474	2 581	2 704	2 733	2 748	2 809	2 814	2 935	2 912	2 933	2 894	2 851	2 877,257	2 919,801	2 873,708	2 835,623	2 938,833	2 900,787
Aide à la scolarité						662	692	670	726												
Allocation de soutien familial (ASF)	463	474	481	486	498	521	533	543	555	567	589	593	608	619	637	653,783	681,188	683,985	711,786	705,104	735,916
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	78	80	83	85	85	87	89	91	94	98	99	102	107	109	114	120,779	131,573	147,335	145,469	153,043	160,316
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,2	3,404	3,941	4,421	4,667	4,428	4,396
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	10,891	10,030	9,039	7,218	7,012	4,847
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934	10,124	10,473	9,316
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	248	261	275,261	290,380	302,813	314,679	324,904	326,090
Famille sans minima, sans prestation logement																2 090,669	3 925,468	4 018,899	4 076,584		
Monoparentalité (ASF, API)															746	767,043	801,093	811,832	807,511		
Logement	4 077	4 231	4 354	4 763	5 178	5 477	5 690	5 845	5 867	6 004	5 981	5 976	5 909	5 882	5 802	5 775,998	5 800,775	5 660,919	5 705,929	6 033,485	6 058,356
Allocation logement familiale (ALF)	1 054	1 031	1 001	989	1 012	1 048	1 086	1 103	1 123	1 154	1 170	1 199	1 200	1 192	1 177	1 187,232	1 209,667	1 199,470	1 216,984	1 301,125	1 307,006
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484,430	2 466,157	2 385,445	2 397,632	2 517,212	2 516,425
Allocation logement sociale (ALS)	888	920	947	1 324	1 646	1 811	1 921	1 996	2 011	2 093	2 088	2 093	2 067	2 088	2 090	2 104,336	2 124,951	2 076,004	2 091,313	2 215,148	2 234,925
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		69,482	66,744		
Minima sociaux et contrats aidés																3 722,352	2 163,648	2 248,706	2 145,345		
Allocation de parent isolé (API)	149	149	150	154	160	167	163	161	162	162	167	169	176	180	188	195,441	204,873	216,278	204,304	199,500	29,763
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	483	498	512	527	541	556	574	591	610	630	656	674	698	717	733	752,988	768,414	772,296	781,972	817,851	851,316
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					65	95	103	109	113	121	133	139	145	149	153	158,248	139,360	121,062	128,529	132,629	
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																	25,620	48,418	50,768	53,832	56,423
Revenu minimum d'insertion (RMI)	397	496	568	655	775	888	925	989	1 045	1 088	1 120	1 072	1 052	1 069	1 121	1 215,585	1 266,429	1 255,549	1 151,180	1 120,527	139,332
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																					1 697,357
Dt RSA avec majoration isolement																					237,922
Dt RSA sans majoration isolement																					1 459,435
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																					
Supplément de revenu familial (SURF)	46															0,520	4,218	10,591	13,689	11,662	7,299
Allocation spécifique d'attente (ASA)																					
Contrat d'avenir (CAV)											1	1	0,5				11,135	59,857	73,408	62,840	51,200
Prime mensuelle d'intéressement (PI, 150 - 225 €)																			195,125	179,445	16,568
Revenu de solidarité active (RSA)																			2,533	13,927	2,792
Revenu de solidarité (RSO DOM)													4,6	8,2	8,5	9,124	9,963	10,991	12,033	12,708	12,764

TIPF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Accueil Jeune enfant												2 149	2 174	2 174	2 178	2 065,903	2 127,706	2 175,750	2 161,347		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																726,318	1 378,634	1 948,142	2 046,517	2 136,139	2 187,930
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)												50,662	52,289	52,388		51,158	50,776		51,638		
PAJE de base naissance adoption (AB)												638,394	1 232,064	1 749,620		1 758,562	1 798,843	1 795,342			
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												176,330	392,270	578,241		571,838	561,499	547,686			
CLCA taux plein												122,332	256,819	364,028		347,901	334,885	318,237			
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)												53,998	135,451	213,556		221,707	224,574	227,278			
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																0,657	2,230	2,040	2,171		
PAJE CMG ensemble												107,019	304,217	494,603		612,067	699,744	770,044			
PAJE CMG complément assistante maternelle												99,856	283,391	459,896		563,129	635,736	691,084			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans												107,460	294,597	473,601		510,466	532,570	548,060			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans												15,716	42,673	65,997		145,727	204,352	250,803			
PAJE CMG complément garde à domicile												7,119	20,454	33,381		44,893	55,809	64,389			
Avec présence d'enfants de moins de 3 ans												7,103	20,382	33,215		36,109	37,718	37,840			
Avec présence d'enfants de 3 à 6 ans												0,016	0,072	0,166		8,784	18,091	26,549			
PAJE CMG complément structure												0,044	0,372	1,326		4,045	8,199	14,571			
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 263	1 217	1 225	1 222	1 244	1 241	1 227	1 198	619,428	292,297				
dont APJE courte	440	444	446	427	424	427	439	368	367	374	377	381	370	366	357						
APJE longue	1 190	1 203	1 213	1 221	1 209	1 168	1 058	966	919	922	918	937	945	936	913	619,428	292,297				
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	409	480	487	485	487	500	505	506	368,097	180,321	0,312	0,192	0,128	
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	11	14	21	25	46	66	81	72	65	60	56	53	51	45,417	34,647	23,009	14,822	7,765	2,112
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			106	159	218	268	321	378	421	468	501	544	572	589	604	545,513	377,867	220,070	105,427	47,609	10,854
Allocation d'adoption							1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	0,627	0,032	0,019	0,010	0,008	
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS												4 787	4 833	4 833	4 870	4 725,391	5 012,795	5 021,252	5 031,020		
Allocations familiales (AF)	3 636	3 653	3 675	3 685	3 701	3 727	3 759	3 795	3 817	3 553	3 886	3 905	3 938	3 965	4 003	4 061,650	4 337,015	4 353,763	4 370,105	4 384,810	4 412,710
Complément familial (CF)	730	742	757	775	794	803	804	793	786	792	790	822	812	796	790	791,628	812,392	796,457	780,735	787,242	788,612
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 111	2 317	2 340	2 360	2 477	2 553	2 586	2 595	2 658	2 656	2 775	2 750	2 766	2 729	2 684	2 708,006	2 748,413	2 704,191	2 667,079	2 767,424	2 731,711
Aide à la scolarité							598	626	646	657											
Allocation de soutien familial (ASF)	407	417	423	426	438	458	468	477	486	496	515	517	527	536	552	565,794	591,137	592,370	615,403	608,868	638,919
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	75	77	80	82	82	84	86	88	91	94	95	98	103	105	110	115,959	126,418	142,115	139,861	146,734	154,016
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,1	3,366	3,903	4,393	4,634	4,409	4,374
Salaire unique - frais de garde, majorations																					
Allocations prénatales																					
Allocations postnatales																					
Congé de naissance																					
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	10,891	10,030	9,039	7,218	7,012	4,847
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11,317	10,303	9,934	10,124	10,473	9,316
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	247	259	273,545	287,900	299,751	311,355	321,290	322,312
Famille sans minima, sans prestation logement																1 957,381	3 790,104	3 878,543	3 926,180		
Monoparentalité (ASF, API)												692	708	708	722	671,695	702,312	710,284	703,561		
Logement	4 038	4 184	4 298	4 697	5 105	5 391	5 594	5 739	5 752	5 880	5 848	5 834	5 759	5 727	5 640	5 609,592	5 628,795	5 489,032	5 531,317	5 850,883	5 870,490
Allocation logement familiale (ALF)	1 022	993	957	939	958	986	1 018	1 030	1 043	1 068	1 079	1 103	1 099	1 089	1 071	1 078,549	1 098,266	1 088,707	1 104,781	1 185,750	1 189,235
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484,430	2 466,157	2 385,445	2 397,632	2 517,212	2 516,425
Allocation logement sociale (ALS)	881	911	935	1 308	1 626	1 787	1 892	1 965	1 976	2 054	2 045	2 047	2 017	2 036	2 035	2 046,613	2 064,372	2 014,880	2 028,904	2 147,921	2 164,830
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil.-déc.)																		68,236	65,562		
Minima sociaux et contrats aidés																3 518,230	2 028,284	2 030,931	1 934,202		
Allocation de parent isolé (API)	128	129	131	136	144	150	147	148	150	149	154	156	160	163	169	174,472	181,060	189,876	176,032	171,074	0,192
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	464	478	492	507	521	536	553	570	588	608	634	651	674	692	708	726,967	741,665	745,136	754,605	789,377	822,134
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					65	94	101	107	112	119	131	137	143	146	150	155,475	136,577	118,950	118,367	125,656	129,743
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																	25,475	47,724	50,029	53,086	55,714
Revenu minimum d'insertion (RMI)	325	408	474	559	678	783	820	882	934	969	993	941	917	929	975	1 061,005	1 111,374	1 101,372	1 007,117	983,807	2,405
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																					1 697,357
Dt RSA avec majoration isolement																					237,922
Dt RSA sans majoration isolement																					1 459,435
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																0,479	3,734	9,690	12,662	11,567	7,274
Supplément de revenu familial (SURF)	19																				
Allocation spécifique d'attente (ASA)											0,53	0,52	0,54								
Contrat d'avenir (CAV)																					
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																	10,101	50,593	60,274	54,007	45,608
Revenu de solidarité active (RSA)																			182,351	166,565	7,659
																			2,533	13,927	2,792

Les produits et les charges de la branche Famille

*En 2009, les charges de la branche Famille ont atteint 60,0 milliards d'euros, les produits 58,17 milliards d'euros, soit un résultat négatif de - 1,83 milliard d'euros. Entre 2008 et 2009, en euros constants, les charges progressent de + 2,6 %, les produits de + 0,01 %. **Hors prestations remboursées par l'Etat, les charges progressent de + 3,5 %, les produits de +0,6 %** (hors remboursement de ces prestations).*

Les cotisations des actifs représentent 56 % des recettes en 2009 contre 87 % en 1990. La Csg mise en place en février 1991 atteint 21 % des produits de la branche, le remboursement des prestations par l'Etat 11 %. Les impôts et taxes affectés représentent 7,1 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge n'est plus que de 1,7 %.

Les prestations Famille ont progressé en volume de + 3,2 %, avec + 11 % pour le complément mode de garde de la Paje) et + 4 % pour les prestations versées aux enfants handicapés. La croissance en volume de l'allocation de logement familiale est de + 2,4 %, celle de l'allocation aux adultes handicapés atteint + 8,9 %. L'évolution en volume des prestations directes du Fnpf, hors Api et hors Aah (34,27 milliards d'euros) est de + 3,3 % en 2009.

*Les transferts assurant le financement de prestations (7,58 milliards d'euros, assurance vieillesse des parents au foyer, contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse, congé de paternité) ont progressé en volume de + 7,2 % en 2009. Le relèvement du taux de **contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse** (15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % en 2003, 70 % en 2009, soit 2,88 milliards d'euros) participe à l'effritement de l'excédent de la branche.*

Les dépenses de prestations extra-légales (3,97 milliards d'euros) progressent de + 2,3 % en volume en 2009 (+ 63 % depuis 1999).

*Les charges de **gestion** courante de la branche (2,29 milliards d'euros) représentent 4,3 % des dépenses. Elles progressent en volume de 9,1 % en 2009 suite à l'embauche de personnel pour faire face à la mise en place du Rsa au 1^{er} juin 2009.*

Les chiffres de ce chapitre retracent les produits et les charges de la branche Famille (et non les recettes et les dépenses de l'identité comptable Cnaf : Fnpf + Fnas + Fnga) :

- l'ensemble des régimes de prestations familiales, en métropole et dans les Dom est couvert ;
- l'allocation aux adultes handicapés et l'allocation de parent isolé sont prises en compte (cf. encadré 1, pour la non-prise en compte des opérations en capital, du Fnal et du Rmi...).

Le chapitre 1 présente un cadre plus global intégrant le Fnal, les minima sociaux et les aides à l'emploi. Le chapitre 8 de la brochure PF 2006 détaille l'évolution de la législation relative aux recettes.

58,2 milliards d'euros de produits

56,4 % des produits de la branche Famille correspondent aux **cotisations** sociales des actifs assises sur les salaires, à celles des employeurs travailleurs indépendants (Eti) et des régimes agricoles.

La contribution sociale généralisée (Csg) représente près de 21 % des produits, le remboursement par l'Etat de l'Aah et de l'Api 11,2 %, les transferts et revenus divers 2,5 %. En 2009, les impôts et taxes affectés représentent 7,1 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge par l'Etat et la Cnam n'est plus que de 1,7 %.

En dix ans, les cotisations sociales des actifs ont progressé en volume de + 17 %, la Csg de + 25 %. En conséquence, la croissance des recettes en euros constants est de + 24,7 % sur la période 1999-2009 (avec + 0,6 % entre 2008 et 2009).

Encadré 1**Le champ des différents comptes****Sont exclus le Fnh, le Fnal et le Rmi...**

Les dépenses relatives à l'aide personnalisée au logement, à l'allocation logement sociale, à l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, au revenu minimum d'insertion, au contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, au contrat d'avenir, à la prime de retour à l'emploi, à la prime mensuelle d'intéressement et au revenu de solidarité ne sont retracées :

- ni dans les trois fonds gérés par la Cnaf (*fonds national des prestations familiales, d'action sociale et de gestion administrative*) ;
- ni dans les comptes consolidés de la branche Famille (cf. chapitre 1.1 pour une présentation plus générale).

Toutefois, la Cnaf participe au financement du Fnal (fusionné avec le Fnh en 2006, cf. chapitre 7).

En droits constatés depuis 1996

- La comptabilité en droits constatés consiste à enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation et non plus à la date du règlement financier. Le résultat de la période concernée est formé des produits et des charges dont le fait générateur a pris naissance pendant cet exercice, que les opérations en question aient donné lieu ou non à encaissement ou paiement.

• Les résultats de la Cnaf sont établis depuis 1996 dans le nouveau système de comptabilisation en droits constatés.

• Les séries de recettes, de dépenses et de prestations¹ sont fortement affectées par le passage aux droits constatés. Les chiffres comptables 1996 comportant pratiquement treize mois de cotisations et de prestations, les taux d'évolution sont majorés entre 1995 et 1996, minorés entre 1997 et 1996.

• En dehors des chapitres 6, 1 et 4 de cette brochure, les statistiques de prestations ne retracent que douze mois de prestations en 1996, afin que les taux d'évolution 1996/1995 et 1997/1996 soient aussi justes que possible.

Evolutions 1991-1994

Par ailleurs, il est à noter que les recettes et les dépenses diverses 1991 à 1994 sont affectées par le mode de comptabilisation des régimes de La Poste et des Télécom².

D'une part, les comptes de la Cnaf
(Fnpf + Fnas + Fnga) et...

d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille (hors opérations en capital)

- **Depuis 2003, une nouvelle présentation du rapport de l'Agent comptable**

La présentation adoptée depuis le rapport 2003 de l'Agent comptable est inspirée des conclusions des travaux du Haut Conseil de la comptabilité des organismes de Sécurité sociale. Ce rapport retrace les principaux postes de charges et de produits retenus par la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc).

- Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le rapport d'activité de l'Agent comptable. Le cadre est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

- **Les opérations en capital ne sont pas couvertes** par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

- L'écart entre les deux présentations (« Cnaf » ou « branche Famille ») est également affecté en 2003 par des différences dans la prise en compte de certains postes³.

- **Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation de 2002 à 2009**

- La comparaison des deux champs est ainsi facilitée.

- Le suivi des recettes et dépenses des trois fonds nationaux permet de suivre l'évolution du fonds de roulement de la Cnaf.

- Depuis la brochure PF 2004, les commentaires portent sur la nouvelle présentation « **branche Famille** ».

- Le problème des raccordements de séries correspondant à des champs hétérogènes est présenté de façon pragmatique. Les masses en jeu sont telles que la différence de champ a relativement peu d'impact sur les taux d'évolution.

Encadré 2**Excédent Cnaf et apurement des déficits**

• Pour l'exercice 1993, la Cnaf est excédentaire de 9,9 milliards de francs grâce à l'apport exceptionnel du produit de la majoration du taux de la Csg (plus de 18 milliards). Les excédents cumulés de la Cnaf s'élevaient à 59,6 milliards de francs en 1993, à 66,3 milliards pour le seul Fnpf.

• En 1994, la Cnaf comptabilise un déficit de 8,4 milliards de francs. La comptabilisation en 1994 de 2,1 milliards de francs de recettes sur les exercices 1991-1993, relatives aux régimes de La Poste et des Télécom, a minoré ce déficit.

Les brusques variations du solde de la Cnaf sont en partie imputables à des mesures techniques.

Apurement des déficits fin 1993

La dette de l'Acosse à l'égard de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc) constatée en 1993 est transférée à l'Etat dans la limite de 110 milliards de francs à compter du 1^{er} janvier 1994. Le rapport de l'Agent comptable pour l'exercice 1994 fait état d'un report à nouveau pour la Cnaf de + 558 millions d'euros résultant de cette « remise à zéro ».

Apurement du report à nouveau repris par la Caisse d'amortissement de la dette sociale⁴

• Une somme de 137 milliards de francs a été répartie au prorata du report à nouveau négatif de chacune des caisses nationales du régime général arrêté au 31 décembre 1995. Il s'agissait de la dette de l'Acosse auprès de la Cdc et reprise par la Cades. Le montant repris par la Cnaf est fixé à + 7,97 milliards d'euros.

• L'apurement du report à nouveau négatif fixé par l'arrêté du 28 décembre 1998 s'élève à + 3,0 milliards d'euros.

• Par ailleurs, à l'occasion de l'apurement de la dette du régime général, reprise par la Cades, trois affaires en instance dans les comptes de la Cnaf ont été réglées :

- 25 milliards de francs d'Avpf en 1995

• La loi du 25 juillet 1994, qui a prévu la mise en œuvre effective du principe de séparation de la trésorerie des quatre branches du régime général, rendait nécessaire la normalisation des versements de l'assurance vieillesse des parents au foyer par la Cnaf à la Cnav. Le montant des versements effectués en 1995 apure les transferts entre la Cnaf et la Cnav au 1^{er} janvier 1996 par une régularisation de 3,84 milliards d'euros (25,2 milliards de francs).

+ 0,46 milliard d'euros de solde « divers » en provenance de l'Etat en 1995

• En recettes diverses 1995 figure un abandon de « créances » par l'Etat, à hauteur de 0,56 milliard d'euros (3,7 milliards de francs), au titre des écritures de compensation des prestations familiales qu'il a versées à ses agents de 1970 à 1979.

• La Cnaf abandonne une « créance » sur l'Etat à hauteur de 0,11 milliard d'euros (740 millions de francs) au titre des avances et acomptes qu'elle a versés pour l'allocation aux adultes handicapés entre 1977 et 1979. Ces deux dernières opérations améliorent de 0,46 milliard d'euros le solde 1995 de la Cnaf.

Fonds de solidarité vieillesse

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge par le Fnpf est de :

- 15 % en 2001, soit 437 millions d'euros ;
- 30 % en 2002, soit 902 millions d'euros ;
- 60 % de 2003 à 2008 ;
- **70 % en 2009** : 2 882,8 millions d'euros en 2009, soit 497 millions de plus qu'en 2008.

La contribution de la CNAF est portée à :

- 85 % en 2010 ;
- 100 % en 2011.

Le fonds d'investissement pour la petite enfance

Ce fonds a financé le développement des structures d'accueil à concurrence de 26,6 millions d'euros en 2001, 39,6 millions en 2002, 48,1 millions en 2003, 42,6 millions en 2004, 27,3 millions en 2005, 18,6 millions en 2006, 8,6 millions en 2007, 5,4 millions en 2008 et 2,8 millions en 2009. Fin 2009, le Fipe dispose de **9,13 millions de réserves** (cf. T1PF 681).

D'autres fonds ont pris le relais.

o O o

Compte tenu des + 558 millions d'euros de remise à zéro de 1994, des + 7,97 milliards de 1996, des 3,0 milliards de 1998 et des 11,88 millions de réserves pour le financement du Fipe, le **solde cumulé de la Cnaf s'élève fin 2009 à + 1,34 milliards d'euros** (compte tenu du déficit de - 1,78 milliard en 2009, cf. T1PF 681).

Encadré 3 : Le financement par l'Etat⁵ (au sens large) : 41,2 % des produits de la branche Famille en 2007 (15 % en 1982)

Apparu en 1982, le financement de l'Etat est voisin de :

- 15 à 16 % des recettes de la Cnaf en 1983-1984 ;
- 10 à 12 % entre 1985 et 1990 ;
- 26 % en 1991 ;
- **30 % en 1992 avec la mise en place de la Csg ;**
- **39,4 % en 1993** avec, d'une part, l'affectation exceptionnelle à la Cnaf du produit de la majoration de taux de la Csg et, d'autre part, le **remboursement de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire** ;
- 37,3 % en 1994 avec :
 - d'une part, la diminution de la Csg et la suppression de la participation de l'Etat au régime des exploitants agricoles ;
 - d'autre part, une forte progression de la **prise en charge de cotisations** ;
- 38,8 % en 1995 ;
- 35,6 % en 1996 ;
- 38,0 % en 1997 ;
- 38,5 % en 1998. L'assiette du prélèvement sur les revenus est étendue ;
- 40,4 % en 1999. L'allocation de parent isolé est prise en charge par l'Etat ;
- 39,9 % en 2000, avec modification de la règle d'affectation à la Cnaf du prélèvement sur les revenus du patrimoine, suppression de la contribution de la Cnaf au Fastif et financement partiel de la majoration d'Ars ; aux alentours de 39 % entre 2001 et 2004, 39,7 % en 2005 ;
- **41,3 % en 2008**. Le financement de l'Etat atteint 24,0 milliards d'euros (cf. *TIPF 661-2*).

Depuis 1999, la contribution de l'Etat à la branche Famille a progressé de 24 % en volume. La Csg représente 51 % du financement par l'Etat, les autres impôts et taxes affectés 18 %, les cotisations prises en charge 3 %, le remboursement de l'Aah et de l'Api 28 %.

Dates marquant

L'évolution de la contribution de l'Etat

- | | |
|---------|---|
| 1982 | • début des mesures en faveur de l'emploi (prise en charge de cotisations) ; |
| 1983 | • remboursement de l'Aah ;
• intégration des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf (prise en compte de la subvention de l'Etat qui comble l'insuffisance de cotisations de ce régime) ; |
| 1983-84 | • prélèvement conjoncturel de 1 % sur les revenus pour faire face aux déficits ; |
| 1985 | • prélèvement limité aux valeurs mobilières ; |
| 1989-90 | • compensation partielle du déplafonnement des cotisations ; |

- | | |
|-----------|---|
| 1991 | • mise en place de la contribution sociale généralisée ; |
| 1993 | • affectation exceptionnelle du produit de 1,3 point de la Csg à la Cnaf ; |
| 1993-99 | • remboursement de la majoration d'Ars (partiellement en 1995, totalement auparavant et de 1996 à 1999) ;
• mise en place des exonérations ⁶ de cotisations Af pour les salaires proches du Smic, auxquelles se substitue, le 1 ^{er} octobre 1996, une ristourne dégressive ; |
| 1997 | • extension de l'assiette de la Csg ; |
| 1998 | • extension de l'assiette du prélèvement de 1 % à l'ensemble des revenus du patrimoine (dans les mêmes conditions que pour la Csg) ; |
| 1999 | • remboursement de l'Api ;
• affectation à la Cnaf de 50 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (866 millions d'euros) ; |
| 2000 | • remboursement de la majoration d'Ars à hauteur de 316 millions d'euros ;
• affectation à la Cnaf de 13 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (202 millions d'euros) ;
• suppression de la contribution de la Cnaf au financement du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille (Fastif) qui est financé par l'Etat et l'Union européenne ⁷ ;
• création du Forec ;
• suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, suppression de la contribution de la Cnaf au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle ; |
| 2001 | • suppression totale du remboursement de la majoration d'Ars par l'Etat (avec intégration de la majoration dans la prestation de base) ;
• la Cnaf est privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée ; |
| 2006 | • remplacement du dispositif de prise en charge des cotisations par l'Etat par une série d' impôts et taxes affectés (sauf pour les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche) ;
• élargissement de l'assiette de la Csg aux intérêts et primes des comptes et des plans d'épargne logement (Pel) ouverts depuis plus de dix ans ⁸ . |
| 2009-2010 | • l'Api métropole est remplacée par le Rsa en janvier 2009. L'Api et l'Aah ne relèvent plus du Fnpf en janvier 2010. |

L'accroissement en volume des produits (+ 10,1 milliards d'euros 2009 depuis 1999, cf. T1PF 621) se décompose ainsi :

+ 3,6 milliards de cotisations sur salaires ;
+ 3,1 milliards pour les autres impôts et taxes affectés ;

+ 2,4 milliards au titre de la Csg ;

+ 1,2 milliard de cotisations des non-salariés.

La variation des autres postes de recettes se compense (+ 1,4 milliard pour les autres recettes, – 1,4 milliard de cotisations prises en charge).

23,3 milliards de recettes financées par l'Etat en 2009

Les recettes de la branche Famille sont marquées par un financement croissant de l'Etat apparu en 1982 et une décroissance parallèle de la part des cotisations (cf. l'encadré 3 pour l'historique et T1PF 641). Le financement de l'Etat intervient à travers quatre postes : la contribution sociale généralisée (Csg), le remboursement de l'Aah et de l'Api, les cotisations prises en charge par l'Etat qui sont remplacées depuis 2006 par des impôts et taxes affectés.

Le financement par l'Etat (23,3 milliards d'euros) atteint 40,1 % des produits de la branche Famille en retenant ces quatre postes de financement de l'Etat.

La contribution sociale généralisée instaurée au 1^{er} février 1991 était initialement affectée en totalité à la Cnaf. Son taux était fixé à 1,1 % des revenus bruts des salariés, des revenus fiscaux des Eti, des revenus du patrimoine et des placements ainsi que des revenus de remplacement imposables (retraites, pensions, indemnités chômage...).

Au 1^{er} juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. L'augmentation de recettes correspondant à 1,3 point de la Csg est de l'ordre de 18,2 milliards de francs, affectés exceptionnellement en 1993 à la Cnaf, mais destinés à alimenter le fonds de solidarité vieillesse⁹.

Le taux de la Csg varie selon le type de revenus, la diminution du taux étant partiellement compensée par l'élargissement de l'assiette. Le taux de la Csg sur les revenus salariaux affectée à la CNAF reste fixé à 1,1 % (cf. T1PF 782).

La part des recettes attribuées à la Cnaf représente 14,5 % de la Csg 2009 (contre 15,2 % en 2003, cf. T1PF 6853).

La mise en place en 2006 de la mesure de taxation des plans d'épargne logement ouverts depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ

1,5 milliard sur le stock des contrats ayant atteint leur dixième année (avec un surplus de recettes pour la Cnaf de + 240 millions d'euros¹⁰ en 2006).

Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression depuis 2006 de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (– 400 millions).

L'ensemble de la Csg¹¹ a progressé de + 24 % depuis 2004 en euros courants et a régressé de – 1,4 % en 2009 (cf. T1PF 6853-54) avec :

• + 0,5 % pour la Csg sur les revenus d'activité principalement suite à la baisse historique de – 1,3 % de la masse salariale ;

• + 4,5 % pour la Csg sur les revenus de remplacement. La progression de ce poste est moins forte qu'en 2008 suite à la décélération des retraites du secteur privé ;

• – 21 % pour la Csg sur les revenus du patrimoine et des placements, en lien avec les fortes baisses des marchés financiers et immobiliers en 2008 et en 2009 qui ont entraîné une chute des rendements.

En 2009, la Csg affectée à la Cnaf présente 20,6 % des recettes de la branche (11,98 milliards d'euros). Elle a régressé de – 1,6 % en 2009 en euros constants (contre + 1,6 % en 2008, + 3,7 % en 2007 avec + 25 % entre 1999 et 2009).

Les remboursements de prestations du Fnpf (6,5 milliards d'euros en 2009) représentent 11,2 % des recettes. Ils régressent en volume de – 4 % en 2009 suite au remplacement de l'Api en métropole par le Rsa qui ne relève pas des prestations de la branche Famille. L'évolution des remboursements par l'Etat n'affecte pas le résultat de la branche puisqu'il s'agit de remboursements de charges.

- Le remboursement de l'Aah par l'Etat (5,97 milliards d'euros), mis en place en 1983, représente 10,3 % des recettes de la branche.

- Le remboursement de l'Api par l'Etat (1,0 milliard d'euros) a été mis en place en 1999. Il représente 1,8 % des recettes de la branche.

- A compter de 2010, les dépenses d'Aah et d'Api dans les Dom ne relèvent plus du Fnpf.

Remarque : en 2001, la Cnaf a été privée :

- du **remboursement de la majoration d'Ars** : ce remboursement représentait 2,5 % des recettes de la Cnaf en 1999, 0,7 % en 2000 suite à un remboursement partiel. Depuis 2001, le montant de l'Ars intègre l'ancien montant de la majoration ;

- de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée : cette part était de 50 % en 1999 et de 13 % en 2000 (soit respectivement 2,1 % et 0,5 % des recettes de la Cnaf).

A compter de 2001, la Cnaf ne retrace plus dans ses comptes les recettes et les dépenses du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille¹².

Par ailleurs, les dépenses relatives à la **majoration de l'Aeeh** accordée aux personnes isolées¹³ sont remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (22,86 millions d'euros. *Cette recette figure en transferts reçus*).

. Les impôts et taxes affectés (Itaf) (4,14 milliards en 2009) représentent **7,1 % des recettes** de la branche (*contre 0,6 % en 2005*).

Depuis janvier 2006¹⁴, l'Etat compense auprès de la Cnaf les allègements généraux de cotisations consentis aux entreprises par l'affectation de recettes fiscales. En 2009, les Itaf régressent en volume de - 1,9 % contre + 7,1 % en 2008 (*cf. TIFP 683*). Les impôts et taxes liés à la consommation régressent de - 5,5 %.

. L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (175 millions d'euros en 2009, - 20 %) **et d'aide à l'embauche** (315 millions, - 9,9 %, *cf. TIFP 682*). Les cotisations prises en charge par l'Etat (692 millions en 2009) ne représentent plus que 1,2 % des recettes de la branche (*6,4 % en 2005¹⁵*).

. La prise en charge des cotisations d'Af par la Cnam correspond à la part des cotisations des médecins conventionnés du secteur 1, prise en charge par la Cnam¹⁶ (321,4 millions). La progression des revenus et une modification progressive des assiettes de cotisation intervenue depuis 2005 expliquent la forte progression de ce poste en 2008 (+ 30 % en volume). En 2009, ces cotisations régressent de - 6,2 %.

Les cotisations des actifs

Les cotisations sociales des actifs (32,8 milliards d'euros, hors cotisations prises en charge) constituent 56,4 % des recettes de la branche Famille en 2009 contre 88 % en 1985¹⁷. L'encadré 4 permet de situer l'évolution des cotisations dans le contexte de la crise historique amorcée en 2008.

Evolution en volume	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Cotisations des actifs	+ 1,6 %	+ 1,0 %	+ 0,7 %
Cotisations sur salaires	+ 1,5 %	- 0,4 %	+ 0,13 %
Eti, exploitants agricoles	+ 2,1 %	+ 13 %	+ 3,8 %

La forte progression des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti, + 13 %) en 2008 est liée à la mise en place de la mensualisation des contributions versées par les **Eti, liée à la mise en place d'un interlocuteur social unique¹⁸** (Isu).

Encadré 4 : Des cotisations tributaires de l'environnement économique

. D'après le rapport de la Ccss de septembre 2010, la baisse¹⁹ du **Pib en 2009 (- 2,6 % en volume)** a été nettement moins prononcée en France que la moyenne européenne.

. Après trois années exceptionnelles entre 1999 et 2001, la croissance de la **masse salariale** s'est nettement ralentie à partir de 2002, le point le plus bas se situant en 2003. La remontée est ensuite très progressive (+ 2,9 % en 2004, + 3,4 % en 2005) ; les taux 2007 (+ 4,85 %) et 2006 (+ 4,3 %) se situent au-dessus de la tendance à long terme estimée à 4 %. En 2008, la progression de la masse salariale n'est que de + 3,4 %. Suite à la récession de 2009, la masse salariale régresse de - 1,2 %.

. Les **effectifs de salariés** des secteurs marchands avaient diminué en 2003 (- 0,5 % en glissement). Ils se sont mis à augmenter depuis le printemps 2004 : + 0,4 % en 2005, + 1,2 % en 2006 et + 1,8 % en 2007. Suite à l'impact de la crise sur l'activité économique, l'évolution des effectifs est de + 0,7 % en 2008 et de - **2,4 % en 2009**.

. Quant au **salaire moyen**, son rythme de progression nominale est estimé à + 2,7 % en 2008 et à + **1,3 % en 2009**.

223 millions de recettes de gestion

Les recettes de gestion (223 millions d'euros) versées à la Cnaf²⁰ pour la gestion des prestations de logement ne relevant pas du Fnpf ont progressé de + 2,1 % en volume en 2009.

Ces frais de gestion au titre des allocations logement sont conventionnellement fixés à 2 % des prestations versées. L'Etat prend en charge ces frais :

- pour la totalité de l'Als ;
- sur la partie de l'Alt servie par la Cnaf pour le compte de l'Etat (50 % du montant global) ;
- pour l'Apl, à compter de 2006 (avec application rétroactive en 2005), l'Etat prend en charge la totalité des frais relatifs à l'Apl.

Le Fnsa (fonds national Rsa) a prévu de rembourser à la Cnaf les frais de gestion du Rsa (métropole) à hauteur de 98,2 millions d'euros en 2009 et de 75,6 millions à compter de 2010.

Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

Des produits exceptionnels

Les produits 2006 ont été majorés suite à deux régularisations :

- l'inscription de produits exceptionnels au titre de l'annulation d'une dette envers les régimes agricoles²¹ indûment comptabilisée lors d'exercices passés (222 millions d'euros) ;

- le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Les produits divers 2007 retenus dans cette brochure (1 milliard d'euros, TIPF 6511) correspondent aux produits comptables (hors contribution du Fnal au frais de gestion) minorés du montant des produits correspondant à des régularisations comptabilisées en débit²² relatives à l'Avpf (- 290,07 millions). Les dépenses diverses comptabilisées sont minorées de ce même montant.

Les produits divers régressent de - 4,7 % en volume en 2008. Leur progression atteint + 46 % (à 1 425 millions d'euros), les **reprises sur provisions** passant de 416 millions en 2008 à 904 millions en 2009.

60 milliards d'euros de charges

Les charges de la branche Famille (60,0 milliards d'euros) excluent les prestations relevant du Fnal, le Rsa, le Rmi et les différentes aides à l'emploi.

En 2009, les dépenses d'Aah et d'Api représentent 10,9 % des charges de la branche, les remboursements 11,2 % des produits. En 2010, ces deux prestations sont exclues du Fn timer et ne seront plus retracées dans les comptes de la branche Famille. La substitution du Rsa à l'Api en métropole minore le taux d'évolution des prestations du Fn timer en 2009 : c'est pourquoi la brochure 2009 suit un **total de charges et des produits hors Aah et Api**, les dépenses et les remboursements de ces prestations étant ajoutées en bas de tableau pour retrouver le total des charges et des produits de la branche.

92,6 % des charges (hors Aah et Api qui sont remboursées par l'Etat) **correspondent à des dépenses de prestations** légales, extra-légales ou à **des transferts** servant au financement de prestations. Les prestations familiales directes constituent le poste le plus important des dépenses de la branche (64 %), suivi par les transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv (14,2 %), la contribution de la Cnaf au Fnal (7,4 %), les dépenses d'action sociale (7 %).

Les dépenses de gestion administrative représentent 4,3 % des charges, les autres dépenses²³ 3,1 % (contre 3,6 % en 2008, 1,8 % en 2007). Depuis 2008, suite à la remarque de la Cour des comptes demandant une révision des modalités de calcul des **dotations pour provisions sur indus et rappels**, celles-ci ont augmenté de 538 millions d'euros entre 2007 et 2008. Cette écriture explique un point de croissance des charges nettes en 2008²⁴ qui n'auraient progressé en volume que de + 1,3 % sans cette majoration des provisions.

Hors Aah et Api, les charges de la branche Famille ont progressé en volume de + 3,4 % en 2009, de + 2,5 % en 2008, après + 0,9 % en 2007, + 2,8 % en 2006, avec une progression de + 30 % entre 1999 et 2009.

+ 6,0 milliards d'euros constants 2009 en dix ans pour les prestations directes du Fn timer hors Aah et hors Api

Sur les dix dernières années, l'évolution en volume des dépenses de prestations directes (+ 5,98 milliards d'euros constants 2009) se décompose de la façon suivante :

- les prestations **jeune enfant** (+ 3,7 milliards d'euros 2009), avec en particulier + 2,8 milliards pour la participation aux frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer (cf. chapitre 2 et TIPF 2121) ;

- les charges relatives au **logement** relevant du Fn timer (+ 0,9 milliard d'euros 2009 depuis 1999). Par ailleurs, la contribution de la Cnaf au Fnal²⁵, progresse de + 0,25 milliard en dix ans.

La participation de la Cnaf au financement du Fnal connaît un rythme heurté (+ 1,4 % en volume en 2009, après + 4,1 % en 2008 et - 4,8 % en 2007). Ces évolutions s'expliquent par des écritures successives de régularisations sur exercices antérieurs, qui font suite à diverses réestimations de la clé de la part de l'Apl financé par la Cnaf.

- l'allocation d'éducation de **l'enfant handicapé** (+ 0,31 milliard) et l'allocation journalière de présence parentale (+ 0,05 milliard) ;

- l'allocation de **soutien familial** (+ 0,24 milliard) ;
- le **complément familial** (– 0,13 milliard) ;
- l'allocation de **rentrée scolaire** (– 0,14 milliard) ;
- les **allocations familiales** (– 0,45 milliard).

Les dépenses de **prestations directes du Fnfp** s'élèvent à 34,2 milliards d'euros en 2009 (*hors Aah, Api et Alv*). Elles ont progressé de + 20,6 % en volume entre 1999 et 2009 (+ 3,3 % en 2009), contre + 30 % pour l'ensemble des charges de la branche (*hors Aah et Api*). En 2009, la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), qui sert de base au calcul de la plupart des prestations « Famille », est supérieure de + 1,3 % en euros constants à celle de 1999.

Par ailleurs, les dépenses d'Aah ont progressé de + 35 % en dix ans (+ 1,58 milliard).

+ 3,34 milliards d'euros constants 2009 en dix ans pour les transferts correspondant à des prestations financées mais non versées par la Cnaf

Les prestations indirectes (7,6 milliards d'euros) correspondent à des transferts à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, au fonds national de solidarité vieillesse (Fsv) et à la Caisse nationale d'assurance maladie.

- Les cotisations vieillesse des parents au foyer (**Avpf**, cf. chapitre 4) correspondent à des versements de cotisations de la Cnaf à la **Cnav**. Ils ont été estimés à 4,43 milliards d'euros pour la validité 2009 pour un nombre de bénéficiaires de l'ordre de 1 554 000.

- La Cnaf prend en charge **70 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** : 2,88 milliards d'euros en 2009 (+ 21 % entre 2008 et 2009). *Le relèvement du taux de contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse est de 15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % en 2003, 70 % en 2009. Il est porté à 85 % en 2010 et à 100 % en 2011.*

- La Cnaf finance le **congé de paternité** (0,26 milliard d'euros, y compris 1 % de frais de gestion²⁶) versé par les caisses d'assurance maladie et divers organismes.

- *Suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, la Cnaf ne contribue plus au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle (375 millions d'euros 2009 en 1999, dernier exercice de contribution).*

+ 2,1 milliards d'euros constants 2009 en dix ans pour les autres postes dont + 1,34 milliard pour l'action sociale, + 0,76 milliard pour la gestion

L'exercice 2001 a été marqué par des modifications relatives à l'affectation des dépenses par fonds²⁷.

• Action sociale : 3,97 milliards d'euros

Le tableau T1PF 661 distingue :

- une définition statistique des prestations extra-légales²⁸ (3,97 milliards d'euros en 2009) correspondant aux dépenses réelles de l'exercice, y compris les opérations en capital, le prélèvement sur les réserves du fonds d'investissement pour la petite enfance, Fipe) ;

- les dépenses du fonds national d'action sociale (Fnas, 3,83 milliards d'euros dont 2,75 millions financés par prélèvement sur les réserves du Fipe) ;

- les dépenses consolidées d'action sociale hors opérations en capital (3,76 milliards d'euros).

Les dépenses du **fonds national d'action sociale** ont deux finalités : améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants, en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale et en soutenant les relations sociales de proximité ; mieux accompagner les familles en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales, en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat, enfin en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables.

* Les statistiques financières²⁹ de prestations extra-légales (As) ont progressé de + 63 % en euros constants³⁰ depuis 1999 (avec + 2,3 % en 2009³¹) :

- les dépenses relatives à **l'accueil des jeunes enfants** (2,06 milliards d'euros) ont été multipliées en volume par plus de 2 depuis 1999 (avec + 3,3 % en 2009). Leur part dans les dépenses d'As est passée de 42 % en 1999 à 52 % en 2009 ;

- les prestations relatives au **temps libre des familles** (0,95 milliard) ont été multipliées par 2,1 depuis 1999 (+ 2,0 % en 2009). Elles représentent 24 % des dépenses ;

- les dépenses concernant **l'accompagnement social des familles** (0,44 milliard) ont régressé de – 7,1 % en volume entre 1999 et 2009 (de – 0,3 % en 2009). Leur part dans l'ensemble des prestations extra-légales n'est plus que de 11 % en 2009 contre 19 % en 1999.

L'animation et la vie sociale représentent 7 % des dépenses d'As, le logement 4 %.

Dépenses Caf en euros constants	Structure		Rapport	Evolution
	1999	2009	2009/1999	2009/2008
Prestations extra-légales	100 %	100 %	63,4 %	2,3 %
Accueil des jeunes enfants	42 %	52 %	103,1 %	3,3 %
Temps libre des familles	19 %	24 %	109,3 %	2,0 %
Accompagnement social des familles	19 %	11 %	-7,1 %	-0,3 %
Animation et vie sociale	10 %	7 %	20,8 %	2,5 %
Logement et habitat	8 %	4 %	-24,6 %	-1,4 %
Autres : P. supplémentaires, œuvres...	2 %	2 %	60,0 %	3,1 %

* Les dépenses de **prestations de service** (2,82 milliards d'euros) ont progressé en volume de + 31 % depuis 2004 (+ 4,0 % en 2008, cf. T1PF 6913).

Evolution (en euros constants)	2009	2009/2008	2009/2004
Ensemble des prestations de service	2 825	4,0 %	30,6 %
Prestation de service ordinaires	1 833	6,0 %	43,5 %
Prestation de service contrats enfance	577	1,1 %	-1,9 %
Prestation de service contrats temps libre	414	-0,2 %	42,6 %

- La progression des prestations de service ordinaires (+ 44 % en volume en cinq ans) provient de la création de nouvelles places d'accueil en crèches, de l'extension aux Dom des prestations de service ordinaires et du passage d'un grand nombre de caisses à la prestation de service unique (Psu). Par ailleurs, une hausse de la fréquentation des places est induite par la pénalisation des établissements qui n'atteignent pas 70 % de taux de fréquentation.

- La croissance des contrats temps libre (+ 43 % en volume depuis 2004) s'explique par la multiplication des actions financées, l'augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et de la hausse des taux de cofinancement.

En 2005, une majoration du taux du régime général (+ 2,8 %) a été effectuée par les caisses pour tenir compte de l'accès des fonctionnaires aux équipements³². Par ailleurs, suite à l'intégration des fonctionnaires au régime général, la ligne contribution publique contrats crèches n'est alimentée en 2005 qu'à concurrence de 2 millions contre 60 millions en 2004. Toutefois, le taux de cotisation des régimes spéciaux³³ n'est majoré qu'à compter du 1^{er} janvier 2006 pour les allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf³⁴ (soit 5,4 % comme le régime général au lieu de 5,2 %).

Depuis 1984, l'évolution des dépenses du Fnas a été marquée par les faits suivants :

- 1984 . création de la prestation de service contrat crèche ;
- 1986 . décentralisation de l'enveloppe relative aux vacances ;

- 1987 . majoration de la prestation de service centres sociaux et création de la prestation de service aides ménagères ;
- 1988 . création de la prestation de service contrat enfance ;
- 1989 . crédit pour la formation des assistantes maternelles ;
- 1991 . extension des contrats enfance aux Dom ; les prestations assistantes maternelles deviennent une prestation légale (Afeama) ;
- 1993 . 322 millions de francs d'aide forfaitaire versés aux adultes handicapés ;
- 1995 . mise en œuvre de la loi famille ;
- 1998 . lancement du dispositif contrat temps libre ;
- 2000 . réforme de la prestation de service crèche ;
- 2001 . mise en place du budget unique de gestion (transfert des frais de pilotage, gestion et informatique au budget de Fnga) ;
 . lancement du fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) ;
- 2002 . lancement de l'aide exceptionnelle à l'investissement des structures d'accueil de la petite enfance (Aei, cf. chapitre 7) ;
 . mise en place de la prestation de service unique ;
- 2004 . dispositif d'aide à l'investissement petite enfance. Ce troisième plan crèche est doté de 200 millions d'euros et finance aussi bien des crèches gérées par des entreprises spécialisées que des crèches gérées par des communes ou des associations, pour les habitants d'une commune ou les salariés d'une entreprise ;
- 2005 . intégration des fonctionnaires de l'Etat, des agents de La Poste et de France Télécom ;
 . fin des contrats crèches, intégrés dans les contrats enfance ;
- 2006 . les contrats enfance et jeunesse (Cej) mis en place au 1^{er} juillet remplaceront, à terme, les contrats enfance et les contrats temps libres. Une meilleure équité est recherchée en privilégiant les territoires les plus démunis. L'objectif du Cej est de contribuer à l'épanouissement des enfants et des jeunes et à leur intégration en favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation pour les plus grands³⁵ ;
- 2007 . le plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Paippe), doté de 44 millions d'euros, devrait permettre de créer 4 000 places d'accueil en 2007-2008 ;
 . le fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse (Facej) est doté de 20 millions d'euros (15,2 millions ont été attribués en 2007 : 4,8 millions pour des projets qui ont bénéficié d'une aide à l'investissement au titre d'un des fonds petite enfance et 10,4 millions au titre des projets

- concernant les territoires « rural fragilisé » et « zone urbaine sensible » ;
- . extension des prestations de service ordinaires aux Dom ;
- 2009 . prime d'installation versée aux assistants maternels nouvellement agréés, s'engageant à rester un minimum de trois ans dans la profession (300 euros, majorée de 200 euros dans des zones où le taux de couverture est inférieur à la moyenne départementale).
- . Regroupements autorisés d'assistants maternels (expérimentations menées depuis quatre ans dans le département de la Mayenne).
- 2010 . harmonisation des prestations de service sur les secteurs de l'enfance et de la jeunesse dans les Dom.

• **Fonds national de gestion administrative : 1,95 milliard d'euros**

Les dépenses de gestion peuvent être définies selon des méthodologies différentes. Elles s'élèvent à :

. 2,29 milliards de charges de gestion courante³⁶ (*consolidées Cnaf, Caf, Certi et Cnedi, hors opérations en capital, - 5 % en volume en 2008, + 18,9 % en 2009, + 18 % depuis 2004*) ;

. 1,95 milliard d'euros si l'on prend en compte les **dépenses du Fnga**, compte tenu du solde des opérations en capital. Ces dépenses ont progressé en monnaie constante de + 2,9 % en 2008, de + 11,9 % en 2009, de + 7,4 % entre 2004 et 2009 contre + 18,9 % entre 1999 et 2004 (*cf. TIFP 672*).

Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution :

- **en 2000**, compte tenu des difficultés rencontrées par la branche Famille pour atteindre les engagements de service, la Cnaf a négocié avec l'Etat et obtenu 720 emplois complémentaires. Ces emplois ont permis, notamment, de consolider les moyens précaires recrutés lors des exercices précédents pour la montée en charge de Cristal ;

- **l'exercice 2001**, première année de la deuxième Cog, est marqué par les cinq faits suivants :

. la mise en œuvre d'un budget unique de gestion avec le transfert de la gestion administrative de l'action sociale vers le Fnga ;

. les conséquences de la **mise en œuvre de l'euro** avec la remontée au niveau national de tous les fonds non comptabilisés au 31 décembre 2001. Cette décision a facilité les opérations de conversion, mais elle a minoré artificiellement la consommation 2001 et majoré celle de 2002 (374 millions de francs) ;

. **la mise en œuvre de l'Artt courant 2001** dans la branche Famille avec la création de 1 415 emplois en gestion administrative. **La création de ces emplois s'étale sur 2001 et 2002 ;**

. la suppression, à compter de 2001, du financement, par le Fnga des caisses nationales, des dépenses de gestion de la branche Recouvrement, ce qui minore les dépenses du Fnga de la branche Famille. Le financement de l'**Acoss** par la Cnaf (156 millions d'euros en 2003) est financé par le Fnpf. Les tableaux statistiques regroupent, sous la rubrique « gestion », la contribution du Fnpf au Fnga de l'Acoss et de l'Ucanss ;

. **la Cog 2001-2004 n'a été signée que mi-2001** et les projets n'ont pu être menés à leur terme durant le deuxième semestre 2001. La sous-consommation des crédits en 2001 qui en découle explique en partie le fort taux d'évolution des dépenses en 2002 ;

- l'acquisition d'un nouveau siège pour la Cnaf majore les **dépenses 2002** de 72 millions d'euros ;

- en excluant les dépenses exceptionnelles 2002 qui minorent artificiellement l'évolution 2003, l'évolution entre 2002 et 2003 se situe à près de 9 %. Cette progression importante est due notamment à **l'effet report de l'Artt** et à la concrétisation des plans d'investissement dans les Caf ;

- **l'exercice 2005**, première année de la troisième Cog, est marqué par les deux faits suivants :

- les projets, notamment d'investissement, n'ont pu que très partiellement être concrétisés, la signature de la Cog 2005-2008 ayant été tardive ;

- la mise en œuvre des nouvelles classifications des agents et des cadres en février 2005 et des agents de direction mi-2005. Ces deux dispositifs privilégient dorénavant la valorisation des compétences au détriment de l'ancienneté.

- **les exercices 2006 à 2008** ont vu, pour la première fois depuis des années, une inversion de tendance des effectifs de gestion administrative de la branche Famille puisque la Cog 2005-2008 avait prévu la suppression de 900 emplois budgétaires durant les années 2006 à 2008 soit 300 emplois par an.

Parallèlement, conformément aux engagements de la Cog, les caisses ont fait un effort important en matière de dépenses de fonctionnement hors personnel en regroupant leurs marchés d'achats de fournitures, en réalisant des économies d'énergie dans le cadre d'une démarche de développement durable.

De plus, l'exercice 2008 étant la dernière année de la Cog, le volume d'investissement est important compte tenu de la concrétisation, la dernière année

de la Cog, de projets notamment immobiliers d'envergure.

- L'exercice 2009, première année de la quatrième Cog, permet de constater une évolution importante des dépenses d'environ 10 % par rapport à 2008. Cette évolution est liée à plusieurs phénomènes :

• Le plus important est la création du Rsa à compter du 1^{er} juin 2009. Pour faire face à cette charge, la branche a obtenu la création et le financement de 1 257 emplois Cdi (60 millions d'euros dont 40 millions pour le personnel et 20 millions pour le fonctionnement) et des crédits exceptionnels pour accompagner la montée en charges (30 millions pour le personnel, Cdd, Hs, et 10,36 millions pour le fonctionnement). Les emplois seront progressivement restitués à compter de 2010 pour atteindre un solde positif de 80 emplois en fin de Cog (2012).

• L'intégration, à compter de janvier 2009, des coûts liés à la prise en charge des cotisations mutuelle par les employeurs (11 millions d'euros pour le Fnga) en conformité avec le protocole Ucanss agréé.

• L'impact financier de protocoles salariaux spécifiques aux Dom suite aux divers mouvements sociaux du début 2009. L'impact pour le Fnga est de 5,23 millions d'euros en 2009 et de 6,93 millions à compter de 2010 (année pleine).

Encadré 6 : Règles budgétaires... Cog

A compter de 1988, une réforme du dispositif budgétaire a été mise en œuvre en matière de gestion. Cette réforme a conduit la Cnaf, avec l'accord des pouvoirs publics, à définir de nouvelles règles budgétaires :

• *une limite financière déterminée préalablement à l'élaboration du budget : c'est la notion de crédit de référence ;*

• *le crédit de référence est calculé sur une base connue de tous, visant à réduire progressivement les écarts de coût entre les Caf ;*

• *à l'intérieur de la limite financière, le gestionnaire peut décider des dépenses prioritaires. C'est le total de la dépense qui est limité. Sauf déviation manifeste, la tutelle n'intervient que si la limite financière est dépassée.*

Grâce à une approche budgétaire pluriannuelle, d'une part, le gestionnaire connaît les règles d'évolution des ressources sur une période de trois à quatre ans et, d'autre part, il peut prévoir un report d'économies d'une année sur l'autre, les économies réalisées restant disponibles pour la caisse sous réserve d'atteinte des engagements de service.

Une nouvelle convention d'objectifs et de gestion³⁷ (Cog) a été signée pour la période 2009-2012.

• De plus, la négociation de la Cog 2009-2012 prévoit un Gvt positif de 2 % par an avec un financement de 1 %, le solde étant autofinancé sur les départs en retraite.

Notes

¹ Avant la mise en place des droits constatés (Dc), les balances mensuelles simplifiées (Bms) contenaient les paiements du mois et les droits du mois précédent. **Depuis 1997, les Bms contiennent les paiements du mois suivant et les droits du mois.**

A la fin de l'exercice 1996, la Bms 13^e mois était constituée soit des paiements de janvier 1997 et des droits de décembre 1996, soit des charges à payer. On se retrouve donc avec des séries comptables de dépenses comportant treize mois.

Pour les prestations dont le paiement intervient le 5 du mois, les Dc de 1996 couvrent les Bms de février à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996. Pour ces prestations, la Bms de janvier 1996 contient les droits de décembre 1995 (11 931 millions de francs). Cet écart par rapport à la comptabilité figure en dépenses diverses dans les tableaux statistiques.

Pour les autres prestations, les Dc de 1996 couvrent les Bms de janvier à décembre 1996, y compris la 13^e balance 1996 (la Bms 13^e mois contient les charges à payer qui sont rattachées au mois de décembre 1996). Il s'agit de l'Ars, l'Aas, l'Aged, l'Afeama, les Hm, l'Ad et les Ft.

Quant aux années suivantes, les Dc contiennent les Bms de janvier à décembre N, y compris la 13^e balance N.

² Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit : juillet 2004, La Poste ; janvier 2005, France Télécom, fonctionnaires de l'Etat hors éducation nationale ; juillet 2005, Education nationale. La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continueront à verser les prestations familiales, hors prestation jeune enfant et hors prestation logement (sauf pour la Sncf à l'exception du Cmg Paje).

³ Pour la Pars jusqu'en 2003, la Cnaf a comptabilisé l'intégralité des dépenses budgétaires au titre de l'année (au vu des factures). Jusqu'en 2003, l'emploi des reliquats budgétaires sur exercices antérieurs n'était comptabilisé à la Cnaf qu'après accord exprès de la Das. A partir de 2004, les dépenses de la Pars dans les Caf sont comptabilisées de façon identique (y compris les reliquats) à la Cnaf.

⁴ La Cades a été créée au 1^{er} janvier 1996 pour une durée initiale de treize ans et un mois. Cette durée a été prolongée de cinq ans en 1997. La Cades prend initialement en charge l'apurement des déficits accumulés par le régime général en 1994 et 1995, et par anticipation, dans la limite de 17 milliards, celui de 1996.

⁵ Par ailleurs, le chapitre 1 de la présente brochure compare le financement de l'Etat aux prestations légales versées (en incluant le Fnal, le Rsa, le Rmi et les aides à l'emploi qui sont exclus de ce chapitre). Cf. chapitre 8 de la brochure PF2006 pour un historique détaillé de la législation relative aux recettes.

⁶ Cf. renvoi 1 du chapitre 8 PF2006 pour le principe d'une garantie des ressources à la branche Famille.

⁷ Les comptes du Fastif ne sont plus repris dans les comptes de la Cnaf en 2001 : ils figurent en recettes et en dépenses en 2000.

⁸ L'essentiel du rendement de la réforme de la taxation des prêts d'épargne-logement de plus de dix ans porte sur le stock des Pel en 2006.

⁹ Cf. chapitre 8, brochure PF2006.

¹⁰ Source : rapport de juillet 2007 de la Ccsc page 216.

¹¹ Source : rapport d'octobre 2010 de la Ccsc page 41. En 2009, 70,4 % de la Csg sont affectés à la maladie, 14,5 % à la Cnaf, 1,3 % au Cnsa. La part du Fnv passe de 13,8 % en 2008 à 11,1 % en 2009. La Cades bénéficiant de 2,7 % de la Csg 2009.

¹² En 2000, la contribution de la Cnaf à ce fonds a été remplacée par un financement par l'Etat qui représentait 0,3 % des recettes de la Cnaf.

¹³ Majoration par enfant accordée depuis janvier 2006 aux personnes isolées, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.

¹⁴ Cette réforme se traduit comptablement dès l'exercice 2005, qui intègre en « produits à recevoir » les droits de décembre 2005 servant de base aux règlements financiers de janvier 2006. Dans les tableaux statistiques, les 328 millions d'euros comptabilisés en 2005 figurent sur la ligne « 1 % sur le revenu des personnes physiques ». Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 38.

¹⁵ En 2005, 87 % des cotisations prises en charge par l'Etat concernent des mesures visant au maintien des emplois et à la réduction du temps de travail ; 7 % des cotisations prises en charge sont destinés à favoriser l'embauche ; 6 % concernent l'aide à l'insertion et à la réinsertion (cf. T1PF 641). La part des exonérations non compensées décroît légèrement en 2006 (9,8 % contre 10 % en 2005, toutes branches confondues).

¹⁶ Cf. rapport de juin 2009 de la Ccsc fiche 10-2.

* Afin d'inciter les médecins à adhérer au secteur conventionnel, un système de prise en charge partielle par l'assurance maladie de certaines cotisations sociales a été mis en place en 1960...

Changements d'assiette

- Jusqu'en 2005, la prise en charge par l'assurance maladie des cotisations des professionnels de santé proportionnelles au revenu avait pour assiette les revenus conventionnels imposables.

- Dès 2005, les cotisations maladie des médecins furent prises en charge sur la base de leurs revenus hors dépassements de N-2 et les **cotisations famille** sur la base de leurs revenus hors dépassements de N-1.

- Un changement d'assiette similaire est entré en vigueur en 2007 pour les chirurgiens dentistes, en 2008 pour les infirmières et les masseurs-kinésithérapeutes et en 2009 pour les orthoptistes et les podologues.

* Par ailleurs, depuis janvier 2005, seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam. Suite à cette mesure, la contribution régresse en volume de -3,2 % en 2006 et de -3,5 % en 2007.

¹⁷ Cf. encadré 5, PF2008 sur l'évolution de la législation sur les cotisations de 1989 à 1994.

¹⁸ Cf. rapport de juin 2009 de la Ccsc page 229 et fiche 6-2 ; le site http://www.securite-sociale.fr/textes/cotis/recouvrement/independants/recouv_indep.htm.

A compter de janvier 2008, les Eti ne connaissent qu'un seul interlocuteur, le régime social des indépendants (Rsi) qui gère l'ensemble de leurs cotisations et contributions sociales. Toutefois, le recouvrement des cotisations et contributions sociales sera assuré à la fois par le Rsi et les Urssaf, celles-ci agissant pour le compte et sous l'appellation du Rsi.

Par ailleurs, la coordination entre le Rsi et les Urssaf sera renforcée par la mise en place de comités de concertation et de coordination au niveau national et local, chargés d'assurer une plus grande cohérence dans le traitement des dossiers des artisans et commerçants qui sont à la fois travailleurs indépendants et employeurs.

Autre avantage apporté par l'Isu, les travailleurs indépendants qui rencontrent des difficultés financières pour s'acquitter de leurs cotisations pourront désormais bénéficier d'un fonds social géré par leur régime et qui pourra prendre en charge tout ou partie de l'ensemble de leurs cotisations et contributions.

Enfin, les modalités de recouvrement seront fortement simplifiées et le prélèvement mensuel privilégié afin de faciliter le paiement des cotisations et contributions sociales. Des dispositifs transitoires seront mis en place pour limiter l'impact du nouveau schéma de recouvrement sur la trésorerie des artisans et des commerçants.

Cependant ce nouveau dispositif a impliqué une forte hausse des charges portant sur les produits (admissions en non-valeur plus dotations nettes sur les créances).

Par ailleurs, il est à noter que la baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par la suppression de la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N-1). Ainsi, un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006. Le montant des cotisations des Eti comptabilisées par la Cnaf en 2005 est inférieur à leur niveau de 2003 tout en étant supérieur de 4 % à leur montant 2002 et de 5 % à celui de 2004.

¹⁹ Source : rapport de septembre 2010 de la Ccsc page 22.

Evolution	Pib en volume France	Masse salariale	Effectifs salariés	Salaire moyen
2002	1,7 %			
2003	1,1 %	1,9 %		
2004	2,5 %	2,9 %		2,5 %
2005	1,9 %	3,4 %	0,4 %	2,8 %
2006	2,2 %	4,3 %	1,2 %	3,1 %
2007	2,3 %	4,8 %	1,8 %	3,0 %
2008	0,2 %	3,4 %	0,7 %	2,7 %
2009	-2,6 %	-1,2 %	-2,4 %	1,3 %

²⁰ Cf. PF2006 chapitre 8 (pour le calcul des frais de gestion jusqu'en 2005) et rapport de juin 2009 de la Ccsc page 49.

« Pour l'Apl, jusqu'en 2004 inclus, la prise en charge s'est faite à hauteur du taux de contribution au Fnh. »

²¹ Cf. rapport 2006 de l'Agent comptable page 40.

²² Pour les écritures comptables 2007 relatives à l'Avpf, par exercice, cf. T1PF 4101, 4102 et renvoi 25 de la brochure PF2007. La présentation statistique retenue permet d'obtenir les taux d'évolution les plus significatifs.

²³ Les dépenses diverses 2007 sont minorées dans leur présentation statistique du total des débits relatifs aux régularisations Avpf sur exercices antérieurs comptabilisées en 2007 (-290 millions d'euros). Les recettes diverses sont minorées du même montant : le solde des régularisations Avpf figure ainsi en produit.

²⁴ Cf. rapport de juin 2009 de la Ccss page 225 et page 69 pour le mode de calcul des provisions.

²⁵ Au titre de l'allocation logement virtuelle et de la participation au financement de l'aide aux associations.

- La contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,913 millions d'euros).

- En 2005, la Cnaf a pris en charge 54,5 % des dépenses d'Apl (hors régimes agricoles) contre 50,28 % auparavant (cf. rapport 2005 de l'Agent comptable pages 49-50). La contribution 2005 de la Cnaf a donné lieu à un complément de +133 millions d'euros comptabilisés en 2006. La contribution de la Cnaf au titre de l'exercice 2006 a été estimée sur la base de 56,65 % des dépenses (3 532 millions d'euros hors exploitants agricoles) et à 33 millions pour les exploitants agricoles.

Contribution tous régimes de la Cnaf au Fnal

(y compris les exploitants agricoles)

Millions d'euros	2004	2005	2006
Alv yc régul.	3 234	3 451	3 698
Régul. 2005		133	-133
Alv exercice		3 583	3 565
Dont Alv hors Ea			3 532
Dont Alv Ea			33

- Par ailleurs, la contribution de la Cnaf est fixée à 48 % des aides aux associations (Alt).

²⁶ Pris après la naissance de l'enfant, ce congé a une durée maximale de onze jours calendaires (samedis, dimanches et jours fériés compris). Il est au maximum de 18 jours calendaires en cas de naissances multiples. Cette prestation s'apparente à une indemnité journalière maladie dans son mode de calcul. Les jours de congé de paternité se cumulent avec le congé de naissance de trois jours accordés aux salariés pour la naissance de l'enfant.

Le nombre de bénéficiaires de ce congé est estimé à 336 300 pères en 2002 tous régimes (soit un taux de recours estimé à 59 %). Source : Etudes et résultats, n°266, Marie Ruault, Sophie Pénet, Valérie Le Corre, Carine Le Cosquer, Nathalie Vielfaure, Sylvie Le Laidier, Laurence De Roquefeuil, Nelly Bonnet « Les pères bénéficiaires du congé de paternité en 2002 ».

²⁷ Les dépenses de gestion relatives à l'action sociale, qui relevaient du Fnas jusqu'en 2000, ont été transférées au Fnga (212 millions d'euros en 2000).

La contribution de la Cnaf au Fastif figurait en dépenses de la Cnaf. En 2000, l'Etat prend à sa charge cette contribution de la Cnaf (150 millions d'euros de recettes). Les dépenses de ce fonds ne sont plus reprises dans les comptes de la Cnaf à compter de 2001.

La contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acoss figure au Fnpf et non plus au Fnga de la Cnaf depuis 2002 (156 millions d'euros en 2003). Le Fnpf finance également 4 millions d'euros de frais de gestion de l'Ucanss.

²⁸ Source : Cnaf - Dser Marie-Thérèse Escande, Fascicules d'Action sociale (données disponibles depuis 1995). Les prestations de service et les dépenses d'action sociale des Caf regroupent les ressources du Fnas (dotations limitatives par Caf) et les ressources propres aux Caf (remboursements de prêts, prélèvements sur fonds de roulement, produits d'amortissement).

²⁹ La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale des Caf par exercice diffère des dépenses consolidées d'action sociale, ces dernières excluant entre autres les opérations en capital.

³⁰ C'est-à-dire après neutralisation des prix hors tabac et non de l'évolution de l'indice mixte prix-salaire retenu pour la revalorisation du budget de l'action sociale.

³¹ + 12,3 % en 2005, - 1,3 % en 2006, + 2,6 % en 2007 et + 0,9 % en 2008.

³² Cf. rapport 2005 de l'Agent comptable page 48.

³³ Cf. Cnaf L'agence d'information n°783 du 3 janvier 2006. Le surplus de cotisations pour la branche Famille est d'environ 112 millions d'euros. Les prestations de service n'étant plus remboursées à la Cnaf, le gain global est d'environ 50 millions d'euros.

³⁴ Il reste fixé à 5,2 % pour la Sncl, la Ratp et Edf-Gdf.

³⁵ Source : Cnaf - La lettre des allocations familiales, n°7.

³⁶ Fnga + budget des œuvres, hors opérations en capital.

³⁷ Le deuxième contrat pluriannuel s'est terminé en 1993. Un troisième contrat a été signé pour les exercices 1994 à 1996. La première Cog a couvert la période de 1997 à 2000, la deuxième Cog signée en 2001 concerne la période 2001-2004. La troisième Cog a couvert la période 2005-2008.

Le protocole d'accord signé dans le cadre des négociations relatives à la convention d'objectifs et de gestion pour 2009 à 2012 permet, d'une part, une évolution des crédits d'action sociale de +7,5 % par an, d'autre part, le recrutement immédiat de 250 emplois supplémentaires pour les Caf, qui s'ajoutent aux 1 007 déjà accordés au titre du Rsa.

TIPF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 CNAF	2009 Branche F.
1. Cotisations sociales	8 957,60	11 706,71	26 022,85	22 793,26	25 987,16	27 815,11	29 908,64	30 576,82	31 295,63	32 086,39	32 842,80	31 292,78	32 347,93	33 703,39	33 845,37	33 845,37
Cotisations sociales des actifs (a)	8 957,60	11 706,71	25 494,92	19 944,60	23 913,24	24 837,48	26 471,67	27 046,47	27 713,98	28 301,25	29 321,33	30 449,73	31 383,97	32 585,93	32 832,45	32 832,45
Cotisations sociales sur salaires	8 453,45	11 035,94	22 836,51	17 721,59	21 138,52	21 997,81	23 341,02	23 911,25	24 434,80	25 117,15	25 950,94	26 910,69	27 719,44	28 375,67	28 430,47	28 430,47
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	491,34	655,84	2 618,46	2 202,58	2 602,61	2 659,93	2 975,66	3 017,46	3 167,28	3 081,08	3 269,51	3 429,66	3 554,33	4 127,91	4 288,79	4 287,32
Majorations et pénalités	12,81	14,94	39,94	20,43	172,11	179,74	154,99	117,76	111,90	103,02	100,89	109,38	110,20	82,36	113,20	114,66
Cotisations sociales prises en charge (b)			527,93	2 848,66	2 073,92	2 977,63	3 436,97	3 530,35	3 581,65	3 785,14	3 521,46	843,05	963,96	1 117,46	1 012,92	1 012,92
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			427,92	2 660,69	1 870,85	2 777,01	3 233,20	3 307,37	3 345,58	3 513,48	3 255,15	580,92	707,42	775,00	691,50	691,50
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			100,01	187,97	203,06	200,62	203,78	222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	256,54	342,45	321,42	321,42
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)			683,73	6 648,15	9 044,95	8 930,12	9 312,40	9 482,74	9 723,35	9 993,41	10 759,50	14 578,26	15 602,03	16 394,50	16 121,80	16 121,80
Contribution sociale généralisée				6 541,89	8 178,58	8 728,14	9 302,63	9 482,74	9 723,35	9 993,33	10 431,91	11 083,81	11 656,70	12 170,96	11 978,81	11 978,81
Autres impôts et taxes affectés			683,73	106,26	866,37	201,98	9,77	0,001		0,08	327,60	3 494,45	3 945,33	4 223,54	4 142,99	4 142,99
1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)....											327,60	0,95	0,11			
Impôts et taxes liés à la consommation												1 297,74	1 514,18	1 600,52	1 552,20	1 552,20
Taxe sur les salaires												1 673,46	1 866,34	2 062,73	2 013,95	2 013,95
TVA brute collectée par les commerçants												522,30	560,69	560,29	576,83	576,83
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	100,77	190,10	175,62	214,04	229,13	230,20	233,58	211,86	186,97	193,43	189,68	149,04	229,38	239,43	368,33	245,90
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	21,04	40,09	126,69	155,80	175,93	176,21	179,88	160,72	132,21	138,37	132,12	132,64	209,29	218,21	223,04	223,04
Contribution aux frais de gestion ALS, ALT, FNAL CANSSM	19,06	28,66	50,46	56,71	65,86	66,82	70,85	75,80	76,43	80,60	80,34	82,99	209,29		203,92	
Contribution aux frais de gestion ALS												82,12				
Contribution aux frais de gestion ALT												0,86				
Contribution aux frais de gestion FNAL CANSSM												0,01				
Contribution aux frais de gestion APL	1,98	11,43	76,22	99,09	110,07	109,39	109,02	84,92	55,78	57,77	51,78	49,65				
Frais de gestion RSA															98,20	98,20
Contributions, subventions diverses															24,28	24,28
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,24	19,82	48,94	58,24	53,20	53,98	53,70	51,14	54,76	55,02	57,50					
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA												16,34	20,07	21,22	22,81	22,86
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	64,49	130,19								0,04	0,06	0,05	0,02			
4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	281,88	26,83	92,08	569,24	10,37	160,38	240,19	643,28	825,31	802,14	681,31	965,24	998,66	978,37	270,15	1 425,36
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)								350,60	419,69	433,14	ND	ND	ND	ND		ND
Revenus des capitaux (k)	1,68	19,51	77,75			15,78	75,60						52,17	122,88	16,29	34,80
Remboursements PJM (l)			0,91	0,30			28,47									
Rec. diverses, prélèv. FIPE, - recettes K FNGA, - rbt PAH, ajust. stat.	280,20	7,32	13,42	568,94	10,37	144,60	136,12					-0,02	-290,07		253,86	
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	9 340,25	11 923,65	26 974,28	30 224,69	35 271,61	37 135,80	39 694,80								50 605,65	
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)			1 083,00	9 274,08	10 867,94	11 656,70	12 491,58	12 732,31	13 013,42	13 446,55	14 012,39	15 158,95	16 309,24	17 160,57	16 813,31	16 792,18
Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								40 914,70	42 031,27	43 075,37	44 473,29	46 985,32	49 178,00	51 315,69		51 638,43
5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)			2 420,13	4 033,19	5 652,96	5 261,88	5 053,31	5 285,57	5 466,14	5 771,75	6 006,35	6 296,10	6 582,20	6 807,99	6 510,49	6 531,62
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					707,97	722,39	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26	1 024,34	543,80	543,80
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			2 391,47	3 136,79	3 877,85	4 028,16	4 237,53	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 505,39	5 773,35	5 965,31	5 965,31
Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i)			28,66	34,76	47,87	50,43	54,01	57,79	55,51	60,34	2,03			8,70		21,08
Autres remboursements				861,64	1 019,27	460,90	8,12	1,52	0,40	0,04	0,75	1,50	1,56	1,60	1,39	1,43
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				736,33	1 019,58	316,47	8,12	1,52	0,40	0,04						
Aide à la scolarité				125,31	-0,30	0,06										
Remboursements du FASTIF						144,37										
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	9 340,25	11 923,65	29 394,41	34 257,89	40 924,57	42 397,68	44 748,11								57 116,15	
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)			3 503,13	13 307,27	16 520,90	16 918,58	17 544,89	18 017,88	18 479,56	19 218,30	20 018,75	21 455,05	22 891,44	23 968,56	23 323,80	23 323,80
Total des produits de la branche Famille								46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 479,65	53 281,42	55 760,20	58 123,68	57 116,15	58 170,05

TIPF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros

Millions d'euros								2002	2003	2004	CCSS	CCSS	CCSS	CCSS	CCSS
Ventilation comptable des charges du compte de résultat								2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
A. Cotisations, impôts et taxes affectés								46 200,27	47 497,41	48 847,12	50 745,14	53 281,38	57 530,27	58 123,64	58 170,05
Cotisations sociales (idem a)								37 247,12	38 092,50	42 094,65	43 602,30	45 871,04	47 949,96	50 097,89	49 967,18
Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c)								27 046,47	27 713,98	28 301,25	29 321,33	30 449,73	31 383,97	32 585,93	32 832,45
Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (a)								494,94	418,93	3 527,92	3 255,15	580,92	707,42	775,00	691,50
Autres impôts et taxes affectés (b)								222,98	236,08	271,66	266,31	262,14	256,54	324,45	321,42
CSG											327,60	3 494,45	3 945,33	4 223,54	4 142,99
B. Produits techniques								9 482,74	9 723,35	9 993,41	10 431,91	11 083,81	11 656,70	12 170,96	11 978,81
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)								8 147,63	8 446,99	5 811,88	6 063,85	6 312,44	6 602,27	6 829,17	6 554,48
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA								2 863,58	2 981,24	40,17	57,50				
Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h)												16,34	20,07	21,22	22,86
C. Autres produits								5 284,05	5 465,75	5 771,71	6 006,35	6 296,10	6 582,20	6 807,95	6 531,62
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)								805,52	957,92	940,59	1 078,99	1 097,90	2 978,04	1 196,58	1 648,39
Reprises sur provisions								234,10	174,43	155,05	146,95	291,80	229,36	250,62	346,87
Produits financiers								9,48	273,52	263,79	36,42	158,60	224,57	416,14	903,87
Produits de gestion courante								129,36	121,53	108,54	93,53	70,10	63,73	122,88	34,80
Produits exceptionnels (ajustement stat)								353,15	304,76	328,89	336,79	301,40	323,63	308,18	326,51
Produits exceptionnels = charges exceptionnelles								79,42	83,69	84,32	465,31	276,00	656,74	98,77	36,35
													1 480,02		

TIPF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Evolution en euros courants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1981/1980	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Tx moyen an. sur 10 ans Branche 2009 / CNAF 1999
1. Cotisations sociales	11,44 %	15,04 %	-12,86 %	28,33 %	7,03 %	7,53 %	2,23 %	2,35 %	2,53 %	2,36 %	-4,72 %	3,37 %	4,19 %	0,42 %	2,68 %
Cotisations sociales des actifs (a)	11,44 %	15,04 %	-13,38 %	31,37 %	3,86 %	6,58 %	2,17 %	2,47 %	2,12 %	3,60 %	3,85 %	3,07 %	3,83 %	0,76 %	3,22 %
Cotisations sociales sur salaires	11,36 %	15,09 %	-14,94 %	28,85 %	4,07 %	6,11 %	2,44 %	2,19 %	2,79 %	3,32 %	3,70 %	3,01 %	2,37 %	0,19 %	3,01 %
Régimes général et minier	16,15 %	14,36 %	-14,04 %	34,69 %	4,07 %	6,70 %	2,27 %	2,41 %	3,31 %	3,36 %					
Salariés agricoles	15,61 %	14,60 %	-29,77 %	24,74 %	5,20 %	34,59 %	5,83 %	2,20 %	4,22 %	4,59 %					
Régimes spéciaux métropole	-7,20 %	19,16 %	-18,50 %	-0,06 %	3,90 %	0,28 %	3,07 %	0,84 %	0,55 %	1,71 %					
Régimes spéciaux DOM			-22,30 %	-9,12 %	5,96 %	1,63 %	1,89 %	5,24 %	11,77 %	6,72 %					
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	12,91 %	14,02 %	-0,02 %	27,46 %	2,20 %	11,87 %	1,40 %	4,97 %	-2,72 %	6,12 %	4,90 %	3,64 %	16,14 %	3,86 %	5,12 %
ETI	12,91 %	14,02 %	4,40 %	31,26 %	4,10 %	13,90 %	2,20 %	5,49 %	-2,69 %	6,85 %					
Exploitants agricoles hors subvention de l'Etat			-29,35 %	-0,23 %	-10,03 %	-3,30 %	-5,62 %	-0,02 %	-2,99 %	-1,31 %					
Majorations et pénalités	11,90 %	21,43 %	-1,91 %	ns	4,43 %	-13,77 %	-24,02 %	-4,98 %	-7,93 %	-2,07 %	8,42 %	0,75 %	-25,26 %	39,22 %	-3,98 %
Cotisations sociales prises en charge (b)			12,36 %	7,07 %	43,58 %	15,43 %	2,72 %	1,45 %	5,68 %	-6,97 %	-76,06 %	14,34 %	15,92 %	-9,36 %	-6,92 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			5,34 %	7,39 %	48,44 %	16,43 %	2,29 %	1,16 %	5,02 %	-7,35 %	-82,15 %	21,78 %	9,55 %	-10,77 %	-9,47 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			42,38 %	2,58 %	-1,20 %	1,57 %	9,42 %	5,87 %	15,07 %	-1,97 %	-1,57 %	-2,14 %	33,49 %	-6,14 %	4,70 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)			594,30 %	14,75 %	-1,27 %	4,28 %	1,83 %	2,54 %	2,78 %	7,67 %	35,49 %	7,02 %	5,08 %	-1,66 %	5,95 %
Contribution sociale généralisée				14,61 %	6,72 %	6,58 %	1,94 %	2,54 %	2,78 %	4,39 %	6,25 %	5,17 %	4,41 %	-1,58 %	3,89 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)			-77,95 %	22,96 %	-76,69 %										
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	152,19 %	12,67 %	7,99 %	4,05 %	0,47 %	1,47 %	-9,30 %	-11,75 %	3,46 %	-1,94 %	-21,42 %	53,90 %	4,38 %	2,70 %	0,71 %
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	46,38 %	36,50 %	9,99 %	6,01 %	0,16 %	2,08 %	-10,65 %	-17,74 %	4,66 %	-4,52 %	0,40 %	57,78 %	4,26 %	2,21 %	
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,00 %	12,31 %	2,80 %	-1,18 %	1,47 %	-0,53 %	-4,76 %	7,07 %	0,47 %	4,50 %	RS -> CAF				
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	10,27 %	16,84 %	2,62 %	22,77 %	5,29 %	6,89 %	2,19 %								1,42 %
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, hors remboursement de prestations) (b-f+g)			376,98 %	12,61 %	7,26 %	7,16 %	1,93 %	2,21 %	3,33 %	4,21 %	8,18 %	7,59 %	5,22 %	-2,15 %	-2,60 %
Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								2,73 %	2,48 %	3,25 %	5,65 %	4,67 %	4,35 %	0,63 %	0,54 %
5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)			5,08 %	6,60 %	-6,92 %	-3,96 %	4,60 %	3,42 %	5,59 %	4,06 %	4,82 %	4,54 %	3,43 %	-4,06 %	1,46 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					2,04 %	4,33 %	5,59 %	4,70 %	7,99 %	8,00 %	9,51 %	1,04 %	-4,74 %	-46,91 %	
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			5,00 %	15,73 %	5,20 %	4,55 %	3,31 %	3,31 %	5,13 %	4,58 %	3,95 %	5,26 %	4,87 %	3,32 %	4,40 %
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)			12,23 %	21,23 %	5,34 %	7,11 %	7,00 %	-3,95 %	8,70 %	-96,64 %					
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)				-27,25 %	-54,78 %										
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	10,27 %	16,84 %	2,82 %	20,86 %	3,60 %	5,54 %	2,46 %								3,39 %
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f) ²			120,06 %	10,79 %	2,41 %	3,70 %	2,70 %	2,56 %	4,00 %	4,17 %	7,17 %	6,69 %	4,71 %	-2,69 %	3,51 %
Total des produits de la branche Famille								2,81 %	2,84 %	3,34 %	5,55 %	4,65 %	4,24 %	0,08 %	3,58 %

TIPF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros 2009	1978 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 CNAF	2009 Branche F.
1. Cotisations sociales	28 030,54	35 260,55	27 874,11	30 520,05	32 154,92	34 041,63	34 208,36	34 208,36	34 361,15	34 649,19	34 860,03	32 659,71	33 275,46	33 726,25	33 845,37	33 845,37
Cotisations sociales des actifs (a)	28 030,54	34 545,22	24 390,45	28 084,38	28 712,71	30 129,71	30 258,72	30 258,72	30 428,66	30 561,72	31 122,28	31 779,83	32 283,86	32 608,03	32 832,45	32 832,45
Cotisations sociales sur salaires	26 452,93	30 943,12	21 671,91	24 825,67	25 429,98	26 566,45	26 751,14	26 751,14	26 828,28	27 123,30	27 544,87	28 086,21	28 514,25	28 394,91	28 430,47	28 430,47
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1 537,53	3 547,98	2 693,56	3 056,58	3 074,94	3 386,86	3 375,84	3 375,84	3 477,53	3 327,17	3 470,33	3 579,47	3 656,25	4 130,71	4 288,79	4 287,32
Majorations et pénalités	40,07	54,12	24,98	202,14	207,78	176,41	131,75	131,75	122,86	111,25	107,08	114,16	113,36	82,41	113,20	114,66
Cotisations sociales prises en charge (b)		715,34	3 483,66	2 435,67	3 442,22	3 911,92	3 949,64	3 949,64	3 932,49	4 087,47	3 737,75	879,88	991,60	1 118,22	1 012,92	1 012,92
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		579,83	3 253,79	2 197,18	3 210,29	3 679,98	3 700,18	3 700,18	3 673,29	3 794,11	3 455,09	606,29	727,70	775,53	691,50	691,50
Cotisations prises en charge par l'Etat (cf. TIPF 641) ©		184,05	3 253,79	2 197,18	852,31	659,60	553,72	553,72	459,96	3 809,70	3 455,09	606,29	727,70	775,53	691,50	691,50
Cotisations prises en charge par le FOREC (cf. TIPF 641) (d)					2 357,98	3 020,38	3 146,46	3 146,46	3 213,14	-16,04						
Cotisations prises en charge par d'autres entités publiques (e)									0,19	0,44						
Subvention de l'Etat au BAPSA		395,78														
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		135,51	229,87	238,48	231,92	231,94	249,46	249,46	259,20	293,36	282,66	273,59	263,90	342,69	321,42	321,42
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		926,44	8 130,09	10 622,64	10 323,43	10 599,25	10 608,98	10 608,98	10 675,79	10 791,60	11 420,36	15 215,07	16 049,40	16 405,62	16 121,80	16 121,80
Contribution sociale généralisée			8 000,15	9 605,16	10 089,93	10 588,14	10 608,98	10 608,98	10 675,79	10 791,52	11 072,64	11 567,98	11 990,94	12 179,22	11 978,81	11 978,81
Autres impôts et taxes affectés		926,44	129,94	1 017,49	233,49	11,11	0,001	0,001		0,086	347,719	3 647,096	4 058,461	4 226,407	4 142,989	4 142,989
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	315,33	237,96	261,75	269,10	266,11	265,85	237,03	237,03	205,28	208,88	201,33	155,55	235,95	239,59	368,33	245,90
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	65,83	171,66	190,53	206,61	203,71	204,73	179,81	179,81	145,16	149,42	140,23	138,44	215,29	218,36	223,04	223,04
Frais de gestion RSA															98,20	
Contributions, subventions diverses															24,28	
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	47,71	66,31	71,22	62,49	62,41	61,12	57,22	57,22	60,12	59,41	61,03					
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA												17,06	20,64	21,23	22,81	22,86
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	201,79									0,04	0,07	0,06	0,02			
4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)	882,07	124,77	696,14	12,17	185,40	273,38	325,47	719,68	906,16	866,21	723,16	1 007,40	1 027,30	979,03	270,15	1 425,36
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)								392,24	460,80	467,74	ND	ND	ND	ND		ND
Revenus des capitaux (k)	5,25	105,35			18,24	86,04	134,74						53,66	122,96	16,29	34,80
Remboursements PJM (l)		1,24	0,37			32,41	0,02									
Recettes diverses, prélèvement sur le FIPE, ajustement statistique	876,82	18,18	695,76	12,17	167,16	154,93	190,72					-0,02	-298,39		253,86	
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	29 227,94	36 549,73	36 962,08	41 423,96	42 929,86	45 180,11	45 379,84								50 605,65	
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		1 467,45	11 341,37	12 763,61	13 475,42	14 217,76	14 244,50	14 244,50	14 288,13	14 520,55	14 873,04	15 821,12	16 776,88	17 172,21	16 813,31	16 792,18
Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								45 774,05	46 148,38	46 515,89	47 204,88	49 037,74	50 588,10	51 350,49		51 638,43
5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		3 279,24	4 932,23	6 639,00	6 082,85	5 751,61	5 913,32	5 913,32	6 001,57	6 232,75	6 375,27	6 571,12	6 770,94	6 812,61	6 510,49	6 531,62
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)				831,46	835,10	857,79	890,30	890,30	914,77	971,57	1 031,41	1 110,64	1 106,09	1 025,03	543,80	543,80
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		3 240,40	3 836,01	4 554,25	4 656,65	4 823,10	4 956,66	4 956,66	5 025,41	5 195,98	5 340,91	5 458,92	5 663,25	5 777,27	5 965,31	5 965,31
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		38,83	42,51	56,22	58,29	61,47	64,66	64,66	60,95	65,16	2,15			8,71		21,08
Autres remboursements			1 053,71	1 197,06	532,81	9,25	1,70	1,70	0,44	0,04	0,80	1,57	1,60	1,60	1,39	1,43
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			900,46	1 197,42	365,85	9,25	1,70	1,70	0,44	0,04						
Aide à la scolarité			153,25	-0,36	0,07											
Remboursements du FASTIF					166,89											
Recettes CNAF (FNPF + FNAG + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	29 227,94	39 828,97	41 894,31	48 062,96	49 012,71	50 931,72	51 293,16								57 116,15	
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		4 746,68	16 273,60	19 402,61	19 558,27	19 969,37	20 157,82	20 157,82	20 289,70	20 753,30	21 248,31	22 392,24	23 547,82	23 984,82	23 323,80	23 323,80
Total des produits de la branche Famille								51 687,37	52 149,95	52 748,64	53 580,15	55 608,86	57 359,04	58 163,10		58 170,05

T1PF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants

Millions d'euros 2009								2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008		2009
Ventilation comptable des charges du compte de résultat								51 687,37	52 149,95	52 748,64	53 861,95	55 608,82	59 179,86	58 163,06		58 170,05
A. Cotisations, impôts et taxes affectés								41 670,88	41 823,80	45 456,83	46 280,39	47 874,78	49 324,85	50 131,87		49 967,18
Cotisations sociales (idem a)								30 258,72	30 428,66	30 561,72	31 122,28	31 779,83	32 283,86	32 608,03		32 832,45
Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c)								553,72	459,96	3 809,70	3 455,09	606,29	727,70	775,53		691,50
Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (idem f)								249,46	259,20	293,36	282,66	273,59	263,90	342,69		321,42
Produits d'entités publiques autres que l'Etat (idem e)																
Impôts, CSG (idem g)								10 608,98	10 675,79	10 791,60	11 072,64	11 567,98	11 990,94	12 179,22		11 978,81
B. Produits techniques								9 115,30	9 274,40	6 276,09	6 436,30	6 588,18	6 791,58	6 833,80		6 554,48
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)								3 203,68	3 273,26	43,38	61,03					
Cotisations prises en charge par le FOREC (d)								3 146,46	3 213,14	-16,04						
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)								57,22	60,12	59,41	61,03					
Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h)								5 911,62	6 001,13	6 232,71	6 375,27	6 571,12	6 770,94	6 812,57		6 531,62
C. Autres produits								901,18	1 051,75	1 015,72	1 145,27	1 145,86	3 063,43	1 197,39		1 648,39
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)								261,91	191,52	167,43	155,98	304,55	235,93	250,79		346,87
Reprises sur provisions								10,60	300,31	284,86	38,65	165,53	231,01	416,42		903,87
Produits financiers								144,72	133,43	117,21	99,27	73,16	65,56	122,96		34,80
Produits de gestion courante								395,09	334,62	355,16	357,47	314,57	332,91	308,39		326,51
Produits exceptionnels (ajustement stat)								88,85	91,88	91,06	493,89	288,06	675,57	98,83		36,35

T1PF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	CNAF 2003/2002	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Rapport sur 10 ans Branche 2009 / CNAF 1999	
1. Cotisations sociales	0,56 %	-15,56 %	25,94 %	5,36 %	5,87 %	0,49 %	0,45 %	0,45 %	0,84 %	0,61 %	-6,31 %	1,89 %	1,35 %	0,35 %		10,90 %
Cotisations sociales des actifs (a)	0,56 %	-16,07 %	28,92 %	2,24 %	4,94 %	0,43 %	0,56 %	0,56 %	0,44 %	1,83 %	2,11 %	1,59 %	1,00 %	0,69 %		16,91 %
Cotisations sociales sur salaires	0,49 %	-17,57 %	26,45 %	2,43 %	4,47 %	0,70 %	0,29 %	0,29 %	1,10 %	1,55 %	1,97 %	1,52 %	-0,42 %	0,13 %		14,52 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1,89 %	-3,12 %	25,09 %	0,60 %	10,14 %	-0,33 %	3,01 %	3,01 %	-4,32 %	4,30 %	3,15 %	2,14 %	12,98 %	3,79 %		40,27 %
Majorations et pénalités	0,98 %	-4,95 %	ns	2,79 %	-15,10 %	-25,32 %	-6,75 %	-6,75 %	-9,45 %	-3,74 %	6,61 %	-0,70 %	-27,30 %	39,13 %		-43,28 %
Cotisations sociales prises en charge (b)		8,88 %	5,08 %	41,33 %	13,65 %	0,96 %	-0,43 %	-0,43 %	3,94 %	-8,56 %	-76,46 %	12,70 %	12,77 %	-9,42 %		-58,41 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		2,08 %	5,39 %	46,11 %	14,63 %	0,55 %	-0,73 %	-0,73 %	3,29 %	-8,94 %	-82,45 %	20,03 %	6,57 %	-10,83 %		-68,53 %
Subvention de l'Etat au BAPSA		-11,70 %														
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		37,96 %	0,67 %	-2,75 %	0,00 %	7,56 %	3,90 %	3,90 %	13,18 %	-3,65 %	-3,21 %	-3,54 %	29,86 %	-6,21 %		34,78 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		572,77 %	12,61 %	-2,82 %	2,67 %	0,09 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	5,83 %	33,23 %	5,48 %	2,22 %	-1,73 %		51,77 %
Contribution sociale généralisée			12,48 %	5,05 %	4,94 %	0,20 %	0,63 %	0,63 %	1,08 %	2,61 %	4,47 %	3,66 %	1,57 %	-1,65 %		24,71 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		-78,63 %	20,67 %	-77,05 %							948,86 %	11,28 %	4,14 %	-1,97 %		
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	127,58 %	4,64 %	2,12 %	-1,11 %	-0,10 %	-10,84 %	-13,39 %	-13,39 %	1,75 %	-3,61 %			1,54 %	2,63 %		-8,62 %
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	32,09 %	6,58 %	4,04 %	-1,41 %	0,50 %	-12,17 %	-19,27 %	-19,27 %	2,94 %	-6,15 %	-1,28 %	55,51 %	1,43 %	2,14 %		7,95 %
Frais de gestion RSA																
Contributions, subventions diverses																
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	3,77 %	-0,38 %	-3,02 %	-0,12 %	-2,06 %	-6,38 %	5,08 %	5,08 %	-1,18 %	2,71 %	RS -> CAF					
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA												21,02 %	2,88 %	7,65 %		
4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)	-79,99 %	-27,65 %	-99,36 %	1 423 %	47,45 %	19,06 %	60,94 %	25,91 %	-4,41 %	-16,51 %	39,31 %	1,97 %	-4,70 %	45,59 %		
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	-0,50 %	-0,56 %	20,48 %	3,64 %	5,24 %	0,44 %	0,85 %									
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)	362,19 %	10,52 %	5,58 %	5,51 %	0,19 %	0,31 %		0,31 %	1,63 %	2,43 %	6,37 %	6,04 %	2,36 %	-2,21 %		
Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								0,82 %	0,80 %	1,48 %	3,88 %	3,16 %	1,51 %	0,56 %		
5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		1,83 %	4,61 %	-8,38 %	-5,45 %	2,81 %	1,49 %	1,49 %	3,85 %	2,29 %	3,07 %	3,04 %	0,62 %	-4,12 %		-1,62 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)				0,44 %	2,72 %	3,79 %	2,75 %	2,75 %	6,21 %	6,16 %	7,68 %	-0,41 %	-7,33 %	-46,95 %		
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		1,74 %	13,58 %	2,25 %	3,57 %	2,77 %	1,39 %	1,39 %	3,39 %	2,79 %	2,21 %	3,74 %	2,01 %	3,25 %		30,98 %
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		8,75 %	18,97 %	3,69 %	5,45 %	5,18 %	-5,74 %	-5,74 %	6,91 %	-96,70 %						
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)			-28,60 %	-55,49 %												
Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	-0,50 %	-0,36 %	18,61 %	1,98 %	3,92 %	0,71 %	0,92 %									-100,00 %
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)	113,23 %	8,73 %	0,80 %	2,10 %	0,94 %	0,65 %										20,21 %
Total des produits de la branche Famille								0,89 %	1,15 %	1,58 %	3,79 %	3,15 %	1,40 %	0,01 %		21,03 %

TIPF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 Branche F.
1. Cotisations sociales	95,9 %	88,7 %	88,5 %	66,5 %	63,5 %	65,6 %	66,8 %	66,2 %	65,9 %	65,7 %	65,1 %	58,7 %	58,0 %	58,0 %	58,2 %
Cotisations sociales des actifs (a)	95,9 %	87,8 %	86,7 %	58,2 %	58,4 %	58,6 %	59,2 %	58,5 %	58,3 %	57,9 %	58,1 %	57,1 %	56,3 %	56,1 %	56,4 %
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	80,3 %	77,7 %	51,7 %	51,7 %	51,9 %	52,2 %	51,8 %	51,4 %	51,4 %	51,4 %	50,5 %	49,7 %	48,8 %	48,9 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	7,4 %	8,9 %	6,4 %	6,4 %	6,3 %	6,6 %	6,5 %	6,7 %	6,3 %	6,5 %	6,4 %	6,4 %	7,1 %	7,4 %
Cotisations sociales prises en charge (b)		0,8 %	1,8 %	8,3 %	5,1 %	7,0 %	7,7 %	7,6 %	7,5 %	7,7 %	7,0 %	1,6 %	1,7 %	1,9 %	1,7 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,8 %	1,5 %	7,8 %	4,6 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		1,4 %	2,3 %	19,4 %	22,1 %	21,1 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	21,3 %	27,4 %	28,0 %	28,2 %	27,7 %
Contribution sociale généralisée				19,1 %	20,0 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %	20,9 %	20,9 %	20,6 %
Autres impôts et taxes affectés		1,4 %	2,3 %	0,3 %	2,1 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %		0,0 %	0,6 %	6,6 %	7,1 %	7,3 %	7,1 %
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	1,1 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)	3,0 %	1,5 %	0,3 %	1,7 %	0,0 %	0,4 %	0,5 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	1,3 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	2,5 %
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	100,0 %	92,2 %	91,8 %	88,2 %	86,2 %	87,6 %	88,7 %								
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		2,2 %	3,7 %	27,1 %	26,6 %	27,5 %	27,9 %	27,6 %	27,4 %	27,5 %	27,8 %	28,5 %	29,2 %	29,5 %	28,9 %
Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								88,6 %	88,5 %	88,2 %	88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,8 %
5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)		7,8 %	8,2 %	11,8 %	13,8 %	12,4 %	11,3 %	11,4 %	11,5 %	11,8 %	11,9 %	11,8 %	11,8 %	11,7 %	11,2 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,9 %	1,8 %	0,9 %
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		7,7 %	8,1 %	9,2 %	9,5 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %	9,9 %	9,9 %	10,3 %
Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i)		0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,004 %			0,015 %	0,036 %
Autres remboursements				2,5 %	2,5 %	1,1 %	0,02 %	0,003 %	0,001 %	0,0001 %	0,0015 %	0,0028 %	0,0028 %	0,0028 %	0,0025 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				2,1 %	2,5 %	0,7 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %					
Aide à la scolarité				0,4 %	0,0 %	0,0 %									
Remboursements du FASTIF						0,3 %									
Recettes CNAF (FNPf + FNga + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %								
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		10,0 %	11,9 %	38,8 %	40,4 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %	41,1 %	41,2 %	40,1 %
Total des produits de la branche Famille								100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 Branche F.
1. Cotisations sociales	95,9 %	96,1 %	96,5 %	75,4 %	73,7 %	74,9 %	75,3 %	74,7 %	74,5 %	74,5 %	73,8 %	66,6 %	65,8 %	65,7 %	65,5 %
Cotisations sociales des actifs (a)	95,9 %	95,2 %	94,5 %	66,0 %	67,8 %	66,9 %	66,7 %	66,1 %	65,9 %	65,7 %	65,9 %	64,8 %	63,8 %	63,5 %	63,6 %
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	87,1 %	84,7 %	58,6 %	59,9 %	59,2 %	58,8 %	58,4 %	58,1 %	58,3 %	58,4 %	57,3 %	56,4 %	55,3 %	55,1 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	8,0 %	9,7 %	7,3 %	7,4 %	7,2 %	7,5 %	7,4 %	7,5 %	7,2 %	7,4 %	7,3 %	7,2 %	8,0 %	8,3 %
Cotisations sociales prises en charge (b)		0,9 %	2,0 %	9,4 %	5,9 %	8,0 %	8,7 %	8,6 %	8,5 %	8,8 %	7,9 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,0 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,9 %	1,6 %	8,8 %	5,3 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,2 %	7,3 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,7 %	0,6 %
2. CSG, impôts et taxes affectés (g)		1,5 %	2,5 %	22,0 %	25,6 %	24,0 %	23,5 %	23,2 %	23,1 %	23,2 %	24,2 %	31,0 %	31,7 %	31,9 %	31,2 %
Contribution sociale généralisée				21,6 %	23,2 %	23,5 %	23,4 %	23,2 %	23,1 %	23,2 %	23,5 %	23,6 %	23,7 %	23,7 %	23,2 %
3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)	1,1 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)	3,0 %	1,6 %	0,3 %	1,9 %	0,0 %	0,4 %	0,6 %	1,6 %	2,0 %	1,9 %	1,5 %	2,1 %	2,0 %	1,9 %	2,8 %
Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %								
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		2,4 %	4,0 %	30,7 %	30,8 %	31,4 %	31,5 %	31,1 %	31,0 %	31,2 %	31,5 %	32,3 %	33,2 %	33,4 %	32,5 %
Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants

Millions d'euros	1981 CNAF	1990 CNAF	1991 CNAF	1993 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 Branche F.
Cotisations prises en charge par l'Etat		428	451	967	1 802	1 991	1 871	2 777	3 233	3 307	3 346	3 513	3 255	581	707,42	775,00	691,50
Contribution sociale généralisée			4 596	8 930	7 687	7 762	8 179	8 728	9 303	9 483	9 723	9 993	10 432	11 084	11 656,70	12 170,96	11 978,81
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		684	151	140	134	675	866	202	10	0,0		0,1	328	3 494	3 945,33	4 223,54	4 142,99
Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations		1 112	5 198	10 037	9 622	10 428	10 916	11 707	12 546	12 790	13 069	13 507	14 015	15 159	16 309	17 170	16 813
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat	13 467	25 595	22 225	20 976	22 909	23 622	24 116	25 038	26 675	27 269	27 950	28 573	29 588	30 712	31 641	32 928	33 154
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)	465	296	291	232	371	545	287	441	528	913	1 068	1 056	873	1 114	1 228	1 226	1 692
Financement par les cotisations, transferts et divers	13 932	25 891	22 516	21 208	23 279	24 167	24 404	25 479	27 203	28 182	29 018	29 629	30 461	31 826	32 869	34 155	34 846
Recettes hors remboursement de prestations	13 932	27 003	27 713	31 246	32 902	34 595	35 319	37 186	39 749	40 972	42 087	43 136	44 475	46 985	49 178	51 324	51 660
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		2 391	2 511	2 802	3 524	3 680	3 878	4 028	4 238	4 430	4 577	4 812	5 032	5 230	5 505,39	5 773,35	5 965,31
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)							708	722	754	796	833	900	972	1 064	1 075,26	1 024,34	543,80
Autres remboursements				922	1 147	1 035	1 019	461	8	2	0	0	1	2	1,56	1,60	1,43
Remboursements de prestations		2 391	2 511	3 724	4 671	4 715	5 605	5 211	4 999	5 228	5 411	5 711	6 004	6 296	6 582	6 799	6 511
Recettes y compris les remboursements de prestations	13 932	29 394	30 224	34 969	37 573	39 310	40 925	42 398	44 748	46 200	47 497	48 847	50 480	53 281	55 760	58 124	58 170
Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations		3 503	7 709	13 761	14 293	15 143	16 521	16 919	17 545	18 018	18 480	19 218	20 019	21 455	22 892	23 969	23 324

TIPF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations

Structure en % du total des recettes hors remboursement de prestations	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche F. 2002	Branche F. 2003	Branche F. 2004	Branche F. 2005	Branche F. 2006	Branche F. 2007	Branche F. 2008	Branche F. 2009
Cotisations prises en charge par l'Etat		1,6 %	1,6 %	3,1 %	5,5 %	5,8 %	5,3 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %	7,9 %	8,1 %	7,3 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %
Contribution sociale généralisée			16,6 %	28,6 %	23,4 %	22,4 %	23,2 %	23,5 %	23,4 %	23,1 %	23,1 %	23,2 %	23,5 %	23,6 %	23,7 %	23,7 %	23,2 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		2,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	2,0 %	2,5 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %		0,0 %	0,7 %	7,4 %	8,0 %	8,2 %	8,0 %
Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations		4,1 %	18,8 %	32,1 %	29,2 %	30,1 %	30,9 %	31,5 %	31,6 %	31,2 %	31,1 %	31,3 %	31,5 %	32,3 %	33,2 %	33,5 %	32,5 %
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat	96,7 %	94,8 %	80,2 %	67,1 %	69,6 %	68,3 %	68,3 %	67,3 %	67,1 %	66,6 %	66,4 %	66,2 %	66,5 %	65,4 %	64,3 %	64,2 %	64,2 %
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)	3,3 %	1,1 %	1,0 %	0,7 %	1,1 %	1,6 %	0,8 %	1,2 %	1,3 %	2,2 %	2,5 %	2,4 %	2,0 %	2,4 %	2,5 %	2,4 %	3,3 %
Financement par les cotisations, transferts et divers	100,0 %	95,9 %	81,2 %	67,9 %	70,8 %	69,9 %	69,1 %	68,5 %	68,4 %	68,8 %	68,9 %	68,7 %	68,5 %	67,7 %	66,8 %	66,5 %	67,5 %
Recettes hors remboursement de prestations	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

TIPF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)		CNAF 1991/1990	CNAF 1992/1991	CNAF 1994/1993	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Rapport sur 10 ans Branche 2009 / CNAF 1999
Cotisations prises en charge par l'Etat		2,1 %	0,6 %	96,7 %	9,8 %	-6,5 %	46,1 %	14,6 %	0,5 %	-0,7 %	3,3 %	-8,9 %	-82,5 %	20,0 %	6,6 %	-10,8 %	-68,5 %
Contribution sociale généralisée			31,7 %	-29,9 %	0,4 %	4,8 %	5,0 %	4,9 %	0,2 %	0,6 %	1,1 %	2,6 %	4,5 %	3,7 %	1,6 %	-1,6 %	24,7 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		-78,6 %	33,9 %	-22,2 %	402,6 %	27,6 %	-77,1 %						948,9 %	11,3 %	4,1 %	-2,0 %	307,2 %
Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations		353,1 %	29,1 %	-17,6 %	7,7 %	4,2 %	5,6 %	5,5 %	0,2 %	0,3 %	1,6 %	2,0 %	6,4 %	6,0 %	2,4 %	-2,1 %	31,2 %
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat		-15,9 %	-3,7 %	-4,9 %	2,5 %	1,6 %	2,2 %	4,9 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	1,8 %	2,1 %	1,5 %	1,2 %	0,6 %	17,1 %
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)		-5,0 %	15,1 %	169,7 %	46,2 %	-47,6 %	51,1 %	17,8 %	4,4 %	14,8 %	-2,7 %	-18,7 %	25,5 %	8,6 %	-2,8 %	37,9 %	401,4 %
Financement par les cotisations, transferts et divers		-15,7 %	-3,5 %	-3,0 %	3,2 %	0,5 %	2,8 %	5,1 %	0,6 %	1,0 %	0,4 %	1,1 %	2,7 %	1,8 %	1,1 %	2,0 %	21,6 %
Recettes hors remboursement de prestations		-0,6 %	2,6 %	-7,7 %	4,5 %	1,6 %	3,6 %	5,2 %	0,4 %	0,8 %	0,8 %	1,3 %	3,9 %	3,2 %	1,5 %	0,6 %	24,5 %
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPf + FNAS)		1,7 %	2,6 %	4,4 %	3,8 %	4,9 %	2,2 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,7 %	2,0 %	3,3 %	31,0 %
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)							0,4 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	-7,3 %	-46,9 %	-34,6 %
Autres remboursements				12,4 %	-10,3 %	-2,0 %	-55,5 %	-98,3 %	-81,6 %				96,4 %	2,2 %	0,0 %	-10,9 %	-99,9 %
Remboursements de prestations		1,7 %	2,6 %	6,4 %	0,3 %	18,3 %	-8,5 %	-5,6 %	2,8 %	1,6 %	3,8 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	0,5 %	-4,3 %	-1,1 %
Recettes y compris les remboursements de prestations		-0,4 %	2,6 %	-6,2 %	4,0 %	3,6 %	2,0 %	3,9 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,6 %	3,8 %	3,1 %	1,4 %	0,0 %	21,0 %
Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations		113,2 %	20,4 %	-11,1 %	5,3 %	8,6 %	0,8 %	2,1 %	0,9 %	0,7 %	2,3 %	2,4 %	5,4 %	5,2 %	1,9 %	-2,8 %	20,2 %

TIPF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 CNAF	2009 Branche F.
Prestations légales FNPF	7 830,85	10 134,96	21 268,92	26 683,46	29 820,22	30 282,85	31 279,68	32 244,67	32 910,25	34 307,46	35 833,99	37 463,29	38 574,88	39 922,66	40 748,01	40 747,83
- Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			-2 420,13	-4 033,19	-5 652,96	-5 261,88	-5 053,31	-5 285,57	-5 466,14	-5 771,75	-6 006,35	-6 296,10	-6 582,20	-6 807,99	-6 510,49	-6 531,62
1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat	7 830,85	10 134,96	18 848,80	22 650,27	24 167,25	25 020,97	26 226,37	26 959,10	27 444,11	28 535,71	29 827,64	31 167,20	31 992,68	33 114,67	34 237,52	34 216,21
2. Transferts : financement de prestations	126,23	381,27	2 910,56	7 340,88	3 614,38	3 373,54	3 911,38	4 771,28	5 851,58	6 072,36	6 275,46	6 645,73	6 866,01	7 063,97	7 580,26	7 581,15
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations (2005, 2009)	126,23	366,49	2 739,05	6 955,49	3 295,49	3 373,54	3 474,01	3 670,20	3 749,30	3 885,00	3 958,87	4 212,30	4 322,53	4 413,96	4 433,57	4 433,57
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)							437,38	901,72	1 895,21	1 964,84	2 087,05	2 184,96	2 291,49	2 385,68	2 882,79	2 882,79
Congé de paternité								199,36	207,07	222,52	229,53	248,46	251,99	264,34	263,90	263,90
Assurance personnelle, divers			59,76	207,18	135,64											0,90
Cotisation maladie parent isolé		14,79	111,75	178,21	183,24											
Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)	7 957,08	10 516,24	21 759,35	29 991,14	27 781,63	28 394,52	30 137,75	31 730,38	33 295,69	34 608,07	36 103,10	37 812,93	38 858,69	40 178,65	41 817,78	41 797,37
Action sociale (AS) (3 + 4)	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	2 053,95	2 205,70	2 110,32	2 362,60	2 448,78	2 878,97	3 323,54	3 337,08	3 495,04	3 635,85	3 829,81	3 756,92
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice y compris opérations en capital, prélèvements sur réserves FIPE (source DSER MTE)				1 649,59	2 066,98	2 169,21	2 241,08	2 560,65	2 675,70	3 126,48	3 572,39	3 585,16	3 733,29	3 873,43	3 965,96	3 965,96
Accueil des jeunes enfants				563,91	864,75	921,33	982,44	1 205,39	1 245,18	1 545,20	1 849,54	1 874,21	1 933,67	1 995,78	2 062,60	2 062,60
Temps libre des enfants et des familles				329,79	384,63	428,83	457,16	524,78	581,74	666,62	801,37	797,61	865,43	926,50	945,38	945,38
Accompagnement social des familles				386,40	402,36	400,97	406,79	407,04	421,25	440,13	440,66	434,18	439,35	439,80	438,82	438,82
Logement et habitat				135,83	169,51	171,76	158,25	167,47	167,91	170,73	163,61	158,01	152,21	152,09	150,13	150,13
Animation et vie sociale				177,13	201,57	208,09	206,42	221,60	224,71	239,43	248,14	255,55	268,40	278,80	286,03	286,03
Prestations supplémentaires				36,16	26,05	21,74	16,89	15,34	13,78	12,79	10,18	9,02	8,39	7,37	6,24	6,24
Réalizations diverses et logistique des œuvres				20,37	18,11	16,49	13,13	19,03	21,12	51,58	58,90	56,58	65,83	73,08	76,75	76,75
4. Ajustement AS / consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114				10,88	-13,03	36,50	-130,76	-202,99	-226,92	-247,51	-248,85	-248,09	-238,25	-237,58	-136,15	-209,03
Dont dépenses FNAS y compris prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	433,26	565,59	1 274,63	1 660,47	2 053,95	2 205,70	2 110,32								3 829,81	
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4)	8 390,34	11 081,82	23 033,98	31 651,62	29 835,58	30 600,22	32 248,07	34 092,98	35 744,47	37 487,05	39 426,63	41 150,00	42 353,73	43 814,50	45 647,58	45 554,29
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	114,79	171,96	2 284,14	3 009,19	3 306,31	3 285,56	3 126,75	3 244,07	3 206,23	3 294,65	3 514,93	3 770,55	3 643,46	3 896,05	3 907,43	3 971,60
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		82,47	2 104,10	2 827,47	3 134,20	3 113,38	3 104,65	3 220,25	3 182,70	3 270,93	3 490,62	3 745,68	3 618,03	3 870,16	3 880,79	3 932,06
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		82,47	2 104,10	2 818,02	3 113,01	3 089,52	3 078,49	3 187,08	3 143,82	3 233,78	3 450,69	3 698,02	3 573,53	3 823,92	3 829,52	3 880,79
Contribution au FNAL (ALT)				9,45	21,19	23,87	26,16	33,16	38,88	37,15	39,93	47,65	44,50	46,24	51,27	51,27
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	3,35	4,57	15,24	19,36	21,80	21,86	22,09	23,83	23,54	23,72	24,31	24,87	25,43	25,89	26,63	26,63
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	111,44	84,91	164,80	162,36	150,31	150,31										12,90
FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite	73,18	84,91	164,80	162,36	150,31	150,31										
Compensation démographique	38,26															
6. Gestion	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 298,73	1 322,87	1 406,89	1 907,17	1 884,56	1 960,65	2 044,53	2 113,50	2 144,17	2 093,23	1 949,35	2 285,91
Charges de gestion courante (G)								1 771,91	1 724,09	1 793,84	1 866,71	1 940,65	1 967,72	1 920,69		2 285,01
Charges de personnel								1 371,44	1 439,70	1 497,33	1 513,38	1 512,23	1 535,63	1 557,74		
Dotations aux amortissements et aux provisions								122,37	165,39	105,97	122,29	121,13	125,45	129,91		
Autres charges de gestion courante								278,10	119,00	190,54	231,04	307,29	306,64	233,04		
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	398,50	519,85	986,50	1 166,23	1 298,73	1 322,87	1 295,88								1 948,45	
Transferts liés à la gestion (T3)							1 111,01	135,26	160,47	166,81	177,82	172,85	176,45	172,54	0,90	0,90
Contribution au FNGA de l'ACOSS							111,01	131,75	156,32	162,70	173,20	167,37	171,78	167,18	0,90	0,90
Contribution au FNGA de l'UCANSS								3,50	4,15	4,11	4,62	5,48	4,67	5,36		
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	21,65	-5,34	94,98	326,55	571,38	483,11	1 101,49	641,34	770,06	690,05	801,50	842,34	880,69	1 853,93	882,01	1 656,16
Divers (postes comptables 3 + 4 + 5 + 7 + 8)	21,65	-5,34	94,98	326,55	571,38	483,11	1 101,49	641,34	770,06	690,05	801,50	842,34	880,69	1 853,86	881,17	1 656,16
Autres charges gestion technique (hors UNAF)								49,77	50,06	52,88						
Diverses charges techniques - régul. AVPF								494,50	491,49	478,41	485,40	464,02	220,86	312,48		515,37
Dotations aux provisions								2,63	58,28	43,47	139,44	223,65	263,00	1 075,52	359,67	1 028,47
Charges financières								0,12	0,16	0,23	0,14	1,79	8,09	2,28	1,79	2,86
Charges exceptionnelles								180,49	190,64	115,06	176,53	152,65	388,75	133,97		109,46
Autres dépenses	14,03		94,98	221,97	556,44	493,33	1 101,49	-86,17						329,62	519,72	
<i>Solde PAH (non pris en compte dans les PF)</i>															-0,82	
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	8 925,28	11 768,30	26 399,60	36 153,59	35 012,00	35 691,77	37 883,20								52 386,37	
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								39 885,57	41 605,32	43 432,40	45 787,60	47 876,39	49 022,06	51 657,71		53 467,96
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			2 420,13	4 033,19	5 652,96	5 261,88	5 053,31	5 285,57	5 466,14	5 771,75	6 006,35	6 296,10	6 582,20	6 807,99	6 510,49	6 531,62
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèvements FIPE, y compris op. capital)	8 925,28	11 768,30	28 819,72	40 186,78	40 664,96	40 953,64	42 936,51								58 896,87	
Total des charges de la branche Famille								45 171,13	47 071,46	49 204,15	51 793,96	54 172,49	55 604,26	58 465,71		59 999,57

TIPF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants

En millions d'euros								2002 Branche F.	Branche F.	Branche F.	2005 CCSS Branche F.	2006 CCSS Branche F.	2007 CCSS Branche F.	2008 CCSS Branche F.		2009 CCSS Branche F.
Ventilation comptable des charges du compte de résultat								45 171,10	47 071,42	49 204,15	52 059,63	MAJ 05/08 54 172,48	MAJ 12/08 57 374,35	MAJ 14/9/10 58 466,20		MAJ 14/9/10 59 999,57
C1. Prestations sociales directes (P1 + AS)								34 607,30	35 359,03	37 186,44	39 157,53	40 800,60	42 069,30	43 558,90		44 504,76
C2. Charges techniques - Transferts (T1 + T2 + T3 + Ecart DSER T2)								8 114,20	9 247,72	9 586,70	10 286,20	10 589,12	10 759,11	11 158,40		11 552,75
C3. Diverses charges techniques								494,50	491,49	478,41	485,40	464,02	493,28	616,30		516,27
C4. Dotations aux provisions								2,63	58,28	43,47	139,44	223,65	263,00	1 075,60		1 028,47
C5. Charges financières								0,12	0,16	0,23	0,14	1,79	8,09	2,30		2,86
C6. Charges de gestion courante								1 771,86	1 724,09	1 793,84	1 814,40	1 940,65	1 912,81	1 920,70		2 285,01
C7. Charges exceptionnelles								180,49	190,64	115,06	176,53	152,65	388,75	134,00		109,46
C8. Charges exceptionnelles (= montant équivalent en produits exceptionnels)													1 480,02			
								0	0	0	0	0,0	0,0			

TIPF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants

Evolution en euros courants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1981/1980	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Taux moyen annuel sur 10 ans Branche 09 / CNAF 99
Prestations légales directes du FNPF	11,2 %	20,4 %	3,4 %	9,6 %	1,6 %	3,3 %	3,1 %	2,1 %	4,2 %	4,4 %	4,5 %	3,0 %	3,5 %	2,1 %	3,2 %
1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat	22,4 %	40,8 %	6,4 %	20,2 %	7,1 %	9,6 %	5,5 %	1,8 %	4,0 %	4,5 %	4,5 %	2,6 %	3,5 %	3,3 %	3,5 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	101,4 %	53,4 %	-9,6 %	-60,3 %	-6,7 %	15,9 %	22,0 %	22,6 %	3,8 %	3,3 %	5,9 %	3,3 %	2,9 %	7,3 %	7,7 %
Assurance vieillesse parent au foyer + avances	95,3 %	47,7 %	-12,3 %	-63,8 %	2,4 %	3,0 %	5,6 %	2,2 %	3,6 %	1,9 %	6,4 %	2,6 %	2,1 %	0,4 %	3,0 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)							106,2 %	110,2 %	3,7 %	6,2 %	4,7 %	4,9 %	4,1 %	20,8 %	
Congé de paternité								3,9 %	7,5 %	3,2 %	8,2 %	1,4 %	4,9 %	-0,2 %	
Assurance personnelle															
Cotisation maladie parent isolé															
Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)	12,6 %	21,6 %	1,5 %	-7,1 %	2,2 %	6,1 %	5,3 %	4,9 %	3,9 %	4,3 %	4,7 %	2,8 %	3,4 %	4,0 %	4,2 %
Action sociale (AS)	10,7 %	34,4 %	5,3 %	5,2 %	7,4 %	-4,3 %	15,0 %	3,6 %	17,6 %	15,4 %	0,4 %	4,7 %	4,0 %	3,3 %	6,2 %
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE)				5,6 %	4,9 %	3,3 %	14,3 %	4,5 %	16,8 %	14,3 %	0,4 %	4,1 %	3,8 %	2,4 %	
Accueil des jeunes enfants				11,0 %	6,5 %	6,6 %	22,7 %	3,3 %	24,1 %	19,7 %	1,3 %	3,2 %	3,2 %	3,3 %	
Temps libre des enfants et des familles				1,1 %	11,5 %	6,6 %	14,8 %	10,9 %	14,6 %	20,2 %	-0,5 %	8,5 %	7,1 %	2,0 %	
Accompagnement social des familles				1,7 %	-0,3 %	1,5 %	0,1 %	3,5 %	4,5 %	0,1 %	-1,5 %	1,2 %	0,1 %	-0,2 %	
Logement et habitat				9,8 %	1,3 %	-7,9 %	5,8 %	0,3 %	1,7 %	-4,2 %	-3,4 %	-3,7 %	-0,1 %	-1,3 %	
Animation et vie sociale				0,5 %	3,2 %	-0,8 %	7,4 %	1,4 %	6,6 %	3,6 %	3,0 %	5,0 %	3,9 %	2,6 %	
Prestations supplémentaires				6,7 %	-16,6 %	-22,3 %	-9,1 %	-10,2 %	-7,2 %	-20,4 %	-11,3 %	-7,1 %	-12,1 %	-15,3 %	
Réalisations diverses et logistique des œuvres				14,1 %	-8,9 %	-20,4 %	44,9 %	11,0 %	144,2 %	14,2 %	-3,9 %	16,3 %	11,0 %	5,0 %	
<i>Dont prestations FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, frais gestion -> 2000</i>	10,7 %	34,4 %	5,3 %	5,2 %	7,4 %	-4,3 %	15,1 %								6,4 %
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF	12,5 %	22,3 %	1,7 %	-6,5 %	2,6 %	5,4 %	5,9 %	5,2 %	5,1 %	5,4 %	4,7 %	2,6 %	3,7 %	4,2 %	4,3 %
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	46,7 %	36,6 %	6,9 %	2,1 %	-0,6 %	-4,8 %	3,8 %	-1,2 %	2,8 %	6,7 %	7,3 %	-3,4 %	6,9 %	1,9 %	1,9 %
Contribution au FNAL : APL et ALT (aides aux associations)			14,4 %	6,4 %	-0,9 %	3,4 %	3,7 %	-1,2 %	2,8 %	6,7 %	7,3 %	-3,4 %	7,0 %	1,6 %	
Contribution au FNH-FNAL (ALV - EA 1978-1982)		58,2 %	7,8 %	2,6 %	-0,8 %	-0,4 %	3,5 %	-1,4 %	2,9 %	6,7 %	7,2 %				
Contribution au FNAL : aides aux associations				57,7 %	12,6 %	9,6 %	26,8 %	17,2 %	-4,4 %	7,5 %	19,3 %				
Contribution à l'UNAF	18,2 %	16,7 %	6,9 %	4,3 %	0,3 %	1,1 %	7,8 %	-1,2 %	0,8 %	2,5 %	2,3 %	2,3 %	1,8 %	2,9 %	
6. Gestion	15,1 %	19,9 %	2,0 %	4,9 %	1,9 %	6,4 %	21,4 %	-1,2 %	4,0 %	4,3 %	3,4 %	1,5 %	-2,4 %	9,2 %	5,8 %
Charges de gestion courante (G)								-2,7 %	4,0 %	4,1 %	4,0 %	1,4 %	-2,4 %	19,0 %	
Charges de personnel								5,0 %	4,0 %	1,1 %	-0,1 %	1,5 %	1,4 %		
Dotations aux amortissements et aux provisions								35,2 %	-35,9 %	15,4 %	-0,9 %	3,6 %	3,6 %		
Autres charges de gestion courante								-57,2 %	60,1 %	21,3 %	33,0 %	-0,2 %	-24,0 %		
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	15,1 %	19,9 %	2,0 %	4,9 %	1,9 %	-2,0 %	21,4 %								4,1 %
Transferts liés à la gestion (T3)							21,8 %	18,6 %	4,0 %	6,6 %	-2,8 %	2,1 %	-2,2 %	-99,5 %	
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	13,3 %	22,3 %	2,6 %	3,6 %	1,9 %	6,1 %	4,7 %								
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								4,3 %	4,4 %	5,4 %	4,6 %	2,4 %	5,4 %	3,5 %	4,3 %
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	13,3 %	22,3 %	2,8 %	3,9 %	0,7 %	4,8 %	4,7 %								
Total des charges de la branche Famille								4,2 %	4,5 %	5,3 %	4,6 %	2,6 %	5,1 %	2,6 %	4,0 %

TIPF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Millions d'euros 2009	1978 CNAF	1980 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 CNAF	2008 Branche F.	2009 CNAF	2009 Branche F.
Prestations légales FNPF	24 505	25 213	28 461	28 819	32 631	35 022	35 007,69	35 602,12	36 074,30	36 133,93	37 047,67	38 034,95	39 099,77	39 680,96	39 951,57	39 949,74	40 748,01	40 747,83
1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat	24 505	25 213	25 564	25 540	27 699	28 383	28 924,83	29 850,51	30 160,97	30 132,36	30 814,92	31 659,68	32 528,64	32 910,02	33 147,90	33 137,13	34 237,52	34 216,21
2. Transferts : financement de prestations (T1)	395	949	2 589	3 944	8 977	4 245	3 899,90	4 451,89	5 337,96	6 424,76	6 557,37	6 660,90	6 936,03	7 062,88	7 068,77	7 068,77	7 580,26	7 581,15
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	395	912	2 342	3 711	8 506	3 870	3 899,90	3 954,07	4 106,10	4 116,56	4 195,30	4 202,03	4 396,30	4 446,47	4 416,95	4 416,95	4 433,57	4 433,57
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)								497,82	1 008,82	2 080,85	2 121,78	2 215,24	2 280,41	2 357,20	2 387,29	2 387,29	2 882,79	2 882,79
Congé de paternité									223,04	227,35	240,29	243,63	259,32	259,21	264,52	264,52	263,90	263,90
Assurance personnelle																		0,90
Cotisation maladie parent isolé		37	190	151	253	159												
					218	215												
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	24 900	26 162	28 153	29 484	36 676	32 628	32 824,73	34 302,40	35 498,93	36 557,12	37 372,29	38 320,58	39 464,67	39 972,91	40 216,67	40 205,90	41 817,78	41 797,37
Action sociale (AS) (3 + 4)	1 356	1 407	1 530	1 727	2 031	2 412	2 549,85	2 401,94	2 643,20	2 688,65	3 108,92	3 527,67	3 482,85	3 595,26	3 741,77	3 638,32	3 829,81	3 756,92
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc op. en capital, prélèvement sur réserves FIPE (source DSER MTE)					2 017	2 428	2 507,66	2 550,77	2 864,77	2 937,79	3 376,20	3 791,81	3 741,77	3 840,33	3 876,06	3 876,06	3 965,96	3 965,96
Accueil des jeunes enfants					690	1 016	1 065,08	1 118,20	1 348,55	1 367,15	1 668,62	1 963,14	1 956,08	1 989,12	1 997,14	1 997,14	2 062,60	2 062,60
Temps libre des enfants et des familles					403	452	495,74	520,33	587,11	638,72	719,87	850,59	832,45	890,25	927,12	927,12	945,38	945,38
Accompagnement social des familles					473	473	463,53	463,00	455,38	462,51	475,29	467,72	453,14	451,95	440,10	440,10	438,82	438,82
Logement et habitat					166	199	198,56	180,12	187,36	184,36	184,37	173,65	164,91	156,57	152,20	152,20	150,13	150,13
Animation et vie sociale					217	237	240,56	234,95	247,92	246,72	258,55	263,38	266,72	276,10	278,99	278,99	286,03	286,03
Prestations supplémentaires					44	31	25,13	19,22	17,17	15,13	13,81	10,80	9,42	8,63	7,38	7,38	6,24	6,24
Réalisations diverses et logistique des œuvres					25	21	19,06	14,94	21,29	23,19	55,70	62,52	59,05	67,72	73,13	73,13	76,75	76,75
4. Ajustement action sociale (/ consolidation hors op. K ou / FNAS)					13	-15	42,19	-148,83	-227,10	-249,14	-267,28	-264,14	-258,92	-245,08	-134,29	-237,74	-136,15	-209,03
Dont dépenses FNAS yc prélèvement sur réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	1 356	1 407	1 530	1 727	2 031	2 412	2 549,85	2 401,94							3 741,77		3 829,81	
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF	26 255	27 569	29 682	31 211	38 707	35 040	35 374,58	36 704,33	38 142,13	39 245,76	40 481,21	41 848,25	42 947,52	43 568,16	43 958,44	43 844,21	45 647,58	45 554,29
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	359	428	1 831	3 095	3 680	3 883	3 798,19	3 558,82	3 629,36	3 520,30	3 557,80	3 730,82	3 935,25	3 747,93	3 898,70	3 898,70	3 907,43	3 971,60
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		205	1 581	2 851	3 458	3 681	3 599,15	3 533,67	3 602,71	3 494,45	3 532,19	3 705,02	3 909,30	3 721,77	3 872,79	3 872,79	3 880,79	3 932,06
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		205	1 581	2 851	3 446	3 656	3 571,56	3 503,89	3 565,60	3 451,76	3 492,07	3 662,63	3 859,56	3 675,99	3 826,51	3 826,51	3 829,52	3 880,79
Contribution au FNAL : aides aux associations					12	25	27,59	29,78	37,10	42,69	40,12	42,39	49,73	45,78	46,27	46,27	51,27	51,27
Contribution à l'UNAF	10	11	14	21	24	26	25,28	25,15	26,66	25,84	25,61	25,80	25,96	26,16	25,91	25,91	26,63	26,63
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	349	211	235	223	199	177	173,77											
6. Gestion	1 247	1 293	1 395	1 337	1 426	1 525	1 529,27	1 601,30	2 133,68	2 069,16	2 117,25	2 170,11	2 205,82	2 205,65	1 913,23	2 094,65	1 949,35	2 285,91
Charges de gestion courante (G)									1 982,36	1 892,97	1 937,12	1 981,37	2 025,43	2 024,15		1 922,00		2 285,01
Charges de personnel									1 534,32	1 580,72	1 616,92	1 606,34	1 578,29	1 579,67		1 558,80		
Dotations aux amortissements et aux provisions									136,90	181,59	114,43	129,80	126,42	129,05		130,00		
Autres charges de gestion courante									311,13	130,66	205,76	245,23	320,71	315,43		233,20		
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	1 247	1 293	1 395	1 337	1 426	1 525	1 529,27	1 474,95							1 740,58		1 948,45	
Transferts liés à la gestion (T3)								126,35	151,32	176,19	180,13	188,74	180,40	181,51	172,65	172,65	0,90	0,90
Contribution au FNGA de l'ACOSS								126,35	147,40	171,63	175,70	183,84	174,68	176,71	167,29	167,29	0,90	0,90
Contribution au FNGA de l'UCANSS									3,92	4,55	4,44	4,90	5,72	4,80	5,36	5,36		
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / comp.)	68	-13	116	129	399	671	558,49	1 253,71	717,51	845,49	745,17	850,73	879,13	905,95	1 640,42	1 855,19	882,01	1 656,16
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	27 929	29 277	33 024	35 771	44 213	41 119	41 260,52	43 118,16							51 410,79		52 386,37	
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat									44 622,69	45 680,70	46 901,43	48 599,92	49 967,73	50 427,69		51 692,75		53 467,96
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			2 898	3 279	4 932	6 639	6 082,85	5 751,61	5 913,32	6 001,57	6 232,75	6 375,27	6 571,12	6 770,94	6 803,67	6 812,61	6 510,49	6 531,62
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	27 929	29 277	35 921	39 050	49 145	47 758	47 343,38	48 869,78							58 214,46		58 896,87	
Total des charges de la branche Famille									50 536,01	51 682,27	53 134,18	54 975,19	56 538,85	57 198,63		58 505,36		59 999,57

TIPF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants

Evolution en euros constants (en %)	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002 Branche F.	2004/2003 Branche F.	2005/2004 Branche F.	2006/2005 Branche F.	2007/2006 Branche F.	2008/2007 Branche F.	2009/2008 CNAF	2009/2008 Branche F.	Rapport branche 2009 / CNAF 1999
Prestations légales FNPF	2,1 %	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,5 %	0,7 %	2,0 %	2,0 %	16,4 %
1. Prestations après déduction des remboursement par l'Etat	-1,0 %	1,9 %	3,2 %	1,0 %	-0,1 %	2,3 %	2,7 %	2,7 %	1,2 %	0,7 %	3,3 %	3,3 %	20,6 %
2. Transferts : financement de prestations (T1)	-0,6 %	-8,1 %	14,2 %	19,9 %	20,4 %	2,1 %	1,6 %	4,1 %	1,8 %	0,1 %	7,2 %	7,2 %	78,6 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	1,1 %	0,8 %	1,4 %	3,8 %	0,3 %	1,9 %	0,2 %	4,6 %	1,1 %	-0,7 %	0,4 %	0,4 %	14,6 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)				102,6 %	106,3 %	2,0 %	4,4 %	2,9 %	3,4 %	1,3 %	20,8 %	20,8 %	
Congé de paternité					1,9 %	5,7 %	1,4 %	6,4 %	0,0 %	2,0 %	-0,2 %	-0,2 %	
Assurance personnelle	-31,7 %												
Cotisation maladie parent isolé	2,2 %												
Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)	-1,0 %	0,6 %	4,5 %	3,5 %	3,0 %	2,2 %	2,5 %	3,0 %	1,3 %	0,6 %	4,0 %	4,0 %	28,1 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,0 %	1,7 %	15,6 %	13,5 %	-1,3 %	3,2 %	1,2 %	2,4 %	3,3 %	55,7 %
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèvement sur les réserves FIPE (source DSER MTE)	7,2 %	3,3 %	1,7 %	12,3 %	2,5 %	14,9 %	12,3 %	-1,3 %	2,6 %	0,9 %	2,3 %	2,3 %	63,4 %
Accueil des jeunes enfants	14,1 %	4,9 %	5,0 %	20,6 %	1,4 %	22,1 %	17,7 %	-0,4 %	1,7 %	0,4 %	3,3 %	3,3 %	103,1 %
Temps libre des enfants et des familles	7,3 %	9,7 %	5,0 %	12,8 %	8,8 %	12,7 %	18,2 %	-2,1 %	6,9 %	4,1 %	2,0 %	2,0 %	109,3 %
Accompagnement social des familles	0,2 %	-1,9 %	-0,1 %	-1,6 %	1,6 %	2,8 %	-1,6 %	-3,1 %	-0,3 %	-2,6 %	-0,3 %	-0,3 %	-7,1 %
Logement et habitat	1,1 %	-0,3 %	-9,3 %	4,0 %	-1,6 %	0,0 %	-5,8 %	-5,0 %	-5,1 %	-2,8 %	-1,4 %	-1,4 %	-24,6 %
Animation et vie sociale	5,1 %	1,6 %	-2,3 %	5,5 %	-0,5 %	4,8 %	1,9 %	1,3 %	3,5 %	1,0 %	2,5 %	2,5 %	20,8 %
Prestations supplémentaires	-16,8 %	-17,9 %	-23,5 %	-10,7 %	-11,9 %	-8,7 %	-21,8 %	-12,8 %	-8,4 %	-14,5 %	-15,4 %	-15,4 %	-79,6 %
Réalisations diverses et logistique des œuvres	-5,8 %	-10,4 %	-21,6 %	42,5 %	8,9 %	140,2 %	12,2 %	-5,5 %	14,7 %	8,0 %	5,0 %	5,0 %	260,9 %
Dont prestations FNAS yc prél. réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	7,9 %	5,7 %	-5,8 %	13,1 %							2,4 %		
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF	-0,4 %	1,0 %	3,8 %	4,1 %	2,9 %	3,1 %	3,4 %	2,6 %	1,4 %	0,6 %	3,8 %	3,9 %	30,0 %
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,6 %	-2,2 %	-6,3 %	2,0 %	-3,0 %	1,1 %	4,9 %	5,5 %	-4,8 %	4,0 %	0,2 %	1,9 %	
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)	1,5 %	-2,3 %	-1,9 %	1,8 %	-3,2 %	1,2 %	4,9 %	5,4 %	-4,8 %	4,1 %	0,1 %	1,4 %	
Contribution au FNAL : aides aux associations	7,2 %	10,9 %	7,9 %	24,6 %	15,1 %	-6,0 %	5,7 %	17,3 %			10,8 %		
Contribution à l'UNAF	0,2 %	-1,3 %	-0,5 %	6,0 %	-3,0 %	-0,9 %	0,7 %	0,6 %	0,8 %	-1,0 %	2,8 %	2,8 %	
6. Gestion	2,1 %	0,3 %	4,7 %	19,4 %	-3,0 %	2,3 %	2,5 %	1,6 %	0,0 %	-5,0 %	1,9 %	9,1 %	
Charges de gestion courante (G)					-4,5 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	-0,1 %	-5,0 %		18,9 %	
Charges de personnel					3,0 %	2,3 %	-0,7 %	-1,7 %	0,1 %	-1,3 %			
Dotations aux amortissements et aux provisions					32,6 %	-37,0 %	13,4 %	-2,6 %	2,1 %	0,7 %			
Autres charges de gestion courante					-58,0 %	57,5 %	19,2 %	30,8 %	-1,6 %	-26,1 %			
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	2,1 %	0,3 %	-3,6 %	19,3 %							11,9 %		
Transferts liés à la gestion (T3)				19,8 %	16,4 %	2,2 %	4,8 %	-4,4 %	0,6 %	-4,9 %			
Contribution au FNGA de l'ACOSS				16,7 %	16,4 %	2,4 %	4,6 %	-5,0 %	1,2 %	-5,3 %			
Contribution au FNGA de l'UCANSS					16,2 %	-2,6 %	10,5 %	16,5 %	-16,0 %	11,7 %			
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	0,3 %	0,3 %	4,5 %	2,9 %							1,9 %		
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat					2,4 %	2,7 %	3,6 %	2,8 %	0,9 %	2,5 %		3,4 %	30,0 %
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)	18,2 %	-8,4 %	-5,4 %	2,8 %	1,5 %	3,9 %	2,3 %	3,1 %	3,0 %	0,6 %	-4,3 %	-4,1 %	
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	2,5 %	-0,9 %	3,2 %	2,9 %							1,2 %		
Total des charges de la branche Famille					2,3 %	2,8 %	3,5 %	2,8 %	1,2 %	2,3 %		2,6 %	25,6 %

T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations)

Part des remboursements de prestations dans l'ensemble des charges

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CAF	1995 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche F.	2003 Branche F.	2004 Branche F.	2005 Branche F.	2006 Branche F.	2007 Branche F.	2008 Branche F.	2009 Branche F.
1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat	87,7 %	86,1 %	71,4 %	62,7 %	69,0 %	70,1 %	69,2 %	67,6 %	66,0 %	65,7 %	65,1 %	65,1 %	65,3 %	64,1 %	64,0 %
2. Transferts : financement de prestations	1,4 %	3,2 %	11,0 %	20,3 %	10,3 %	9,5 %	10,3 %	12,0 %	14,1 %	14,0 %	13,7 %	13,9 %	14,0 %	13,7 %	14,2 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations	1,4 %	3,1 %	10,4 %	19,2 %	9,4 %	9,5 %	9,2 %	9,2 %	9,0 %	8,9 %	8,6 %	8,8 %	8,8 %	8,5 %	8,3 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)															
Congé de paternité															
Assurance personnelle, divers															
Cotisation maladie parent isolé															
Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)	89,2 %	89,4 %	82,4 %	83,0 %	79,3 %	79,6 %	79,6 %	79,6 %	80,0 %	79,7 %	78,8 %	79,0 %	79,3 %	77,8 %	78,2 %
Action sociale (AS) (3 + 4)	4,9 %	4,8 %	4,8 %	4,6 %	5,9 %	6,2 %	5,6 %	5,9 %	5,9 %	6,6 %	7,3 %	7,0 %	7,1 %	7,0 %	7,0 %
3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice y compris opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER MTE)															
Accueil des jeunes enfants															
Temps libre des enfants et des familles															
Accompagnement social des familles															
Logement et habitat															
Animation et vie sociale															
Prestations supplémentaires															
Réalisations diverses et logistique des œuvres															
4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. T1PF 67114)															
Dont dépenses FNAS y compris prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	4,9 %	4,8 %	4,8 %	4,6 %	5,9 %	6,2 %	5,6 %								
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4)	94,0 %	94,2 %	87,3 %	87,5 %	85,2 %	85,7 %	85,1 %	85,5 %	85,9 %	86,3 %	86,1 %	86,0 %	86,4 %	84,8 %	85,2 %
5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)	1,3 %	1,5 %	8,7 %	8,3 %	9,4 %	9,2 %	8,3 %	8,1 %	7,7 %	7,6 %	7,7 %	7,9 %	7,4 %	7,5 %	7,4 %
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		0,7 %	8,0 %	7,8 %	9,0 %	8,7 %	8,2 %	8,1 %	7,6 %	7,5 %	7,6 %	7,8 %	7,4 %	7,5 %	7,4 %
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)															
Contribution APL - EA															
Contribution APL EA															
Régularisations exercices antérieurs															
Contribution au FNAL (ALT)															
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	1,2 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %									
FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite	0,8 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %									
Compensation démographique	0,4 %														
6. Gestion	4,5 %	4,4 %	3,7 %	3,2 %	3,7 %	3,7 %	3,7 %	4,8 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,4 %	4,4 %	4,1 %	4,3 %
Charges de gestion courante (G)								4,4 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,0 %	3,7 %	4,3 %
Charges de personnel								3,4 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	
Dotations aux amortissements et aux provisions								0,3 %	0,4 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	
Autres charges de gestion courante								0,7 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	
FNGA (y compris le solde des opérations en capital)	4,5 %	4,4 %	3,7 %	3,2 %	3,7 %	3,7 %	3,4 %								
Transferts liés à la gestion (T3)								0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,0 %
Contribution au FNGA de l'ACOSS								0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,0 %
Contribution au FNGA de l'UCANSS								0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	
7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	0,2 %	0,0 %	0,4 %	0,9 %	1,6 %	1,4 %	2,9 %	1,6 %	1,9 %	1,6 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	3,6 %	3,1 %
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %								
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
En % du total y compris les remboursements de l'Etat															
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			8,4 %	10,0 %	13,9 %	12,8 %	11,8 %	11,7 %	11,6 %	11,7 %	11,6 %	11,6 %	11,8 %	11,6 %	10,9 %
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	100,0 %	100,0 %	91,6 %	90,0 %	86,1 %	87,2 %	88,2 %								
Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat								88,3 %	88,4 %	88,3 %	88,4 %	88,4 %	88,2 %	88,4 %	89,1 %

TIPF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)

Pour ce tableau, on retient la définition comptable des recettes et des dépenses de la CNAF. Les soldes statistiques sont identiques aux soldes comptables.

Millions d'euros	1978	1979	1980	1990 (1)	2000 (1)	2001 (1)	2002 (1)	2003 (1)	2004 (1)	2005 (1)	2006 (1)	2007 (1)	2008 (1)	2009 (1)
RECETTES	9 340	10 299	11 924	29 285	42 504	44 916	45 837	47 216	48 566	50 489,04	52 962,09	57 136,66	57 846,05	57 233,65
FNPF	8 551	9 380	10 801	26 978	38 898	41 370	41 788	43 038	43 870	45 439,90	47 799,99	51 809,40		
FNAS hors prélèv. FIPE	396	460	575	1 275	2 206	2 084	2 388	2 512	2 924	3 392,60	3 447,84	3 596,75		
FNGA	394	459	548	1 033	1 400	1 436	1 660	1 667	1 771	1 656,55	1 714,26	1 730,52	1 838,43	2 052,21
DEPENSES	8 925	10 115	11 768	28 710	41 060	43 104	44 965	46 882	49 042	51 768,51	53 894,20	57 039,69	58 290,80	59 014,37
FNPF	8 094	9 177	10 683	26 403	37 454	39 558	40 876	42 705	44 303	46 692,11	48 713,53	51 703,80		
FNAS yc financ. FIPE	433	479	566	1 275	2 206	2 110	2 428	2 560	2 967	3 419,85	3 466,41	3 605,38		
FNGA	399	459	520	1 033	1 400	1 436	1 660	1 667	1 771	1 656,55	1 714,26	1 730,52	1 838,43	2 052,21
SOLDE (après prélèvement au FIPE)	415	184	155	575	1 444	1 811,54	911,40	333,74	-475,74	-1 279,47	-932,11	96,97	-444,74	-1 780,72
FNPF (a)	457	203	118	575	1 444	1 812	911	334	-433	-1 252,21	-913,54	105,60		
FNAS avant prélèvement FIPE	-38	-20	9						-43	-27,25	-18,57	-8,63		
FNGA	-5	0	28											
Remise à zéro														
Affectation au FIPE (loi de financement pour 2001) (b) (2) (3)					229	27	40	48	43	27,25	18,57	8,63	5,35	2,75
Le fonds de roulement au 31-12-2000 yc 229 M€ (-> cpte de réserve pour le financement du FIPE)					229									
Le fonds de roulement au 31-12-2001 inclut 202 M€ au titre du FIPE						202								
Le fonds de roulement au 31-12-2002 inclut 162 M€ au titre du FIPE							162							
Le fonds de roulement au 31-12-2003 inclut 114 M€ au titre du FIPE								114						
Le fonds de roulement au 31-12-2004 inclut 72 M€ au titre du FIPE									72					
Le fonds de roulement au 31-12-2005 inclut 44,44 M€ au titre du FIPE										44,44				
Le fonds de roulement au 31-12-2006 inclut 25,87 M€ au titre du FIPE											25,87			
Le fonds de roulement au 31-12-2007 inclut 17,24 M€ au titre du FIPE (fonds d'investissement pour la petite enfance).												17,24		
Le fonds de roulement au 31-12-2008 inclut 11,88 M€ au titre du FIPE (fonds d'investissement pour la petite enfance).													11,88	
Le fonds de roulement au 31-12-2009 inclut M€ au titre du FIPE (fonds d'investissement pour la petite enfance).														9,13
Apurement du report à nouveau repris par la CADES (3)														
SOLDE CUMULE	3 860	4 043	4 199	7 576										
FNPF	3 752	3 955	4 073	7 116	3 218	5 003	5 875	6 161	5 685	4 405,59	3 473,48	3 570,45	3 125,71	1 344,99

Branche Famille								
	2002	2003	2004	2005 CCSS	2006 CCSS	2007 CCSS	2008 CCSS	2009 CCSS
Produits	46 200,3	47 497,4	48 847,1	50 745,1	53 281,4	57 530,3	58 123,6	58 170,0
Charges	45 171,1	47 071,5	49 204,1	52 059,6	54 172,5	57 374,3	58 466,1	59 999,6
y compris prélèvement FIPE								
NB : PAH en recettes et dépenses diverses								
Résultat net	1 029,1	426,0	-357,0	-1 314,5	-891,1	155,9	-342,4	-1 829,5
Ecart statistique				0	0	0	0	

Produits statistiques	Idem	50 479,6	Idem	55 760,2	58 123,6	58 170,0
Produits comptables	comptabilité	50 745,1	comptabilité	57 530,3	58 123,6	58 170,0
- Recettes exceptionnelles annulées par des charges d'un même montant				-1 480,0		
- Recettes exceptionnelles AVPF		-265,6		-290,1		
Charges statistiques		51 794,1		55 604,3	58 466,1	59 999,6
Charges comptables		52 059,6		57 374,3	58 466,1	59 999,6
- Charges exceptionnelles annulées par des recettes d'un même montant				-1 480,0		
- Recettes exceptionnelles AVPF		-265,6		-290,1		
Résultat net		-1 314,5		155,9	-342,4	-1 829,5

Montant du fonds de roulement de la branche Famille (excédent des capitaux propres sur l'actif immobilisé net)	6 274,5	3 742,8	2 852,1	3 008,0	2 665,6	836,1
Variation	-2 531,7	-890,7		155,9	-342,4	-1 829,5

(1) Depuis l'arrêté du 1^{er} août 1991, la fraction des cotisations affectée à l'action sociale et à la gestion est fixée en montant et non en taux. Ces montants conduisent à une variation du fonds de roulement nul en 1990 pour le FNGA et le FNAS.

Le tableau 63 reprend la présentation comptable et non statistique des recettes et des dépenses du FNGA et du FNAS afin de bien faire apparaître les recettes affectées. Par contre, dans le tableau 62, la ventilation par fonds des cotisations a été calculée afin de prolonger la série.

Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF août 1995 page 16 : 3 663 267 958,32 francs de report à nouveau résultant de la remise à zéro des réserves antérieures.

Report à nouveau repris par la CADES : compte financier de l'exercice 1996 (52 311 MF), exercice 1998 (19 656 MF, annexe II).

(2) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2001 page 103.

(3) Rapport de l'Agent comptable sur le compte financier CNAF juin 2002 pages 101 et 105.

Passage des données comptables aux chiffres statistiques (en euros)

En millions d'euros	2000 DC	2001 DC	2002 DC	2003 DC	2004 DC	2005 DC	2006 DC	2007 DC	2008 DC	2009 DC
Recettes comptabilité CNAF	42 503,90	44 915,91	45 836,50	47 215,92	48 566,18	50 489,04	52 962,09	55 656,64	57 846,05	57 233,65
AVPF - garantie de ressources			Recettes exceptionnelles AVPF			-265,56		-517,69		
Recettes PAH	-29,23	-27,67	-25,75	-23,71	ds divers	-18,60	-18,12	-15,25	-16,77	-13,75
Moindres dépenses BMAF										
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette										
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette										
Recettes en capital du FNGA	-77,00	-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44	-86,40	-99,03	-103,75
Recettes diverses statistiques correspondant au prélèvement sur les réserves du FIPE			39,64	48,14						
Recettes diverses statistiques yc contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (-> comptabilité CNAF 2003)			84,91							
Ecart sur les dépenses / TIPF 671	0,01	-0,03	0,00	0,00		0,00	-52 851,53			
Recettes statistiques ajustées DC	42 397,67	44 748,14	45 847,91	47 149,18	48 474,53	50 111,13	52 851,53	55 037,30	57 730,25	57 116,15
Vérification								55 037	57 730	0
Dépenses comptabilité CNAF	41 059,92	43 104,37	44 964,75	46 882,18	49 041,92	51 768,51	53 894,20	55 559,78	58 290,80	59 014,37
AVPF - garantie de ressources			Recettes exceptionnelles AVPF			-265,56		-517,69		
Recettes PAH		-27,67	-25,75	-23,71	ds divers	-18,60	-18,12	-15,25	-16,77	-13,75
Moindres dépenses BMAF										
Charges / mesures en faveur de l'emploi : moindre recette										
Intérêts créditeurs ACOSS : moindre recette										
Prise en compte en statistique de la contribution au FNH du BAPSA pour 2002 (comptabilité CNAF 2003)			84,91							
Recettes en capital du FNGA		-140,10	-87,40	-91,16	-91,65	-93,75	-92,44	-86,40	-99,03	-103,75
FNAS statistique y compris le prélèvement sur les réserves du FIPE			48,14							
Dépenses statistiques ajustées DC	40 953,69	42 936,60	44 936,51	46 815,44	48 950,27	51 390,60	53 783,64	54 940,44	58 175,00	58 896,87
Vérification										0,00
Solde	1 443,98	1 811,54	911,40	333,74	-475,74	-1 279,47	-932,11	96,86	-444,74	-1 780,72

TIPF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)

Millions d'euros courants	1982	1985	1990	1995	1999 DC	2000 DC (T)	2001 DC (T) (2)	2002 DC (T)	2003 DC (T)	2004 DC (T)	2005 DC (T)	2006 DC MAJ 05/08	2007 DC (T)	2008 DC (T)	2009 DC (T)	Structure 2009	Evolution 2009 2008	2009-2008
1 + 2 + 3. Aide à l'insertion et à la réinsertion		26,1	135,8	243,3	316,2	296,3	292,2	258,1	210,8	193,2	201,6	207,1	229,2	219,1	175,0	25,3 %	-20,1 %	-44,1
1. Apprentissage (RG + RS)			37,0	42,5	84,0	82,7	81,8	89,4	94,8	92,9	101,8	113,8	123,7	136,3	145,0	21,0 %		
2.1 Emploi des jeunes - Contrats de qualification		26,1	93,0	45,5	64,8	69,8	76,3	75,5	69,6	65,2	53,8	14,8						
2.2 Exonération jeunes				4,2														
3.1 Chômeurs de longue durée			5,8															
3.2 Contrats de retour à l'emploi métropole (RG + RS) : CRE				143,5	12,8	6,5	8,6	6,1	4,7	3,4	2,0	1,4	0,44	0,5	0,3	0,0 %		
3.3 Contrats de retour à l'emploi DOM				0,6	0,2													
3.4 Contrats initiative à l'emploi (RG + RS) : CIE				6,9	140,9	124,4	110,8	75,7	31,1	20,0	14,4	10,8	8,2	5,8	3,9	0,6 %		
3.5 Contrats de professionnalisation, emploi RMI, insertion RMI, RBS				0,1						1,2	19,4	63,4	96,8	76,5	25,7	3,7 %		
3.6 Contrat d'accès emploi DOM					6,3	3,5	6,8	4,4	3,7	3,1	4,2							
3.7 Mesure d'insertion : loi contre l'exclusion (9/07/1998)					7,3	9,5	8,0	7,0	7,0	7,4	6,0	2,9						
3.8 Charges / mesures en faveur de l'emploi (moindres recettes)																		
4. Aide à l'embauche					50,5	59,1	145,9	209,1	188,6	223,9	226,7	261,7	345,0	349,6	315,1	45,6 %	-9,9 %	-34,6
4.1 Zone de revitalisation rurale					32,9	41,5	43,7	46,6	41,3	49,0	49,1	49,7	57,9	62,4	47,9	6,9 %		
4.2 Zones franches urbaines : ZFU					10,1	9,5	10,2	6,6	5,7	5,8	8,0	32,3	80,9	76,3	45,6	6,6 %		
4.3 Zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine : ZRR, ZRU					7,5	8,0	7,9	4,7	2,8	1,6	0,8	0,2						
4.4 Zone franche Corse																		
4.5 Orientation Outre-mer (loi du 13/12/2000)							84,2	151,3	138,8	167,5	168,8	179,5	206,2	211,0	221,6	32,0 %		
5 + 6 + 7. Maintien des emplois et réduction du temps de travail				2 416,5	1 512,4	2 421,5	2 795,1	2 840,1	2 946,0	3 096,0	2 826,9	112,1	133,2	180,6	148,9	21,5 %	-17,6 %	-31,7
5. Exonération et réduction bas salaires				2 416,5	1 284,7	1 268,5	1 117,1	818,1	395,8	15,8	-0,2							
6. Aménagement et réduction du temps de travail					224,7	1 143,8	1 665,2	2 002,6	2 531,0	212,5	37,8	3,7	-1,6					
6.1 Aménagement de la réduction du temps de travail (loi Robien)					121,8	93,3	94,4	97,6	88,2	2,4								
6.2 Loi Aubry sur les 35 heures					102,9													
6.3 Loi Aubry 1						409,6	437,3	427,9	351,1	-1,3								
6.4 Loi Aubry 2						640,9	1 133,6	1 477,1	784,6	0,3								
6.5 Allègement général des cotisations patronales										-13,0								
6.6 Aménagement réduction du temps de travail										224,2	37,8	3,7	-1,6					
7.1 Allègement des cotisations patronales										2 833,9	2 718,2							
7.2 Salariés, créateurs ou repreneurs d'entreprises										0,04	1,83	1,68	1,70	2,34	1,95	0,3 %		
7.3 Jeunes entreprises innovantes - Sportifs professionnels										8,8	18,7	27,1	27,1	25,0	28,0	4,1 %		
7.4 Mesures 2007												45,7	40,3	74,2	85,6	12,4 %		
Exonérations pôles de compétitivité												18,0						
Associations ou entreprises de service à la personne												27,6	39,4					
Contrat volontariat insertion												0,06	0,88					
8. Aide au maintien des emplois dans des secteurs spécifiques					3,0	9,3	12,7	19,5	19,2	25,0	50,5	33,9	65,7	79,1	33,3	4,8 %		
8.1 Réduction de cotisations hôtels, cafés, restaurants					4,7	3,8	12,7	19,4	19,2	25,0	26,9	33,9	65,7	79,1	33,3	4,8 %		
8.2 Plan textile - Autres prises en charge de cotisations par l'Etat					-1,7	2,5		0,0			23,6							
8.3 Exonération spécifique Pêche maritime						2,9	0,1											
9. Exonération garantie de ressources - Divers (c)				0,8	-8,2									25,7	52,6	7,6 %		
1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	67,7	26,1	135,8	2 660,6	1 870,9	2 776,9	3 233,2	3 307,3	3 345,4	3 513,1	3 255,2	580,9	707,4	775,0	691,5	100,0 %	-10,8 %	-83,5
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité Sociale (d1)			100,0	188,0	203,1	200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	262,1	342,5	321,4	Cumul milliards euros courants		
10.11 Cotisations prises en charge par la CNAM			100,0	188,0		200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	262,1	342,5	321,4			
10.2 Cotisations autre entité publique (d2)									0,2	0,4								
11. Subvention au BAPSA		173,6	292,1															
Ensemble des cotisations prises en charge (1)	67,7	199,7	527,9	2 848,6	2 073,9	2 977,6	3 437,0	3 530,3	3 581,7	3 785,1	3 521,5 (3)	843,1	969,6	1 117,5	1 012,9	44,3		

(1) Y compris la subvention BAPSA, les cotisations prises en charge par la CNAM qui ne sont pas prises en compte sous cet intitulé dans le tableau 6511(0), à la différence de la garantie de ressources.

(2) Financement par le FOREC conforme à l'annexe 0-0 du rapport de l'Agent comptable, page 96.

(3) Par ailleurs, la réforme du mode de compensation des dispositifs d'aide à l'emploi, par transfert de recettes fiscales à la branche « Famille », génère 327 millions d'euros de produits à recevoir, pris en compte dans les tableaux statistiques à l'exception de celui-ci.

TIPF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982)

Millions d'euros courants	1982	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Evolution 2009 / 2008
1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)...		133,5	675,3	866,4	202,0	9,8	0,0		0,1	327,6	1,0	0,11			
Impôts et taxes liés à la consommation											1 297,7	1 518,19	1 642,98	1 552,20	-5,5 %
Droits de consommation sur les alcools											480,4	673,45	712,91		
Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits (16° à 22°)											22,0	20,37	15,99		
Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)											21,2	21,44	17,69		
Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux											71,4	68,96	59,47		
Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)											365,8	359,59	298,51		
TVA brute collectée par les producteurs de boissons alcoolisées												8,49	90,43		
Art. 575 du CGI												194,61	230,81		
Droits de consommation sur le tabac											536,6	542,67	595,30		
TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac											536,6	538,66	545,75		
Droit de licence sur la rémunération des débiteurs de tabacs												4,01	49,55		
Autres Itaf											280,8	302,07	334,77		
Art. L. 137-6 du CSS											173,1	171,48	169,78		
Taxe - Art. L. 137-1 du CSS											107,7	111,93	122,54		
Contribution sociale sur les bénéfices article 235 ter ZC CGI												8,78	41,14		
Taxe sur les véhicules de société article 1010 CGI												9,88	1,32		
Taxe sur les salaires											1 673,5	1 866,34	2 020,27	2 013,95	-0,3 %
TVA brute collectée par les commerçants											522,3	560,69	560,29	576,83	3,0 %
Autres impôts et taxes affectés à la CNAF (ITAF)		133,5	675,3	866,4	202,0	9,8	0,0		0,1	327,6	3 494,5	3 945,33	4 223,54	4 142,99	-1,9 %
Evolution de l'ensemble des ITAF												12,9 %	7,1 %	-1,9 %	
1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	67,7	1 801,9	1 991,1	1 870,9	2 776,9	3 233,2	3 307,3	3 345,4	3 513,1	3 255,2	580,9	707,42	775,00	691,50	-10,8 %
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité Sociale (d1)		193,9	203,9	203,1	200,7	203,8	223,0	236,1	271,7	266,3	262,1	256,54	342,45	342,45	
11. Subvention au BAPSA - Cotisations autre entité publique								0,2	0,4						
Ensemble des cotisations prises en charge	67,7	1 995,8	2 195,1	2 073,9	2 977,6	3 437,0	3 530,3	3 581,7	3 785,1	3 521,5	843,1	963,96	1 117,46	1 033,96	-7,5 %
Evolution de l'ensemble des cotisations prises en charge		-34,6 %	10,0 %	-5,5 %	43,6 %	15,4 %	2,7 %	1,5 %	5,7 %	-7,0 %	-76,1 %	14,3 %	15,9 %	-7,5 %	
Ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge	67,7	2 129,4	2 870,4	2 940,3	3 179,6	3 446,7	3 530,3	3 581,7	3 785,2	3 849,1	4 337,5	4 909,29	5 341,00	5 176,95	-3,1 %
Evolution de l'ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge		-33,1 %	34,8 %	2,4 %	8,1 %	8,4 %	2,4 %	1,5 %	5,7 %	1,7 %	12,7 %	13,2 %	8,8 %	-3,1 %	

TIPF 6832 : Exonérations de cotisations (ensemble du régime général) depuis 2005

Millions d'euros courants	2005	2006	2007	2008	2009
Allègements généraux	16,50	18,60	20,80	21,70	21,50
Exonérations heures supplémentaires			0,60	2,90	2,80
Total mesures générales	16,50	18,60	21,40	24,60	24,30
Mesures ciblées compensées	2,50	3,20	4,00	3,90	3,60
Mesures non compensées	2,10	2,40	2,70	2,50	2,60
Total exonérations	21,10	24,20	28,10	31,00	30,50
Part de mesures compensées	90 %	90 %	90 %	92 %	91 %

Source : 2005-2006 : rapport de septembre 2008 de la Ccss page 12 ; 2007 : rapport d'octobre 2009 de la Ccss page 13 ; 2008-2009p : rapport de septembre 2010 de la Ccss page 16.

TIPF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

Millions d'euros	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Ventilation par fonds	(1)													
FNPF	44,51	96,91	97,99	101,67	103,35	111,53	113,53	115,36	120,45	128,27	134,08	137,27	141,60	
APL		27,39	28,13	28,74	28,47	28,29	29,36	28,75	29,82	29,36	29,72	29,49	31,36	
ALS		14,99	15,57	16,18	16,54	17,60	18,53	18,69	19,65	19,56	20,22	20,50	22,54	
ASA			0,002	0,02		0,02								
Ensemble	44,51	139,29	141,69	146,61	148,36	157,45	161,42	162,80	169,92	177,19	184,02	187,26	195,50	219,13

(1) La CRDS (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'ALF dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997.

Les tableaux comptables et statistiques retracent les dépenses de prestations avant prélèvement de la CRDS.

TIPF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants

Millions d'euros	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008
Ventilation par fonds												
FNPF	1,1 %	3,8 %	1,7 %	7,9 %	1,8 %	1,6 %	4,4 %	6,5 %	4,5 %	2,4 %	3,2 %	
FNH	2,7 %	2,1 %	-0,9 %	-0,6 %	3,8 %	-2,1 %	3,7 %	-1,5 %	1,2 %	-0,8 %	6,3 %	
FNAL	3,8 %	3,9 %	2,2 %	6,4 %	5,3 %	0,9 %	5,1 %	-0,5 %	3,4 %	1,4 %	10,0 %	
Ensemble	1,7 %	3,5 %	1,2 %	6,1 %	2,5 %	0,9 %	4,4 %	4,3 %	3,9 %	1,8 %	4,4 %	12,1 %

8.1

Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945

De 1946 à 1967

Création de nouvelles prestations affectées.

Meilleure adaptation du montant des allocations familiales au coût réel de l'enfant, grâce à l'adoption de taux différenciés selon l'âge.

Réduction progressive des abattements de zone en ce qui concerne le calcul des prestations.

Diminution sensible du pouvoir d'achat de l'allocation de salaire unique.

Recul des prestations de naissance.

Abandon de l'indexation des prestations familiales sur les salaires.

1946	- Création de l'allocation de salaire unique , des allocations prénatales et du congé de naissance .
Janvier 1947	- Abattement de zone maximum 36 %.
Octobre 1947	- Abattement de zone maximum 25 %.
Juillet 1948	- Assouplissements des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité.
Septembre 1948	- Création de l'allocation logement familiale accordée aux seules familles de salariés et d'employeurs et travailleurs indépendants puis étendue en 1949 à tous ceux qui perçoivent une prestation familiale, y compris l'allocation de salaire unique ou les allocations prénatales.
Octobre 1948	- Création d'une indemnité compensatrice, d'un montant uniforme dans toutes les zones (650 francs pour deux enfants, 1 000 francs pour chacun des suivants). Il s'agit d'un complément aux allocations familiales des salariés, suite à une suppression de réduction d'impôt dont ils bénéficiaient pour charge de famille.
Janvier 1949	- Suppression de l'allocation de salaire unique pour l'enfant de plus de 10 ans.
Mars 1949	- Abattement de zone maximum 20 %.
Août 1949	- Assouplissement des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité.
Juillet 1950	- Majoration exceptionnelle de l'indemnité compensatrice (780 francs pour deux enfants, 1 200 francs pour chacun des suivants).
Décembre 1950	- L'indemnité compensatrice est portée à son niveau de juillet 1950.
Avril 1951	- Majoration de l'indemnité compensatrice (812 francs pour deux enfants, 1 250 francs pour chacun des suivants).
Septembre 1951	- Les allocations maternité sont accordées aux enfants étrangers nés en France qui acquièrent la nationalité française dans les trois mois de la naissance.
Octobre 1951	- Majoration de l'indemnité compensatrice (934 francs pour deux enfants, 1 437 francs pour chacun des suivants).
Janvier 1953	- Rétablissement de la parité des salaires de base : en effet, par dérogation au principe d'égalité des diverses catégories de familles, le montant du salaire de base (légal ou majoré en fait) a été fixé à plusieurs reprises à des montants différents selon qu'il s'agissait de familles de salariés (ou assimilés) ou de non-salariés. Il en a été ainsi du 1 ^{er} février au 30 juin 1947 et du 1 ^{er} août 1947 au 31 décembre 1952.
Janvier 1954	- Relèvement du taux des allocations familiales (créées en 1932) : 22 % pour le deuxième enfant, 33 % pour le troisième et chacun des suivants. - Le droit aux allocations prénatales est étendu à toutes les femmes en état de grossesse.

	- Uniformisation des mensualités des allocations prénatales au taux de 25 % du salaire de base, soit deux versements après le premier examen, quatre après le deuxième, le solde après le troisième.
Décembre 1954	- Le taux des allocations de maternité , non revalorisé depuis 1948, est réduit de trois à deux fois le salaire de base pour la première naissance, de deux fois le salaire de base à quatre tiers pour les suivantes.
Janvier 1955	- Majoration de 5 % des allocations familiales pour chaque enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné. - Harmonisation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales des salariés, des non-salariés et des régimes agricoles, qui avait divergé après 1946 selon les régimes. - Le salaire servant de base au calcul de l' allocation de salaire unique est décalé par rapport à la base de calcul des autres prestations (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Cette disposition est rendue applicable par la suite à l' allocation de mère au foyer .
Avril 1955	- Abattement de zone maximum 15 %.
Mai 1955	- L'autorisation d'accorder des prêts pour l'amélioration de l'habitat devient permanente alors qu'elle était limitée antérieurement à l'existence d'excédents du fonds commun de l'allocation logement.
Juillet 1955	- Mise en place de l' allocation de mère au foyer : créée à l'intention des exploitants ruraux, elle est étendue avec un certain décalage aux non-salariés du régime général, la parité n'ayant été atteinte qu'en avril 1969 pour les familles ayant un enfant de moins de 2 ans. Elle est la contrepartie pour les non-salariés de l'allocation de salaire unique accordée aux salariés et assimilés.
Avril 1956	- Abattement de zone maximum 10 %.
Octobre 1957	- Exclusion de l'aîné du bénéfice des majorations pour âge des allocations familiales pour les seules familles de deux enfants.
Janvier 1958	- Majoration de l'indemnité compensatrice (981 francs pour deux enfants, 1 509 francs pour chacun des suivants). Elle ne sera plus revalorisée jusqu'à sa suppression au 1 ^{er} janvier 1978.
Septembre 1958	- Institution de primes d'aménagement et de primes de déménagement : seules ces dernières ont subsisté.
Décembre 1958	- Retour aux conditions strictes d'août 1946 pour l'attribution des allocations maternité (en matière de délais). - Réduction de moitié du taux des trois dernières mensualités des allocations prénatales .
Janvier 1959	- Les enfants uniques de plus de 5 ans qui ne sont pas à la charge d'un allocataire isolé cessent d'ouvrir droit à l' allocation de salaire unique .
Août 1961	- Abattement de zone maximum 8 %.
1961	- Réforme de l' allocation de logement familiale améliorant les modalités de distribution au profit des familles les plus modestes.
Janvier 1962	- La majoration des allocations familiales concernant les enfants de 10 ans est portée à 7 %. - Le taux des allocations maternité est fixé à deux fois le montant du salaire de base pour chaque naissance. - Le taux de chaque mensualité des allocations prénatales est ramené à 22 %. - Report de la limite d'âge concernant les apprentis de 17 à 18 ans.
Janvier 1963	- Abattement de zone maximum 6 %.

- Les enfants de plus de 15 ans bénéficient d'une majoration d'**allocations familiales** de 15 %.
- Le salaire au-delà duquel l'apprenti ou l'étudiant ne sont plus considérés comme à charge est fixé au montant du salaire de base contre la moitié précédemment.
- Juillet 1963** - L'**allocation de mère au foyer** est accordée, dans le régime agricole, aux jeunes ménages sans enfant tandis que les non-salariés du régime général ne bénéficient de cette prestation familiale que s'ils ont au moins deux enfants à charge.
- Janvier 1964** - Création de l'allocation d'**éducation spécialisée** pour les mineurs infirmes ou déficients. Seuls les enfants placés en établissement spécialisé peuvent en bénéficier. Compte tenu de l'insuffisance du nombre des établissements et du fait que la rééducation n'est pas toujours possible, une minorité des familles ayant un enfant handicapé bénéficient de la prestation.
- Août 1964** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 10 ans est portée à 9 % de la Bmaf.
- Août 1965** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 15 ans est portée à 16 % de la Bmaf.
- 1966** - Aménagements apportés aux éléments de calcul de l'**allocation de logement familiale** afin de freiner l'augmentation des dépenses tout en améliorant l'aide aux familles occupant des locaux neufs ou des logements anciens dont le loyer est libéré.
- Avril 1966** - Abattement de zone maximum 5 %.
- Avril 1967** - Abattement de zone maximum 4 %.

Depuis les ordonnances de 1967 jusqu'en 1973

Malgré la gestion séparée des trois branches de la Sécurité sociale, la croissance des dépenses d'assurance maladie et des prestations de vieillesse absorbe une part croissante du budget de la Sécurité sociale, au détriment des prestations familiales. Le désir de maintenir une politique familiale active (déclin démographique) conduit au choix de la sélectivité :

- **création des prestations spécifiques ciblées sur des populations jugées prioritaires (familles jeunes et nombreuses, familles monoparentales ou ayant un enfant handicapé) ;**
- **modulation des prestations en fonction des ressources.**

- Septembre 1967** - L'**allocation de salaire unique** aux jeunes ménages sans enfant est supprimée. Les ménages bénéficiant d'un seul revenu salarié continuent à ouvrir droit à l'allocation de logement familiale pendant les deux premières années du mariage.
- Avril 1969** - Relèvement de l'**allocation de salaire unique** et de l'**allocation de mère au foyer** en faveur des familles ayant un enfant de moins de 2 ans, avec parité dans ce cas entre les différents régimes.
 - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 33 % à 35 % de la Bmaf.
- Août 1970** - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 35 % à 37 % de la Bmaf.
- Janvier 1971** - Relèvement des **allocations maternité** dont le montant est porté de 200 % à 260 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour les naissances survenues à compter du 1^{er} janvier 1971.
 - Création de l'**allocation orphelin** sous condition de ressources en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. La loi opère une distinction entre les orphelins de père ou de mère (et assimilés) et les orphelins de père et de mère (et assimilés). Dans le premier cas, le parent survivant ou la mère célibataire doit vivre seul et disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Dans le second cas, le taux est plus élevé.

Juillet 1971	- Création de l' allocation de logement sociale
Février 1972	<p>- Création de l'allocation des mineurs handicapés sous condition de ressources, au profit des enfants de moins de 20 ans, lorsqu'ils ne peuvent prétendre à l'allocation d'éducation spécialisée.</p> <p>- Création de l'allocation aux handicapés adultes, en faveur de personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % et qui ne peuvent prétendre à une pension de vieillesse ou d'invalidité d'un montant au moins égal à cette allocation. Les bénéficiaires doivent être de nationalité française, âgés de 20 à 65 ans et bénéficier de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. La loi a prévu que cette prestation serait financée et servie comme une prestation familiale, sans l'inclure dans la liste des prestations familiales. Il était envisagé de rattacher toutes les prestations répondant à un objectif de solidarité nationale, soit à une autre branche de la Sécurité sociale, soit à un fonds spécial. Jusque-là, les handicapés sans ressources pouvaient bénéficier des allocations d'aide sociale (soumises aux règles d'obligation alimentaire) et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.</p>
Juillet 1972	<p>- Entrée en vigueur de l'allocation de logement à caractère social, créée par la loi du 16 juillet 1971. Elle est financée au moyen d'une subvention budgétaire et d'une cotisation de 0,1 % sur les salaires (venant en déduction de la contribution de 1 % à l'effort à la construction pour les employeurs qui en étaient redevables). Les Caf interviennent dans le règlement de cette prestation en raison de leur compétence en matière d'allocation de logement familiale. Cette prestation est initialement destinée, sous condition de ressources, aux personnes âgées, infirmes et jeunes travailleurs de moins de 25 ans.</p> <p>- L'allocation de logement familiale est étendue aux jeunes ménages sans enfant, aux foyers n'ayant qu'un enfant pour lequel ils n'ouvrent droit à aucune prestation familiale, et à ceux qui ont recueilli un ascendant ou un proche parent infirme.</p> <p>- Une majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins quatre enfants ou un enfant de moins de 3 ans.</p> <p>- L'allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer sont soumises à condition de ressources. Dans les faits, leur montant ne sera plus revalorisé.</p> <p>- Financement par les Caf des cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille percevant les majorations de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer.</p> <p>- Création de l'allocation pour frais de garde attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité. En fait, l'allocation de frais de garde n'a touché qu'un nombre limité de familles.</p>
Janvier 1973	<p>- Suppression des abattements de zone.</p> <p>- Création des prêts aux jeunes ménages pour l'équipement mobilier et ménager ou destinés à couvrir les premiers frais qu'entraîne la location d'un logement. Ces prêts sont financés dans un premier temps sur les fonds d'action sociale, puis transformés en prestation légale en janvier 1975. Ils sont soumis à condition de ressources.</p>
Avril 1973	- Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l' allocation orphelin .
Juillet 1973	- Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l' allocation des mineurs handicapés .
De 1974 à 1981	Cette période se caractérise à la fois par la poursuite des évolutions amorcées dans le début des années soixante-dix et par la définition de nouvelles orientations : extension du droit aux prestations à l'ensemble de la population, priorité aux familles nombreuses, recherche d'une certaine neutralité vis-à-vis du travail féminin, instauration d'un revenu minimum en faveur de certaines catégories de population.

- Rentrée 1974** - Création de l'**allocation de rentrée scolaire** accordée sous condition de ressources à chaque enfant, et d'un montant égal à 20 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
- Cette prestation est assortie à deux reprises d'une majoration exceptionnelle (en 1977 et 1979) et d'une allocation spéciale en février 1980. Les dépenses correspondant à ces majorations exceptionnelles n'ont pas été financées par le fonds national des prestations familiales.
- Mars 1975** - Création des **allocations postnatales** se substituant aux allocations maternité : la seule condition exigée concerne le respect de la passation des trois examens médicaux dans les deux premières années de la vie.
- L'**allocation orphelin** peut être attribuée pour les enfants manifestement abandonnés.
- Octobre 1975** - Les femmes assumant la charge d'un handicapé bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés sont affiliées à l'**assurance vieillesse des mères au foyer** (loi du 30 juin 1975).
- Création de l'**allocation d'éducation spéciale** à la place de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation aux mineurs handicapés. D'un montant plus avantageux (32 % au lieu de 15 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), elle est attribuée de façon plus souple, sans condition de ressources. Elle est assortie de deux compléments en faveur des enfants atteints d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses.
- Création de l'**allocation aux adultes handicapés** qui remplace l'allocation aux handicapés adultes et certaines allocations d'action sociale. Son montant est plus substantiel et évolue rapidement, au rythme du minimum vieillesse. Elle est complétée par une allocation compensatrice accordée aux personnes qui ont besoin de l'aide d'une tierce personne ou qui exposent des frais supplémentaires en raison de l'exercice de leur profession. L'instauration en 1978 d'un système de garantie de ressources au profit des handicapés exerçant une activité professionnelle a minoré légèrement la progression de ces dépenses supportées par le fonds national des prestations familiales. La prise en charge de l'allocation aux adultes handicapés par le budget de l'Etat est instaurée en 1983.
- Octobre 1976** - Création de l'**allocation de parent isolé** qui garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'allocation est égale à la différence entre le plafond de ressources et le montant des ressources propres de l'intéressé. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.
- 1978** - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Janvier 1978** - **Suppression de toute condition d'activité professionnelle** (loi du 4 juillet 1975). La population non active est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules n'ayant jamais travaillé et les chômeurs sont affiliés au régime général.
- La mise en place de l'**aide personnalisée au logement** traduit la priorité donnée à l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre :
- . l'aide personnalisée au logement peut être attribuée quelle que soit la situation familiale, notamment à des personnes seules ou à des ménages sans enfant ;
 - . les plafonds de ressources sont plus élevés qu'en allocation de logement familiale. Par contre, seuls les logements conventionnés ouvrent droit à la prestation ;
 - . le loyer plafond et le forfait charge sont plus élevés que ceux de l'allocation de logement familiale. Le montant de la prestation est davantage en rapport avec la dépense : il est fonction du confort et de la zone géographique (la notion de zone d'implantation du logement sera également appliquée à l'allocation de logement familiale à partir de décembre 1981) ;
 - . le barème de l'aide personnalisée au logement favorise les familles de trois enfants au niveau du nombre de parts servant au calcul des droits.

- Création du **complément familial** à la place de l'allocation de salaire unique-allocation de mère au foyer, de l'allocation de frais de garde et de leur majoration. Plus simple et sensiblement supérieur aux anciennes prestations, le complément familial est accordé aux familles de trois enfants et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans. Un plafond de ressources plus élevé permet à certaines familles à revenu moyen d'en bénéficier.
- L'abattement prévu pour les ménages à deux revenus est loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu : l'objectif de neutralité n'est donc pas atteint, les ménages à un revenu demeurant favorisés.
- Modification des taux des **allocations familiales** (+ 1 point pour le deuxième enfant et le troisième enfant, + 2 points pour chaque enfant au-delà du quatrième) en pourcentage de la Bmaf.
- Suppression des **indemnités compensatrices**.
- Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin partielle.
- L'affiliation à l'**assurance vieillesse** des mères de familles est étendue aux femmes bénéficiaires du complément familial ayant un enfant de moins de 3 ans ou quatre enfants et à celles ayant un handicapé à charge, même si elles ne bénéficient pas de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés.
- Janvier 1979** - Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible.
- Juillet 1979** - Modification du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant (+ 3 points).
- Septembre 1979** - Majoration des **allocations postnatales** en cas de naissances multiples.
- 1979-1980** - Prise en charge des **collectivités locales** par le régime général.
- Janvier 1980** - Nouvelle extension de l'assurance vieillesse des parents au foyer au profit des mères de familles de trois enfants titulaires du complément familial.
 - Peuvent être affiliées à l'**assurance vieillesse** :
 - . les familles ayant au moins trois enfants et dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial ;
 - . les femmes ayant un enfant de moins de 3 ans dont le revenu est inférieur à 2 130 fois le Smic ;
 - . les femmes isolées dont le revenu est inférieur à ce dernier plafond, sous réserve qu'elles aient un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants.
- Juillet 1980** - Majoration de 1 point du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant, de 0,5 point pour chacun des suivants.
 - Modification de la répartition du taux des **allocations postnatales** : elles sont majorées pour la troisième naissance de manière à porter à 10 000 francs le montant cumulé des prestations familiales afférentes à la naissance.
 - Le **congé maternité** pour le troisième enfant est porté à vingt-six semaines, au lieu de seize pour les naissances de rang un et deux.
- 1981** - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Janvier 1981** - Création du **supplément de revenu familial** qui garantit un revenu minimum aux familles de trois enfants et plus. Toutefois, les familles les plus pauvres ne perçoivent qu'une allocation forfaitaire minime, d'un montant inchangé depuis sa création. Les ménages ayant des revenus au moins égaux au Smic ouvrent droit au supplément de revenu familial, différentiel par rapport aux plafonds de ressources de cette prestation familiale. Ces plafonds n'ont jamais été revalorisés, jusqu'à la suppression de la prestation en août 1990.
 - La loi de finances attribue pour 1981 une **demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont trois enfants à charge**.

De 1981 à 1988	<ul style="list-style-type: none">. Le niveau des prestations est fortement relevé au cours de l'année 1981 et au début de l'année 1982 (politique de relance de la consommation).. Une harmonisation des droits est tentée, l'objectif étant d'atténuer la très forte progressivité des barèmes en fonction de la taille de la famille et du niveau des ressources (selon le principe du droit de l'enfant).. L'aggravation de la situation financière impose, à partir de l'été 1982, une remise en question de l'évolution amorcée.
1981	<ul style="list-style-type: none">- Prise en charge des cotisations d'assurance personnelle.
Juillet 1981	<ul style="list-style-type: none">- Modification des taux des allocations familiales (25,5 % de la Bmaf pour une famille de deux enfants, 46 % pour le troisième enfant, 41 % pour le quatrième enfant et 39 % pour chacun des suivants).- Fort relèvement des barèmes de l'allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement.- Le montant maximum versé à un bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés connaît un accroissement de 41 % entre juin 1981 et janvier 1982. La refonte du barème entraîne un élargissement important du champ des bénéficiaires.
Décembre 1981	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelle actualisation du barème de l'allocation de logement.
1982	<ul style="list-style-type: none">- Les avantages fiscaux tirés du quotient familial sont plafonnés à 7 500 francs pour 1982.
Janvier 1982	<ul style="list-style-type: none">- Aménagement de l'allocation d'éducation spéciale en cas de retour au foyer et en cas de placement.
Février 1982	<ul style="list-style-type: none">- Le taux des allocations familiales pour les familles de deux enfants est fortement relevé : il passe de 25,5 % à 32 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Le taux pour le troisième enfant est abaissé de 46 % à 40 % (ce dernier taux devient également celui applicable pour chaque enfant au-delà du troisième).
Juillet 1982	<ul style="list-style-type: none">- Droit à l'allocation orphelin pour abandon manifeste acquis au bout de deux mois au lieu de six mois.
Novembre 1982	<ul style="list-style-type: none">- Report de la date du fait générateur ouvrant droit à prestation : en cas d'ouverture ou de majoration de droits, celle-ci n'interviendra qu'à compter du premier jour du mois suivant l'événement.
Janvier 1983	<ul style="list-style-type: none">- Le taux des allocations pré- et postnatales est abaissé. Il en est de même pour le complément familial (41,65 % contre 44,75 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), mais leur montant reste stable du fait de la hausse de la Bmaf.- Diminution de moitié de la majoration pour naissance ou adoption de rang trois ou plus.- Le plafond de ressources pour l'octroi des prêts aux jeunes ménages est abaissé de 25 %. L'enveloppe consacrée à ces prêts passe de 2 % à 1,7 % de la masse des prestations familiales versées.
Février 1983	<ul style="list-style-type: none">- Avancement de la date de réduction ou de fin de droit : le versement des prestations familiales est décalé d'un mois, dans le sens défavorable aux allocataires.- Augmentation de 50 % du montant du complément de deuxième catégorie de l'allocation d'éducation spéciale.
15 juillet 1983	<ul style="list-style-type: none">- Non-versement de l'allocation de logement familiale pour la période prénatale.
1984	<ul style="list-style-type: none">- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix (hors tabac depuis 1991) et non plus en fonction de l'inflation constatée de mars à mars. En principe, une remise à niveau par rapport à l'évolution réelle des prix est prévue au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

- Juillet 1984**
- Relèvement de 25 % à 30 % de la majoration pour enfant à charge du plafond du complément familial (à partir du troisième enfant) et de l'**allocation de rentrée scolaire** (à partir du premier enfant).
 - Doublement de l'**abattement sur ressources** pour les parents isolés et les ménages à deux revenus, pour le droit au complément familial.
- Janvier 1985**
- Création de l'**allocation au jeune enfant** (45,95 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales) qui remplace, pour les enfants conçus après le 31 décembre 1984, les allocations pré- et postnatales et le complément familial pour enfant de moins de 3 ans. Elle est versée (pour chaque enfant à naître ou de moins de 3 ans) :
 - . sans condition de ressources pendant neuf mois (cinq mois pendant la grossesse, le mois de naissance, les trois premiers mois de vie) ;
 - . sous condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant.
 - Le **complément familial** est désormais réservé aux foyers assurant la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.
 - La **majoration pour naissance de rang trois** et plus des allocations postnatales est supprimée pour les enfants nés après le 31 décembre 1984 (dans le cadre du maintien des droits).
 - Création de l'**allocation parentale d'éducation** pour la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de moins de 3 ans, portant à trois ou plus le nombre d'enfants. Le bénéficiaire doit justifier de deux ans d'activité antérieure dans les trente mois précédant cet événement. L'allocation parentale d'éducation est versée pendant vingt-quatre mois au plus, sans condition de ressources. Une allocation à mi-taux peut être versée.
 - Sont désormais affiliés à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre de ses membres n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaire du complément familial, de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation, ou ayant un handicapé à charge et sous réserve que ses ressources ou celles du ménage soient inférieures à un plafond.
- Juin 1985**
- Substitution de l'**allocation de soutien familial** à l'allocation orphelin. L'attribution aux Caf d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires ne concerne dans un premier temps que les personnes isolées. Au 1^{er} décembre 1985, cette cible est étendue et inclut par exemple les femmes remariées ou vivant en union libre. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations familiales verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'allocation de soutien familial.
- Janvier 1986**
- Harmonisation de la **date de versement** des prestations (paiement à terme échu, entre le deuxième et le cinquième jour du mois suivant).
 - Relèvement d'un point du barème des **allocations familiales** à partir du troisième enfant.
 - Le taux de calcul de l'**allocation parentale d'éducation** passe de 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à 90,2 %.
- Avril 1986**
- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de fin de droits, sous certaines conditions.
- Janvier 1987**
- Suppression des **prêts aux jeunes ménages** dont la gestion avait été confiée aux banques en 1985-1986.
 - Réforme de l'allocation au jeune enfant qui devient l'**allocation pour jeune enfant** : son montant est identique mais il ne peut plus être versé qu'une seule allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 3 ans. Cependant, si la famille a déjà un enfant de moins de 3 ans, le cumul est possible pendant la période prénatale jusqu'aux 3 mois de l'enfant à naître.

L'allocation pour jeune enfant peut être cumulée avec le complément familial pendant la période prénatale jusqu'au mois de la naissance inclus.

- Suppression du **complément familial** de « maintenance » lorsque la famille passe de trois à deux enfants.

- Suppression du remboursement du **congé de naissance** aux employeurs.

Avril 1987

- Extension de l'**allocation parentale d'éducation** : allongement de la durée de versement jusqu'aux 3 ans de l'enfant, augmentation sensible de son montant mensuel (142,57 % de la Bmaf) mais suppression du cumul possible avec l'allocation pour jeune enfant, allègement de la condition d'activité antérieure (il suffit d'avoir travaillé deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois).

- Création de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Versée sans condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, son montant est égal au remboursement des cotisations sociales dans la limite de 2 000 francs par mois. Elle peut être cumulée avec l'allocation parentale d'éducation à mi-taux.

Juin 1987

- La **prime de déménagement** est réservée aux seules familles déménageant à l'occasion d'une naissance de rang trois ou plus.

Janvier 1988

- Création de deux nouveaux barèmes de l'**aide personnalisée au logement** applicables aux logements nouvellement conventionnés sans travaux (Apl 2A) ou avec travaux (Apl 2B), dans le parc locatif social.

Décembre 1988

- Création du **revenu minimum d'insertion**.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Depuis 1989**Avril 1990**

- Tout travailleur ressortissant d'un **Etat de la Cee**, exerçant une activité en France ou en situation de chômage indemnisé, ouvrira droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux allocations familiales, à l'allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, au complément familial, à l'allocation de parent isolé, à l'allocation de soutien familial, à l'allocation d'éducation spéciale et à l'allocation de rentrée scolaire. La mesure est rétroactive jusqu'au 15 janvier 1986.

Juin 1990

- Le cumul de la garantie de ressources et de l'**allocation aux adultes handicapés** ne doit pas dépasser un certain pourcentage du Smic (100 % à 110 % pour un célibataire) pour les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail.

Juillet 1990

- Passage de l'**âge limite** de versement des prestations familiales de 17 à 18 ans.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes hébergées dans les centres de long séjour.

Août 1990

- Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, du revenu minimum d'insertion, de l'aide personnalisée au logement et aux enfants de 16 à 18 ans non révolus au 15 septembre.

- Suppression du **supplément de revenu familial** et du versement des prestations familiales en faveur de la **jeune fille restant au foyer**.

Octobre 1990

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation d'insertion.

Janvier 1991

- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix hors tabac.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, en région Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer.

- Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** : prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé. Le règlement est effectué exclusivement par les Caf et les Ccma, avec mise en œuvre d'une procédure de tiers payant. Cette nouvelle prestation se substitue à la prestation spéciale légale assistante maternelle versée par les seules Caf sur leur fonds d'action sociale.
- Les décrets du 3 septembre 1990 limitent le bénéfice des dérogations accordées aux **régimes spéciaux** aux seules administrations de l'Etat pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent (non compris les Ptt) ainsi qu'à la SnCF, à l'Edf-Gdf et à la RATP. La Banque de France et le Commissariat à l'énergie atomique font exception jusqu'en janvier 1994. Les exploitations autonomes issues des Ptt ont continué, au cours de l'année 1991, à verser directement les prestations familiales à leurs agents. Les offices et établissements publics représentent 211 millions de francs de prestations et 753 millions de cotisations en 1990, les Ptt 1,7 milliard de prestations et 2,8 milliards de cotisations.
- Octobre 1991** - Création d'un troisième complément de l'**allocation d'éducation spéciale** pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer. Il n'est pas cumulable avec les deux autres compléments de l'allocation d'éducation spéciale. Son montant est égal à la majoration pour tierce personne, attribuée aux invalides de troisième catégorie (5 017,82 francs jusqu'au 31 décembre 1991, 5 068 francs au 1^{er} janvier 1992).
- Janvier 1992** - Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.
- Majoration de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**, correspondant à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle (mesure en faveur des emplois de proximité) : 500 francs maximum par mois pour un enfant de moins de 3 ans (25,78 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), 300 francs pour un enfant de moins de 6 ans (15,47 % de la Bmaf).
- Avril 1992** - Prise en charge par les Caf et les Ccma des bénéficiaires de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** relevant des autres régimes et mise en place d'une procédure de tiers payant, en avril pour les nouvelles demandes, de juillet pour les autres bénéficiaires.
- Janvier 1993** - Dernière phase d'extension de l'**allocation de logement sociale** (communes rurales et agglomérations de moins de 100 000 habitants) : toute personne supportant une charge de logement et disposant de ressources inférieures à un certain plafond ouvre dorénavant droit à une aide au logement (Apl, Alf ou Als).
- Elargissement de la compétence du régime général pour le versement de l'**allocation de logement sociale**, assuré par les Caf pour les bénéficiaires de cette prestation qui relèvent des régimes spéciaux (les caisses du régime général et de la Mutualité agricole sont désormais seules habilitées à verser l'Apl et l'Als).
- Création de l'**aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés** (égale à 16 % de l'allocation à taux plein, soit 500,93 francs), pour un bénéficiaire de la prestation ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales. Elles sont remboursées par l'Etat.
- Réduction d'impôt en faveur des familles dont les **enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures** (400 francs pour un enfant fréquentant le collège, 1 000 francs pour le lycée, 1 200 francs pour un cycle d'enseignement supérieur).
- Avril 1993** - Création de l'**aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées** dans l'attente de l'attribution d'un logement autonome (Alt). Le montant de la prestation dépend du nombre de logements mobilisés par l'association et de leur

capacité d'accueil. La prestation est versée par les seules caisses d'Allocations familiales et par les caisses de la Mutualité sociale agricole. Elle relève du fonds national de l'aide au logement qui bénéficie à cet effet d'une contribution de l'Etat et des régimes de prestations familiales.

- Août 1993** - 1 500 francs au titre de l'**allocation de rentrée scolaire majorée** (dont 1 097 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- Janvier 1994** - **Rattachement au régime général** des allocataires relevant de la Banque de France, du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Institut national de la recherche agronomique, de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
- Juillet 1994** - Réforme de l'**allocation parentale d'éducation** concernant tout enfant né à compter du 1^{er} juillet 1994 :
 . extension au deuxième enfant, sous réserve que le parent bénéficiaire ait travaillé deux ans au cours des cinq ans précédant la naissance (les périodes de chômage étant assimilées à une activité) ;
 . l'attribution de l'allocation parentale d'éducation en cas d'activité à temps partiel. Si l'activité est au plus égale à 50 % de la durée légale du travail, l'allocation parentale d'éducation réduite est égale à 94,27 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Elle est de 71,29 % de la base si l'activité est comprise entre 50 et 80 %. L'allocation parentale d'éducation à taux partiel peut ouvrir droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer ;
 . la prolongation du versement de l'allocation parentale d'éducation jusqu'au sixième anniversaire des enfants en cas de naissances multiples.
- Le **complément d'allocation aux adultes handicapés** se substitue à l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés. Il n'est plus nécessaire que les bénéficiaires déposent une demande.
- Août 1994** - Reconstitution de l'allocation de **rentrée scolaire majorée** (1 500 francs par enfant, dont 1 089 francs de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- L'**aide à la scolarité** se substitue aux bourses des collèges versées par l'Education nationale. Elle est attribuée, pour chaque enfant de 11 à 16 ans, aux familles ayant bénéficié d'une prestation versée par la Caf au titre du mois de juillet précédant la rentrée scolaire. Son montant est fonction des ressources de la famille, qui doivent être inférieures à un certain plafond, très inférieur à celui de l'allocation de rentrée scolaire : il est égal soit à 16,4 % de la base de calcul, soit à 52,57 % (respectivement 337 et 1 080 francs).
- Janvier 1995** - Une **allocation parentale d'éducation** partielle peut être versée à chacun des membres d'un couple exerçant une activité professionnelle à temps partiel, sous réserve que le montant cumulé des deux allocations ne soit pas supérieur à celui de la prestation à taux plein. Cette réforme concerne les enfants nés depuis le 1^{er} juillet 1994.
- L'aménagement de l'**allocation pour la garde d'enfant à domicile** comporte deux volets :
 . le montant maximal de la prestation est dé plafonné et correspond désormais au montant total des cotisations sociales dues pour l'emploi à temps plein d'une garde d'enfant sur la base de la rémunération minimale prévue par la loi (11 838 francs par trimestre) ;
 . la création d'une allocation à mi-taux pour les enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel. Le montant maximum de la prestation est égal à 5 519 francs.
- Forte revalorisation du complément de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** :
 . 38,48 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans (soit une progression de 50 %) ;
 . 19,24 % de la base de calcul pour un enfant de 3 à 6 ans (+ 24 %).
- Prolongation du cumul de plusieurs **allocations pour jeune enfant** en cas de naissances

multiples, pour les enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1995. Jusque-là, ce cumul était possible jusqu'au premier anniversaire des enfants.

- Création d'une **allocation d'adoption**, accordée pour tout enfant arrivé dans un foyer d'adoption à compter du 1^{er} janvier 1995, quelles que soient la situation familiale et les ressources de la famille adoptante. L'allocation est due pour six mois. Son montant par enfant est égal à 30 % de la base de calcul (624 francs) et elle n'est pas cumulable avec l'allocation de soutien familial.

Février 1995

- Extension à l'**aide personnalisée au logement** des dates d'effet applicables depuis 1983 aux autres prestations : cette réforme réduit de deux mois la durée de versement de la prestation.

- Réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'**allocation logement** ou à l'aide personnalisée au logement.

Juillet 1995 - 1996

- La **compétence des Caf** est affirmée pour le versement de l'allocation logement familiale aux personnes relevant des régimes spéciaux des fonctionnaires, de France Télécom et de l'Edf-Gdf dès le 1^{er} juillet 1995. Pour La Poste, la date d'application est reportée au 1^{er} juillet 1996. Fin 1996, la Sncf et la Ratp sont les seuls régimes spéciaux qui continuent à verser l'allocation logement familiale.

Août 1995

- L'allocation de **rentrée scolaire** majorée est maintenue à 1 500 francs : 670 francs d'allocation et 830 francs de majoration remboursée par l'Etat.

Septembre 1995

- Suppression de la sanction *a priori* de la non-passation des examens médicaux pré- et postnataux pour le versement de l'**allocation pour jeune enfant** jusqu'au quatrième mois de l'enfant.

1996

- La demi-part supplémentaire accordée aux foyers fiscaux constitués d'un adulte et d'au moins un enfant est réservée aux parents isolés.

Janvier 1996

- Mise sous condition de ressources de l'**allocation pour jeune enfant** versée avant le quatrième mois de l'enfant (droit à la prestation à compter de janvier).

- Assimilation de l'**enfant** à naître à un enfant né pour la détermination du plafond de ressources de l'allocation pour jeune enfant.

- Non-revalorisation des **prestations familiales**.

Février 1996

- Intégration dans l'assiette du **remboursement de la dette sociale**, des aides personnelles au logement.

Juillet 1996

- Non-revalorisation des **plafonds de ressources**.

Août 1996

- Principe d'une parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'**adoption** d'enfants arrivés au foyer à compter d'août 1996. L'allocation d'adoption passe de 624 francs à 955 francs (montant identique à celui de l'Apje). Elle est soumise à une condition de ressources identique à celle de l'allocation pour jeune enfant. Sa durée de versement est portée de 6 à 21 mois. L'allocation d'adoption est cumulable avec l'Apje due jusqu'au troisième mois de vie, avec l'Apje due à partir du quatrième mois et avec une autre allocation d'adoption pendant les neuf premières mensualités de son versement (pas de limite à ce cumul en cas d'adoptions multiples simultanées). En revanche, elle n'est pas cumulable avec le complément familial, l'allocation de soutien familial (sauf celle due pour un autre enfant) et l'allocation parentale d'éducation.

- L'allocation **parentale d'éducation** peut être attribuée pendant un an en cas d'adoption d'un enfant âgé d'au moins 2 ans et de moins de 16 ans ; cette durée est portée à 3 ans en cas d'adoption simultanée d'au moins trois enfants. Le droit à l'allocation parentale d'éducation de rang 2 et à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel est ouvert pour l'enfant arrivé au foyer à compter du 1^{er} juillet 1994, même s'il est né avant cette date.

- Réduction de l'allocation de **rentrée scolaire** majorée (1 000 francs au lieu de 1 500 francs de prestation majorée en 1995).

Janvier 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration des prestations familiales dans l'assiette du remboursement de la dette sociale (taux de 0,5 %). - Diverses mesures de rationalisation de la base de ressources.
Avril 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un forfait logement applicable aux nouvelles demandes d'allocation de parent isolé lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (Alf, Apl ou Als) ou d'un hébergement gratuit (ni loyer ni remboursement de prêt). Auparavant, seule l'Alf était prise en compte dans les ressources pour le calcul de l'Api. - Fusion des barèmes de l'aide personnalisée au logement en secteur locatif.
Juillet 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Les plafonds de ressources sont indexés sur les prix (au lieu de l'être sur le salaire moyen ou le Smic, suivant la prestation considérée).
Août 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation de rentrée scolaire majorée portée à 1 600 francs (montant identique à celui de 1995) au lieu de 1 000 francs de prestation majorée en 1996.
Décembre 1997	<ul style="list-style-type: none"> - Revalorisation rétroactive de la Bmaf de juin à décembre 1995, soit 2 096,64 francs sur sept mois. La dépense (estimée à 650 millions de francs) a été comptabilisée en dépenses diverses en 1997, les versements aux familles sont intervenus en 1998.
Janvier 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 18 à 19 ans. - Réduction du montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile, différenciée suivant l'âge de l'enfant et les ressources : <ul style="list-style-type: none"> . pour la garde des enfants de moins de 3 ans : si les ressources sont supérieures à un certain plafond, prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 6 418 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; si les ressources sont inférieures au plafond, prise en charge de 75 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 9 627 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 12 836 francs avant la réforme) ; . pour la garde des enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel : prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 3 209 francs (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 6 418 francs avant la réforme).
Mars 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sous condition de ressources des allocations familiales (sur dix mois) dans l'attente d'un réexamen de la politique familiale.
Juin 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation spécifique d'attente (Asa) destinée aux personnes de moins de 60 ans, ayant cotisé 160 trimestres ou plus à l'assurance vieillesse et percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le Rmi. Lorsque l'allocation spécifique d'attente ne suffit pas à porter le total des ressources du bénéficiaire à 5 000 francs, ce montant est majoré à due concurrence. Elle est payée par les Caf pour le compte de l'Etat. - Le droit à l'allocation aux adultes handicapés est étendu à l'ensemble des personnes de nationalité étrangère dans les mêmes conditions que pour les nationaux, sous réserve qu'ils justifient de la régularité de leur séjour en France (avec possibilité de rétroactivité).
Août 1998	<ul style="list-style-type: none"> - L'allocation de rentrée scolaire majorée est maintenue à 1 600 francs. - Suppression de l'aide à la scolarité et rétablissement du système antérieur des bourses des collèves.
Novembre 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de cumuler le Rmi et l'allocation pour jeune enfant versée du cinquième mois de grossesse au mois de naissance de l'enfant. - Extension du principe d'intéressement à la reprise d'activité aux bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Janvier 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Passage de l'âge limite de versement des prestations familiales de 19 à 20 ans pour les jeunes inactifs (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1980).

	<ul style="list-style-type: none"> - Retour à l'universalité des allocations familiales. Parallèlement, le quotient familial, c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est limité à 11 000 francs au lieu de 16 380 francs par demi-part. - Report d'un an des majorations pour âge des allocations familiales de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984). - Possibilité de cumuler les majorations pour âge des allocations familiales et le Rmi. - Remboursement des dépenses d'allocation de parent isolé par l'Etat. - Pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %, l'allocation aux adultes handicapés est supprimée à compter du 1^{er} janvier lorsque les titulaires atteignent 60 ans (et à l'échéance de la Cotorep pour ceux qui avaient dépassé 60 ans au 1^{er} janvier 1999).
Juillet 1999	- Première étape de l'alignement sur trois ans des loyers plafonds des allocations de logement (Alf, Als) sur ceux de l'aide personnalisée au logement (Apl).
Août 1999	<ul style="list-style-type: none"> - Extension de l'allocation de rentrée scolaire aux familles d'un enfant non allocataires. - Maintien de l'allocation de rentrée scolaire majorée à 1 600 francs.
Décembre 1999	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (coût estimé à 1 554 millions de francs).
Janvier 2000	<ul style="list-style-type: none"> - L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial, à l'assurance vieillesse des parents au foyer (lorsque le droit est ouvert au titre du complément familial) et aux aides au logement. - Création de la couverture maladie universelle. La Cnaf n'a plus à prendre en charge certaines cotisations d'assurance personnelle ou cotisations maladie et maternité des personnes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Août 2000	- Pérennisation du montant de l'allocation de rentrée scolaire à 1 600 francs. Prise en charge du coût de la majoration par l'Etat pour les titulaires du Rmi et par le Fnpf pour les autres bénéficiaires (en deux étapes 2000 et 2001).
Décembre 2000	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
Janvier 2001	<ul style="list-style-type: none"> - Création de l'allocation de présence parentale (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au minimum de quatre mois (deux mois lors d'affection périnatale), renouvelables deux fois, soit au maximum une année pour un même enfant et par maladie, accident ou handicap. Le montant de la prestation est de 3 131 francs pour une allocation à taux plein, de 1 566 francs ou de 2 071 francs pour une allocation à taux partiel, en cas d'exercice d'une activité à temps partiel. Pour une personne seule, ces montants sont respectivement de 4 141 francs, 2 071 francs et 2 733 francs. - Modulation du montant du complément d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en fonction des ressources de la famille. - En cas de reprise d'activité professionnelle, cumul possible pendant deux mois d'une allocation parentale d'éducation à taux plein avec le revenu tiré d'une activité professionnelle. Ce cumul n'est accordé qu'aux bénéficiaires ayant un enfant âgé d'au moins 18 mois et de moins de 30 mois, ou de moins de 60 mois si l'Ape est servie au titre de triplés ou plus. - Mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif (première étape, la seconde intervenant au 1^{er} janvier 2002).
Juillet 2001	- Suppression de l'évaluation forfaitaire des ressources pour les bénéficiaires de l' allocation aux adultes handicapés .

Août 2001	- La majoration de l'allocation de rentrée scolaire se confond désormais avec le montant de la prestation dont le taux est porté à 73,22 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
Décembre 2001	- Création en allocation logement d'un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement. - Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 1 000 francs pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
Janvier 2002 métropole et Dom	- Création d'un congé de paternité permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Ce congé doit être pris dans un délai de quatre mois à compter de la naissance de l'enfant. Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. La mesure s'applique aux enfants nés ou adoptés à partir du 1 ^{er} janvier 2002.
Janvier 2002	- Suppression du mois de carence lors de l'entrée dans l' allocation de présence parentale afin d'éviter les problèmes de trésorerie entre l'arrêt de travail et le début de versement de l'allocation. Son bénéfice est étendu aux militaires. - Fin de la mise en place du barème unique d' aides au logement en secteur locatif. - L'allocation spécifique d'attente est remplacée par l'allocation équivalant retraite et n'est plus gérée par les Caf (mais par les Assedic).
Avril 2002	- Augmentation substantielle du montant de l' allocation de présence parentale afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire net perçu par un salarié rémunéré au Smic (soit 801,23 euros au 1 ^{er} janvier 2002). - Création de six nouveaux compléments de l' allocation d'éducation spéciale qui se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. - Suppression partielle de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement , avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 2001.
Août 2002	- Création d'une allocation différentielle pour les personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond de ressources de l' allocation de rentrée scolaire (33 000 bénéficiaires).
Décembre 2002	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
Juillet 2003	- Création d'une allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales qui atteint l'âge de 20 ans.
Décembre 2003	- Prime exceptionnelle versée aux Rmistes . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
Janvier 2004	- Création de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) appelée à remplacer cinq prestations existantes (<i>allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption</i>). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1 ^{er} janvier 2004, la Paje comprend : . une prime à la naissance ou à l'adoption , d'un montant de 808 euros, versée <u>sous condition de ressources</u> (<i>avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje</i>), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

. **une allocation de base**, d'un montant mensuel de 162 euros, versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. **un complément libre choix d'activité** attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée : il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. **un complément libre choix du mode de garde** attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

Ce complément comporte lui-même deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

Les tableaux 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

- Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.

. Le Cirma est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. C'est un contrat de travail à temps partiel (d'une durée minimale de vingt heures par semaine) à durée déterminée (dix-huit mois maximum), assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi de base. Il garde son droit ouvert au Rmi.

. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion.

2004

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en juin 2004 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2003. Pas de revalorisation au 1^{er} juillet 2004.

- Plusieurs mesures d'économie relatives aux aides au logement dont en particulier :

. le relèvement du seuil de non-versement des aides, qui passe de 15 à 24 euros (juin 2004) ;

. la suppression de l'abattement pour frais de garde pour le calcul des **aides au logement, du Cf et de la Paje** (août 2004) ;

. l'allongement d'un mois du délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés (août 2004).

L'impact de ces mesures d'économie serait de l'ordre de 85 millions d'euros en 2004 et 155 millions en année pleine pour les Caf.

Juillet 2004

- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.

Décembre 2004

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

De juillet 2004 à janvier 2010

- Transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux :

. 1^{er} juillet 2004 : La Poste ;

. 1^{er} janvier 2005 : France Télécom, les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;

. 1^{er} juillet 2005 : l'Education nationale ;

. 1^{er} janvier 2010 : les agents de l'Etat en poste à l'étranger.

Mars 2005**- Réforme du Cirma et création du contrat d'avenir.**

. Le **Cirma** est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au secteur marchand (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat pour les bénéficiaires d'Ass, d'Api ou d'Aah, ou par le département ou son délégataire pour les bénéficiaires du Rmi) reste égale au Rmi de base.

. Le **contrat d'avenir** est destiné aux mêmes bénéficiaires, mais ne peut être conclu que dans le secteur non marchand. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

Juillet 2005**- Réforme de l'allocation aux adultes handicapés (Aah).**

. Simplification du mode de calcul (plafond = 12 x Aah mensuelle).

. Création de deux nouveaux compléments, non cumulables, dont l'attribution est soumise à certaines conditions communes (taux d'incapacité d'au moins 80 %, perception de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse-invalidité-accident du travail, logement indépendant, non-exercice d'une activité professionnelle) et à des conditions propres à chaque complément :

° la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace le complément d'Aah, dont le montant mensuel est de 100 euros. La personne doit bénéficier d'une aide au logement.

° le **complément de ressources** (Crh), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph), dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an à la date de la demande. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.

. Amélioration du reste à vivre et son harmonisation pour les personnes hospitalisées, placées en maison d'accueil spécialisée (Mas), ou incarcérées.

. Introduction d'une nouvelle condition d'accès au droit en cas de taux d'incapacité inférieur à 80 % : absence d'activité depuis au moins un an à la date de la demande.

. Création des Maisons départementales des personnes handicapées (Mdph) et remplacement des Cotorep et des commissions départementales de l'éducation spéciale par des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph).

. Modification de la formule de calcul de l'Aah des travailleurs en centre d'aide par le travail (Cat). Le coût de l'ensemble des mesures serait de l'ordre de 17,3 millions d'euros 2006 en année pleine 2007.

Août 2005

- Le montant de la **prime d'adoption** de la Paje est doublé pour tout enfant adopté depuis le 1^{er} août 2005. Le coût de la mesure est estimé à 2 millions d'euros.

Septembre 2005

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en septembre 2005 sans effet rétroactif au 1^{er} juillet 2005.

- Une **prime exceptionnelle de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social (Ass, Api, Rmi, Aah) qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Cette condition n'est pas requise pour les non-salariés. Les contrats de travail conclus entre le 1^{er} septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.

Décembre 2005

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

- Janvier 2006** - L'allocation d'éducation spéciale devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Aeeh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Aeeh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros. La majoration de l'Aeeh est financée par la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa)**. Les ressources de la Cnsa proviennent du produit de la journée de solidarité autonomie, d'un prélèvement de 0,1 % de Csg, de contributions des caisses de retraite, de transferts de crédits de l'assurance maladie consacrés aux personnes âgées et aux handicapées.
- Mai 2006** - L'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'*allocation de présence parentale (App)*. Le parent bénéficiaire *qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés* peut prétendre à un congé de présence parentale (*pour les salariés*) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total.* Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. *Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*
- En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*
- Juillet 2006** - Le **complément optionnel de libre choix d'activité (Colca)** de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) offert aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), permet de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré (750 euros). Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. (Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible). Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.
- Création de l'**allocation d'installation étudiante (Aline)** pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1^{er} juillet 2006, d'un montant forfaitaire de 300 euros. L'Aline est financée sur le budget de l'Etat. Sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.
- Pas d'actualisation des prestations **logement** en juillet 2006 (*cf. janvier 2007*).
- Octobre 2006** - Une **prime de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée aux seuls bénéficiaires du Rmi, de l'Ass et de l'Api (alors que l'ancienne prime créée en septembre 2005 continuera d'être versée aux bénéficiaires de l'Aah jusqu'en décembre 2006). En général, le versement de cette prime intervient, pour les non-salariés, après le quatrième mois suivant la reprise d'activité et, pour les salariés, après le quatrième mois consécutif d'activité à au moins soixante-dix-huit heures mensuelles (le versement peut être anticipé dans le cas d'un Cdd de plus de six mois ou d'un Cdi).
- Création d'une **prime forfaitaire d'intéressement** qui concerne les bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'Ass qui reprennent une activité d'une durée minimale de soixante-dix-huit heures par mois. Son montant est de 150 euros pour une personne isolée ou de 225 euros en cas de présence d'enfant(s) et/ou d'un conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs. Le montant est de 225 euros pour les bénéficiaires de l'Api.

Pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le minimum social et le revenu issu de sa nouvelle activité ; au cours des neuf mois suivants, il perçoit cette prime si son activité est au moins égale à soixante-dix-huit heures par mois. Dans le cas contraire, il bénéficiera d'un **système d'intéressement proportionnel** qui lui permettra de cumuler partiellement ses revenus d'activité avec son allocation.

Septembre 2006 - Le **contrat de responsabilité parentale** est mis en place en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté au fonctionnement d'un établissement scolaire ou en cas de toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale. En cas de non-respect de ce contrat, le président du conseil général peut demander au directeur de la Caf (de la Cmsa...) de suspendre le versement d'une partie des allocations familiales et du complément familial.

Décembre 2006 - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

Janvier 2007 - *Les familles dont le plus jeune des enfants est né avant le 1^{er} janvier 2004 demeurent régies par les dispositions antérieures à la création de la Paje.*

- Les aides personnelles au **logement** (Al et Apl) sont revalorisées de + 2,8 % pour les loyers-plafonds et de + 1,8 % pour les forfaits-charges *alors que l'indice de référence des loyers (Irl) a augmenté de + 2,3 % entre les quatrièmes trimestres 2004 et 2005.*

- Le seuil de versement des prestations de **logement** est abaissé à 15 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).

- Cumul entre l'**allocation de base** de la prestation d'accueil du jeune enfant au titre d'un enfant adopté ou accueilli en vue d'adoption et l'**allocation de soutien familial**.

- Attribution du **complément de ressources de l'Aah** et de la **majoration pour la vie autonome** aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (non bénéficiaires de l'Aah). Le coût de la mesure serait de l'ordre de 50 millions d'euros.

- Le forfait logement de l'**allocation de parent isolé** est aligné sur celui du Rmi (soit une économie de l'ordre de - 7,7 millions d'euros).

- Les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, légales et réglementaires (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.

En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant de l'Api est réduit au terme du quatrième mois. En l'absence d'**engagement de procédure** ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du sixième mois.

Les moindres dépenses d'Api générées par la mesure (- 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2009, - 54 millions en 2007) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial (soit une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat) de l'ordre de + 33 millions en 2008 (+ 54 millions en 2007).

- Les micro-crèches ouvrent droit au **complément de libre choix du mode de garde**. Les micro-crèches sont des établissements pouvant accueillir, simultanément et au maximum, neuf enfants âgés de moins de six ans. *En juin 2009, 100 micro-crèches étaient ouvertes. Le nombre de places offertes était de 936 pour un total de 1 028 enfants accueillis. 56 % des micro-crèches étaient financées par la Paje et 44 % par la prestation de service unique. Environ 300 structures devraient ouvrir à l'horizon 2012.*

- Janvier 2007** - Le **complément de ressources** (Crph) et la **majoration pour la vie autonome** (Mva) (début de montée en charge en avril) peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (Fsi). L'impact de cette mesure (+ 48,8 millions d'euros) se ventile en 26,2 millions sur la Mva et 22,6 millions sur Grph.
- Février 2007** - Le montant du premier versement de l'**allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant** est proratisé en fonction du nombre de jours à compter du jour de naissance de l'enfant ou du jour d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption. Cette mesure devrait concerner 256 000 familles par an. (Depuis sa création en 2004, l'allocation de base de la Paje était versée dès le premier jour du mois.)
- Mars 2007** - Une **aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants** dans leur pays d'origine peut être versée annuellement aux ressortissants d'un pays non membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, âgés d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'incapacité au travail, justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue en France pendant les quinze années précédant la demande d'aide, vivant seuls, supportant une charge de logement soit en tant que locataires, soit en tant qu'accédants à la propriété ou résidents en foyer, bénéficiant d'une aide au logement (aide personnalisée au logement ou allocation de logement) au titre du logement occupé en France et s'engageant à effectuer des séjours de longue durée dans leur pays d'origine.
- Avril 2007** - Le **prêt « jeunes avenir » (Pja)** destiné aux jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi est créé. Le prêt est destiné à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement... Distribué par les réseaux bancaires, ce prêt est soumis à condition de ressources trimestrielles. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro : les souscripteurs remboursent le capital emprunté et, le cas échéant, une assurance facultative. Les intérêts et la garantie du prêt sont pris en charge par la Cnaf et financés sur le Fnpf. Le prêt est remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les parents assumant la charge d'un enfant mineur en contrat d'apprentissage peuvent également bénéficier de ce prêt. Le montant du Pja est de 3 000 euros pour une personne seule ne vivant plus chez ses parents et non rattachée fiscalement, de 5 400 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à ses deux parents, de 4 500 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul parent. **Les Pja sont prorogés jusqu'en août 2010.**
- Mai 2007** - En cas de résidence alternée, les parents ont le choix entre la désignation d'un allocataire unique pour toutes les prestations et le partage des **allocations familiales**, avec désignation d'un allocataire unique pour les autres prestations. Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée). **Le coût du partage des Af en cas de résidence alternée** représente + 0,06 point (+ 7,37 millions d'euros en année pleine).
- Un **congé de soutien familial** donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Ce congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, ouvre droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer. Les **cotisations d'Avpf** seront remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).
- Juillet 2007** - A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les **plafonds** ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure ; par ailleurs, les plafonds progressent de + 1,7 % pour tenir compte de l'inflation (soit un total de + 27,1 %). **Les montants s'appliquent du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008.**
- Pour l'**allocation aux adultes handicapés**, l'impossibilité de revaloriser les plafonds a été compensée par la création d'un coefficient réducteur de 0,8.
- Décembre 2007** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

- Janvier 2008**
- La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit opposable au **logement** a prévu que les barèmes des aides au logement sont révisés chaque année au 1^{er} janvier et que les plafonds de loyer et les forfaits charges sont indexés sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl). La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 31 euros par an (contre 30 euros en 2007).
 - Revalorisation de l'**allocation logement familiale** et de l'**aide personnalisée au logement** de + 2,76 % (*loyers-plafonds et forfait-charges*).
- Avril 2008**
- L'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch, créée en février 2005) aux enfants handicapés de moins de 20 ans ne remet pas en cause le droit à l'Aeeh de base, mais permet d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, en fonction de la situation la plus favorable. *Il restera possible, comme actuellement, de cumuler le complément d'Aeeh et le troisième élément de la Pch (aides à l'aménagement du logement ou du véhicule, ou aides pour compenser d'éventuels surcoûts liés au transport)*. Les familles ayant intérêt à opter pour la Pch seront celles dont l'enfant est confronté à un handicap lourd, c'est-à-dire les familles bénéficiant d'un complément d'Aeeh de cinquième, sixième catégorie (voire certaines familles bénéficiant d'un complément de quatrième catégorie).
 - Le dispositif de majoration de complément d'Aeeh pour les **parents isolés** d'enfants handicapés nécessitant l'aide d'une tierce personne est étendu à la prestation de compensation.
 - Le nombre de familles qui devraient basculer d'un complément d'Aeeh vers la Pch devrait être compris entre 6 000 et 10 000. La dépense de Pch enfants est estimée à 130 millions d'euros 2007 à la charge de la Cnsa avec une économie pour la branche Famille de 51,4 millions 2008 en année pleine 2010.
- Mai 2008**
- Remplacement des majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des allocations familiales par une seule **majoration des allocations familiales pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L'économie de la mesure est de 260,48 millions d'euros 2007, tous régimes en année pleine 2014 (- 2,3 points rapportés aux dépenses d'Af 2007). *Par rapport à l'ancien système, la famille perçoit par enfant concerné 33,67 euros 2007 en moins pendant trente-six mois, puis 26,19 euros en plus pendant vingt-quatre mois, soit une perte globale de 583,56 euros 2007 en cinq ans.*
 - Augmentation du montant (plafond) du **complément de libre choix du mode de garde** pour les familles les plus modestes : il passe de 100,67 % à 114,04 % de la Bmaf pour un enfant âgé de moins de 3 ans, de 50,34 % à 57,02 % de la Bmaf pour un enfant âgé de 3 à 6 ans. Le coût de cette revalorisation (initialement estimé à + 12,8 millions d'euros en 2008 et + 14 millions d'euros en 2009, en année pleine, Caf) serait moins élevé que prévu en raison du reste à charge minimal de 15 % pour les familles.
- Juillet 2008**
- L'**allocation d'installation étudiante** (Aline), créée en juillet 2006, n'est pas reconduite pour la prochaine année universitaire (*dernier versement possible en juin*).
- Juillet 2008 - janvier 2009**
- L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales). *Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1^{er} juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux revenus 2006.*
- Août 2008**
- L'**allocation de rentrée scolaire** est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 39,92 millions d'euros 2008 tous régimes).

- Septembre 2008** - Le montant unitaire de **l'allocation aux adultes handicapés** devrait progresser de + 25 % en cinq ans. La prestation est revalorisée de + 3,9 % en septembre 2007 (après + 1,1 % en janvier 2008, soit + 2,41 % en moyenne annuelle 2008). Le calendrier de revalorisation est déjà arrêté jusqu'en 2012 avec deux revalorisations annuelles de 2,2 % (en avril et en septembre). *Le complément de ressources, la majoration pour la vie autonome (Mva) et l'ancien complément d'Aah ne sont pas revalorisés.* Les modalités de revalorisation de la garantie de ressources pour les personnes handicapées (Grph) sont modifiées.
- Décembre 2008** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 220 euros pour une personne seule (+ 44,3 % par rapport au montant 1999).
- En 2008** - Clarification du droit aux prestations familiales :
- . jusqu'au 31 décembre 2007, l'article L. 512-2 du Code de la sécurité sociale subordonnait le bénéfice des prestations familiales françaises à la **production d'un titre de séjour** permettant de prouver la régularité du séjour sur le territoire français pour tous les étrangers. Cet article indique désormais que le bénéfice des prestations familiales pour les ressortissants communautaires, ainsi que les ressortissants d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et des ressortissants de la confédération helvétique, est subordonné au respect des conditions de régularité de séjour définies à l'article L. 121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.
- . les personnes exerçant une activité dans un pays n'ayant pas de **convention** avec la France, les personnes travaillant dans une organisation internationale dont les statuts ne prévoient pas le versement d'avantages familiaux ne pourront plus cumuler les prestations familiales françaises et les prestations servies par leur pays ou organisation internationale. Elles entreront dans le champ d'application de l'allocation différentielle.
- Une politique de **lutte contre la fraude** renforcée avec un développement des échanges d'information. Les contrôleurs des Caf auront un droit de communication vis-à-vis des tiers (banques, opérateurs de téléphonie, fournisseurs d'accès à Internet...). Ce droit leur permettra de vérifier les éléments déclaratifs qui ouvrent droit aux prestations.
- Janvier 2009** - L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009 (avec les déclarations fiscales) : les Caf se font communiquer directement par les services des impôts le montant des revenus pour apprécier le niveau de ressources des allocataires. Les **plafonds** de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007.
- Les **ressources** prises en compte sont celles de l'année civile n-2 précédant l'exercice de paiement (*soit les ressources 2007 entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2009*).
- Revalorisation des **aides au logement** de + 2,95 % (loyers plafonds et forfaits charges). *Cette revalorisation est indexée sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl) comme le prévoit la loi du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable.* La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008).
- Suppression de la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de **l'allocation aux adultes handicapés**, pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 %. *On estime à 4 000 le nombre de personnes n'ayant pas perçu l'Aah en 2008 pour cette raison.* L'ouverture des droits au complément de ressources demeure subordonnée à la condition d'absence de revenus d'activité professionnelle propre sur l'année précédant la demande.
- L'impact sur les **frais de tutelle** de la réforme de la protection juridique des majeurs est de l'ordre de 27 millions d'euros 2009.
- Février 2009** - Création de la carte « Enfant famille » pour les familles d'un et de deux enfants âgés de moins de 18 ans sous conditions de ressources offrant des **réductions Sncf**. Les Caf vérifient les conditions de ressources et du nombre d'enfants et délivrent une attestation permettant aux demandeurs de se procurer la carte auprès de la Sncf. Puis à compter de 2010, le circuit de demande est automatisé (demande via le site www.voyages-sncf.com).

Avril 2009

- Versement d'une **prime de solidarité active** (Psa) aux familles modestes qui ont bénéficié en janvier, février ou mars 2009 du Rmi, de l'Api (du Rsa expérimental, du Cav ou du Rma pour les ex-bénéficiaires du Rmi ou de l'Api), de la prime forfaitaire mensuelle ou d'une aide au logement (*à condition d'exercer une activité professionnelle et d'être âgé de plus de 25 ans ou d'avoir au moins un enfant à charge*). La Psa s'élève à 200 euros par foyer bénéficiaire.

- Extension de l'agrément des assistantes maternelles jusqu'à quatre enfants.

Juin 2009

- Généralisation du **revenu de solidarité active (Rsa)**, expérimenté en 2008 dans trente-quatre départements. Le Rsa est une prestation qui correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer.

- Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = Rsa socle). Ce montant est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = Rsa majoré)

- Pour les travailleurs pauvres, le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (Rsa activité).

- Le Rsa est piloté par le Conseil général qui délègue ses compétences aux Caf et aux Cmsa. Le département finance le **Rsa socle**, l'Etat, le **Rsa activité**. *Les premiers versements, intervenus le 6 juillet, ont été comptabilisés en droits constatés en dépenses mensuelles de juin. Au 30 juin 2009, 10 500 bénéficiaires du Rmi et 1 600 bénéficiaires de l'Api n'ont pas basculé dans le Rsa : pour la plupart, ils perçoivent un intéressement (prime forfaitaire mensuelle), et le montant perçu est plus important que ce qu'ils percevaient au titre du Rsa.*

- Les bénéficiaires de Rsa majoré (ex-Api) ont un droit à l'Asf ouvert automatiquement. *Le dépôt d'une demande de Rsa pour ces bénéficiaires vaut demande d'Asf. La subsidiarité est donc opérée dans ces situations de manière automatique.*

- Les bénéficiaires du Rsa ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, y compris à l'**allocation de soutien familial**. *En l'absence de dépôt de demande d'Asf, le montant du Rsa est réduit au terme du quatrième mois (mois de la demande + trois mois).* Les dépenses d'ASF sont ponctuellement majorées de 29 millions d'euros en 2009.

- Les moindres dépenses de Rsa générées par la mesure sont supposées identiques à celles générées par la subsidiarité Api-Asf (- 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2010) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial de l'ordre de + 34 millions d'euros 2009 en 2010.

- Une **prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ. Le coût de cette mesure pour l'Etat est estimé à 435 millions d'euros. Les sommes versées seront intégralement remboursées par l'Etat.

Juillet-août 2009

- *Au sujet du plan de lutte contre la crise, 200 euros d'aide sont attribués sous la forme de chèques emploi services universels (Cesu) préfinancés par l'Etat. Les personnes éligibles à l'aide seront les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa), les chômeurs en situation de réinsertion professionnelle et ayant des besoins d'accueil de jeunes enfants, les bénéficiaires au titre des mois de janvier, février ou mars 2009 de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base ou du complément de libre choix du mode de garde se situant dans les deux tranches de ressources inférieures. (Le Cesu a remplacé en janvier 2006 le chèque emploi-service et le titre emploi-service et a étendu le dispositif existant à l'ensemble des services à la personne rendus à leur domicile. Il existe le Cesu bancaire et le Cesu préfinancé. Le Cesu préfinancé peut être utilisé par les parents bénéficiaires de l'Aged, de l'Afeama et du complément de libre choix du mode de garde de la Paje.)*

- Septembre 2009** - Les parents qui, pour des raisons professionnelles, font garder leur(s) enfant(s) pendant au moins 25 heures spécifiques, dans le mois, peuvent bénéficier d'une majoration de leur droit au complément de libre choix du mode de garde (Cmg). Les plafonds de prise en charge du Cmg seront dans ces cas-là majorés de 10 %.
- Décembre 2009** - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.
- 2009** - *Un indu de prestations sociales ne pouvait être récupéré par les organismes débiteurs des prestations familiales que sur les prestations du même fonds.* Le Plfss 2009 permet de recouvrer **des indus d'une prestation familiale sur une autre prestation** : la mesure est limitée au fonds national des prestations familiales et au fonds national d'aide au logement et ne concerne que les seuls recouvrements des prestations familiales et des aides personnelles au logement.
- 2009-2011** - Le Plfss 2010 prévoit que la Cnaf prendra en charge 70 % en 2009 de la **majoration de 10 % des pensions vieillesse servie aux parents de trois enfants et plus**, 85 % en 2010 et 100 % à compter de 2011. *La participation de la Cnaf a été de 15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % en 2003-2008. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse.*
- A noter en outre la hausse des taux de cotisation vieillesse de + 0,3 point qui se traduit par plus de dépenses au titre de l'Avpf.
- Janvier 2010** - Les prestations qui entrent en compte dans le calcul de **l'allocation différentielle (Adi)** sont les suivantes : prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) dans toutes ses composantes ; allocations familiales, majorations, forfait Af ; complément familial ; allocation d'éducation de l'enfant handicapé, compléments, majoration pour personne isolée ; allocation de soutien familial ; allocation de rentrée scolaire ; allocation journalière de présence parentale. *Auparavant, certaines composantes de la Paje étaient versées en totalité aux allocataires. De ce fait, à situation égale, les bénéficiaires pouvaient percevoir des sommes supérieures à celles des allocataires n'entrant pas dans le champ d'application de l'Adi.*
- La loi de finances 2009 a prévu le doublement du **crédit impôt famille (Cif)**, qui passe ainsi de 25 % à 50 %.
- Revalorisation de + 2,8 % du montant des **plafonds de ressources** de certaines prestations familiales en métropole et dans les Dom, correspondant à l'évolution annuelle moyenne des prix à la consommation hors tabac de l'année 2008.
- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 0,32 %.
- Les prestations familiales liées à la **Bmaf** (Af, Paje, Cf, Aeeh, Ajpp, Asf, Ars, prime de déménagement, Api dans les Dom) ne sont pas revalorisées. *Cette stabilité résulte de la prise en compte de trois éléments :*
- *l'évolution des prix à la consommation hors tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année 2010 : + 1,2 % ;*
 - *la différence entre l'évolution des prix pour 2009 estimée par ce même rapport (+ 0,4 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1^{er} janvier 2009 (+ 1,5 %), soit un écart de - 1,1 % ;*
 - *la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2008 (+ 2,8 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1^{er} janvier 2009 (+ 2,9 %), soit un écart de - 0,1 %. Il y a équivalence entre le taux prévisionnel pour 2010 (+ 1,2 %) et l'ajustement à opérer au titre des années 2008 et 2009 (- 1,2 %), ce qui conduit à maintenir inchangé le montant des prestations familiales en 2010.*

Mai 2010 Janvier 2011	<ul style="list-style-type: none"> - Désormais, les prestations familiales qui entrent en ligne de compte dans le calcul trimestriel de l'allocation différentielle (Adi) sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la prestation d'accueil du jeune enfant dans toutes ses composantes ; - les allocations familiales (les majorations pour âge et le forfait Af) ; - le complément familial ; - l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (les compléments et la majoration pour personne isolée) ; - l'allocation de soutien familial ; - l'allocation de rentrée scolaire ; - l'allocation journalière de présence parentale. <p><i>A compter des droits de mai 2010, la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base (de la naissance aux trois mois de l'enfant) et le complément de libre choix du mode de garde de la Paje ne seront plus versés tous les mois directement mais seront intégrés dans le calcul trimestriel de l'Adi, résultant de la différence entre le montant des prestations familiales françaises et le montant des prestations versées par l'organisme étranger.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - La Caf continue à prendre en charge les cotisations sociales liées à l'emploi d'une assistante maternelle ou d'une employée à domicile tout au long de l'année 2010. A compter du 1^{er} janvier 2011, ces cotisations seront intégrées dans le calcul de l'Adi. A partir de février 2011, les personnes concernées devront donc les verser mensuellement directement au centre Pajemploi. Ensuite, la Caf calculera tous les trimestres l'Adi a posteriori, en intégrant le montant de ces cotisations sociales.
Juin 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un prêt à l'amélioration de l'habitat (Pah) à taux zéro aux assistants maternels agréés ou en cours d'agrément ou de renouvellement ou d'extension de leur agrément, qu'ils soient allocataires ou non. Ce prêt a pour objectif de financer des travaux à leur domicile afin d'améliorer l'accueil, la santé ou la sécurité des enfants accueillis. Il est d'un montant maximum de 10 000 euros (<i>au lieu de 1 067 euros pour les allocataires actuels</i>) avec un échancier porté à 120 mois maximum (<i>contre 36 mois</i>). <i>Ce Pah est cumulable avec la prime à l'installation pouvant être versée aux assistants maternels par les Caf lors de la délivrance de leur premier agrément. Cette prime est destinée à l'achat d'équipement nécessaire au démarrage de l'activité ou à l'achat de matériel de puériculture.</i> Le coût de la mesure devrait s'élever à 47,5 millions d'euros (estimation sur la base d'un taux de recours au Pah de 9 500 demandeurs sur les 38 000 nouveaux assistants maternels agréés annuels).
Août 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Fin du Prêt jeune avenir, prêt à taux zéro destiné à aider les jeunes de moins de 25 ans qui accèdent à l'emploi. Ce prêt a été distribué par la Société Générale jusqu'en août 2010.
Septembre 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du revenu de solidarité active jeunes. Le Rsa est ouvert aux jeunes âgés entre dix-huit et moins de vingt-cinq ans, sous réserve d'avoir exercé préalablement au moins 3 214 heures de travail au cours des trois ans précédant le dépôt de la demande. Un étudiant salarié doit avoir un revenu d'activité d'au moins 500 euros par mois pour bénéficier du Rsa. - Mesures relatives à la lutte contre la fraude prévues par la Plfss 2010 : <ul style="list-style-type: none"> . Les Caf seront habilitées à contrôler la réalité de l'existence des logements loués par des bailleurs à des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, en leur permettant d'échanger les données nécessaires avec l'administration fiscale. L'accès aux fichiers de la taxe foncière ou de la taxe d'habitation, impôts auxquels sont assujettis les propriétaires, permettrait aux Caisses d'allocations familiales (Caf) de s'assurer que le logement existe. . Prorogation de l'expérimentation de la mesure de suspension pour l'avenir des aides au logement en cas de fraude jusqu'en décembre 2010. - Extension du champ des personnes susceptibles de se voir infliger une pénalité (ex. bailleurs en cas de fraudes au logement) ; - Relèvement du plafond de la pénalité établi à quatre fois le plafond mensuel de la Sécurité sociale (11 436 euros). - Suppression d'un barème de pénalités établi en fonction du montant de l'indu : le montant de la pénalité est désormais fixé en proportion de la gravité des faits.

- Décembre 2010** - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.
- Janvier 2011**
- Trimestrialisation de l'**allocation aux adultes handicapés** avec une déclaration trimestrielle des ressources (Dtr). Un mécanisme d'intéressement (différent de celui du Rsa) est prévu : un cumul intégral de l'Aah et des revenus d'activité pendant six mois pour les personnes qui prennent un emploi en milieu ordinaire puis une période de cumul partiel pérenne avec un abattement calculé en fonction du salaire perçu (en dessous de 30 % du Smic brut, 80 % d'abattement, et 40 % au-delà).
 - Suspension des **allocations familiales** en cas d'absence scolaire répétée (au moins quatre demi-journées sur un mois).
 - La **base mensuelle de calcul des prestations familiales** est portée à 395,04 euros. La revalorisation de + 1,5 % au 1^{er} janvier 2011 correspond :
 - à l'évolution des prix à la consommation hors tabac en moyenne annuelle prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année 2011 : + 1,5 % ;
 - majorée de la différence entre l'évolution des prix pour 2010 estimée par ce même rapport (+ 1,5 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1^{er} janvier 2010 (+ 1,2 %), soit un écart de + 0,3 % ;
 - minorée de la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2009 (+ 0,1 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1^{er} janvier 2010 (+ 0,4 %), soit un écart de - 0,3 %.
 - Suppression de la rétroactivité de trois mois pour les **aides au logement** lorsque les conditions d'ouverture de droit sont remplies antérieurement à la demande. Cet alignement sur les dates d'effet des minima sociaux représente une moindre dépense estimée à 240 millions d'euros.
 - Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 1,1 %. Il en est de même pour les plafonds de ressources retenus pour le calcul des aides au logement des étudiants. La participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,47 euros par an. Les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 222,87 euros (au lieu de 1204,8 euros) pour une personne seule, 1834,31 euros (au lieu de 1807,2 euros) pour un couple.
 - Compte tenu de la création des commissions spécialisées de coordination de prévention des expulsions locatives (Ccapex) les Cdapl sont supprimées et leurs compétences sont transférées aux Caf : le traitement des impayés de loyer Apl, les contestations et les demandes de remises de dettes Apl.
- Avril 2011** - Versement de l'**allocation de base de la Paje** reporté au mois suivant la naissance. En année pleine, cette mesure minore les dépenses de l'ordre de 64 millions d'euros.

***Pour une meilleure interprétation des séries statistiques
relatives aux dépenses de prestations***

1980	- Certaines Caf ont comptabilisé treize mois de prestations familiales (1,3 milliard de francs) au cours de l'exercice.
Juillet 1984	- Impact de la transformation des déductions sur le revenu imposable en crédit d'impôts.
1985-1986	- Suite à l'harmonisation de la date de versement des prestations, la base 1985 du régime général est supérieure de 2,7 milliards de francs aux résultats, la base 1986 l'est de 265 millions de francs. Pour le régime minier, l'impact du décalage est de 44 millions de francs en 1985 et de 1 million de francs en 1986.
1991-1992	- Le solde du régime de La Poste et des Télécom n'a pas été comptabilisé par la Cnaf en 1991 et en 1992. Il a été pris en compte par le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale. En conséquence, dans ce rapport, le solde Cnaf est majoré (et les dépenses minorées) par rapport aux chiffres de la brochure Prestations familiales (715 millions en 1991, 765 millions en 1992). Toutefois, les séries statistiques Cnaf relatives aux prestations et aux cotisations incluent ce régime.
1996	Passage aux droits constatés : Les dépenses de prestations 1996 couvrent les dépenses de janvier à décembre 1996, hors treizième balance 1996. Les dépenses de 1997 incluent la treizième balance 1996 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1997. Toutefois, les statistiques de prestations retiennent les dépenses en droits constatés pour les prestations trimestrielles (Aged + 255 millions de francs, Afeama + 68 millions), allocation différentielle + 3 millions) et pour les prestations hors métropole (+ 17 millions). Cette majoration des prestations est compensée par une minoration des dépenses diverses.
1997	Il est à noter que les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995 , intervenue <i>a posteriori</i> , ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 650 millions de francs. Elles figurent en dépenses diverses et non en dépenses de prestations dans les tableaux statistiques.
1997-1998	En décembre 1997, le montant de la Bmaf est fixé rétroactivement à : - 2 014,06 francs pour la période allant du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1993 ; - 2 096,64 francs pour la période allant du 1 ^{er} juin au 31 décembre 1995. La première revalorisation est sans effet pratique sur le droit des allocataires. Les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995, intervenue <i>a posteriori</i> , ont été intégrées dans les comptes 1997 (650 millions de francs de dépenses diverses et non de dépenses de prestations.

**Tableau récapitulatif de la création et de la suppression
des principales prestations depuis 1946, en métropole et dans les Dom**

Prestations	Date d'application		Suppression ou remplacement
	En métropole	Dans les Dom	
Allocations familiales (Af)	1932	1938 (<i>différentes</i>)	
<i>Allocation salaire unique</i>	1946		→ Cf : janvier 1978
<i>Congé de naissance</i>	1946	Avril 1965	Janvier 1987
<i>Allocations prénatales</i>	1946		→ Aje : janvier 1985
Fonds d'action sociale obligatoire (Faso)		Existe en 1946	
Alf et prime de déménagement	Septembre 1948	Juillet 1976	
Prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah)	1950		
<i>Majoration (Af) pour enfant [10-15 ans]</i>	1955 [10-15 ans]	1967	[11-16 ans] : 01/99 ; fusion avec majoration plus de 14 ans : 05/08
<i>Allocation de mère au foyer (Amf)</i>	1956		→ Cf : janvier 1978
Majoration (Af) pour enfant de plus de 14 ans	1963 : plus de 15 ans	1967	Plus de 16 ans : 01/1999 ; plus de 14 ans : 05/2008
Als et prime de déménagement	Juillet 1971	Octobre 1980	
Allocation orphelin → Alloc. soutien familial	01/1971 et 06/1985	01/1971 et 06/1985	
Allocations → mineurs et adultes handicapés	02/1972 et 10/1975	02/1972 et 10/1975	
Assurance vieillesse mères de famille... Avpf	Juillet 1972	7/1978 (<i>uniquement pour adulte ou enfant handicapé</i>)	
<i>Allocation pour frais de garde</i>	Juillet 1972		→ Cf : janvier 1978
Allocation rentrée scolaire	Rentrée 1974	Rentrée 1974	
<i>Allocations postnatales</i>	1975		→ Aje : janvier 1985
<i>Prêts aux jeunes ménages</i>	1975		Janvier 1987
Allocation de parent isolé	Octobre 1976	Janvier 1978	
Aide personnalisée au logement, prime	Juillet 1977		
<i>Prime de protection de la maternité</i>		Mai 1978	Janvier 1996
Complément familial	Janvier 1978	10/1978 (<i>différent</i>)	→ Aje partiellement (85)
<i>Supplément de revenu familial</i>	Janvier 1981	Janvier 1981	Août 1990
<i>Aje → Apje</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Ape</i>	Janvier 1985	01/1996 (<i>différent</i>)	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Aged</i>	Avril 1987	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu minimum d'insertion	Décembre 1988	Décembre 1988	
<i>Afeama</i>	Janvier 1991	Janvier 1991	→ Paje (Janvier 2004)
<i>Allocation d'adoption</i>	Janvier 1995	Janvier 1995	→ Paje (Janvier 2004)
Revenu de solidarité outre-mer		Décembre 2001	
Prestation d'accueil du jeune enfant	Janvier 2004	Janvier 2004	
Revenu de solidarité active	Juin 2009	D'ici 2011	
Revenu de solidarité active jeunes	Septembre 2010		

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions 2010**

TIPF 3131 : tous régimes en millions d'euros courants

En millions d'euros courants (effet prix BMAF uniquement, pas d'effet SMIC)		1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours)	1/01/2004								299	889	1 604	1 902	2 407	2 670
PAJE Prime AB CLCA - APJE - APE A. adoption									188	395	612	689	712	746
PAJE CMG assistante maternelle - AFEAMA									109	448	923	1 112	1 546	1 741
PAJE CMG à domicile - AGED									3	46	68	101	150	182,64
AFEAMA majoration modulée, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						68	99	130	146	149	152	155	156	160,89
AGED : modulation en fonction du revenu	1/01/1998		-125	-168	-168	-172	-175	-178	-181	-185	-188	-192	-194	-199,35
APE : intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	1/01/2001					-13	-17	-18	-18	-18	-19	-19	-19	-19,74
AF			-648	27	-31	-31	-32	-27	67	80	82	84	53	-117,10
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	1/01/1998		51	95	95	97	99	101	102	104	106	108	109	112,52
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	1/03/1998		-699											
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	1/01/1999			85	157	160	163	166	169	173	176	179	181	185,96
Report d'un an des majoration pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	1/01/1999			-152	-283	-288	-294	-299	-304	-311	-316	-322	-325	-334,72
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 ^e enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans	1/07/2003						5	100	114	116	118	119	122,72	
Garde alternée	1/05/2007										0,9	4	7,50	
Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans]	1/05/2008												-35	-211,07
Economies	1/05/2008												-35	-211,07
Dépenses supplémentaires	1/05/2008													
CF : report à 21 ans	1/01/2000				62	116	119	121	123	126	128	130	131	135,22
ARS	1/08/1999			28	28	28	35	36	36	37	38	39	79	81,19
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires				28	28	28	29	29	30	31	31	32	32	32,86
ARS différentielle (chiffrage disponible en juin 2003 - R. MAHIEU)	1/08/2002						6	6	7	7	7	7	7	7,21
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants	2008												40	41,12
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	1/01/2007											53	33	75,84
API		-10	-42	-57	-57	-50	-42	-32	-20	-9	5	-43	-99	-102,20
Forfait logement	1/04/1997	-10	-42	-57	-57	-58	-60	-61	-62	-63	-64	-65	-66	-67,85
Alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					8	17	29	41	54	69	84	84	86,96
Alignement forfait logement / forfait RMI	1/01/2007											-8	-8	-7,90
Subsidiarité ASF	1/01/2007											-53	-110	-112,93
AEEH							16	84	75	63	80	84	77	79,52
6 compléments qui se substituent aux 3 anciens compléments	1/04/2002						16	84	75	63	64	65	66	67,84
Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 ^e à 6 ^e cat.	1/01/2006										16	19	19	19,27
Droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	1/04/2008												-7	-45,24
APP - AJPP	2001et 2006					6	18	29	35	36	40	54	51	53,04

**Estimations du coût des mesures
prises en compte dans les prévisions 2010**

TIPF 3121 : tous régimes en millions d'euros constants

Millions d'euros constants 2009 (calculés en fonction de l'évolution des prix)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	
11. Mesures relatives aux prestations "Famille", y compris API	-12	-961	-200	-192	-55	22	158	607	1 240	2 005	2 312	2 678	2 780,2	
12. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors API		-912	-133	-126	3	70	193	629	1 249	2 000	2 355	2 778	2 882,0	
2. Mesures relatives aux prestations jeune enfant		-147	-197	-195	-133	-105	-72	266	886	1 617	1 899	2 352	2 611,9	
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours)	1/01/2004							323	944	1 674	1 957	2 409	2 670,1	
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)					78	111	143	158	159	159	159	156	160,89	
AGED : Modulation en fonction du revenu	1/01/1998	-147	-197	-195	-195	-196	-196	-196	-196	-197	-197	-194	-199,35	
APE : intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	1/01/2001				-15	-19	-19	-19	-19	-19	-20	-19	-19,74	
31. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant		-12	-814	-3	2	78	127	230	341	354	388	412	326	168,33
32. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant, hors API			-765	64	69	135	174	265	364	363	383	456	425	270,05
AF			-765	32	-35	-35	-36	-30	73	85	85	86	53	-117,10
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	1/01/1998		60	111	110	110	111	110	110	111	111	111	109	112,52
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	1/03/1998		-825											
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	1/01/1999			99	182	182	183	182	182	183	183	184	181	185,96
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	1/01/1999			-179	-327	-328	-329	-328	-328	-330	-330	-331	-325	-334,72
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3° enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans	1/07/2003							5	108	121	121	121	119	122,72
Garde alternée	1/05/2007											0,9	4,5	7,5
Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans]	1/05/2008												-35	-211,07
Economies	1/05/2008												-35	-211,07
Dépenses supplémentaires	1/05/2008													
CF : Report à 21 ans	1/01/2000			72	132	133	133	133	133	133	134	131	135,22	
ARS				32	32	32	39	39	39	39	40	40	79	81,19
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	1/08/1999			32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32,86
ARS différentielle	1/08/2002						7	7	7	7	7	7	7	7,21
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants												40	41,12	
ASF : suite à la mise en place de la réforme API	1/01/2007										55	33	75,84	
API cumul		-12	-49	-67	-66	-57	-47	-35	-22	-9	5	-44	-99	-101,72
API : forfait logement	1/04/1997	-12	-49	-67	-66	-66	-67	-67	-67	-67	-67	-67	-66	-67,85
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					9	20	32	45	58	72	86	84	86,96
API : alignement forfait logement / forfait RMI	1/01/2007											-8	-8	-7,90
API : subsidiarité ASF	1/01/2007											-55	-110	-112,93
AEEH cumul							18	92	81	67	83	86	77	41,87
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	1/04/2002						18	92	81	67	67	67	66	67,84
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° cat.	1/01/2006									17	19	19	19,27	
AEEH : droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	1/04/2008												-7	-45,24
APP puis AJPP					6	20	31	38	38	41	55	52	53,04	

8.2

Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945

*Ce chapitre constitue un document de travail.
Toutes vos remarques seront les bienvenues.*

Particularités générales

- Alors que les prestations métropole étaient généralement calculées en fonction de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, les prestations dans les Dom faisaient le plus souvent référence à une base de calcul égale à vingt-cinq fois le montant journalier des allocations familiales pour deux enfants dans les Dom.

. Les prestations étaient attribuées en fonction du nombre de journées de travail d'au moins six heures dans la limite de vingt-cinq allocations journalières par mois.

. Les Caf versent les prestations aux salariés agricoles, aux marins pêcheurs non salariés depuis 1961, aux exploitants agricoles à compter de 1970, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs indépendants jusqu'en décembre 1992. A compter du 1^{er} janvier 1993, le versement des prestations familiales est effectué sous réserve du paiement préalable des cotisations d'Af et de la Csg.

Il n'y a pas de tutelle aux prestations sociales.

Situation en 1946

En 1946, les prestations versées sont :

- . les **allocations familiales** (créées en 1938). A la différence de la métropole, les allocations familiales sont dues **dès le premier enfant**. Une condition d'activité professionnelle est exigée jusqu'en 1988 ;
- . les filles aînées restant au foyer sont exclues du bénéfice des prestations familiales ;
- . les prestations du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Septembre 1963

- Majoration et uniformisation des taux des **allocations familiales** dans l'ensemble des départements d'outre-mer.
- Les limites d'âge fixées pour l'attribution des prestations sont alignées sur celles de la métropole.

Avril 1965

(comme en métropole)

- Application dans les Dom de la législation relative au **congé de naissance** en vigueur en métropole.
- Application dans les Dom de la législation relative aux **majorations des allocations familiales** pour enfant de plus de 10 ans en vigueur en métropole.

Janvier 1971

(comme en métropole)

- . Création de l'**allocation orphelin**. Les montants diffèrent de ceux de la métropole ; ils sont majorés en janvier 1978, en juillet 1981.

Février 1972

(comme en métropole)

- . Création des **allocations aux mineurs et aux adultes handicapés**.

Situation en 1972

- Le service des prestations est assuré par des caisses d'Allocations familiales et non plus par des caisses de Sécurité sociale.

En 1972, les prestations versées sont :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . l'allocation aux mineurs et aux adultes handicapés ;
- . l'allocation orphelin ;
- . le congé de naissance.

Rentrée 1974

(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de rentrée scolaire**.

Octobre 1975 (comme en métropole)	- Création de l' allocation d'éducation spéciale . <i>Le montant de la prestation perçue est différent (mais proche) dans les Dom et en métropole. Il a été majoré en 1981. Une activité professionnelle est exigée, sauf dans le cas des femmes seules. Cette prestation remplace l'allocation d'éducation spécialisée et l'allocation aux mineurs handicapés.</i>
(comme en métropole)	- Création de l' allocation aux adultes handicapés .
1976 (contre 1948 en métropole)	- Création de l' allocation de logement familial . <i>Par rapport à la métropole :</i> <ul style="list-style-type: none"> . les surfaces exigées sont plus restreintes (ce qui est favorable à l'allocataire) ; . il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, nombre de parts et mensualités plafonds ; . les coefficients et les valeurs utilisés dans la formule de calcul sont moins favorables.
Janvier 1978 (contre octobre 1976 en métropole)	- Mise en place de l' allocation de parent isolé dans les Dom. <i>Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole. Le montant est majoré en juillet 1981.</i> - Maintien des prestations familiales aux personnes ayant perdu involontairement leur emploi sous certaines conditions d'activité antérieures.
1978 (comme en métropole)	- Prise en charge des cotisations maladie des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
Mai 1978	- Création de la prime de protection de la maternité afin d'inciter les futures mères et les mères à passer les examens médicaux.
Juillet 1978 (contre juillet 1972 en métropole)	- Mise en place de l'assurance vieillesse des mères au foyer (avec une législation différente de celle de la métropole).
Octobre 1978	- Mise en place du complément familial avec des conditions d'attribution autres que celles applicables en métropole. Le plafond applicable est celui de l'Ars. Le montant de la prestation est majoré en 1979 et en 1981.
Décembre 1979	- Les allocations sont versées : <ul style="list-style-type: none"> . tant que dure l'obligation scolaire ; . jusqu'à 17 ans pour l'enfant à charge non salarié ; . jusqu'à 20 ans pour les enfants placés en apprentissage, les enfants suivant un stage de formation professionnelle, les enfants qui poursuivent leurs études, pour ceux qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, et pour ceux qui ouvrent droit à l'allocation d'éducation spéciale. <i>(Antérieurement, les limites d'âge étaient de 14 ans, de 15 ans en Guyane, de 16 ans en cas d'apprentissage, de 17 ans en Guyane et de 20 ans en cas de poursuite d'études ou de maladie constatée.)</i> . Les jeunes de 16 à 20 ans cessent d'être considérés comme enfants à charge lorsque leur rémunération dépasse 55 % du Smic en vigueur dans le département considéré. <i>(Antérieurement, le salaire des intéressés ne devait pas dépasser le montant de la base mensuelle de calcul en vigueur en métropole au cours de la période d'exercice de l'activité professionnelle.)</i>
Janvier 1980	- Le droit aux prestations familiales est annualisé pour les allocataires ayant eu une activité égale ou supérieure à quatre-vingt-dix jours dans une année civile. <i>Pour les autres, le droit continue à s'apprécier mensuellement. Mais dès lors que l'activité au cours d'un mois est égale à dix jours, les prestations sont égales pour ce mois à vingt-cinq allocations journalières...</i>
Octobre 1980 (contre juillet 1971 en métropole)	- Création de l' allocation de logement sociale (la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables).

- Janvier 1981**
(comme en métropole) - Création du **supplément de revenu familial**. *Le barème du Surf reste inchangé jusqu'à sa disparition en 1990 : le plafond de ressources est égal à 15 350 francs et le montant de la prestation est de 100 francs.*
- 1981**
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Juin 1985**
(comme en métropole) - Création de l'**allocation de soutien familial**. *Une activité professionnelle est exigée. Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole.*
- 1989**
(1978 en métropole) - Suppression de la **condition d'activité professionnelle** pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. *Avant cette date, cette condition était exigée pour bénéficier des allocations familiales, du complément familial, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation d'éducation spéciale (sauf pour les femmes seules)... Cette condition avait été supprimée pour les seules Af dès mars 1988 (décret 88-191 et 192 du 26 février 1988) et dès juillet 1986 pour l'allocation logement familiale.*
- Décembre 1988** - Instauration du **revenu minimum d'insertion** d'un montant inférieur de 20 % au barème métropolitain.
- 1989**
(comme en métropole) - Création du **revenu minimum d'insertion**.
- Juillet 1990** - Versement jusqu'à 18 ans des prestations familiales aux enfants non salariés au lieu de 17 ans.
- Août 1990**
(comme en métropole) - Suppression du **supplément de revenu familial**.
- Versement de l'**allocation de rentrée scolaire** jusqu'à 18 ans. Extension du bénéfice de l'Ars aux familles qui perçoivent uniquement du Rmi ou l'Aah.
- Janvier 1991**
(comme en métropole) - Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**.
- Juillet 1991** - Application aux Dom de la **Bmaf** de la métropole.
- 1991-1995** - Début de l'alignement progressif des prestations des Dom sur celles de la métropole jusqu'à l'horizon 1995 avec comme objectif la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

Situation en 1992

Entre 1972 et 1992, la législation s'étend à de nouvelles catégories de bénéficiaires et le nombre de prestations s'accroît. On distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement sociale ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . l'allocation de logement à caractère familial ;
- . la prime de protection de la maternité (prestation spécifique aux Dom) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer et l'assurance personnelle ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale d'éducation, l'allocation pour jeune enfant, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

Janvier 1993
(comme en métropole)

- Création du **complément d'allocation aux adultes handicapés**.

Juillet 1994

- Alignement du régime des **allocations familiales** versées aux familles de deux enfants et plus sur celui de la métropole.

Janvier 1995
(comme en métropole)

- Création d'une **allocation d'adoption**.

Janvier 1995
(1987 en métropole)

- Instauration de l'**allocation garde d'enfant à domicile**.

Avril 1995
(avant la métropole)

- L'âge limite de prise en compte des enfants à charge pour le calcul de l'allocation logement a été porté de 20 à 22 ans dans les DOM pour les enfants qui poursuivent leurs études, sont en apprentissage, en stage de la formation professionnelle ou malades, alors qu'il était de 20 ans en métropole dans ces différents cas jusqu'en janvier 2000.

Septembre 1995

- Alignement du montant de l'**allocation de soutien familial** sur celui de la métropole et harmonisation du mode de calcul et du montant de la prime de déménagement sur celui de la métropole.

Janvier 1996
(1985 en métropole)

- Instauration de l'**allocation pour jeune enfant** : le montant de l'allocation pour jeune enfant est celui en vigueur en métropole, mais le plafond de ressources est inférieur (identique à celui du complément familial dans les Dom).

- Instauration de l'**allocation parentale d'éducation**. En 2002, les montants pour la validation des trimestres d'activité de l'Ape seront totalement harmonisés entre les Dom et la métropole (cf. TIPF 738) ; auparavant, les montants plus faibles pour les Dom étaient favorables aux allocataires des Dom.

- Dans les Dom, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation n'ouvrent pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

Juillet 1996

- Suppression de la **prime de protection de la maternité** (suite à la réforme de janvier).

1998-2006

- Extension du dispositif d'intéressement lié au **Rmi**. Lissage des effets de seuils au sortir du Rmi pour la taxe d'habitation (2000) et pour les allocations logement (2001). Forte revalorisation du Smic de 2001 à 2006 (+ 24 %) associée à la loi sur les 35 heures.

Janvier 2001
(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de présence parentale** (App)

Janvier 2001 - 2007

- Harmonisation, prévue sur sept ans à compter de janvier 2001, du montant de l'**allocation de parent isolé** par rapport à celui de la métropole.

Décembre 2001

- Mise en place du **revenu de solidarité** : sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi. Son montant n'est pas modulé en fonction de la composition familiale.

2001

- Mise en œuvre de la prime pour l'emploi, au début ciblée sur le Smic à temps plein, progressivement étendue aux durées d'emploi incomplètes sur l'année (temps partiels, Cdd au Smic).

Janvier 2002

- Alignement du montant du **Rmi** des Dom sur celui de la métropole.

Juillet 2002

- Alignement des loyers plafonds des familles sur ceux de la zone 2 de métropole pour le calcul de l'**allocation de logement familiale**.

2003

- Durcissement de l'indemnisation du chômage.

Juillet 2003 (comme en métropole)	- Création d'une allocation forfaitaire allocations familiales .
Septembre 2003	- Libre choix de l'allocataire (père ou mère).
Janvier 2004 (à la différence de la métropole)	- Comme pour l'Ape et l'Apje, la Paje n'ouvre pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer dans les Dom où l' Avpf n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). - Réforme du revenu de solidarité (Rso, créé en 2001), versé aux bénéficiaires du Rmi âgés d'au moins 50 ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail et de l'insertion après avoir été depuis 2 ans au moins bénéficiaires du Rmi. Le Rso est versé à un seul membre du foyer et jusqu'à ce que l'intéressé bénéficie d'une retraite à taux plein et au plus tard à 65 ans.
Janvier 2004 (comme en métropole)	- Création du contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma) et décentralisation du Rmi .
Juillet 2004 (comme en métropole)	- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage .
2005-2006	- création de dispositifs incitatifs à la reprise d'activité. Plan d'accompagnement à la recherche d'un emploi (Pare) étendu en 2006.
Janvier 2009	- Revalorisation de 30 % supplémentaire du montant du forfait charge spécifique aux Dom pour le calcul de l'allocation de logement. Comme en métropole, l'exercice de paiement débute désormais le 1 ^{er} janvier au lieu du 1 ^{er} juillet, en retenant les ressources de N – 2 du fait de la mise en œuvre de l'acquisition des ressources auprès de l'administration fiscale.
Juillet 2009 (à la différence de la métropole)	- Le revenu de solidarité active (Rsa, expérimenté en 2008, généralisé en juin 2009 en métropole) devrait entrer en vigueur au plus tard en 2011 dans les Dom. - Le revenu supplémentaire temporaire d'activité (Rsta) est versé à certains salariés aux revenus modestes (versement en juillet, pour les droits couvrant les mois de mars, avril et mai). D'un montant de 100 euros bruts par mois pour un temps plein, le Rsta est institué dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Le Rsta constitue un revenu non imposable, non pris en compte pour la détermination des droits à l'ensemble des prestations soumises à condition de ressources annuelles. <i>Revalorisation de 56 % des forfaits charges pour tous les logements applicables dans les Dom et dans les Com de Saint-Barthélemy et Saint-Martin pour le calcul des allocations de logement à compter du 1^{er} juillet 2009. L'augmentation prévue par le projet d'arrêté portera ainsi les montants à hauteur de près de 70 % de ceux de la métropole, la différence se justifiant par l'absence de frais de chauffage dans ces départements.</i>
Janvier 2011	- Mise en place du revenu de solidarité active (Rsa) dans les Dom avec maintien du revenu supplémentaire temporaire d'activité (Rsta) jusqu'en février 2012 avec droit d'option pour les primo demandeurs Rsa. Les bénéficiaires de Rmi ou de l'Api (hors prime forfaitaire mensuelle, Pfm) basculent automatiquement dans le Rsa au 1 ^{er} janvier 2011. Les bénéficiaires de Rmi ou Api bénéficiaires de la Pfm basculent dans le Rsa au terme de la Pfm.

Situation en 2009

Suite au début d'alignement de la législation des prestations des Dom sur celle de la métropole qui a débuté en 1991, on distingue :

1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :

- . le forfait allocations familiales ;
- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;
- . le revenu minimum d'insertion ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . *l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;*
- . *l'allocation de garde d'enfant à domicile ;*

2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation de logement à caractère social (*la formule de calcul est identique mais certains coefficients sont moins favorables*) ;

3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et/ou les montants sont différents en métropole et dans les Dom :

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . la prestation d'accueil du jeune enfant ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*) ;
- . l'allocation de logement à caractère familial : *il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers plafonds, forfait charges, et en accession, nombre de parts et mensualités plafonds. Le forfait charge est d'un montant inférieur à celui de la métropole ; certains paramètres sont moins favorables.*
- . le revenu de solidarité (*spécifique aux Dom*) ;

4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom : l'aide personnalisée au logement, la tutelle aux prestations sociales, les prêts à l'amélioration de l'habitat et les prêts jeunes avenir.

Montants et plafonds de prestations Smic, prix, Pib

Barèmes des différentes prestations (1)		Page
Aah	Allocation aux adultes handicapés	204
Aad	Allocation d'adoption	200
Ab Paje	Allocation de base de la Paje	193
Aeeh (Aes)	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	201
Af	Allocations familiales	190
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile	
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale	202
Ape	Allocation parentale d'éducation	200
Api	Allocation parent isolé	200
Apje	Allocation pour jeune enfant	191
Ars	Allocation de rentrée scolaire	199
Asf	Allocation de soutien familial	200
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales	189
Cf	Complément familial	191
Clca Paje	Complément libre choix d'activité de la Paje	193
Cmg Paje	Complément libre choix du mode de garde de la Paje	193
Dom	Prestations spécifiques aux Dom (1)	213
G(C)rph	Garantie (Complément) de ressources aux adultes handicapés	206
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant : Ab, Clca, Cmg, prime de naissance et d'adoption	193
Pja	Prêt jeunes avenir	
Rmi	Revenu minimum d'insertion	208
Rsa	Revenu de solidarité active	211
Rso	Revenu de solidarité	212
Données économiques de cadrage		
	Smic net (mensuel et annuel) après prélèvement de la Crds	214
	Indice des prix	215
	Produit intérieur brut (Pib), demandeurs d'emploi, taux de cotisation, Csg...	
Quelques remarques...		
	Notion de ressources	188
	Mode de revalorisation des plafonds du Cf, de l'Apje et de la Paje	188
	Non-cumuls de prestations	187

Quelques cas (non exhaustifs) de non-cumuls de prestations

- . Le Cf avec l'Ab, avec le Clca et avec le Cmg accordé pour un enfant jusqu'à 3 ans.
- . L'allocation journalière de présence parentale avec le Clca de la Paje.
- . Plusieurs Paje Ab ne sont cumulables qu'en cas de naissances multiples ou d'adoptions ou recueils simultanés en vue d'adoption.
- . Deux Paje Clca à taux partiels limités au montant d'un Clca à taux plein.
- . Un Cmg Paje est cumulable sous certaines conditions avec un Clca Paje à taux partiel.
- . **En cas de reprise d'activité professionnelle**, cumul possible pendant deux mois du revenu tiré d'une activité professionnelle avec le Clca à taux plein si l'enfant est âgé de 18 mois à moins de 30 mois ou (depuis janvier 2001) avec une allocation parentale d'éducation à taux plein.

Mode de revalorisation de la Bmaf

Initialement, l'article L 551-1 du Code de la SS prévoyait que « la Bmaf était revalorisée deux ou plusieurs fois par an, de façon à compenser totalement ou partiellement la charge que les enfants représentent pour la famille, en fonction de l'augmentation des prix et de la participation des familles aux progrès de l'économie et éventuellement de la progression générale des salaires moyens ou du Smic. »

Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1^{er} janvier de l'exercice suivant.

La Bmaf n'a pas été revalorisée **en 1996**.

(1) Le tableau T1PF 7691 précise les spécificités des barèmes des prestations « Famille » dans les DOM (Cf, Api, Asf).

Définitions relatives à la notion de ressources

. Jusqu'en juillet 2006, les plafonds de ressources s'appliquaient aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'année civile précédant l'exercice considéré, après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (de 10 et 20 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (frais de garde par enfant de moins de sept ans jusqu'au 31 juillet 2005, pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...).

. A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les plafonds 2007 ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure. Les plafonds 2007 s'appliquent aux **revenus 2006** du 1^{er} juillet 2007 à décembre 2008.

. Depuis janvier 2009, les plafonds de ressources s'appliquent aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'avant-dernière année civile précédant l'exercice considéré (année de référence), après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (10 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...). Les plafonds 2009 s'appliquent aux **revenus 2007**.

. Depuis janvier 2009, on estime qu'un ménage dispose de **deux revenus** et peut bénéficier d'une majoration de plafond, si chacun des deux conjoints ou concubins a perçu au cours de l'année de référence (2007 en 2009) un revenu professionnel net (de cotisations) au moins égal à douze fois la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf en vigueur au 1^{er} janvier de l'année de référence, soit 2007 en 2009).

. En cas de **chômage**, il est procédé à un abattement ou à une neutralisation sur les ressources déclarées pour l'année de référence. Lorsque l'allocation d'aide au retour à l'emploi est perçue, les ressources professionnelles du chômeur prises en compte sont minorées de 30 %. Il y a neutralisation des revenus quand le chômeur n'est pas indemnisé, ou quand il y a perception de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation temporaire d'attente - remplaçant l'allocation d'insertion - (et dans certains cas de perception de l'ancien dispositif au titre de l'allocation unique dégressive à « taux plancher »). Ces différentes mesures se poursuivent en fin de chômage, tant que l'intéressé ne reprend pas d'activité professionnelle.

. Depuis juillet 2004, deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sans aucune activité professionnelle sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement sur les ressources pour chômage.

. En cas de **ressources de l'année de référence inférieures à un certain montant** et d'exercice d'une activité professionnelle le mois qui précède l'ouverture du droit, une évaluation forfaitaire est calculée et les ressources prises en compte sont égales :

- pour les salariés, à douze fois la rémunération mensuelle du mois précédant l'ouverture de droit ;
- pour les employeurs ou travailleurs indépendants à 1 500 x le Smic horaire.

Cette modalité de calcul est également appliquée lors du premier renouvellement qui suit l'ouverture de droit avec une évaluation forfaitaire. Pour les autres renouvellements, une évaluation forfaitaire est effectuée si la base ressources de l'année de référence est nulle.

- Pour le calcul des droits à l'Aah, cf. chapitre 8.1, pour les modifications intervenues au 1^{er} juillet 2009.

- Pour les jeunes de moins de 25 ans, dispositif particulier (cf. historique).

Mode de revalorisation des plafonds de l'Ars, du Cf et de l'Apje

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources de l'**Ars** est révisé en fonction du taux horaire du Smic en vigueur au 1^{er} juillet de l'année de référence.

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources du **Cf** et de l'**Apje** est révisé au premier juillet de chaque année en fonction de l'indice d'évolution des salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation du plafond, figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation.

. En 1996, la Bmaf et les plafonds de ressources n'ont pas été revalorisés.

. Depuis juillet 1997, les plafonds des prestations « Famille » sont indexés sur les **prix à la consommation hors tabac** (connus lors de la revalorisation).

. Les **plafonds de juillet 2007** (appliqués aux ressources 2006) ont été revalorisés en juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux **revenus 2006**.

. L'actualisation des ressources des allocataires est reportée du **1^{er} juillet 2008 au 1^{er} janvier 2009** : les Caf se font communiquer par les services des impôts le montant des revenus des allocataires. Les **plafonds de janvier 2009** (appliqués aux ressources 2007) sont revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007.

TIPF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros

	En euros courants		Indice base 100 en 2000	En euros 2009		BMAF indice base 100 en 2000 euros constants	Rappel évolution prix hors tabac
	Montant	Evolution		Montant	Evolution		
1946	8,61		2,62	416,10		109,43	52,6 %
1947	9,73	13,0 %	2,96	315,22	-24,2 %	82,90	49,2 %
1948	17,85	83,4 %	5,43	364,19	15,5 %	95,78	58,7 %
1949	18,29	2,5 %	5,56	329,79	-9,4 %	86,73	13,2 %
1950	18,29	0,0 %	5,56	297,46	-9,8 %	78,23	10,9 %
1951	23,13	26,5 %	7,03	319,73	7,5 %	84,09	17,6 %
1952	26,30	13,7 %	8,00	325,48	1,8 %	85,60	11,7 %
1953	26,30	0,0 %	8,00	330,41	1,5 %	86,90	-1,5 %
1954	26,30	0,0 %	8,00	330,41	0,0 %	86,90	0,0 %
1955	27,35	4,0 %	8,31	340,15	2,9 %	89,46	1,0 %
1956	27,44	0,3 %	8,34	334,64	-1,6 %	88,01	2,0 %
1957	27,44	0,0 %	8,34	322,01	-3,8 %	84,69	3,9 %
1958	28,84	5,1 %	8,77	294,03	-8,7 %	77,33	15,1 %
1959	29,98	4,0 %	9,12	287,99	-2,1 %	75,74	6,1 %
1960	32,55	8,6 %	9,90	302,13	4,9 %	79,46	3,5 %
1965	44,52	4,2 %	13,53	343,92	1,6 %	90,45	2,5 %
1970	58,41	4,5 %	17,76	365,12	-0,7 %	96,03	5,3 %
1971	61,21	4,8 %	18,61	362,55	-0,7 %	95,35	5,5 %
1972	64,61	5,6 %	19,64	360,40	-0,6 %	94,78	6,2 %
1973	71,24	10,3 %	21,66	370,79	2,9 %	97,52	7,2 %
1974	77,90	9,3 %	23,68	356,25	-3,9 %	93,69	13,8 %
1975	90,30	15,9 %	27,45	369,48	3,7 %	97,17	11,8 %
1976	99,52	10,2 %	30,26	371,20	0,5 %	97,62	9,7 %
1977	110,55	11,1 %	33,61	377,24	1,6 %	99,21	9,3 %
1978	126,10	14,1 %	38,34	394,60	4,6 %	103,78	9,1 %
1979	135,87	7,7 %	41,31	383,67	-2,8 %	100,90	10,8 %
1980	153,84	13,2 %	46,77	382,71	-0,3 %	100,65	13,5 %
1981	176,37	14,6 %	53,62	386,91	1,1 %	101,76	13,4 %
1982	194,84	10,5 %	59,24	382,27	-1,2 %	100,54	11,8 %
1983	219,15	12,5 %	66,63	392,22	2,6 %	103,15	9,6 %
1984	232,59	6,1 %	70,71	387,56	-1,2 %	101,93	7,4 %
1985	246,10	5,8 %	74,82	387,49	-0,02 %	101,91	5,8 %
1986	254,52	3,4 %	77,38	390,37	0,7 %	102,66	2,7 %
1987	257,69	1,2 %	78,35	383,19	-1,8 %	100,78	3,1 %
1988	267,08	3,6 %	81,20	386,75	0,9 %	101,71	2,7 %
1989	273,76	2,5 %	83,23	382,60	-1,1 %	100,62	3,6 %
1990	282,86	3,3 %	86,00	383,27	0,2 %	100,80	3,1 %
1991	291,01	2,9 %	88,48	382,09	-0,3 %	100,49	3,2 %
1992	297,67	2,3 %	90,50	381,95	-0,04 %	100,45	2,3 %
1993 *	306,54	3,0 %	93,20	386,37	1,2 %	101,62	1,8 %
1994	312,67	2,0 %	95,06	388,68	0,6 %	102,22	1,4 %
1995 *	316,62	1,3 %	96,26	387,20	-0,4 %	101,83	1,7 %
1996 DC	316,94	0,1 %	96,36	380,38	-1,8 %	100,04	1,9 %
1997	321,44	1,4 %	97,73	381,72	0,4 %	100,39	1,1 %
1998	324,97	1,1 %	98,80	383,57	0,5 %	100,88	0,6 %
1999	327,28	0,7 %	99,50	384,37	0,2 %	101,09	0,5 %
2000	328,91	0,5 %	100,00	380,23	-1,1 %	100,00	1,6 %
2001	334,84	1,8 %	101,80	381,11	0,2 %	100,23	1,6 %
2002	341,87	2,1 %	103,94	382,47	0,4 %	100,59	1,7 %
2003	347,68	1,7 %	105,71	381,74	-0,2 %	100,40	1,9 %
2004	353,59	1,7 %	107,50	381,83	0,03 %	100,42	1,7 %
2005	361,37	2,2 %	109,87	383,57	0,5 %	100,88	1,7 %
2006	367,87	1,8 %	111,84	383,94	0,1 %	100,97	1,7 %
2007	374,12	1,7 %	113,74	384,85	0,2 %	101,21	1,5 %
2008	377,86	1,0 %	114,88	378,12	-1,7 %	99,44	2,8 %
2009	389,20	3,0 %	118,33	389,20	2,9 %	102,36	0,1 %
2010	389,20	0,0 %	118,33				
2011	395,04	1,5 %	120,10				
Evolution moyenne annuelle 2009/1999		1,7 %			0,1 %		
Rapport 2009/1999		18,9 %			1,3 %		
2009/2004		10,1 %			1,9 %		
2004/1999		8,0 %			-0,7 %		

La moyenne annuelle est calculée en décalant d'un mois l'impact des revalorisations jusqu'en 1995 inclus.

* Les montants 1993 et 1995 sont hors rectificatif du montant de la BMAF (ayant donné lieu à des dépenses comptabilisées en 1997) :

2014,06 F pour la période du 1^{er} juillet 1993 au 31 décembre 1993,

2096,64 F pour la période du 1^{er} juin 1995 au 31 décembre 1995.

T1PF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros

En euros courants	2 ^e enfant	3 ^e enfant (1)	4 ^e enfant	Par enfant en plus	Majoration 10-15 ans ->1998 [11-[16 ans (2)	Majoration plus de 15 ans -> 1998 16 ans (2)	Majoration plus de 14 ans (2)	Forfait AF	Familles de	
									3 enfants	4 enfants
1946 juillet-déc.	1,72	2,58	2,58	2,58					4,31	6,89
1947	1,95	2,92	2,92	2,92					4,87	7,79
1948	3,57	5,35	5,35	5,35					8,92	14,28
1949	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1950	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1955	6,02	9,02	9,02	9,02	1,25	1,25			15,04	24,06
1960	7,16	10,74	10,74	10,74	1,63	1,63			17,90	28,64
1961	7,67	11,51	11,51	11,51	1,74	1,74			19,18	30,69
1962	8,27	12,40	12,40	12,40	2,57	2,57			20,67	33,07
1963	9,01	13,51	13,51	13,51	2,87	5,87			22,51	36,02
1964	9,40	14,10	14,10	14,10	3,28	6,41			23,50	37,61
1965	9,79	14,69	14,69	14,69	4,01	6,83			24,48	39,17
1966	10,21	15,32	15,32	15,32	4,18	7,43			25,53	40,85
1967	10,68	16,01	16,01	16,01	4,37	7,76			26,69	42,71
1968	11,67	17,51	17,51	17,51	4,77	8,49			29,18	46,69
1969	12,29	19,09	19,09	18,44	5,03	8,94			31,38	50,47
1970	12,85	20,83	20,83	19,28	5,26	9,35			33,69	54,52
1971	13,47	22,65	22,65	20,20	5,51	9,79			36,11	58,76
1972	14,21	23,91	23,91	21,32	5,82	10,34			38,12	62,03
1973	15,67	26,36	26,36	23,51	6,41	11,40			42,03	68,39
1974	17,14	28,82	28,82	25,71	7,01	12,46			45,96	74,79
1975	19,87	33,41	33,41	29,80	8,13	14,45			53,28	86,69
1976	21,90	36,82	36,82	32,84	8,96	15,92			58,72	95,54
1977	24,32	40,90	40,90	36,48	9,95	17,69			65,22	106,12
1978	28,90	47,81	46,66	43,93	11,35	20,18			76,71	123,37
1979	31,25	53,33	50,27	47,55	12,23	21,74			84,58	134,85
1980	35,38	63,71	57,24	54,16	13,85	24,61			99,10	156,34
1981	42,40	77,01	68,71	65,18	15,87	28,22			119,42	188,13
1982	60,24	79,89	79,07	77,61	17,54	31,17			140,12	219,20
1983	70,13	87,66	88,75	87,66	19,72	35,06			157,78	246,54
1984	74,43	93,04	94,20	93,04	20,93	37,21			167,46	261,66
1985	78,75	98,44	99,67	98,44	22,15	39,38			177,19	276,86
1986	81,45	104,14	104,25	104,14	22,91	40,72			185,59	289,83
1987	82,46	105,65	105,65	105,65	23,19	41,23			188,12	293,77
1988	85,47	109,50	109,50	109,50	24,04	42,73			194,97	304,48
1989	87,60	112,24	112,24	112,24	24,64	43,80			199,84	312,08
1990	90,51	115,97	115,97	115,97	25,46	45,26			206,49	322,46
1991	93,12	119,31	119,31	119,31	26,19	46,56			212,44	331,75
1992	95,25	122,04	122,04	122,04	26,79	47,63			217,30	339,34
1993	98,02	125,71	125,72	125,72	27,56	49,01			223,73	349,45
1994	99,99	128,30	128,16	128,16	28,15	50,07			228,29	356,45
1995	101,28	129,77	129,76	129,76	28,48	50,71			231,19	360,95
1996 DC	101,38	129,89	129,89	129,89	28,51	50,77			231,42	361,30
1997	102,90	131,72	131,87	131,72	28,97	51,38			234,62	366,49
1998	103,97	133,24	133,24	133,24	29,27	51,99			237,21	370,45
					Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08					
1999	104,73	134,16	134,16	134,16	29,42	52,29			238,89	373,04
2000	105,19	134,92	134,92	134,92	29,58	52,59			240,11	375,02
2001	107,17	137,36	137,36	137,36	30,18	53,51			244,38	381,73
2002	109,40	140,17	140,17	140,17	30,77	54,70			249,57	389,73
2003	111,26	142,55	142,55	142,55	31,29	55,63		70,00	253,81	396,36
2004	113,15	144,97	144,97	144,97	31,82	56,57		71,55	258,12	403,09
2005	115,64	148,16	148,16	148,16	32,52	57,82		73,12	263,80	411,96
2006	117,72	150,83	150,82	150,83	33,11	58,86		74,43	268,55	419,37
2007	119,72	153,39	153,39	153,39	33,67	59,86		75,70	273,11	426,50
2008 janvier	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46		76,46	275,84	430,76
					Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08					
2008 mai	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46	60,46	76,46	275,84	430,76
2009	124,54	159,58	159,57	159,57	35,03	62,27	62,27	78,75	284,12	443,69
2010	124,54	159,58	159,57	159,57	35,03	62,27	62,27	78,75	284,12	443,69
2011	126,41	161,97	161,97	161,97	35,55	63,21	63,21	79,93	288,38	450,35

(1) A compter de juillet 2003, les familles de trois enfants bénéficient, à partir du vingtième anniversaire de leur aîné, d'une majoration pendant un an de 70 euros du montant versé au titre des AF (et normalement calculé sur la base de deux enfants).

(2) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1^{er} janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1^{er} octobre 1957.

A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :

de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1^{er} janvier 1984).

Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008.

TIPF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros

	Montant du CF		Evolution montant du CF en euros constants	Montant AJE-APJE		Evolution montant AJE-APJE en euros constants	Montant CF après CRDS	Montant AJE-APJE après CRDS
	En euros courants	En euros 2009		En euros courants	En euros 2009			
1978	52,72	164,98						
1979	56,57	159,74						
1980	64,03	159,29	-0,29 %					
1981	73,43	161,09	1,13 %					
1982	83,76	164,33	2,01 %					
1983	91,77	164,25	-0,05 %					
1984	96,82	161,33	-1,78 %					
1985	102,48	161,36	0,02 %	113,10	170,63			
1986	105,96	162,52	0,72 %	116,93	171,83	0,7 %		
1987	107,31	159,57	-1,82 %	118,35	168,62	-1,9 %		
1988	111,22	161,06	0,93 %	122,70	170,23	1,0 %		
1989	113,98	159,30	-1,09 %	125,77	168,42	-1,1 %		
1990	117,80	159,62	0,20 %	129,96	168,73	0,2 %		
1991	121,25	159,19	-0,27 %	133,66	168,15	-0,3 %		
1992	123,97	159,06	-0,08 %	136,73	168,10	0,0 %		
1993	127,69	160,95	1,18 %	140,79	170,03	1,1 %		
1994	130,28	161,95	0,63 %	143,67	171,12	0,6 %		
1995	131,89	161,29	-0,41 %	145,45	170,43	-0,4 %		
1996	132,02	158,45	-1,77 %	145,59	167,42	-1,8 %		
1997	133,85	158,95	0,32 %	147,72	168,08	0,4 %	133,18	146,99
1998	135,37	159,78	0,52 %	149,40	168,96	0,5 %	134,70	148,65
1999	136,29	160,06	0,17 %	150,31	169,15	0,1 %	135,61	149,56
2000	137,05	158,43	-1,02 %	151,08	167,34	-1,1 %	136,37	150,32
2001	139,49	158,77	0,21 %	153,82	167,75	0,2 %	138,79	153,05
2002	142,39	159,30	0,34 %	157,09	168,39	0,4 %	141,68	156,31
2003	144,81	158,99	-0,19 %	159,76	168,07	-0,2 %	144,09	158,97
2004	147,27	159,03	0,02 %	162,47	168,10	0,0 %	146,54	161,66
2005	150,51	159,75	0,45 %	166,05	168,87	0,5 %	149,76	165,22
2006	153,22	159,91	0,10 %	169,04	169,04	0,1 %	152,46	168,20
2007	155,82	160,29	0,23 %				155,05	
2008	157,38	157,49	-1,75 %				156,60	
2009	162,10	162,10	2,93 %				161,29	
2010	162,10						161,29	
2011	164,53						163,71	
Evolution moyenne annuelle								
2009/1998	1,7 %	0,1 %					1,75 %	
Rapport								
2009/1999	18,9 %	1,3 %					18,9 %	
2009/2004	10,1 %	1,9 %					10,1 %	
2004/1999	8,1 %	-0,6 %					8,1 %	

TIPF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS.

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t-1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Majoration double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet	Année référence des revenus
janvier 1978	4 859	5 831	6 803	7 775	972	854		
juillet :								
1978	5 492	6 590	7 689	8 787	1 098	965		1977
1979	6 083	7 299	8 516	9 732	1 217	1 069	10,76 %	1978
1980	6 818	8 182	9 546	10 909	1 364	1 198	12,09 %	1979
1981	7 725	9 270	10 815	12 361	1 545	1 358	13,30 %	1980
1982	8 853	10 624	12 395	14 166	1 771	1 556	14,60 %	1981
1983	9 576	11 491	13 406	15 321	1 915	1 683	8,16 %	1982
1984	10 466	12 560	15 072	17 583	2 512	3 365	9,30 %	1983
1985	11 053	13 263	15 916	18 568	2 653	3 554	5,60 %	1984
1986	11 583	13 900	16 680	19 460	2 780	3 724	4,80 %	1985
1987	12 012	14 414	17 297	20 180	2 883	3 862	3,70 %	1986
1988	12 288	14 746	17 695	20 644	2 949	3 951	2,30 %	1987
1989	12 816	15 380	18 456	21 532	3 076	4 121	4,30 %	1988
1990	13 547	16 257	19 508	22 759	3 251	4 356	5,70 %	1989
1991	14 373	17 248	20 698	24 147	3 450	4 622	6,10 %	1990
1992	15 149	18 179	21 815	25 451	3 636	4 871	5,40 %	1991
1993	15 574	18 688	22 426	26 164	3 738	5 008	2,80 %	1992
1994	15 761	18 913	22 695	26 478	3 783	5 068	1,20 %	1993
1995	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179	2,20 %	1994
1996	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179		1995
1997	16 413	19 696	23 635	27 575	3 939	5 277	1,90 %	1996
1998	16 594	19 913	23 895	27 878	3 983	5 336	1,10 %	1997
1999	16 693	20 032	24 038	28 045	4 006	5 368	0,60 %	1998
2000	16 777	20 132	24 159	28 185	4 026	5 394	0,50 %	1999
2001	17 045	20 454	24 545	28 636	4 091	5 481	1,60 %	2000
2002	17 318	20 782	24 938	29 094	4 156	5 568	1,60 %	2001
2003	17 613	21 136	25 363	29 590	4 227	5 663	1,70 %	2002
2004	17 948	21 538	25 845	30 152	4 307	5 771	1,90 %	2003
2005	18 253	21 904	26 285	30 666	4 381	5 869	1,70 %	2004
2006	18 563	22 276	26 731	31 186	4 455	5 969	1,70 %	2005
Plafond 2006 / 0,8	23 204	27 845	33 414	38 983	5 569	7 461		
juillet 2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	1,70 %	2006
janv. 08 = juil. 07	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588		2006
janvier :							Evol. au 1^{er} janvier	
2009	23 951	28 741	34 489	40 237	5 748	7 702	1,50 %	2007
2010	24 623	29 548	35 457	41 366	5 909	7 918	2,81 %	2008
2011	24 648	29 578	35 493	41 408	5 915	7 926	0,10 %	2009

TIPF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	Prime de naissance (PN)	Prime d'adoption (1)	Allocation de base (AB)	Complément libre choix d'activité (CLCA)						Complément optionnel de libre choix d'activité	
				Avec droit à l'allocation de base			Sans droit à l'allocation de base				
				Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Avec AB	Sans AB
2004	812,37	812,37	162,47	341,64	220,85	127,40	504,11	383,33	289,87		
2005 janv.-juil.	830,25	830,25	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2005 [août	830,25	1 690,36	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2006	845,18	1 690,36	169,04	355,44	229,77	132,54	524,47	398,81	301,58	580,96	750,00
2007	859,54	1 719,08	171,91	361,47	233,68	134,80	533,38	405,58	306,70	590,85	762,76
2008	868,13	1 736,27	173,63	365,09	236,01	136,14	538,72	409,64	309,77	596,75	770,38
2009	894,19	1 788,37	178,84	376,05	243,09	140,23	554,88	421,93	319,07	614,66	793,50
2010	894,19	1 788,37	178,84	376,05	243,09	140,23	554,88	421,93	319,07	614,66	793,50
2011	907,60	1 815,21	181,52	381,69	246,74	142,33	563,21	428,26	323,85	623,89	805,41
* Evolution en euros courants											
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Après CRDS											
2004	808,31	808,31	161,66	339,94	219,75	126,77	501,59	381,42	288,43		
2005 moyen.	826,10	832,29	165,22	347,42	224,59	129,55	512,64	389,81	294,77		
2006	840,96	1 681,91	168,20	353,67	228,63	131,88	521,85	396,82	300,08	0,00	0,00
2007	855,25	1 710,49	171,06	359,67	232,52	134,13	530,72	403,56	305,17	587,90	758,95
2008	863,79	1 727,59	172,77	363,27	234,83	135,46	536,03	407,60	308,23	593,77	766,53
2009	889,72	1 779,43	177,95	374,17	241,88	139,53	552,11	419,83	317,48	611,59	789,54
2010	889,72	1 779,43	177,95	374,17	241,88	139,53	552,11	419,83	317,48	611,59	789,54
2011	903,07	1 806,14	180,62	379,79	245,51	141,62	560,40	426,12	322,24	620,78	801,39

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1^{er} août 2005.

Montant plafond du complément libre choix du mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	1. Complément mode de garde : garde à domicile						Evolution en euros courants du CMG : cas général					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	152,54	254,27	355,96	76,27	127,15	178,00						
2005	155,90	259,86	363,79	77,95	129,95	181,91	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	158,70	264,54	370,33	79,35	132,29	185,19	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	161,40	269,03	376,63	80,70	134,53	188,33	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008 1 ^{er} janvier	163,01	271,72	380,39	81,50	135,88	190,21						
2008 1 ^{er} mai	163,01	271,72	430,91	81,50	135,88	215,46						
2008	163,01	271,72	414,07	81,50	135,88	207,04	1,0 %	1,0 %	9,9 %	1,0 %	1,0 %	9,9 %
2009	167,90	279,87	443,84	83,95	139,96	221,92	3,0 %	3,0 %	7,2 %	3,0 %	3,0 %	7,2 %
2010	167,90	279,87	443,84	83,95	139,96	221,92	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	170,42	284,07	450,50	85,21	142,06	225,25	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Après CRDS												
2004	151,78	253,00	354,19	75,89	126,52	177,11						
2008 1 ^{er} janvier	162,20	270,37	378,49	81,10	135,21	189,26						
2008 1 ^{er} mai	162,20	270,37	428,76	81,10	135,21	214,39						
2008	162,20	270,37	412,00	81,10	135,21	206,01	1,0 %	1,0 %	9,9 %	1,0 %	1,0 %	9,9 %
2009	167,07	278,48	441,63	83,54	139,27	220,82	3,0 %	3,0 %	7,2 %	3,0 %	3,0 %	7,2 %
2010	167,07	278,48	441,63	83,54	139,27	220,82	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	169,57	282,65	448,25	84,79	141,35	224,13	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	2. Complément mode de garde avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle						Evolution en euros courants du CMG avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	406,81	508,50	610,19	203,41	254,25	305,10						
2005	415,76	519,69	623,62	207,88	259,85	311,81	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	423,23	529,03	634,83	211,62	264,52	317,42	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	430,43	538,02	645,62	215,22	269,01	322,81	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	434,73	543,40	652,07	217,37	271,70	326,04	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	447,77	559,71	671,64	223,89	279,86	335,82	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	447,77	559,71	671,64	223,89	279,86	335,82	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	454,49	568,11	681,72	227,25	284,06	340,86	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Après CRDS												
2004	404,78	505,96	607,14	202,40	252,98	303,58						
2005	413,69	517,10	620,51	206,85	258,56	310,26						
2006	421,12	526,39	631,66	210,57	263,20	315,84	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	428,28	535,33	642,40	214,15	267,67	321,20	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	432,56	540,69	648,81	216,29	270,35	324,41	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	445,54	556,92	668,29	222,78	278,47	334,15	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	445,54	556,92	668,29	222,78	278,47	334,15	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	452,22	565,27	678,32	226,12	282,64	339,16	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

En euros courants, au 1 ^{er} janvier	3. Complément mode de garde en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile						Evolution en euros courants du CMG en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	533,92	635,61	737,34	266,96	317,81	368,67						
2005	545,67	649,60	753,56	272,84	324,80	376,78	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	555,48	661,28	767,12	277,74	330,64	383,56	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	564,92	672,52	780,15	282,46	336,26	390,08	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	570,57	679,24	787,95	285,29	339,62	393,98	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	587,69	699,63	811,60	293,85	349,82	405,80	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	587,69	699,63	811,60	293,85	349,82	405,80	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	596,51	710,12	823,78	298,26	355,06	411,89	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Après CRDS												
2004	531,26	632,44	733,66	265,63	316,23	366,83						
2005	542,95	646,36	749,80	271,48	323,18	374,90	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	552,71	657,98	763,29	276,36	328,99	381,65	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	562,10	669,16	776,25	281,05	334,58	388,13	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	567,72	675,85	784,02	283,87	337,93	392,02	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	584,76	696,14	807,55	292,39	348,08	403,78	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	584,76	696,14	807,55	292,39	348,08	403,78	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	593,53	706,57	819,67	296,77	353,29	409,84	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Rapport 2010 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

TIPF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en 2006 inclus, 90 % ensuite.

* Allocation de base et prime de naissance PAJE (P1)

En euros courants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Majoration parents isolés ou double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet	Revenus de référence
1 ^{er} janvier 2004	24 129	28 955	34 746	40 537	5 791	7 758		2002
1 ^{er} juillet 2004	24 588	29 506	35 407	41 308	5 901	7 905	1,9 %	2003
1 ^{er} juillet 2005	25 005	30 006	36 007	42 008	6 001	8 039	1,7 %	2004
1 ^{er} juillet 2006	25 430	30 516	36 619	42 722	6 103	8 176	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	31 788	38 145	45 774	53 403	7 629	10 220		
1 ^{er} juillet 2007	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	au 1 ^{er} janvier	2006
1 ^{er} janvier 2009	32 813	39 376	47 251	55 126	7 875	10 550	1,5 %	2007
1 ^{er} janvier 2010	33 731	40 477	48 573	56 669	8 096	10 845	2,8 %	2008
1 ^{er} janvier 2011	33 765	40 518	48 622	56 726	8 104	10 856	0,1 %	2009
Majoration du plafond par E		6 753	8 104	8 104				

Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

Les montants de ces participations sont substantiellement plus élevés que les actuelles majorations d'AFEAMA pour les familles à revenus modestes ou moyens.

* CMG : montant maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous (P2)

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet	Revenus de référence
1 ^{er} janvier 2004	14 349	16 521	19 127	21 733	2 606		2002
1 ^{er} juillet 2004	14 622	16 835	19 490	22 145	2 655	1,9 %	2003
1 ^{er} juillet 2005	14 870	17 120	19 821	22 521	2 701	1,7 %	2004
1 ^{er} juillet 2006	15 123	17 411	20 158	22 905	2 747	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	18 904	21 764	25 198	28 631	3 434		
1 ^{er} juillet 2007	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	Evol. au 1 ^{er} janvier	2006
1 ^{er} janvier 2009	19 513	22 467	26 011	29 555	3 544	1,5 %	2007
1 ^{er} janvier 2010	20 059	23 095	26 738	30 381	3 643	2,8 %	
1 ^{er} janvier 2011							
Majoration du plafond par E							
Rapport (P2/P1) 2010	59,5 %	57,1 %	55,0 %	53,6 %	45,0 %	du plafond Paje AB en 2009	

* CMG : montant minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous (P3)

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 ^e	Evolution (1 E) au 1 ^{er} juillet	Revenus de référence
1 ^{er} janvier 2004	31 887	36 713	42 504	48 295	5 791		2002
1 ^{er} juillet 2004	32 493	37 411	43 312	49 213	5 901	1,9 %	2003
1 ^{er} juillet 2005	33 044	38 045	44 046	50 047	6 001	1,7 %	2004
1 ^{er} juillet 2006	33 606	38 692	44 795	50 898	6 103	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	42 008	48 365	55 994	63 623	7 629		
1 ^{er} juillet 2007	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	au 1 ^{er} janvier	2006
1 ^{er} janvier 2009	43 363	49 926	57 801	65 676	7 875	1,5 %	2007
1 ^{er} janvier 2010	44 576	51 322	59 418	67 514	8 096	2,8 %	
1 ^{er} janvier 2011							
Majoration du plafond par E							
Rapport (P3/P1) 2010	132,2 %	126,8 %	122,3 %	119,1 %	100,0 %	du plafond Paje AB en 2009	

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1^{er} janvier 1996.

(2) La majoration est attribuée aux parents isolés et aux couples dont un des revenus est inférieur ou égal à douze fois la BMAF (t-1).

TIPF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile

La prise en charge des cotisations est à 100 % dans le cas des assistantes maternelles.

La prise en charge est de 50 % des cotisations en cas de garde à domicile dans la limite des plafonds ci-dessous :

En euros courants	Maximum mensuel			En euros courants	Maximum moyen annuel		
	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans		Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de [3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans
1 ^{er} janvier 2004	375	187					
1 ^{er} juillet 2004	382	191	1,9 %	2004	4 542	2 268	
1 ^{er} juillet 2005	388	194	1,6 %	2005	4 620	2 310	1,7 %
1 ^{er} juillet 2006	395	197	1,8 %	2006	4 698	2 346	1,7 %
1 ^{er} juillet 2007	402	201	1,8 %	2007	4 782	2 388	1,8 %
Année 2008	402	201	0,0 %	2008	4 824	2 412	0,9 %
1 ^{er} janvier 2009	408	204	1,5 %	2009	4 896	2 448	1,5 %
1 ^{er} janvier 2010	419	210	2,7 %	2010	5 028	2 520	2,7 %
1 ^{er} janvier 2011	419	210	0,0 %	2011	5 028	2 520	

**** Maximum moyen annuel en euros constants***

En euros 2009	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)	Evolution en euros constants	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant [3-6] ans (a)
2004	4 905	2 449			
2005	4 904	2 452	2005	0,0 %	0,1 %
2006	4 903	2 448	2006	0,0 %	-0,1 %
2007	4 919	2 456	2007	0,3 %	0,3 %
2008	4 827	2 414	2008	-1,9 %	-1,7 %
2009	4 896	2 448	2009	1,4 %	1,4 %

T1PF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE

T1PF 73631 : Allocation de base et prime de naissance PAJE

En euros	1 revenu (R1)				2 revenus ou isolés (R2)				Revenus, SMIC de référence
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	
2004	2 819,27	3 383,16	4 059,78	4 736,40	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	2003
2005	2 869,97	3 443,98	4 132,75	4 821,53	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	2004
2006	2 918,69	3 502,43	4 202,89	4 903,36	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	2005
2007	2 968,31	3 561,99	4 274,39	4 986,78	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	2006
2008	2 993,33	3 592,04	4 310,46	5 028,89	3 955,74	4 554,44	5 272,87	5 991,30	2006
2009	3 038,24	3 645,93	4 375,09	5 104,26	4 015,09	4 622,78	5 351,94	6 081,11	2007
Revenu moyen correspondant au plafond 1 revenu en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne)					Revenu moyen correspondant au plafond 2 revenus en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne)				
2004	302,0 %	362,4 %	434,9 %	507,4 %	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %	2003
2005	291,2 %	349,5 %	419,4 %	489,3 %	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	2004
2006	280,8 %	337,0 %	404,4 %	471,8 %	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	2005
2007	274,5 %	329,4 %	395,3 %	461,2 %	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	2006
2008	276,8 %	332,2 %	398,7 %	465,1 %	365,9 %	421,2 %	487,7 %	554,1 %	2006
2009	274,0 %	328,8 %	394,5 %	460,3 %	362,1 %	416,8 %	482,6 %	548,4 %	2007
Evolution (en points) du rapport R1 / SMIC					Evolution (en points) du rapport R2 / SMIC				
2005	-10,8	-12,9	-15,5	-18,1	-14,2	-16,4	-19,0	-21,6	
2006	-10,4	-12,5	-15,0	-17,5	-13,7	-15,8	-18,3	-20,8	
2007	-6,3	-7,6	-9,1	-10,6	-8,3	-9,6	-11,1	-12,6	
2008	2,3	2,8	3,3	3,9	3,1	3,5	4,1	4,6	
2009	-2,9	-3,5	-4,2	-4,8	-3,8	-4,4	-5,1	-5,8	
Ecart 2009-2004	-28,0	-33,6	-40,4	-47,1	-37,0	-42,6	-49,4	-56,1	
Ecart 2009-2008	-2,9	-3,5	-4,2	-4,8	-3,8	-4,4	-5,1	-5,8	
En euros 2009									
2004	3 044,45	3 653,38	4 384,04	5 114,71	4 023,27	4 632,20	5 362,86	6 093,53	2003
2005	3 046,24	3 655,51	4 386,59	5 117,67	4 025,60	4 634,87	5 365,95	6 097,03	2004
2006	3 046,19	3 655,42	4 386,48	5 117,55	4 025,54	4 634,78	5 365,84	6 096,90	2005
2007	3 053,42	3 664,13	4 396,95	5 129,77	4 035,14	4 645,84	5 378,66	6 111,49	2006
Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.									
<i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i>									
2008 p 07	3 079,16	3 695,03	4 434,06	5 173,08	4 069,17	4 685,04	5 424,06	6 163,09	2006
2009 p 08	3 040,30	3 648,40	4 378,06	5 107,72	4 017,82	4 625,91	5 355,57	6 085,24	2007
Evolution du revenu moyen correspondant au plafond en euros constants									
2005	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	
2006	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	
2008 p 07	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	
2009 p 08	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	
Rapport 2009-2004	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	

TIPF 73632 : Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

*** CMG : montant maximum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R3)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-2) depuis 2008				Revenus, SMIC de référence	Evolution (en points) du rapport R3 [(t) - (t-1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants		1 E	2 E	3 E	4 E
2004	1 676,56	1 930,32	2 234,78	2 539,24	179,6 %	206,8 %	239,4 %	272,0 %	2003				
2005	1 706,71	1 964,99	2 274,94	2 584,84	173,2 %	199,4 %	230,8 %	262,3 %	2004	-6,41	-7,38	-8,54	-9,71
2006	1 735,71	1 998,32	2 313,60	2 628,82	167,0 %	192,3 %	222,6 %	252,9 %	2005	-6,18	-7,12	-8,23	-9,35
2007	1 765,22	2 032,35	2 352,94	2 673,53	163,3 %	188,0 %	217,6 %	247,3 %	2006	-3,75	-4,31	-4,99	-5,67
2008	1 780,09	2 049,54	2 372,78	2 696,02	164,6 %	189,6 %	219,5 %	249,3 %	2006	1,38	1,59	1,83	2,08
2009	1 806,76	2 080,28	2 408,40	2 736,53	162,9 %	187,6 %	217,2 %	246,8 %	2007	-1,72	-1,97	-2,28	-2,59
Ecart 2009-2004 Ecart 2009-2008										-16,7 -1,7	-19,2 -2,0	-22,2 -2,3	-25,2 -2,6
En euros 2009					Evolution du plafond R3 en euros constants								
2004	1 810,47	2 084,50	2 413,28	2 742,05									
2005	1 811,54	2 085,68	2 414,67	2 743,60	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %					
2006	1 811,53	2 085,61	2 414,66	2 743,65	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %					
2007	1 815,83	2 090,62	2 420,41	2 750,19	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %					
Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. <i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i>													
2008 p 07	1 831,13	2 108,30	2 440,81	2 773,32	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %					
2009 p 08	1 807,98	2 081,69	2 410,04	2 738,38	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %					
Rapport 2009-2004	-0,14 %	-0,13 %	-0,13 %	-0,13 %									

*** CMG : montant minimum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R4)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t-2) depuis 2008				Evolution (en points) du rapport R4 [(t) - (t-1)]				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 E	2 E	3 E	4 E	
2004	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %	2003				
2005	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	2004	-14,24	-16,39	-18,98	-21,57
2006	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	2005	-13,73	-15,81	-18,31	-20,80
2007	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	2006	-8,32	-9,58	-11,09	-12,60
2008	3 955,74	4 554,44	5 272,87	5 991,30	365,9 %	421,2 %	487,7 %	554,1 %	2006	3,06	3,52	4,08	4,64
2009	4 015,09	4 622,78	5 351,94	6 081,11	362,1 %	416,8 %	482,6 %	548,4 %	2007	-3,81	-4,38	-5,08	-5,77
Ecart 2009-2004										-37,0	-42,6	-49,4	-56,1
Ecart 2009-2008										-3,8	-4,4	-5,1	-5,8
En euros 2009					Evolution du plafond R4 en euros constants								
2004	4 023,27	4 632,20	5 362,86	6 093,53									
2005	4 025,60	4 634,87	5 365,95	6 097,03	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %					
2006	4 025,54	4 634,78	5 365,84	6 096,90	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %					
2007	4 035,14	4 645,84	5 378,66	6 111,49	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %					
Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.													
Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).													
2008 p 07	4 069,17	4 685,04	5 424,06	6 163,09	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %					
2009 p 08	4 017,82	4 625,91	5 355,57	6 085,24	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %					
Rapport 2009-2004	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %	-0,14 %									

TIPF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

La majoration de l'ARS n'est pas soumise à la CRDS.

Août 2002, création de l'ARS différentielle =

[(plafond au 1^{er} juillet + (ARS x N nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans ouvrant droit à l'ARS)) – base ressources du 1^{er} juillet] / N.

A compter de l'année 2008, le montant de l'ARS est modulé en fonction de l'âge des enfants : le calcul de l'ARS différentiel est donc modifié en conséquence.

En euros	Plafond de ressources au 1 ^{er} juillet						Allocation de rentrée scolaire				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution	Montant ARS	Montant majoration ARS	Montant ARS totale avant CRDS		
1 ^{er} juillet :											
1978	3 887	4 665	5 442	6 220	777		25,92		25,92		
1979	4 404	5 285	6 166	7 047	881	13,29 %	28,93		28,93		
1980	4 932	5 918	6 904	7 891	986	11,98 %	33,33		33,33		
1981	5 683	6 819	7 956	9 092	1 137	15,22 %	37,99		37,99		
1982	6 784	8 141	9 498	10 854	1 357	19,38 %	40,34		40,34		
1983	7 972	9 566	11 160	12 755	1 594	17,51 %	45,09		45,09		
1984	9 241	11 373	13 505	15 638	2 132	15,92 %	47,24		47,24		
1985	10 064	12 386	14 708	17 031	2 322	8,91 %	50,07		50,07		
1986	10 992	13 529	16 065	18 602	2 537	9,23 %	51,33		51,33		
1987	11 364	13 986	16 609	19 231	2 622	3,38 %	51,84		51,84		
1988	11 752	14 464	17 176	19 888	2 712	3,42 %	53,97		53,97		
1989	12 141	14 942	17 744	20 546	2 802	3,31 %	55,19		55,19		
1990	12 626	15 539	18 453	21 367	2 914	4,00 %	57,17		57,17		
1991	13 204	16 251	19 299	22 346	3 047	4,58 %	58,54		58,54		
1992	13 787	16 968	20 150	23 332	3 182	4,41 %	60,22		60,22		
1993	14 378	17 696	21 014	24 331	3 318	4,29 %	61,44	167,24	228,67		
1994	14 703	18 096	21 489	24 882	3 393	2,26 %	62,64	166,04	228,67		
1995	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	2,10 %	102,14	126,53	228,67		
1996	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	0,00 %	63,42	89,03	152,45		
1997	15 296	18 826	22 356	25 886	3 530	1,90 %	64,33	179,91	244,24		
1998	15 464	19 033	22 602	26 170	3 569	1,10 %	64,94	179,30	244,24		
1999	15 557	19 147	22 738	26 328	3 590	0,60 %	65,40	178,84	244,24		
2000	15 635	19 243	22 851	26 459	3 608	0,50 %	65,86	178,39	244,25		
2001	15 885	19 551	23 217	26 882	3 666	1,60 %	Revenus de référence ... 2003 2004 2005		244,25		
2002	16 140	19 865	23 590	27 315	3 725	1,61 %			250,32		
2003	16 414	20 202	23 990	27 778	3 788	1,70 %			254,57		
2004	16 726	20 586	24 446	28 306	3 860	1,90 %			258,90		
2005	17 011	20 937	24 863	28 789	3 926	1,70 %			264,60		
2006	17 299	21 291	25 283	29 275	3 992	1,69 %			269,35		
Plafond 06 / 0,8	21 624	26 614	31 604	36 594	4 990						
2007	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	1,70 %	2006		273,93		
1 ^{er} janvier :					Montant de l'ARS (avant CRDS) modulée selon l'âge				[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
janv. 08 = juil. 07	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	0,0 %	2006		273,95	289,03	299,08
2009	22 321	27 472	32 623	37 774	5 151	1,5 %	2007		282,17	297,70	308,05
2010	22 946	28 241	33 536	38 831	5 295	2,8 %	2008		282,17	297,70	308,05
2011	22 970	28 271	33 572	38 873	5 301	0,1 %	2009		286,40	302,17	312,67

En euros	Montant ARS de base après CRDS	Montant ARS totale après CRDS
1997 après CRDS	64,01	243,92
1998 après CRDS	64,62	243,92
1999 après CRDS	65,07	243,92
2000 après CRDS	65,53	243,92
2001 après CRDS		243,92
2002 après CRDS		249,07
2003 après CRDS		253,30
2004 après CRDS		257,61
2005 après CRDS		263,28
2006 après CRDS		268,01
2007 après CRDS		272,57

Montant de l'ARS (après CRDS) modulée selon l'âge

	[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
2008 après CRDS	272,59	287,59	297,59
2009 après CRDS	280,76	296,22	306,51
2010 après CRDS	280,76	296,22	306,51
2011 après CRDS	284,97	300,66	311,11

Evol. montant ARS totale après CRDS	[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
60,0 %	0,0 %	5,5 %	9,2 %
0,0 %	0,0 %	3,0 %	3,0 %
0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
0,0 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2,1 %			
1,7 %			
1,7 %			
2,2 %			
1,8 %			
1,7 %			

TIPF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption

*** En euros courants**

En euros	APE			ASF (par enfant)		API (1)		AAD allocation d'adoption
	Taux plein	Activité < 50 %	Activité de 50 % à 80 %	Taux plein	Taux partiel	1 enfant	par enfant	
1978				37,83	28,37	252,20	63,05	
1979				40,76	30,57	271,74	67,94	
1980				46,15	34,61	307,67	76,92	
1981				52,91	39,68	352,74	88,18	
1982				58,45	43,84	389,69	97,42	
1983				65,74	49,31	438,29	109,57	
1984				69,78	52,33	465,18	116,29	
1985				73,83	55,37	492,20	123,05	
1986	223,78		111,88	76,36	57,27	509,03	127,26	
1987	322,58		161,29	77,31	57,98	515,39	128,85	
1988	380,77		190,38	80,13	60,09	534,17	133,54	
1989	390,35		195,17	82,13	61,60	547,52	136,88	
1990	403,27		201,70	84,86	63,64	565,75	141,43	
1991	414,88		207,45	87,30	65,48	582,08	145,53	
1992	424,35		212,25	89,28	66,93	595,31	148,83	
1993	436,97		218,56	91,93	68,95	613,06	153,26	
1994	445,79		222,97	93,76	70,32	625,24	156,31	
1995	451,41		225,71	95,03	71,27	633,11	158,24	
1996 DC	451,86	298,80	225,93	95,13	71,35	633,73	158,39	95,13
1997	458,26	303,07	229,13	96,50	72,26	642,88	160,68	147,72
1998	463,29	306,42	231,72	97,57	73,18	650,04	162,51	149,40
1999	466,65	308,56	233,25	98,18	73,63	654,46	163,58	150,31
2000	468,93	310,08	234,47	98,63	73,94	657,82	164,49	151,08
2001	477,32	315,72	238,74	100,46	75,31	669,71	167,39	153,82
2002	487,40	322,28	243,72	102,56	76,92	683,75	170,94	157,09
2003	495,69	327,76	247,86	104,30	78,23	695,36	173,84	159,76
2004	504,11	333,33	252,07	106,08	79,56	707,19	176,80	162,47
2005	515,21	340,66	257,62	108,41	81,31	722,75	180,69	166,05
2006	524,47	346,79	262,25	110,36	82,77	735,75	183,94	169,04
2007	533,38	352,68	266,71	112,24	84,18	748,27	187,06	
2008	538,72	356,21	269,38	113,36	85,02	755,72	188,93	
2009	554,88	366,90	277,46	116,76	87,57	778,40	194,60	
2010	554,88	366,90	277,46	116,76	87,57	778,40	194,60	
2011				118,51	88,88			

(1) L'API et le RMI sont fusionnés au 1^{er} juin 2009, lors de l'entrée en vigueur de la loi de généralisation du RSA en métropole.

*** Evolution en euros courants depuis 1979**

2000	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %
2001	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2002	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
2011				1,5 %	1,5 %			

*** En euros courants après CRDS**

1997	455,97	301,55	227,99	96,02	71,90	L'API n'est pas soumise à la CRDS	
1998	460,98	304,89	230,56	97,08	72,81		
1999	464,31	307,01	232,08	97,69	73,26		149,56
2000	466,59	308,53	233,29	98,14	73,57		150,32
2001	474,93	314,14	237,54	99,96	74,93		153,05
2002	484,97	320,67	242,51	102,05	76,54		156,30
2003	493,22	326,13	246,63	103,78	77,84		158,97
2004	501,59	331,67	250,81	105,55	79,17		161,66
2005	512,64	338,96	256,34	107,87	80,91		165,22
2006	521,85	345,06	260,94	109,81	82,36		168,20
2007	530,72	350,92	265,38	111,68	83,76		
2008	536,03	354,43	268,04	112,80	84,60		
2009	552,11	365,07	276,08	116,18	87,14		
2010	552,11	365,07	276,08	116,18	87,14		
2011				117,92	88,44		

TIPF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex-AES) depuis 2002

Le montant de l'AES peut être majoré par un complément accordé par la Commission départementale d'éducation spéciale en fonction du coût du handicap, de la cessation ou la réduction d'activité professionnelle de l'un ou de l'autre des deux parents et de l'embauche d'une tierce personne.

Le recours à une tierce personne s'entend soit par la cessation ou la réduction d'activité du ou des parents, soit par l'embauche d'une tierce personne à proprement parler, soit par le cumul des deux.

Ce sixième complément n'évolue pas en fonction de la BMAF.

Depuis janvier 2006, une majoration par enfant est accordée aux parents isolés d'enfant handicapé bénéficiant des compléments de 2^e à 6^e catégorie.

L'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) en janvier 2006.

L'AEEH et ses compléments ne sont pas soumis à la CRDS.

* En euros courants

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément (1)	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2002	109,40	82,05	222,22	314,52	487,40	622,92	916,32					
2003	111,26	83,44	225,99	319,87	495,69	633,51	930,06					
2004	113,15	84,86	229,83	325,30	504,11	644,28	945,87					
2005	115,64	86,73	234,89	332,46	515,21	658,45	964,78					
2006	117,72	88,29	239,12	338,44	524,47	670,30	982,15	47,82	66,22	209,69	268,55	393,62
2007	119,72	89,79	243,18	344,19	533,38	681,68	999,83	48,64	67,37	213,25	273,11	400,31
2008 janvier	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 010,82	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2008 septembre	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 018,91	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2008	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 013,52	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2009 janvier	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 018,91	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2009 avril	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 029,10	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2009	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 026,55	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2010 avril	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 038,36	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2010	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 035,41	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2011 janvier	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80	1 038,36	51,36	71,11	225,17	288,38	422,69
2011 avril	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80						
2011	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80						

* Evolution en euros courants

(1) Le complément de 6^e catégorie est égal à la majoration tierce personne et n'est pas lié à la BMAF.

En euros	Allocation de base	1 ^{er} complément	2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 ^e complément	3 ^e complément	4 ^e complément	5 ^e complément	6 ^e complément
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	1,6 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %		1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %

* Cumul de la prestation de base et d'un complément en euros constants

En euros 2009	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2005	122,74	214,80	372,06	475,62	669,60	821,64	1 146,78
2006	122,86	215,01	372,43	476,09	670,24	822,44	1 147,91
2007	123,15	215,52	373,31	477,21	671,83	824,38	1 151,65
2008	121,00	211,75	366,78	468,87	660,09	809,97	1 135,21
2009	124,54	217,95	377,52	482,60	679,42	833,70	1 151,09
Rapport 2009/2004	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	1,9 %	0,7 %

* Evolution en euros constants depuis 2002

En euros constants	Allocation de base	A. base + 1 ^{er} complément	A. base + 2 ^e complément	A. base + 3 ^e complément	A. base + 4 ^e complément	A. base + 5 ^e complément	A. base + 6 ^e complément
2005	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,3 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,4 %
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	1,4 %

T1PF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP

*** En euros courants**

En euros	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		477,32		315,72	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		487,40		322,28	243,72		644,56		425,42	322,28	
2002 1 ^{er} avril		800,01		400,02	243,72		950,02		500,02	322,28	
2002 moyenne		721,86		380,59	243,72		873,66		481,37	322,28	
2003		813,61		406,82	247,86		966,17		508,52	327,76	
2004		827,44		413,74	252,07		982,59		517,16	333,33	
2005		845,64		422,84	257,62		1 004,21		528,54	340,66	
2006 janvier - avril		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2006 mai	39,10	860,20	1 720,40	430,44	262,25	46,46	1 022,12	1 022,12	538,05	346,79	100,02
2007	39,77	875,48	1 750,96	437,76	266,71	47,25	1 039,64	1 039,64	547,19	352,68	101,72
2008	40,17					47,72					102,74
2009	41,37					49,16					105,82
2010	41,37					49,16					105,82
2011	41,99					49,89					107,41

(1) L'AJPP est fractionnable en demi-journée.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

*** Evolution en euros courants depuis 2002**

2005		2,2 %		2,2 %	2,2 %		2,2 %		2,2 %	2,2 %	
2006		1,7 %		1,8 %	1,8 %		1,8 %		1,8 %	1,8 %	
2007	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %					1,0 %					1,0 %
2009	3,0 %					3,0 %					3,0 %
2010	0,0 %					0,0 %					0,0 %
2011	1,5 %					1,5 %					1,5 %

***APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP en euros constants**

En euros 2009	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		543,28		359,35	271,73		718,53		474,21	359,35	
2002		807,59		425,79	272,67		977,42		538,54	360,56	
2003		893,31		446,67	272,14		1 060,81		558,33	359,87	
2004		893,53		446,79	272,20		1 061,07		558,47	359,95	
2005		897,58		448,81	273,44		1 065,89		561,00	361,58	
2006 janvier - avril		898,45		449,24	273,71		1 066,92		561,55	361,94	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2006 mai	40,81	897,78	1 795,55	449,24	273,71	48,49	1 066,77	1 066,77	561,55	361,94	104,39
2006		898,00		449,24	273,71		1 066,82		561,55	361,94	
2007	40,91	900,58	1 801,17	450,31	274,36	48,60	1 069,45	1 069,45	562,88	362,79	104,64
2008	40,20					47,75					102,81
2009	41,37					49,16					105,82

*** Evolution en euros constants : APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP**

En euros 2009	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2002		48,7 %		18,5 %	0,3 %		36,0 %		13,6 %	0,3 %	
2003		10,6 %		4,9 %	-0,2 %		8,5 %		3,7 %	-0,2 %	
2004		0,02 %		0,03 %	0,02 %		0,02 %		0,02 %	0,02 %	
2005		0,5 %		0,5 %	0,5 %		0,5 %		0,5 %	0,5 %	
2006		0,1 %		0,1 %	0,1 %		0,1 %		0,1 %	0,1 %	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2007		0,3 %		0,2 %	0,2 %		0,2 %		0,2 %	0,2 %	
2008	-1,7 %					-1,8 %					-1,7 %
2009	2,9 %					2,9 %					2,9 %

*** En euros courants après CRDS**

2001		477,32		315,57	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 ^{er} janvier		484,97		320,67	242,51		641,34		423,30	320,67	
2002 1 ^{er} avril		796,01		398,02	242,51		945,27		497,52	320,67	
2003		809,55		404,79	246,63		961,34		505,98	326,13	
2004		823,31		411,68	250,81		977,69		514,58	331,67	
2005		841,42		420,73	256,33		999,19		525,90	338,96	
2006 janvier - avril		856,55		428,29	260,94		1 017,16		535,36	345,06	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2006 mai	38,91	855,90	1 711,80	428,29	260,94	46,23	1 017,01	1 017,01	535,36	345,06	99,52
2007	39,58	871,11	1 742,22	435,58	265,38	47,02	1 034,45	1 034,45	544,46	350,92	101,22
2008	39,97					47,49					102,23
2009	41,17					48,92					105,30
2010	41,17					48,92					105,30
2011	41,79					49,65					106,88

TIPF 7716 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Plafonds pour les couples à un revenu					Plafonds pour les familles monoparentales				
	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +
2006 mai	18 523	21 904	26 285	30 666	4 381	24 122	27 773	32 154	36 535	4 381
Plafond 06 / 0,8	23 154	27 380	32 856	38 333	5 476	30 153	34 716	40 193	45 669	5 476
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	31 186	35 906	41 569	47 232	5 663
2008...	Cf. TIPF 7321 relatif au plafond du CF									

*** Evolution en euros courants**

Revalorisation plus forte en 2007 pour l'AJPP que pour les autres prestations familiales (+ 1,7 %).

2007	1,9 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

TIPF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros

L'allocation aux adultes handicapés n'est pas soumise à la CRDS.

En euros courants	AAH (DC)	Ancien complément d'AAH	Majoration pour vie autonome MAV	Minimum quand hospitalisation, incarcération (30 % de l'AAH)	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources moy. annuelle (cf. T1PF 7723)	Rapport AAH / plafond moy. an. AAH (cf. T1PF 7731)
1975	37,55				37,55			
1980	191,83				191,83			110,6 %
1985	379,90				379,90			103,4 %
1990	442,69				442,69			101,3 %
1991	455,30				455,30			101,3 %
1992	465,79				465,79			100,6 %
1993	476,77	76,37			553,14			100,4 %
1994	486,06	77,77			563,83			100,2 %
1995	497,96	78,74			576,70			101,0 %
1996 DC	517,15	82,78			599,92			101,7 %
1997	523,37	83,69			607,06			99,8 %
1998	529,14	84,61			613,75			99,3 %
1999	539,73	86,29			626,02			100,1 %
2000	545,13	87,20			632,33			99,6 %
2001	557,12	89,18			646,31			100,3 %
2002	569,38	91,10			660,48			100,9 %
2003	577,92	92,47			670,39			100,2 %
2004	587,74	94,04	Juil.-déc. 2005		681,78	Juil.-déc. 2005		100,0 %
2005	599,49	95,92	100,00	Nd	695,41	699,49	766,00	100,6 %
2006 janvier	610,28	97,64	101,80		707,92	712,08	776,79	
2006 juillet	610,28	97,64	101,80		707,92	712,08	789,59	
2006	610,28	97,64	101,80	183,08	707,92	712,08	783,19	100,0 %
2007	621,27	99,40	103,63	186,38	720,67	724,90	800,58	100,0 %
2008 janvier	628,10	100,50	104,77	Non suivi	728,60	732,87	807,41	
2008 septembre	652,60	100,50	104,77		753,10	757,37	831,91	
2008	636,27	100,50	104,77		736,77	741,04	815,58	
2009 avril	666,96	100,50	104,77		767,46	771,73	846,27	
2009 septembre	681,63	100,50	104,77		782,13	786,40	860,94	
2009	664,18	100,50	104,77		772,35	776,62	843,49	
2010 avril	696,63						875,94	
2010 septembre	711,95						891,26	
2010	693,62						872,93	
2011 avril	727,61						906,92	
2011 septembre	743,62						922,93	
2011	724,45						903,76	
2012 avril	759,98						939,29	
2012 septembre	776,59						955,90	
2012	756,63						935,94	

* Evolution en euros courants

1998	1,1 %	1,1 %					
1999	2,0 %	2,0 %					
2000	1,0 %	1,1 %					
2001	2,2 %	2,3 %					
2002	2,2 %	2,1 %					
2003	1,5 %	1,5 %					
2004	1,7 %	1,7 %					
2005	2,0 %	2,0 %					
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %		1,8 %	1,8 %	2,2 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
2008	2,4 %	1,1 %	1,1 %		2,2 %	2,2 %	1,9 %
2009	4,4 %	0,0 %	0,0 %				3,4 %
2010	4,4 %						3,5 %
2011	4,4 %						3,5 %
2012	4,4 %						3,6 %
(09/12) / (01/07)	25,0 %						

TIPF 7722 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants

En euros 2009	AAH	Complément AAH Cpt AAH	Majoration pour vie autonome MAV	Minimum qd hospitalisation, incarcération	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources CRPH = AAH + cpt ressources
1975	153,66				153,66		
1976	387,31				387,31		
1977	388,36				388,36		
1978	453,95				453,95		
1979	457,39				457,39		
1980	477,23				477,23		
1981	510,02				510,02		
1982	606,29				606,29		
1983	610,64				610,64		
1984	598,29				598,29		
1985	598,17				598,17		
1986	601,37				601,37		
1987	598,32				598,32		
1988	604,05				604,05		
1989	598,62				598,62		
1990	599,84				599,84		
1991	597,79				597,79		
1992	597,67				597,67		
1993	600,95	96,26			697,21		
1994	604,22	96,68			700,91		
1995	608,96	96,29			705,26		
1996 DC	620,66	99,35			720,01		
1997	621,52	99,39			720,91		
1998	624,54	99,86			724,40		
1999	633,88	101,34			735,21		
2000	630,19	100,81			730,99		
2001	634,11	101,51			735,62		
2002	637,00	101,92			738,92		
2003	634,53	101,53			736,06		
2004	634,68	101,55			736,24		Juil.-déc. 2005
2005	636,31	101,81	106,14	Nd	738,12	742,45	813,05
2006	636,94	101,91	106,25	191,08	738,84	743,19	817,40
2007	639,08	102,25	106,60	191,72	741,33	745,69	823,54
2008	636,70	100,57	104,84	Nd	737,27	741,54	816,13
2009	664,18	100,50	104,77		772,35	776,62	843,49
Evolution moyenne annuelle							
2009/1999	0,47 %	-0,08 %			0,49 %		
Rapport							
2009/1999	4,8 %	-0,8 %			5,1 %		
2009/2004	4,6 %	-1,0 %			4,9 %		
2004/1999	0,1 %	0,2 %			0,1 %		

*** Evolution en euros constants depuis 1976**

1995	0,8 %				0,6 %		
1996 DC	1,9 %				2,1 %		
1997	0,1 %				0,1 %		
1998	0,5 %				0,5 %		
1999	1,5 %				1,5 %		
2000	-0,6 %				-0,6 %		
2001	0,6 %				0,6 %		
2002	0,5 %				0,4 %		
2003	-0,4 %				-0,4 %		
2004	0,02 %				0,02 %		
2005	0,3 %				0,3 %		
2006	0,1 %				0,1 %		0,5 %
2007	0,3 %				0,3 %		0,8 %
2008	-0,4 %				-0,5 %		-0,9 %
2009	4,3 %				4,8 %		3,4 %

TIPF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros

La GRPH n'est pas soumise à la CRDS.

					Montant moyen annuel		
En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet	599,49	766,00	166,51	2005 juillet-décembre	599,49	766,00	166,51
2006 janvier	610,28	776,79	166,51				
2006 juillet	610,28	789,59	179,31				
2007 janvier	621,27	800,58	179,31	2006	610,28	783,19	172,91
2007 juillet	621,27	800,58	179,31				
2008 janvier	628,10	807,41	179,31	2007	621,27	800,58	179,31
2008 septembre	652,60	831,91	179,31				
2009 avril	666,96	846,27	179,31	2008	636,27	815,58	179,31
2009 septembre	681,63	860,94	179,31				
				2009	664,18	843,49	179,31

*** Accroissement en euros courants**

En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2006 janvier	10,79	10,79	0,00	2006	10,79	17,19	6,40
2006 juillet	-	12,80	12,80				
2007 janvier	10,99	10,99	0,00	2007	10,99	17,39	6,40
2007 juillet	-	0,00	0,00				
2008 janvier	6,83	6,83	0,00	2008	15,00	15,00	0,00
2008 septembre	24,50	24,50	0,00				
2009 avril	14,36	14,36	0,00	2009	27,91	27,91	0,00
2009 septembre	14,67	14,67	0,00				

*** Evolution en euros courants**

2006 janvier	1,80 %	1,41 %	0,00 %	En moyenne annuelle	2006 / 2 ^e sem. 2005	1,80 %	2,24 %	3,84 %
2006 juillet	0,00 %	1,65 %	7,69 %					
2007 janvier	1,80 %	1,39 %	0,00 %					
2007 juillet	0,00 %	0,00 %	0,00 %	2007	2007	1,80 %	2,22 %	3,70 %
2008 janvier	1,10 %	0,85 %	0,00 %					
2008 septembre	3,90 %	3,03 %	0,00 %	2008	2008	2,41 %	1,87 %	0,00 %
2009 avril	2,20 %	1,73 %	0,00 %					
2009 septembre	2,20 %	1,73 %	0,00 %					
				2009	2009	4,39 %	3,42 %	0,00 %

TIPF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Montant du plafond de ressources			Revalorisation en euros courants	En euros	Montant annuel moyen du plafond			Revalorisation en euros courants
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge			Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	
Juillet 1977	1 433,02	2 866,04	716,51						
Juillet 1980	2 241,00	4 482,00	1 120,50	14,0 %	1980	2 080,93	4 161,86	1 040,46	14,0 %
Juillet 1985	4 506,39	9 012,79	2 253,20	3,9 %	1985	4 408,57	8 817,14	2 204,29	3,9 %
Juillet 1990	5 318,95	10 637,89	2 659,47	2,5 %	1990	5 244,25	10 488,49	2 622,12	2,5 %
Juillet 1995	5 983,62	11 967,25	2 991,81	2,0 %	1995	5 915,15	11 830,30	2 957,57	2,0 %
Juillet 1999	6 503,17	13 006,34	3 251,59	1,1 %	1999	6 467,73	12 935,45	3 233,86	1,1 %
Juillet 2000	6 633,36	13 266,72	3 316,68	2,0 %	2000	6 568,27	13 136,53	3 284,13	2,0 %
Juillet 2001	6 699,68	13 399,35	3 349,84	1,0 %	2001	6 666,52	13 333,04	3 333,26	1,0 %
Juillet 2002	6 847,10	13 694,20	3 423,55	2,2 %	2002	6 773,39	13 546,78	3 386,69	1,6 %
Juillet 2003	6 997,74	13 995,48	3 498,87	2,2 %	2003	6 922,42	13 844,84	3 461,21	2,2 %
Juillet 2004	7 102,71	14 205,42	3 551,36	1,5 %	2004	7 050,23	14 100,45	3 525,12	1,8 %
Juillet 2005	7 193,88	14 387,76	3 596,94	1,3 %	2005	7 148,30	14 296,59	3 574,15	1,4 %
Janvier 2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	1,8 %	2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	2,4 %
Janvier 2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %	2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %
Janvier 2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %	2008	7 635,20	15 270,40	3 817,60	2,4 %
Septembre 2008	7 831,20	15 662,40	3 915,60	3,9 %	2009	8 019,12	16 038,24	4 009,56	5,0 %
Avril 2009	8 003,52	16 007,04	4 001,76	2,2 %	2010	8 375,84	15 327,78	4 187,92	4,4 %
Septembre 2009	8 179,56	16 359,12	4 089,78	2,2 %					
Avril 2010	8 359,56	16 719,12	4 179,78	2,2 %					
Septembre 2010	8 543,40	12 815,10	4 271,70	2,2 %					

TIPF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants

En euros 2009	Montant du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH			Evolution du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH			Revenu mensuel correspondant au plafond AAH en % du SMIC net de l'année de référence (t)			Année (t) de référence du SMIC et des revenus
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	
1978	553,52	1 107,04	276,76				70,3 %	140,6 %	35,2 %	1977
1979	584,61	1 169,21	292,30	5,62 %	5,62 %	5,62 %	74,4 %	148,9 %	37,2 %	1978
1980	599,17	1 198,34	299,59	2,5 %	2,5 %	2,5 %	75,8 %	151,5 %	37,9 %	1979
1981	598,04	1 196,09	299,02	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	71,9 %	143,7 %	35,9 %	1980
1982	640,43	1 280,86	320,21	7,1 %	7,1 %	7,1 %	74,0 %	147,9 %	37,0 %	1981
1983	739,75	1 479,49	369,87	15,5 %	15,5 %	15,5 %	84,5 %	169,0 %	42,2 %	1982
1984	801,41	1 602,83	400,71	8,3 %	8,3 %	8,3 %	91,1 %	182,2 %	45,5 %	1983
1985	803,40	1 606,81	401,70	0,2 %	0,2 %	0,2 %	91,1 %	182,2 %	45,6 %	1984
1986	820,38	1 640,75	410,19	2,1 %	2,1 %	2,1 %	92,6 %	185,1 %	46,3 %	1985
1987	827,44	1 654,88	413,72	0,9 %	0,9 %	0,9 %	94,1 %	188,1 %	47,0 %	1986
1988	822,70	1 645,39	411,35	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	93,7 %	187,4 %	46,8 %	1987
1989	821,70	1 643,40	410,85	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	94,2 %	188,4 %	47,1 %	1988
1990	822,44	1 644,88	411,22	0,1 %	0,1 %	0,1 %	93,3 %	186,5 %	46,6 %	1989
1991	819,68	1 639,36	409,84	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	91,1 %	182,2 %	45,5 %	1990
1992	824,98	1 649,96	412,49	0,6 %	0,6 %	0,6 %	91,0 %	182,0 %	45,5 %	1991
1993	831,38	1 662,76	415,69	0,8 %	0,8 %	0,8 %	92,1 %	184,3 %	46,1 %	1992
1994	837,62	1 675,25	418,81	0,8 %	0,8 %	0,8 %	93,2 %	186,3 %	46,6 %	1993
1995	837,23	1 674,47	418,62	0,0 %	0,0 %	0,0 %	92,1 %	184,3 %	46,1 %	1994
1996	847,94	1 695,89	423,97	1,3 %	1,3 %	1,3 %	93,1 %	186,3 %	46,6 %	1995
1997	864,61	1 729,22	432,31	2,0 %	2,0 %	2,0 %	92,9 %	185,9 %	46,5 %	1996
1998	873,49	1 746,98	436,74	1,0 %	1,0 %	1,0 %	91,0 %	182,0 %	45,5 %	1997
1999	879,15	1 758,30	439,58	0,6 %	0,6 %	0,6 %	90,9 %	181,8 %	45,4 %	1998
2000	878,83	1 757,66	439,41	0,0 %	0,0 %	0,0 %	90,3 %	180,6 %	45,1 %	1999
2001	878,21	1 756,42	439,11	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	88,3 %	176,6 %	44,2 %	2000
2002	877,07	1 754,13	438,53	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	86,8 %	173,7 %	43,4 %	2001
2003	879,69	1 759,37	439,84	0,3 %	0,3 %	0,3 %	85,8 %	171,6 %	42,9 %	2002
2004	881,17	1 762,35	440,59	0,2 %	0,2 %	0,2 %	82,8 %	165,6 %	41,4 %	2003
2005	878,17	1 756,33	439,08	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	79,6 %	159,2 %	39,8 %	2004
2006	884,64	1 769,27	442,32	0,7 %	0,7 %	0,7 %	78,4 %	156,8 %	39,2 %	2005
2007 prix 07	887,62	1 775,23	443,81	0,3 %	0,3 %	0,3 %	77,8 %	155,6 %	38,9 %	2006
Traitement avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.										
Simon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).										
2008 prix 07	909,04	1 818,09	454,52	2,4 %	2,4 %	2,4 %	79,7 %	159,4 %	39,8 %	2006
2009 prix 08	928,77	1 857,54	464,38	5,0 %	5,0 %	5,0 %	81,2 %	162,5 %	40,6 %	2007
Evolution moyenne annuelle [2009 (prix 2008) / 1999 (prix 1999)]										
2009/1999	0,6 %	0,6 %	0,6 %				-1,1 %	-1,1 %		
Rapport calculé avec 2009 (prix 2008)										
2009/1999	5,6 %	5,6 %	5,6 %				-10,6 %	-10,6 %		
2009/2004	5,4 %	5,4 %	5,4 %				-1,9 %	-1,9 %		
2004/1999	0,2 %	0,2 %	0,2 %				-8,9 %	-8,9 %		

TIPF 77411 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros

*** En euros courants**

(1) Enfant ou conjoint.

En euros	Première personne	Première personne à charge (1)	Majoration deux premiers E (2° E : cas isolé)	Majoration à partir du 3° E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	308,71	154,35	92,61		271,66	388,97	463,99	463,99		388,97	463,99	556,60
1990	317,09	158,55	95,13		279,04	399,54	476,59	476,59		399,54	476,59	571,72
1991	327,16	163,58	98,02	130,86	287,90	412,22	491,61	622,48	130,86	412,22	491,61	589,64
1992	333,07	166,53	99,92	133,53	293,10	419,67	500,60	634,13	133,53	419,67	500,60	600,52
1993	343,47	171,74	103,04	137,39	302,25	432,77	516,24	653,62	137,39	432,77	516,24	619,28
1994	350,34	175,17	105,10	140,14	308,30	441,43	526,56	666,70	140,14	441,43	526,56	631,66
1995	354,54	177,27	106,36	141,82	312,00	446,73	532,88	674,70	141,82	446,73	532,88	639,24
1996 DC	361,99	181,00	108,60	144,80	318,55	456,11	544,07	688,87	144,80	456,11	544,07	652,67
1997	366,33	183,17	109,90	146,53	322,37	461,58	550,60	697,13	146,53	461,58	550,60	660,50
1998	370,36	185,18	111,11	148,14	325,92	466,66	556,65	704,80	148,14	466,66	556,65	667,76
1999	381,47	190,74	114,44	152,59	335,70	480,66	573,35	725,94	152,59	480,66	573,35	687,80
2000	389,10	194,55	116,73	155,64	342,41	490,27	584,82	740,46	155,64	490,27	584,82	701,55
2001	397,69	198,84	119,30	159,07	349,97	501,09	597,72	756,79	159,07	501,09	597,72	717,02
2002	405,62	202,81	121,69	162,25	356,95	511,08	609,65	771,90	162,25	511,08	609,65	731,34
2003	411,70	205,85	123,51	164,68	362,30	518,74	618,79	783,47	164,68	518,74	618,79	742,30
2004	417,88	208,94	125,36	167,15	367,73	526,53	628,07	795,22	167,15	526,53	628,07	753,43
2005	425,40	212,70	127,62	170,16	374,35	536,01	639,38	809,54	170,16	536,01	639,38	767,00
2006	433,06	216,53	129,92	173,22	381,09	545,66	650,89	824,11	173,22	545,66	650,89	780,81
2007	440,86	220,43	132,26	176,34	387,96	555,48	662,61	838,95	176,34	555,48	662,61	794,87
2008	447,91	223,96	134,37	179,16	394,16	564,37	673,21	852,37	179,16	564,37	673,21	807,58
2009	454,63	227,32	136,39	181,85	400,07	572,84	683,31	865,16	181,85	572,84	683,31	819,70
2008 : en % du RMI isolé	100 %	50 %	30 %	40 %	100 %	143 %	171 %	216 %	45 %	143 %	171 %	205 %

*** Evolution en euros courants**

1998	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
1999	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2000	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2001	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2002	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2003	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2004	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2005	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2008	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %
2009	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %

TIPF 77412 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants

*** En euros constants**

En euros 2009	Première personne	Première personne à charge	Majoration deux premiers E (2 ^e E : cas isolé)	Majoration à partir du 3 ^e E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	431,46	215,73	129,44		379,68	543,63	648,48	648,48		543,63	648,48	777,92
1990	429,66	214,83	128,90		378,10	541,37	645,78	645,78		541,37	645,78	774,67
1991	429,55	214,77	128,70	171,82	378,00	541,23	645,47	817,29	171,82	541,23	645,47	774,18
1997	435,04	217,52	130,51	174,01	382,83	548,14	653,86	827,87	174,01	548,14	653,86	784,37
1998	437,14	218,57	131,14	174,85	384,68	550,80	657,02	831,87	174,85	550,80	657,02	788,16
1999	448,01	224,01	134,40	179,21	394,25	564,50	673,36	852,57	179,21	564,50	673,36	807,77
2000	449,81	224,91	134,94	179,93	395,84	566,76	676,07	855,99	179,93	566,76	676,07	811,01
2001	452,64	226,32	135,79	181,05	398,33	570,33	680,32	861,37	181,05	570,33	680,32	816,10
2002	453,79	226,90	136,14	181,52	399,34	571,78	682,06	863,58	181,52	571,78	682,06	818,20
2003	452,03	226,01	135,61	180,81	397,78	569,55	679,40	860,21	180,81	569,55	679,40	815,01
2004	451,26	225,63	135,37	180,50	397,10	568,58	678,24	858,74	180,50	568,58	678,24	813,61
2005	451,53	225,76	135,46	180,61	397,34	568,93	678,65	859,26	180,61	568,93	678,65	814,11
2006	451,98	225,99	135,60	180,79	397,74	569,50	679,32	860,11	180,79	569,50	679,32	814,92
2007	453,50	226,75	136,05	181,40	399,08	571,41	681,61	863,01	181,40	571,41	681,61	817,67
2008	448,21	224,11	134,46	179,28	394,43	564,75	673,67	852,95	179,28	564,75	673,67	808,13
2009	454,63	227,32	136,39	181,85	400,07	572,84	683,31	865,16	181,85	572,84	683,31	819,70
Evolution moyenne annuelle												
2009/1999	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Rapport												
2009/1999	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2009/2004	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %
2004/1999	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %

*** Evolution en euros constants depuis 1990**

1999	3,0 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %
2000	2,0 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
2001	2,2 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
2002	2,0 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2003	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %
2004	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2005	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2008	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %
2009	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %

TIPF 77413 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999

En euros	Isolés					Couples			
	0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E	Par E en +
De 1999 à 2007	152,45	228,67	274,41	335,39	60,98	228,67	274,41	320,14	60,98
2008	220,00	296,22	341,96	402,94	60,98	296,22	341,96	387,69	60,98
Evolution 2008/2007	44,3 %	29,5 %	24,6 %	20,1 %	0,0 %	29,5 %	24,6 %	21,1 %	0,0 %
En % / prime isolé 2000-7	100 %	150 %	180 %	220 %	40 %	150 %	180 %	210 %	40 %
En % / prime isolé 2008	100 %	135 %	155 %	183 %	28 %	135 %	155 %	176 %	28 %

TIPF 77414 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion

En euros	Montants en euros courants			Montants en millions d'euros 2009			Evolution en euros constants		
	Une personne	Deux personnes	Trois personnes et plus	Une personne	Deux personnes	Trois personnes et plus	Une personne	Deux personnes	Trois personnes et plus
	12%	16%	16,5%						
1989	37,05	74,09	91,69	51,77	103,55	128,14			
1997	43,96	87,92	108,80	52,20	104,41	129,21	0,1 %	0,1 %	0,1 %
1998	44,44	88,89	110,00	52,46	104,91	129,83	0,5 %	0,5 %	0,5 %
1999	45,78	91,55	113,30	53,76	107,52	133,06	2,5 %	2,5 %	2,5 %
2000	46,69	93,38	115,56	53,98	107,95	133,59	0,4 %	0,4 %	0,4 %
2001	47,72	95,45	118,11	54,32	108,63	134,43	0,6 %	0,6 %	0,6 %
2002	48,67	97,35	120,47	54,46	108,91	134,78	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2003	49,40	98,81	122,27	54,24	108,49	134,25	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %
2004	50,15	100,29	124,11	54,16	108,30	134,02	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2005	51,05	102,10	126,34	54,19	108,37	134,10	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	51,97	103,93	128,62	54,24	108,47	134,24	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	52,90	105,81	130,94	54,42	108,84	134,69	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2008	53,75	107,50	133,03	53,79	107,57	133,12	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %
2009	54,56	109,11	135,03	54,56	109,11	135,03	1,4 %	1,4 %	1,4 %

TIPF 77415 : RMI mesures d'intéressement en euros

* Depuis le 1/10/06 : **cumul des revenus d'activité pendant trois mois** effectifs à compter de la date de début d'activité.

- Activités salariées < à 78 heures mensuelles : **abattement de 50 % sur les rémunérations pendant neuf mois du 4^e mois d'exercice de l'activité jusqu'au 12^e mois.**

- Activités non salariées et activités salariées d'une durée contractuelle > ou = à 78 heures mensuelles : **prime forfaitaire d'intéressement du 4^e au 12^e mois** par personne reprenant une activité.

En euros, au 1 ^{er} janvier	Isolé sans P. à charge	Couple ou isolé avec P. à charge
2006 octobre	150,00	225,00
2007 janvier	150,00	225,00
2008 janvier = 2009	150,00	225,00

* Depuis la décentralisation,

le PCG peut décider d'accorder des primes et des remises de dette

En euros	Président conseil général (PCG)	
	Abattement	Remise dette
Au 1 ^{er} janvier		
2004	417,88	1 253,64
2005	425,40	1 276,20
2006	433,06	1 299,18
2007	440,86	1 322,58
2008	447,91	1 343,73
2009	454,63	1 363,89

* Avant le 1/10/06, les mesures d'intéressement variaient selon la nature de l'activité.

Indemnités représentatives de frais	Activités débutées du 1/9/2001 au 30/9/2006		
	CES et CIA (DOM) Abattement sur revenus	Autres activités : début d'intéressement [1/12/01]	Chômeurs, créateur ou repreneur d'entreprise (bénéficiaires de l'ACCRE)
144,10	135,86	Abattement	Abattement de 100 % des
146,26	137,90	de 100 % des	revenus des 2 premiers
148,89	140,38	revenus du	trimestre puis 50 % du
151,57	142,90	1 ^{er} trimestre	revenu estimé par le PCG
Suppression	145,48	puis 50 %	pour les 2 trimestres
		pendant	suivants
		3 trimestres	

TIPF 77421 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros

TIPF 774211 : RSA MF : montant forfaitaires en euros courants

En euros	Personne isolée sans E, ni état de grossesse	Couple sans E, Isolé avec 1 E	Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E	Couple avec 2 E	Par personne supplémentaire	Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement			Couples : montant du RSA après abattement forfait logement		
						0 E	1 E	2 E	0 E	1 E	2 E
2009 juin	454,63	681,95	818,34	954,73	181,85	400,07	572,84	683,31	572,84	683,31	819,70
2010 janvier	460,09	690,14	828,17	966,20	184,04	404,88	579,72	691,52	579,72	691,52	829,55
2010 : en % du RSA isolé	100 %	150 %	180 %	210 %	40 %	100 %	143 %	171 %	143 %	171 %	205 %

*** Evolution en euros courants**

2009	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

TIPF 774212 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaires majoré pour personnes isolées en euros courants

En euros	Personne isolée état de grossesse	Isolé avec 1 E	Isolé avec 2 E		Par personne supplémentaire	Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement		
						0 E	1 E	2 E
2009 juin	583,80	778,40	973,00		194,60	529,24	669,29	837,97
2010 janvier	590,81	787,75	984,69		196,94	535,60	677,33	848,04
2010 : en % du RSA isolé	128 %	171 %	214 %		43 %	132 %	167 %	209 %

*** Evolution en euros courants**

2009	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

TIPF 77422 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009

Par ailleurs, 200 euros ont été versés par foyer en avril 2009 (cf. chapitre 8.1).

En euros	Personne isolée sans E, ni état de grossesse	Couple sans E, Isolé avec 1 E	Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E	Couple avec 2 E	Par personne supplémentaire
2009 décembre	152,45	228,67	274,41	320,14	60,98
2009 : en % du RSA isolé	34 %	50 %	60 %	70 %	13 %

TIPF 7723 : Montant du forfait logement en euros

En euros	Montants en euros courants		
	Une personne	Deux personnes	Trois personnes et plus
2009 juin	54,56	109,11	135,03
2010 janvier	55,21	110,42	136,65
2009 : en % du RSA isolé	12 %	24 %	29,7 %
2010 : en % du RSA isolé			

TIPF 7751: DOM : Revenu de solidarité en euros

Le RSO n'est pas soumis à la CRDS.

	Montant en euros	Evolution en euros courants		Montant moy. annuel en euros	Montants en euros 2009	Evolution en euros constants	Rapport RSO / RMI 1 personne
2001 avril	412,00						
2002 avril	420,24	2,0 %	2002	418,18	467,85		103,1 %
2003 avril	426,54	1,5 %	2003	424,97	466,59	-0,3 %	103,2 %
2004 avril	432,94	1,5 %	2004	431,34	465,79	-0,2 %	103,2 %
2005 avril	440,73	1,8 %	2005	438,78	465,73	0,0 %	103,1 %
2006 avril	448,66	1,8 %	2006	446,68	466,19	0,1 %	103,1 %
2007 avril	456,74	1,8 %	2007	454,72	467,76	0,3 %	103,1 %
2008 avril	464,05	1,6 %	2008	462,22	462,54	-1,1 %	103,2 %
2009 avril	471,01	1,5 %	2009	469,27	469,27	1,5 %	103,2 %
2010 avril							

TIPF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

	Plafond de ressources en euros courants		Evolution (cas d'un isolé) en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros 2009		Evolution (cas d'un isolé) en euros constants
	Isolé	Couple			Isolé	Couple	Isolé	Couple	
Janvier 2001 - mars 2001	733,28	1 152,51							
Avril 2002 - mars 2003	748,16	1 175,68	2,03 %	2001	744,44	1 169,89	847,31	1 331,55	
Avril 2003 - mars 2004	759,36	1 193,28	1,50 %	2002	756,56	1 188,88	846,41	1 330,08	-0,11 %
Avril 2004 - mars 2005	770,56	1 210,88	1,47 %	2003	767,76	1 206,48	842,96	1 324,66	-0,41 %
Avril 2005 - mars 2006	784,00	1 232,00	1,74 %	2004	780,64	1 226,72	842,99	1 324,70	0,00 %
Avril 2006 - mars 2007	798,00	1 254,00	1,79 %	2005	794,50	1 248,50	843,30	1 325,18	0,04 %
Avril 2007 - mars 2008	812,56	1 276,88	1,82 %	2006	808,92	1 271,16	844,26	1 326,69	0,11 %
Avril 2008 - mars 2009	825,44	1 297,12	1,59 %	2007	822,22	1 292,06	845,80	1 329,11	0,18 %
Avril 2009 - mars 2010	837,76	1 316,48	1,49 %	2008	834,68	1 311,64	835,25	1 312,53	-1,25 %
Avril 2010 - mars 2011									

T1PF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001

Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001

Seules figurent dans le tableau ci-dessous les principales prestations DOM (hors prestations de logement) dont le montant est différent du montant métropolitain.

Cf. T1PF 77621 pour les montants 1949-1989, T1PF 7751-7752 pour le RSO.

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS. Il n'y a pas d'abattement pour double activité.

***L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009. En métropole, l'API a été remplacée par le RSA, le 1^{er} juin 2009.**

* En euros courants

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En euros	CF	Plafond	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE = plafonds de ressources de l'ARS métropole			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
						Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
		En juillet :	1 E ou grossesse	2 E	3 E			Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-[16 ans	[16 ans
1990													
2001	79,73		15 885	19 551	23 217	313,74	104,58	28,56	57,19	70,78	19,67	12,35	19,06
2002	81,33		16 140	19 865	23 590	352,33	117,43	32,07	64,24	79,48	20,10	12,62	19,38
2003	82,71		16 414	20 202	23 990	390,93	130,28	35,57	71,27	88,17	20,44	12,83	19,71
2004	84,12		16 726	20 586	24 446	430,74	143,52	39,18	78,53	97,13	20,79	13,05	20,05
2005	85,97		17 011	20 937	24 863	474,12	157,95	43,11	86,44	106,89	21,25	13,33	20,49
2006	87,52		17 299	21 291	25 283	517,15	172,27	47,01	94,29	116,58	21,63	13,57	20,86
Plafond 2006 / 0,8			21 624	26 614	31 604	* L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009.							
2007	89,00	En juillet :	21 991	27 066	32 141	561,21	187,06	52,90	105,81	130,94	22,00	13,81	21,21
2008	89,89	En janvier :	21 991	27 066	32 141	566,79	188,93	53,75	107,50	133,03	22,22	13,94	21,42
2009	92,59		22 321	27 472	32 623	583,80	194,60	54,56	109,11	135,03	22,88	14,36	22,07
2010	92,59		22 946	28 241	33 536	583,80	194,60	55,21	101,42	136,65	22,88	14,36	22,07
2011	93,98		22 970	28 271	33 572	592,56	197,52	Nd	Nd	Nd	23,23	14,58	22,40

* Evolution en euros courants

2002	2,0 %		1,6 %	1,6 %	1,6 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %
2003	1,7 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	11,0 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %		1,9 %	1,9 %	1,9 %	10,2 %	10,2 %	10,1 %	10,2 %	10,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	10,1 %	10,1 %	10,0 %	10,1 %	10,0 %	2,2 %	2,1 %	2,2 %
2006	1,8 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	9,1 %	9,1 %	9,0 %	9,1 %	9,1 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	8,5 %	8,6 %	12,5 %	12,2 %	12,3 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %
2008	2,7 %		0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	1,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %
2009	3,0 %		1,5 %	1,5 %	1,5 %	3,0 %	3,0 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %		2,8 %	2,8 %	2,8 %	0,0 %	0,0 %	1,2 %	-7,0 %	1,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %		0,1 %	0,1 %	0,1 %	1,5 %	1,5 %				1,5 %	1,5 %	1,5 %

* En euros courants après CRDS

2001	79,34										19,58	12,29	18,97
2002	80,93										20,00	12,56	19,29
2003	82,30										20,34	12,77	19,62
2004	83,70										20,69	12,99	19,95
2005	85,55										21,15	13,27	20,39
2006	87,09										21,53	13,51	20,76
2007	88,56										21,89	13,75	21,11
2008	89,45										22,11	13,88	21,32
2009	92,13										22,77	14,29	21,96
2010	92,13										22,77	14,29	21,96
2011	93,52										23,12	14,51	22,29

L'API n'est pas soumise à la CRDS

(1) A partir de deux enfants, les montants d'AF et des majorations sont identiques en métropole et dans les DOM depuis juillet 1993.

T1PF 7921 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968

Source : DPF	En euros courants							En euros 2009			SMIC net moyen an. + CSG non déductible + CRDS
	SMIC brut moyen annuel (1)	Evo- lution en %	Taux de cotisation prélèvement (%) (2)	SMIC net moyen annuel perçu (1)	Evo- lution en %	SMIC net moyen mensuel perçu (2)	Indice base 100 en 1990	SMIC net moyen mensuel perçu (2)	Evo- lution en %	Indice base 100 en 1990	
1968 (173,33 heures / mois)	850,32		8,17 %	780,85		65,07	10,00	456,00		51,71	
1969	1 002,79	17,9 %	8,18 %	920,76	17,9 %	76,73	11,79	504,99	10,7 %	57,27	
1970	1 082,85	8,0 %	8,18 %	994,28	8,0 %	82,86	12,73	517,90	2,6 %	58,73	
1971	1 192,25	10,1 %	8,22 %	1 094,25	10,1 %	91,19	14,01	540,12	4,3 %	61,25	
1972	1 328,07	11,4 %	8,26 %	1 218,37	11,3 %	101,53	15,60	566,33	4,9 %	64,23	
1973	1 570,11	18,2 %	8,36 %	1 438,85	18,1 %	119,90	18,42	624,04	10,2 %	70,77	
1974	1 933,18	23,1 %	8,42 %	1 770,40	23,0 %	147,53	22,67	674,68	8,1 %	76,51	
1975	2 305,49	19,3 %	8,74 %	2 103,99	18,8 %	175,33	26,94	717,41	6,3 %	81,36	
1976	2 645,31	14,7 %	9,49 %	2 394,27	13,8 %	199,52	30,66	744,17	3,7 %	84,39	
1977	2 981,15	12,7 %	10,15 %	2 678,57	11,9 %	223,21	34,30	761,73	2,4 %	86,38	
1978	3 365,36	12,9 %	10,31 %	3 018,39	12,7 %	251,53	38,65	787,11	3,3 %	89,26	
1979	3 784,44	12,5 %	11,80 %	3 337,88	10,6 %	278,16	42,74	785,45	-0,2 %	89,08	
1980	4 375,28	15,6 %	12,80 %	3 815,25	14,3 %	317,94	48,86	790,95	0,7 %	89,70	
1981	5 166,95	18,1 %	11,90 %	4 552,08	19,3 %	379,34	58,29	832,19	5,2 %	94,38	
1982 (169 heures / mois)	6 079,90	17,7 %	12,90 %	5 295,59	16,3 %	441,30	67,81	865,81	4,0 %	98,19	
1983	6 816,07	12,1 %	13,86 %	5 871,36	10,9 %	489,28	75,18	875,69	1,1 %	99,31	
1984	7 460,02	9,4 %	15,06 %	6 336,54	7,9 %	528,05	81,14	879,87	0,5 %	99,78	
1985	7 930,39	6,3 %	15,26 %	6 720,21	6,1 %	560,02	86,05	881,76	0,2 %	100,00	
1986	8 200,90	3,4 %	15,45 %	6 933,86	3,2 %	577,82	88,79	886,24	0,5 %	100,50	
1987	8 531,97	4,0 %	16,79 %	7 099,45	2,4 %	591,62	90,91	879,74	-0,7 %	99,77	
1988	8 765,90	2,7 %	16,99 %	7 276,58	2,5 %	606,38	93,18	878,07	-0,2 %	99,58	
1989	9 131,24	4,2 %	17,99 %	7 488,53	2,9 %	624,04	95,89	872,17	-0,7 %	98,91	
1990	9 522,33	4,3 %	17,99 %	7 809,26	4,3 %	650,77	100,00	881,79	1,1 %	100,00	7 809,26
1991	9 986,08	4,9 %	17,64 %	8 224,22	5,3 %	685,35	105,31	899,85	2,0 %	102,05	8 319,98
1992	10 380,71	4,0 %	18,31 %	8 479,66	3,1 %	706,64	108,58	906,71	0,8 %	102,83	8 588,14
1993	10 649,24	2,6 %	19,34 %	8 590,17	1,3 %	715,85	110,00	902,29	-0,5 %	102,33	8 767,95
1994	10 881,12	2,2 %	20,24 %	8 678,36	1,0 %	723,20	111,13	899,01	-0,4 %	101,95	8 926,45
1995	11 213,47	3,1 %	20,49 %	8 915,47	2,7 %	742,96	114,17	908,57	1,1 %	103,04	9 171,14
1996	11 614,87	3,6 %	21,64 %	9 101,88	2,1 %	758,49	116,55	910,31	0,2 %	103,23	9 417,34
1997	11 955,47	2,9 %	21,36 %	9 401,19	3,3 %	783,43	120,39	930,36	2,2 %	105,51	9 730,56
1998 (salaire au niveau SMIC 169 heures)	12 312,56	3,0 %	20,76 %	9 756,47	3,8 %	813,04	124,93	959,63	3,1 %	108,83	10 095,68
1999	12 511,97	1,6 %	21,01 %	9 883,21	1,3 %	823,60	126,56	967,26	0,8 %	109,69	10 227,91
2000	12 790,22	2,2 %	21,01 %	10 103,00	2,2 %	841,92	129,37	973,28	0,6 %	110,38	10 455,37
2001	13 253,97	3,6 %	20,90 %	10 483,89	3,8 %	873,66	134,25	994,39	2,2 %	112,77	10 849,04
2002	13 689,00	3,3 %	20,85 %	10 834,76	3,3 %	902,90	138,74	1 010,13	1,6 %	114,56	11 211,89
2003	14 216,28	3,9 %	21,20 %	11 202,43	3,4 %	933,54	143,45	1 024,98	1,5 %	116,24	11 594,09
2004	15 007,20	5,6 %	21,20 %	11 825,67	5,6 %	985,47	151,43	1 064,18	3,8 %	120,69	12 239,12
2005	15 858,96	5,7 %	21,36 %	12 471,49	5,5 %	1 039,29	159,70	1 103,12	3,7 %	125,10	12 917,60
2006	16 528,20	4,2 %	21,50 %	12 974,64	4,0 %	1 081,22	166,14	1 128,45	2,3 %	127,97	13 439,58
2007	16 943,94	2,5 %	21,46 %	13 307,77	2,6 %	1 108,98	170,41	1 140,78	1,1 %	129,37	13 784,40
2008	17 454,32	3,0 %	21,46 %	13 708,62	3,0 %	1 142,39	175,54	1 143,16	0,2 %	129,64	14 199,61
2009	17 775,42	1,8 %	21,46 %	13 960,81	1,8 %	1 163,40	178,77	1 163,40	1,8 %	131,94	14 460,84
2010	17 968,08	1,1 %	21,46 %	14 112,13	1,1 %	1 176,01	180,71				14 617,57
Evolution moyenne annuelle											
2009/1999	3,57 %			3,51 %		3,51 %		1,86 %			
Rapport											
2009/1999	42,07 %			41,26 %		41,26 %		20,28 %			
2009/2004	18,45 %			18,06 %		18,06 %		9,32 %			
2004/1999	19,94 %			19,65 %		19,65 %		10,02 %			

(1) Sur la base de 169 heures par mois à compter de 1982, sur la base de 173,33 heures auparavant.

La série est poursuivie après le passage aux 35 heures en 1998 (on calcule le salaire correspondant au SMIC horaire multiplié par 169 heures).

Par ailleurs, pour suivre le SMIC calculé sur 35 heures (151,66 heures par mois), cf. T1PF 7913 (au-dessus de T1PF 7724 relatif à la GRPH).

(2) Calculé sur la base du montant des cotisations sociales (au 1^{er} juillet de l'année jusqu'en 1990), y compris les cotisations à l'assurance vieillesse complémentaire, après prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et du remboursement de la dette sociale (CRDS)

(y compris la déduction de 42 francs de février 1991 à août 1995). En janvier 2005, l'assiette de la CSG passe de 93 % à 95 % du salaire brut.

TIPF 799 : Evolution des prix depuis 1945

Source : INSEE, Bulletin mensuel de statistiques. (Pour la méthodologie 1945-2001, cf. 186 DSPA page 213). INSEE conjoncture, informations rapides n° 26 du 28 janvier 2004

Année	Indice des prix y compris le tabac (en moyenne annuelle)						Coefficients base 2009 (hors tabac après 1989)	Indice des prix hors tabac (à partir de 1990)					Indice base 100 en 2000 des prix hors tabac
	Paris	Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série yc tabac	Evolution yc tabac		Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM B. 1998	Série utilisée (hors tabac après 1989)	Evolution hors tabac	
1945	4,01		1,83		1,58		0,01356		1,84		1,60		
1946	6,12		2,80		2,41	52,6 %	0,02070		2,80		2,44	52,6 %	2,39
1947	9,13		4,18		3,60	49,2 %	0,03088		4,18		3,64	49,2 %	3,57
1948	14,49		6,63		5,71	58,7 %	0,04901		6,64		5,78	58,7 %	5,67
1949	16,4	13,80	7,50		6,47	13,2 %	0,05547	13,80	7,52		6,55	13,2 %	6,41
1950		15,30	8,32		7,17	10,9 %	0,06150	15,30	8,33		7,26	10,9 %	7,11
1951		18,00	9,78		8,43	17,6 %	0,07235	18,00	9,80		8,54	17,6 %	8,36
1952		20,10	10,92		9,42	11,7 %	0,08080	20,10	10,95		9,54	11,7 %	9,34
1953		19,80	10,76		9,28	-1,5 %	0,07959	19,80	10,78		9,39	-1,5 %	9,20
1954		19,80	10,76		9,28		0,07959	19,80	10,78		9,39		9,20
1955		20,00	10,87		9,37	1,0 %	0,08039	20,00	10,89		9,49	1,0 %	9,29
1956		20,40	11,09		9,56	2,0 %	0,08200	20,40	11,11		9,68	2,0 %	9,48
1957		21,20	11,52		9,93	3,9 %	0,08522	21,20	11,55		10,06	3,9 %	9,85
1958		24,40	13,26		11,43	15,1 %	0,09808	24,40	13,29		11,58	15,1 %	11,34
1959		25,90	14,08		12,13	6,1 %	0,10411	25,90	14,11		12,29	6,1 %	12,04
1960		26,80	14,57		12,56	3,5 %	0,10773	26,80	14,60		12,72	3,5 %	12,45
1961		27,70	15,05		12,98	3,4 %	0,11135	27,70	15,09		13,14	3,4 %	12,87
1962		29,00	15,76		13,59	4,7 %	0,11657	29,00	15,80		13,76	4,7 %	13,48
1963		30,40	16,52		14,24	4,8 %	0,12220	30,40	16,56		14,42	4,8 %	14,13
1964		31,40	17,07		14,71	3,3 %	0,12622	31,40	17,10		14,90	3,3 %	14,59
1965		32,20	17,50		15,09	2,5 %	0,12943	32,20	17,54		15,28	2,5 %	14,96
1966		33,10	17,99		15,51	2,8 %	0,13305	33,10	18,03		15,70	2,8 %	15,38
1967		34,00	18,48		15,93	2,7 %	0,13667	34,00	18,52		16,13	2,7 %	15,80
1968		35,50	19,29		16,63	4,4 %	0,14270	35,50	19,34		16,84	4,4 %	16,50
1969		37,80	20,54		17,71	6,5 %	0,15194	37,80	20,59		17,93	6,5 %	17,57
1970		39,80	21,63		18,65	5,3 %	0,15998	39,80	21,68		18,88	5,3 %	18,49
1971		42,00	22,83		19,68	5,5 %	0,16883	42,00	22,88		19,93	5,5 %	19,52
1972		44,60	24,24		20,90	6,2 %	0,17928	44,60	24,29		21,16	6,2 %	20,73
1973		47,80	25,98		22,40	7,2 %	0,19214	47,80	26,03		22,68	7,2 %	22,21
1974		54,40	29,57		25,49	13,8 %	0,21867	54,40	29,63		25,81	13,8 %	25,28
1975		60,80	33,04		28,49	11,8 %	0,24440	60,80	33,12		28,85	11,8 %	28,25
1976		66,70	36,25		31,25	9,7 %	0,26811	66,70	36,33		31,65	9,7 %	30,99
1977		72,90	39,62		34,15	9,3 %	0,29304	72,90	39,71		34,59	9,3 %	33,88
1978		79,50	43,21		37,25	9,1 %	0,31957	79,50	43,30		37,72	9,1 %	36,94
1979		88,10	47,88		41,28	10,8 %	0,35414	88,10	47,98		41,80	10,8 %	40,94
1980		100,00	54,35		46,85	13,5 %	0,40197	100,00	54,47		47,44	13,5 %	46,47
1981		113,40	61,63		53,13	13,4 %	0,45583	113,40	61,76		53,80	13,4 %	52,70
1982		126,80	68,91		59,41	11,8 %	0,50970	126,80	69,06		60,16	11,8 %	58,92
1983		139,00	75,54		65,12	9,6 %	0,55874	139,00	75,71		65,95	9,6 %	64,59
1984		149,30	81,14		69,95	7,4 %	0,60014	149,30	81,32		70,83	7,4 %	69,38
1985		158,00	85,87		74,03	5,8 %	0,63511	158,00	86,06		74,96	5,8 %	73,42
1986		162,20	88,15		75,99	2,7 %	0,65199	162,20	88,34		76,95	2,7 %	75,37
1987		167,30	90,92		78,38	3,1 %	0,67249	167,30	91,12		79,37	3,1 %	77,74
1988		171,80	93,37		80,49	2,7 %	0,69058	171,80	93,57		81,51	2,7 %	79,83
1989		178,00	96,74		83,40	3,6 %	0,71551	178,00	96,95		84,45	3,6 %	82,71
1990	184,00	100,00			86,21	3,4 %	0,73802	183,60	100,00		87,11	3,1 %	85,32
1991	189,90	103,20			88,97	3,2 %	0,76163	189,60	103,20		89,90	3,2 %	88,05
1992	194,40	105,70			91,12	2,4 %	0,77934	193,80	105,60		91,99	2,3 %	90,09
1993		107,90			93,02	2,1 %	0,79337		107,50		93,64	1,8 %	91,72
1994		109,70			94,57	1,7 %	0,80444		109,00		94,95	1,4 %	92,99
1995		111,60			96,21	1,7 %	0,81772		110,80		96,52	1,7 %	94,53
1996		113,80			98,10	2,0 %	0,83322		112,90		98,34	1,9 %	96,32
1997		115,20			99,31	1,23 %	0,84208		114,10		99,39	1,06 %	97,35
1998		116,00		100,00	100,00	0,69 %	0,84724		114,80	100,00	100,00	0,61 %	97,94
1999			100,50		100,50	0,50 %	0,85148			100,50	100,50	0,50 %	98,43
2000			102,20		102,20	1,69 %	0,86503			102,10	102,10	1,59 %	100,00
2001			103,90		103,90	1,66 %	0,87859			103,70	103,70	1,57 %	101,57
2002			105,90		105,90	1,92 %	0,89384			105,50	105,50	1,74 %	103,33
2003			108,10		108,10	2,08 %	0,91079			107,50	107,50	1,90 %	105,29
2004			110,40		110,40	2,13 %	0,92604			109,30	109,30	1,67 %	107,05
2005			112,40		112,40	1,81 %	0,94213			111,20	111,20	1,74 %	108,91
2006			114,24		114,24	1,64 %	0,95815			113,09	113,09	1,70 %	110,76
2007			115,94		115,94	1,49 %	0,97213			114,74	114,74	1,46 %	112,38
2008			119,20		119,20	2,81 %	0,99932			117,95	117,95	2,80 %	115,52
2009			119,20		119,31	0,09 %	1,00000			117,95	118,03	0,07 %	115,60
Rapport					2009/1999	18,7 %	Rapport hors tabac					2009/1999	17,4 %
					2009/2004	8,1 %						2009/2004	8,0 %
					2004/1999	9,9 %						2004/1999	8,8 %
					1995/1990	11,6 %						1995/1990	10,8 %
					1990/1985	16,5 %						1990/1985	16,2 %
					1985/1980	58,0 %						1985/1980	58,0 %
					1980/1975	64,5 %						1980/1975	64,5 %
					1975/1970	52,8 %						1975/1970	52,8 %
					1970/1965	23,6 %						1970/1965	23,6 %
					1965/1960	20,1 %						1965/1960	20,1 %
					1960/1955	34,0 %						1960/1955	34,0 %
					1955/1950	30,7 %						1955/1950	30,7 %
					1950/1945	353,4 %						1950/1945	353,4 %

Liste détaillée des tableaux disponibles

1. Branche Famille, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2003

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
Pmasse02	4	10	Figure 1.1
Pmasse02	5		T1PF 110 : Charges de la branche Famille, des dépenses relatives à l'ensemble des prestations logement, des minima et des aides à l'emploi depuis 1995 en millions d'euros
Pmasse02	6	11	T1PF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 1995 en millions d'euros
Pmasse02	7		T1PF 112 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 1995 en %
Pmasse02	8	12	T1PF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des prestations logement, des minima et des aides à l'emploi depuis 1995 en millions d'euros
Pmasse02	8	12	T1PF 122 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des prestations logement, des minima et des aides à l'emploi depuis 1995 en %
Pmasse02	A - 8	12	T1PF 123 : Estimation du financement par l'Etat, les départements...

20. Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice

	9		Figure 0.1
Preg02	10	36	T1PF 20200911 : Prestations 2009 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
Preg02	12	38	T1PF 20200912 : Prestations métropole 2009 en droits constatés selon le régime en euros
Preg02	14		T1PF 20200913 : Evolution des prestations entre 2008 et 2009 selon le régime (en %)
Preg02	15		T1PF 20200811 : Prestations 2008 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
Preg02	17		T1PF 20200812 : Prestations métropole 2008 en droits constatés selon le régime en euros
Preg02			T1PF 20200813 : Evolution des prestations entre 2007 et 2008 selon le régime (en %)
Cf. z_Archive 022	A - 54		Pour les données détaillées de 1946 à 2006 : _1946_1972 ; _1973_2003 ; _2004

21. à 27. FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978

			<u>21. Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973</u>
P_SERIE	19	40	T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants
P_SERIE	21	42	T1PF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants
P_SERIE	23	44	T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	24		T1PF 21311 : Structure des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	25	45	T1PF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	26		T1PF 2132 : Part des CAF dans les dépenses de prestations (métropole + DOM)
9_0_Ch2_5_Logt	43		T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)
			<u>21.6 Prestations et transferts (CNAM, CNAV, FNS, FNAL, RMI, RSO, aides à l'emploi) : avec et sans CR, % du PIB</u>
P_SERIE	27	66	T1PF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants
P_SERIE	28	67	T1PF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM
P_SERIE	29	68	T1PF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	30	69	T1PF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	30	69	T1PF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	30	69	T1PF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	30	69	T1PF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)
P_SERIE	31	70	T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE_Figure_1946		64	T1PF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951
			<u>22. Tous régimes métropole depuis 1968</u>
P_SERIE	32	46	T1PF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants
			<u>23. CAF métropole et DOM depuis 1978</u>
P_SERIE	33	47	T1PF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

P_SERIE	35	49	<u>24. CAF métropole depuis 1978</u> T1PF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	36	50	<u>26. DOM tous régimes depuis 1968</u> T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	37	51	T1PF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	38	52	T1PF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	39		T1PF 263 : Structure des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978
Cf. Archive Cf. Archive	A - 164		27 Régimes spéciaux métropole depuis 1968 Pour les séries en francs

27 - Chapitre 2 : Effets volume, effet plafond, coefficient mesures nouvelles, en parallèle avec l'évolution des effectifs de bénéficiaires (F ou E)

9_0_Ch2_PF	40	16	T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles 1998-2014 relatives aux allocations familiales (tous régimes)
9_0_Ch2_PF	41	17	T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 1,2 % entre 2004 et 2009, - 0,05 % en 2009
9_0_Ch2_PF	41	17	T3PF 021 : Effet volume du Cf à législation constante et hors effet plafond : - 3,9 % entre 2004 et 2009, - 0,14 % en 2009
9_0_Ch2_PF	41	17	T3PF 031 : Effet volume de l'Ars à législation constante et hors effet plafond : + 2,2 % entre 2003 et 2009, - 0,4 % en 2009
9_0_Ch2_PF	42	25	T3PF 041 : Effet volume de l'Asf (à Bmaf constante, hors impact de la subsidiarité Asf) : + 4 % entre 2004 et 2009, + 0,3 % en 2009
9_0_Ch2_PF	42	25	T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 29 % entre 2003 et 2008, + 6,2 % en 2008
9_0_Ch2_PF	42	25	T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes)
9_0_Ch2_PF	Cf PF2009	24	T3PF 062 : Majoration des dépenses de l'Asf
9_0_Ch2_5_Logt	43	28	T3PF 071 : Evolution des prestations de logement depuis 1999 : + 9,3 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires
9_0_Ch2_5_Logt	43		T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)

3. Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2007

6_1 COUT	44	180	<u>En millions d'euros constants 2008</u> (en fonction de l'évolution des prix) T1PF 3121 : tous régimes en millions d'euros constants
6_1 COUT	45	179	<u>En millions d'euros courants</u> (effet prix BMAF) T1PF 3131 : tous régimes en millions d'euros courants
6_1 COUT	46		<u>En millions d'euros à la date du chiffrage</u> T1PF 3142 : tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage

4. Cotisations prises en charge - Prestations indirectes

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
AVPF	47	72	T1PF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf
AVPF	47	72	T1PF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF
AVPF	47	72	T1PF 4102 : Validités 2004-2009 : acomptes + régularisations
AVPF	48	74	Graphiques
AVPF	49	79	T1PF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros
AVPF	50	80	T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996
AVPF	50	80	T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)
AVPF	51	81	T1PF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2009
AVPF	52	82	T1PF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973
AVPF	52	82	T1PF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros : montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine
AVPF	53	83	T1PF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros
AVPF	54	84	T1PF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros
AVPF	55		T1PF 423 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf de 1995 à 2003 selon le type de bénéficiaires
AVPF	56		T1PF 432 : Evolution en indice des dépenses d'Avpf, des effectifs et de la cotisation unitaire
Cf. Archive 022 03 04	A - 175		Pour les séries en francs et les données anciennes

5. Bénéficiaires tous régimes

			<u>501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans</u>	
B_fe_02	57	86	Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_fe_02	58	87	T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds	
			<u>506 Synthèses FNPF : séries sur 10 ans</u>	FNPF
B_fe_02	59		T1PF 50611 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations du FNPF métropole et DOM Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
B_fe_02	59		T1PF 50612 : Familles bénéficiaires de prestations familiales du FNPF selon la taille de la famille	
			<u>510 Allocataire - familles bénéficiaires du FNPF : détail par année</u>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_fe_02	60		T1PF 510200911 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2009	
B_fe_02	61		T1PF 510200811 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires tous fonds (y compris les doubles comptes) selon l'organisme au 31 décembre 2008	
B_fe_02	62		T1PF 510200710 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2007	
Cf. Archive 05	A - 181		Pour les données détaillées depuis 1991	
			<u>511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991</u>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_fe_02	63		T1PF 51102 : Nombre d'allocataires selon l'organisme depuis 1991	
B_fe_02	64	113	T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	65		T1PF 51112 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds (métropole et DOM) selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	66		T1PF 51113 : Ventilation du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (métropole et DOM)	
B_fe_02	67		T1PF 51121 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	68		T1PF 51122 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			<u>512 Familles allocataires tous fonds selon la taille de la famille : série de 1991 à 2007</u>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
Cf. Archive 05			Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007	
			<u>5129 : Tableaux méthodologiques relatifs aux estimations des effectifs de familles relevant des CAF en métropole de 1991 à 2007</u>	
Cf. Archive 05	A - 194		Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007	

			513 Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime	FNPF
B_fe_02	69	114	T1PF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989	
B_fe_02	70		T1PF 51312 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	71		T1PF 51313 : Ventilation du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
B_fe_02	72		T1PF 51321 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole depuis 1978 selon la taille de la famille et l'organisme payeur (hors bénéficiaires de l'AAH seule)	
B_fe_02	73		T1PF 51322 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
			52 Enfants : trois niveaux de définition	
			521 Enfants allocataires : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_fe_02	74		T1PF 5211 : Nombre d'enfants allocataires (y compris les doubles comptes) selon l'organisme depuis 1995	
			522 Enfants des familles allocataires : série depuis 1991	FNPF, FNAL, RMI, aides...
			Pour les données détaillées disponibles de 1991 à 2007	
			5231 Enfants des familles bénéficiaires du FNPF : série depuis 1978	FNPF
B_fe_02	75		T1PF 52311 : Nombre d'enfants bénéficiaires de prestations familiales du FNPF métropole et DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
			5232 Familles et enfants bénéficiaires du FNPF : série depuis 1968	FNPF
B_fe_02	76	115	T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule)	
B_fe_02	76	115	T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	77	116	T1PF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	77	116	T1PF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
B_fe_02	78	117	T1PF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme	
B_fe_02	78	117	T1PF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
B_fe_02	79		T1PF 52411 : Effectifs de familles et d'enfants bénéficiaires de l'ARS depuis 1999	
			530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_PF02	80	89	T1PF 53012009 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2009	
B_PF02	81		T1PF 53022009 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2008 et 2009	
B_PF02	82		T1PF 53012008 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2008	
B_PF02			T1PF 53022008 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2007 et 2008	
B_PF02			T1PF 53012007 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2007	
z_z_Archive_05_BENEF	A - 202		Pour le détail par régime des effectifs de bénéficiaires des différentes prestations avant 1998	
			531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations	FNPF, FNAL, RMI, aides...
B_PF02	83	118	T1PF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	83	118	T1PF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	84	119	T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM	
B_PF02	85		T1PF 53131 : Part des CAF dans l'ensemble des bénéficiaires métropole et DOM	
B_PF02	86	120	T1PF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978	
B_PF02	87	121	T1PF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989	
B_PF02	88		T1PF 5332 : Evolution du nombre de bénéficiaires des CAF métropole et DOM	
B_PF02	89	122	T1PF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989	
B_PF02	90		T1PF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde	

Données CAF détaillées - Estimations tous régimes relatives aux bénéficiaires

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
9_1 Nais_Rev_Cumul	91	88	Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations depuis 2004 (données Caf, métropole + Dom)
9_1 Nais_Rev_Cumul	92	91	Encadré 2 : Effectifs de naissances* selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf, métropole + Dom)
			1. AF
9_5_Af_Ajpp	93	93	T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF (CAF, estimation tous régimes)
9_5_Af_Ajpp	93	93	T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes)
9_5_Af_Ajpp	93	93	T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF créé en mai 2007 (CAF, estimation tous régimes)
9_5_Af_Ajpp	94	94	T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF)
9_5_Af_Ajpp	94	94	T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge
9_5_Af_Ajpp	94	94	T2PF 152 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes
9_5_Af_Ajpp	95		T2PF 16_2009 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009
9_5_Af_Ajpp	95		T2PF 16_2008 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008
9_5_Af_Ajpp	96		T2PF 17 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires des AF selon la taille de la famille, la présence de majorations pour âge ou du forfait AF depuis 2005
9_5_Af_Ajpp	96		T2PF 18 : Familles d'un enfant bénéficiaires des AF dans les DOM (CAF)
			2. PAJE
9_2_PAJE	97		T2PF 20 : Bénéficiaires d'une ou plusieurs composantes de la PAJE
9_2_PAJE	98	96	T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille
9_2_PAJE	98	96	T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille
			23. PAGE CMG assistants maternels
9_2_PAJE	99	97	T2PF 231 : CMG assistants maternels : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille
9_2_PAJE	99	97	T2PF 232 : CMG assistants maternels : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille
			24. PAGE CMG à domicile - CMG "structure"
9_2_PAJE	100	98	T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG "structure")
9_2_PAJE	100	98	T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans
9_2_PAJE	100	98	T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans
9_2_PAJE	100	98	T2PF 242 : CMG "structure"
9_2_PAJE	101		T2PF 2430 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile (hors bénéficiaires du CMG "structure")
9_2_PAJE	101		T2PF 2431 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans
9_2_PAJE	101		T2PF 2432 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans
			25. PAGE CLCA et COLCA
9_2_PAJE		100	T2PF 251 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape
9_2_PAJE	102	99	T2PF 251 : CLCA et COLCA : ventilation des effectifs CAF de familles selon le taux d'activité
9_2_PAJE	102	99	T2PF 252 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CLCA et du COLCA - Estimation tous régimes
			3. CF
9_3_Cf_Ars	103		T2PF 31 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la prise en compte d'une majoration de plafonds de ressources pour double activité (*)
9_3_Cf_Ars	103		T2PF 32 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la taille de la famille
			4. ARS
9_3_Cf_Ars	104		T2PF 41 : Ventilation des enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_3_Cf_Ars	104		T2PF 42 : Nombre moyen d'enfants par famille bénéficiaire de l'Ars
9_3_Cf_Ars	104		T2PF 43 : Bénéficiaires de l'Ars différentielle
9_3_Cf_Ars	104		T2PF 44 : Enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_3_Cf_Ars	104		T2PF 45 : Familles bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille

5. ASF		
9_4_Asf_Api_Aah	105	T2PF 510 : Effectifs Caf d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale - Asf non recouvrable - Nombre moyen d'enfants par famille depuis 2004
9_4_Asf_Api_Aah	105	T2PF 511 : Estimation tous régimes du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale depuis 2005
9_4_Asf_Api_Aah	105	T2PF 52 : Part des familles bénéficiaires de l'Asf non récupérable depuis 2007
9_4_Asf_Api_Aah	105	T2PF 53 : Variation du nombre de bénéficiaires de l'Asf et de l'Api entre 2005 et 2008
9_4_Asf_Api_Aah	106	T2PF 54 : Familles et enfants bénéficiaires de l'ASF (CAF et tous régimes, métropole + DOM)
6. AEEH		
9_5_Aeeh	107	102 T2PF 611 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh, de la majoration pour les parents isolés (séries rectifiées, données CAF, estimation tous régimes)
9_5_Aeeh	107	102 T2PF 612 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer
9_5_Aeeh	107	102 T2PF 62 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément depuis 1997
9_5_Aeeh	108	103 T2PF 631 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires de l'AEEH selon le type de complément perçu, avec ou sans majoration de parent isolé depuis 2006
9_5_Aeeh	109	T2PF 632 : Effectifs pondérés par le barème d'Aeeh
9_5_Aeeh	109	103 T2PF 633 : Estimation de l'évolution des dépenses à partir des effectifs pondérés par le barème d'Aeeh
7.1 AJPP		
9_5_Af_Ajpp	110	104 T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001
9_5_Af_Ajpp	110	104 T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous condition de ressources) depuis 2006
9_5_Af_Ajpp	110	104 T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp (App) et du complément selon la taille de la famille depuis 2001
9_5_Af_Ajpp	110	104 T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005
7.9 API		
9_4_Asf_Api_Aah	111	T2PF 79 : Données détaillées relatives aux bénéficiaires CAF de l'API de 1998 à 2008
8. AAH		
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (Grph, données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah	112	108 T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf, métropole + Dom)
9_3_Asf_Api_Aah		109 T2PF 8.7 : Bénéficiaires de l'Aah selon la date d'avis de la Cdaph depuis 2005
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.01 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf)
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.02 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille (données Caf)
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.03 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf)
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.04 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf)
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.05 : Effectifs de bénéficiaires d'un compléments d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (données Caf)
9_3_Asf_Api_Aah	113	T2PF 8.06 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf)
9.1 Logement		
9_0_Ch2_5_Logement	114	106 T3PF 071 : Evolution des prestations de logement depuis 1999 : + 9,3 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires
9_0_Ch2_5_Logement	115	T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004
9.5 Minima sociaux, aides exceptionnelles et autres aides à l'emploi		
9_8_RMI_RSA	115	110 T2PF 9.5 : Bénéficiaires d'au moins un minima (Rmi, Api ou Aah, données Caf) depuis 2002
9_8_RMI_RSA	115	T2PF 9.6 : Bénéficiaires du Rmi (données Caf)
9_0_Ch2_PF		T2PF 9.7 : Minima (hors Aah), aides à l'emploi et prime exceptionnelle Ars

6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
RD02	116	136	T1PF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
	117	137	T1PF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable selon la présentation de la CCSS en euros
RD02	117	137	T1PF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	118	138	T1PF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
	119	139	T1PF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants
	119	139	T1PF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	120	140	T1PF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002
RD02	120	140	T1PF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat
RD02			
RD02	121	141	T1PF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants
RD02	121	141	T1PF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations
RD02	121	141	T1PF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants
RD02	122		T1PF 644 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros constants
RD02	122		T1PF 645 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes y compris le remboursement de prestations
RD02	123	142	T1PF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	124	143	T1PF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants
RD02	124	143	T1PF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
RD02	125	144	T1PF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	126	145	T1PF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
RD02	127	146	T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations)
RD02	128	147	T1PF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)
RD02	129	148	T1PF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)
RD02	130	149	T1PF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982)
RD02			T1PF 6832 : Exonérations de cotisations (ensemble du régime général) depuis 2005
RD02		150	T1PF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
RD02			T1PF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
Cf. Archive 06 A - 218			Pour les données en francs

7. Tableaux du chapitre 10 de la brochure : montants et plafonds de prestations

Taux de cotisation, plafond de SS, SMIC, prix, natalité

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<u>71 BMAF</u>
BAREME_1	131	189	T1PF 712 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros
			<u>72 AF</u>
BAREME_1			T1PF 7211 : Barème des allocations familiales par enfant (en % de la BMAF)
BAREME_1	132		T1PF 7212 : Plafonds de ressources des allocations familiales du 1 ^{er} mars 1998 au 31 décembre 1998
BAREME_1	132		T1PF 7221 : Montant mensuel des allocations familiales après CRDS en euros
BAREME_1	133	190	T1PF 7222 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros
BAREME_1	134		T1PF 7231 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant après CRDS en euros constants
BAREME_1	135		T1PF 7232 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants
BAREME_1	136		T1PF 7233 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant en indice base 100 en 1994
			<u>73 CF, APJE, PAJE (ASU, AFG, allocations pré- et postnatales)</u> Cf. annexe page 466
BAREME_1	137	191	T1PF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros
BAREME_1	138	192	T1PF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros
BAREME_1	139		T1PF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros
BAREME_1	140		T1PF 7323 : Revenu mensuel correspondant au plafond moyen annuel de ressources CF - APJE en euros
BAREME_1	141		T1PF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF - APJE en euros constants
BAREME_1	142	193	T1PF 7351 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros
BAREME_1	143		T1PF 7352 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004
BAREME_1	144		T1PF 7353 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants
BAREME_1	145	195	T1PF 7361 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros
BAREME_1	146	196	T1PF 7362 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile
BAREME_1	147	197	T1PF 7363 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE
BAREME_1	147	197	T1PF 73631 : Allocation de base et prime de naissance PAJE
BAREME_1	148	198	T1PF 73632 : Complément mode de garde de la PAJE
BAREME_1	149		T1PF 7371 : Salaires minima bruts annuels pour valider les trimestres d'activité pour le CLCA PAJE et pour l'APE en euros
BAREME_1	150		T1PF 7381 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004
BAREME_1	151		T1PF 7382 : Comparaison des plafonds des nouvelles et anciennes prestations au 1 ^{er} juillet 2004
			<u>74 ARS, (aide à la scolarité)</u>
BAREME_1	152	199	T1PF 7411 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros
BAREME_1	153		T1PF 7413 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic
BAREME_1	154		T1PF 7414 : Montant de l'ARS et revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants
			<u>75 AFEAMA, AGED</u>
BAREME_1	155		T1PF 7511 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros
BAREME_1	156		T1PF 7512 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros
BAREME_1	157		T1PF 752 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros
BAREME_1	158		T1PF 753 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle
BAREME_1	159		T1PF 754 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA

			<u>76 API, APE, ASF (AO), allocation d'adoption (AAD), prêt jeunes avenir (PJA)</u>
BAREME_1	159		T1PF 7612 : Prêt jeunes avenir (PJA) : montant et plafond de ressources trimestrielles
BAREME_2	160	200	T1PF 7621 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption
BAREME_2	161		T1PF 7622 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants
BAREME_2	162		T1PF 7623 : API : forfait logement
BAREME_2	162		T1PF 7624 : API : mesures d'intéressement
			<u>77 AEEH (AES), AJPP, AAH, RSO, RMI, RSA</u>
BAREME_2	163	201	T1PF 7711 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex-AES) depuis 2002
BAREME_2	164		T1PF 7713 : Montant moyen de l'AES avant CRDS jusqu'en 2001
BAREME_2	165	202	T1PF 7715 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP
BAREME_2	166	203	T1PF 7716 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP
BAREME_2	167	204	T1PF 7721 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros
BAREME_2	168	205	T1PF 7722 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants
BAREME_2	169		T1PF 77210 : Montant de l'AAH suite à une hospitalisation, un placement...
BAREME_2	170	206	T1PF 7723 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros
BAREME_2	171		T1PF 7913 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet
BAREME_2	171		T1PF 7724 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en % du SMIC net
BAREME_2	172	207	T1PF 7731 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros
BAREME_2	172	207	T1PF 7732 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants
BAREME_3	173	208	T1PF 77411 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros
BAREME_3	174	209	T1PF 77412 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants
BAREME_3	174	209	T1PF 77413 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999
BAREME_3	175	210	T1PF 77414 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion
BAREME_3	175		T1PF 77415 : RMI mesures d'intéressement en euros
BAREME_3	176	211	T1PF 77421 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros
BAREME_3	176	211	T1PF 774211 : RSA MF : montant forfaitaire en euros courants
BAREME_3	176	211	T1PF 774212 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaire majoré pour personnes isolées en euros courants
BAREME_3	176	211	T1PF 77422 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009
BAREME_3	176	211	T1PF 7723 : Montant du forfait logement en euros
			<u>776 DOM : barèmes spécifiques</u>
			Cf. chapitre 8.2 de la brochure : la législation relative aux DOM, ses spécificités et son alignement progressif sur la législation de la métropole.
BAREME_3	177	212	T1PF 7751 : DOM : Revenu de solidarité en euros
BAREME_3	177	212	T1PF 7752 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros
BAREME_3	178	213	T1PF 7761 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001
BAREME_3			Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001
			<u>78 Taux de cotisation, plafond SS</u>
BAREME_3	179		T1PF 7814 : Taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale
BAREME_3			T1PF 782 : Taux de la contribution sociale généralisée
BAREME_3	180		T1PF 784 : Evolution du plafond annuel de sécurité sociale en euros
			<u>790 Comparaison des plafonds et des montants de prestations exprimés en pourcentage du SMIC</u>
BAREME_1	181	7	T1PF 7902009 : Montants 2009 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC
BAREME_1			T1PF 7902008 : Montants 2008 des prestations Famille et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC
			<u>791 Données de cadrage : Prix, SMIC, PIB</u>
BAREME_1	182	214	T1PF 7921 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968
BAREME_1	183		T1PF 7922 : Evolution du salaire minimum légal horaire (SMIC) depuis 1970
BAREME_2	171		T1PF 7913 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 ^{er} juillet (151,66 heures par mois)
BAREME_3	184		T1PF 794 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros
BAREME_1	185	215	T1PF 799 : Evolution des prix depuis 1945



Caisse nationale des Allocations familiales
32 avenue de la Sibelle
75685 Paris Cedex 14
01 45 65 52 52